Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/histoiredelitali0000maur

HISTOIRE
DE L'ITALIE MODERNE

* *

Maurice VAUSSARD

HISTOIRE DE L'ITALIE MODERNE

* *

1870 - 1970

HACHETTE

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous pays.
© *Librairie Hachette, 1950.*

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS DE L'UNITÉ
LA DROITE HISTORIQUE AU POUVOIR
(1870-1876)

Après le retour à Rome d'une garnison française et la dispersion à Mentana des volontaires garibaldiens qui avaient tenté un coup de main contre l'Etat pontifical, cette fois sans la complicité du gouvernement de Florence, l'Italie officielle savait qu'elle ne pourrait faire de Rome sa capitale tant que Napoléon III présiderait aux destinées de l'Empire français. L'avenir apparaissait bouché. La guerre franco-allemande brusquement l'éclaircit.

Durant ses préparatifs diplomatiques, aussi inconsistants que l'était notre préparation militaire, on sait que le cabinet des Tuileries avait longuement envisagé d'opposer à la Prusse une coalition franco-austro-italienne. Du côté italien, il n'eût tenu qu'à nous d'obtenir que cette alliance, même après Mentana, malgré des difficultés accrues, se traduisît en concours armé à l'heure de nos épreuves et par-delà celles-ci. Mais il

eût fallu en stipuler nettement les clauses, en préparer les moyens par avance, et non pas y faire un appel tardif quand le sort des armes avait déjà décidé contre nous et n'était plus susceptible d'être modifié par quelque intervention que ce fût.

Le cas de conscience italien devant le duel franco-allemand.

Là encore, de pénibles légendes doivent être dissipées. Surtout, il faut distinguer entre éléments responsables et irresponsables et parmi ces derniers discerner ceux qui comptent de ceux qui ne sont que des agents stipendiés, sans valeur ni crédit. L'alliance franco-italo-autrichienne pouvait d'autant plus aisément être scellée en 1869 ou au début de 1870, en échange du retrait définitif des troupes françaises de Rome, exigé par l'opinion publique italienne, que l'Autriche, toujours prête naguère à intervenir pour soutenir les droits du Saint-Siège, était, sous le chancelier protestant comte de Beust, non seulement résignée à l'inévitable, mais encline à accélérer la solution de la question romaine dans le sens désiré par l'Italie. Seules, par conséquent, l'opposition des milieux catholiques français et la fidélité à une conception périmée du principat ecclésiastique retinrent Napoléon III de sauver à la fois, quand il en était temps encore, la France de la défaite et sa propre dynastie.

Lorsque la guerre eut éclaté, Victor-Emmanuel, néanmoins, par esprit chevaleresque et souci de gratitude, voulait fermement intervenir à nos côtés. Mais il n'avait pour soutenir son point de vue que l'appui des milieux militaires et de quelques ministres civils, dont celui des Affaires étrangères, le marquis Visconti-Venosta. Les généraux issus de la noblesse piémontaise, Menabrea, Pallavicini, Cialdini, La Marmora surtout, affirmèrent énergiquement la nécessité d'entrer en campagne sans délai. Au Sénat, Cialdini interpellait le ministère, l'accusait d'avoir laissé péricliter l'armée et le mettait en demeure de se prononcer immédiatement pour la France. « Nous ne sommes pas prêts, peut-être serons-nous battus, s'écriait La Marmora, mais l'alliance de la France et de l'Ita-

lie sortira indissoluble de leurs communes défaites. » Le même homme d'Etat devait écrire plus tard, avec un sens très juste de la vérité historique et une superbe indifférence aux égarements de l'opinion publique d'un côté ou de l'autre des Alpes : « La France n'a jamais pardonné à l'Empereur... d'avoir sacrifié à l'Italie les intérêts français; aussi éprouve-t-on quelque peine à se rendre compte des fureurs dont son nom était l'objet en Italie, chaque fois qu'il accompagnait de conseils l'appui qu'il nous prêtait, ou qu'il y mettait des conditions qui n'étaient pas entièrement de notre goût. Les regrets universels avec lesquels la nouvelle de sa mort a été accueillie en Italie ont fait justice de ces sentiments; et je suis convaincu que les démonstrations extraordinaires, qui ont eu lieu à cette occasion, ont été dues non pas tant à la certitude que, sans l'aide de Napoléon III, l'unité italienne serait encore à l'état de désir pour notre génération, qu'à la pensée que l'auteur de cet inestimable bienfait en avait peut-être été la victime. »

La raison d'Etat devait finalement l'emporter en août 1870, sous l'action du ministre des Finances Quintino Sella, industriel piémontais dont le roi détestait le terre à terre, mais dont il subissait malgré lui l'emprise faite de sens pratique et de dévouement illimité à la chose publique. La rue sans doute se prononçait alors pour la neutralité ou même souhaitait le succès de nos adversaires, mais la Couronne et le gouvernement étaient assez forts pour la braver si l'armée eût été prête et le crédit du pays mieux assis. Sella, qui se débattait depuis des années contre le déficit, avait à sa disposition des arguments plus solides que les variations d'une humeur populaire qui, si souvent déjà, s'était montrée aveugle. Honnête homme, en qui le souci de faire honneur à la signature de l'Etat comme à la sienne atteignait une manière d'héroïsme, il effraya le roi par la perspective de la banqueroute, en même temps qu'il lui soulignait les dangers intérieurs qu'une défaite aurait eus immanquablement pour une Italie à la cohésion encore fragile. Il fit prévaloir ses vues.

Au reste, durant les quelques mois que dure la guerre

franco-allemande, de bons témoins enregistreront deux ou trois variations substantielles du sentiment public. Après les manifestations antifrançaises du début, qui « consternent » nos amis, un revirement marqué s'opère en notre faveur dès la fin de l'année. L'ampleur et la soudaineté de nos défaites, la chute de l'Empire, la satisfaction causée par l'occupation de Rome, la durée du siège de Paris et l'héroïsme de ses habitants engendrent des réactions complexes où dominent la sympathie et peut-être un certain remords. « Chaque nouvelle favorable à nos armes — note le chargé d'affaires de France à Florence — est accueillie avec une bruyante satisfaction, tandis qu'on affecte d'ignorer les bulletins victorieux des états-majors prussiens, ou qu'on ne s'y arrête qu'avec tristesse... Dès que nos armées du Nord ou de l'Est remportent le plus petit avantage, les imaginations se montent, on s'arrache les journaux comme s'il s'agissait d'une victoire italienne. » A la fin de janvier 1871, cette même presse, qui menaçait presque de faire une révolution en août 70 si le pays se solidarisait avec la France, déplore l'effacement des puissances neutres, s'en prend à l'Autriche, à la Russie, surtout à l'Angleterre, dont elle dénonce l'égoïsme, et même au gouvernement italien, qu'elle voudrait plus agissant. Une note identique est donnée par les agents consulaires français à Turin, Milan, Gênes, Bologne, Naples, dans toute l'Italie en un mot. La Prusse ne s'y trompe pas et tandis que son ministre à Florence se répand en propos amers, la presse allemande, sur la consigne du Quartier général, attaque avec violence le gouvernement et les parlementaires italiens. Berlin ressentit comme un outrage la formation de la légion garibaldienne.

L'heure était passée toutefois pour l'Italie de nous témoigner une sympathie autre que platonique. « Quand un de nos amis se jette par la fenêtre sans nous prévenir, disait Visconti-Venosta, ce n'est pas une raison pour qu'on saute après lui et se casse le cou, sans chance de le sauver. » Et même la campagne de *La Riforma*, l'organe de Crispi, chef du parti proallemand, soutenant que l'Italie a dans l'Allemagne une alliée naturelle et la nécessité de la ménager,

ne laissait plus insensibles les milieux parlementaires à mesure que le temps passait et que s'esquissaient les reconstructions de l'après-guerre. Le résultat des élections à l'Assemblée nationale, joint au langage agressif de la presse cléricale française dans la question de Rome, les inquiétait plus que de raison. On craignait déjà, on craindra durant de longues années en Italie un nouveau soutien aux revendications « temporalistes » du Saint-Siège de la part du cabinet de Paris. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine de l'observation très exacte que formulait, le 10 mars 1871, le chargé d'affaires de France relatant les perplexités du gouvernement italien au sujet de ses alliances futures, en même temps que la persistance des sympathies populaires à notre égard. « On s'arrête à toutes les combinaisons, on poursuit toutes les alliances, sauf une seule, celle de la France. » Mais c'est un contresens absolu d'en conclure avec le diplomate étranger que cite Auguste Brachet dans sa fameuse *Lettre à M. Crispi* : « La raison pousse l'Italie vers la France; le sentiment la pousse vers l'Allemagne, et c'est le sentiment qui mène le monde. » La vérité est exactement à l'inverse; c'est une raison sans doute fallacieuse, mais quand même un calcul jugé raisonnable qui, dès 1871, pose à l'Italie officielle le problème de la Triple-Alliance, avec le regret, maintes fois exprimé, de ne pouvoir suivre le sentiment qui l'inclinerait vers la France, sentiment que ni les conventions diplomatiques ni même l'état de guerre déclarée n'empêcheront d'éclater spontanément en 1914 et en 1940, comme à l'automne de 1870.

L'occupation de Rome.

Après Sedan et la chute de l'Empire français, qu'avait précédés de peu le rappel de notre corps expéditionnaire romain, la voie devenait libre pour le gouvernement italien. Le président du Conseil, naguère président de la Chambre, était alors un médecin piémontais, Lanza, renommé pour sa droiture, qui avait assumé le pouvoir en novembre 1869

et s'était entouré d'une majorité d'hommes du Nord, comme lui-même, à la suite d'une crise ministérielle particulièrement orageuse où la volonté du roi avait tenté quelque temps de faire échec à celle du Parlement. Lanza avait exigé, en particulier, l'éloignement des charges de Cour de quelques parlementaires appartenant à la noblesse, qui dans les conseils du gouvernement paraissaient les interprètes trop fidèles de la pensée personnelle du souverain, à la manière de certains ministres de Louis-Philippe.

Le désir de la majorité, qui appartenait encore aux diverses fractions de la droite, eût été d'entrer à Rome avec l'accord du pape ou tout au moins le minimum de violence. On a vu que l'accord, tenté au début de septembre, échoua comme les précédents qu'avait essayés Cavour. La violence, en revanche, eut peu à s'exercer. Le plan d'opérations du général Cadorna comportait des attaques simulées à la plupart des portes de la ville, effectives seulement aux portes Pia et Salaria. En outre, il était prévu de laisser au pape la *Cité Léonine*, comprenant, avec le Vatican et le château Saint-Ange, tout le mont Janicule jusqu'à l'enceinte aurélienne, et même de ne pas répondre aux attaques des troupes pontificales qui pourraient en provenir.

Le 20 septembre à l'aube, après de nouveaux pourparlers inutiles, l'assaut fut donné et une brèche ouverte dans les murailles à la porte Pia. Presque aussitôt le drapeau blanc était hissé sur la coupole de Saint-Pierre : il en avait coûté aux Italiens 50 morts et 141 blessés, moins de la moitié aux pontificaux, commandés par le général suisse Kanzler. Survenant au plus fort de la guerre franco-allemande, l'événement, cruel aux catholiques respectueux des directives du Saint-Siège même en matière politique, passa au second plan dans les soucis des chancelleries étrangères et ne provoqua aucune autre protestation que celle du souverain dépossédé des derniers vestiges de son pouvoir temporel. Pie IX, effrayé des troubles qui s'étaient produits dans la Cité Léonine, faisait même prier dès le 21 le général Cadorna d'occuper aussi avec ses troupes cette partie de la ville.

Un plébiscite devait avoir lieu, comme en Toscane, en Vénétie, etc., afin de connaître le sentiment des populations. Fixé au 2 octobre, il donna pour la réunion à l'Italie 40 785 *oui* et 46 *non* à Rome (pas un seul de ceux-ci dans la Cité Léonine). On comptait 19 % d'abstentions.

Le roi Victor-Emmanuel II ne se hâta pas de sanctionner par sa présence le résultat du plébiscite. Souverain constitutionnel et par ailleurs ambitieux de hauts destins pour sa Maison, il se serait ici moins que jamais opposé au vœu de la nation, mais il était en excellentes relations personnelles avec le pape; sa mère et sa femme, archiduchesses d'Autriche, sa fille, mariée au prince Jérôme Napoléon, avaient donné à la Cour le constant exemple d'une grande piété, selon la tradition des Savoie; il ne voulait d'aucune manière traduire en gestes impatients sa satisfaction intime de voir enfin achevée l'unité italienne, à l'exception de quelques territoires aux frontières du Nord-Est. Il vint à Rome, nous l'avons dit, pour la première fois le 31 décembre, à l'occasion d'une grave inondation du Tibre, et ne s'installa au Quirinal que le 2 juillet 1871, après le vote de la loi des Garanties et le transfert du gouvernement.

La loi des Garanties (1871).

Les grandes lignes de cette loi, destinée à régler la nouvelle situation du Saint-Siège et qui resta en vigueur jusqu'aux accords du Latran de 1929, avaient été déjà tracées du vivant de Cavour et communiquées à la Secrétairerie d'Etat, qui les avait alors dédaigneusement rejetées. Les successeurs immédiats du grand ministre y avaient eux-mêmes fréquemment réfléchi et on en trouve notamment la preuve dans la correspondance de Ricasoli.

La première partie de la loi énumère les « prérogatives du Souverain Pontife et du Saint-Siège ». Elle déclare inviolable et sacrée la personne du pape, contre qui offenses et attentats sont punis des mêmes peines que ceux qui viseraient le roi; les honneurs souverains que lui accordent les

monarques catholiques lui sont pareillement garantis par le gouvernement italien, avec la faculté de conserver le même nombre de gardes attachés à sa personne que par le passé; une dotation annuelle de 3 225 000 lires, inscrite au grand livre de la Dette publique, exempte de tous impôts et inaliénable, lui est assurée, de même que la jouissance, avec le privilège de l'exterritorialité, des palais du Vatican et du Latran, de la villa de Castelgandolfo, et de leurs annexes : musées, bibliothèque, collections, etc. D'autres articles garantissent la pleine liberté des conclaves et des cardinaux qui y prennent part; les prérogatives et immunités diplomatiques aux envoyés des gouvernements étrangers auprès du Saint-Siège ou du Saint-Siège auprès de ceux-ci; la faculté pour le pape de correspondre avec l'épiscopat et le monde catholique au moyen de ses propres bureaux de poste et de télégraphe ou de courriers spéciaux; l'entière dépendance à l'égard du Saint-Siège seul des séminaires et instituts religieux existant dans la ville et la province de Rome ou susceptibles d'y être institués. La seconde partie de la loi, plus brève, concerne les relations de l'Etat avec l'Eglise. Elle consacre le droit de réunion des membres du clergé catholique; la renonciation de l'Etat à nommer ou à proposer des candidats aux bénéfices ecclésiastiques, sous la réserve qu'ils seront attribués à des citoyens italiens; exempte les évêques du serment de fidélité au souverain temporel; abolit le *placet* et l'*exequatur*, vestiges des anciens droits régaliens en matière ecclésiastique; stipule que l'Etat ne s'ingérera d'aucune manière dans les décisions disciplinaires de l'autorité religieuse, ni pour les infirmer ni pour en imposer l'exécution par la force. En somme, la loi codifie le principe de « l'Eglise libre dans l'Etat libre », formulé par Cavour, dans un esprit de très grand respect pour l'autorité ecclésiastique.

Pie IX se refusa néanmoins à la ratifier, non seulement parce qu'elle consacrait la perte de ses Etats, mais encore et surtout parce qu'elle ne résultait pas d'un contrat librement discuté et provenait de décisions unilatérales. Il en accepta tacitement la plupart des clauses, mais refusa la

dotation du gouvernement italien et, s'enfermant dans son palais, refusa même de traverser Rome pour se rendre à la villa papale de Castelgandolfo. Il devint le « prisonnier du Vatican ».

Des rapports officieux ne pouvaient pas cependant ne pas exister entre la Secrétairerie d'Etat et le gouvernement italien pour une foule de questions temporelles. Ils furent de part et d'autre empreints généralement d'une grande courtoisie, voire de cordialité, à condition que le vulgaire n'en fût pas informé. Un *modus vivendi* assez étrange et quelque peu anachronique allait ainsi s'instaurer à Rome durant près d'un demi-siècle et ne faire place que lentement à d'autres usages. Sur le plan mondain, il y eut deux aristocraties, l'une *noire*, au service du pape, l'autre *blanche*, comprenant les dignitaires de la Cour royale et leurs proches, qui en principe ne pouvaient participer aux mêmes réceptions, se rencontrer en public, bien que parfois une même famille comprît des « blancs » et des « noirs ». Conséquence beaucoup plus grave : il fut enjoint aux catholiques italiens de ne pas participer aux élections, ni comme candidats ni même comme votants — ce fut la consigne du *non expedit* —, en manière de protestation permanente contre la spoliation du Saint-Siège. Cette consigne s'atténua par la suite en ce qui concerne les élections municipales et celles aux conseils provinciaux (généraux) — dites « administratives —, mais demeura en vigueur jusqu'en 1913 pour les élections législatives, avec quelques exceptions tolérées seulement, cas par cas, en 1904 et 1909.

Les hommes de la Droite historique.

Le pouvoir légal n'allait-il donc être exercé en Italie que par des mécréants? Et que représentaient au juste ces hommes de « droite » qui, sans interruption, occuperont le pouvoir aux premiers temps de l'unité, de 1859 à 1876? En gros, on pourrait les assimiler à nos « opportunistes » ou « progressistes » des années 80. « Dès 1881, les opportunistes n'étaient séparés des conservateurs que par la ques-

tion du régime et le problème religieux », a écrit François Goguel dans sa remarquable étude de *La politique des partis sous la III^e^ République*. Si l'on remplace les mots : question du régime, par : question romaine, cette définition s'appliquerait exactement à la situation italienne à la fin du règne de Victor-Emmanuel II. Au lieu de légitimistes, écartés du pouvoir par leur fidélité au comte de Chambord, ou, plus généralement, aux principes monarchistes, il y a en Italie des cléricaux contraints de renoncer à la vie publique par le *non expedit*. Mais la Droite italienne et les progressistes français sont pareillement de grands bourgeois, conservateurs d'esprit, juristes éminents pour la plupart, d'une très grande dignité de vie, spiritualistes convaincus, avec de fortes infiltrations protestantes en France et catholiques en Italie. C'est-à-dire que la Droite italienne de 1870 serait en France la Gauche de 1880. Lanza, Sella, Visconti-Venosta, Minghetti, grand propriétaire foncier comme Cavour — que celui-ci jugeait déjà en 1860, non sans quelque exagération, « la plus belle intelligence de l'Italie centrale » —, Scialoja, spécialiste du droit public, le philosophe Spaventa correspondent trait pour trait à nos Jules Ferry, Léon Say, Méline, Waddington, Barthélemy-Saint-Hilaire, etc. La plupart sont de grands travailleurs, que douze à quatorze heures par jour d'assiduité à leur tâche n'effraient pas (et c'est peut-être ce qui les rend moins sensibles que nos contemporains à la durée excessive du labeur des ouvriers). Cavour, qui donnait couramment des rendez-vous importants au lever du jour, s'usera prématurément à cette activité de tous les instants; Sella était à son bureau dès 5 heures du matin.

Riches ou non, ces hommes sont en outre admirablement désintéressés. Ricasoli, très fortuné, avait mis comme condition à son acceptation de la présidence du Conseil qu'il ne recevrait aucun traitement, de même qu'il refusera toute décoration. Lanza, qui était pauvre, écrivait à sa femme en 1867, alors qu'il envisageait de quitter la vie publique, qu'en réduisant sa dépense journalière de nourriture à 5 lires, et le total à 200 lires par mois avec les faux frais, il pensait atteindre la fin de la législature sans contracter

aucune dette mais en vendant le dernier titre de rente qui lui restait. (Au lieu de cela, il sera toutefois nommé président de la Chambre et président du Conseil deux ans plus tard.) Une moindre délicatesse dans le maniement des deniers publics leur semble pareillement sans excuse; lorsque La Marmora envoie secrètement à Vienne, en 1865, le comte Malaguzzi-Valeri, pour sonder le gouvernement autrichien sur les possibilités de rétrocession amiable de la Vénétie à l'Italie moyennant une indemnité d'un milliard de lires-or, et que son mandataire lui demande s'il pourra utiliser dans ses négociations « des gratifications pécuniaires », le président La Marmora lui répond simplement : « Le gouvernement italien répugne trop à de semblables moyens pour qu'il en soit question. » Et Lanza transmettait en 1873 le ministère de l'Intérieur à son successeur avec 500 000 francs de fonds secrets — somme considérable pour l'époque —, dont il avait pu faire l'économie.

L'esprit public.

Comment s'expliquer dès lors qu'à la même date le soupçon de corruption des mœurs publiques, de vénalité des fonctionnaires et des parlementaires commence à se répandre dans les esprits, dans la presse d'opposition, créant une agitation factice et une atmosphère de scandale autour des dirigeants, comme en France au moment de « Panama » ?

C'est qu'à côté des hommes intègres, qui étaient, il faut y insister, le plus grand nombre dans l'Italie du Nord et du Centre, et bien que certaines accusations spectaculaires se fussent manifestées sans aucun fondement, le développement économique du jeune royaume, l'accroissement du prix des terrains — à Rome en particulier —, la création incessante d'affaires nouvelles et même de banques populaires qui allaient jusqu'à émettre sans autorisation du papier-monnaie, avaient réellement déterminé une fièvre de spéculation qui, côtoyant la Cour et le Parlement, ne pouvait manquer de faire naître le soupçon — principalement chez les démagogues de plume, qui foisonnaient à

l'extrême gauche —, que plus d'un personnage de marque y fût lui-même compromis. C'est aussi que dans le Midi, surtout en Sicile, régnaient effectivement chez les fonctionnaires de tout grade, en liaison avec les criminelles menées de la *mafia*, de telles habitudes de corruption qu'il eût fallu y porter le fer rouge. On y réussit à peu près dans le domaine financier, celui qui tenait le plus au cœur des nouveaux dirigeants. Giolitti, alors jeune fonctionnaire à la Direction générale des impôts, réussit à établir en une seule année (1872) les 5 000 perceptions qu'il fallait créer dans les régions où les impôts directs étaient perçus par les communes ou par des intermédiaires, qui avaient laissé s'accumuler d'énormes arriérés (200 millions-or, au total) et où il était toléré, pour les exempter des taxes, que certains contribuables — et parmi eux de très hauts fonctionnaires, même fort connus —, fussent déclarés « introuvables ». Ces invraisemblables abus foisonnaient surtout dans le Midi, où une ville entière, Catane, qui comptait déjà plus de 100 000 habitants, était tranquillement classée comme « introuvable », raconte le même Giolitti dans ses *Mémoires*. Ce n'étaient là, d'ailleurs, que quelques-uns des aspects de cette « question méridionale », qui sera dès l'origine de l'unité — qui est encore à certains égards — le problème majeur, la faiblesse congénitale du nouveau royaume, trop souvent et trop longtemps négligés par ses chefs.

La question méridionale.

Bien des causes concouraient à rendre cet angoissant problème presque insoluble. Tout d'abord, nous l'avons dit, l'ignorance des conditions réelles, géographiques et sociales, de l'ancien royaume de Naples. Tous les hommes qui dirigeront l'Italie au cours des premières décades de l'unité étaient, à de rares exceptions près (De Sanctis et Spaventa, titulaires de ministères techniques), des Septentrionaux. Cavour lui-même n'avait jamais visité Naples, la Sicile, ni même Rome. Ses successeurs s'inquiètent sans doute des difficultés rencontrées pour imposer au Midi, du jour au

lendemain, les lois et les habitudes piémontaises. Les rapports de personnalités énergiques, comme le général Cialdini, lieutenant royal à Naples en 1861, ou le général Govone, commandant la place de Palerme avec des pouvoirs dictatoriaux en 1861, l'envoi l'année suivante d'une commission parlementaire dans les provinces méridionales avaient mis en lumière les faits les plus marquants, mais surtout d'ordre politique ou criminel. On continue à se faire d'étranges illusions sur la fertilité du pays, d'après les témoignages, d'ailleurs mal interprétés, d'historiens anciens; on en méconnaît la géographie humaine et les nécessités économiques; lorsqu'on les pénétrera mieux, on reculera devant l'immensité de la tâche, qui eût condamné l'Etat italien à investir la majeure partie de ses ressources dans la création de routes, de ponts, de maisons paysannes à travers la campagne, de réservoirs artificiels, d'aqueducs, en de vastes régions qui en étaient dépourvues; à corriger les effets du déboisement ; à lutter contre l'analphabétisme et la superstition pour amener l'Italie du Midi au niveau où se trouvait vers 1870 celle du Nord et les faire évoluer ensuite parallèlement vers le progrès. C'était une besogne ingrate, à laquelle on préféra une politique de prestige extérieur, la création d'une armée nombreuse et d'une forte marine, puis le développement dans le Nord d'industries protégées. Pratiquement, le Midi fut abandonné à lui-même ou l'objet de palliatifs inopérants.

Sans doute le produit des impôts est-il en théorie réparti également entre le Nord et le Sud; et les voies ferrées s'étendront à toutes les parties de la péninsule. Mais cette justice distributive n'est qu'apparente, comme l'ont bien montré au début de ce siècle les travaux du remarquable économiste que se révélait alors le jeune François-Xavier Nitti. Partant d'un niveau beaucoup plus bas, le Sud avait des besoins beaucoup plus nombreux et, en bien des domaines, les investissements consacrés à sa mise en valeur ne pouvaient être rentables qu'à longue échéance; de même que l'exercice des chemins de fer, immédiatement bénéficiaire dans le Nord, devait rester nécessairement déficitaire dans les zones montagneuses et moins peuplées du Midi.

Cependant, même en valeur absolue, celui-ci est constamment et de toutes manières défavorisé, parfois de façon scandaleuse. De 1862 à 1896, l'Etat dépense en aménagements hydrauliques 266,9 millions dans l'Italie du Nord ; 187,8 millions dans celle du Centre; mais 1,6 *million seulement dans le Midi et* 1,3 *million en Sicile.* 111 millions-or sont consacrés, pour la même période, aux bonifications de terres marécageuses ou infertiles; ici l'avantage appartient d'abord aux provinces du Sud (encore que la Sicile doive se contenter de 3 millions et demi), mais cela en vertu de lois antérieures à 1860 : ensuite la situation est retournée au profit du Nord. En matière de travaux portuaires, bien que les côtes méridionales soient quatre fois plus étendues que celles du Nord, celui-ci se voit attribuer 142 millions et le Midi 86. Au reste, dès la réalisation de l'unité, les chantiers navals de Naples et de Castellammare, alors les plus importants du nouveau royaume, étaient laissés à l'abandon et tandis qu'on développait les ports septentrionaux, le Sénat refusait en 1878 les crédits votés par la Chambre pour améliorer celui de Naples. Quelques années plus tôt, une manœuvre analogue avait « torpillé » le projet relatif à l'arsenal de Tarente.

En matière de lois agraires, l'expérience du morcellement avait été faite déjà à partir de l'abolition légale de la féodalité et surtout de 1861, avec la vente des anciens fiefs, puis de 1866-1867, avec celle des biens fonciers des corporations religieuses supprimées. L'opération fut singulièrement décevante et donna lieu aux abus les plus révoltants. En effet, les terres nobles ou ecclésiastiques avaient été cédées aux *universités*, c'est-à-dire aux provinces, communes, établissements publics, etc., dont la plupart n'eurent rien de plus pressé que de les morceler, mais en fractions minimes, pratiquement inexploitables par les paysans pauvres, qui rapidement se rendirent compte que leur condition n'était nullement améliorée du fait qu'ils possédaient, souvent loin des centres habités, quelques arpents de terre. Ils les abandonnèrent purement et simplement ou les vendirent en secret, bien que la loi en fît défense, et, avec la compli-

cité d'autorités municipales à leur solde, tantôt les anciens seigneurs reconstituèrent leurs domaines, tantôt des spéculateurs avisés en formèrent de nouveaux. Même les servitudes imposées aux biens communaux, telles qu'affouages et vaine pâture, tombèrent en désuétude ou furent usurpées par quelques privilégiés — magistrats élus (au suffrage censitaire) en premier lieu. Ainsi pouvait-on constater que les domaines de la ville de Barletta, divisés entre 800 prolétaires, étaient revenus vingt ans après, pour plus des trois quarts, aux mains de gros possédants ; même chose pour ceux d'Eboli, dans la province de Salerne, encore plus étendus ; des 7 260 cotes obtenues par la division des biens communaux de la province de Teramo (Abruzzes), 2 777 seulement, un demi-siècle après le partage, avaient encore pour titulaires les premiers colons ou leurs descendants. On pourrait multiplier ces exemples.

N'allons pas croire qu'il en avait coûté très cher aux possesseurs de biens-fonds pour se tailler ces grands ou moyens domaines. Aux ventes publiques ne participaient pratiquement que les quelques personnes du cru sachant lire et écrire — l'infime minorité. Des ententes préalables entre acquéreurs possibles écartaient le risque d'enchères disputées. Ainsi un secrétaire de mairie pouvait-il acheter en Calabre pour 15 lires, il y a un demi-siècle, 150 hectares de bonne terre. L'Etat demeurait indifférent à cette mise en coupe réglée de ses biens domaniaux, comme à la misère qui bientôt chassera chaque année vers l'Amérique des centaines de milliers de ses fils qu'il ne se souciait pas d'instruire.

La politique financière.

Cette politique intérieure discutable sera surtout le fait, d'ailleurs, des gouvernements de gauche qui en 1876 vont succéder à la Droite. Le grand argentier de celle-ci, Quintino Sella, s'était attaché avant tout, par des « économies jusqu'à l'os » pratiquées avec « la loupe de l'avare », à réaliser un difficile équilibre budgétaire. Si la campagne

de 1866 avait coûté cher et si le maintien d'une armée forte pesait inévitablement d'un grand poids sur les finances d'un Etat peu doté de ressources naturelles, qui avait à créer tout son outillage, la simple équité commande d'observer que les rêves ambitieux ne hantaient pas l'esprit des hommes de droite. Ils n'assignaient à l'armée qu'un but défensif et ne voyaient dans la flotte qu'une « espérance d'avenir commercial ».

L'occasion de leur chute fut également une convention ferroviaire qui, tout en s'éloignant du libéralisme économique, préludait à ce qui apparaîtra plus tard comme une nécessité d'ordre public : le passage des chemins de fer sous la gestion directe de l'Etat. Le ministère Minghetti — qui entre-temps avait succédé à Lanza —, devant racheter à l'Autriche les chemins de fer vénitiens *(Convention de Bâle)*, avait décidé d'unifier tout le réseau de l'Italie septentrionale en un seul organisme d'État, prélude du rachat aux compagnies privées de toutes les autres voies ferrées existantes en Italie. C'était une lourde charge en perspective, qui pouvait paraître en contradiction avec le programme de stricte économie de Sella et surtout avec le passé de Minghetti qui, douze ans auparavant, pendant son premier ministère, avait vendu lui-même le réseau alors possédé par l'Etat. La majorité se scinda sur cette question, le groupe toscan, plus intransigeant dans son libéralisme, ayant uni ses voix à celles de la Gauche, qui, parvenue au pouvoir, s'empressa, d'ailleurs, de faire ratifier par le Parlement la convention ferroviaire qu'elle venait de combattre.

CHAPITRE II

LES MINISTÈRES DE GAUCHE LA TRIPLE-ALLIANCE

(1876-1900)

L'ACCESSION au pouvoir de la Gauche parut alors catastrophique à beaucoup d'hommes d'ordre. Tandis qu'elle se préparait, le vieux Ricasoli écrivait : « Je me sens des frissons à l'idée d'un ministère de gauche pure et, bien qu'il soit préconisé d'un cœur léger par les divers Sella et Bianchi [secrétaire général des Chemins de fer méridionaux], je tiendrais pour un péché mortel de ne pas lutter par tous les moyens contre cette éventualité. »

Déplacement de la majorité.

En réalité et vu à distance, l'événement nous semble indiquer tout au plus une nuance dans l'éventail des tendances politiques de l'époque. Les nouveaux gouvernants

étaient de même formation intellectuelle, de même milieu social; leurs vues d'avenir étaient similaires à celles de la Droite historique. Plusieurs d'entre eux, comme le président du Conseil Depretis, important viticulteur lombard, Melegari, ministre des Affaires étrangères, le baron Nicotera, ministre de l'Intérieur, avaient collaboré naguère aux entreprises de Mazzini ou de Garibaldi, témoignant par là qu'ils appartenaient au « parti du mouvement ». Mais Thiers aussi en avait été l'âme en 1830 ; en a-t-il moins exprimé plus tard l'essence des idées conservatrices ? A côté d'eux on notait la présence des juristes Mancini et Zanardelli, de l'amiral Brin et de quelques hommes moins marquants.

Un des esprits les plus indépendants et les plus perspicaces de l'Italie contemporaine, Arturo Labriola, un peu comparable à Georges Sorel, mais bien davantage mêlé comme parlementaire et publiciste à la vie de son pays, a formulé sur ces deux groupes rivaux, qui allaient pratiquement fusionner, un jugement contenant une pointe de paradoxe, mais au total d'une rare pénétration. « Lorsque l'on considère ces cinq années et demie de lutte serrée entre la Droite et la Gauche — a-t-il écrit — on voit qu'au fond il s'est agi d'une seule chose du 20 septembre 1870 au 16 mars 1876... Il fallait créer de toutes pièces les organes d'un Etat moderne. L'Italie sortait de régimes absolutistes et bureaucratiques, où l'on administrait de façon paternaliste et arbitraire, sans tant de formalités. La Gauche voulait élargir la classe des nouveaux maîtres en appelant à y participer cet élément local bourgeois, qui s'était tenu à l'écart de la révolution. La Droite, parti qui avait triomphé avec l'unité, tendait au contraire à serrer les rangs, à tout concentrer entre ses mains, à mesurer parcimonieusement les avenues du pouvoir.

« Mais Droite et Gauche étaient au fond deux partis jacobins, car tous deux voulaient gouverner de haut, guidant le pays selon la conception qu'ils s'étaient formée de ses besoins. Hommes de droite et hommes de gauche tenaient l'élément catholique, c'est-à-dire l'énorme majorité du pays,

loin des affaires publiques. Ils gouvernaient comme minorité et les différences entre eux étaient seulement les suivantes : que la Gauche, ayant misé sur l'initiative populaire dans la révolution, s'appuyait sur de larges couches de la classe bourgeoise... et que la Droite apercevait dans la réalisation de certains postulats du libéralisme (suffrage universel, autonomies administratives, garanties judiciaires, etc.), avec la possibilité de voir émerger les couches les plus rétrogrades de la nation, un péril pour la société nouvelle. »

Il n'est pas douteux, par exemple, qu'accordé prématurément à une paysannerie illettrée, rebelle aux lourds impôts et à l'obligation nouvelle de la conscription, le suffrage universel eût amené à la Chambre une majorité cléricale et favorable aux régimes déchus.

Dans le ministère Depretis l'Intérieur passait pour la première fois, avec Nicotera, à un méridional. Il s'y montra réformateur passionné des services publics de tout genre et sévit avec une vigueur inaccoutumée contre les pratiques déshonorantes entretenues à Naples par la *camorra*, en Sicile par la *mafia*, ces associations de malfaiteurs jouant aussi bien du chantage que du couteau avec la complicité de certaines autorités. Pareil souci de moralité lui valut de nombreuses sympathies, mais aussi quelques critiques, même dans son propre parti, sous prétexte qu'il allait trop loin dans la répression.

Après diverses mesures législatives d'ordre intérieur, notamment celle qui instituait l'instruction primaire obligatoire sous la tutelle de l'Etat et qui n'eut guère d'effet pratique que dans les villes, les événements extérieurs prirent le pas sur tout le reste, avec la guerre russo-turque, l'agitation irrédentiste, la visite aux capitales européennes et au prince de Bismarck de Crispi — personnage consulaire dont on devinait les ambitions —, enfin avec le Congrès de Berlin.

La politique royale.

Parmi ces préoccupations, la mort soudaine de Victor-Emmanuel II et, à quelques jours de distance, celle de

Pie IX, qui avait occupé trente-deux ans le trône pontifical — fait jusque-là sans précédent —, causèrent en Italie une profonde émotion.

Le roi était très populaire et le méritait par sa parfaite loyauté comme souverain constitutionnel, sa bravoure, sa simplicité d'accueil, son attachement profond à son peuple.

Jeune prince héritier, il avait combattu valeureusement durant les premières campagnes pour l'indépendance, demandé à son père comme une grâce le commandement d'une division et à Dieu, en qui il croyait fermement, celle d'être blessé. Il le fut en effet, légèrement, à la journée de Goito (30 mai 1848).

La politique anticléricale de son gouvernement inquiétait parfois sa conscience, surtout lorsque, au début de 1855, il perdit en quelques jours sa mère, sa femme et son frère, le duc de Gênes, au lendemain précisément de la loi Rattazzi, qui enlevait la personnalité civile à certaines congrégations religieuses et transférait leurs biens à l'Etat. Une partie de l'opinion vit dans ces malheurs domestiques un châtiment du Ciel et Victor-Emmanuel, impressionné, tenta par des négociations directes avec le Saint-Siège — confiées à l'évêque de Casale et à l'archevêque de Chambéry, tous deux sénateurs —, d'amener une détente entre les deux pouvoirs. Il n'y réussit pas. Ses conseillers ordinaires lui représentaient, d'ailleurs, le danger de son entreprise, qui pouvait l'entraîner plus loin qu'il ne voudrait et déterminer une réaction cléricale. Le roi les écouta et, Rattazzi entre-temps ayant dû donner sa démission, rappela au pouvoir Cavour, que cependant il n'aimait pas.

Il ne devait plus se départir du plus strict loyalisme constitutionnel, mais son rôle n'en fut pas diminué pour autant. C'est grâce à son amitié pour Garibaldi, notamment, et à la confiance totale de celui-ci envers lui que furent évités en 1860 les heurts, qui menaçaient de tourner au tragique, entre le président du Conseil et le magnanime *condottiere*. En toutes circonstances, sa connaissance des réactions populaires et son jugement sûr furent par la suite précieux à ses ministres. Il avait ses informateurs privés, qui parfois dépassaient en

perspicacité ceux du gouvernement. Rien ne lui était plus sensible que de noter chez son peuple un mouvement de désaffection à son égard, comme il advint à Turin lors du transfert provisoire de la capitale à Florence. Sa mort fut donc vraiment un deuil national.

Le nouveau roi, Humbert I[er], marié à sa cousine germaine, Marguerite, fille du duc de Gênes, était d'un abord plus froid, voilé d'une sorte de timidité un peu mélancolique, et, malgré des habitudes pareillement bourgeoises, avait de ses prérogatives royales une conception plus autoritaire. Sans jamais se découvrir, sauf une fois dans les toutes dernières années de sa vie — et ce geste lui fut fatal —, il chercha en plusieurs occasions à se soustraire aux indications de la Chambre pour faire prévaloir ses vues politiques par personne interposée. Il était de règle, dans la monarchie italienne, que les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine, fussent connus et agréés du chef de l'Etat ; mais Humbert devait essayer de choisir même assez librement le président du Conseil et là il lui fallut céder à la volonté du Parlement. Les progrès du socialisme, encore inorganisé à son avènement, l'inquiétèrent de plus en plus par la suite et il n'est pas douteux que l'alliance avec les Empires centraux, conclue d'abord pour des raisons extérieures, prit assez rapidement un caractère de solidarité dynastique en face d'agitations subversives dont la Cour italienne s'exagérait, d'ailleurs, l'importance.

Menées anarchistes.

A cette époque, le malaise social n'avait pas encore trouvé de moyen légal d'expression. Il s'était manifesté en Sicile, dès 1866, par les atrocités du soulèvement de Palerme, où le tout jeune marquis di Rudini, maire de la ville, trouva la première occasion de se signaler par son sang-froid à l'attention de ses compatriotes.

Il s'agissait là d'un mouvement spontané proprement insulaire. Les attentats anarchistes, qui commencent à se multiplier vers le dernier quart du siècle en Italie, puis dans

l'Europe entière, sont en général le fait d'isolés, poussés à agir toutefois par les excitations de feuilles démagogiques dont le foisonnement n'avait guère attiré l'attention des autorités avant le geste de l'aide-cuisinier Passanante. Celui-ci, au cours de la visite d'avènement à Naples du couple royal, le 17 novembre 1878, essaya de frapper d'un poignard Humbert I[er] et ne le blessa que légèrement, mais atteignit beaucoup plus gravement le président du Conseil, Benedetto Cairoli, qui s'était aussitôt dressé contre le meurtrier pour protéger le roi, dont il partageait la voiture.

Quelques semaines plus tard, des bombes étaient lancées à Florence, à Pise et ailleurs, par des « internationalistes », qui eussent pu se réclamer de violences analogues accomplies naguère par leurs frères ennemis, les unitaires fanatiques (Orsini ; attentat terroriste des ouvriers Monti et Tognetti, le 22 octobre 1867, à Rome, qui causa la mort de vingt personnes ; etc.).

Le Congrès de Berlin (1878).

Cairoli était le leader d'une fraction de l'extrême gauche et représentait la pure tradition garibaldienne. Deux de ses frères étaient tombés à la Villa Glori, dans la tentative faite par un groupe de jeunes gens valeureux pour introduire à Rome des armes, peu avant Mentana. Mais pas plus que Depretis, il n'avait rien d'un révolutionnaire échevelé. Son ministre des Affaires étrangères, le comte Corti, avait été déjà distingué par Cavour comme l'une des meilleures têtes de la diplomatie italienne; celui de l'Instruction publique, Francesco De Sanctis, avait géré le même portefeuille dans les cabinets Cavour et Ricasoli : ainsi se réalisait toujours davantage le rapprochement entre Droite et Gauche historiques.

Corti se rendait parfaitement compte que l'Italie ne pouvait attendre aucun avantage territorial du Congrès de Berlin. Cairoli pareillement, bien que les orateurs et publicistes d'extrême gauche fussent alors les plus enclins aux visées ambitieuses d'expansion. Le voyage d'information accompli à l'étranger l'été précédent par Crispi, président de

la nouvelle Chambre élue en 1876, le leur eût confirmé, s'il en avait été besoin. Bismarck n'avait donné à l'homme d'Etat italien nul espoir d'appuyer à Vienne les revendications irrédentistes, que l'Autriche rejetait catégoriquement, ni de s'opposer à l'annexion de la Bosnie par celle-ci. Il avait simplement observé que, dans ce cas, l'Italie pourrait à son tour se tailler une autre tranche de l'Empire turc, par exemple l'Albanie, suggestion que Crispi lui-même avait eu la sagesse de rejeter et que les représentants de la Droite les plus marquants, comme Visconti-Venosta et Jacini, jugeaient insensée pour un pays qui avait déjà peine à s'équilibrer lui-même, financièrement et socialement.

Malheureusement, les chefs de la majorité négligèrent d'informer l'opinion publique italienne — « les 700 ou 800 personnes qui exerçaient le métier de politiciens » (Labriola) — de la situation diplomatique exacte et lorsqu'on vit à Rome revenir le plénipotentiaire italien les mains vides tandis que l'Autriche s'adjugeait effectivement la Bosnie-Herzégovine et l'Angleterre l'île de Chypre (on ignorait encore que la France avait aussi reçu carte blanche de Lord Salisbury et du chancelier allemand pour occuper la Tunisie), ce fut une explosion de critiques acerbes contre le ministère de l'honnête Cairoli. Il n'obtint que moqueries en se faisant un mérite d'avoir gardé « les mains nettes ». L'Adriatique, l'ancien « golfe de Venise », parut du coup devenu un lac autrichien et les irrédentistes se livrèrent partout à des manifestations d'une extrême véhémence.

L'unique tort du gouvernement fut alors de paraître avoir subi une attitude qui était la seule possible et de ne pas prendre lui-même l'offensive contre les écervelés qui eussent voulu du jour au lendemain s'aligner sur de grandes puissances vieilles de plusieurs siècles et notablement plus riches.

Misère publique.

Le rapport entre l'impôt et la richesse publique était en Angleterre, à cette époque, de 1/77, en France de 1/68 et

en Italie de 1/32. C'est-à-dire que, sur un capital de 10 000 francs, le citoyen anglais payait 130 francs, le français 147 francs, l'italien 307 francs. Si l'on songe à l'inégalité prononcée des fortunes au-delà des Alpes, notamment à l'extrême pauvreté du Midi et des îles, on ne s'étonne plus des observations consignées par l'économiste belge Emile de Laveleye dans ses *Lettres d'Italie*, publiées en 1880 et en 1884, où il note que la plupart des petits propriétaires de ces provinces sont débiteurs du fisc. Il s'arrête au cas du gros village d'Ottana, au centre de la Sardaigne, dans la vallée du Tirso, où tous les contribuables étaient en retard pour le paiement de leurs impositions, *quelques-uns depuis dix-huit ans*.

Aux injonctions du percepteur, ils répondirent tant qu'ils purent. Lorsqu'ils furent à bout de ressources, et que l'autorité envisagea de les exproprier, on s'aperçut que la mesure se serait appliquée à *tous les propriétaires, y compris le maire et le curé*. On annonça néanmoins les expropriations, par ordre alphabétique. Mais au dernier moment l'administratiton recula : personne n'aurait acheté ; l'Etat aurait pu s'adjuger tout le territoire de la commune !

A cette époque un ouvrier agricole gagnait une lire par jour sans la nourriture (1,25 s'il s'agissait d'un travailleur d'élite) et 2,50 pendant la moisson; un manœuvre, toute l'année, 0,90; une femme, 0,80. Dans les lycées et les instituts techniques le traitement annuel des professeurs variait de 1 920 à 2 400 lires, celui des proviseurs atteignait 2 000 lires. Un professeur d'université gagnait 5 000 lires, avec augmentation de 500 lires par cinq années d'enseignement, ce qui laissait bien des chaires vacantes faute de candidats dignes de les occuper.

Dans le même temps, cependant, l'Italie mettait en chantier d'énormes cuirassés, les plus grands du monde, coûtant chacun 22 à 25 millions (elle visait à en posséder huit), « destinés à visiter le fond de la mer à la première rencontre » — notait ironiquement Laveleye —, et incapables même d'effectuer des croisières, parce que trop difficiles à manier.

Prodromes de la Triple-Alliance.

Ces préparatifs militaires impliquaient l'éventualité d'un conflit auquel l'Italie serait mêlée. L'état de l'Europe ne permettait évidemment pas d'en écarter l'hypothèse, alors que les relations franco-allemandes, austro-italiennes, puis austro-suisses demeuraient fort tendues. Mais il semble incroyable à distance que l'Italie ait pu si longtemps se croire menacée d'une intervention française en faveur du pouvoir temporel des papes, même après le 16 mai 1877, comme si rien ne se fût passé depuis la chute de l'Empire. Le langage souvent amer ou même injurieux de notre presse à l'égard d'une voisine qui nous avait déçus en 1870 et dont la rapide ascension semblait au monde conservateur plus à craindre qu'à favoriser pouvait bien induire en erreur des observateurs superficiels, mais aucun homme d'Etat n'aurait dû s'y tromper. Or, Crispi, qui avait des côtés de visionnaire, ne fut pas le seul, loin de là, à redouter ce phantasme, nettement discernable aux origines de la Triple-Alliance.

Entre les deux Empires centraux l'accord avait été préparé dès septembre 1876 par la volonté de Bismarck, qui triompha des répugnances de son impérial maître à conclure une alliance susceptible d'indisposer la Russie par deux arguments fort habiles : elle rendrait *à la Russie elle-même* un double service, d'abord en faisant obstacle à la révolution en Europe, puis en empêchant l'Autriche d'entrer dans une coalition dirigée contre ses voisins du Nord et de l'Est. Ainsi les préoccupations d'ordre intérieur n'avaient pas été étrangères même à la conclusion de la Double-Alliance initiale, et l'on sait qu'en y adhérant le roi Humbert y verra aussi une garantie pour sa couronne, que ne lui eût offerte aucunement un accord avec la France républicaine.

Toutefois, en 1879, quand l'alliance se concrétisa entre les deux empereurs, la situation n'était pas mûre pour l'adhésion du troisième partenaire, comme l'eût souhaité Crispi. Ce fut l'affaire de Tunis qui la précipita. Mais à cette date l'Italie se présentait en demanderesse, alors que ses relations,

devenues franchement mauvaises avec la France, n'étaient guère meilleures avec Vienne. Ce vice d'origine ne sera jamais effacé : « L'alliance conservera toujours, même à ses moments les plus heureux, le caractère fondamental... d'un lien déjà constitué et plus étroit entre l'Allemagne et l'Autriche, auquel, de manière subordonnée, l'Italie avait accédé. » (P. Silva.)

La Tunisie.

Les historiens nationalistes italiens ont toujours soutenu que leur pays avait eu maintes occasions d'occuper la Tunisie avant nous et ne le fit pas pour ne pas nous être désagréable. C'est là une manière assez vaine de reconstruire le passé. Il est vrai qu'en 1876 le comte Andrassy, ministre autrichien des Affaires étrangères, avait suggéré la chose au gouvernement de Rome, et de même le général russe Ignatiev en 1877; mais cette façon cavalière de disposer du bien d'autrui ne présentait rien de sérieux, pas plus que le conseil de Bismarck à Crispi d'occuper l'Albanie si l'Autriche s'agrandissait dans les Balkans. Une offre mérite d'être prise en considération, pour un Etat comme pour un particulier, lorsqu'on renonce par là à quelque chose qu'on serait tout au moins susceptible de s'approprier : ce sera le cas en 1882, quand l'Angleterre offrira — sans succès — à l'Italie de s'associer au rétablissement de l'ordre en Egypte, qui préluda à son occupation du pays. Mais l'Autriche ou la Russie pouvaient-elles songer un instant à s'installer en Tunisie, l'Allemagne risquer un conflit pour épauler l'Italie en Albanie ? Dès lors, ces paroles en l'air avaient juste le poids d'une ombre.

Il n'est, d'ailleurs, pas niable que, très loyalement, les gouvernements italiens successifs des années 70 ne voulurent pas envisager l'opération en grande partie afin de ne pas déplaire à la France. Ne se sentant pas assez forts pour la risquer, ils eussent voulu maintenir indéfiniment le *statu quo* et prétendirent que la France s'y était engagée; mais dans le même temps, les consuls des deux nations, et surtout l'italien, entretenaient dans la Régence une atmosphère de perpétuelle

agitation. Ce dernier, Macciò, y avait débarqué d'un navire de guerre italien accompagné d'un détachement de marins armés, qui lui rendait les honneurs, — *almost incredible act of folly*, écrira à cette occasion le publiciste anglais Broadley. En janvier 1881, les Italiens de Tunis allèrent plus loin encore. Le roi Humbert devait à ce moment venir en Sicile. Après une délibération officielle, où ils se déclaraient « jaloux de cette primauté nationale qu'ils maintiennent depuis des siècles et espèrent encore accroître dans ces contrées hospitalières », ils décidèrent d'envoyer une délégation saluer le souverain à Palerme et lui remettre une adresse où il était fait clairement allusion aux « anciennes provinces de Rome » en terre africaine. Cette fois, le gouvernement français perdit patience. Il ne douta plus, après tant de paroles et de gestes dont nous citons seulement les derniers, que l'Italie ne fût décidée à sortir de sa réserve. Il lui était aisé, diplomatiquement et militairement, de la devancer : il le fit.

L'impression dans la péninsule fut immense. Du coup, le ministère Cairoli fut balayé et l'on faillit en venir à un ministère Sella, le plus germanophile des hommes d'Etat italiens, bien qu'il appartînt à l'ancienne Droite, — les politiciens d'extrême gauche demeurant comme de coutume les plus excités. « La France ne pourra accomplir ses projets sans passer sur le corps de l'Italie », s'écriait l'un d'eux à la Chambre, le député Savini, tandis qu'un autre, évoquant la domination de Carthage, proclamait : « L'Italie a le plus grand intérêt à empêcher que la France ne s'avance dans la Méditerranée. » Finalement, un quatrième cabinet Depretis fut péniblement mis sur pied, qui accentua ce qu'on devait appeler le « transformisme », l'assimilation pratique de la Gauche à la Droite, que seules des rivalités de personnes, au reste extrêmement aiguës, séparèrent désormais. Le juriste Mancini détenait les Affaires étrangères.

Pour dramatiser la situation extérieure, l'Italie officielle prêtait, d'ailleurs, à la France des intentions qu'elle n'avait jamais eues, de concert avec certains journalistes anglais à l'imagination plus fertile que ne l'est d'ordinaire celle des froids insulaires (mais on avait déjà vu cela en 1860, quand la

France récupéra la Savoie et Nice, au grand déplaisir de la reine Victoria et du gouvernement de Londres). Barthélemy-Saint-Hilaire, qui avait succédé à Freycinet au Quai d'Orsay, écrivait alors à Challemel-Lacour, notre ambassadeur à Londres : « Il y a des journalistes qui voient déjà la France maîtresse non seulement de la Tripolitaine mais de l'Egypte et dominant depuis le Maroc jusqu'à la mer Rouge et à la Syrie.

« J'ai quelque peine à prendre au sérieux de telles rêveries; mais au nom de la politique française comme au nom du bon sens, nous pouvons y opposer la dénégation la plus formelle, bien que peut-être le dédain fût encore la meilleure réponse. De la frontière tunisienne à celle de l'Egypte, il n'y a pas moins de 17 à 18 degrés de longitude, ce qui correspond sous cette latitude à plus de trois cents lieues. Ces côtes à peu près inhabitées ne sont guère que d'affreux déserts; et à bien considérer ce seul fait, il n'y a que les ennemis déclarés de la France qui pourraient désirer qu'elle se lançât dans une aventure extravagante, où elle ne rencontrerait que des périls et des revers. »

L'ironique fermeté de ces déclarations, reprises peu après au Sénat par le ministre, ne convainquit pas complètement la Grande-Bretagne, qui l'année suivante s'installait en Egypte, et moins encore l'Italie qui, en attendant de revendiquer pour elle-même les déserts tripolitains, se précipita dans la Triple-Alliance.

Conclusion de la Triple-Alliance (1882).

Ce geste d'humeur et d'intérêt dynastique présenta pour l'Italie certains avantages économiques. Politiquement, il n'avait aucune utilité et ne la défendait que de périls imaginaires : restitution de Rome au pape et entraves à sa légitime expansion. Une hypothèque sur la Tripolitaine, notamment, lui avait toujours été reconnue par la France : Crispi lui-même confesse les propos tenus en ce sens à l'ambassadeur d'Italie à Paris, Cialdini, aussi bien par le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet monarchiste

formé en 1873 par le duc de Broglie, que par Freycinet dans le ministère républicain qu'il présidait en 1880.

L'accession du troisième partenaire au traité qui liait déjà les Empires centraux fut accompagnée des pires humiliations. Bismarck parlait de sa future alliée dans les termes les plus injurieux (« L'Italie, c'est une p... qui fait le trottoir », disait-il en 1879 au général Pittié, membre de la maison militaire du Président de la République). Pendant les négociations, ses exigences étaient telles et son mépris si peu dissimulé que son propre ambassadeur à Rome, le baron von Keudell, se crut en devoir de protester et de souligner le poids que le concours italien pouvait avoir en cas de crise européenne. Même attitude du côté autrichien : la visite faite à l'empereur François-Joseph par le roi Humbert et la reine Marguerite en octobre 1880 — d'ailleurs déconseillée par l'ambassadeur d'Italie à Vienne —, ne fut jamais rendue, pour ne pas déplaire à Léon XIII, qui avait interdit Rome aux souverains catholiques. Quant au ministre des Affaires étrangères, Kalnoky, il professait encore en 1885, malgré le développement rapide du jeune royaume, que « l'Italie ne saurait être considérée comme un élément important dans n'importe quelle combinaison possible ». Seul, Guillaume II témoignera plus tard à l'Italie une amitié plus bruyante qu'efficace, à sa manière habituelle.

Comme le traité devait demeurer secret, on ignora longtemps ce qu'il contenait et on le crut — à Paris surtout —, plus redoutable qu'il ne l'était. En réalité, il avait un caractère purement défensif, ne s'étendait ni aux Balkans ni à l'Afrique dans sa première rédaction (1882) et stipulait que « la présente convention ne pourrait en aucun cas être considérée comme dirigée contre l'Angleterre », clause à laquelle chacun des trois alliés tenait alors également. Lors du premier renouvellement, en 1887, un article premier est ajouté, concernant l'Italie et l'Autriche seules, article qui deviendra en 1891 le fameux article VII sur lequel se fondera Sonnino pour demander à Vienne, en 1915, des compensations et finalement déserter le camp des Empires centraux. Il prévoyait entre les deux puissances des consultations et un accord *préalables* à toute modification du *statu quo* dans les Balkans, les côtes de

l'Adriatique et de la mer Egée, comportant une occupation *temporaire ou permanente* de leur part, et « une compensation réciproque pour tout avantage territorial ou autre que que chacune d'elles obtiendrait en sus du *statu quo* actuel » — article violé par l'Autriche en 1914, comme on le verra plus loin, ce qui déliait l'Italie de ses obligations. Enfin une promesse générique d'appui à l'Italie lui fut accordée en 1891 par l'Allemagne « dans les régions nord-africaines de la Méditerranée, savoir la Cyrénaïque, la Tripolitaine et la Tunisie », s'il paraissait impossible d'y maintenir le *statu quo* et qu'en conséquence l'Italie y dût entreprendre une action « sous forme d'occupation ou autre prise de garantie ». En pareille éventualité, « les deux puissances chercheraient à se mettre également d'accord avec l'Angleterre ». Par la convention militaire qui en 1888 précisa les obligations de l'Italie envers son alliée du Nord, elle devait placer à la disposition de l'Allemagne en cas de guerre trois corps d'armée et deux divisions de cavalerie.

La réforme électorale de 1882.

A peine revenu au pouvoir, Depretis fit voter la nouvelle loi électorale, en préparation depuis quelque temps déjà, qui étendait le droit de suffrage des citoyens payant au moins 40 lires d'impôt direct à ceux qui posséderaient au moins une instruction élémentaire. C'était le complément politique de la loi sur l'instruction primaire obligatoire, promulguée quelques années auparavant, et le nombre des électeurs passa ainsi de 530 000 à un million et demi. Dix ans plus tard, par la diminution progressive de l'analphabétisme, il dépassait quelque peu trois millions, chiffre encore très faible évidemment.

En même temps, le scrutin de liste était institué pour l'élection des députés.

Progrès économiques.

Les charges considérables imposées aux contribuables, qui avaient triplé de 1862 à 1882, passant de 374 lires par

tête à 1 087, en raison surtout de l'augmentation des taxes à la consommation, n'avaient pas seulement assaini la situation financière, mais commencé déjà à produire d'heureux effets d'ordre économique.

Sans doute une proportion anormale des recettes budgétaires était-elle encore consacrée aux dépenses improductives : service de la Dette publique, dépenses militaires, administration des finances, et cette proportion ira croissant plus vite que la richesse privée jusqu'à la fin du siècle. On observe en effet qu'entre la période quinquennale 1873-1877 et cette autre : 1888-1892, le patrimoine national privé passe de 42,2 milliards à 54 milliards, soit une augmentation de 28 %, tandis que les dépenses publiques pour les mêmes périodes vont de 1 133 à 1 626 millions, soit un accroissement de 40 %. Un peu après la fin de la seconde période (budget de 1895-1896), le service de la Dette absorbe 43,5 % des dépenses de l'Etat, l'armée et la marine 27,5 %, les administrations de finances 10 %. Il ne restait donc que 20 % pour les services civils de tout genre. Il était dès lors impossible de développer largement l'instruction publique et de prévoir beaucoup de grands travaux d'utilité générale.

Néanmoins, même en ces conjonctures difficiles, grâce aux qualités d'économie, de sobriété, de travail soutenu du peuple italien, et aussi à la législation protectionniste qui s'instaure en 1878 pour s'accentuer encore en 1887, le commerce mais surtout l'industrie réalisent de grands progrès. La marine marchande à vapeur, presque inexistante au début de l'unité, passe de 10 000 tonneaux en 1862 à un million en 1877, occupant ainsi le troisième rang, après les marines anglaise et française (mais retombe au cinquième rang en 1882). De 1 758 kilomètres en 1860, le réseau ferré s'élève à 10 000 environ en 1885, tandis que s'ouvre en 1871 le tunnel du Mont-Cenis et en 1882 celui du Saint-Gothard.

De 1862 à 1882 les importations passent de 911 à 1 464 millions par an, mais les exportations progressent davantage en valeur relative puisqu'elles passent de 657 à 1 275 millions. Dans cet ensemble, l'importation de fer brut et d'acier, limitée à 123 000 quintaux en 1879, atteint déjà

1 500 000 quintaux en 1882-1883; celle de charbon et de laine double presque, celle de coton triple. Et dans toute l'Italie septentrionale surgissent, de rien parfois, les nouvelles usines ou s'agrandissent de modestes ateliers. L'industrie lainière a ses centres à Biella, en Piémont, et à Schio, dans la province de Vicence, celle du coton en Lombardie, la métallurgie en Ligurie.

Dans le même temps, la richesse générale, encore modeste, s'élevait de 1 331 lires par habitant en 1872-1874 à 1 648 pour les trois années suivantes.

Déclin du parlementarisme.

L'atonie générale du Parlement, où ne subsistaient plus que des clientèles, mais non des partis fortement organisés et différenciés, allait permettre à Depretis d'y exercer pendant six ans, de 1881 à sa mort, cette sorte de dictature débonnaire et dissolvante d'énergies que perfectionnera plus tard Giolitti. Il ne quitte plus la présidence du Conseil, se bornant à procéder de temps à autre à des replâtrages qui permettront de compter jusqu'à huit ministères formés par lui. Les anciens chefs de la gauche et de l'extrême gauche, désormais privés de soutiens efficaces, réduits à une opposition stérile, formaient une *pentarchie* qui n'avait même pas le mérite de l'homogénéité de vues. Entièrement absorbé par les combinaisons de couloirs, indifférent à la politique extérieure, sceptique et fatigué, Depretis percevait pourtant que le pays aurait besoin après lui de mains vigoureuses pour échapper à l'atmosphère déprimante que l'absence d'activités comparables à celles de la période héroïque du Risorgimento — douloureusement ressentie par les meilleurs —, entretenait au cœur de la vie nationale. Il avait de plus en plus tendance, lui ancien mazzinien, puis collaborateur de Garibaldi en Sicile, et dont les obsèques civiles seront l'occasion d'un scandale posthume, à rechercher vers la droite ces successeurs possibles. A l'économiste napolitain Magliani, qui continuait à ses côtés depuis 1878, mais de façon moins rigoureuse, l'œuvre d'assainissement financier commencée par Sella, il associe dans son septième ministère,

comme personnalité marquante, en lui confiant les Affaires étrangères, le comte de Robilant, ancien ambassadeur à Vienne, où il avait signé la Triple-Alliance, et dans le huitième Francesco Crispi, nommé ministre de l'Intérieur.

Crispi et Léon XIII.

Les dernières années du siècle seront dominées en Italie, sur deux plans entièrement différents, par les hautes figures de Crispi et du pape Léon XIII, l'un et l'autre apparemment vaincus dans leur tentative d'ouvrir à l'Etat et à l'Eglise des voies nouvelles, mais dont l'effort comportera, bien longtemps après eux, de larges et imprévisibles développements.

L'évolution de Crispi du mazzinisme vers la monarchie ne lui fut certainement pas dictée par une ambition mesquine. C'est avant tout le souci de l'intérêt national qui lui inspira, après sa participation à l'expédition des Mille et son expérience des premières années d'unité, le mot célèbre qui allait dès lors régler sa conduite : « La république nous diviserait, la monarchie nous unit. » Il avait de grands défauts de caractère — en premier lieu un autoritarisme impatient de toute contradiction —, et surtout de tempérament. « C'était un vrai Méridional, impulsif, désordonné, plein d'éclairs et d'étonnantes intuitions, entièrement extérieur à lui-même et privé de tout pouvoir de concentration. » Avec cela, en son temps, « le seul homme politique italien qui ait eu une grande idée de son pays... et peut-être celui qui porta au gouvernement les intentions les plus droites et la plus grande rectitude de conduite personnelle ». (A. Labriola).

Au pouvoir, il fut vraiment le ministre selon le cœur du roi Humbert, autant par sa volonté de ne tolérer aucun désordre que par son ambition de prestige extérieur, capable de conférer un éclat nouveau à la dynastie. De tout temps il avait admiré le régime allemand et tiré vanité de ses rapports personnels avec Bismarck. Ayant pris à la fois, dans son premier ministère, les portefeuilles de l'Intérieur et des Affaires étrangères, puis adressé dans ses discours un appel à tous les hommes d'ordre pour opposer un front uni aux progrès des

partis subversifs, démocrates extrêmes et socialistes affectèrent de le considérer comme un « chancelier » plus encore que comme un président du Conseil de type classique. Mais le parlementarisme s'était trop déconsidéré en Italie durant les années 80 pour que la chose suscitât beaucoup d'émotion. Crispi gouvernait pendant de longues périodes sans le concours de la Chambre et la dissolvait lorsqu'elle accentuait envers lui ses censures, ainsi qu'il le fit à la fin de 1894. Pour lui comme pour Cairoli, ce fut un insuccès sur le plan extérieur qui provoqua sa chute et la rendit irrémédiable.

Incrédule, il témoignait cependant d'un respect sincère envers l'Eglise et comptait des admirateurs, voire des amis, dans la Curie romaine et même le Sacré Collège, comme plus tard en aura Mussolini. Son passage aux affaires renforça les espoirs que conservaient un petit groupe de catholiques libéraux, ceux que l'on nommait les « conciliateurs », — et qui reconnaissaient pour chefs un ex-Jésuite, le P. Curci, ainsi qu'un moine du Mont-Cassin, le P. Tosti —, de voir enfin écartés les obstacles à une réconciliation publique de l'Etat italien et du Saint-Siège. Léon XIII avait paru un moment favoriser ces vues et prononcé lui-même, le 7 mai 1887, des paroles d'une bienveillance inaccoutumée envers l'Italie, auxquelles Crispi avait fait écho aussitôt tant à la tribune du Parlement que dans un discours prononcé peu après à Naples et où le nom de Dieu était mentionné, à côté de ceux de la patrie et du roi. Mais les dispositions pacifiques de part et d'autre ne suffisaient pas à amener des résultats concrets. Si près encore des événements qui avaient modifié la situation séculaire du Saint-Siège, il était bien difficile que l'un des deux gouvernements parût désavouer, même en partie, l'attitude de ses prédécesseurs. En outre, la question présentait de nombreuses ramifications internationales, dont il fallait tenir compte. Très rapidement, la « conciliation » fit place à de durs désaveux du Vatican, au grand déplaisir des catholiques libéraux.

Mais le pape, qui partout ailleurs qu'en Italie, et spécialement en France, visait à dissocier dans toute la mesure possible la foi religieuse de la fidélité aux régimes déchus, ne condam-

nait pas pour autant les catholiques italiens à l'inaction. L'encyclique du 15 mai 1891 « sur la condition des ouvriers » *(Rerum novarum)* allait leur ouvrir un vaste champ d'activité dans le domaine des œuvres économico-sociales et aussi des groupements professionnels, où leur effort paraîtrait bientôt s'unir à celui des socialistes pour l'éducation des masses. Ainsi, au moment où les détenteurs de l'autorité de l'Etat inclinaient de plus en plus vers des méthodes de répression niant en fait l'existence de la misère prolétarienne, les partis qui ne comptaient aucun ou presque aucun représentant au Parlement préparaient les voies qui, trente ans plus tard, leur y donneraient la majorité absolue, — dont toutefois ils ne sauraient pas encore profiter.

Rupture commerciale avec la France.

Crispi a toujours passé en France pour un ennemi acharné de notre pays. Il est certain que nous sommes loin avec lui des liens indissolubles rêvés par Cavour et Victor-Emmanuel ou de l'affectueuse confiance de La Marmora. Mais c'est justement parce que trop longtemps, selon lui, les hommes d'Etat italiens ont regardé vers Paris avant toute décision qu'il veut réagir et témoigner que l'Italie est désormais majeure. Son imagination lui représente plus d'une fois la France aux aguets pour nuire à l'ingrate nation qui a lié parti avec son ennemi d'outre-Rhin, comme lorsqu'en plein été 1889, il alerte ses ministres et ses ambassadeurs, adresse à Berlin et à Londres une demande pressante de concours, sur le simple rapport d'un agent secret auprès du Vatican, qui l'avait informé d'une attaque imminente de la France, par des troupes provenant à la fois d'Algérie et de la métropole. Crispi avait accueilli sans sourciller cette fable ridicule, et en maintint l'exactitude durant des jours, alors que cinq minutes de réflexion lui en eussent fait apercevoir la totale inanité. Au reste, s'il redoutait la prépondérance française dans la Méditerranée et eût vu volontiers le primat de la latinité passer à l'Italie, il ne nourrit jamais envers nous d'intentions réellement hostiles. Jamais, notamment, il ne médita de donner à la Triple-Alliance, tout en

surestimant son utilité, une signification agressive. Ce démocrate, ce franc-maçon, cet idéaliste impénitent respecta toujours dans la France le berceau de la Révolution et des libertés modernes.

Dans la rupture commerciale qui advint en 1887, les premiers torts, les plus graves, furent indubitablement de notre côté (et les effets fâcheux en seront supportés surtout par l'Italie). Il n'est que de lire les *Souvenirs* de M. Billot, alors ambassadeur de France à Rome — témoin peu suspect —, pour s'en convaincre.

Le traité de commerce franco-italien de 1881, qui assurait aux deux pays le régime de la nation la plus favorisée et ouvrait largement le nôtre, en particulier, aux productions agricoles de notre voisine, fut dénoncé le 15 décembre 1886 par le comte de Robilant — Crispi n'étant pas alors au pouvoir —, et sous le coup du vif mécontentement qu'il éprouva du rejet par nos députés de la convention maritime qu'il avait négociée lui-même au printemps précédent, après des prorogations réitérées, et que la Chambre italienne ratifiait immédiatement à une forte majorité, le Sénat par 67 voix contre 4. Cette convention devait permettre aux bâtiments de chacun des deux pays de jouir, dans tous les ports et les colonies de l'autre, du même traitement que les nationaux au point de vue fiscal, juridique, etc., en excluant seulement la navigation de cabotage. Elle se maintenait donc dans le cadre de la plus étroite amitié franco-italienne. Or, malgré les efforts de M. Rouvier, ancien ministre du Commerce et principal négociateur français, la convention fut repoussée par un écart de 11 voix (263 contre 252), le président du Conseil, M. de Freycinet, ayant d'ailleurs négligé de poser sur cet important débat la question de confiance. Les protectionnistes français l'avaient emporté, au mépris de l'intérêt général. Ils donnaient ainsi la partie belle aux protectionnistes italiens.

Crispi, revenu au pouvoir, se borna à tirer les conséquences d'une politique que nous avions entamée nous-mêmes. Il dériva vers les Empires centraux les principaux courants d'échanges de son pays, cependant que la finance allemande s'efforçait de substituer en Italie son influence à

la nôtre et que des légions de représentants de firmes germaniques prospectaient la péninsule. Un nouveau traité de commerce, mettant fin à la lutte économique entre France et Italie, ne sera signé que douze ans plus tard, le 21 novembre 1898.

Crispi combat l'irrédentisme.

La Triple-Alliance signée par les chancelleries ne pouvait avoir de valeur effective que si elle était ratifiée par le sentiment des peuples. A cela s'opposait l'agitation irrédentiste, qui ne cessa jamais complètement jusqu'à la première guerre mondiale d'introduire un élément de trouble dans les relations italo-autrichiennes, du fait que certains territoires peuplés d'Italiens, notamment le Trentin, Trieste et une partie de l'Istrie, demeuraient soumis à l'autorité de Vienne. L'agitation touchait surtout les milieux intellectuels, principalement les étudiants, et les survivants du garibaldisme, sans avoir de racines très profondes parmi les classes populaires; elle se traduisait généralement par des manifestations hostiles dans les grandes villes devant les consulats autrichiens, des défilés plus bruyants qu'efficaces, et procédait par brusques flambées, qui inquiétaient vivement les milieux officiels de la Double Monarchie. En 1885, le consul austro-hongrois à Milan écrivait à son gouvernement que la reprise des terres « irredente » était un postulat général ou pour le moins un désir de toutes les couches de la population italienne et que si l'Autriche se trouvait impliquée dans une guerre, ce sentiment se manifesterait d'une manière imposante. Les ambassadeurs d'Autriche-Hongrie à Rome émettaient des opinions analogues.

Logique avec lui-même, Crispi n'épargna aucun effort pour combattre l'irrédentisme, en quoi il n'était pas loin de voir un crime de lèse-patrie. Il alla, dans son premier ministère, jusqu'à révoquer son ministre des Finances, Seismit Doda, né lui-même dans les régions contestées, pour avoir participé à Udine, sans protester, à un banquet où s'étaient tenus des propos irrédentistes. L'Autriche lui en sut gré,

mais ne cessa pas pour autant de mener la vie dure, de son côté, à ceux de ses sujets qui regardaient vers Rome comme vers leur métropole. Le mouvement, contraint par la force, reprendra une nouvelle vigueur au début du XX^e^ siècle.

Et tandis qu'il visait à stabiliser la paix en Europe, tout l'effort de Crispi vers de glorieuses destinées pour son pays tendait à les lui assurer en Afrique. Commencée avant lui, la pénétration italienne au-delà de la Méditerranée, vers l'Abyssinie, lui devra une part de ses succès mais aussi son échec final.

Premier essor du colonialisme. L'Abyssinie.

Mieux conduite, et surtout mieux comprise de la nation, l'expédition d'Abyssinie devait normalement aboutir à une réussite complète et rapide.

Le terrain en était fort heureusement choisi et avait été préparé tant par une série de courageuses explorations italiennes dans toute la région que par l'acquisition du petit port d'Assab, proche de Djibouti, au compte d'une compagnie privée de navigation, dès 1870. Par son développement possible vers les plateaux éthiopiens, la future colonie Erythrée était très supérieure à la Tripolitaine et si le mot du ministre Mancini — initiateur de l'entreprise —, dont on s'est beaucoup moqué, sur « les clefs de la Méditerranée », qu'il espérait trouver dans la mer Rouge, prêtait à rire en sa forme, il recouvrait une réalité des plus solides. Grâce à un accord de principe avec l'Angleterre et du fait que l'Abyssinie était écartée des zones de pénétration française et anglaise en Afrique, l'Italie n'avait à craindre la rivalité d'aucune grande puissance. Enfin, elle eut à l'origine ce singulier bonheur d'être incitée à prendre pied dans le pays par celui-là même dont elle devait lasser finalement la bonne volonté, Ménélik, roi du Choa, le plus puissant des grands féodaux abyssins, que son désir de supplanter le négus Johannès conduisait à rechercher l'appui d'une nation européenne. Un des premiers explorateurs de la région, le comte Antonelli — neveu du secrétaire d'Etat de Pie IX —, avait acquis toute sa con-

fiance et trouvait libre accès auprès de lui. Il n'y avait pour le gouvernement italien qu'à adopter une attitude nette et à se laisser guider par Antonelli, qui se trouvait avoir, en même temps que l'énergie du pionnier, un sens politique avisé et de véritables dons d'administrateur.

Malheureusement, là où il eût fallu un proconsul intelligent muni de pleins pouvoirs, se combinèrent les défauts inhérents au régime parlementaire et à la soif de prestige de militaires bornés. L'Italie se montra timide quand la situation commandait la résolution, et audacieuse quand la prudence s'imposait. Ajoutons-y l'incroyable lésine de ministres qui, pour lâcher quelques millions de crédits coloniaux, juraient que le pays allait à sa perte. Mieux valait en ce cas ne rien entreprendre et tourner toute son attention vers les problèmes intérieurs. C'était une attitude défendable et nous savons qu'elle avait les faveurs de beaucoup d'hommes de droite. Mais la pénétration pacifique en Ethiopie pouvait fort bien se concilier avec une politique de grands travaux et de progrès social en Italie. Léopold II, au Congo, allait, vers la même époque, donner l'exemple de pareilles directives. Seulement, il ne subissait pas l'opprimante tyrannie des souvenirs romains et la Belgique ne prétendait pas au rôle de grande puissance.

Les initiatives italiennes sur les rivages de la mer Rouge furent, au demeurant, très étudiées et très modestes à l'origine. Crispi lui-même déclarait en 1888 : « Nous n'avons pas l'intention de conquérir l'Abyssinie. Il serait fou de le penser, car si même cette conquête s'accomplissait, nous serions ensuite contraints, comme l'Angleterre, d'abandonner ce pays. » Mais il était impossible de s'attarder dans la brûlante et inhospitalière Massaouah, îlot relié à la terre ferme par une digue si étroite que lorsque, au début de l'occupation, un officier supérieur y croisait un indigène, celui-ci n'avait que la ressource de se jeter à l'eau pour lui céder le passage! L'endroit n'avait d'intérêt que comme voie d'accès au plateau de l'Asmara et à la zone tempérée qui l'entoure. Cependant quatre années se passent avant que les contingents italiens osent se risquer jusque-là. Ils s'attardent à des opérations limitées dans un rayon d'une cinquantaine de kilo-

mètres autour de Massaouah, où ils subiront, d'ailleurs, un premier échec en 1887, avec le massacre par surprise auprès de Dogali d'une colonne de cinq cents hommes. L'accord n'avait pu se faire, en effet, avec le négus Johannès, beaucoup moins bien disposé que ne le sera plus tard Ménélik envers les envahisseurs d'un territoire sur lequel il n'avait toutefois qu'une autorité nominale et qui se trouvait à la limite extrême de l'Ethiopie. A son égard, il importait pour l'Italie de montrer sa force, mais, bien qu'elle y répugnât, les circonstances la servirent, ici encore, mieux que les armes : le 8 mars 1889, l'empereur d'Abyssinie était tué au Soudan dans une opération contre les Derviches.

A cette époque, le ministère Crispi, qui avait succédé au cabinet Depretis-Robilant après l'affaire de Dogali, avait signé depuis dix-huit mois déjà une convention secrète d'alliance et d'amitié avec Ménélik, et lui procurait fusils et munitions pour l'aider dans sa lutte contre le négus, qui avait à affronter plusieurs ennemis et ne pouvait compter que sur un petit nombre de vassaux. Mais tandis qu'Antonelli, au nom de Ménélik, envoyait du Choa dépêche sur dépêche pour presser Rome d'agir de son côté contre Johannès en occupant, au bord du haut plateau, Asmara et Kéren, Crispi avait à vaincre les scrupules de ses propres ministres et les hésitations du commandant en chef à Massaouah, le général Baldissera. Ignorant les données de la politique abyssine et jugeant plus sûr de s'entendre avec ses voisins immédiats de la province du Tigré qu'avec un souverain puissant mais éloigné, Baldissera poursuivait d'illusoires accords avec des « ras » locaux pillards et assassins, fût-ce avec le responsable du massacre de Dogali, demeuré impuni, ou avec un vulgaire chef de bande qui l'avait déjà trahi. De leur côté, les ministres de la Guerre et du Trésor échangeaient sur place, à Rome, des lettres avec le président du Conseil pour lui faire part d'objections inconsistantes et le second, Saracco, afin d'épargner vingt millions dans le budget, proposait d'abandonner purement et simplement la colonie, « avec l'honneur des armes, bien entendu ».

A la mi-juillet 1889, sur l'ordre formel de Crispi, qui

avait enfin triomphé des craintes de ses collègues, Baldissera occupait en deux jours, sans coup férir, l'Asmara. Trois mois auparavant Antonelli avait signé avec Ménélik le traité d'Uccialli, qui légalisait l'installation italienne en Erythrée et, par suite d'équivoques de rédaction que le gouvernement de Rome interpréta au sens le plus large, permit même à Crispi d'annoncer aux grandes puissances l'établissement du protectorat italien sur l'Ethiopie. Il alla jusqu'à faire battre monnaie à l'effigie d'Humbert Ier ceignant la couronne éthiopienne!

Pareille extension de l'accord d'Uccialli ne correspondait en rien aux intentions du négus, qui protesta nettement contre elle. De leur côté, les divers commandants militaires qui se succèdent en Erythrée de 1889 à 1896, les généraux Orero, Gandolfi et Baratieri, croyaient pouvoir impunément violer ou à tout le moins dépasser, dans leur occupation du pays, les limites imposées par le traité. Orero pousse sans ordres jusqu'à Adoua, capitale du Tigré, Baratieri en 1894 enlève Kassala aux Derviches, à la limite du Soudan égyptien, pénétrant en zone d'influence anglaise, à 400 kilomètres de Massaouah, et, malgré l'exiguïté de ses effectifs — environ 6 000 hommes —, étendant démesurément ses lignes de communication. A ces imprudences militaires se joignaient des erreurs diplomatiques, soit en inquiétant la Grande-Bretagne, soit en rapprochant de Ménélik, devant le danger commun des empiétements italiens, les féodaux abyssins d'abord rebelles à sa suzeraineté. En novembre 1895, ayant réuni une armée de 100 000 hommes, bien équipés avec les armes que lui avaient procurées des aventuriers de toutes nationalités depuis qu'il n'en recevait plus d'Italie, Ménélik engageait les hostilités contre le corps d'occupation italien et d'abord emportait d'assaut la position avancée de l'Amba Alagi, forte de 2 450 défenseurs. Rome, jusqu'alors trompée par les rapports optimistes de Baratieri, s'émeut à cette nouvelle et décide d'expédier d'importants renforts en Afrique orientale puis d'y renvoyer secrètement le général Baldissera pour relever Baratieri de son commandement. Mais il était trop tard. A la mi-décembre, le fort de Makallé, occupé par 1 300 hommes, est investi et

ne capitule avec les honneurs de la guerre qu'après six semaines et maints assauts, lorsque les Abyssins eurent réussi à s'emparer du puits qui l'alimentait en eau potable.

A ce moment, pour la deuxième fois, Ménélik offre la paix dans le respect de l'indépendance éthiopienne et le retour aux limites territoriales du traité d'Uccialli. Mais Crispi répugnait à traiter après un double échec militaire et s'obstine à poursuivre la chimère du protectorat, craignant de perdre la face devant l'Europe. Il ne restait plus qu'à combattre.

Le désastre d'Adoua (1896).

Grâce aux renforts reçus au cours des deux derniers mois, les forces italiennes s'élevaient maintenant à 23 000 hommes. Une résistance victorieuse n'eût pas été improbable dans la position fortifiée d'Adigrat, malgré la supériorité numérique de l'armée abyssine, si le ravitaillement d'un aussi gros effectif avait pu y être assuré.

En se décidant pour l'offensive, après un conseil de guerre où l'avis des quatre généraux de brigade placés sous ses ordres s'était trouvé concordant, Baratieri gardait encore quelques chances de réussite, si son attaque contre Adoua en trois groupes convergents s'était effectuée selon le plan prévu. Mais la marche des colonnes dans un pays hostile et mal connu, à une grande distance de leur base d'opérations, présentait d'énormes difficultés. Leur connexion s'en ressentit. L'une d'elles s'égara et dut combattre isolément. Une autre, envoyée à son secours, s'écarta elle-même du but et fut enveloppée à son tour. Des troupes indigènes désertèrent. Au plus fort de l'action, Baratieri se trouva séparé de son état-major. Le soir du 1er mars 1896, le désastre était complet. Il fut encore aggravé cependant par la retraite vers la côte, au milieu de populations révoltées qui massacraient les traînards et parmi les tortures de la faim et de la soif.

Le bilan des pertes italiennes était très lourd. Il y avait environ 5 000 tués, presque tous blancs, dont les généraux Arimondi et Dabormida et 300 officiers. Un autre général,

45 officiers et 1 800 Italiens étaient prisonniers, sans compter de nombreux blessés et l'abandon de toute l'artillerie, soit 52 canons. A un millier de prisonniers indigènes les pieds et les mains furent coupés. L'armée abyssine, de son côté, comptait plus de 12 000 morts, une multitude de blessés et ne poursuivit pas les troupes italiennes en retraite.

A ce moment arrivait à Massaouah le général Baldissera, successeur désigné de Baratieri. Il rassembla le reste des forces italiennes et put éviter la capitulation d'Adigrat, secourir Kassala, même libérer une partie des prisonniers. Il fallut renoncer à l'Abyssinie, mais, grâce à lui, l'Erythrée retrouva rapidement la stabilité.

Une vague d'indignation avait aussitôt balayé le troisième cabinet Crispi, auquel de nouveau succéda Rudini. Mais à la douleur et à l'humiliation compréhensibles des patriotes italiens se joignait pour la première fois, dans les milieux d'extrême gauche et au cri de « Vive Ménélik », la manifestation d'un sentiment antimilitariste qui ne craignait pas de s'afficher sous des dehors antinationaux. Çà et là des foules furieuses arrachèrent des rails pour empêcher le départ de nouvelles troupes vers l'Afrique. Le symptôme était d'importance. Il présageait ce qui se passera en 1917 et en 1920.

Crise économique et « scandales bancaires ».

La fureur populaire suscitée par les événements d'Afrique était beaucoup moins, d'ailleurs, la réaction d'un prolétariat qui n'avait eu aucune participation notable à l'épopée du Risorgimento et chez qui le sentiment national était encore rudimentaire que le témoignage d'une crise de misère alors à son paroxysme. Les dépenses de l'expédition d'Abyssinie n'avaient présenté, nous l'avons dit, rien d'exagéré et les échecs subis provenaient même en grande partie de leur disproportion avec les buts poursuivis. Mais les pauvres ne voyaient pas si loin et constataient seulement qu'ils manquaient du strict nécessaire. L'équipement du pays avait rapidement détruit l'équilibre financier péniblement réalisé par Sella. De 1882 à 1889 le déficit s'était enflé de 16 à

491 millions, en y comprenant les dépenses extraordinaires, et c'est à ce moment que la rupture des traités de commerce avec la France, qui absorbait plus d'un tiers des échanges italiens, ruina pour un temps l'agriculture méridionale. Dès l'application du tarif de 1887, les importations de l'étranger étaient tombées en Italie de 1 689 millions à 1 241. La France, victime presque unique de ce protectionnisme qui allait permettre le développement d'industries intérieures, cessa par représailles ses achats de produits agricoles italiens. Les prix de l'huile, du vin, des agrumes s'effondrèrent, tandis que le consommateur devait payer plus cher dans la péninsule les produits manufacturés, et surtout les vêtements, dont il avait besoin.

A la crise agricole s'ajoutait une crise bancaire. La situation de plusieurs établissements financiers importants n'était pas saine et deux d'entre eux sombrèrent, entraînant des faillites commerciales qui, du chiffre déjà élevé de 1 306 en 1887, passèrent à 2 180 l'année suivante. Même une des principales banques d'émission, la Banque romaine, pour sortir de difficultés, se livra à des opérations frauduleuses, qui amenèrent sa disparition et l'arrestation de son directeur général, le sénateur Tanlongo.

Il fut fait grand bruit, au Parlement et au dehors, de ces « scandales bancaires ». On chercha à y impliquer des hommes politiques connus, tels que Giolitti, nouveau président du Conseil après avoir été une seule fois ministre, avec le portefeuille du Trésor, dans le premier cabinet Crispi, et Crispi lui-même. Une enquête parlementaire fut décidée pour en rechercher toutes les responsabilités, tandis que le député démocrate d'extrême gauche, Cavallotti, continuait une campagne acharnée contre l'ancien conspirateur sicilien, fouillant tous les aspects de sa vie privée. A la campagne contre Crispi, Giolitti lui-même, une fois tombé du pouvoir, devait prêter la main, par une de ces rancunes personnelles qui déchiraient alors le Parlement italien; de son côté, la Droite reprochait à Cavallotti et à ses amis les fonds électoraux mis à leur disposition par un ancien mazzinien milanais, devenu citoyen français et très fortuné, Cernuschi.

La véhémence de ces indignations nous semble aujourd'hui bien inégale à leur objet. D'une part, elle avait souvent pour effet de détourner l'attention publique des vrais coupables de malversations ou de spéculations malhonnêtes pour se concentrer sans preuves, ou même contre l'évidence de la calomnie, sur des hommes politiques irréprochables. Ainsi vit-on acquitter Tanlongo et ses complices, faute d'avoir pu atteindre le ministre qui les avait démasqués et fait poursuivre. Giolitti tint tête à l'orage sans faiblir et finit par triompher, mais quelques années plus tard son collaborateur Rosano, ministre des Finances, victime de douloureuses épreuves familiales au moment même où une campagne de presse furieuse se déchaînait contre lui, se suicidera de tristesse et de lassitude, comme plus tard en France Roger Salengro, dans des circonstances analogues, peu avant la seconde guerre mondiale.

D'autre part, ainsi que l'a justement observé Benedetto Croce, l'éclat même de ces « scandales » prouvait la droiture morale de l'époque. La concussion, la vénalité, le favoritisme sont de tous les temps et de tous les pays; c'est lorsqu'ils cessent d'étonner et sont tolérés par l'opinion qu'ils apparaissent véritablement comme néfastes à une nation. L'Italie crispinienne avait encore les réflexes d'un organisme sain.

Les progrès du socialisme et de l'anarchie.

Les années 90 voient aussi le développement d'un socialisme qui avait tardé plus longtemps qu'ailleurs en Italie à se libérer du sentimentalisme de ses premiers adhérents, garibaldiens pour la plupart ou disciples de Bakounine, et à s'insérer dans le courant marxiste authentique. A l'origine, ses propagateurs furent des intellectuels, universitaires surtout, et quelques membres de l'aristocratie, mais très peu d'ouvriers. A la Chambre, il n'avait possédé d'abord qu'un unique représentant, Andrea Costa, élu en 1882, et en 1897 il n'en comptait encore que seize. Mais presque simultané-

ment, en 1890, un philosophe napolitain de grande autorité, Antonio Labriola, professeur à l'université de Rome, découvrait Karl Marx, entrait en rapports avec le vieil Engels, étudiait attentivement les premiers textes de l'évangile socialiste et en tirait un cours de « philosophie de l'histoire », cependant qu'en 1891, le jeune Filippo Turati et sa compagne, Anna Koulischoff, fondaient à Milan une revue doctrinale, la *Critica sociale*, et rassemblaient autour d'eux une élite d'esprits pénétrants, par qui allaient se répandre les théories marxistes. A la *Critica sociale* s'adjoignaient bientôt l'hebdomadaire *Lotta di classe* et, en 1896, le quotidien *Avanti!* (frère cadet du *Vorwaerts* berlinois), excellemment dirigé par Leonida Bissolati.

A ce moment, la force numérique des socialistes dans le pays demeurait néanmoins assez faible. En 1892, avec le scrutin d'arrondissement, les voix exclusivement socialistes n'atteignaient pas 26 000. Elles passent à environ 80 000 en 1895 et à 138 000 en 1897, représentant un pourcentage de 8,9 % des votants. Quant aux adhérents du parti, on les évaluait à 10 000 en 1891 — chiffre incontrôlable —, et seulement à 36 428 quinze ans plus tard, après une montée en flèche mais éphémère durant les années cruciales 1892-1893.

En effet, à l'extrémité sud de l'Italie, un congrès ouvrier avait jeté à Palerme, en mai 1892, les bases d'une organisation qui prit le nom de *Faisceaux des travailleurs* et s'étendait bientôt à toute l'île. Le mouvement sicilien conservait toutefois les caractères traditionnels propres au Midi de l'Italie. Il visait essentiellement à l'abolition de la grande propriété foncière, au partage équitable des terres communales, à la suppression du régisseur tout-puissant et doublé souvent d'un usurier qu'était le *gabelliotto*, à la diminution des impôts, etc. Il n'apparaissait ni collectiviste ni moins encore antidynastique : fréquemment les manifestations insurrectionnelles, qui ne vont pas tarder à éclater, étaient précédées de grands portraits du roi et de la reine, considérés comme les vengeurs désignés du droit outragé. Mais aux leaders idéalistes du mouvement, tels que le Catanais De Felice, le

docteur Barbato, etc., ne tarderont pas à se mêler des éléments suspects, prêts à toutes les violences.

Enfin la Lunigiana, la région des marbriers de Carrare, aux confins de la Toscane et de la Ligurie, s'abandonnait à une agitation de caractère anarchiste, elle aussi endémique en certaines zones italiennes.

Les troubles éclatèrent en Sicile à la fin de 1893 et se révélèrent tout de suite presque aussi graves qu'en 1866. Crispi, qui venait de reprendre le pouvoir, réagit vivement, fit arrêter les meneurs et dissoudre les *fasci*, proclamant l'état de siège en Sicile et en Lunigiana, remettant tous les pouvoirs à l'autorité militaire. Des procès furent instruits, qui aboutirent à de très lourdes condamnations. Mais la plupart des inculpés étaient de jeunes intellectuels généreux et enthousiastes, qui avaient pour avocats des officiers de leur âge plus ou moins gagnés à leur cause. Celle-ci bénéficia de l'atmosphère de sympathie entourant prévenus et défenseurs. L'énormité des peines prononcées, manifestement inapplicables et que des amnisties successives, accordées par le roi, allaient réduire à peu de chose, profita en fait à la propagande socialiste, si bien que Crispi, devant une recrudescence d'attentats anarchistes au cours de l'année 1894, en Italie et à l'étranger (assassinat du président Carnot), se résolut à dissoudre également toutes les sections du « parti des travailleurs », alors au nombre de 271, dont 35 à Milan. Ainsi la confusion s'établissait entre les diverses formes d'opposition au régime depuis celle qui ne répugnait pas au terrorisme jusqu'à celle qui se maintenait dans la stricte légalité ou même se bornait à des critiques doctrinales. En 1898, on ira jusqu'à dissoudre les comités diocésains !

La politique de répression s'accentue.

Les élections du 26 mai 1895 avaient porté à la députation quelques-uns des condamnés par les tribunaux militaires. Ils entrèrent à la Chambre deux ans plus tard, lors de l'amnistie complète accordée aux prisonniers politiques

à l'occasion du mariage du prince héritier Victor-Emmanuel avec la princesse Hélène de Monténégro.

La chute de Crispi après Adoua avait entre-temps ramené au pouvoir le marquis di Rudini, chef d'un groupe de droite dissident, que soutint d'abord l'extrême gauche, bien qu'il fût impossible de trouver une tendance précise à ces cabinets successifs où voisinaient membres de la noblesse, généraux, industriels, un économiste juif avec Luzzatti, et des démocrates francs-maçons, comme Zanardelli. Tout cet assemblage n'était guère cimenté que par l'hostilité commune envers Crispi. Au reste, les attentats anarchistes ne cessaient pas plus que les manifestations antigouvernementales des républicains et des socialistes, et bientôt les mesures sévères de Rudini contre les partis subversifs déplacèrent l'axe de sa majorité de plus en plus vers la droite. Le chômage était intense, le pain rare et cher, par suite d'une mauvaise récolte et de droits prohibitifs sur les blés étrangers. Les troubles continuaient un peu partout, notamment dans les Marches, la Romagne, les Pouilles. A Florence et à Pavie, les troupes tiraient sur la foule, avec morts et blessés. Brusquement, la situation s'aggrava dangereusement à Milan, où l'état de siège fut proclamé, puis étendu à Naples, à Florence et à une trentaine d'autres provinces.

Insurrection de Milan (6-9 mai 1898).

On venait justement de célébrer dans la métropole lombarde le cinquantenaire des Cinq Journées qui, en 1848 (18-22 mars), avaient vu la fuite de l'occupant autrichien. Il semblait que l'adversaire fût désormais le gouvernement réactionnaire de la classe dominante. Une partie de la ville tomba au pouvoir des insurgés, mais la disproportion des forces était trop grande pour leur permettre un succès étendu et durable. Le général Bava-Beccaris, commandant d'armes, usa de la plus grande rigueur, n'hésitant pas à arrêter toute circulation et à employer même le canon contre les émeutiers. Les journaux de l'opposition furent suspendus, les chefs socialistes et syndicalistes, ainsi que le directeur de l'hebdo-

madaire *Osservatore cattolico*, Don Albertario, arrêtés et promenés, menottes aux mains, à travers la ville. Bientôt tout rentra dans l'ordre.

Cette soudaine flambée n'avait pas procédé d'un dessein délibéré, mais était plutôt l'aboutissement d'un long malaise politique et social. Un historien italien l'a parfaitement jugée en écrivant : « Lorsque de tous les points de l'Italie. par suite du haut prix du pain, survinrent des excitations au tumulte et que Milan finalement s'agita, tous crurent que le jour du jugement dernier était arrivé et que la catastrophe était désormais inévitable. Cette croyance générale fit que l'on agit comme si la catastrophe était arrivée et il s'en fallut de peu qu'elle n'arrivât réellement. Les manifestants eux-mêmes étaient inquiets, parce qu'ils ne s'étaient pas préparés, qu'ils n'avaient pas d'armes, qu'ils ne savaient pas exactement ce qu'ils voulaient, qu'ils n'avaient pas de chefs pour les diriger. L'heure était venue où ils devaient agir en maîtres, mais comment, où, de quelle façon commencer, ils ne le savaient pas. La bourgeoisie crut un moment que la fin du monde était proche, l'autorité crut ne pas être assez forte pour résister, et la révolution, qui n'existait pas, finit par devenir un fait réel parce que tout le monde pensait qu'elle devait exister. L'hésitation du gouvernement dans les premiers moments fit croître le tumulte, et la réaction, commencée trop tard, éclata avec une violence qui occasionna la mort de beaucoup d'innocents. » (P. Villari.)

Les pertes — une centaine de tués, parmi lesquels plusieurs enfants —, ne se comptèrent que du côté de la population insurgée mais sans armes. Aussi lorsqu'un mois plus tard le roi Humbert décerna, *motu proprio*, la croix de grand officier de l'ordre militaire de Savoie au général Bava-Beccaris pour les services rendus par lui « aux institutions et à la civilisation », en adressant ses félicitations aux troupes placées sous son commandement, parut-il compromettre ainsi les efforts qu'il avait poursuivis pendant tout son règne pour témoigner son affection à son peuple. L'anarchiste qui l'assassinera deux ans plus tard se prétendra le vengeur du massacre de Milan.

L'obstruction au Parlement.

Sous la pression des socialistes, le gouvernement se décida enfin à ramener les droits d'entrée sur le blé à 1,50 le quintal — le chiffre de 1887, qui s'était élevé depuis jusqu'à 7,50 —, puis à les supprimer complètement. Les cheminots furent militarisés et les transports recommencèrent à fonctionner régulièrement. La majorité envisageait une réforme électorale introduisant le vote plural, mais le marquis di Rudinì, considéré comme un transfuge par la droite, s'était discrédité auprès d'elle et la gauche ne lui pardonnait pas la brutalité de la répression des troubles récents. Le roi, de son côté, ne l'aimait pas et souhaitait depuis longtemps sa chute. Il lui donna pour successeur un général piémontais, Pelloux, qui avait une réputation de libéralisme, ayant refusé d'appliquer l'état de siège dans les Pouilles, et qui s'entoura d'autres officiers supérieurs mêlés à des hommes de gauche de tendances autoritaires.

Bien vite, il apparut que la ligne directrice du gouvernement ne serait aucunement changée, et plutôt renforcée dans le sens de la rigueur. Des amnisties particlles furent cependant accordées aux insurgés de Milan, mais la continuation des attentats anarchistes (assassinat de l'impératrice Elisabeth d'Autriche, à Genève, par un Italien, le 10 septembre 1898) maintenait dans l'inquiétude l'opinion des classes dirigeantes. Au début de 1899, le ministère présentait une série de « mesures politiques » préparées par le cabinet précédent et restreignant notamment le droit de réunion, d'association et la liberté de la presse. La Chambre les approuvait en première lecture à une forte majorité, mais elles rencontraient l'hostilité nette de l'opposition constitutionnelle, dirigée par Zanardelli et Giolitti, et déclenchaient à l'extrême gauche une obstruction acharnée, selon les méthodes éprouvées naguère à la Chambre des communes et ailleurs. La majorité s'énervait sans aboutir et le tumulte ne cessait plus au Parlement. Le président du Conseil recourut enfin, à titre provisoire, au système des décrets-lois et annonça des élections

générales. Pour d'autres motifs, c'était là une épreuve décisive, un peu analogue à celle du 16 mai 1877 en France.

Le pays répondit le 3 juin 1900 en condamnant le gouvernement Pelloux; beaucoup d'électeurs toutefois, répugnant également à la réaction et à l'extrémisme révolutionnaire, s'étaient abstenus. Le groupe radicalien, après avoir combattu Pelloux, ne l'avait soutenu que mollement devant le corps électoral. Le président de la Chambre lui-même ne fut pas réélu et les socialistes y revinrent au nombre de 33 au lieu de 16.

Assassinat d'Humbert Ier (1900).

Le roi appela alors au pouvoir, dans un dessein de conciliation, le président du Sénat, Saracco, lui aussi ancien républicain, comme Depretis, Crispi et plus tard Marcora, mais assagi par l'âge et l'expérience, qui mit fin à l'obstruction de l'extrême gauche en retirant les décrets-lois « liberticides » et fit aboutir une réforme raisonnable du règlement de la Chambre. L'apaisement général commençait à se manifester lorsque, le 29 juillet 1900, un anarchiste italien, Bresci, venu tout exprès des États-Unis après avoir été désigné par le sort pour assassiner le roi, tirait sur lui quatre coups de revolver à l'issue d'un concours de gymnastique qu'il avait présidé à Monza, près de Milan.

L'émotion dans le pays fut immense et s'étendit jusqu'à l'extrême gauche, où le crime fut unanimement désavoué. Sans doute, depuis quelques années surtout, la politique personnelle du souverain avait suscité de vives critiques, mais la droiture de ses intentions n'était pas en cause et il avait cherché à maintes reprises, par des gestes répétés de générosité, d'indulgence ou de simplicité cordiale envers les personnes, à corriger ce qu'il croyait devoir à la défense de son pays contre la contagion des idées subversives. Son échec même indiquait qu'il fallait, pour y réussir, suivre désormais une autre voie.

CHAPITRE III

LA DICTATURE PARLEMENTAIRE DE GIOLITTI

(1900—1914)

Le ministère de Saracco ne pouvait être qu'un ministère de transition. Son chef n'avait pas une personnalité assez accusée pour réaliser cette insertion dans l'Etat libéral des nouvelles forces démocratiques nées de la révolution industrielle, que le socialisme s'essayait, confusément encore, à discipliner et dont la classe dirigeante n'avait aperçu jusqu'alors que la menace qu'elles faisaient peser sur ses privilèges.

Retour au libéralisme.

Deux résultats étaient acquis à l'aube du règne de Victor-Emmanuel III sur le plan politico-social, mais tous

deux simplement négatifs. La masse du peuple italien n'est plus un instrument aveugle de réaction comme elle l'avait été à maintes reprises, dans son ensemble, en face des tentatives d'émancipation dues aux Jacobins, aux mazzinieus, aux réalisateurs monarchistes de l'unité et à son instrument : la nouvelle armée nationale; cette masse « devient elle-même, fût-ce avec toutes ses déficiences et ses exagérations, un élément actif dans l'histoire, une force progressiste, une conscience et une idée » (Aldo Ferrari), sans toutefois discerner encore nettement à quoi et comment employer sa force, ainsi qu'il est apparu en 1898 dans l'insurrection de Milan, la cité-guide de l'Italie nouvelle. D'autre part, ce que le théoricien de la monarchie constitutionnelle et leader du centre droit, Sidney Sonnino, avait préconisé le 1er janvier 1897, dans un article très remarqué de la *Nuova Antologia*, le « Retour au Statut », c'est-à-dire, en fait, la substitution au régime parlementaire de la lettre du Statut promulgué en 1848 par Charles-Albert : la responsabilité des ministres devant la Couronne, pour renforcer l'exécutif contre les menaces révolutionnaires, ce régime, pratiqué obliquement par Crispi, mâtiné d'états de siège et de lois d'exception avec Rudini et Pelloux, avait finalement échoué et postulait une rénovation de la vie publique.

Saracco tomba en février 1901 sur un incident minime en apparence : la dissolution brusquée de la Bourse du Travail de Gênes par le préfet de la ville avec le consentement tacite du gouvernement, suivie de sa réouverture presque immédiate devant une menace de grève générale dans le grand port méditerranéen et, à la Chambre, la désapprobation très nette des partis de gauche. Saracco avait ainsi mécontenté successivement l'opposition et la majorité. Il fut remplacé par Zanardelli, le plus marquant des parlementaires de gauche, qui choisit Giolitti comme ministre de l'Intérieur et plaça le Milanais Prinetti aux Affaires étrangères.

Zanardelli était un vieux libéral, du type « républicain de 48 », très anticlérical et en même temps plus effrayé qu'attiré par le socialisme. Il jouissait du respect général, dû à l'intégrité de sa vie et à la noblesse de ses convictions,

mais était déjà un peu âgé pour opérer le redressement intérieur qui s'imposait.

L'un de ses premiers actes fut de présenter une loi introduisant le divorce dans la législation italienne, tentative vouée à un échec certain, étant donné la composition du Parlement, la foi catholique des masses et qui ne déplut pas moins aux milieux de Cour. Son cabinet revêtit cependant une grande importance historique, car il vit se modifier l'orientation de la politique extérieure italienne et commencer pratiquement la longue dictature intérieure de Giolitti.

Evolution de la politique extérieure.

La chute de Crispi en 1896 avait ouvert la voie au rapprochement avec la France. Visconti-Venosta, ministre des Affaires étrangères sous Rudini, était l'homme qui pouvait le mieux s'y employer. Cette année-là même, il inaugurait la détente en acceptant le fait accompli en Tunisie, l'abandon des conventions particulières de l'Italie avec le bey, contre une garantie par la France des droits de la colonie italienne dans la Régence. En même temps, il signait un nouvel accord maritime, très voisin de celui que le Parlement français avait rejeté en 1886.

Un pas de plus, et décisif, devait être accompli en 1900 par le même homme d'Etat, qui avait repris le portefeuille des Affaires étrangères dans les cabinets Pelloux et Saracco. De longues négociations entre lui et M. Barrère, notre nouvel ambassadeur à Rome, aboutissaient à un échange de lettres qui marquaient officiellement le désintéressement de la France à l'égard de la Tripolitaine-Cyrénaïque et celui de l'Italie à l'égard du Maroc. Un fait capital servait de toile de fond à cet arrangement, destiné à demeurer secret, mais dont l'existence, au moins pressentie dans les milieux dirigeants, mettait fin presque complète à toute note désagréable envers la France dans la presse : c'était la convention franco-anglaise du 21 mars 1899, consécutive à la crise de Fachoda, qui, préludant au rapprochement des deux grandes puissances occidentales, modifiait tout l'équilibre méditerranéen.

voire européen, et par là même les données initiales de la Triple-Alliance. Contre les marines anglaise et française unies, l'Italie eût été sans défense efficace. Il lui devenait pratiquement impossible de s'associer sans péril mortel non seulement à toute agression de l'Allemagne contre la France — hypothèse exclue par le texte même du traité d'alliance —, mais encore à une guerre défensive des Empires centraux qui eût réclamé le concours de l'Italie. Cette conséquence sera discutée ou même niée par les responsables du gouvernement italien pendant quinze ans, mais les esprits avisés ne sont plus dupes des mots dès la conclusion de la Double-Entente et comprennent, à Rome comme à Berlin, que le traité de 1882 est désormais virtuellement caduc.

L'accord franco-italien de 1902.

L'accord franco-italien de 1902, signé avec M. Prinetti, achève de concrétiser cette situation nouvelle. Un peu inquiet d'avoir en face de lui un autre interlocuteur, M. Barrère, selon une méthode qu'il emploiera constamment au cours de sa longue mission (et qui lui vaudra plus tard d'être accusé par les fascistes d'ingérence coutumière dans la politique italienne), avait fait préparer le terrain par des amis éprouvés de la France — et d'abord, cela va de soi, fervents patriotes italiens —, Rudini, Visconti-Venosta et Luzzatti en l'occurrence. Il s'agit, cette fois encore, d'un échange de lettres entre le ministre et l'ambassadeur, quatre au total. Les deux premières précisaient les accords de 1900 relatifs à la Tripolitaine et au Maroc et y ajoutaient qu'au cas où la France subirait une agression directe ou indirecte de la part d'une ou plusieurs puissances, l'Italie garderait une stricte neutralité. Et de même « au cas où la France, par suite d'une provocation directe, se trouverait réduite à prendre, pour la défense de son honneur ou de sa sécurité, l'initiative d'une déclaration de guerre », elle devrait en ce cas communiquer préalablement son intention au gouvernement italien, qui apprécierait s'il s'agissait bien d'une

« provocation directe ». Les deux autres lettres visaient à préciser le sens du mot « directe ». Prinetti répondait à la demande de Barrère sur ce point que les faits susceptibles d'être tenus pour une provocation devraient « concerner les rapports directs entre la puissance provocatrice et la puissance provoquée [1] », ce qui écartait l'obligation pour l'Italie de garder la neutralité dans le cas d'offense grave à une puissance simplement amie ou alliée de la France, mais ne diminuait pas la convenance qu'il y aurait pour elle à le faire, surtout si cette puissance était l'Angleterre, contre qui la Triple-Alliance ne devait d'aucune manière, on s'en souvient, paraître dirigée.

Les lettres constituant l'accord de 1902 ne seront publiées qu'en 1920, mais l'évidence d'une modification substantielle dans les rapports franco-italiens ne pouvait plus faire de doute pour personne. Soulignée par l'envoi à Toulon, en 1901, d'une escadre commandée par le duc de Gênes pour y saluer le président de la République, et en 1904 par la visite à Rome de M. Loubet (qui sera l'occasion de la rupture de la France, puissance réputée catholique, avec le Saint-Siège); renforcée par les commentaires amicaux dont ces visites et celle des souverains d'Italie à Paris en 1903 furent accompagnées dans les Parlements et la presse des deux nations, la nouvelle orientation de la politique extérieure italienne devait provoquer la fameuse explication donnée au Reichstag par le prince de Bülow sur les tours de valse dont un mari, certain de la fidélité de son épouse, n'a pas à s'inquiéter. Sous cet aspect humoristique, le chancelier allemand cherchait vainement à cacher le dépit qu'éprouvait Berlin — et aussi Vienne — d'une situation nouvelle, qui s'affirmera encore à la conférence d'Algésiras.

Giolitti au pouvoir.

A l'intérieur, Giolitti avait commencé d'appliquer le programme qu'il s'était fixé de longue date, après avoir

1. Un rapport postérieur de M. Barrère à son ministre donnait comme exemples la dépêche d'Ems et l'incident Schnaebelé.

acquis déjà une large expérience du milieu politique italien et compris les nécessités nouvelles de son époque, qui différait profondément de celle des fondateurs de l'unité.

Il avait alors 58 ans et sortait d'une famille modeste de « paysans montagnards » piémontais, comme il l'a écrit lui-même, assez instruits cependant et dévoués à leurs concitoyens; la branche maternelle, plus distinguée, touchait à la magistrature, à l'armée et avait compté un député à la première assemblée législative subalpine en 1848. Orphelin de père presque dès sa naissance, le jeune Giuseppe se trouvait dispensé de service militaire comme fils de veuve; il n'éprouvera jamais durant les guerres de l'indépendance le goût d'y participer à titre volontaire et moins encore de s'associer aux entreprises hasardeuses d'un Garibaldi. Son ascendance paysanne, pratique et positive, s'affirmait en cela et c'est déjà un trait qui le différencie notablement de la première génération des grands parlementaires piémontais, les d'Azeglio, La Marmora, Menabrea, etc. — qui eux appartenaient à la noblesse —, comme des démocrates d'extrême gauche, presque tous associés dans leur jeunesse à quelque mouvement révolutionnaire.

De bonne heure, après de solides études de droit, Giolitti préfère au barreau la carrière administrative, où il est tout de suite très apprécié de ses chefs pour ses qualités d'ordre et de travail, son aptitude extraordinaire à débrouiller en un temps record les affaires les plus enchevêtrées. Ministres et hauts fonctionnaires le réclament à l'envi pour collaborateur. Du ministère de la Justice, il passe à celui des Finances, où il travaille longtemps avec Sella, puis avec Minghetti et Depretis. En 1873, il est inspecteur général des Finances, en 1877, secrétaire général de la Cour des Comptes, en 1882, conseiller d'Etat. Dès son entrée en fonction, travaillant jour et nuit, il met à jour en une semaine l'arriéré de trois mois, que l'absence de plusieurs conseillers avait accumulé, concernant une centaine d'affaires de grande importance. Le président du Conseil d'Etat n'en croyait pas ses yeux.

Mais Giolitti, dans ce nouveau poste, pouvait sans y

renoncer aborder la vie politique. La Chambre devait justement être renouvelée au scrutin de liste en cette même année 1882. Il accepte d'être candidat dans la province de Coni, qui groupait trois circonscriptions et où se présentaient trois listes. Il figure en tête de chacune d'elles et est élu sans même avoir fait campagne. Certaines communes lui avaient assuré l'unanimité des suffrages ou peu s'en faut. Jusqu'à la fin de sa longue carrière politique, Giolitti restera le grand homme de sa petite patrie, inébranlable dans la confiance affectueuse de ses concitoyens comme le chêne de ses montagnes, auquel l'apparentait sa haute silhouette solidement charpentée, dans le sol rocheux des Alpes.

Au Parlement, Giolitti s'inscrit au groupe de la gauche constitutionnelle. Il est monarchiste de tradition et de conviction, mais on a vu que déjà, à la fin du XIX^e^ siècle. les étiquettes de partis ne signifiaient plus grand-chose en Italie. Giolitti portera au comble cette dissociation. A ses yeux, il n'y aura jamais que deux catégories de représentants du peuple : les bons, c'est-à-dire les hommes compétents, honnêtes, clairvoyants, pondérés, utilisables pour le bien public, et les mauvais, c'est-à-dire tous les autres. Il les choisira de l'extrême droite à l'extrême gauche, sans discrimination, avec cependant une préférence pour la gauche, parce que c'est de la gauche que monte la sève populaire rénovatrice, dont il croit que le pays a besoin, et que c'est à droite, parmi les grands propriétaires fonciers notamment, qu'il rencontrera le plus d'obstacles à ses réformes. Mais quand, après avoir dompté, assimilé le socialisme — domestiqué, émasculé, diront ses adversaires de l'extrémisme marxiste —, il verra surgir à droite le mouvement fasciste, il cherchera de même à l'encadrer pour l'utiliser à ses fins; mais cette fois il échouera.

Surtout, il est l'homme des réalités économiques et financières et il sait que la prospérité nationale est la première condition d'un pays fort. Le commerce et l'industrie assurent cette prospérité et, en même temps que vers les classes populaires, il se tournera vers les producteurs; il

s'efforcera d'en multiplier le nombre et d'en conserver la faveur, quitte à négliger par là certains aspects plus prestigieux de la politique extérieure. Patriote sincère, Giolitti n'aura jamais rien d'un nationaliste. Le mot qui fit scandale en 1915, auprès des enthousiastes de la force, lorsqu'il écrivit publiquement que l'on pouvait obtenir *parecchio* (bien des choses) en traitant avec l'Autriche sans recourir à la guerre, ce mot de négociateur et de courtier, dont on voulut faire un mot de trafiquant et de défaitiste, résume son caractère, qui fut avant tout celui d'un sage, d'un *modéré*, si l'on ôte à ce qualificatif toute signification réactionnaire. Faut-il ajouter qu'à l'exemple de ses grands devanciers, ce bourgeois réaliste, ce manieur d'argent, qui disposera dans l'Etat d'un pouvoir quasi discrétionnaire, ne dépassera jamais la modeste aisance de ses origines et fera preuve de l'intégrité la plus absolue? Quand il forma en 1920, à 78 ans, son dernier ministère, il n'avait jamais possédé d'automobile.

Epidémie de grèves.

Dans le ministère Zanardelli, le rôle du ministre de l'Intérieur était capital, car à la suite des élections de 1900, de la victoire (relative) de l'extrême gauche et du retour sincère à la pratique de la liberté, les ligues ouvrières, enivrées des succès remportés et très ignorantes des lois économiques qui s'imposent aux plus obstinés, se servaient à tort et à travers de l'arme de la grève, surtout dans l'agriculture, exaspérant ainsi la résistance des possédants.

Giolitti voulait imposer des deux parts le respect de la légalité et tenait tête aux députés ou sénateurs de droite, qui demandaient la dissolution des organisations paysannes et qu'on employât l'armée à faire les récoltes. Il se rendait bien compte du danger d'un pareil expédient et, par ailleurs, jugeait fondées la plupart des revendications ouvrières, qui ne se formulaient d'ordinaire que pour remédier à des abus certains et s'apaisaient, généralement sans désordre, à la suite d'augmentations minimes de salaires ou de diminution

très modérée des temps de travail, là surtout où les journaliers étaient directement au service des propriétaires et non de fermiers, particulièrement âpres au gain.

Mais devant ces conflits Giolitti ne s'inspirait que des principes du libéralisme économique. Il savait que « les bas salaires signifient une mauvaise nourriture », que « l'ouvrier mal nourri est physiquement et intellectuellement faible », et que « les pays où les salaires sont élevés se trouvent à la tête du progrès industriel », en sorte que la frugalité excessive du paysan italien n'était pas tout bénéfice. Il n'admettait donc aucunement que l'Etat intervînt pour faire le jeu des propriétaires en perpétuant des salaires de famine; mais, professant que « la loi économique de l'offre et de la demande est le seul régulateur de la mesure des salaires et du prix de toute marchandise » et que la seule fonction légitime de l'Etat, dans les luttes entre capital et travail, c'est d'exercer une action conciliatrice et de faire respecter la liberté de travail au même titre que la liberté de grève, il empêchait l'unité du front ouvrier et laissait face à face des forces à son époque très inégales. L'exaspération des masses exploitées amenait assez souvent des conflits avec la troupe chargée de maintenir l'ordre et les victimes faites du côté des premières renforçaient les sentiments antisociaux au lieu de les apaiser, principalement là où seules des réformes radicales de la structure économique, comme dans les régions de *latifundia*, eussent pu remédier à la misère chronique des travailleurs.

La seule année 1901 verra 1 400 grèves contre 553 durant la décade 1870-1879, 752 de 1880 à 1889 et 1 698 de 1890 à 1899, soit une moyenne, même au moment de la guerre d'Abyssinie et des troubles de Sicile, de moins de 170 par an dans tout le pays. Mais à la même époque l'essor économique est déjà très net avec un accroissement annuel notable du commerce extérieur, 1 700 millions d'importations en 1900 contre 1 202 en moyenne pendant la décade précédente, 1 338 millions d'exportations contre 974 — et un budget d'Etat en excédent de recettes : 68 millions en 1900-1901. L'écart entre le niveau de vie de la bour-

geoisie montante et celui du prolétariat s'accusait donc douloureusement.

Législation sociale et assimilation du socialisme.

Giolitti comptait essentiellement, pour diminuer cet écart et ces causes de conflit, sur une législation non seulement protectrice du travail — qu'il fallait créer de toutes pièces —, mais aussi sur la participation des coopératives ouvrières aux travaux d'utilité publique, qui allaient être pour elles, dans l'Italie septentrionale, une véritable manne et opposer pratiquement leurs intérêts à ceux des paysans méridionaux.

Dès son passage au ministère du Trésor dans le premier cabinet Crispi, en 1889, il avait fait modifier la loi générale de comptabilité de l'Etat afin de permettre la concession de travaux publics aux coopératives ouvrières, qui commençaient alors à se former. Mais l'application de cette mesure ne se révéla vraiment effective qu'en 1903 lorsque, devenu président du Conseil quasi inamovible et maître incontesté du Parlement, Giolitti put réaliser en toute tranquillité sa politique.

Les lois sociales du ministère Zanardelli en constituèrent seulement un timide début. Après l'abaissement des droits sur les farines, on vota la loi sur les accidents du travail, le rajustement du salaire des cheminots, le travail des femmes et des enfants, l'institution dans l'agriculture de conseillers prud'hommes, etc.

Lorsqu'il eut succédé au vieux parlementaire lombard, mort en 1903, Giolitti eût voulu immédiatement associer un leader socialiste à son équipe, presque entièrement composée d'hommes nouveaux — à l'exception de Luzzatti, qui revenait au Trésor —, et il offrit un portefeuille à Filippo Turati. Celui-ci, qui convenait dans ses conversations privées avec le tentateur que le peuple italien « n'était encore qu'un enfant », dont il fallait faire l'éducation par des méthodes proprement pédagogiques, et reconnaissait que celles de Giolitti étaient bonnes, estima qu'il ne pourrait

sans se déconsidérer aux yeux des masses ni accepter son offre ni même se rendre à Rome pendant la crise ministérielle. Il délégua à sa place son collègue Bissolati — l'organisateur des grèves agricoles du Crémonais, représentant illustre, lui aussi, de l'aile droite du parti socialiste —, qui approuva entièrement les projets de Giolitti, mais jugea pareillement que les temps n'étaient pas mûrs pour une participation des socialistes au pouvoir. Bien plus, malgré cette connivence implicite, les députés socialistes, même de la tendance réformiste, voteront par principe, durant toute cette législature, contre les lois les plus favorables aux classes populaires, afin de ne pas perdre la face devant les agitateurs révolutionnaires, simplement parce que ces lois émanaient d'un ministre bourgeois. Ce n'est qu'après 1906 — en attendant la rupture de l'unité socialiste avec l'expulsion des réformistes Bissolati, Bonomi et Cabrini —, qu'une importante fraction des socialistes s'adjoindra à la majorité giolittienne.

A l'opposé de la social-démocratie allemande et plus tard du travaillisme anglais, le socialisme italien comptait cependant une grande majorité de députés d'origine bourgeoise, quelques-uns très fortunés. Alors qu'en 1903, il y avait en Allemagne 53 ouvriers authentiques et 15 petits bourgeois sur les 81 membres socialistes du Reichstag, soit 83,9 %, les 33 députés socialistes italiens à la même date ne comptaient que deux ouvriers et trois petits bourgeois. Les 28 autres — avocats ou professeurs pour la plupart — avaient reçu une formation universitaire et représentaient 84,8 % de l'ensemble, c'est-à-dire que les proportions étaient exactement inverses.

Cette circonstance favorisa-t-elle « l'apprivoisement » du groupe parlementaire par l'habile manœuvrier que se montra toujours Giolitti? Il serait hasardé de l'affirmer. En tout cas, une opposition trop nette n'aurait pu se marquer entre l'attitude de la députation socialiste et celle des cadres professionnels ouvriers, ou même des militants de base, si ceux-ci n'avaient été gagnés eux-mêmes par l'évidence d'avantages concrets, de l'ordre législatif comme de

l'ordre personnel. On voyait souvent à cette époque, dans les foyers des ouvriers agricoles, le portrait de Giolitti à côté de ceux de Karl Marx et de l'orateur socialiste alors le plus écouté, Enrico Ferri. Le fait se passe de commentaires.

Rachat des chemins de fer méridionaux, qui amènera une amélioration sensible du statut de leur personnel; revision de la loi sur les œuvres de bienfaisance, afin de mieux protéger le patrimoine des pauvres, et des conditions de gestion de la Caisse pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers; création d'une Caisse semblable pour les employés des communes et de pensions pour les vétérans des guerres de l'Indépendance; meilleur souci de la santé publique en intensifiant la cure de la malaria et de la pellagre, et en s'efforçant d'obliger les propriétaires à loger décemment les travailleurs de la terre; développement et plus larges dotations de l'enseignement primaire et professionnel — encore très insuffisants néanmoins; lois sur le repos hebdomadaire, sur le contrat de travail, le travail de nuit, les industries dangereuses, etc., jalonneront de 1903 à 1909, avec bien d'autres mesures analogues, l'effort législatif dû à Giolitti.

Quant aux avantages personnels qui dériveront pour leurs responsables appointés de la multiplication des mutualités, des coopératives, des Bourses du Travail, des ligues et syndicats ou de la grande fondation milanaise portant le nom d'*Umanitaria* — sorte de centrale « humanitaire » aux multiples sections, contrôlée par le parti socialiste —, n'y avait-il pas là une nécessité des temps nouveaux? De même que l'édification d'une industrie nationale devait fatalement créer des catégories d'ouvriers qualifiés, dont beaucoup, d'ailleurs, deviendront à leur tour petits ou même grands patrons et en tout cas constitueront une aristocratie ouvrière qui, dans la pratique, se trouvera plus proche des intérêts de ses employeurs que de ceux du prolétariat paysan de la vallée du Pô, de Romagne et surtout des provinces méridionales.

La grève générale de 1904.

Cette évolution du socialisme italien ne devint néanmoins manifeste qu'après l'échec de l'essai de grève générale

de septembre 1904, qui à cet égard revêt une importance équivalente à celle de l'occupation des usines en 1920, sous le dernier ministère Giolitti, et en juillet 1922, à la veille du triomphe des fascistes.

Le président du Conseil employa dans les deux cas — 1904 et 1920 — la même tactique, à savoir : faire simplement respecter l'ordre public et laisser les ouvriers se convaincre eux-mêmes de l'inutilité de leur tentative. Le prétexte en fut l'un des habituels incidents entre grévistes — des mineurs de Sardaigne — et force armée, où un ouvrier fut tué. Très rapidement, la grève s'étendit au pays entier, mais ne fut que partielle dans les chemins de fer, où l'on n'eut pas besoin de recourir une seconde fois à la militarisation des cheminots, et nulle parmi les télégraphistes. L'ordre du jour voté à Milan par une assemblée de 45 000 grévistes fixait explicitement comme but au mouvement la démission du cabinet Giolitti, c'est-à-dire un objectif révolutionnaire qui dépassait nettement à l'époque les moyens d'action du prolétariat. Débordés par les meneurs extrémistes, les chefs réformistes avaient suivi sans enthousiasme leurs troupes. Lorsque l'échec fut rendu évident par la lassitude même des grévistes, ils essayèrent de s'en disculper aux yeux des milieux bourgeois, qui, un moment épouvantés comme en 1898, comprirent bien vite l'habileté de la tactique gouvernementale et renvoyèrent deux mois après à Montecitorio [1], à la suite d'élections brusquées, une majorité conservatrice fortement accrue. Celle-ci n'était pas de nature à embarrasser Giolitti, qui n'eut pas même à remanier son cabinet, mais qui, ayant fait toucher du doigt aux fractions les plus modérées de l'extrême gauche la vanité du mythe de la grève générale dans un pays où tous les leviers de commande restent solidement aux mains du pouvoir légal, allait réduire à néant l'opposition théorique du groupe radical et celle même des socialistes réformistes.

1. Nom fréquemment donné à la Chambre des députés romaine, située sur la place de ce nom.

Les ministères de transition.

Quelques mois après, sous un prétexte de santé, Giolitti se retirait en cédant le pouvoir à son ami Fortis, un indépendant de gauche extrêmement brillant, qui avait naguère collaboré avec Crispi et cherché vainement à réconcilier les deux hommes d'Etat.

Giolitti répugnait aux replâtrages ministériels, qu'il estimait constituer une faiblesse plutôt qu'une force nouvelle pour un chef de gouvernement à la majorité vacillante. Lorsque, pour un motif quelconque, il sentait opportun de quitter durant quelque temps la présidence du Conseil, il la passait à un de ses seconds, qui lui rendait la place au bon moment. Fortis ne changea d'abord que les titulaires de quelques ministères secondaires, et eut tout de suite à affronter une nouvelle grève de cheminots. Dans l'atmosphère favorable aux mesures de rigueur envers les fauteurs de troubles qu'avaient créée les élections de novembre 1904, il obtint aisément le vote d'une loi qui assimilait à la démission l'abandon d'un service d'Etat. Giolitti en reprit plus tard le principe et le fit étendre en 1908 à toutes les catégories de fonctionnaires.

Renversé au début de 1906 par un vote où s'étaient affirmées les tendances protectionnistes de la majorité, hostile même à une introduction limitée de vins espagnols, Fortis fut remplacé par Sonnino, chef du centre droit, comme l'on sait, qui avait compris son erreur de naguère et s'était maintenant convaincu qu'une pratique loyale du régime parlementaire n'était pas incompatible avec le maintien de l'ordre. Son ministère, axé à droite, comprit néanmoins pour la première fois deux radicaux des plus représentatifs. Ainsi achevaient de s'effacer les nuances idéologiques du Parlement italien, même à l'usage d'autres chefs de gouvernement que Giolitti.

Mais Sonnino, doctrinaire sans souplesse, un peu analogue à Ricasoli, heurtait par ses façons autoritaires les coutumes de la Chambre et ne put faire durer ses deux brefs ministères au-delà de quelques semaines. Giolitti, jugeant

sa santé rétablie, n'eut qu'une toute petite secousse à donner pour déclencher contre lui un vote hostile et il reprit le pouvoir en mai 1906. Désormais et jusqu'à la veille de la guerre européenne, il ne le quittera pratiquement plus, sauf pendant le bref intermède d'un cabinet Luzzatti — autre « brillant second », comme Fortis.

Pendant cette parenthèse de 1905 s'était tenue la conférence d'Algésiras, qui marqua l'un des moments cruciaux de la politique européenne d'avant 1914 et où l'attitude du délégué italien revêtit une importance capitale.

Conférence d'Algésiras (1906).

On sait que la conférence d'Algésiras succéda de très près à la démission forcée, sous la pression de l'Allemagne, de M. Delcassé, qui occupait le Quai d'Orsay depuis 1898 et avait réalisé les rapprochements franco-anglais et franco-italien. La manœuvre ayant pour but l'éviction de notre ministre s'était développée par une voie détournée, celle de Rome précisément, au moyen d'une communication menaçante de l'ambassadeur d'Allemagne à M. Tittoni, ministre des Affaires étrangères des cabinets Giolitti et Fortis, destinée à être transmise à Paris et qui en même temps devait intimider le gouvernement italien, au cas où, dans la question marocaine, il eût été tenté d'appuyer complètement le point de vue français.

Sachant combien l'accord franco-italien inquiétait Berlin, Giolitti avait tenu, quelques mois avant sa démission volontaire, à aller converser à Hombourg avec le prince de Bülow, notamment pour atténuer l'impression de l'accueil extrêmement chaleureux que le président Loubet avait reçu à Rome au printemps précédent, de la part de la population et des autorités italiennes. Par mesure de prudence envers un allié ombrageux, Tittoni avait cru devoir annoncer d'avance au gouvernement allemand la visite projetée, et en avait reçu des avis dépourvus d'aménité. « Le chancelier déclara tout net au comte Lanza (ambassadeur d'Italie à Berlin) qu'il espérait que le gouvernement italien saurait

restreindre dans de justes limites l'enthousiasme populaire pendant la visite présidentielle, et qu'au surplus de l'attitude des ministres, et plus encore de celle du roi, il dépendrait que l'alliance survécût à cet événement » (Jules Laroche). Des interventions analogues, et plus indiscrètes encore, devaient un peu plus tard être transmises par l'ambassadeur d'Allemagne à Rome afin d'obtenir que les toasts royaux mentionnassent expressément la Triple-Alliance, ce que M. Barrère réussit finalement à empêcher, au grand déplaisir de Berlin.

Giolitti justifia à Hombourg son gouvernement d'avoir excédé envers le président Loubet les simples devoirs de l'hospitalité, parla du pape et de l'intérêt qu'il y avait pour l'Italie à ce que la France ne prît plus fait et cause pour lui, examina ensuite les rapports italo-autrichiens par rapport à la situation balkanique et à l'agitation irrédentiste; il obtint la promesse d'une intervention amicale de l'Allemagne auprès de l'alliée commune pour que celle-ci se montrât plus généreuse envers ses sujets italiens.

Les nuages semblaient donc dissipés quand éclata le coup de tonnerre de Tanger, entraînant la chute de Delcassé et la discussion du problème marocain devant l'aréopage des puissances intéressées. Tittoni, qui passait (à tort) pour germanophile, avait d'abord désigné comme premier délégué italien son parent Silvestrelli, ambassadeur à Madrid, qu'entourait la même réputation. Mais à ce moment Fortis dut remanier son cabinet et remplaça Tittoni par le marquis de San Giuliano. Celui-ci céda aux instances de l'ambassadeur de France et, à la place de Silvestrelli, désigna Visconti-Venosta, notre ami de toujours, qui emmena comme secrétaire le jeune comte Sforza.

Ainsi allait se transmettre le flambeau de hautes traditions entre l'illustre homme d'Etat qui avait vécu les premières passions du Risorgimento, connu de près Cavour et Mazzini, et celui qui, un siècle plus tard, après avoir signé en 1920 la paix de Rapallo avec la Yougoslavie, travaillerait encore à réconcilier son pays avec le gouvernement du maréchal Tito et verrait prendre figure l'idée du Conseil de l'Europe : 1848 à 1949.

Visconti-Venosta avait accepté la mission de représenter l'Italie à Algésiras à condition qu'il ne recevrait aucune instruction particulière et resterait maître de l'attitude à prendre. Sa sagesse et son expérience offraient des garanties suffisantes qu'elle serait la plus digne de son pays, dont il connaissait tous les accords diplomatiques.

Durant toute la première partie de la conférence, le grand vieillard ne se départit pas d'une attitude conciliatrice assez réservée. On piétinait sur place et l'Allemagne n'obtenait pas d'emblée les avantages qu'elle escomptait. Voyant que la France et l'Angleterre offraient un front uni infrangible, ses représentants voulurent, le 3 mars 1906, sur une simple question de procédure, obtenir un vote qui permettrait à la fois de compter les voix et de mesurer les sympathies allant à chacun des deux principaux antagonistes. On se prononçait par ordre alphabétique et jusqu'au vote du marquis Visconti-Venosta, favorable au point de vue franco-anglais, le résultat put paraître douteux. Mais il entraîna les hésitants et en définitive sept nations appuyèrent nettement la France et la Grande-Bretagne : Espagne, Etats-Unis, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suisse, plus la Belgique, qui avait promis de se joindre à la majorité. L'Allemagne n'eut avec elle que l'Autriche-Hongrie et le représentant du Maroc, dont elle faisait mine de protéger l'indépendance. Ainsi son isolement était complet. La coalition des forces hostiles — forces militaires et forces morales —, qui l'écrasera dix ans plus tard, se dessinait déjà et la rancœur contre l'Italie, soulignée par le fameux télégramme de Guillaume II au comte Goluchowski, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, s'approfondit encore à Berlin.

Conversion de la rente.

Revenu au pouvoir en mai 1906, Giolitti se préoccupa tout de suite de réaliser une opération qu'il avait préparée depuis quelque temps déjà et que devait faciliter l'excellente tenue des fonds d'Etat italiens, ainsi que l'accroissement bénéficiaire de la balance commerciale du pays et le volume des

dépôts faits par ses émigrants dans les banques italiennes : la conversion en 3,5 % de sa rente 5 %.

Il en avait été émis pour 8 milliards 200 millions, dont environ 700 millions se trouvaient à l'étranger, principalement en France (plus de la moitié). Compte tenu des rentes nominatives inscrites en Italie à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à d'autres administrations d'Etat, l'opération portait sur 6 milliards et demi. On a vu plus haut combien lourdement pesait le service de ses emprunts sur le budget italien. La réduction notable du taux d'intérêt présentait donc une importance primordiale. Le succès d'opérations intérieures assez modestes effectuées précédemment autorisait un certain optimisme. Néanmoins le nombre considérable de titres 5 % en circulation et leur caractère international exigeaient une grande habileté pour que la conversion réussît pleinement, sans être trop onéreuse pour le trésor italien. Ce double objectif fut atteint dans une mesure qui fit l'admiration de tous les financiers de l'époque et représenta pour M. Giolitti un des plus grands triomphes de sa carrière.

En additionnant les commissions, participations et charges de toute nature, le trésor italien n'eut à solder qu'une dépense de 9,5 millions, soit 0,12 centime par 100 lires de capital. Des opérations analogues avaient coûté à la même époque douze fois plus en d'autres pays.

C'est à ce moment que, malgré la réduction du taux de l'intérêt, la rente 3,5 % continua à se maintenir au-dessus du pair et que les billets de banque italiens firent prime sur l'or. Et, d'autre part, tandis qu'en 1900-1901 le trésor payait à l'étranger 76 millions d'intérêts pour la dette publique, correspondant à un capital de 1 900 millions, il n'en versait plus en 1907-1908 que 27 millions, correspondant à un capital de 720 millions. Ainsi, en sept ans, l'épargne nationale avait racheté à l'étranger 1 180 millions de titres émis par l'Etat italien.

Essor économique.

Bien que la prospérité de cette période se soit en presque tous les domaines amplifiée jusqu'à la guerre européenne et

surtout jusqu'en 1911-1912, année de la guerre de Libye, nous pouvons en envisager ici les résultats globaux, avant d'aborder d'autres aspects moins riants de la vie économique ou sociale du pays.

De 1871 à 1914, la population italienne avait augmenté de 10,5 millions d'habitants et atteignait à cette dernière date 36,5 millions, malgré les départs massifs d'émigrants vers les Amériques dont nous parlons plus loin. La densité était passée de 90 à 125 habitants par kilomètre carré.

Cette population s'était-elle enrichie ? Dans l'ensemble, oui puisque de 1900 à 1908 seulement les dépôts des Caisses d'épargne ordinaires s'élèvent de 1 507 à 2 109 millions et ceux des banques populaires, des caisses d'épargne postales et des sociétés de crédit de 1 450 à 3 128 millions, soit à plus du double. Les réserves métalliques des instituts d'émission triplent presque pendant la même période, tout en n'atteignant encore en 1908 que 1 450 millions.

Mais c'est surtout le développement de certaines industries, comme la sidérurgie, le textile, les industries sucrière et hydro-électrique, en attendant l'automobile, qui marquent des progrès impressionnants.

En 1902, la sidérurgie occupait 15 000 ouvriers et 50 000 en 1914, pour un capital investi qui passe de 18 millions (en 1897) à 300 millions.

Dans l'industrie cotonnière, l'augmentation du nombre des broches est de 106 % entre 1900 et 1908, contre 23 % en Allemagne et 26 % en Belgique, où elle s'était implantée plus tôt. Le rythme est si rapide qu'il y aura vers 1908 surproduction et crise en Italie, où l'on comptait en 1876 650 filatures et 765 000 broches; 610 filatures seulement en 1900, par l'effet d'une concentration des établissements, mais 2 200 000 broches, et 1 100 filatures avec 5 000 000 de broches en 1914. La laine, plus anciennement travaillée en Italie, réalise des progrès moins éclatants, mais qui permettront au lendemain de la guerre européenne de ne plus importer d'étoffes de laine; en 1913, l'importation a déjà été réduite à 30 000 quintaux contre 52 000 en 1880. Si l'industrie de la soie avait relativement moins progressé, c'est que la maîtrise

de l'Italie était en ce domaine depuis longtemps incontestée. Avec une exportation de soie dépassant 500 millions de lires (le quart de son chiffre total d'exportation), l'Italie gardait le premier rang en Europe, le troisième dans le monde pour l'utilisation des cocons. Ayant surmonté toutes les difficultés qu'avait connues le marché de la soie, surtout depuis la création des soies artificielles, ses usines, moins nombreuses mais plus importantes qu'aux premières décades de l'unité, travaillaient à la veille de la guerre, dans la filature plus encore que dans le tissage, 60 000 quintaux de soie, soit sept fois plus que les usines françaises et quatre fois plus que toutes les usines du reste de l'Europe.

Moins de vingt-cinq ans suffisent à créer, *ex nihilo*, l'industrie sucrière : en 1880, tout le sucre consommé en Italie était importé de l'étranger; en 1889, la production indigène de betteraves débute à 2 500 quintaux, en 1913-1914, elle est montée à 27 000 000 de quintaux, que traitent 36 raffineries dans l'Italie du Nord.

Quant aux capitaux investis dans les industries hydro-électriques, ils passent de 65 millions en 1897 à 410 millions en 1910, à 750 millions en 1913-1914, à 2 milliards en 1920-1921 pour une production de kilowatt-heure qui s'élève pendant la même période de 100 à 4 000 millions, marquant la progression sans doute la plus intense, et en même temps la plus féconde, de toutes celles que réalise au début du XX^e^ siècle l'industrie italienne. En 1905, déjà, l'Italie possédait à Vizzolo, sur le Tessin, à Paderno et à Morbegno, sur l'Adda, les plus importantes et les meilleures centrales électriques d'Europe.

Amorcée aussi en 1900, avec la construction de six voitures, l'industrie automobile en produisait 1 283 en 1907. En 1913, elle en exporte 4 000, mais en importe encore 1 400. C'est seulement avec la guerre que cette industrie, qui compte aujourd'hui parmi les premières sources de richesse de l'Italie, prendra tout son développement. Fondée en 1900 au capital de 800 000 lires, une seule de ses firmes, la société Fiat, l'aura élevé en vingt ans à 200 millions et occupera 25 000 ouvriers. En 1918, l'Italie viendra au deuxième rang

des pays producteurs, distancée par les seuls Etats-Unis.

En revanche, elle perd beaucoup de terrain dans le domaine des constructions navales à usage commercial et du trafic maritime, en face de nations rivales possédant cependant une bien moindre étendue de côtes. Du troisième rang qu'elle occupait à la fondation de l'unité, elle tombe au neuvième en 1913 pour le nombre de navires et même au onzième pour leur qualité, sur les douze principales flottes de commerce. En 1913, au transport des 32 millions de tonnes de marchandises débarquées ou embarquées dans les ports italiens, le pavillon national concourt pour 92 % quant au nombre de navires, mais pour 50 % quant au volume des produits transportés et 26 % seulement pour ceux en provenance de l'étranger. Ainsi, nombreux navires, mais de faible tonnage — toute la flotte ne jauge que 1 230 000 tonneaux en 1913 —, et utilisés surtout pour le trafic entre ports voisins. La marine de guerre absorbait le plus clair des ressources italiennes en matière de constructions navales; la pêche, plus pittoresque que profitable, négligée par l'Etat, n'attirait qu'un nombre restreint de bras.

Quant à l'agriculture, elle progressait, certes, de son côté, mais en gardant dans maintes régions un outillage primitif et des méthodes désuètes. La production agricole, qui avoisinait la valeur de 5 milliards en 1896, n'était montée qu'à 7 en 1910, bien que l'Italie comptât vers cette époque 8 millions d'agriculteurs, soit 54 % de sa population active, contre 4 millions seulement de travailleurs de l'industrie (27 %), dont un million d'artisans, et un million et demi de personnes dans les professions commerciales ou les transports (10,2 %). Si les traités de commerce renouvelés à partir de 1903 par MM. Giolitti et Luzzatti avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Suisse, le Brésil, etc., ne maintenaient pas les partis pris de l'époque crispinienne, même de chauds admirateurs de ces deux hommes d'Etat doivent reconnaître qu'ils avaient encore « sacrifié l'agriculture aux besoins de protection de l'industrie » (B. Croce). L'huile et le vin italiens trouvaient difficilement des débouchés — avec une production d'olives peu supérieure l'Espagne exportait quatre fois plus —, et dans la balance du commerce extérieur des produits du sol, qui

donnait un surplus de 41 millions aux exportations en 1900, au lendemain d'une crise terrible pendant la décade précédente, l'Italie enregistra un déficit de 255 millions en 1911.

Malgré l'élan ininterrompu de l'ensemble de ses exportations, qui augmentent de 118 % entre 1890 et 1907 (chiffre supérieur à la progression allemande elle-même), passant d'une moyenne de 2 622 millions immédiatement avant 1900 à 4 420 millions en 1910, l'équilibre des échanges italiens ne se rétablit que grâce à l'épargne des émigrants et aux dépenses des touristes dans la péninsule. C'est que ses besoins en matières premières, qui lui manquent presque toutes, notamment métaux et carburants, sont immenses, et que l'Allemagne l'inonde littéralement de fabrications industrielles destinées à équiper ses usines. 80 % du matériel des filatures de coton, par exemple, viennent de l'alliée du Nord et l'ensemble des importations industrielles allemandes passera annuellement de 120 à 610 millions pendant la période triplicienne. Les exportations de produits finis ou de denrées alimentaires ne peuvent compenser entièrement les besoins de cette industrialisation.

La détresse du Midi.

Dès qu'il fut stablement installé au pouvoir, Giolitti avait fait voter diverses mesures en faveur des provinces déshéritées du Midi, rendues d'autant plus urgentes par la série de catastrophes naturelles qui s'abattit à l'époque sur ces malheureuses régions. Les lois de 1904, de 1906 et de 1908 pour la Basilicate et la Calabre, de 1906 pour la Sicile et la Sardaigne, de 1907 pour la campagne romaine tracèrent un programme imposant de travaux publics, concernant routes et chemins de fer, ports et forêts, installations hydro-électriques et aqueducs, indépendamment des lois spéciales destinées à remédier au tremblement de terre de Calabre (1905), à l'éruption du Vésuve (1906), au second tremblement de terre qui détruisit Messine (28 décembre 1908). D'autres lois accordèrent des subventions pour la construction de logements populaires, exemptèrent d'impôts les maisons des paysans dans les provin-

ces méridionales et les îles, obligèrent les gros propriétaires, sous menace d'expropriation, à bonifier et mettre en culture de vastes étendues en friche ou utilisées seulement comme terres à moutons.

Mais ces lois, excellentes en principe, ne pouvaient avoir qu'une application très lente, par suite du manque de crédits aussi bien que de personnel technique capable de les mettre en œuvre. On se heurtait là, nous l'avons dit — mais il faut y revenir —, à une tâche quasi surhumaine, qui eût exigé toutes les ressources de l'Etat italien. Le déséquilibre était trop grand entre le Nord et le Sud, le prolétariat agricole trop surabondant ici, surtout dans les Pouilles, où l'on comptait en 1911, sur 1 000 personnes exerçant une activité agricole, 600 journaliers et plus de 500 en Sicile, contre 150 seulement en Toscane, centre classique du métayage italien, ou en Ombrie.

Dans l'Antiquité, après les guerres épuisantes que termine la conquête romaine, beaucoup de ces terres étaient déjà devenues désertiques, au témoignage de Cicéron et de Tite-Live.

Au Moyen Age, la domination angevine et toutes les luttes qui s'ensuivent maintiennent la région dans une insécurité perpétuelle. Les condititons physiques s'aggravent encore par le déboisement, pratiqué surtout au début du XIX^e^ siècle, cependant que l'habitat du paysan, la viabilité, l'état sanitaire comptent parmi les plus médiocres qu'il y ait en Europe.

Les remèdes, certes, n'eussent point été faciles même à un Etat plus riche, car le sol, le climat et le régime des eaux s'unissent pour contrarier le travail de l'homme. Le sol : presque partout terres argileuses instables, marnes crétacées plus ou moins imperméables, où les eaux souterraines provoquent de fréquents éboulements. Le climat : pluies diluviennes en automne et au début du printemps, sécheresse, souvent absolue, le reste de la saison chaude; du 1^er^ avril à fin septembre, pour quarante jours sans pluie à Milan et sur les Préalpes, on en compte environ cent dix en Sicile ou en Calabre et davantage encore dans les Pouilles; quelquefois cinq mois consécutifs se passent sans une seule averse. Le régime des eaux : par l'action combinée du déboisement sur les cimes ou sur les pentes moyennes et de l'imperméabilité du sol, les

précipitations entraînent vers les vallées la terre arable et y croupissent. Par ailleurs, les cours d'eau sont bien plutôt des torrents saisonniers; le débit par seconde de l'ensemble des principaux entre Naples et Tarente n'atteint pas celui de la seule Adda et il est des plus irréguliers : tandis qu'en été, on les traverse tous à gué, il arrive qu'en hiver leur lit atteigne plusieurs centaines de mètres; en Basilicate, le cours moyen du Bradano est large de 500 mètres, celui du Sinni s'enfle jusqu'à 2,5 km. Quant aux rivières des Pouilles, toutes, sauf l'Ofanto, rejoignent la mer en été presque à sec, tant par suite de l'évaporation que des infiltrations dans les failles du terrain. Des projets de réservoirs artificiels ou d'aqueducs mis à l'étude, le plus grandiose, l'aqueduc des Pouilles, œuvre de deux générations, reçut du gouvernement Giolitti une dotation de 100 millions et apporte maintenant la fertilité dans une région où naguère le manque d'eau était absolu. Mais dans la construction des réservoirs eux-mêmes les déboires n'ont pas manqué.

Quant à la division des grands domaines, dont on parlait déjà comme d'une panacée et que certaines mesures législatives essayèrent d'entamer, nous avons vu quelles déceptions entraîna celle des terres ecclésiastiques et elle n'aurait suffi en aucun cas à résoudre le problème social, ne serait-ce qu'à cause du manque de voies de communication et de véritables villages ou demeures paysannes à travers la campagne. La Lombardie à l'époque, avec 5 millions d'habitants, comptait 1 900 communes; la Sicile 361 (elle n'en a guère plus aujourd'hui), arriérées sous tous rapports — quelques-unes n'avaient pas même de cimetière —, avec 3 800 000 habitants. Ces conditions physiques postulent bien souvent le *latifundium*, la culture extensive des céréales ou le pâturage sur les terres pauvres, à tout le moins le partage en lots importants. Morceler exagérément serait ici aller contre l'intérêt de la nation et du paysan lui-même. Un mouvement s'amorçait, du reste, à la fin du XIX^e^ siècle, pour transmettre certains domaines étendus à des collectivités — coopératives ou autres —, vraiment qualifiées. Mais le principal écueil de l'agriculture méridionale, c'est le manque de capitaux pour les travaux d'intérêt

général, et ces capitaux ni le petit exploitant ni même la grande majorité des propriétaires ne les possèdent.

Ainsi l'émigration apparut-elle dès 1880 comme le seul remède à une situation décidément intolérable.

Le suprême remède : l'émigration en masse.

On ne possède point de statistiques valables sur l'émigration italienne avant 1869. Elle était, d'ailleurs, presque impossible dans le royaume de Naples au temps des Bourbons en raison de lois pratiquement prohibitives, et elle demeura faible durant les premières décades de l'unité. On distinguera toujours par la suite entre émigration temporaire et émigration permanente, cette dernière appellation étant, du reste, trompeuse puisqu'elle s'appliquait aux personnes s'expatriant simplement pour plus d'une année. On serre de beaucoup plus près la vérité en fondant la division essentielle sur l'émigration continentale et l'émigration transocéanique.

La première est surtout saisonnière et intéresse l'Italie du Nord, principalement les montagnards du Piémont et de Lombardo-Vénétie, qui se rendent en France, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, selon une proportion à peu près égale, comme journaliers, maçons, terrassiers, mineurs, domestiques d'hôtels, là où l'on construit voies ferrées ou canaux, où l'on perce des tunnels, où l'on reçoit beaucoup d'étrangers. Il arrive que des travailleurs italiens soient employés à des entreprises du même genre et plus lointaines, comme ce fut le cas pour la construction du Transsibérien, mais la chose demeure exceptionnelle. Cette émigration, d'ordinaire, ne déracine pas vraiment le travailleur; elle est exclusivement masculine ou presque et rapporte au pays des sommes considérables. L'émigrant n'y est pas non plus exploité au même degré que dans l'émigration transocéanique.

Celle-ci, qui touche à peu près uniquement les agriculteurs du Midi, est la seule vraiment caractéristique d'un état social déficient, encore que la misère n'en apparaisse pas d'emblée la cause unique. Mais si elle n'est pas toujours mise en avant, elle n'en demeure pas moins le mobile profond, ainsi

qu'il résulte d'une enquête menée par les autorités italiennes en 1882, 1885 et 1888, près des maires de toutes les communes qui avaient compté au moins dix émigrés au cours des trois années précédentes.

L'ensemble de l'émigration « permanente » varie entre 15 000 et 22 000 personnes annuellement de 1869 à 1878, soit 15 à 20 % du chiffre total des émigrants. Brusquement, en 1879, l'émigration permanente double, dépasse 40 000, puis monte à 65 748 en 1882. Elle représente alors 40 % de l'émigration totale (161 562 personnes). On doit même l'estimer plus importante, en raison de nombreux départs clandestins, car les statistiques d'arrivée aux Etats-Unis et au Brésil, par exemple, ne concordent pas avec les statistiques de départ des ports italiens ou français. En 1881, la statistique américaine accuse 20 107 arrivées d'émigrants italiens tandis que dans la mère patrie on les a chiffrés à 11 868 seulement. En 1880, le bureau des entrées à Rio de Janeiro indique l'arrivée de 9 404 Italiens, alors que la statistique italienne n'en a compté que 6 958. A cette réserve près, on constate que le total des départs vers les pays d'outre-mer : Afrique du Nord, Etats-Unis, Canada, Brésil, République Argentine, Mexique, Amérique centrale, etc., correspond bien aux chiffres globaux de l'émigration « permanente » : 43 275 et 41 607 en 1881, 67 632 et 65 748 en 1882. La presque totalité des émigrants vers les Amériques partent sans espoir de retour; c'est une perte immense de substance vitale pour la nation.

Les économistes cependant n'en jugent pas tous ainsi, ou plutôt, il y a divergence de points de vue entre observateurs du phénomène selon qu'ils considèrent l'intérêt de la collectivité ou celui des individus. Les premiers se félicitent en définitive, puisqu'il y a poussée démographique en Italie plus rapide que le développement des richesses, qu'un exutoire ait été trouvé qui rétablit à la fois l'équilibre dans l'emploi de la main-d'œuvre et celui du budget; les seconds voient dans l'émigration une douloureuse nécessité, qu'il faut s'efforcer d'enrayer par un meilleur emploi des ressources nationales.

A plusieurs reprises le Parlement s'était préoccupé de la question, mais jusqu'en 1880 sans aboutir à aucune décision

concrète. Le premier projet de la loi de réelle portée fut présenté aux Chambres à cette date par les députés Minghetti, Luzzatti et quelques autres. En même temps qu'il posait le principe de la liberté d'émigrer pour toute personne en règle avec les lois civiles et militaires, il s'efforçait de discipliner l'émigration en instituant un bureau spécial pour l'émigration au ministère de l'Agriculture et en édictant des peines d'amende et de prison contre les agents clandestins, qui à des fins intéressées diffusaient des publications ou des nouvelles tendancieuses touchant les profits à espérer par les émigrants. C'était là, en effet, une plaie trop fréquente, même dans des provinces relativement riches mais très peuplées, comme la Vénétie, où l'on constatait que des familles entières partaient de façon qu'elles croyaient définitive après avoir vendu terres et animaux et devaient ensuite recourir au gouvernement ou à la charité publique pour se faire rapatrier après avoir perdu leur petit pécule.

En 1888, une loi instituait officiellement la fonction de *vettore* ou accompagnateur autorisé d'émigrants, mesure encore insuffisante pour éviter tous les abus. C'est seulement en 1901 que par la création du Commissariat général de l'Emigration, assisté d'un conseil supérieur et d'une commission parlementaire de contrôle des fonds attribués aux services de l'émigration que celle-ci prend dans la vie nationale l'importance d'une affaire d'Etat. On décide alors de considérer comme émigrant tout voyageur de troisième classe pour l'étranger et, en 1913, on étendra même la protection légale à tout sujet italien se rendant à l'étranger en n'importe quelle classe pour y travailler ou y rejoindre des parents.

C'est qu'avec les premières années du siècle le phénomène a pris les proportions d'une véritable hémorragie, que rien ne peut plus arrêter. Les chiffres globaux atteignent maintenant plusieurs centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants annuellement. En 1910, la seule émigration transocéanique, celle d'où l'on ne revient pas ou seulement sur le tard et exceptionnellement, touche 413 500 personnes, dont 262 000 allant aux Etats-Unis, 105 000 en Argentine, 40 000 au Canada et au Brésil. 1911 marque une diminution assez nota-

ble, mais le chiffre de 400 000 est de nouveau dépassé en 1912 pour atteindre en 1913 — année record —, 561 500 émigrants outre-Atlantique (dont 376 500 aux Etats-Unis) et 872 000 pour l'ensemble de l'émigration continentale et transocéanique. En 1914, cette dernière retombe à 236 000, puis descend au-dessous de 80 000 pendant les premières années de guerre et à des chiffres insignifiants pour les dernières, ce qui s'explique aisément, surtout par le manque de moyens de transport. Mais le mouvement reprend dès 1919 avec près de 100 000 émigrants au-delà des mers et 209 000 en 1920, dont 168 000 aux Etats-Unis.

A ce moment, la république étoilée s'estime saturée d'émigrants originaires de l'Europe orientale et méridionale. Elle commence à méditer d'établir les règles restrictives de l'émigration fondées sur les habiles pourcentages que l'on connaît, qui élimineront les indésirables sans avoir trop l'apparence d'une discrimination raciale, mais seulement d'un rapport avec les chiffres d'émigrants accueillis à certaines époques du XIX^e^ siècle. Elle fixe en 1922 à 3 % du chiffre de 1910 le nombre d'Italiens qu'elle est disposée à accepter. Il en viendra 42 000. Le total lui semble encore trop élevé : elle l'abaisse en 1924 à 2 % du chiffre de 1890. Cette année-là, il n'entrera plus que 3 954 citoyens italiens aux Etats-Unis. L'émigration vers ce pays est pratiquement tarie, mais se déplace, sans plus atteindre jamais les totaux d'avant-guerre, vers l'Argentine et aussi la France. Buenos Aires recevra, en 1922, 58 000 Italiens et 93 500 en 1923. Maître du pouvoir, le fascisme édicte alors des lois destinées à renverser complètement la politique d'émigration et à garder dans la métropole ou ses colonies d'outre-mer toute la main-d'œuvre disponible. Mais à cette date dix millions d'Italiens, depuis la fondation du royaume unifié, l'ont abandonné définitivement par suite de l'impossiblité d'y échapper à la misère.

Développement du nationalisme.

En même temps que s'élevait le nombre des Italiens désireux ou, le plus souvent, contraints de chercher à l'étranger

une vie moins précaire, un mouvement d'idées se développait qui allait partir essentiellement de ce phénomène social pour revendiquer de plus en plus vigoureusement en faveur de l'Italie une politique d'expansion territoriale liée à son expansion démographique : ce fut le mouvement nationaliste. Il faut lui faire place ici, car il eut sur la politique intérieure et extérieure de l'Italie une influence capitale.

La défaite d'Adoua n'avait pas suscité seulement des remous parlementaires et les fureurs de certains milieux prolétariens. Il avait été douloureusement ressenti par beaucoup de jeunes et d'hommes d'action, malgré la prédominance qu'avait alors l'idéal socialiste, que le gouvernement ne cherchât pas à la venger et mît, au contraire, une hâte fébrile à abandonner même des positions qu'il eût pu conserver — comme la ville de Kassala —, en ne gardant que le noyau de la colonie Erythrée. Ces sentiments mûrirent quelques années dans un silence que troublaient seules les admonitions du grand poète et patriote Carducci, du médiocre romancier mais vigoureux essayiste Alfredo Oriani et de quelques autres. Mais de fiers jeunes gens écoutaient ces isolés et, au début du XX^e^ siècle, à peine le calme intérieur revenu dans la péninsule, plusieurs organes paraissent presque simultanément qui vont donner une forme de plus en plus précise à des aspirations d'abord vagues et inexprimées. Ce sera en 1903 le *Leonardo* à Florence, en 1904 *Il Regno*, d'Enrico Corradini, puis, à Florence toujours, *La Voce*, de Papini et Prezzolini, qui vivra beaucoup plus longtemps et sera, jusqu'après la guerre de 1914-1918, le centre d'une recherche intelligente et passionnée de renouveau et d'approfondissement dans tous les domaines de la vie de l'esprit et de l'action politique. Associés, comme en 1903-1904, ou adversaires, comme ils le deviendront par la suite, le groupe Corradini et le tandem Papini-Prezzolini n'en contribueront pas moins, pareillement, à orienter l'opinion publique italienne vers de nouvelles préoccupations, dont le lien commun est une idée de grandeur nationale.

Le destin douloureux des émigrants suscite la commisération sentimentale du romancier socialisant Edmondo De Amicis et du poète Pascoli, qui appelle l'Italie « la grande Prolé-

taire ». Mais après un voyage d'information en Amérique du Sud, où il a vu de près la misère prolongée de ses compatriotes, l'abandon où les laisse la métropole, le peu d'influence que ces masses dispersées exercent dans les pays qui les accueillent, l'empressement à se dire Argentins ou Brésiliens, non plus Italiens, de ceux qui réussissent à faire fortune ou tout au moins de leurs enfants, Corradini reprend le mot de « nations prolétaires », et, puisque le socialisme revendicateur trouve encore auprès des déshérités une large audience, il les oppose aux « nations ploutocratiques » comme les marxistes opposent au capitalisme exploiteur le mythe de la dictature du prolétariat. Pour l'instant, il ne s'agit pas encore, en général, de poursuivre l'abaissement des heureux rivaux qui se sont partagé le monde avant que l'Italie ait été en mesure de prendre part à ces conquêtes. On affiche en particulier une grande admiration pour l'Angleterre et si la valeur rénovatrice de la guerre est constamment mise en relief, si le mot d'*impérialisme* résume souvent l'essentiel des thèses corradiniennes, ceux qui les propagent et tout d'abord Corradini lui-même, principal représentant du nationalisme politique, évitent de désigner nommément les puissances à abattre. On demande seulement pour l'Italie des terres de peuplement au-delà des mers où ses fils puissent essaimer sans être dénationalisés, terres vacantes ou — puisqu'il en est peu —, terres mal exploitées aux mains de peuples décadents.

Les théories darwiniennes de la « sélection naturelle » et de la « concurrence vitale » servent aussi de support idéologique à la violente poussée de sève qui se traduit ces années-là par une série de manifestations significatives des nouvelles tendances de la jeunesse, qu'exprime notamment dans la littérature le talent varié et prestigieux de Gabriel d'Annunzio : 1903, premier recueil de ses poèmes des *Laudi*, où il célèbre en vers admirablement frappés la hardiesse féconde des navigateurs dont Ulysse est l'insurpassable modèle; 1907, *Plus que l'Amour*, drame où le thème nietzschéen du surhomme s'incarne dans un explorateur incompris d'une époque veule et formaliste; 1908, autre drame, *La Nave*, où

l'écrivain abruzzais exalte la grandeur passée de Venise et donne pour mot d'ordre à la nouvelle génération la devise que l'année suivante, à Naples, une revue nationaliste du même nom *(La Nef)* inscrira en exergue : « Arme ta proue et fais voile vers le monde »; 1908 encore, violente réaction de la presse et de l'opinion à l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine, avec, pour conséquence, une poussée intense d'agitation irrédentiste; 1909-1910, pullulement de jeunes revues reprenant les traditions du *Regno*, à Rome, à Turin, à Milan et ailleurs; 1910, fondation de l'Association Nationaliste italienne, d'obédience corradinienne, et, en fin d'année, à Florence, premier congrès du mouvement, qui groupera autour du maître des savants, des poètes, des professeurs d'Université, des publicistes, et surtout l'état-major de ceux qui, l'année suivante, seront les rédacteurs habituels de l'hebdomadaire du groupement, l'*Idea Nazionale*, appelé à devenir bientôt un quotidien : Fr. Coppola, R. Forges-Davanzati, M. Maraviglia, Luigi Federzoni, disciple d'Oriani, futur député nationaliste de Rome, puis ministre des Colonies et président du Sénat sous le régime fasciste. Ces noms demeureront désormais, et pendant trente-trois ans, au premier plan des guides de l'opinion, des apologistes de la « volonté de puissance » et des hommes ou des actes qui paraîtront l'exprimer.

Certes, ces nouvelles tendances de l'opinion ne rencontraient pas seulement des approbateurs dans le peuple et dans les milieux politiques ou intellectuels. D'autant que certaines manifestations, comme celles des « futuristes », frères jumeaux des nationalistes et qui commencent aussi à faire parler d'eux en 1910, associaient une outrance voulue et des poses assez ridicules au désir de substituer à l'admiration rituelle des étrangers pour les gloires littéraires et artistiques de l'Italie d'autrefois le respect de sa grandeur *future*. Une enquête ouverte en 1913 auprès d'un grand nombre de notabilités italiennes sur la portée du mouvement nationaliste concrétisera ces critiques et ces oppositions. La plupart de ceux qui se déclarent hostiles à ces « mouches du coche », à ces « fanfarons » que sont les nationalistes, le font au

nom des traditions du Risorgimento, de son idéal généreux et désintéressé, incarné surtout dans Mazzini et dans Garibaldi. Quelques-uns aperçoivent dans les nouvelles doctrines le signe d'un « utile réveil », d'autres en dénoncent le caractère conservateur ou les collusions avec les milieux d'affaires et militaristes, ou y voient la copie servile des idées et des méthodes du nationalisme français de Barrès et de Maurras — accusation que reprendra plus tard Croce. Mais vouloir nier l'importance du phénomène lui-même dans l'évolution politique de l'Italie serait fermer les yeux à l'évidence.

Il est significatif que même ce socialiste farouchement indépendant, mais authentiquement révolutionnaire, que fut Arturo Labriola ait soutenu l'utilité de conquérir la Tripolitaine, initiative qu'approuvera aussi le leader réformiste Bissolati. Devant le congrès socialiste de Reggio-Emilia, qui allait en 1912 l'expulser du parti avec quelques-uns de ses amis, Bissolati déclarait qu'on ne pouvait laisser le monopole du patriotisme à ceux qui ont tout intérêt à écarter l'influence socialiste afin de poursuivre, à l'intérieur comme au dehors, leur rêve impérialiste. Mais dès le début du siècle, le premier Labriola, Antonio, introducteur en Italie de l'étude du marxisme, ainsi que nous l'avons rappelé, s'était montré plus net encore en affirmant que les Italiens ne pouvaient assister passivement au développement de la puissance anglaise et française dans la Méditerranée, qu'ils devaient se préoccuper d'utiliser l'émigration à des fins nationales. C'était adopter, avec l'autorité d'un homme de science, la thèse même de Corradini, qui, après l'Amérique du Sud, avait visité la Tunisie et renforcé à son contact sa conviction qu'il fallait à l'Italie des terres à elle dans le bassin méditerranéen. En 1911, la nécessité de conquérir sans plus de délai la Tripolitaine aura pris figure d'axiome pour la majeure partie de l'opinion italienne. Giolitti n'aura qu'à suivre le courant en déclarant la guerre à la Turquie pour occuper les dernières possessions de celle-ci en Afrique du Nord.

La guerre de Libye (1911-1912).

L'opération, d'ailleurs, ne le prenait pas au dépourvu. Il y songeait de longue date, mais avait voulu attendre que la question du Maroc fût décidément réglée, pour ne pas risquer de la compliquer de façon inopportune, et bien que le désintéressement franco-anglais à l'égard de la Tripolitaine fût depuis 1900, on le sait, la contrepartie d'un égal désintéressement italien à l'égard du Maroc et de l'Egypte. Un mémorandum de mai 1902 avait également étendu la portée de l'article IX de la Triplice — relatif à l'occupation éventuelle par l'Italie de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque —, et exclu en ce cas de façon positive toute réserve de compensations en faveur de l'Allemagne ou de l'Autriche-Hongrie. Enfin en 1909, lors de la visite du tsar Nicolas II à Racconigi, dont nous parlerons plus loin, M. Giolitti avait même jugé utile de faire reconnaître par la Russie les droits spéciaux de l'Italie sur ces provinces ottomanes. Il était donc fondé à croire que son entreprise ne lui susciterait pas de difficultés extérieures.

De fait, il n'en rencontra aucune en Angleterre ni en France lorsque, durant l'été de 1911, il avertit leur gouvernement de ses intentions d'engager en Libye une action très prochaine contre la Turquie. Comme ils étaient moins sûrs de l'approbation des Empires centraux, Giolitti et son ministre des Affaires étrangères, le marquis de San Giuliano, ne firent connaître leurs desseins à Berlin et à Vienne qu'au tout dernier moment. Lorsque, à la fin de septembre, le comte d'Aehrenthal fut avisé de l'action imminente de l'Italie, il la reconnut pour légitime, mais demanda à réfléchir quelque peu avant de faire son rapport à l'Empereur, de qui dépendaient les décisions ultimes. Les hostilités éclatèrent toutefois (le 30 septembre 1911) avant qu'une réponse ait pu être formulée, et peut-être faut-il voir là l'une des raisons des observations assez aigres qu'à plusieurs reprises au cours du conflit l'Autriche devait faire à son alliée, quand la zone du combat s'écarterait des abords immédiats de la Tripolitaine, par exemple lors du bombardement de Preveza par

la flotte italienne, de ses opérations offensives devant Beyrouth ou de sa tentative de forcer les Dardanelles (18 juillet 1912) pour atteindre la flotte turque dans la mer de Marmara.

Sur le plan militaire la leçon d'Abyssinie avait porté ses fruits et un corps expéditionnaire sensiblement plus important (qui de 40 000 hommes s'élèvera peu à peu à 80 000) avait été prévu, bien qu'on s'attendît à une résistance moindre que celle des Ethiopiens, puisqu'il n'y avait pour défendre la Tripolitaine que quelques milliers d'Arabes, encadrés par trois à quatre mille réguliers turcs. M. Giolitti lui-même avait imposé cet effectif élevé au chef d'état-major, général Pollio (qui en avait proposé un beaucoup plus faible), supposant bien que, malgré les rapports souvent tendus entre Turcs et Arabes, ceux-ci se joindraient spontanément à leurs maîtres pour faire front contre l'envahisseur, ce qui advint en effet. Malgré cela, il n'est pas très exact de prétendre, comme devait le faire plus tard le président du Conseil, qu'en Libye « politiquement et militairement, les choses se déroulèrent selon les prévisions » du gouvernement italien. L'opinion, de son côté, trompée par les campagnes de presse qu'inspirait le plus bel optimisme, croyait à une promenade militaire.

Le prétexte de l'intervention fut trouvé dans le départ de Constantinople pour Tripoli d'un vapeur chargé de dix mille fusils et de nombreuses munitions. Mais l'ultimatum remis à la Turquie le 28 septembre 1911 par l'ambassadeur d'Italie insistait principalement sur l'état d'abandon où étaient laissées les deux provinces que convoitait celle-ci et sur « leur droit... de jouir des bienfaits de la civilisation », que l'Italie, puissance civilisée la plus proche, était disposée à leur procurer. Il y avait peut-être là quelque réminiscence du raisonnement du Ballplatz, lorsqu'en 1878 l'Autriche-Hongrie se fit attribuer le mandat pénible et onéreux d'occuper la Bosnie-Herzégovine pour ôter à l'Europe le souci de ce qui s'y passait.

Les premières opérations de guerre furent menées par

la flotte dès le 4 octobre contre Tripoli, où débarqua peu après un corps de fusiliers marins, puis, du 4 au 20 octobre, contre les villes de Cyrénaïque, Tobruk, Derna et Benghasi. Les premières troupes de terre, embarquées à Naples le 10 octobre, avaient suivi avec un certain retard, mais s'étaient tout de suite distinguées dans l'enlèvement à la baïonnette de Benghasi et dans les combats acharnés livrés, de la fin d'octobre au 4 décembre, pour occuper toute l'oasis de Tripoli jusqu'aux positions dominantes d'Aïn-Zara, malgré les fortes attaques des Turcs combinées avec un soulèvement arabe à l'intérieur de la ville et de l'oasis. Un mois après les premiers bombardements et tandis que le corps d'occupation ne tenait encore que les cités côtières, un décret royal du 4 novembre déclarait annexée à l'Italie toute la Libye.

Cette décision hâtive parut à l'époque étrange. Elle rappelait un peu l'annonce à l'Europe par Crispi du protectorat italien sur l'Ethiopie en vertu du traité d'Uccialli, dont les équivoques n'avaient pas encore été aperçues. Mais elle était cette fois fortement motivée par les difficultés diplomatiques que la Porte soulevait devant le gouvernement italien, sous prétexte de rechercher les conditions d'un accord éventuel et contre quoi Rome voulut se prémunir en posant un acte irrévocable.

En même temps, le ministre San Giuliano communiquait à Berlin une esquisse des conditions générales de paix que l'Italie était disposée à accepter. Sa souveraineté absolue une fois reconnue sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque, elle proposait qu'un décret unilatéral d'annexion précédât le traité de paix, de façon que la Turquie — pour ménager son opinion publique —, ne parût pas faire une cession volontaire de territoires lui ayant appartenu mais simplement s'incliner devant des faits accomplis. L'autorité *religieuse* du Sultan en qualité de calife aurait seule continué de s'exercer sur les populations musulmanes des deux provinces, selon des normes à déterminer; l'Italie se serait attribué la fraction de la Dette ottomane se rapportant à la Libye et, pour le règlement des questions depuis longtemps contro-

versées entre les deux gouvernements, ferait montre de dispositions très conciliantes.

Ces conditions devaient, pour l'essentiel, former effectivement les bases du traité de paix signé à Lausanne un an après (15 octobre 1912), lorsque la Turquie se trouva engagée dans la première guerre balkanique. En 1911, elle ne voulait pas encore s'y résigner et la guerre continua pendant tout l'hiver, le printemps et l'été avec des alternatives variées, mais sans que l'Italie pût assurer sa pénétration à l'intérieur de la Tripolitaine, où la guérilla organisée par Enver bey ne cessait pas et, vu la nature désertique du pays, présentait pour les troupes italiennes les plus graves dangers. Celles-ci se bornèrent donc à se fortifier sur les côtes, où la protection de la flotte les rendait inexpugnables, et la décision fut cherchée ailleurs, par une pression navale sur la Turquie, qui conduisit notamment à l'occupation « provisoire » de Rhodes et du Dodécanèse (mai 1912).

Incident du « Carthage » et du « Manouba ».

Un fâcheux incident tourna contre la France, au début de 1912, toute l'irritation que l'opinion italienne éprouvait de l'hostilité dont elle sentait son pays entouré à l'étranger, où la plupart jugeaient sévèrement son agression. Ce fut l'incident du *Carthage* et du *Manouba*, paquebots-poste français de la ligne de Tunisie suspectés de transporter de la contrebande de guerre et des officiers turcs travestis en infirmiers. Arrêtés par un torpilleur italien pour être visités à Cagliari, sur l'un on trouva un avion démonté, sur l'autre une mission du Croissant rouge qui se rendait effectivement en Libye et qui dut débarquer en Sardaigne, d'où elle fut un peu plus tard autorisée à continuer sa route.

L'incident était en lui-même insignifiant. L'Angleterre devait par la suite user et abuser de ce droit de visite, souvent de façon moins discrète, sans que la France ni d'autres nations s'en offusquassent. Ce qui aggrava les choses, ce fut la façon dont le président du Conseil Poincaré en parla, sur

le ton raide et blessant qui était facilement le sien, devant une Chambre surexcitée par l'orgueil national.

L'effet des paroles présidentielles fut aggravé par les commentaires passionnés de la presse française presque entière. L'Italie, depuis dix ans que s'était produit le rapprochement franco-italien, nous avait donné, à la conférence d'Algésiras notamment, des preuves d'amitié assez précieuses pour qu'elle ne pût être soupçonnée à la légère d'avoir voulu sciemment nous offenser. Reflet d'une opinion rendue nerveuse par la certitude qu'une importante contrebande de guerre passait en Libye à travers les frontières égyptienne et tunisienne, le geste du commandant de son torpilleur était peut-être maladroit mais rien de plus. La réplique de M. Poincaré fut, elle, plus que maladroite : elle compromit jusqu'à la guerre européenne les résultats d'une politique qui, des deux côtés, était sincère et il est tout à l'honneur de M. Giolitti d'avoir rapporté cet incident, dix ans après qu'il avait eu lieu, sur le ton calme et serein d'un véritable ami de la paix, qui a même l'élégance de s'interdire le moindre mot vif à l'égard de son adversaire d'un instant.

Instauration du suffrage presque universel.

La guerre de Libye terminée à l'avantage de l'Italie, le président du Conseil estima qu'on ne pouvait pas refuser plus longtemps le droit de vote à l'ensemble du peuple italien, dont les fils illettrés ou cultivés avaient combattu côte à côte sur les rivages africains. La réforme, dont on parlait depuis longtemps, était mûre, mais, pour la réaliser, M. Giolitti témoigna, une fois de plus, de cette sagesse prudente, de ce bon sens supérieur qui constituait l'une de ses qualités maîtresses.

Le droit de vote fondé sur l'instruction élémentaire créait de grandes inégalités entre la ville et la campagne ou même de province à province. Diminuer encore l'importance des connaissances exigées tout en maintenant le principe de sélection précédemment posé, comme l'avait envisagé un moment Luzzatti, n'eût abouti qu'à de fastidieux contrôles

et laissé subsister d'évidentes injustices. Giolitti se refusait cependant à passer d'emblée du suffrage restreint au suffrage universel masculin pur et simple. Il présenta une loi qui accordait le droit de vote sous trois conditions : 1° à 21 ans, comme par le passé, à quiconque savait lire et écrire; 2° pareillement à tous ceux qui avaient rempli leurs obligations militaires; 3° à 30 ans pour tous les autres citoyens italiens.

Il pensait à bon droit qu'un illettré de 30 ans, généralement marié et père de famille, aurait acquis une expérience humaine et professionnelle qui en ferait de toutes manières un élément d'ordre et serait habituellement capable d'apprécier la valeur d'un candidat. De même l'homme qui aurait connu la discipline militaire, approché des chefs et des camarades de milieux différents du sien, accru ses connaissances en divers domaines autres que la culture livresque. Il réussit assez aisément à faire triompher son point de vue, en déjouant notamment les astuces de certains opposants conservateurs qui, pour faire échouer la réforme, la prétendaient insuffisante et proposaient le suffrage universel sans restriction d'aucune sorte, même étendu aux femmes, le vote obligatoire, la représentation proportionnelle, etc. Le nombre des électeurs italiens passa ainsi d'emblée de 3,5 millions à environ 8 millions.

La loi fut promulguée aussitôt après la guerre de Libye et les nouvelles élections, faites en octobre 1913, démontrèrent l'exactitude des prévisions de Giolitti : le pays ne souffrit aucune secousse violente et le Parlement demeura composé à peu près comme devant. La représentation socialiste notamment n'atteignit que la cinquantaine d'élus.

Participation des catholiques à la vie politique.

Un fait nouveau et fort important caractérisa toutefois ces élections. Ce fut la part qu'y prirent les catholiques militants, moins par l'abondance des candidatures — plus nombreuses cependant qu'en 1909 et la nouvelle Chambre compta trente-cinq « catholiques députés » —, que par les accords privés du comte Gentiloni, président d'une des principales

associations catholiques, l'*Union électorale*, avec une multitude de candidats modérés qui, pour obtenir les voix catholiques, s'engageaient — quelquefois par écrit — à soutenir dans les questions touchant la foi ou les mœurs les lois inspirées des principes chrétiens et à combattre les autres, par exemple de s'opposer à l'introduction du divorce et de maintenir la liberté d'enseignement. Ce fut ce qu'on appela le « pacte Gentiloni », dont il s'avéra qu'y avait souscrit une forte proportion des élus de la nouvelle Chambre (230, selon l'estimation la plus autorisée, celle du comte Gentiloni lui-même), au grand scandale des loges maçonniques et des anticléricaux irréductibles.

En réalité, il n'y eut là que des tractations analogues à celles en usage dans tous les pays entre partis susceptibles de nouer des alliances électorales, et les libéraux de droite, du centre ou de gauche qui acceptèrent le « pacte Gentiloni » n'avaient aucunement renié leurs principes ou vendu leurs voix. Le Parlement italien rassemblait depuis toujours une très forte proportion de croyants qui, pour refuser obéissance au pape dans le domaine politique, n'en étaient pas moins des catholiques de tradition, comme Cavour lui-même — qui tint à recevoir en pleine connaissance les derniers sacrements —, ou même de fervents chrétiens, comme Ricasoli, Jacini, Gualterio et quantité d'autres. Un prélat figurait parmi les ministres de la République romaine aux côtés de Mazzini, et Garibaldi compta plus d'un prêtre au nombre de ses fidèles; l'un d'eux, le barnabite Ugo Bassi, supplicié par les Autrichiens qui lui écorchèrent les parties du corps marquées de l'onction sacerdotale avant de le fusiller, demeure en Italie l'objet d'une particulière vénération des patriotes. La principale rue de Bologne porte son nom.

Cette proportion d'esprits respectueux du fait religieux, et de catholiques effectifs sinon organisés, s'était sans doute accrue depuis les débuts du Risorgimento. Par ailleurs, aux directives de Léon XIII, intransigeant en matière politique mais accueillant, dans le domaine social, à la « démocratie chrétienne », avait succédé en 1903, avec Pie X, une interprétation restrictive des audaces du précédent pontificat

touchant les problèmes sociaux tandis que, sur le plan politique, la consigne rigoureuse : *Ni élus ni électeurs* faisait place à l'acceptation pratique de cette autre formule du leader des catholiques milanais, Filippo Meda : *Préparation dans l'abstention.* C'est-à-dire que, lorsqu'il plairait au Saint-Siège de lever complètement la consigne du *non expedit* — et l'on sentait que ce moment approchait —, les catholiques devraient se trouver prêts à assumer toutes leurs responsabilités de citoyens.

Ils le pourraient d'autant mieux, et représenteraient une force électorale d'autant moins négligeable, qu'à travers les remous que connurent au début du XX^e^ siècle les grandes associations nationales de catholiques militants et la presse dont ils disposaient, une section demeura à l'abri des orages, celle qui, sous le nom d'*Union économico-sociale*, contrôlait le vaste ensemble des œuvres d'entraide aux travailleurs chrétiens des champs ou de l'usine et les groupait en unions professionnelles *blanches*, indépendantes des syndicats socialistes. En 1904, adhéraient déjà à cette Union 744 sociétés de secours mutuels, 835 caisses rurales, 107 coopératives de production ou de consommation, 170 unions professionnelles, 69 banques populaires, 187 associations de propagande démocrate-chrétienne, etc. Au total, 432 institutions, dont le nombre ne cessera d'augmenter rapidement et la force de s'affirmer au cours des années suivantes jusqu'à la guerre européenne et à la fondation en 1919 du Parti Populaire italien.

La nouvelle droite et la vieille gauche.

Un autre aspect caractéristique des élections de 1913, c'est l'apparition à la Chambre de députés nationalistes, qui y formèrent le noyau d'une nouvelle droite, appelée à s'accroître en 1921 d'éléments fascistes, puis à se fondre avec eux en un parti unique.

Deux de ces élections revêtirent un aspect particulièrement symbolique, celles des deux circonscriptions de Rome où les nationalistes Federzoni et Medici del Vascello se

présentaient contre deux princes romains inscrits au parti radical, l'arabisant Léon Caetani, qui avait été l'un des plus fermes opposants à l'expédition de Tripoli, sur la base de sa connaissance personnelle du pays, et l'explorateur Scipion Borghèse. Les deux nationalistes triomphèrent de ces hommes éminents et d'autres députés de leur nuance furent élus, comme le comte Foscari, à Venise, le publiciste Bevione, à Turin, etc. Une forte proportion d'abstentionnistes s'était manifestée toutefois dans le pays entier, principalement en Sicile et dans le Sud, où de très nombreux illettrés étaient appelés à voter pour la première fois.

Les secteurs opposés de la Chambre, la gauche et l'extrême gauche, se trouvaient aussi renforcés, surtout le parti radical, devenu désormais parti du gouvernement, grâce au triomphe de la candidature officielle dans les provinces méridionales. Giolitti avait là ses « bourgs pourris », lui assurant une majorité servile en échange de faveurs diverses. Ces pratiques renouvelées du Second Empire déchaînaient l'indignation des consciences les plus droites. L'épithète infamante qu'appliquait alors au dictateur parlementaire le professeur Salvemini : « Ministre de la malhonnêteté », connut une extrême, mais fugitive popularité. On devait voir par la suite tant de truquages beaucoup plus cyniques des opérations électorales en maints pays d'Europe que la pression administrative des préfets giolittiens prit rapidement figure de faute vénielle.

En fait, il était presque impossible de s'en remettre dans le Midi au libre choix des électeurs, faute d'une classe moyenne assez évoluée pour en représenter dignement les intérêts. La monarchie espagnole puis les Bourbons s'étaient toujours opposés à sa formation. Au dire de l'historien Giannone, la propriété ecclésiastique s'étendait alors aux quatre cinquièmes du sol des Deux-Siciles et, tandis qu'en 1790 on y comptait 800 lieux de *péages*, pas une seule route carrossable n'avait été construite depuis la fin de l'Empire romain jusqu'au terme de la domination espagnole qui mît en relation les provinces entre elles et celles-ci avec la capitale. Le commerce était rendu impossible non seulement

par cette absence de voies de communication, mais par une multitude d'édits qui, sous prétexte de combattre l'accaparement, interdisaient purement et simplement la vente des grains, du vin, des animaux de boucherie, etc. L'industrie n'était guère plus favorisée. Seule prospérait entre la noblesse et la paysannerie la floraison parasite des gens de loi. Au milieu du XIX[e] siècle on en comptait, rien qu'à Naples, 6 214. Et dans tout le royaume, ils étaient 26 000.

Lorsque l'air du dehors pénétra dans cette serre chaude, que la fortune immobilière fut drainée vers les entreprises du Nord et qu'en revanche, une multitude d'emplois nouveaux furent créés par les maîtres du jour, la petite bourgeoisie locale s'agrippa aux charges municipales ou administratives comme à sa seule planche de salut en face de bouleversements sociaux qui la dépassaient. Divisée elle-même en clans rivaux, qui se faisaient une guerre acharnée, cette petite bourgeoisie terrienne avait beau souffrir de la politique romaine et de ses expériences économiques, elle était gouvernementale d'instinct, parce qu'elle pressentait que du jour où l'appareil de l'Etat ne la soutiendrait plus, elle cesserait de compter dans la nation, n'ayant pour elle ni le nombre, ni la richesse, ni l'intelligence du monde moderne.

Ainsi Giolitti pouvait-il dans ces provinces agir selon son bon plaisir. Sous le couvert d'une politique de gauche, qui prenait d'ordinaire la simple étiquette « démocratique », il en tira généralement des députés dévoués aux intérêts essentiels du pays. Il n'en demandait pas plus et assumait seul la responsabilité de ce qu'il leur demandait d'approuver.

Tension italo-autrichienne et accord italo-russe.

Sur le plan extérieur, parallèlement aux campagnes nationalistes, qui visaient surtout à une expansion au-delà de l'Adriatique et de la Méditerranée, l'agitation irrédentiste n'avait pas cessé depuis le début du siècle d'envenimer les rapports italo-autrichiens. En 1903, s'était fondée l'association *Trente et Trieste*, qui avait pour objet la défense de

« l'italianité » dans les provinces autrichiennes et dont les comités ne tardèrent pas à se multiplier à travers toute la péninsule. Leurs bannières ou leurs fanions figuraient immanquablement dans toutes les cérémonies patriotiques et les prétextes ne manquaient pas aux manifestations italiennes.

L'une des questions perpétuellement agitées et jamais réglées entre les deux alliées était celle d'une Université propre aux sujets austro-hongrois de langue italienne, à quoi se montrait irréductiblement opposé l'archiduc héritier François-Ferdinand, italophobe farouche. Rome l'eût souhaitée à Trieste, car l'essai d'une Faculté de Droit italienne à Innsbruck, centre purement allemand, s'était soldé en 1902-1903 par la ruine de l'édifice et une véritable chasse aux étudiants italiens. Le comte d'Aehrenthal, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, qui méditait déjà en 1907 l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (dont on sait l'émotion qu'elle causa en Italie), avait promis cette année-là à son collègue Tittoni l'érection de l'Université italienne à Trieste, appelée à s'ouvrir en 1909. Mais quand le projet parut, on vit qu'il était tout autre et qu'il s'agissait seulement d'une Faculté de Droit italienne à Vienne, réédition de l'expérience d'Innsbruck : François-Ferdinand s'était opposé à ce qu'on fît davantage.

L'émotion fut si vive en Italie que Tittoni, en manière de protestation, songea à démissionner. Giolitti l'en dissuada pour ne pas surévaluer l'importance de l'incident — d'autant qu'il n'avait jamais cru que la promesse d'Université à Trieste serait tenue —, ni donner à l'opinion un nouveau motif d'excitation. Le gouvernement italien fit seulement savoir à Vienne qu'il refusait la concession envisagée comme absolument inadéquate.

La Triplice avait été tacitement renouvelée en 1907, mais les rapports italo-autrichiens étaient alors tellement tendus que le général Conrad de Hötzendorf, nommé l'année précédente chef de l'Etat-Major général autrichien, envisageait une guerre préventive immédiate contre l'Italie en mettant à profit l'affaiblissement de la Russie par la guerre russo-japonaise. On ne comptait plus du tout sur l'alliée

du Sud et Conrad réitéra sa proposition en 1909, tandis que l'armée italienne était occupée à relever les ruines du tremblement de terre calabro-sicilien. Aehrenthal s'y opposa formellement au sein du Conseil des ministres et obtint gain de cause. Des travaux de fortification des deux côtés de la frontière furent toutefois intensifiés au cours de cette période et des concentrations de troupes bavaroises se tinrent même prêtes en 1908 à envahir le Trentin, s'il prenait fantaisie à l'Italie d'ouvrir elle-même les hostilités contre ses voisins du Nord — hypothèse aussi folle que celles dont s'émouvait naguère Crispi quand il imaginait une brusque attaque française.

L'Italie cherchait seulement à étendre le réseau de ses amitiés pour le cas où elle serait entraînée dans un conflit entre grandes puissances. Une inconnue subsistait du côté russe, bien que Victor-Emmanuel III eût commencé par Saint-Pétersbourg, lors de son avènement, ses visites aux souverains d'Europe en raison des liens étroits qui unissaient la cour de Russie à la famille royale de Monténégro, où il avait pris femme. Cette visite allait être rendue en 1903, lorsque l'agitation antitsariste des socialistes italiens fit redouter un accueil hostile à l'empereur Nicolas II, dont le voyage fut ajourné. Les mêmes craintes subsistaient en 1907 après la guerre de Mandchourie et l'écrasement du mouvement révolutionnaire russe de 1905; cette fois, la rencontre eut lieu cependant, mais au château de Racconigi, résidence estivale des rois d'Italie, non à Rome. La présence auprès des souverains de leurs ministres des Affaires étrangères, MM. Isvolsky et Tittoni, ainsi que de M. Giolitti et du maire de la capitale, E. Nathan, conférait à l'événement une portée politique indiscutable. L'Italie donna alors son adhésion à une ouverture éventuelle des Dardanelles ou, tout au moins, à leur neutralisation. Les deux puissances s'accordèrent, en outre, à maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, autant que faire se pourrait; à soutenir dans les Balkans l'application du principe des nationalités; et, si l'Autriche-Hongrie proposait à l'une d'entre elles une convention particulière touchant les questions orientales, celle

des deux puissances qui aurait reçu ces offres n'accepterait d'en discuter qu'avec la participation de l'autre.

C'était là une entente de très large portée, qui toutefois n'empêchera pas la diplomatie russe, dirigée par M. Sazonof, de se montrer la plus hostile aux revendications de l'Italie dans l'Adriatique comme à son expansion en Asie Mineure lorsque aura éclaté la guerre européenne.

Complications balkaniques (1912-1913).

Les victoires serbo-grecques sur la Turquie et la Bulgarie dans les guerres balkaniques de 1912-1913 avaient encore accru le nationalisme virulent des vainqueurs et si fort alarmé l'Autriche, inquiète surtout de la poussée serbe vers l'Adriatique, qu'en 1913 elle allait à deux reprises chercher à comprimer l'essor du petit Etat slave, une première fois en accord avec l'Italie, puis à titre personnel, mais, si possible, avec l'appui de ses alliés.

La première tentative prit prétexte de la résistance serbe et surtout monténégrine à abandonner le siège de Scutari, que la Conférence des ambassadeurs des grandes puissances, qui statuait à Londres sur les questions balkaniques, avait décidé d'attribuer à la future Albanie. Pour obliger les contrevenants à respecter cette décision, l'Autriche avait fait proposer au marquis de San Giuliano, ministre des Affaires étrangères d'Italie à l'époque, une démonstration navale conjointe des deux Etats contre le Monténégro, mais sans débarquement de troupes. Giolitti jugea le projet ridicule s'il se bornait réellement à un geste platonique de deux grandes puissances contre un pays minuscule, et très dangereux, parce que susceptible de provoquer l'intervention de la Russie en faveur des petits Etats slaves, par conséquent d'entraîner une guerre européenne, si la démonstration était suivie d'effets militaires. Il refusa catégoriquement de s'y associer, et comme, sur ces entrefaites, la Serbie — à qui la Conférence des ambassadeurs avait attribué la ville turque de Djakovica —, abandonnait les opérations contre Scutari, le projet autrichien tomba à l'eau.

Aussitôt après la seconde guerre balkanique, qui avait encore renforcé les positions serbes, le gouvernement autrichien, manœuvré par le parti militariste, alors maître de la situation à Vienne, fit connaître à Berlin et à Rome qu'il entendait agir contre la Serbie, en présentant cette action comme défensive, donc conforme au *casus fœderis*. Giolitti répondit qu'il ne pouvait d'aucune manière accepter cette interprétation de l'alliance (renouvelée en 1912, en avance de dix-huit mois sur sa date d'échéance) : l'Autriche restait libre d'attaquer la Serbie à ses risques et périls, mais ne devait absolument pas compter sur le concours de l'Italie dans une guerre nettement offensive.

L'Autriche, de nouveau, abandonna son dessein, mais pour peu de temps. L'année suivante, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand lui offrait une meilleure occasion; et cette fois elle ne prit même plus la peine d'informer d'avance l'Italie de ses intentions : l'appui inconditionné de l'Allemagne lui suffisait.

Giolitti abandonne le pouvoir (1914).

Les élections d'octobre 1913 avaient eu les résultats analysés plus haut. Mais bien que la gauche en sortît renforcée plus encore que l'extrême droite, notamment le groupe radical, on vit à la rentrée des Chambres ce groupe composite, dont plusieurs membres étaient ministres, faire mine de passer à l'opposition. Cet air de fronde était sans importance. Moins que d'autres, un parti qui devait à l'action des préfets giolittiens une bonne moitié de ses élus pouvait se permettre de combattre sérieusement le gouvernement. Giolitti disposait d'une clientèle si pléthorique qu'en des circonstances différentes la chose n'aurait en rien pesé sur ses décisions. Mais une grève des cheminots menaçait; depuis trois ans il n'avait pas quitté le pouvoir; et il pensait que laisser un homme nouveau essuyer les humeurs capricieuses de la première Chambre émanant du suffrage universel ne pouvait que servir son propre prestige. Il se retira et conseilla au roi de faire appel à l'un des plus mar-

quants parmi les libéraux de droite, Antonio Salandra, juriste réputé, qui garda pour gérer les Affaires étrangères le marquis de San Giuliano.

Salandra considérait que son ministère serait de courte durée, que, selon l'usage, il aurait exactement — a-t-il écrit lui-même —, « l'existence qu'il plairait à mon prédécesseur de lui concéder, l'honorable Giolitti, même après sa démission volontaire, étant, en effet, l'arbitre reconnu et bien informé de la majorité parlementaire ».

La « semaine rouge ».

Les événements allaient en décider autrement. Mais avant de se trouver en face du fait brutal de l'agression autrichienne contre la Serbie et de la guerre générale qui s'ensuivrait, l'Italie connut une période de graves troubles intérieurs, rappelant l'atmosphère de 1904.

L'aile gauche du parti socialiste, sous l'inspiration du nouveau directeur de l'*Avanti*, Benito Mussolini, était devenue très agissante, en liaison avec les groupes syndicalistes antiparlementaires qui publiaient à Parme un organe assez influent, l'*Internazionale*. Au Congrès socialiste d'Ancône, les défenseurs de la rigidité doctrinale, conduits par Mussolini, avaient triomphé et fait voter l'incompatibilité entre l'adhésion au parti et l'appartenance à la franc-maçonnerie, qui avait jusque-là fraternellement rassemblé radicaux et réformistes.

Peu de temps après, au début de juin 1914, une rencontre sanglante entre carabiniers et militants révolutionnaires donnait prétexte à un ordre de grève générale, lancé sans enthousiasme par la Confédération générale du travail, réformiste elle-même, et qui fut suivi par un assez grand nombre de cheminots ou de journaliers agricoles. Plusieurs villes des Marches et de Romagne demeurèrent quelques jours aux mains des émeutiers et furent le théâtre de pillages, sabotages, violences, en général peu graves, car la flamme révolutionnaire faisait défaut, et bientôt la force publique mit tout le monde à la raison. On appela cependant cet

essai de perturbation sociale la « semaine rouge » de 1914 et, encore une fois, comme la grève avortée de 1904, elle fournit une opportune plate-forme aux partis conservateurs pour leur propagande en vue des élections municipales et provinciales qui devaient suivre immédiatement, elles aussi avec application du suffrage élargi. Malgré l'abstention de nombreux éléments bourgeois compensée par une affluence exceptionnelle d'électeurs ouvriers, à Naples notamment, les municipalités de plusieurs grandes villes échappèrent aux partis de gauche et furent conquises par les nationalistes. A Rome, le maire franc-maçon Ernest Nathan, qui occupait le Capitole depuis nombre d'années, cédait la place au prince Prospero Colonna, élu d'une majorité catholique, libérale et nationaliste.

Mais la guerre imminente allait susciter encore de nouveaux regroupements parmi la masse politiquement mouvante et inorganisée du peuple italien.

CHAPITRE IV

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918)

Renversement des alliances et promotion du peuple italien

Les événements qui déclenchèrent la guerre européenne surprirent l'Italie au même titre que les puissances de l'Entente. L'Autriche-Hongrie ne lui avait aucunement communiqué ses intentions à l'égard de la Serbie, contrairement aux stipulations de la Triple-Alliance, et la lecture du texte de l'ultimatum autrichien, qui leur parvint le 24 juillet 1914, bouleversa MM. Salandra et San Giuliano.

La neutralité italienne.

Tout de suite les deux ministres se rendirent compte que la guerre pouvait en sortir et ils protestèrent par une dépêche aux ambassadeurs italiens à Vienne et à Berlin

contre la procédure suivie, qui excluait pour l'Italie l'obligation de venir en aide à l'Autriche, même si l'agression autrichienne déterminait un conflit général. Restait la convenance pour l'Italie d'y prendre part librement, si elle le jugeait conforme à ses intérêts, hypothèse retenue par elle improbable mais qui, en tout cas, exigerait de sérieuses compensations à l'effort qu'elle fournirait ainsi. Semblable argumentation était développée le même jour devant l'ambassadeur d'Allemagne à Rome, qui reconnaissait pleinement le droit à des compensations si l'Autriche s'agrandissait dans les Balkans. Avec plus de difficultés, après que l'Italie se fut employée activement à essayer de maintenir la paix pendant les quelques jours qui s'écoulèrent entre la remise de l'ultimatum et l'ouverture des hostilités, le gouvernement autrichien finit par admettre le 1er août « l'interprétation donnée à l'article VII (de la Triple-Alliance) par l'Italie et l'Allemagne, à condition que l'Italie observe une attitude amicale par rapport aux opérations de guerre engagées actuellement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie *et remplisse ses devoirs d'alliée dans le cas où le conflit pourrait amener une conflagration générale* », restriction qui devait être elle-même supprimée un mois plus tard. On pensa à lui offrir Valona, mais finalement il n'en fut rien et, pour le moment, la question demeura en suspens.

La guerre s'étant étendue aux autres grandes puissances européennes, le gouvernement italien maintint son interprétation du texte de la Triplice, encouragé à le faire par l'avis conforme que M. Giolitti, alors en Angleterre, avait exprimé sur la route du retour au chargé d'affaires italien à Paris. La décision italienne causa une surprise plus feinte que réelle dans les chancelleries de Vienne et de Berlin — qui sur le moment modérèrent l'aigreur qu'elles en ressentaient —, mais un vif mouvement d'indignation dans l'opinion publique des deux Empires centraux — qui y virent une trahison —, tandis qu'elle remplissait d'aise, comme bien l'on pense, les Etats de la Triple-Entente.

L'opinion divisée.

La rapidité des événements et l'ignorance où était le peuple italien des obligations exactes du pays envers ses alliés le laissèrent tout d'abord désorienté, mais très heureux de pouvoir se tenir à l'écart du conflit. Seul ou presque, parmi les hommes d'Etat italiens en vue, M. Sonnino, leader de cette droite libérale à laquelle appartenait M. Salandra, lui manifesta amicalement la crainte qu'il eût fait fausse route en ne suivant pas l'Allemagne et l'Autriche. Il croyait à leur victoire et jugeait que désormais toute grande politique serait impossible à l'Italie. *L'Idea Nazionale* pencha aussi quelques jours vers cette opinion, avant d'adopter une attitude tout opposée.

Le mois d'août et le début de septembre se passèrent dans une tension unanime des esprits. Les nouvelles de la guerre étaient anxieusement attendues et commentées. Une sympathie générale se manifestait pour la Belgique, envahie contre tout droit. La mort du pape Pie X, le 20 août, et l'élection de son successeur Benoît XV, archevêque de Bologne, dérivèrent pendant une quinzaine l'attention des foules vers l'intérieur. Mais la victoire de la Marne, et l'ébranlement décisif qu'elle causa au dogme, encore persistant en de nombreux milieux militaires ou politiques, de l'invincibilité de l'Allemagne sur terre, commença de faire apparaître une division de l'opinion qui devait dès lors aller sans cesse en s'accentuant.

La coalition interventionniste.

Les deux premiers groupes à soutenir l'utilité, voire la nécessité, d'une intervention dans le conflit aux côtés des Alliés furent, pour des motifs entièrement dissemblables, les nationalistes et les démocrates francs-maçons.

Les nationalistes que l'on pourrait appeler « orthodoxes », le groupe corradinien, venaient, quelques mois plus tôt, de se séparer avec éclat des libéraux et, par ailleurs, avaient mené une vive campagne contre la franc-maçonnerie,

principalement à cause de sa pénétration profonde dans l'armée à des fins utilitaires. Leur préoccupation majeure était d'agrandir l'espace vital de l'Italie et de faire d'elle une grande, une très grande puissance, non plus nominalement, mais effectivement. Pour cela, il était impensable qu'elle demeurât absente d'un conflit où se décidaient les destinées de l'Europe. Elle avait des revendications à faire valoir dans les deux camps, les unes au nom de l'irrédentisme (Trente, Trieste, l'Istrie, la Dalmatie, la Corse, Nice, Malte), les autres en vertu de son besoin impérieux de terres de peuplement et d'expansion économique au-delà des mers (Tunisie, Albanie, Asie Mineure, etc.). L'intérêt seul de l'Italie pouvait lui dicter l'ordre de priorité à introduire dans ses buts de guerre et dès lors inspirer sa politique. Le plus grand profit immédiat se trouvait du côté des Alliés, vainqueurs probables, en raison surtout de la participation de l'Angleterre à la Triple-Entente. Il fallait donc s'engager avec celle-ci et en obtenir le maximum pour prix de l'intervention italienne.

La propagande des francs-maçons pour l'intervention procédait, cela va de soi, de motifs tout autres. Pour eux, qui avaient généralement appuyé l'irrédentisme, il s'agissait, d'une part, de conquérir sur l'Autriche, puissance militariste et cléricale, les derniers lambeaux de terre italienne qu'elle détenait — les seuls où existât un réel désir de réunion à l'Italie —, et, d'autre part, d'apporter une aide efficace autant que désintéressée à la nation démocratique par excellence, initiatrice et championne des droits de l'homme, des idées de la grande Révolution.

Ces deux courants convergents devaient assez rapidement se grossir d'éléments divers, qui formèrent à la fin de 1914 un bloc bigarré, agissant, inspirant une presse très répandue, dont le gouvernement devra de plus en plus tenir compte. Aux nationalistes corradiniens, on peut rattacher les futuristes, les jeunes libéraux de l'*Azione* et d'autres nationalistes dissidents; aux démocrates francs-maçons réunissant radicaux et réformistes, les modérés lombards, lecteurs du grand quotidien milanais *Corriere della Sera*, la

petite patrouille des démocrates chrétiens avancés, les anti-protectionnistes, les groupes de la *Voce* et de l'*Unità*, beaucoup d'antimilitaristes de naguère, qui cette fois voient une cause à défendre non suspecte, leur semblait-il, de servir les intérêts des classes possédantes, enfin les socialistes et syndicalistes gagnés par Mussolini aux thèses du *Popolo d'Italia*. Le directeur de l'*Avanti*, le meneur de l'agitation « antilibyque » et antiréformiste en 1912, puis de la « semaine rouge » du printemps 1914, avait en effet trouvé son premier chemin de Damas (car il n'est pas au bout d'évolutions rarement inspirées par le seul amour des idées) et abandonné avec éclat, à la mi-novembre, le parti socialiste officiel, figé dans son neutralisme, pour fonder l'organe adverse qui, sans rayonner beaucoup hors de Milan, constituera néanmoins dans la grande ville industrielle et ses entours un noyau de fidèles audacieux et convaincus.

Le symbole de cette solidarité idéologique et nationale avec la France républicaine s'incarnera dans la formation de la Légion des volontaires garibaldiens, qui, sous les ordres du colonel Peppino Garibaldi, combattra aux côtés de nos troupes dès l'automne de 1914, en Argonne, où tombent deux des petits-fils du héros des guerres de l'indépendance.

Avec le *Corriere della Sera*, les deux grands quotidiens populaires de gauche *Secolo* (à Milan) et *Messaggero* (à Rome), le nationaliste *Giornale d'Italia*, l'*Idea Nazionale*, la *Gazzetta del Popolo* (à Turin), le *Popolo d'Italia* et quelques autres, la presse interventionniste primait nettement en importance celle d'opinion contraire. Le président Salandra devait par la suite reconnaître que « sans les journaux l'intervention de l'Italie n'aurait peut-être pas été possible ».

Les raisons du neutralisme.

Moins bruyamment servie, la cause du neutralisme rassemblait néanmoins des masses beaucoup plus compactes.

Sans même parler de la paysannerie, pacifique par définition, l'immense majorité des catholiques militants

tenait pour la neutralité à la fois par horreur chrétienne de la guerre, défiance envers les francs-maçons qui la prônaient et crainte de ses conséquences à l'intérieur, fidélité aux directives du Saint-Siège, qu'on savait favorable aussi à ce que l'Italie restât en dehors du conflit.

Un second groupe organisé était celui des socialistes officiels, dont l'attitude contrastait avec celle de leurs congénères français, belges, allemands et des travaillistes anglais, mais demeurait davantage dans la logique d'une doctrine internationaliste par essence fondée sur la lutte de classes, et qu'aucune nécessité de défense nationale ne contraignait encore à abdiquer leurs préférences.

Enfin la position neutraliste, nettement proclamée, du chef de la majorité parlementaire, Giolitti, interprète de nombreux milieux d'affaires, de la plupart des hauts fonctionnaires, des propriétaires fonciers et même de certains courants intellectuels non négligeables qui gardaient une profonde admiration envers la culture allemande, créait au gouvernement responsable des destins du pays une situation extraordinairement malaisée.

Ces courants trouvaient dans les grands quotidiens « giolittiens », la *Stampa* (Turin), la *Tribuna* (Rome), le *Resto del Carlino* (Bologne), l'*Avanti* (Milan), le *Mattino* (Naples), et dans toute la presse catholique, un appui déclaré. En dehors des milieux parlementaires, économiques ou confessionnels, quelques personnalités de premier ou de second plan, telles que le philosophe Benedetto Croce, l'historien Salvatorelli, le critique et essayiste Adriano Tilgher, avaient aussi pris nettement parti pour la neutralité et en défendirent la convenance avec talent dans un hebdomadaire fondé *ad hoc*, *Italia Nostra*.

Situation économique de l'Italie.

Indépendamment des raisons politiques ou militaires dont nous parlerons plus loin, qui motivaient l'attitude des neutralistes, les considérations économiques entraient pour une grande part dans celle des plus réfléchis, et principalement

de Giolitti, qui prévoyait une guerre longue, de trois ans au moins, alors que beaucoup de ses amis eux-mêmes escomptaient qu'elle ne dépasserait pas quelques mois. Or, les ressources économiques et financières de l'Italie étaient loin de pouvoir se comparer à celles de ses futurs alliés. A durée et effectifs égaux, le poids de la guerre serait donc nettement plus lourd pour elle.

On estimait en 1914 la fortune italienne à 100 milliards en capital et à 15 milliards de revenus, soit 2 500 lires environ par habitant : au moins trois fois plus qu'en 1860, au début de l'unité. Mais à peu près dans le même temps la fortune de l'Angleterre était passée de 250 à 550 milliards, avec, pour chaque habitant, un revenu trois fois supérieur à celui de l'Italien. Celle de la France, 250 milliards, représentait par habitant environ 7 000 lires, chiffre égal à celui du citoyen allemand, dont la patrie, plus peuplée, avait au moins quintuplé le patrimoine national depuis 1870 en le portant à 450 milliards. Au total, la fortune moyenne italienne ne dépassait guère en Europe que celle des pays balkaniques.

Tributaire de l'étranger pour ses importations de matières premières et de produits fabriqués — qui lui venaient, nous l'avons dit, pour la plupart d'Allemagne —, et même pour certaines denrées alimentaires essentielles, principalement le blé, l'Italie ne pouvait déjà pas en temps normal, malgré les remises de ses émigrants et les remarquables progrès de sa production, équilibrer la balance de son commerce extérieur. L'excédent des importations sur les exportations, qui n'était que de 608 millions en 1906, avait plus que doublé en 1909 (1 244 millions), pour diminuer légèrement ensuite et se fixer en 1913 à 1 134 millions. Mais en 1915, il dépassera déjà 2 milliards, bondira en 1916 à 5 302 millions, en 1917 à 10 683 millions, en 1918 à 12 694 millions. Pour les quatre années de guerre et le deuxième semestre de 1914, le déficit commercial atteindra le chiffre énorme de 30 961 millions.

On pouvait prévoir que la mobilisation, dans un pays essentiellement agricole comme l'Italie, réduirait sa produc-

tion de céréales dans une très forte proportion et que, disposant elle-même d'un faible tonnage de navires marchands (3 % du tonnage mondial seulement), elle rencontrerait pour son ravitaillement d'immenses difficultés.

C'est ce qui advint. Le pays ne conserva que 40 % de ses cultivateurs et, dans le Midi, jusqu'à 65 % des mobilisés étaient des travailleurs de la terre. Machines, bêtes de somme et engrais manquèrent en même temps que les hommes. Des 70 000 quintaux de moissonneuses et de faucheuses que l'Italie — où la motoculture était peu en usage —, recevait annuellement d'Allemagne, l'importation tomba à 20 000. 2,5 millions de bœufs, dont 1/5 était des bêtes de labour, furent consommés pour les besoins de la guerre et 350 000 chevaux ou mulets réquisitionnés. Le pays reçut moitié moins de phosphates, plus du tout de scories Thomas et de fertilisants potassiques (ces derniers également en provenance d'Allemagne).

Néanmoins, grâce au magnifique effort de ses ruraux, la réduction des cultures ne dépassa pas dans l'ensemble le dixième des surfaces de 1914. Pour les terres à blé, la superficie tomba de 4 700 000 hectares à 4 200 000 et ce fut la diminution la plus marquante. Les cultures fourragères et potagères, les pommes de terre, les plantes industrielles se maintinrent sensiblement au niveau d'avant-guerre. Pour le surplus du blé nécessaire, les nombreux bâtiments anglais nolisés pendant la neutralité en assurèrent le transport en Italie, malgré la réquisition par la Grande-Bretagne de tout le tonnage national; mais la crainte de n'en plus pouvoir disposer par la suite fut un des facteurs qui pesèrent en faveur d'une participation à la guerre dans le camp des Alliés.

Les négociations de M. Sonnino.

La santé ébranlée du marquis de San Giuliano ne devait pas lui permettre d'assumer longtemps la direction de la diplomatie italienne en ces semaines cruciales pour l'avenir du pays. Le 16 octobre, il mourait et, après un intervalle

d'un mois où l'intérim des Affaires étrangères fut assumé par le président du Conseil, était remplacé par le baron Sonnino, qui allait demeurer inamovible à la Consulta jusqu'à la fin de la guerre et des négociations de Versailles, dans les ministères Salandra, Boselli et Orlando.

Sonnino, fils d'Israélite anobli et d'une mère anglaise, était un parfait honnête homme mais sans imagination et attaché avant tout à la lettre des traités. Tripliciste convaincu, il croyait à la survie de l'Autriche, quelle que fût l'issue de la guerre, et à l'utilité de cette survie pour l'Italie. Ses sympathies allaient aux nationalistes plus qu'aux démocrates, et il fit leur politique selon son tempérament, sans verser dans leurs excès de langage, mais avec leur habituelle myopie.

Le second ministère Salandra se présenta aux Chambres le 3 décembre, simplement pour en obtenir la prorogation de l'exercice budgétaire provisoire. Le gouvernement voulait éviter tout débat public sur les problèmes brûlants de l'heure, l'armée ni l'opinion n'étant prêtes à affronter le risque de guerre. Le président du Conseil ne put s'abstenir cependant d'indiquer dans une brève déclaration que l'Italie, tout en observant loyalement la neutralité dans cet esprit que M. Salandra avait qualifié quelques semaines auparavant d'*égoïsme sacré*, avait « des intérêts vitaux à protéger, de justes aspirations à affirmer et à soutenir ». La phrase fut très applaudie par les députés debout et le public des tribunes, et l'étranger y vit la preuve que l'Italie interviendrait certainement dans le conflit, mais en choisissant son heure. Six jours après, M. Sonnino entamait les négociations officielles avec l'Autriche pour la décider aux fameuses « compensations » prévues par l'article VII de la Triple-Alliance.

Le principe pouvait à ce moment en apparaître discutable, car les Autrichiens, battus en Serbie à la mi-décembre, refluaient vers leurs frontières et il n'y avait plus de leur part dans les Balkans d'occupation même « temporaire ». Le comte Berchtold avait d'ailleurs répondu par un rejet très net des demandes italiennes et les pourparlers ne furent repris qu'en janvier 1915.

Ils devaient piétiner pendant trois mois, conduits à Vienne par le baron Burlan, homme de confiance du comte Etienne Tisza, président du Conseil de Hongrie, qui entretemps avait remplacé Berchtold comme ministre des Affaires étrangères. Refus de toute cession de territoires appartenant aux anciens domaines des Habsbourg; de les laisser occuper par l'Italie avant la fin de la guerre; de les étendre au-delà de la partie méridionale du Trentin, marquèrent les phases initiales de ce pénible marchandage. Quand Sonnino dut enfin formuler ses contre-propositions, il demanda tout le Trentin, dans les limites du royaume d'Italie en 1811; la frontière orientale un peu au-delà du bas Isonzo pour englober Gorizia et Gradisca; Trieste et ses entours immédiats constitués en Etat autonome indépendant confinant à l'Italie, avec un port franc; l'archipel des îles dalmates Curzolari; la reconnaissance de la pleine souveraineté italienne sur Valona et son *hinterland* ; le désintéressement complet de l'Autriche à l'égard de l'Albanie.

Ces exigences parurent à Vienne démesurées et par conséquent inacceptables. Elles demeuraient très en deçà des ambitions du nationalisme italien, mais Salandra, dans ses *Souvenirs*, avoue que « beaucoup d'Italiens s'en seraient alors plus que contentés » et que nombre de vieux patriotes, d'intrépides soldats, lui écrivaient pour le « détourner de l'idée folle de faire la guerre pour Trieste ». L'arrière-pensée de Sonnino était, d'ailleurs, que si l'Autriche acceptait ses propositions, Trieste elle-même se rattacherait à l'Italie, suivant le processus unificateur qui avait si bien réussi en 1860 pour la Toscane, les Légations et les duchés.

En fait, et tout en grinçant des dents, le gouvernement autrichien, sur les instances réitérées du prince de Bülow, envoyé extraordinaire à Rome du gouvernement allemand, devait finir par accorder à peu près tout ce que demandait l'Italie, même le statut de ville libre pour Trieste. Mais il le fit par bribes et si lentement que les dernières concessions vinrent trop tard. Sonnino, qui négociait parallèlement à Londres avec la Triple-Entente depuis le 4 mars, avait perdu patience et conclu le 26 avril un accord secret qui comportait

l'obligation pour l'Italie d'entrer en guerre aux côtés de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie un mois au plus tard après la signature du traité. Le 3 mai, il avait officiellement dénoncé la Triple-Alliance, dernier geste avant la rupture définitive.

Mission de Bülow et d'Erzberger.

Durant ces négociations l'Autriche n'était représentée à Rome que par un diplomate de mince valeur, le baron Macchio, mais l'Allemagne, qui sentait la gravité du péril, avait elle-même remplacé en décembre son ambassadeur, M. von Flotow, par un mandataire du plus haut rang, l'ancien chancelier prince de Bülow, gendre de Donna Laura Minghetti, veuve de l'ancien collaborateur de Cavour. Sa connaissance parfaite du milieu italien, ses parentés et ses accointances de toutes sortes dans la péninsule faisaient de Bülow un adversaire redoutable pour Salandra et Sonnino.

Comme Bülow savait aussi que le Vatican et le monde catholique étaient favorables au maintien de la neutralité, et que lui-même, protestant, y aurait eu difficilement accès, il fit également venir à Rome, à plusieurs reprises, au cours de l'hiver et du printemps, son ami Erzberger, leader du Centre catholique, qui devait par la suite jouer au Reichstag un rôle encore plus important qu'avant la guerre et signer, au nom de l'Allemagne, l'armistice de Rethondes avec le maréchal Foch, en 1918. Ces deux hommes ne cessèrent pas d'intriguer pour maintenir l'Italie dans le camp des Empires centraux et faillirent y réussir.

Tension croissante des esprits.

Ils avaient en effet l'allié le plus efficace en la personne de Giolitti, qui, tout en se tenant à l'écart, ne faisait pas mystère auprès de ses amis qu'il était favorable au maintien de la neutralité. Il n'avait rien perdu de son crédit au Parlement, où Salandra savait si bien qu'il disposait d'une majorité certaine qu'il ne laissait absolument rien transpirer

des négociations en cours, conduites par Sonnino sans même que les autres ministres en connussent les termes précis. Seul, le président du Conseil en partageait avec lui la responsabilité.

La lettre de Giolitti au député Peano, son ancien chef de cabinet, où il protestait contre l'allégation mensongère de ses rapports personnels avec Bülow et contre l'opinion qu'il était partisan de la neutralité à tout prix, mais déclarait qu'on pourrait « obtenir sans guerre bien des choses » *(parecchio)* en négociant, cette lettre avait été publiée par la *Tribuna* le 2 février et avait eu aussitôt un immense retentissement. Elle était une incitation indirecte à l'Autriche à se montrer large de concessions, mais en même temps un coup droit à la campagne interventionniste.

Les séances de la Chambre et du Sénat, alors en session, se déroulaient dans un calme relatif. Mais les polémiques de presse et les manifestations extérieures ne cessaient pas. L'une d'elles, à Milan, le 25 février, provoqua une violente échauffourée entre interventionnistes et socialistes. Le même soir, ceux-ci se montrèrent encore plus agressifs à Reggio Emilia, même contre les forces chargées de maintenir l'ordre. Là, il y eut deux manifestants tués et beaucoup de blessés des deux parts. Le gouvernement en prit prétexte pour interdire toute réunion publique et le 29 mars le Parlement s'ajournait à six semaines.

Il aurait dû effectuer sa rentrée le 12 mai, date ensuite prorogée au 20 sans explication, par décision ministérielle, sur avis de l'état-major. Entre-temps l'accord de Londres avait été signé. Giolitti ne quittait pas sa maison des champs, dans le haut Piémont, mais ses amis à Rome parlaient et agissaient pour lui. Si l'interventionnisme avait gagné en force et en cohésion au long des mois écoulés, le neutralisme, en donnant sous le manteau ses raisons profondes, qui se résumaient dans la faiblesse intrinsèque de l'Italie en face d'une entreprise jugée trop lourde pour elle, se montrait aussi plus audacieux et plus péremptoire. Un choc entre les deux courants était devenu inévitable.

La cérémonie de Quarto (5 mai 1915).

La victoire du premier parut s'annoncer déjà dans la grandiose commémoration de l'expédition des Mille, célébrée le 5 mai à Quarto, le petit port proche de Gênes où les garibaldiens s'étaient embarqués le même jour, cinquante-cinq ans plus tôt, pour la conquête de la Sicile et du royaume de Naples. Le roi et tout le gouvernement devaient y assister, mais les organisateurs s'étaient assuré, sans l'annoncer à l'avance, le concours du plus prestigieux orateur : Gabriel d'Annunzio, qui depuis plusieurs années avait quitté l'Italie pour la France, et rentrait dans sa patrie à la veille des suprêmes combats. Dès qu'il l'apprit, M. Salandra exigea de connaître le texte de son discours, dont les amis du poète propageaient qu'il serait incandescent et constituerait une véritable provocation à l'Autriche. Aucun mot irréparable n'y était en fait prononcé, mais toute l'intonation, dans le style habituel du grand écrivain, les allusions aux luttes du passé contre l'ennemi héréditaire aussi bien que l'annonce à peine voilée des épreuves et des victoires prochaines devaient être pour la jeunesse interventionniste une brûlante incitation.

« Plus personne ne parle bas — s'écriait d'Annunzio, évoquant les vers célèbres de Michel-Ange sur sa statue de la Nuit au tombeau des Médicis —, parce qu'ont cessé le malheur et la honte : la paresse de ne pas voir et de ne pas sentir a cessé. Et les messagers aériens nous annoncent que la Nuit de Michel-Ange s'est réveillée et que l'Aurore de Michel-Ange, appuyant sur la pierre le pied et le coude, rejette loin d'elle sa tristesse, et voici que déjà elle s'élance dans le ciel, des Alpes à l'Orient.

« C'est vers elle, vers cette aurore que les héros renaissent de leurs tombeaux... C'est pour elle que tout d'un coup poussent sur les grandes épaules les ailes de la Victoire.

« Avec leur linceul funèbre nous referons le blanc de nos drapeaux... »

L'incantation se terminait par une émouvante transpo-

sition sur le plan national du Sermon sur la Montagne, bannissant toute équivoque :

« ... Bienheureux ceux qui, ayant jusqu'à hier crié contre l'événement, accepteront en silence la suprême nécessité et ne voudront pas être les derniers, mais les premiers !

« Bienheureux les jeunes qui sont affamés et assoiffés de gloire, car ils seront rassasiés!

« Bienheureux les miséricordieux, car ils auront à essuyer un sang resplendissant, à panser une douleur rayonnante!

« Bienheureux ceux qui ont le cœur pur; bienheureux ceux qui reviennent avec la victoire, car ils reverront le visage nouveau de Rome, le front de nouveau couronné de Dante, la beauté triomphale de l'Italie! »

Il était impossible au roi et aux ministres de paraître sanctionner avant l'heure, par leur présence, de tels accents. Salandra télégraphia au maire de Gênes que la gravité des conjonctures politiques les retenait tous à Rome, au grand déplaisir du souverain, complètement acquis à l'idée de l'intervention. La cérémonie n'en eut pas moins un écho prolongé dans le monde entier.

Giolitti arbitre de la situation.

Le matin du 9 mai, Giolitti arrivait à Rome pour la rentrée du Parlement, accueilli à la gare par ses intimes et par les cris hostiles d'étudiants nationalistes, qui l'accompagnèrent jusqu'à son domicile.

Salandra estimait qu'on ne pouvait plus laisser ignorer à l'ancien président du Conseil les décisions prises avec les Alliés ni les termes mêmes du traité de Londres. Il lui dépêcha celui des ministres qui était le plus affectionné à l'homme d'Etat piémontais, avant qu'il vît le roi et Salandra lui-même. Avec chacun des trois Giolitti eut la même attitude, s'emportant lorsqu'il apprit la dénonciation de la Triplice et, quant au reste, formulant les plus sombres pronostics sur les opérations de guerre, l'organisation de l'armée, la résistance morale du pays. « Il prévoyait l'invasion, les Austro-Hongrois à

Vérone..., la retraite derrière le Pô, la prise de Milan, la révolution à l'intérieur. » (A. Salandra).

Sur le fond de la question, il conseillait d'accepter les dernières offres autrichiennes, les plus amples, qu'il tenait indirectement de Bülow, et estimait que le ministère aussi bien que le souverain pouvaient se dégager à l'égard de l'Entente par un vote d'approbation, auquel il se faisait fort d'obtenir l'adhésion des quatre cinquièmes de la Chambre. Mais il écartait absolument l'idée de reprendre lui-même le pouvoir.

La situation était véritablement angoissante puisque aussi bien l'Autriche avait fini par accéder à presque toutes les demandes italiennes. Touchant les deux points encore réservés, le pape — qui, d'après Salandra, avait connu les propositions autrichiennes avant le gouvernement —, faisait dire au garde des Sceaux Orlando, par l'intermédiaire officieux du Vatican dans ses rapports avec le pouvoir civil, le baron Monti : « Insistez auprès de l'Autriche et vous aurez Gorizia et les îles dalmates. » En attendant, la *Stampa* publiait la liste des concessions autrichiennes déjà acquises, conforme à celle qu'à la même heure recevaient du prince de Bülow Salandra et Sonnino, prévenus toujours les derniers.

On était à quelques jours de la rentrée parlementaire et déjà plus de 300 députés étaient réunis à Rome. Les meneurs du jeu giolittien imaginèrent alors une manifestation qui, sous des dehors parfaitement légaux, devait faire apparaître que le gouvernement n'avait plus la confiance des représentants de la nation. La *Tribuna* annonça que plus de 300 députés et 100 sénateurs de tous les partis avaient écrit, télégraphié ou rendu visite à Giolitti pour « exprimer à l'homme illustre leur confiante sympathie en exaltant son grand patriotisme ».

Salandra fit vérifier la chose. Il se confirma que 283 députés monarchistes de diverses nuances avaient pris part à la manifestation, non compris les socialistes, plus neutralistes encore que Giolitti. La majorité absolue de la Chambre lui était donc largement acquise.

Dans la soirée du 12, d'Annunzio arrivait à Rome, accueilli triomphalement par près de 100 000 personnes et le soir même parlait à la foule du balcon de l'hôtel Regina, où

il était descendu. Les forces irresponsables de l'opinion publique, obéissant aux puissances du sentiment, n'hésitaient plus à s'opposer violemment aux temporisateurs et aux prudents, puisqu'il ne semblait pas y avoir d'autre issue à la crise constitutionnelle. Chaque jour, la température montait. Il était impossible d'attendre au 20 mai pour prendre une décision. Le 12, un Conseil des ministres prolongé avait examiné la situation intérieure et extérieure. Sur les fronts de guerre, la défaite russe de Görlitz-Tarnow, prélude de la reprise de Przemysl et du dégagement des Carpathes par les troupes austro-allemandes, écartait l'espoir d'une offensive concertée des forces russes et italiennes contre l'Autriche durant les jours prochains, tandis que l'échec de l'expédition des Dardanelles retenait les pays balkaniques non-belligérants, comme la Roumanie, de se déclarer pour les Alliés. A l'intérieur, les manœuvres des giolittiens réussissaient à entamer même le groupe d'extrême gauche le plus solidement acquis à l'intervention, celui des radicaux. D'un pointage fait par Salandra avec Bissolati, il résultait qu'une soixantaine de députés au plus étaient sincèrement partisans de la guerre. Le 13. le ministère décidait à l'unanimité de présenter au roi sa démission.

La crise constitutionnelle.

Cela pouvait sembler une reculade de la part du gouvernement. En réalité, il n'y avait pas d'autre issue constitutionnelle au conflit d'opinions qui divisait l'Italie. Un seul arbitre restait : le souverain, lui-même interprète des intérêts supérieurs de la nation. A trois reprises, durant son long règne, Victor-Emmanuel III devait se trouver acculé à un choix analogue entre deux politiques débordant les moyens d'expression normaux du pays. Cette fois, comme en 1922, il choisira selon le vœu d'une minorité, en qui il croira discerner l'élan des meilleures forces de son peuple.

L'agitation croissait de jour en jour. Universités, lycées, tribunaux chômaient. Dans toutes les grandes villes, mais surtout à Rome, les interventionnistes s'affirmaient maîtres de

la rue. Les harangues quotidiennes de Gabriel d'Annunzio surexcitaient au degré suprême les esprits d'innombrables auditeurs. Dans la soirée du 14, au théâtre Costanzi, il avait fait clairement allusion aux accords diplomatiques et stratégiques signés avec la Triple-Entente, tandis qu'il stigmatisait en invectives brûlantes l'action de l'étranger sur le sol italien et les connivences qu'elle y rencontrait. La sûreté personnelle de Bülow, d'Erzberger, de Giolitti (dont les demeures étaient gardées militairement jour et nuit) et celle de leurs amis les plus connus s'avéraient de plus en plus malaisées, tandis qu'il fallait renforcer autour du palais de la Chambre les détachements de troupes pour lui éviter d'être envahi encore, comme il le fut le 14 mai par une foule d'étudiants des grandes écoles.

De son côté, le roi avait entrepris de résoudre rapidement la crise en offrant successivement la formation d'un nouveau gouvernement à Giolitti, au vieux garibaldien Marcora, président de la Chambre, au doyen des parlementaires monarchistes, Boselli. Tous s'étant récusés, il fit appeler Salandra le 16 après-midi et lui annonça qu'il refusait sa démission.

C'était sanctionner de nouveau les accords de Londres. C'était choisir la guerre.

Le lendemain, Giolitti repartait pour le Piémont. Le surlendemain, les dernières offres, les dernières pressions indirectes des Empires centraux tombaient dans le vide.

La déclaration de guerre à l'Autriche (23 mai 1915).

La rentrée des Chambres eut lieu le 20 mai, comme prévu, avec ce simple ordre du jour : Communication du gouvernement. Il s'agissait d'obtenir du Parlement, selon la procédure d'extrême urgence, l'approbation d'un projet de loi « conférant au gouvernement du roi des pouvoirs exceptionnels en cas de guerre » et d'écouter un bref rapport de Salandra qui en justifiait la teneur et en laissait prévoir l'usage. De son côté, Sonnino présenta le *Livre vert* où il avait fait rassembler les documents diplomatiques retraçant toute la marche des négociations italo-autrichiennes du 9 décembre 1914 au 4 mai 1915.

Les deux hommes d'Etat furent très applaudis. Seuls, les socialistes maintinrent leur opposition à la décision royale. Le projet de loi fut voté à la Chambre par 407 voix contre 74 et une abstention, au Sénat par les 281 sénateurs présents, avec quelques abstentions.

Le 24 mai, l'état de guerre devenait effectif entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Avec l'Allemagne, les relations diplomatiques étaient rompues; même les ministres de Prusse et de Bavière auprès du Vatican repassaient la frontière; mais la guerre ne devait être déclarée qu'en 1916.

Cette quasi-unanimité était toutefois trompeuse. Le ralliement des catholiques à la guerre fut généralement sincère, surtout chez les dirigeants politiques, par sentiment du devoir et nationalisme latent. Celui des giolittiens recouvrait déjà plus d'arrière-pensées et de réserves mentales. Quant aux socialistes, leur opposition ne désarma pas. On compta sans doute parmi eux beaucoup d'admirables combattants; mais la masse ne vit dans la guerre imposée par un gouvernement bourgeois, surtout après la révolution russe d'octobre 1917, qu'un prétexte pour elle au renforcement de la lutte de classes. Le germe de trente ans de luttes civiles était dans les « radieuses journées de mai ».

Le traité de Londres.

Pour étouffer ces résistances, il eût fallu d'aussi éclatantes victoires que celles de Napoléon, au cours d'une guerre brève comme la campagne de 1805. On en demeura loin.

Et aussi l'évidence d'avantages territoriaux et économiques qui ne fussent pas porteurs de nouvelles discordes internationales.

Or, le traité de Londres élaboré par M. Sonnino procédait de conceptions déjà dépassées à l'époque où l'aviation prenait son essor et où la compétition pour les sources de matières premières l'emportait de loin sur le sentimentalisme des conflits nationalitaires. « Son pauvre chef-d'œuvre » — selon l'expression du comte Sforza — essayait en outre un compromis entre deux principes contradictoires, celui des frontières

naturelles et celui des droits historiques, qui coïncident rarement.

Le surplus apporté par l'accord de Londres aux abandons qu'eût consentis l'Autriche concernait, d'une part, la frontière du Brenner — en plein pays allemand —, d'autre part, avec l'acquisition de Trieste en toute souveraineté, celle de l'Istrie entière et d'une grande moitié de la Dalmatie, avec les îles qui la bordent.

Dans l'hypothèse d'une victoire complète sur les Empires centraux, la frontière au Brenner ne présentait pas de risque capital. Il en allait tout autrement pour l'Istrie, peuplée en majorité de Slaves, sauf dans les agglomérations urbaines de la côte, et surtout la Dalmatie, qui avait, elle aussi, appartenu à la République de Venise aux temps anciens, mais où l'élément italien ne formait plus qu'une portion numériquement infime de la population. Quant à sa dépendance orographique de la chaîne des Alpes, elle constituait un argument d'une faiblesse encore plus insigne. On aurait pu soutenir par là le droit de la France à s'étendre jusqu'en Calabre, l'Apennin étant indiscutablement une dérivation latérale du massif alpestre, et le pays ayant naguère fait partie du Grand Empire.

En revendiquant la majeure partie de la Dalmatie pour complaire aux nationalistes, Sonnino ne réussissait point cependant à les contenter. Ils la réclamaient en totalité et ne se préoccupaient nullement de fermer à la future Yougoslavie tout accès à la mer. Moins aveugle, et croyant d'ailleurs à la survie de l'Autriche, Sonnino n'en redoutait pas moins le « péril slave » et percevait vaguement que cette jeune nationalité ne se laisserait pas comprimer aussi durement que le voulaient les fanatiques annexionnistes de l'*Idea Nazionale*. Il n'eut pas l'énergie pourtant de résister à leurs clameurs.

Par contre, en face des grands Alliés, il se montra d'une timidité qui devait dans la suite lui être également reprochée par les nationalistes et par les partisans d'une entente durable avec les puissances occidentales qui, durant l'été de 1915 et plus encore sans doute en 1916, après les écrasantes défaites russes, eussent payé à très haut prix le concours italien. Mais

Sonnino était trop honnête pour mériter le reproche de machiavélisme.

En Afrique, le ministre italien des Affaires étrangères n'avait fait reconnaître à son pays que le droit à « quelque légitime compensation correspondante » à l'accroissement éventuel des possessions franco-anglaises aux dépens de l'Allemagne et au « règlement en sa faveur des questions de frontière entre ses colonies d'Erythrée, de Somalie et de Libye et les colonies françaises et anglaises contiguës ».

De la sorte, tandis que l'Angleterre, l'Afrique du Sud et la France se partageront le vaste prolongement colonial de l'Empire allemand, l'Italie ne recevra de ses alliés que de maigres aumônes de sables ou de palmeraies — tardivement consenties —, respectant tout juste la lettre du traité.

Celui-ci ne précisait rien sur l'attribution de sphères d'influence en Asie Mineure en cas de défaite turque et n'en posait le principe que de façon vague. Sonnino tentera tardivement d'y remédier, cette fois avec démesure, par les accords de Saint-Jean-de-Maurienne.

Enfin, il ne demandait à l'Angleterre qu'un prêt de 50 millions de livres sterling, pour parer aux premiers frais de la guerre, ce qui laisse supposer qu'il en prévoyait la fin imminente puisque cette somme dérisoire suffisait à peine aux besoins italiens en un mois d'hostilité.

Avec l'obligation du secret, et celle, bien entendu, de ne pas conclure de paix séparée, Sonnino avait cru bon de faire insérer au traité un article XV par lequel l'Angleterre, la France et la Russie s'engageaient à ne pas admettre aux négociations de paix la présence d'un représentant du Saint-Siège : précaution inutilement blessante contre le danger imaginaire de revendications du pouvoir temporel des papes, à quoi personne ne songeait plus et Benoît XV moins que tout autre.

Tel quel, le traité de Londres n'avait pas été conclu sans objections vives, principalement de la part de la Russie, dont le haut personnel administratif donnait alors libre cours à son impérialisme. Le ministre Sazonof était surtout choqué, au nom du slavisme, des prétentions italiennes sur la Dalmatie et finira par obtenir que Sonnino renonce à la zone de Spalato,

primitivement réclamée par lui. Les espoirs des Alliés dans le succès de l'expédition des Dardanelles et l'intervention en leur faveur des pays balkaniques non-belligérants balançaient presque dans leur esprit les avantages de l'intervention italienne, qui de ce point de vue fut négociée trop tôt, de même que l'ouverture des opérations militaires en mai 1915 trouva l'Italie très peu prête encore à affronter d'aussi rudes combats.

L'armée italienne à l'ouverture des hostilités.

Vaincre, pour l'Italie, en 1915, n'était pas facile. Elle ne possédait ni armée équipée à la moderne, ni traditions militaires autres que négatives, selon la rude expression du général Pistoja à Montecitorio, le 19 février 1918. Entendons par là qu'elle avait enregistré, depuis les débuts de l'unité, plus de défaites que de succès dans les guerres où le pays s'était trouvé engagé, mais n'en concluons rien de défavorable au peuple italien qui, mieux instruit et mieux commandé, pouvait briller sur le terrain militaire comme sur tous les autres. La campagne de 1915-1918 allait en donner la preuve manifeste, faire éclater l'inadaptation des milieux socialement dirigeants au rôle qu'ils assumaient, les méthodes surannées de la bureaucratie d'Etat, l'impéritie du haut commandement, mais aussi réaliser vraiment la *promotion* du peuple italien à la grandeur. L'amertume persistante qu'il ressentit longtemps après la victoire, au sujet de la guerre, vint en grande partie de la conscience qu'elle avait été mal conduite, qu'on y avait sacrifié en pure perte beaucoup trop d'hommes, tandis que sur le terrain diplomatique les buts essentiels de l'intervention se voyaient déviés et les plus précieux avantages à attendre du succès final compromis par la prédominance de certains courants qui, pour des résultats immédiats de faible portée, compromettaient les développements futurs de l'action italienne dans le monde.

Salandra connaissait en partie, après quelques mois d'exercice du pouvoir, les déficiences essentielles de l'appareil militaire italien. C'est pour cela surtout qu'il ne voudra pas envisager de participation au conflit avant la fin du printemps 1915, car les chefs de l'armée lui avaient présenté ce délai

comme strictement nécessaire à la reconstitution des stocks de tous genres — 44 régiments d'infanterie sur 108 n'avaient pas même de manteau d'uniforme et n'auraient pu être habillés —, mais il se révéla en fait très insuffisant. La coutume de rogner sur les crédits militaires par mesure d'économie s'était exercée encore en mars 1914, lors de la formation de son ministère. A cette date, entre les divers programmes de dépenses préparés par l'état-major selon l'importance des crédits disponibles, le premier des généraux pressentis par Salandra pour le portefeuille de la Guerre avait demandé l'exécution du programme maximum, comportant une augmentation annuelle de 85 millions des dépenses ordinaires pendant quatre ans et 600 millions de dépenses extraordinaires à répartir sur les mêmes exercices. Le ministre du Trésor les refusa. Un autre candidat ministre, le général Grandi, accepta de se contenter de 20 millions de dépenses ordinaires et de 200 millions d'extraordinaires. Mais ce chef était si médiocre que le président du Conseil dut lui donner un remplaçant dès le 8 octobre suivant. En juillet, le chef d'état-major général, Pollio, qui connaissait bien la frontière du Nord-Est et avait pourvu de son mieux à sa défense, mourait et recevait pour successeur un chef très discuté, le comte Cadorna, dont nous parlons plus loin (fils du général qui commandait en 1870 les opérations contre la Rome pontificale). C'étaient là déjà des conditions assez défavorables à une brillante entrée en campagne.

Au début de la guerre, l'armée royale manquait d'abord de cadres. Elle comptait environ 40 000 officiers, dont 14 000 seulement en service actif, pour 36 divisions d'infanterie, 4 de cavalerie et 500 batteries d'artillerie, avec au total 1 500 000 hommes de troupe, dont 900 000 combattants au front; mais ces chefs étaient de valeur très inégale tant au point de vue des connaissances générales que des compétences techniques et de l'aptitude au commandement. 13 000 officiers de complément avaient dû être formés en quelques mois.

Si l'on excepte l'aristocratie piémontaise, où se perpétuaient d'anciennes traditions militaires, il ne s'était pas créé en Italie, après cinquante ans d'unité, un corps d'officiers

comparable, même de loin, à celui des armées allemande et française. « La bourgeoisie italienne — a écrit Giuseppe Prezzolini —, n'a jamais eu d'estime pour le métier des armes. Elle y a destiné ses fils les plus médiocres. Elle a laissé la vie de l'armée se séparer de la vie de la Nation, sans jamais s'occuper de ce qui s'y passait et de la manière dont on y dépensait les millions accordés avec répugnance et mépris, peut-être, mais enfin toujours consentis. » Ce jugement d'un écrivain au sens critique acéré comporte sans doute quelque exagération. Cependant, il ne diffère pas en substance de celui d'officiers supérieurs très qualifiés, qui, placés à l'intérieur du milieu militaire, en déplorent pareillement les routines administratives et le fâcheux isolement. C'est le lieutenant-général Marazzi qui prononce que l'armée « devait se considérer comme un navire perdu dans la mer Morte et posséder en elle-même tous ses éléments de vie », c'est-à-dire pourvoir à tous ses besoins, à toutes ses fabrications, avec ce résultat que, la guerre survenue, « l'industrie italienne, faible par nature, tenue pendant un demi-siècle à l'écart de l'armée, ne put lui fournir ce dont elle avait urgente nécessité », notamment en munitions d'artillerie. Cet état de choses habituel avait été très aggravé par les opérations d'Afrique, en sorte que le général Cadorna lui-même a pu affirmer dans ses *Mémoires* qu'à l'ouverture du conflit « l'armée italienne se trouvait dans un état de véritable désagrégation et qu'il n'y a point d'exagération à soutenir que si l'Autriche l'avait attaquée dès la proclamation de la neutralité, elle eût trouvé le pays à peu près sans défense ».

C'est un des mérites que les adversaires les plus déterminés de l'ancien généralissime n'essayent pas de lui enlever que d'avoir accepté en juillet 1914 la charge de chef d'état-major général de l'armée, alors que l'horizon européen était déjà si sombre et qu'il avait presque à créer de rien l'instrument qui lui permettrait d'affronter une épreuve décisive pour l'avenir du pays dont « la réalité dépassa ses prévisions les plus pessimistes ».

Il est vrai que cette usure et ces faiblesses congénitales de l'armée italienne ont été surtout dénoncées après coup; avant

la guerre, beaucoup d'officiels eux-mêmes se faisaient d'étranges illusions et, sous-estimant l'adversaire, semblaient ne se rendre aucunement compte de ce qu'elle exigerait de temps et d'efforts. Le général Porro en particulier, sous-chef d'état-major général, s'était signalé par des mots déconcertants d'inconscience. Alors qu'on lui objectait la présence probable de troupes allemandes aux côtés des Autrichiens, il avait répondu : « Mais qu'elles viennent donc! Cela nous procurera au moins un peu de gloire; nous n'aurons pas seulement à tuer un cadavre. » On croyait à une guerre courte et que l'intervention italienne — beaucoup trop tardive au gré des amis de l'Entente —, suffirait rapidement à faire pencher la balance des forces, de façon décisive, en sa faveur. On parlait d'occuper Trieste au bout de quelques jours, au plus de quelques semaines, de marcher sur Vienne, de se ravitailler dans les plaines de Hongrie. Naturellement, les neutralistes étaient beaucoup plus réservés. Mais presque tout le monde ignorait les conditions réelles de la préparation italienne, et encore plus celle de l'Autriche.

Les fortifications et le matériel.

L'un comme l'autre des deux adversaires avait, d'ailleurs, à modifier profondément ses plans de campagne en vue d'opérations qui se présentaient sous un aspect toujours tenu pour improbable. Forte de sa supériorité technique, avantagée par le tracé d'une frontière dominant partout les positions adverses, la Double Monarchie avait toujours envisagé qu'en cas de guerre avec l'Italie, c'était elle-même qui prendrait l'offensive. La situation étant renversée, l'état-major autrichien avait fait fortifier puissamment dès le mois de février par des troupes de landsturm, des travailleurs civils et des prisonniers russes certains points stratégiques importants de la ligne de l'Isonzo, tels que le mont Sabotino et la zone du Podgora, en face de Gorizia. Mais d'une façon générale, elle avait renoncé à défendre la rive droite du fleuve, étageant ses lignes de tranchées sur les hauteurs du Carso et de la rive gauche. Ces tranchées multipliées en profondeur et utilisant les cavités poreuses

de la montagne, dites *doline*, entre lesquelles champs de mines et rangs de barbelés surabondaient, faisaient de cette région un formidable bastion naturel, où les assauts italiens les plus fougueux ne pourront progresser, en deux ans et demi de lutte, qu'au prix de pertes énormes et en quelque sorte mètre par mètre. Une offensive foudroyante, appuyée par un puissant matériel, au lendemain même de la déclaration de guerre, aurait peut-être surmonté ces défenses improvisées si elle avait été possible. On sut plus tard que rien n'était fortifié autour de Trieste et, à la fin de juillet 1915, une division italienne, aventurée au-delà de l'Isonzo, trouvait encore le mont San Michele — futur calvaire d'une infanterie d'élite —, dépourvu de tranchées. Mais justement cette attaque brusquée était impossible et l'Autriche ne l'ignorait pas.

Car les chefs de l'armée italienne, eux, sachant combien leur pays était vulnérable, avaient toujours envisagé de se tenir d'abord sur la défensive à l'ouest, sur les Alpes, et, à l'est, sur cette ligne du Piave qui devait, en 1917 et 1918, résister si magnifiquement à toutes les tentatives de l'armée austro-hongroise pour l'enfoncer ou la déborder. Les principales fortifications italiennes étaient tournées vers la France, tant à cause des exigences de la Triple-Alliance que des finances obérées, qui ne permettaient pas de faire sur toutes les frontières l'effort maximum. On sacrifia donc celle qui précisément allait importer le plus, la frontière orientale. De même l'Italie était dépourvue d'artillerie lourde et comptait sur l'Allemagne pour en munir les corps d'armée qu'elle devait envoyer sur le Rhin. Ceux-ci, primitivement fixés à trois et à deux divisions de cavalerie selon les plans concertés en temps de paix entre les états-majors italien et allemand, avaient été portés à six sur la suggestion du général Cadorna dans un mémoire remis au roi *le 31 juillet 1914*. Jusqu'à la veille même de la guerre européenne, il y avait donc si peu de contact entre le ministère des Affaires étrangères et le chef d'état-major général de l'armée, que celui-ci demeurait convaincu d'avoir à préparer l'entrée en lice immédiate de son pays aux côtés des Empires centraux!

L'armée, au reste, était l'un des milieux italiens où l'idée

de se retourner contre les alliés d'hier rencontrait le plus de résistance, moins peut-être par sympathie pour les Etats germaniques que par la conviction, établie depuis 1870, de l'invincibilité allemande. Il en résulta que la guerre, même contre l'Autriche, parut longtemps impensable et qu'il eût semblé inconvenant de s'y préparer ouvertement. C'est ainsi qu'on n'effectuait jamais de grandes manœuvres dans le Frioul et que la frontière orientale était mal connue même des officiers appelés à y exercer des commandements importants. Peut-être est-ce aussi en partie pour ménager la susceptibilité d'une alliée avec laquelle l'Italie n'avait pas encore rompu que, pendant l'hiver 1914-1915, ne fut pas exécuté sur le front alpestre, notamment celui du Trentin, le programme de travaux stratégiques qui s'avérait indispensable, et qui dut l'être en pleine guerre, dans des conditions singulièrement plus difficiles.

Avec le manque de cadres, qui obligea l'Italie à improviser plus de 160 000 officiers de complément pour un effectif qui finira par compter deux millions d'hommes en ligne; avec l'insuffisance des équipements, des convois et des vivres de réserve, l'armée italienne souffrait surtout, à son entrée en action, de la pénurie de munitions, de canons, de mitrailleuses, d'automobiles, d'aviation, etc. Sa supériorité numérique originelle en face des troupes autrichiennes, l'avantage que lui conférait le choix du moment où serait déclarée la guerre, l'enthousiasme et la rare valeur des troupes destinées aux premiers chocs et qui s'useront terriblement vite, tout cela comptait peu en face du défaut d'armement qui empêchera le commandement italien d'exploiter son avance initiale sur la rive droite de l'Isonzo, d'où l'ennemi se retire sans combattre. Dès que les Italiens arrivent en face des positions d'arrêt, ils tentent coup sur coup de les emporter avec des moyens cruellement inadéquats, jusqu'à ce qu'enfin le G.Q.G., qui met beaucoup de temps à s'en convaincre et sème ainsi le germe des premiers découragements, se soit persuadé qu'il exigeait une tâche *impossible*.

Pour un front de 600 kilomètres, rempli de saillants et d'embûches, dominé par l'ennemi dans la partie montagneuse

qui en constituait les quatre cinquièmes, les Italiens possédaient en tout, au début de la campagne, 600 mitrailleuses, 1 800 pièces d'artillerie légère, 112 canons lourds, 14 pièces de siège — prélevées en grande partie sur le front de mer et plus tard complétées par celles qu'on retirera des fortifications du Tagliamento, et pas un seul mortier de tranchée. Ils avaient 70 avions. Ces simples chiffres suffisent à prouver quel *acte de foi* le pays accomplissait en se jetant dans une mêlée où il jouait son existence, à une heure où les Russes avaient déjà subi de lourdes défaites et où il pouvait craindre que le poids principal de l'armée austro-hongroise ne se tournât bientôt contre lui.

Les premiers engagements.

1915 — c'est l'année où le 20 mai, alors que la guerre doit être déclarée quatre jours plus tard, les troupes de couverture sont encore en marche entre Piave et Tagliamento et les services d'intendance mis en route sans date prévue d'arrivée; où les batteries de moyen calibre disposent à peine de trente-six coups par pièce; où le député Gasparotto, lieutenant d'infanterie, peut consigner dans son *Journal* de guerre qu'il n'a pas entendu une seule fois le crépitement d'une mitrailleuse italienne, mais seulement celles de l'ennemi; où aucun soldat n'a été instruit dans le maniement des bombes à main, mais où, vingt-quatre heures avant l'assaut, quelques officiers de bonne volonté s'emploient à leur en donner l'illusion en utilisant des pierres; où les premiers contingents chargés de couper les barbelés sont munis de pinces incapables de les cisailler et se font vainement massacrer sur place; où la liaison entre les armes est si mal établie que l'artillerie canonne fréquemment les fantassins; où manquent les sapeurs, les cheminements d'accès aux tranchées; où l'aviation, pratiquement, n'existe pas, sans parler des costumes voyants des officiers, qui les désignent comme des cibles — ainsi qu'en 1914 les pantalons rouges de l'armée française —, et des fautes d'appréciation ou de tactique du commandement qui révélaient dans l'ensemble et le détail

une méconnaissance effarante des nouvelles méthodes de combat, que cependant dix-huit mois d'hostilités sur les autres fronts avaient amplement illustrées.

« On partit en guerre comme en 1848 — a prononcé le général Marazzi —, en ignorant jusqu'à l'existence des nouveaux engins. »

Cependant la bureaucratie militaire continuait imperturbablement à tenir pour importantes d'inutiles minuties ou de pures niaiseries : le ministère de la Guerre s'informait, par exemple, d'extrême urgence de la taille des officiers susceptibles d'être transférés dans les régiments de grenadiers et faisait poursuivre l'enquête sous le feu de l'ennemi; on vérifiait avec soin l'affilage de lances et de sabres qui n'étaient d'aucun usage. Par ailleurs, des chefs d'unités combattantes se voyaient brusquement rappelés du front pour faire passer des examens ou être envoyés dans de lointaines colonies, qu'aucun péril ne menaçait.

Les résultats de pareils errements eussent pu être rapidement catastrophiques dans une armée au patriotisme moins affirmé que l'armée italienne, au courage moins spontané et moins ardent. Dans ces vaines tentatives d'*attaque frontale*, suivant la méthode constamment prônée par le général Cadorna, l'Italie avait déjà enregistré en sept mois d'une guerre d'usure 60 000 morts, près de 180 000 blessés et 25 000 prisonniers.

Le général Cadorna.

Cependant le prestige du généralissime n'était pas encore sérieusement ébranlé dans le pays. Les pouvoirs très étendus qui lui avaient été conférés en faisaient, du reste, une manière de souverain absolu plus puissant que le gouvernement. C'était lui qui désignait le ministre de la Guerre, inspirait la presse, correspondait directement avec toutes les autorités. A l'armée, il régnait despotiquement, « limogeant » à tour de bras, ordonnant des répressions sévères et souvent peu justifiées pour la moindre défaillance, au reste sans contact avec la troupe et presque invisible même pour les chefs de

corps. Il faisait entièrement confiance à un petit groupe de collaborateurs choisis, favorisés au-delà de toute mesure, et s'en remettait d'ordinaire à leur témoignage. Son quartier général d'Udine, d'une amplitude démesurée, était un véritable Etat dans l'Etat.

Du début de la guerre au 9 novembre 1917, date où il remet lui-même le commandement en chef de l'armée au général Diaz, il avait destitué 217 généraux, 255 colonels et 335 chefs de bataillon. Des formules imprimées existaient pour notifier aux intéressés la décision prise à leur égard; il ne restait qu'à y inscrire les noms; d'autres fois ils en étaient avisés par téléphone, ou en voyant arriver à leur P.C. leur successeur désigné. Des colonels furent « limogés » pour avoir signalé la nécessité d'une action morale auprès des troupes à eux confiées, avec propositions concrètes à l'appui, sous le prétexte qu'ils n'avaient pas confiance dans leurs soldats ou donnaient par leurs suggestions la preuve qu'ils n'avaient pas su les bien former. Au milieu de l'année 1917, une circulaire du G.Q.G. avertissait les généraux qu'ils seraient tenus pour responsables des erreurs de ceux de leurs subordonnés qu'ils auraient proposés pour un grade supérieur et frappés en même temps qu'eux.

Sans doute des sévérités analogues et plus draconiennes encore furent courantes à l'époque héroïque de la Convention. Mais elles se justifiaient par les succès obtenus grâce à elles, et les commissaires aux armées, qui les appliquaient, se faisaient voir sur le front des troupes. L'atmosphère générale était tout autre. Au contraire, les plus marquantes des sanctions prises par le généralissime italien apparurent dès l'abord au moins discutables. Destituer soudainement un chef d'armée dont on n'a cessé, pendant des mois, de faire l'éloge public, à la veille d'une offensive ennemie qu'il a laissé prévoir de longue date dans son secteur sans réussir à convaincre le haut commandement, et en préparant de son mieux la défense avec les moyens insuffisants qu'on lui a laissés, tel fut, par exemple, le cas du général Brusati, qui devait être réhabilité et remis en activité quelques années plus tard, sous le ministère Nitti. Si la mesure

qui l'éloignait s'imposait vraiment, elle était à tout le moins trop tardive et elle n'évita pas que la *Strafexpedition* de mai 1916, montée par le maréchal Conrad de Hötzendorf, mît l'Italie au bord d'un désastre qui eût dépassé en ampleur celui de Caporetto, parce que l'attaque était prononcée d'un point du front plus central et plus susceptible de déterminer l'enveloppement complet des deux tiers des forces italiennes. La ruée de l'armée austro-hongroise fut arrêtée à la limite extrême du plateau d'Asiago, en vue des plaines de la Vénétie occidentale, grâce à la vaillance italienne sans doute, mais aussi grâce à la concomitance de l'offensive Broussilov en Galicie — qui obligea l'Autriche à porter toutes ses réserves contre les Russes victorieux —, et de la résistance française à Verdun, qui immobilisait l'armée allemande. Plus d'un écrivain militaire italien a reconnu le fait sans réticences.

Cet échec provoqua la chute du ministère Salandra et plus logiquement encore eût dû amener le remplacement du généralissime. La faiblesse du gouvernement de Rome en face d'un chef qui, malgré d'éminentes qualités, avait déjà donné motif à de si graves reproches prépara Caporetto, dont il n'est plus personne d'informé qui ne fasse porter sur le général Cadorna et ses proches collaborateurs la responsabilité principale.

L'ancien chef d'état-major a cependant trouvé des défenseurs, qui s'appuient notamment sur les avis pressants et inopérants donnés par lui à Rome depuis juin 1917, touchant le progrès du défaitisme dans l'armée, pour incriminer en premier lieu le pouvoir central. Certes, celui-ci n'était pas tel que l'eût mérité le magnifique élan national de mai 1915. Réduite au silence, l'opposition à la guerre n'avait pas désarmé, surtout dans les rangs socialistes, et s'intensifiait à mesure que se prolongeait le conflit, que les pertes et les déceptions s'accumulaient; la propagande ennemie agissait en sourdine, associée aux intrigues parlementaires, aux calculs de certains milieux d'affaires. Et toutes ces manœuvres n'étaient pas combattues très efficacement par les autorités civiles.

Mais justement la complexité des causes d'un état

d'esprit qui était alors répandu sur tous les fronts de combat et à l'intérieur de tous les pays belligérants — pas seulement en Italie —, rendait fort difficile, sinon impossible, de le modifier efficacement ailleurs qu'à l'armée, par la vertu propre qu'y dégagent les grands exemples de courage et d'autorité et la cohésion interne qui en relie normalement tous les éléments.

Aujourd'hui qu'est mieux connue l'histoire de la guerre, quand on sait combien il était facile, en faisant preuve de justice et d'amitié à son égard, de dissiper toute ombre de mauvais esprit chez ce grand enfant qu'est le soldat italien des classes populaires; combien le moindre succès suffisait à exalter son patriotisme — ainsi qu'on le vit pour la prise de Gorizia ou même, en pleine période de dépression, pour la conquête du plateau de la Bainsizza —, et combien il demeurait de confiance ingénue et de respect à l'égard des chefs jusque pendant la débandade qui suivit l'écroulement de Caporetto, il faut bien reconnaître, alors que le gouvernement et le pays avaient ouvert dès l'origine un large crédit aux chefs de l'armée, que le G.Q.G. lui-même était la source des maux dont il se plaignait. Et qu'il lui appartenait donc de se réformer d'abord, pour modifier le climat délétère qui de l'arrière, où se répercutaient tous les échos du front, contaminait par choc en retour certains éléments avancés. « Partout où le soldat a été bien conduit, il s'est bien comporté », devait déclarer le général Cavaciocchi, chef du IV^e^ corps, devant la Commission chargée d'enquêter sur Caporetto. Mais un changement profond de méthodes réclamait un changement d'hommes, qui adviendra trop tard. Le grand mérite du généralissime, que personne ne lui conteste, après celui d'avoir réorganisé les effectifs, c'est-à-dire en somme *d'avoir permis la guerre*, fut d'avoir su garder son sang-froid, un sang-froid vraiment extraordinaire, quand il voyait ses plans complètement renversés, qu'autour de lui tout croulait, comme ce fut le cas en mai 1916 dans le Trentin et en octobre 1917 sur le haut Isonzo. A cela le prédisposait la confiance imperturbable qu'il avait en son jugement propre; mais c'était elle aussi qui l'empêcha jusqu'au bout

de profiter des leçons de l'expérience qu'une dure réalité lui offrait depuis si longtemps.

L'effort de guerre italien.

En regard de ces insuffisances, qui assombrissent les premières années de la guerre italienne, si l'on place les données concrètes de l'effort qu'accomplissait la nation pour s'y adapter, il est impossible de ne pas être saisi d'admiration. Cette admiration, tous les hommes qui visitèrent le front italien de 1916 à 1918 l'ont exprimée, en termes souvent enthousiastes, de Jules Destrée à Maurice Barrès, de Whitney Warren à Rudyard Kipling.

Aucun des principaux Etats belligérants ne partait d'un niveau aussi bas de préparation militaire, bien que de 1900 à 1914 l'Italie eût dépensé pour son armée, proportionnellement à sa richesse publique, des sommes considérables; aucun n'avait à triompher sur le front de combat d'aussi graves difficultés naturelles, ajoutées aux problèmes techniques qui se posaient à tous; aucun n'avait un potentiel économique aussi faible : trois ordres de faits que l'Italie affronte avec un splendide courage et qu'elle finit par dominer.

De mai 1915 à octobre 1917, sa production de mitrailleuses par mois passe de 25 à 800, celle des canons de 80 à 500, d'obus de 10 000 à 85 000 par jour. Aussi, à la veille de Caporetto, a-t-elle en ligne 10 000 mitrailleuses au lieu de 600, 3 200 pièces de siège contre 140 et 2 400 lance-bombes contre zéro. Le nombre des canons légers, lui, n'a que doublé à peine, car c'était sur ce point qu'à l'origine l'Italie était le mieux pourvue.

Pour l'aviation, qui demeurait entièrement à créer, les résultats sont encore supérieurs. Les appareils qu'elle possédait au début du conflit étaient de fabrication étrangère, à l'exception du Caproni de bombardement trimoteur de 300 HP, dont les essais n'étaient pas encore terminés. La production mensuelle prévue ne dépassait pas 75 appareils et les 9 écoles d'aviation ne formaient en moyenne que 47 pilotes par mois. Or, à fin octobre 1917, l'arme a fait

de tels progrès que l'Italie est en avance sur toutes les nations belligérantes. Elle est la première à instituer la division des escadrilles en groupes de reconnaissance, de chasse et de bombardement et possède les meilleurs types de cette catégorie en Caproni de 450 et 600 HP. Elle a aussi l'appareil le plus rapide, qui effectuera à la moyenne de 220 kilomètres à l'heure le raid Turin-Londres sans escale. A la bataille de la Bainsizza, en septembre 1917, elle peut masser 275 avions sur un étroit front de combat et en détient alors 1 800 en service ou en réserve, divisés en 88 escadrilles, ainsi qu'environ 1 500 dans les écoles de pilotage, qui forment près de 900 pilotes par mois. La production mensuelle des établissements est passée à 668 cellules, à 808 moteurs et suffit à tous les besoins.

En hydravions de la marine, du début de la guerre à l'armistice du 4 novembre 1918, le nombre des appareils est passé de 30 à 566, celui des aviateurs de 30 à 1 288.

Il fallait vaincre aussi les difficultés du terrain. Pour un front de 600 kilomètres l'armée italienne construit ou améliore pendant la guerre 6 500 kilomètres de routes carrossables, dont plus de la moitié en haute montagne. Sur le seul secteur du Trentin, où jusqu'en mai certaines zones gardent trois mètres de neige, le général Brusati en fait établir, pendant l'hiver 1915-1916, 800 kilomètres, plus 120 kilomètres de tranchées de première ligne et 250 de positions moins avancées, avec de nombreux téléfériques. Le tout sans perforatrices et avec un nombre très insuffisant parmi ses soldats d'ouvriers spécialisés aidés par des adolescents et des vieillards. (Mais on sait quels admirables terrassiers sont par tradition les montagnards italiens!) Dans ces secteurs, au témoignage de l'architecte américain Whitney Warren, qui qualifie pareil effort de *miraculeux*, « des pentes farouches, vierges jusqu'ici et considérées comme inaccessibles, ont été maîtrisées; les voies d'accès sont d'une exécution magistrale... Tout fut achevé en peu de temps et chaque détail assuré comme pour une épreuve éternelle; les ponts, les terrassements, les tunnels, les courbes sont destinés à la durée, et rien n'a été laissé au hasard, rien ne trahit la hâte de la négligence

ni la besogne périssable ou de circonstance ». Ailleurs il parle d'un téléférique de 2 160 mètres de long, sans un seul point d'appui, d'une seule volée, que les ingénieurs considéraient comme impossible à installer, mais qu'effectua ce même major d'alpins qui fit sauter avec leurs occupants autrichiens le sommet du Castelleto et celui du col di Lana, par le creusement dans le roc d'un tunnel de trois cents mètres, après quatre mois de labeur diurne et nocturne ininterrompu.

Kipling aussi s'est émerveillé de ces travaux gigantesques et de leur perfection, dans des zones de haute montagne où le froid était si intense que des compagnies entières avaient parfois les pieds gelés après une courte immobilité dans l'attente d'une attaque; où un blessé qui n'était pas relevé immédiatement — question de minutes et non pas d'heures —, n'avait presque aucune chance d'échapper à la mort. Et il a parcouru ce « Carso maudit » où il semble que la limite de la résistance humaine ait été atteinte et dont le combattant italien le mieux trempé a gardé un souvenir de cauchemar. A l'inverse des cimes alpestres, c'est ici le règne de l'aridité brûlante. Ni eau ni terre végétale, pas un arbre à l'horizon; partout un roc si dur qu'il faut employer la dynamite pour y creuser de sommaires tranchées; l'été, une telle sécheresse que des mouvements offensifs furent arrêtés par la soif. « Les hommes allèrent de l'avant jusqu'au moment où ils suffoquèrent dans la poussière. » Et alors, en 1917, des pompes à vapeur établies dans les rares villages diffusaient l'eau jusqu'aux premières lignes grâce à tout un réseau de tuyaux. En vérité, le front italien, par ses aspects tragiques, eût pu fournir à Dante de nouveaux thèmes d'inspiration pour son *Enfer*.

Un peuple de bâtisseurs qui s'est raidi durant trente mois dans un tel effort, une armée improvisée qui a supporté sans faiblir de telles épreuves et qui, par un coup de surprise de l'ennemi, par une de ces manœuvres stratégiques foudroyantes que ses propres chefs militaires n'avaient pu ou su imaginer, voit détruire en quelques jours le fruit de tant de souffrances et de tant de morts, eût bien pu céder au découragement. Il n'en fut rien. Et l'on comprend que le

général Cadorna, sans se laisser abattre, lui non plus, ait sans doute trop tardé à ordonner le repli général de ses troupes au-delà du Tagliamento, à fin octobre 1917, en invoquant cette excuse : « Mon esprit et mon cœur se révoltaient à la pensée d'abandonner le terrain conquis en deux ans et demi de luttes sanglantes. » Ce stoïcien, dur à lui-même comme aux autres, aimait passionnément sa patrie et racheta ses erreurs passées par son calme devant le désastre imprévu. Mais ce désastre même, dans lequel il est d'une impardonnable injustice de résumer, comme le font trop d'esprits prévenus ou mal informés, le drame aux péripéties multiples que fut pour l'Italie la guerre qui devait achever son unité, allait permettre au peuple italien de donner plus pleinement encore la mesure de sa valeur profonde.

La surprise de Caporetto (24 octobre 1917).

Les causes militaires du revers de Caporetto étant aujourd'hui parfaitement connues ont permis de ramener à leur juste importance les causes morales, qui avaient tout d'abord et très injustement attiré presque sur elles seules l'attention des observateurs du dehors. C'est tout à fait à tort que le secteur où se produisit la rupture du front italien fut donné à l'origine comme muni d'organisations défensives particulièrement fortes. Au contraire, et jusqu'au dernier moment, le G.Q.G., qui ne croyait pas à une attaque ennemie de ce côté, y avait laissé des effectifs notoirement insuffisants. Le général Capello, chef de la II[e] Armée, fervent adepte de « l'offensive à outrance », gardait le désir, depuis son brillant succès de la Bainsizza, d'élargir celui-ci avant l'hiver, par une nouvelle attaque partant des pentes septentrionales du fameux plateau, et dans ce dessein avait massé six corps d'armée sur neuf dans la partie du secteur qui lui était dévolue, tandis que l'offensive austro-allemande le devancera au Nord, ne trouvant devant elle que deux corps d'armée aux contingents réduits et un en réserve. L'accord définitif entre le généralissime et lui sur les mesures à adopter n'adviendra qu'à la veille même de la bataille. Le plan de

l'ennemi, qui jusqu'alors a réussi à donner le change sur ses intentions — notamment par des préparatifs d'envergure sur le front du Trentin où se tient en permanence l'empereur Charles —, est à ce moment connu dans ses grandes lignes du commandement italien, grâce aux renseignements d'officiers déserteurs d'origine roumaine, mais celui-ci n'a plus le temps matériel de modifier son dispositif et les unités amenées en grande hâte de positions souvent fort éloignées ne pourront sur aucun point, tant l'attaque est brutale et ses moyens imprévus, rétablir la situation. A cette époque, grâce à l'écroulement du front russe et à l'aide puissante de l'Allemagne, la supériorité numérique est, d'ailleurs, passée du côté autrichien, tant en hommes qu'en artillerie.

L'effet de surprise se trouvera augmenté au début de l'offensive par le large emploi de gaz toxiques, dont auparavant il avait été fait très peu usage sur le front italien (ils y apparaissent le 29 juin 1916 pour la première fois) et par celui du *minenwerfer*, qui y était entièrement nouveau.

Enfin, les conditions naturelles joueront elles-mêmes constamment en faveur de l'assaillant. Au matin du fatidique 24 octobre 1917, une pluie diluvienne et une brume épaisse noient la vallée de l'Isonzo, où une division allemande réussit à s'infiltrer sans rencontrer de défenseurs et sans être vue des hauteurs qu'occupe l'armée Cadorna. Chacune des batteries italiennes, repérée par avance, est écrasée dans le brouillard sous une pluie de feu, tandis qu'elles-mêmes en sont réduites à tirer au hasard. Plus tard, quand les Italiens refluent vers le Tagliamento, ils trouvent le fleuve en forte crue et plusieurs ponts emportés; quand les Autrichiens y arrivent à leur tour, les eaux ont baissé de moitié et peuvent par endroits être passées à gué.

En contrepartie de ces circonstances hostiles, faites pour déconcerter les troupes les plus solides, il faut toutefois noter que leur succès foudroyant prit au dépourvu les Austro-Allemands eux-mêmes, qui, afin de poursuivre l'ennemi en déroute, manquaient de cavalerie, d'automitrailleuses et de matériel de ponts. Ce dernier ne fut demandé (en Roumanie) par le commandement allemand que le 24 octobre, tandis

que commençait l'offensive, et ne pourra être acheminé que le 28. Entre certaines divisions, les liaisons s'établissaient par de simples estafettes à cheval, comme pendant la guerre de 70. Il ne fait pas le moindre doute que si les moyens de poursuite avaient existé chez les assaillants, leur offensive eût égalé par ses résultats celle des troupes germaniques sur le front anglo-franco-belge en mai 1940 et positivement annihilé l'armée italienne au lieu de lui faire seulement 335 000 prisonniers, de lui causer 40 000 tués, 91 000 blessés, de débander en outre 300 000 hommes et de capturer les deux tiers de ses approvisionnements, massés en très grande partie à proximité du front de l'Isonzo.

La déroute proprement dite, avec ses épisodes douloureux, pitoyables ou honteux — et quelquefois tragi-comiques à force d'imprévu —, ne devint telle cependant qu'après la prise ou le débordement de toutes les positions-clés de la défense italienne, lorsque apparut la nécessité d'un repli général. Avec le mélange forcé des unités et la cohue des réfugiés civils encombrant les routes, avec la police défectueuse ou nulle de l'arrière, la fuite précipitée de services peu exposés mais peuplés d'embusqués pris de panique, qui la répandent autour d'eux, commença seulement la débandade d'une grande partie de la II[e] armée. Jusque-là on n'y avait noté que des défaillances isolées, marquant plutôt le désarroi devant l'imprévu que la volonté de trahir ou de s'abandonner, et de nombreux contingents, même entièrement cernés, luttèrent jusqu'au bout avec une énergie indomptable. D'autres, pour occuper les positions nouvelles qu'on leur avait assignées, se frayèrent un chemin sans se laisser entamer à travers les pires difficultés : telles ces deux divisions de la réserve générale stationnées auprès de Palmanova, au sud d'Udine, et qui sont acheminées le 26 octobre vers le Monte Maggiore, soit par camions, soit à marches forcées coupant les lignes de retraite par où s'écoulent, avec les restes de la II[e] armée, les bandes de réfugiés et de fuyards, et arrivant néanmoins au complet à destination, le 29 au soir, afin de former un corps spécial dont le rôle sera capital dans la suite pour ralentir l'avance ennemie. En somme, les

mêmes aspects qui réapparaîtront en France, sur une plus large échelle, du 12 mai au 20 juin 1940, et qu'aujourd'hui les Français connaissent par expérience.

La résistance sur le Piave.

Fort heureusement, la III[e] armée italienne, aux ordres du duc d'Aoste, avait pu opérer une retraite en bon ordre, le long de la côte adriatique, et se ressouder à la IV[e] derrière le Piave. Le front se trouvait raccourci de 200 kilomètres. A l'abri de cette défense improvisée par des troupes restées intactes, les débris de l'armée Capello pourront se reformer à l'arrière et bientôt rentrer en ligne. A la mi-novembre, lorsque les Austro-Hongrois, ayant aussi consolidé leurs nouvelles positions sur la rive gauche du Piave, tenteront de franchir le fleuve, ils seront partout repoussés farouchement. Les jeunes recrues de la classe 1899 rivalisent avec les vétérans d'entousiasme et d'élan. Les chefs maintenant se font tout à tous. Un général, Vaccari, dit à ses collègues : « Si cette fois la résistance échoue, il ne nous reste qu'à arracher nos insignes et à combattre comme simples soldats. » Dans le même esprit, deux autres généraux, parmi les plus dignes, ne voulant pas survivre à la défaite, s'étaient suicidés. Par tout le pays, le premier accablement passé, se produit aussi un magnifique sursaut de fierté et de zèle pour surmonter l'épreuve. Le moral du soldat, au front et à l'arrière, devient l'objet de soins assidus et intelligents. Les égarés reprennent conscience de leur devoir, tandis que cessent le favoritisme et l'obstination dans les vieux errements qui avaient pour une large part préparé la défaite.

Les Autrichiens s'étonnent de ce réveil et le croient un feu de paille. Le 14 novembre, le *Budapesti Hirlap* écrit que la réaction de l'esprit national italien ne l'a pas étonné, car c'est un phénomène latin; mais la blessure reste ouverte et, passé la première ardeur, le découragement suivra, avec ses conséquences peut-être irréparables.

Ce pronostic devait s'avérer trompeur. Sur tous les terrains, les lendemains de Caporetto forment un des plus

beaux moments de l'histoire italienne contemporaine. Le pays s'est dressé et regroupé seul. Au front, le concours rapide de quelques divisions alliées — une douzaine, qui plus tard seront réduites à six —, lui a certainement été précieux mais davantage comme concours moral que comme appoint militaire. Ces divisions ne seront, d'ailleurs, pas engagées dans les opérations proprement dites de fixation des nouvelles lignes de défense mais tenues en réserve dans la région de Vicence, sur la volonté judicieuse du maréchal Foch, et portées sur le Piave après le 21 novembre seulement. « Il n'est pas discutable — a prononcé l'historien français de Caporetto, le colonel Conquet, et ce jugement devrait couper court à toute glose tendancieuse —, que la bataille d'arrêt sur le Piave a été exclusivement gagnée par les troupes italiennes. »

Pendant les mois d'hiver, l'effort de consolidation de l'armature morale et militaire du pays ne se ralentit pas. Le nombre de ses divisions en ligne est porté à 70, celui de ses pièces d'artillerie s'élève de 4 000 à 6 000, malgré les lourdes pertes de matériel subies à l'automne. De sorte que lorsque se déclenche, à la mi-juin 1918, la nouvelle offensive autrichienne, brutale et désespérée, mais cette fois sans appui allemand, contre les positions du Piave, les Italiens y résistent de nouveau héroïquement. Les forces en hommes et en canons sont maintenant égales des deux côtés. C'est donc bien le facteur moral et l'intelligence dans la conduite du combat qui décideront. La décision se prononce en faveur de l'Italie.

L'importance de l'événement, souvent sous-estimée dans les pays alliés, n'échappa pas aux chefs de l'armée allemande, dont le témoignage est cité dans tous les manuels d'histoire italiens avec un légitime orgueil. Le maréchal Hindenburg a écrit de l'échec autrichien sur le Piave : « L'adversaire savait comme nous que l'Autriche-Hongrie avait par cette attaque jeté dans la balance de la guerre tout le poids de ses armées. Dès ce moment la monarchie danubienne avait cessé d'être un danger pour l'Italie. » Ludendorff, dans ses *Souvenirs de Guerre*, est encore plus net : « Quand nous arriva

(au G.Q.G.), dès le second jour de la bataille, la nouvelle que l'offensive avait échoué et que les troupes austro-hongroises du groupe d'armées du maréchal Conrad sur lesquelles nous comptions le plus, avaient été si durement éprouvées... qu'elles étaient incapables d'un nouvel effort, nous sentîmes que la partie était perdue. La décision, qui jusqu'alors devait être attendue sur le front de France, tout à coup se déplaçait, assumant, par ses répercussions, les plus vastes proportions sur le front italien... De plus graves nouvelles sur la portée de la défaite autrichienne nous parvinrent les jours suivants. On ne pouvait plus escompter des envois de contingents austro-hongrois sur notre front. Il était même douteux que l'Autriche pût résister à une forte attaque italienne. Et si l'Autriche, comme nous avions lieu de le craindre, s'écroulait, *la guerre était perdue*. Pour la première fois nous eûmes la sensation de notre défaite. Nous nous sentîmes seuls... »

Vittorio Veneto (24-29 octobre 1918).

Le 24 octobre 1918, un an jour pour jour après Caporetto, le généralissime italien déclenche l'action offensive qui aboutira à Vittorio Veneto et à la signature de l'armistice italo-autrichien. La supériorité numérique est maintenant passée du côté italien : 40 divisions dans le secteur d'attaque contre 35, 5 000 canons contre 2 500 environ. Mais surtout la supériorité du moral est écrasante.

L'armée italienne s'est complètement ressaisie et la conviction d'une victoire imminente et décisive y est générale, entretenue par la présence à ses côtés de divisions alliées — qui, cette fois, prendront une part importante à la bataille —, et par les résultats déjà obtenus sur les autres fronts depuis l'été. En face d'elle, une armée qui contient encore, certes, des éléments solides et des chefs courageux, mais dont une bonne moitié a été profondément entamée par la propagande nationalitaire; qui n'aspire plus qu'à la paix et à l'indépendance et qui sait qu'elle a derrière elle un pays en révolution. Le recul allemand en France, ininter-

rompu depuis la fin de juillet, la défaite bulgare sanctionnée par l'armistice du 30 septembre à la suite de l'offensive de Macédoine, l'afflux constant des troupes américaines en Europe ne laissent plus aucun doute sur l'issue du gigantesque conflit.

Vittorio Veneto a donc en soi beaucoup moins d'importance que la résistance heureuse des troupes italiennes aux assauts autrichiens en novembre 1917 et en juin 1918. Le commandement autrichien savait si bien que la partie était perdue d'avance et que les troupes ne combattraient plus que pour l'honneur, qu'il avait déjà ramené bien en arrière du front avant l'attaque italienne les batteries d'artillerie lourde, pour essayer de les soustraire à la capture de l'ennemi — sans d'ailleurs y réussir —, et que les pièces officielles accréditant les plénipotentiaires austro-hongrois chargés de signer l'armistice étaient datées du *13 octobre* alors que l'offensive italienne commença le 24!

Celle-ci débute vigoureusement au mont Grappa, charnière du front italien, et d'abord échoue. Elle se poursuit du 26 au 29 octobre sans avantage décisif, tandis que sur la ligne du Piave les tentatives de franchissement du fleuve, alors en crue, n'obtiennent aussi que des succès partiels. Les ponts, péniblement jetés, sont aussitôt détruits par le feu ennemi ou emportés par les eaux. Mais un heureux mouvement stratégique du général Caviglia permet à un corps d'armée d'élargir la tête de pont déjà établie par les troupes anglo-italiennes de Lord Cavan, depuis la matinée du 27, en face des Grave di Papadopoli, large zone sablonneuse où les nombreux îlots qui divisent le Piave en facilitent le passage. Mission est donnée à ce contingent de remonter vers Conegliano afin de menacer les arrières de l'ennemi et de permettre à la masse principale d'attaque, la VIII[e] armée, groupant à elle seule 14 divisions, qui n'avait pu réaliser aucun progrès sur la rive gauche du Piave, de le franchir à son tour. La manœuvre réussit parfaitement et dès lors la défaite des Autrichiens est acquise. Leur demande d'armistice est présentée dans la soirée du 29 octobre. Il est signé le 4 novembre à Padoue.

Beaucoup d'Italiens et un plus grand nombre d'étrangers se sont rencontrés pour opposer Vittorio Veneto, « victoire de l'état-major » — selon le mot de Prezzolini —, sur une armée en dissolution, au Piave, « victoire de combattants » sur des troupes encore redoutables, et pour dénier toute signification à la première. Il est certain, nous l'avons dit, qu'entre les succès italiens celui qui fut capital n'est pas celui qu'on présente habituellement comme tel. Mais si la propagande nationaliste a gonflé les actions militaires de la fin octobre 1918 au-delà de toute mesure, si elle a répété à satiété — sans d'ailleurs convaincre personne hors d'Italie —, que Vittorio Veneto avait décidé du sort de l'Entente ou à tout le moins épargné un cinquième hiver de guerre dans les tranchées, c'est beaucoup parce qu'elle trouvait en face d'elle, à l'étranger et notamment en France, une opinion publique qui de l'effort italien ignorait à peu près tout et le sous-estimait avec une tranquille injustice.

Et cependant, au terme de trois ans et demi d'une lutte épique, où plus d'une fois la nation a côtoyé les pires écroulements, l'Italie a compté plus de 500 000 morts. Sur ses 950 000 blessés, il demeurera près de 220 000 mutilés. Les pertes de sa marine marchande, dépassant 900 000 tonnes, atteignent 59 % du tonnage total dont elle pouvait disposer, alors que les pertes anglaises ne sont que de 42,6 % et celles de la France de 39,5 %. Sa dette publique enfin, entre le 1er août 1914 et le début de 1919, passe de 14 à 63 milliards de lires-or. De cette somme de sacrifices, quelle contrepartie recueillera l'Italie? Ce sera le drame des lendemains de la guerre et, après la victoire des armes, les pénibles péripéties d'une double désunion, entre alliés d'hier et entre Italiens eux-mêmes, qui, par un étrange paradoxe, laisseront le pays aussi déprimé qu'au lendemain de ses plus graves défaites.

La politique intérieure.

La chute de M.Salandra, le 20 juin 1916, n'avait pas été provoquée seulement par les leçons de l'offensive austro-

allemande au plateau d'Asiago, qui avait déjà mis en lumière bien des déficiences du haut commandement. On reprochait en outre au président du Conseil, comme à Sonnino, de demeurer un homme de cabinet, sans contact suffisant avec le pays, de lui cacher l'état réel des choses, de ne pas croire à l'utilité de la propagande auprès des masses. La coalition des neutralistes, qui l'abattit au Parlement et apparut comme une revanche du giolittisme, fut épaulée par d'assez nombreux interventionnistes, qui souhaitaient une action plus énergique contre le défaitisme et les intrigues de l'intérieur.

Le ministère Boselli, qui lui succéda, innova par sa composition et par ses méthodes. Très nombreux, il réalisait de la droite à la gauche une sorte d'union sacrée, d'où n'étaient exclus que les socialistes officiels et les giolittiens trop accusés. Mais surtout, il comprenait le chef du groupe catholique, Filippo Meda, avocat milanais, dont l'adhésion lui apportait une force morale considérable, et le plus marquant des socialistes réformistes, Bissolati, définitivement séparé de ses anciens camarades de combat. Les ministres se répandirent bientôt par toute l'Italie en discours propres à exalter la fibre patriotique et même d'anciens collaborateurs de Giolitti, comme Luzzatti et Nitti, les imitèrent. Un rapprochement plus étroit s'opéra avec les Alliés, marqué par la déclaration de guerre à l'Allemagne, jusqu'alors différée (28 août) et par la participation de l'Italie à l'expédition de Salonique. Des arrestations d'antimilitaristes agissants, les instructions données aux préfets pour qu'ils imposent à tous leurs administrés une plus sévère discipline de vie, l'effort intensifié pour la production du matériel de guerre et des denrées indispensables à la consommation parurent avoir instauré dans le pays entier une atmosphère renouvelée.

Cette impression d'euphorie dura peu. Bientôt les cabales reprenaient à Montecitorio. La campagne pacifiste des socialistes ne cessait pas, menée surtout par le directeur de l'*Avanti*, Serrati, et le secrétaire général du parti, Costantino Lazzari, tandis que les chefs parlementaires, Turati et

Treves, hésitaient davantage à miner la résistance intérieure du pays sous prétexte de hâter l'heure de la paix.

A la vérité, il manquait à l'Italie un Clemenceau, décidé à « faire la guerre » et rien que cela. Plus encore qu'en France, la situation l'eût exigé, puisque le pays n'avait pas connu l'élan unanime qui souleva le nôtre en 1914. Un vieillard débonnaire, comme Boselli, un juriste discoureur et affable avec tous, comme Orlando, n'étaient point à la hauteur de conjonctures si difficiles et parfois si tragiques. Ce dernier, ministre de l'Intérieur, fut bientôt pour sa faiblesse le point de mire des attaques convergentes de tous les éléments interventionnistes, ce qui ne devait pas l'empêcher de devenir président du Conseil à la chute du cabinet Boselli, le 1er novembre 1917, au lendemain de Caporetto. Il s'adjoignait, comme ministre du Trésor, M. Nitti, astre alors montant de la constellation politique et giolittien réticent mais économiste de valeur indiscutée.

La propagande nationaliste.

Comme si le défaitisme virulent des socialistes eût agi sur eux à la manière d'un réactif, les nationalistes, en cette année 1917, s'abandonnaient à des vues expansionnistes de plus en plus délirantes. La victoire n'était même pas en vue que déjà, non contents de considérer la Dalmatie comme acquise, ils hypothéquaient au profit de l'Italie un tiers de l'Asie Mineure entre Smyrne et Alexandrette, poussaient à l'annexion de l'Albanie et échafaudaient des rêves d'empire africain difficilement conciliables avec le maintien des nouvelles alliances de leur pays. La connaissance des clauses prétendument secrètes du traité de Londres ayant, par ailleurs, arrêté net la collaboration militaire italo-serbe, escomptée par les autorités italiennes en engageant la guerre — et ses difficultés n'en furent pas médiocrement accrues —, les nationalistes avaient en même temps commencé une campagne de dénigrement contre les Yougoslaves, qui ira s'intensifiant jusqu'à 1922 et que seule l'autorité de

Mussolini fera cesser lorsque l'heure lui paraîtra venue d'y mettre une sourdine.

Les rapports tendus des deux gouvernements n'empêchèrent pas néanmoins la marine italienne de prêter un concours étendu et précieux, à la fin de 1915, au sauvetage des débris de l'armée serbe, refluant de la Serbie, envahie une seconde fois, et du Monténégro vers Corfou.

Saint-Jean-de-Maurienne.

Bientôt Sonnino estima qu'il ne pouvait pas différer plus longtemps de s'accorder avec les Alliés sur la zone d'influence qui, au règlement de la paix, serait reconnue à l'Italie en Asie Mineure et dont le traité de Londres posait seulement le principe. La rencontre eut lieu à Saint-Jean-de-Maurienne, les 19 et 20 avril 1917, entre le ministre italien des Affaires étrangères et les chefs de gouvernement anglais et français, qui étaient à l'époque Lloyd George et M. Ribot. Ce fut l'épreuve décisive de la collaboration interalliée, dont les conséquences retentiront sur plusieurs générations.

Le prétexte lui-même de la rencontre était d'importance secondaire. On y vécut la plus frappante réplique de la fable où deux compagnons se partagent les dépouilles d'un ours avant de l'avoir tué. Les complices, cette fois, étaient trois, et même quatre, car le Russe, absent pour cause de révolution, n'était pas le moins avide. On sait qu'en mars 1915, il avait déjà exigé pour sa part Constantinople et l'ouverture des Détroits, ainsi que la partie septentrionale de l'Asie Mineure, confinant à la mer Noire, comme zone d'influence. La France et l'Angleterre avaient dépecé le reste, par un traité secret du 16 mai 1916, qui avait aussi prévu la part de l'Italie autour d'Adalia et de la Cilicie, sur quoi elle avait acquis des « droits » depuis plusieurs années déjà. Un dernier accord anglo-franco-russe, vieux seulement de quelques jours (6 mars 1917), avait achevé de préciser les limites du futur partage et prévu en Arabie l'érection d'un royaume arabe, évidemment sous tutelle anglaise.

Sonnino allait donc être mis d'abord au courant de ces diverses conventions secrètes conclues en dehors de lui. Il ne fit pas trop de difficultés à les ratifier — bien que leur acceptation officielle par l'Italie n'ait été donnée que plusieurs mois après, le 18 août —, car la part de son pays était elle-même considérable. On ne lui accordait ni Alexandrette, réservée à la France, ni l'Arménie, mais Smyrne devenait le centre des futures concessions italiennes, ce qui, avec la possession confirmée du Dodécanèse, lui assurait — sur le papier — dans le Moyen-Orient une situation extrêmement forte.

Ces fantasmagories ne constituaient pas cependant le point délicat — ni important — de la rencontre. Il fallait aussi informer le ministre italien des Affaires étrangères des offres de paix séparée que le nouvel empereur d'Autriche, Charles, qui avait succédé depuis peu à son oncle François-Joseph, venait de faire transmettre à Paris par le prince Sixte de Bourbon-Parme, son beau-frère, officier dans l'armée française. Le gouvernement français avait eu beaucoup de peine à admettre comme sérieuse une démarche aussi compromettante pour son auteur à l'égard de son allié allemand et exigea d'être mis en présence d'une lettre autographe de l'empereur Charles pour y ajouter foi. L'empereur écrivit la lettre. Dès lors, il n'y avait plus honnêtement moyen de refuser d'examiner une proposition susceptible d'amener la fin de la guerre, à une heure où les forces en présence, épuisées déjà par une lutte de deux ans et demi, semblaient s'équilibrer exactement. Mais la défection prochaine de la Russie allait momentanément faire pencher la balance du côté des Empires centraux, dans l'attente de l'intervention américaine.

On ne pouvait toutefois traiter sans l'accord de l'Italie et celui-ci apparaissait extrêmement douteux. En effet, il était impensable que l'empereur Charles ratifiât intégralement les avantages accordés à l'Italie par le traité de Londres sans se déconsidérer aux yeux des autres peuples de la monarchie et provoquer chez lui une révolution intérieure. Il ne pouvait céder ni Trieste, ni la Dalmatie, ni la fron-

tière du Brenner. Mais alors on en serait revenu aux propositions de mai 1915, légèrement améliorées, c'est-à-dire ce que l'Italie avait été en mesure d'obtenir de son ex-alliée sans lui faire la guerre.

La réponse de Sonnino, lorsque Ribot l'eut informé de la démarche autrichienne, fut ce qu'on devait attendre. Il objecta avec indignation qu'y donner suite serait non seulement l'acculer à une humiliante démission, mais provoquer à coup sûr une révolte du sentiment national en Italie, dont il était impossible de prévoir les conséquences.

Sonnino devait jouer à plusieurs reprises de la menace de démissionner et, chaque fois, il faisait plier les Alliés. C'est que ceux-ci le savaient entêté et autoritaire, mais loyal. Le souvenir de 1866 était constamment présent à son esprit. Pas plus que La Marmora et Ricasoli n'avaient consenti à recevoir de Napoléon III la Vénétie sans combattre, Sonnino ne s'était arrêté à l'idée d'achever sans guerre l'unité territoriale de l'Italie. Mais il n'avait pas vu au-delà. Et les Alliés craignaient que la paix séparée, dont Sonnino ne voulait pas avec l'Autriche, ne fût signée par giolittiens et socialistes avec elle *et avec l'Allemagne*.

Une autre issue eût peut-être été concevable avec un homme d'Etat italien désireux, comme Sonnino, que l'Autriche-Hongrie ne disparût pas de la carte d'Europe, mais résolu à en vouloir aussi les moyens, dont la tentative de l'empereur Charles représentait le dernier : c'eût été, au lieu de s'enfermer dans les visées irrédentistes et les rochers dalmates, d'offrir à l'Italie de vastes avantages économiques ou coloniaux, par exemple de renoncer en sa faveur au bénéfice de l'accord tripartite anglo-franco-italien de 1906 sur les zones d'influence en Abyssinie et d'abandonner ce pays exclusivement à la sienne; ou de lui promettre une des plus importantes colonies germaniques, telles que l'Est-Africain allemand, confinant à la Somalie, et un régime de faveur pour ses colons à Madagascar, semblable à celui dont ils jouissaient en Tunisie; ou toute autre combinaison analogue, qui n'aurait pas visé seulement le bien d'autrui. Un tel accord pouvait tenter les hommes d'affaires de l'entou-

rage giolittien, les Bertolini, les Volpi et autres « réalisateurs », tandis que l'autorité du chef, avec l'appui certain du Vatican, aurait maté les résistances nationalistes à la survie de l'Autriche, résistances que n'appuyaient à ce moment ni des prétoriens armés ni un prolétariat asservi.

Mais cela aussi était impensable dans l'état de l'opinion anglaise et française. On eût crié à la démence, à la trahison. En 1886, alors qu'il suivait à Paris les cours d'Albert Sorel, le jeune Austen Chamberlain avait été vivement frappé de l'observation du maître historien que la désagrégation de l'Autriche-Hongrie pourrait bien être le prélude de l'effondrement de l'Empire britannique. Un obscur pressentiment de cette vérité, également applicable à la France et prévue pour elle dès le Second Empire par nombre d'esprits lucides, avait suffisamment pénétré le monde conservateur britannique pour que l'amitié envers l'Autriche y fût traditionnelle et la disparition de ce pays envisagée comme très fâcheuse. Mais un Lloyd George n'était nullement l'héritier de ces traditions, que la propagande nationalitaire et maçonnique contre un Etat clérical sans unité ethnique combattait vigoureusement des deux côtés de la Manche. Celle-ci devait l'emporter d'autant plus aisément que le Foreign Office, moins encore que le Quai d'Orsay, n'a jamais brillé par les vues à longue portée. On y triomphe par obstination des difficultés immédiates en laissant grandir les périls futurs.

La chose se vérifia une fois de plus en 1917. M. Ribot, de son côté, était, lui aussi, trop honnête homme pour vouloir manquer d'égards envers un allié. Il enterra l'offre autrichienne et passa à l'ordre du jour.

L'épisode devait cependant entretenir une séquelle de rancœurs entre France et Italie. Les nationalistes italiens nous en voulurent d'avoir même accueilli la démarche de l'empereur Charles et commencé des pourparlers. De soupçonneux politiciens français prétendirent qu'en réalité la paix séparée avait été d'abord envisagée par Rome. Les deux ordres de griefs étaient également inconsistants. La conduite des dirigeants franco-anglais fut en l'occurrence peut-être maladroite, mais sans équivoque. Du côté italien, des élé-

ments irresponsables souhaitèrent certainement, durant toute la guerre, la terminer à l'avantage de l'Italie par un nouveau « retournement des alliances », selon une habileté coutumière aux ducs de Savoie (voir guerre de Succession d'Espagne et autres), mais jamais Sonnino ne s'y prêta, si même il en eut connaissance.

Occupation de l'Albanie.

Au moment des accords de Saint-Jean-de-Maurienne, une action concertée entre éléments libéraux anglais et italiens, auxquels se joignit temporairement le groupe de l'*Idea Nazionale*, était d'ailleurs commencée pour provoquer de l'intérieur la dissociation de l'Autriche-Hongrie en poussant à l'extrême le mouvement nationalitaire. Nous y reviendrons.

Mais avant que cette action eût pris tout son développement, un autre « but de guerre » des interventionnistes d'extrême droite avait reçu satisfaction avec l'établissement — éphémère — du protectorat italien sur l'Albanie.

Le pays intéressait depuis longtemps le gouvernement de Rome et l'on se souvient qu'une clause des accords de Londres attribuait à l'Italie Valona et son *hinterland*, ainsi que l'îlot de Saseno, tandis que, dans les négociations avec l'Autriche, M. Sonnino avait même obtenu le désintéressement complet de celle-ci à l'égard du territoire albanais, qui, depuis le 31 août 1914, se trouvait sans souverain à la suite du départ forcé du prince de Wied et où régnait le plus grand désordre.

L'agitation était intense surtout dans ce que les Grecs appelaient l'Epire du Nord, où des bandes soudoyées par eux entretenaient un régime de terreur préludant à la mainmise d'Athènes sur le pays. Cette région était précisément celle de Valona. Ne voulant pas s'y voir devancé par un Etat rival, M. Salandra, avec l'accord des grandes puissances de l'Entente, avait fait débarquer dans la ville le 29 octobre 1914 une « mission sanitaire » italienne et un contingent de 200 marins. Presque en même temps, M. Venizelos,

sous le même prétexte humanitaire, envoyait des forces régulières occuper Argyrocastro.

On ne pouvait en rester là, d'autant que les rapports italo-grecs s'aigrissaient de plus en plus et que, la Grèce une fois débarrassée par les Alliés du roi Constantin, les ambitions expansionnistes de M. Venizelos s'opposaient directement en Asie Mineure comme en Albanie à celles de l'Italie. Au début d'octobre 1916, les Italiens remplacèrent les Grecs dans la partie méridionale de l'Albanie (Epire du Nord), occupant Argyrocastro, Santi Quaranta, Delvino et plusieurs autres villes. Enfin, le 5 juin 1917, le général commandant le corps d'occupation en Albanie proclama « l'unité et l'indépendance de toutes les populations albanaises sous la protection de l'Italie ».

Les éléments démocratiques du ministère Boselli virent dans ce nouvel exploit de la diplomatie secrète de leur collègue des Affaires étrangères une offense à leurs principes et la preuve évidente de la parité de vues entre lui et les agitateurs nationalistes. Les ministres réformistes Bissolati et Bonomi démissionnèrent, ainsi que le républicain Comandini. Après quatre jours de pourparlers, le président du Conseil finit par les réconcilier et par faire revenir les transfuges sur leur décision. M. Sonnino expliqua devant la Chambre que l'Italie resterait à Valona, mais qu'elle ne se proposait nullement d'établir sur l'Albanie un protectorat définitif. Il s'agissait seulement d'y empêcher l'ingérence de tierces puissances, que l'anarchie du pays favorisait, en attendant qu'il pût s'y établir un régime stable et réellement indépendant. Une fois de plus, le Parlement italien comme les chancelleries étrangères firent crédit à la loyauté de M. Sonnino.

L'effort de dissociation des nationalités d'Autriche-Hongrie.

Le député libéral Giovanni Amendola, plus tard ministre de M. Facta et victime du fascisme, a exposé sans ambages, dans une précieuse brochure consacrée au *Pacte de Rome*, les buts que se proposèrent les hommes qui, comme lui,

allaient s'employer activement à partir du début de 1917 à provoquer l'éclatement intérieur de l'Autriche-Hongrie, en présence des résultats insuffisamment rapides de la lutte par les armes.

« Il s'agissait, en premier lieu — a-t-il écrit —, de convaincre nos alliés et associés que la conservation de l'Autriche-Hongrie était incompatible avec la conclusion d'une paix juste et durable,... d'éliminer de la politique française et anglaise le poids d'une tradition séculaire et d'éclairer la politique américaine qui, ignorante des problèmes européens, semblait portée à épargner l'Autriche par une curieuse équivoque fédéraliste, et en tout cas dominée par des propagandes nationales qui nous étaient hostiles... Il s'agissait enfin de lutter contre certaines grandes forces internationales obstinées, comme la haute banque et l'Eglise catholique. » Pour persuader l'Entente que son austrophilie était une erreur et « la contraindre à une croisade antiautrichienne menée jusqu'au bout, il fallait la voix concordante de toutes les nationalités opprimées par les Habsbourg, finalement réconciliées dans la révolte contre leur commun oppresseur ».

On voit quelles étaient l'ampleur et les ramifications idéologiques du dessein formé d'abord dans la rédaction du *Corriere della Sera* et servi à Londres par de brillants publicistes tels que Seton Watson et Wickham Steed, l'ancien directeur de la politique étrangère du *Times*, qui avait longtemps séjourné à Vienne et à Rome, y comptait de très nombreuses relations dans tous les milieux et dont le livre révélateur sur *La Monarchie des Habsbourg*, interdit en Autriche, avait appris beaucoup sur les dessous de la politique austro-hongroise même aux diplomates de carrière et aux parlementaires les plus réputés.

Les difficultés n'existaient pour ainsi dire pas touchant les Polonais, les Tchèques ou les Roumains. Toutes se référaient aux rapports italo-yougoslaves. Après de laborieuses négociations, menées dans la capitale britannique autour de Wickham Steed par deux délégations officieuses, on semblait le 7 mars être parvenu à une impasse, par suite des

habitudes de marchandage déjà orientales du docteur Trumbitch, et les « honnêtes courtiers » anglais se montraient eux-mêmes découragés lorsque, le jour suivant, le négociateur croate réapparut, tenant en main et prêt à les signer les propositions italiennes qu'il avait repoussées la veille.

Le Pacte de Rome.

Ce texte constituait le « Pacte de Rome », qui sera, après une discussion de pure forme, solennellement ratifié au Capitole les 8, 9 et 10 avril 1918. Il se gardait de toutes précisions d'ordre territorial, laissées à la compétence des gouvernements, mais affirmait, d'une manière générale, pour toutes les nationalités assujetties à la domination austro-hongroise, leur « droit imprescriptible à une entière *indépendance* politique et économique », droit et aspiration auxquels l'existence de la Double Monarchie constituait « l'obstacle fondamental ».

La deuxième partie du pacte avait trait aux conventions particulières aux peuples italien et yougoslave. Il y était affirmé que l'unité et l'indépendance de la nation yougoslave présentaient « un intérêt aussi vital pour l'Italie que le parachèvement de l'unité nationale italienne pour la nation yougoslave ».

Les membres des deux délégations s'engageaient en outre à régler à l'amiable, dans l'intérêt des relations d'avenir entre les deux peuples, leurs controverses territoriales particulières, sur la base du principe de nationalité et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de manière à ne pas empiéter sur les intérêts vitaux de l'une ou l'autre nation tels qu'ils seraient définis au moment de la paix; ils affirmaient enfin que « le droit au respect de leur langue, de leur culture et de leurs intérêts moraux et économiques (serait) reconnu et garanti aux groupes de chaque peuple qui se trouveraient enclavés dans les frontières de l'autre ».

Malgré le soin extrême pris à en peser tous les termes, ce texte eût offert matière à de grandes divergences d'interpré-

tation s'il n'avait été précédé à Londres d'une discussion loyale, même à l'égard des plus importantes questions territoriales, entre les principaux négociateurs. Mais, à Rome, le petit groupe italien s'était considérablement accru et il ne présentait qu'une homogénéité artificielle. MM. Benès, Stefanik, Trumbitch, Mestrovitch, Skirmunt, etc., représentaient les diverses nationalités intéressées, tandis que la délégation italienne groupait toutes les nuances de l'interventionnisme en leurs interprètes les plus notoires, qui peu de temps après devaient militer dans des camps opposés. Pour la dernière fois, ils vont exprimer à Rome des vœux unanimes et à ce titre encore leur manifestation prend une importance historique.

Quelques-uns parmi eux représentaient la tradition mazzinienne, ou, plus largement, celle du Risorgimento, qui, en même temps que l'émancipation de la nation italienne, avait souhaité celle de toutes les nationalités opprimées d'Europe, et particulièrement des Slaves. D'autres ne voyaient dans le pacte qu'un moyen d'écraser définitivement l'Autriche, quitte à se retourner contre ses successeurs, s'ils se montraient à leur tour trop peu malléables : c'étaient les nationalistes et leurs alliés. Idéalistes et réalistes ou prétendus tels. La rupture s'opéra avant même la victoire définitive des armes italiennes et dès qu'elle parut certaine, c'est-à-dire après l'échec de l'offensive autrichienne sur le Piave, en juin 1918. L'objet premier de l'accord allait être atteint, le reste importait peu.

D'ailleurs, il avait été impossible d'obtenir l'adhésion franche de M. Sonnino à la thèse du pacte; dès lors celui-ci perdait beaucoup de sa valeur, puisque, au moment de la paix, les négociateurs italiens n'en adopteraient pas les conclusions et s'en tiendraient à la lettre des conventions de Londres d'avril 1915 — instrument diplomatique —, tandis que dès la première heure les promoteurs du « Pacte de Rome » d'avril 1918 — essai d'entente directe entre peuples —, avaient reconnu implicitement la caducité des premières.

La Note de Benoît XV aux puissances belligérantes.

Parmi les nombreuses manifestations du pape Benoît XV en faveur du rétablissement de la paix, la Note qu'il adressa aux puissances belligérantes le 1er août 1917 déborda le plan religieux et mérite d'avoir place ici, car les interventionnistes italiens les plus fougueux rendirent de ce fait le Saint-Siège en partie responsable du désastre de Caporetto.

Nous avons vu que l'on a beaucoup exagéré la part des causes morales d'un échec dû essentiellement à des causes militaires. Il est certain que la Note pontificale fut mal accueillie des gouvernements alliés, bien qu'elle se bornât à réaffirmer les principes mêmes qui inspiraient notamment la politique wilsonienne en faveur d'une « paix juste et durable » et les seules précisions qu'elle donnait pour y parvenir : la liberté des mers, la renonciation réciproque aux dettes et réparations de guerre, l'évacuation des pays occupés, le rétablissement complet de l'indépendance belge et un accord amiable sur les questions territoriales divisant la France et l'Allemagne ou l'Italie et l'Autriche, enfin la restitution des colonies allemandes, ne s'opposaient nettement ni aux buts de guerre avoués de Londres, de Paris, de Berlin ou de Vienne, ni à une future réconciliation entre belligérants. Elles ménageaient l'avenir beaucoup mieux que ne l'ont fait les traités de Versailles et de Saint-Germain. En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le chancelier Bethmann-Hollweg avait répondu au nonce Pacelli, qui l'interrogeait à ce sujet en lui remettant la Note, que la paix n'échouerait pas sur ce point si la France était disposée à une entente (mais Guillaume II se montra beaucoup moins affirmatif).

Toutefois, le seul fait de préconiser la paix alors que la guerre prenait de plus en plus le caractère d'une lutte à mort, visant à la destruction complète de la puissance politique d'un des deux groupes d'adversaires, suffisait à marquer une divergence de vues entre le Saint-Siège et les gouvernements engagés dans le conflit. On s'émut surtout en Italie de l'expression « massacre inutile » appliquée à la continuation de la lutte.

Sur les ministres et députés catholiques elle n'eut aucun effet. M. Meda, lorsqu'il prit part aux conseils du gouvernement, s'était convaincu — à tort ou à raison — que la neutralité n'aurait pu en toute hypothèse être conservée, parce que l'Angleterre, maîtresse de la mer, aurait bloqué le ravitaillement du pays et réduit l'Italie à la famine si elle ne s'était pas jointe à la Triple-Entente. Les autres dirigeants du groupe parlementaire catholique, milanais comme M. Meda — l'ingénieur Cesare Nava, ministre de l'Armement du cabinet Orlando, l'avocat Mauri, plus tard ministre de l'Agriculture, et leurs amis —, n'étaient pas davantage susceptibles de revenir sur l'attitude qu'ils avaient adoptée jusque-là. Nous croyons, au contraire, fondée l'observation d'Ernest Lémonon que « l'attitude du parti catholique ne fut pas sans influence sur la politique vaticane », à l'inverse de ce qui s'était produit dans le passé.

Dans les milieux populaires, on sait qu'il demeurait beaucoup d'illettrés, incapables de prendre même connaissance directe de la Note pontificale. Elle ne fut pas sans action cependant sur les sphères proprement ecclésiastiques, principalement sur bien des membres du bas clergé italien, déjà portés à considérer que la guerre contre l'Autriche avait été une agression injustifiée, susceptible de provoquer la colère céleste. Il put passer dans leurs ouailles quelque chose de cette conviction.

Dernières opérations dans l'Adriatique.

La guerre était pratiquement terminée, puisque la demande autrichienne d'armistice avait été présentée le 29 octobre 1918 et la vigilance de l'ennemi d'hier se relâchait un peu partout lorsque deux officiers de marine italiens — dont le courage n'est d'ailleurs pas en cause —, trouvèrent glorieux d'aller torpiller dans le port de Pola, à l'aube du 1er novembre, le cuirassé *Viribus Unitis*, l'une des plus puissantes unités de la flotte vaincue. Le surlendemain, Trente et Trieste étaient libérées.

Quelques jours après, sous la pression de l'opinion

nationaliste, l'amiral Millo, qui avait détenu le portefeuille de la Marine dans plusieurs cabinets de guerre, occupait avec des forces italiennes les ports de Fiume, Zara et Sebenico, le premier non compris, les deux autres inclus dans le traité de Londres. On ne savait pas à Rome quelle valeur aurait celui-ci aux yeux du président Wilson, qui n'en était pas signataire : le plus sûr était de s'assurer d'abord des gages.

CHAPITRE V

LA CRISE DE L'APRÈS-GUERRE (1919-1922)

Dépréciation de la victoire
Naissance des factions

Au lendemain de la guerre européenne l'Italie est un pays travaillé, plus qu'aucun autre des vainqueurs, par des forces de renouvellement. Politiquement, le régime parlementaire n'y avait été, jusqu'à une date récente (1913), qu'une façade, en ce sens que le suffrage restreint et l'énorme proportion de la paysannerie l'avaient en fait livré à des oligarchies, d'ailleurs généralement estimables, où s'atténuaient jusqu'à disparaître les différenciations purement politiques et où la monarchie continuait de jouer dans la vie nationale un rôle beaucoup plus efficient qu'en Angleterre, par exemple, ou en Belgique. Elle avait pu, avec le concours de deux ministres qui laissaient ignorer même à leurs collègues la portée de leurs engagements internatio-

naux, imposer à la nation une guerre dont les quatre cinquièmes du Parlement et de cette nation elle-même ne voulaient pas. Psychologiquement, il n'y avait peut-être pas en Europe de peuple plus foncièrement pacifique, plus rebelle aux obligations militaires, qui n'avaient pu y prendre racine, surtout dans le Midi, que par la contrainte.

Gino Capponi écrivait en 1848 à Cesare Balbo, premier ministre constitutionnel de Charles-Albert : « Il est impossible d'obtenir en Toscane plus de 2 000 soldats par an en l'état présent des choses... Les paysans, qui sont notre aristocratie, le peuple souverain, tireraient sur les Allemands (j'espère), s'ils se présentaient; mais ils n'ont nulle envie de s'enrôler. » Lambruschini, qui vivait à la campagne dans le val d'Arno, disait exactement la même chose à Ricasoli en 1860. En Sicile, durant les premières années d'unité, les conscrits aimaient mieux prendre le maquis que de se laisser encaserner. La presque totalité du contingent était réfractaire. « Plutôt porc que soldat », ce mot brutal cité par F. De Roberto dans son roman de mœurs *I Viceré* résumait le sentiment commun des insulaires. Seul le vieux Piémont possédait la fierté de l'uniforme.

Les nouvelles forces en jeu.

Ce peuple individualiste à l'extrême et foncièrement pacifique avait cependant de lointaines traditions partisanes dans les factions du Moyen Age, que trois siècles et demi de dominations absolutistes étrangères avaient assoupies, non éteintes. La folle imprévoyance des régimes impérialistes — dynastiques ou bourgeois —, en jetant les uns contre les autres les peuples européens pour une lutte à mort, allait ébranler dans tous ces peuples le respect des anciennes hiérarchies, réveiller l'instinct du meurtre et du pillage, habituer au maniement des armes ceux qui en étaient le plus éloignés. Les Italiens, pour qui cela constituait la première grande guerre nationale, avaient, de 1915 à 1918, montré que « l'antique valeur n'était pas morte » en eux, selon le mot de Pétrarque. La guerre finie, si les paysans retournent

aux champs, des légions de petits bourgeois, d'employés, d'artisans, enrôlés très jeunes et certains promus officiers avant d'avoir vraiment expérimenté la vie professionnelle, garderont le goût de l'aventure plutôt que du travail réglé. Ce sont eux qui deviendront *Arditi*, volontaires de Gabriel d'Annunzio, miliciens fascistes. Par choc en retour, des milices ouvrières se formeront qui, écrasées en 1920-1921, auront leur revanche en 1943-1944. L'Italie ne cessera plus d'être pour les guerres civiles une terre d'élection.

Du côté de ce qu'on peut encore nommer les classes dirigeantes, ce qui domine au lendemain du grand conflit, c'est le nationalisme exacerbé jusqu'à l'absurde, rebelle à toute expérience et à toute appréciation exacte du réel, conduisant le pays à une série d'impasses toutes évitables et toutes désastreuses. Du côté des masses ouvrières, c'est le mythe bolcheviste, entrevu dans un lointain mirage qui, sous la responsabilité des chefs les plus médiocres qu'ait jamais eus le socialisme italien, amènera le prolétariat ouvrier à sacrifier les solides réalisations concrètes du réformisme favorisées par Giolitti à l'espoir d'une révolution intégrale de modèle soviétique, pour quoi n'existait à l'époque en Italie aucun élément de réussite. Entre les deux mouvements extrêmes, un parti nouveau, le Parti Populaire italien, commencera d'organiser politiquement les masses catholiques et jouera à partir de 1919 un rôle « axial » de première importance.

Excitations nationalistes.

La politique étrangère avait toujours été en Italie un domaine réservé auquel le peuple ne s'intéressait pas, et le Parlement seulement par flambées, jusqu'à la naissance et au développement du mouvement nationaliste. Des deux grands partis de masses qui seront les triomphateurs des élections de 1919, l'un, le parti socialiste, voulait plus que jamais demeurer étranger aux objectifs et aux querelles des partis bourgeois, l'autre, le parti populaire, ne contenait aucun spécialiste des questions extérieures et à peine quelques

députés qui eussent séjourné hors des frontières italiennes et acquis une certaine expérience des problèmes internationaux. Il en résulta que les organes nationalistes, qui dans la matière se posaient en connaisseurs, acquirent rapidement un crédit d'autant moins discuté qu'il s'accordait avec la politique du ministre des Affaires étrangères et avec l'exaltation diffusée parmi la jeunesse combattante (ou même — et surtout — embusquée) par une victoire militaire incontestable, mais considérée d'ordinaire isolément et magnifiée dès lors outre mesure.

L'Italie était sur le terrain politique, avec les Etats-Unis, la grande bénéficiaire de la guerre. La république étoilée en retirait un immense crédit moral et même militaire, doublé d'avantages économiques. Son intervention tardive avait plus qu'aucun autre facteur assuré la victoire aux Alliés en compensant largement la défection russe. L'Italie, elle, voyait disparaître son puissant ennemi héréditaire, remplacé par une poussière de petits Etats dont aucun ne pouvait sérieusement la menacer, *si elle-même ne se posait pas à leur égard en antagoniste*. Elle allait acquérir au Nord comme à l'Est ses frontières naturelles et n'avait qu'à le vouloir non seulement pour remplacer dans la péninsule balkanique l'influence austro-allemande, mais aussi y contrebalancer l'influence française, tout au moins en certains domaines. La France, dangereusement affaiblie par ses 1 500 000 morts métropolitains — trois fois le chiffre italien pour une population égale —, et sa démographie déclinante, gardait à ses frontières une voisine au potentiel humain et industriel pratiquement intacts, malgré la perte de l'Alsace-Lorraine et de certaines provinces polonaises. L'Angleterre, tout en s'appropriant la plupart des colonies allemandes, ne résolvait pas durablement — on ne le verra que trop —, le problème de la rivalité anglo-germanique.

Ces évidences, dès le lendemain de la victoire alliée et durant tout le cours des négociations de Versailles, seront constamment voilées à l'opinion publique italienne par les contestations auxquelles donne lieu l'application du traité

de Londres, dont les plus modérés des nationalistes veulent l'exécution intégrale en y ajoutant le port de Fiume, peuplé de 24 000 Italiens, la population d'une sous-préfecture; que les autres déclarent avec d'Annunzio insuffisant à la sécurité de l'Italie, même Fiume comprise, inadéquat à l'ampleur de sa victoire; et que seuls les plus sages, mais pour l'instant les moins influents, des hommes politiques italiens, comme Bissolati — qui dès le 27 décembre 1918 a démissionné du ministère Orlando et tenté vainement d'expliquer pourquoi, le 11 janvier suivant, à la Scala de Milan —, voudraient voir remplacé par des accords de portée plus large, ayant l'agrément du président Wilson et de nature, s'il se pouvait, à n'opposer l'Italie à aucun de ses clients ou alliés naturels, avant tout autre la Yougoslavie. Car on sait bien vite à Rome que Wilson refuse de sanctionner l'attribution de la Dalmatie à l'Italie. Les critiques irritées, voire les injures, que s'étaient déjà attirées la France et l'Angleterre par suite de leur réserve devant l'ampleur croissante des ambitions et de la jactance étalées dans la presse italienne, commencent alors à se nuancer d'inquiétude et à se tourner principalement contre le président des Etats-Unis.

Cramponnés à la lettre du traité de Londres, soit par étroitesse de vues et obstination (Salandra, Sonnino), soit par faiblesse (Orlando), les représentants italiens à la Conférence de la paix finissent, surtout Sonnino, par se faire de Wilson un ennemi personnel. Les efforts de Lloyd George et de Clemenceau n'arrivent pas à aplanir le différend, et les bons mots du « Tigre » — ce terrible ironiste —, l'aigrissent plutôt. Jusqu'à ce que, devant le geste offensant et maladroit du président américain, qui s'adresse au peuple italien dans un message par-dessus la tête de ses délégués, Orlando décide, le 24 avril 1919, de reprendre le train pour Rome afin d'aller consulter le Parlement, c'est-à-dire se faire plébisciter par lui et par « le pays ». Il y réussit sans peine. Quelques socialistes patriotes, par la voix de Turati, osent pourtant le supplier de ne pas « dresser l'Italie seule contre le monde », mais sans éveiller aucun écho.

Pendant l'absence de Paris de M. Orlando, le délire de la presse italienne atteint au paroxysme. Les Alliés sont vilipendés pêle-mêle, accusés de trahison, d'ignominieux calculs, d'ingratitude monstrueuse pour le pays qui les a « sauvés » en intervenant librement dans le conflit. Préludant aux sarcasmes qui bientôt accableront dans la même presse, à l'imitation de l'organe maurrassien, la Société des Nations, Wilson est par surcroît traité d'idéologue, d'assembleur de nuées, après avoir reçu à Rome, en janvier, lorsqu'il s'y arrêta en débarquant du Nouveau Monde, un accueil délirant d'enthousiasme. On le savait opposé à tous les impérialismes et on croyait bonnement à Rome qu'il ne sévirait que contre celui des autres. Ce fut le contraire qui advint. Wilson avait cédé, après une brève résistance, aux Anglais, aux Français et même aux Japonais sur des problèmes essentiels, comptant sur la S.D.N. pour corriger les erreurs qu'il sanctionnait à contrecœur. Il ne demeura intransigeant qu'en face de l'Italie; d'où la fureur accrue des annexionnistes transalpins.

Malgré l'éclipse des membres principaux de la délégation italienne, le travail continue à Versailles à un rythme accéléré, car le président des Etats-Unis a hâte de regagner son pays. L'Angleterre fait transférer à la Grèce l'hypothèque sur Smyrne, promise naguère à l'Italie : cadeau dangereux, dont les Italiens réfléchis se féliciteront avec le comte Sforza qu'il ait été refusé à leur pays, mais geste inélégant en soi. On distribue les mandats coloniaux en négligeant de même l'allié absent. On établit le statut de la S.D.N. On va aborder le problème autrichien, capital pour l'avenir de l'Italie. Alertés par Barrère sur avis d'André Tardieu, Orlando et Sonnino finissent le 5 mai par regagner Paris en toute hâte, laissant derrière eux un pays ulcéré, humilié, tout prêt à faire cause commune avec les vaincus, bien qu'il doive demeurer, grâce aux traités de Saint-Germain (10 septembre 1919) et de Rapallo (12 novembre 1920), le plus réellement avantagé des vainqueurs européens.

Deux jours après la paix de Saint-Germain, qui laissait sans solution les problèmes adriatiques contestés (l'attribu-

tion de Trieste à l'Italie était toutefois acquise), d'Annunzio entrait à Fiume à la tête d'une légion de volontaires, pour la plupart officiers et soldats de l'armée régulière — des grenadiers de Sardaigne —, éloignés de la ville peu auparavant par décision d'une commission interalliée. Des soldats français du corps d'occupation avaient en effet été tués ou blessés au début de juillet. On avait parlé à ce propos de « vêpres fiumaines » et l'importance du contingent italien avait été réduite. Les nationalistes y virent le prélude de la perte de Fiume et voulurent réagir en plaçant les Alliés devant un fait accompli, fût-ce en ébranlant la discipline de l'armée royale. Aux troupes régulières d'infanterie, qui avaient donné le branle, se joignirent rapidement batteries d'artillerie, escadrilles d'avions, « mas », marins des navires italiens mouillés dans le port, jeunes gens de l'intérieur et un certain nombre d'aventuriers. Beaucoup pensaient revivre sans doute l'épopée des Mille. Mais les temps étaient changés et les âmes. L'esthète en quête d'émotions fortes, le jouisseur raffiné qu'avait toujours été d'Annunzio dépassait, certes, Garibaldi en culture et en valeur intellectuelle, mais il était loin d'en posséder le désintéressement et la pureté d'intentions. Le bilan de son équipée ne se soldera pas cette fois par un bénéfice pour la nation.

Le Parti Populaire.

Le 18 janvier 1919, un appel était lancé dans les organes catholiques italiens « à tous les hommes libres et forts », dont les termes ont été intégralement reproduits en plusieurs ouvrages de langue française sur la période historique que nous étudions, notamment celui de Don Sturzo, *L'Italie et le Fascisme*, traduit par Marcel Prélot.

Après un préambule rappelant l'immensité des sacrifices consentis par tous les peuples pour fonder une paix juste et durable, l'appel adhérait explicitement au programme wilsonien, rapproché de celui du pape Benoît XV dans sa Note aux nations belligérantes du 1er août 1917. « Nous rejetons, précisait-il, l'impérialisme qui crée les

peuples dominateurs et qui prépare les violentes revanches des vaincus... Nous demandons que la Société des Nations reconnaisse les justes aspirations nationales, hâte le désarmement universel, abolisse les traités secrets, assure la liberté des mers, développe la législation sociale internationale, accorde l'égalité aux travailleurs, défende la liberté religieuse contre toute oppression de secte, possède enfin la force et les moyens nécessaires pour prendre des sanctions et pour défendre les droits des peuples faibles contre la tendance agressive des forts. »

Passant aux problèmes intérieurs, après s'être félicité que l'Italie ait acquis ses frontières naturelles, l'appel énumérait les réformes essentielles capables de substituer « à un Etat centralisateur un Etat vraiment populaire » : représentation proportionnelle, vote des femmes, « Sénat électif, avec représentation directe des organismes nationaux, intellectuels, administratifs et syndicaux, réforme de l'administration et du régime judiciaire, reconnaissance juridique de la profession organisée, autonomie communale,... plus large décentralisation avec la création de régions ».

Mais il n'y aurait là, continuait-on, que de vaines et apparentes réformes si l'esprit même de la nouvelle société née de la guerre n'était pas un esprit de liberté étendu à tous les domaines de la vie publique : liberté religieuse, liberté d'enseignement, liberté d'organisation professionnelle « sans référence ou privilège à un parti déterminé », liberté communale et locale « conformément aux glorieuses traditions italiques ». Esprit symbolisé par le blason du parti, l'écu à la croix surchargée du mot *Libertas*, celui-là même de la Ligue lombarde dans sa lutte contre Frédéric Barberousse. Le P.P.I. ressuscitait la tradition guelfe, mais débarrassée de tout attirail romantique et adaptée aux problèmes des temps nouveaux.

Un paragraphe important du manifeste était consacré aux réformes jugées les plus urgentes dans le domaine de la prévoyance et de l'assistance sociale, de la législation du travail, de la constitution et de la défense de la petite propriété, où l'on préconisait notamment « la colonisation

intérieure des *latifundia* »; et il se terminait en évoquant « les principes éternels du christianisme, qui consacre la grande mission civilisatrice de l'Italie ».

L'appel était signé d'une commission provisoire où figuraient des noms notables de dirigeants d'organisations catholiques, comme le comte Grosoli, le comte Santucci, plus tard sénateurs, les députés Mauri, Rodinò, Longinotti, Bertone, futurs ministres ou sous-secrétaires d'Etat. Le secrétaire politique était Don Luigi Sturzo.

Celui-ci en réalité avait été l'initiateur du mouvement et le seul rédacteur de son programme, où l'on reconnaissait toutes les idées qui lui tenaient le plus au cœur.

Ce qui n'implique pas, bien entendu, qu'elles ne fussent pas intégralement partagées par ses amis. Le texte, très dense, se différenciait heureusement des formules coutumières aux documents de ce genre par la précision des termes associée à la hauteur de l'idéal.

Don Luigi Sturzo.

Qu'était donc ce prêtre encore jeune, déjà célèbre dans son pays à l'époque, mais complètement ignoré à l'étranger?

Un Sicilien de petite noblesse, à la culture très étendue embrassant, outre la théologie et le droit canon, la science politique, d'amples connaissances historiques, le droit constitutionnel, la philosophie, la poésie, la musique. Il avait sympathisé dès l'origine avec le mouvement démocrate-chrétien, mais s'était gardé des illusions et des déviations d'un Romolo Murri, conservant un contact étroit avec la réalité comme maire de son importante commune natale, Caltagirone, centre de quelque 50 000 habitants, et comme vice-président de l'Association des communes italiennes, création des socialistes réformistes qui étudiait les problèmes municipaux sur le plan purement administratif, où Sturzo était maître.

Mais en même temps, comme beaucoup d'illustres Méridionaux italiens, Sturzo avait le goût et la compréhension

des idées générales. Il surclassait nettement à cet égard presque tout son entourage.

Depuis plusieurs années, il était secrétaire général de la commission exécutive de l'Action catholique italienne (aux côtés du comte Dalla Torre, son président, plus tard directeur de l'*Osservatore Romano*), ce qui l'avait déjà mis en contact avec la hiérarchie, les unions professionnelles catholiques, les associations de jeunesse, etc. Pour lancer le parti non confessionnel, mais inspiré des principes chrétiens, qu'il méditait d'établir, il lui fallait évidemment l'accord du Vatican. Il l'obtint en novembre 1918, dans une conversation unique et décisive avec le cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, qu'il ne devait plus revoir par la suite, pas plus qu'il n'avait vu, avant ni après, Benoît XV. Sturzo n'était pas de ces hommes qui ont constamment besoin de se sentir épaulés par des autorités supérieures, même dans les domaines laissés à la libre initiative des fidèles. D'autre part, le Vatican connaissait d'assez longue date sa sûreté théologique et sa rectitude de jugement pour ne pas craindre qu'il fourvoie le mouvement dont il prenait la direction.

Sa qualité de prêtre, qui ne voulut jamais solliciter un mandat électif et cependant jouissait d'une autorité quasi absolue au sein du Parti Populaire, engendrera parfois, cependant, des situations en porte-à-faux. Ce sera notamment, dans la pratique, ce qui l'opposera à Giolitti, qui ne voudra pas tolérer que, non parlementaire, il inspire dans les administrations publiques des nominations à des postes parfois importants et désigne lui-même les titulaires des portefeuilles ministériels destinés à des « populaires ». Ces pratiques, devenues aujourd'hui courantes dans les groupes militarisés par la proportionnelle, heurtaient violemment les habitudes des vieux libéraux du Parlement italien. D'autant que dans tous les partis similaires de l'étranger, le chef, s'il était prêtre, appartenait lui-même au Parlement : ainsi Mgr Kaas en Allemagne, Mgr Seipel en Autriche, Mgr Nolens en Hollande, Sramek et Hlinka en Tchécoslovaquie, Korosec en Yougoslavie, etc.

Le socialisme de l'après-guerre.

Ayant adopté envers la guerre une attitude différente de celle qui prévalut dans les sections étrangères de la IIe Internationale, les socialistes italiens avaient, depuis 1917, regardé surtout vers Moscou. De France notamment on leur avait dépêché des émissaires — Marius Moutet, Marcel Cachin, alors plus proche d'Albert Thomas que de Lénine, d'autres encore —, pour essayer de les rallier à la cause de l'Entente : vainement.

En mars 1917, six mois avant Caporetto, la direction du parti, déjà encline au « maximalisme », le groupe parlementaire et la Confédération Générale du Travail, en majorité réformistes, avaient publié un manifeste exposant les revendications socialistes « pour la paix et pour l'après-guerre », qui se rapprochait beaucoup des idées développées à Zimmerwald, cette rencontre internationale du pacifisme à étiquette socialiste que les gouvernements décidés à conduire la guerre « jusqu'au bout » avaient vue de très mauvais œil. On trouve dans ce programme l'extension de certaines initiatives déjà prises sous Giolitti, quelques points communs avec l'appel du P.P.I. analysé plus haut, mais un esprit de réforme plus radical, plus aventuré, qui cependant paraîtra bientôt trop timide aux militants. Régime républicain, suffrage universel égal et direct, suppression du Sénat, élection des hauts fonctionnaires et des juges, système complet d'assurances sociales, droits de réunion, de grève et de propagande illimités, contrats collectifs de travail et minimum de salaire, expropriation des terres mal cultivées, grand programme de travaux publics formaient les principales revendications d'ordre intérieur. Celles qui concernaient la vie internationale étaient plus audacieuses et de réalisation beaucoup plus difficile. C'étaient notamment, dès que l'heure d'une paix sans annexions aurait sonné, le désarmement immédiat et simultané des Etats, l'abolition des barrières douanières, l'institution « de rapports juridiques confédéraux entre tous les Etats civilisés ».

Ce programme resta celui du parti socialiste officiel

jusqu'à l'automne de 1918. Mais au Congrès national de Rome, en septembre, la tendance « maximaliste » obtient une majorité écrasante, sous l'influence des souffrances accrues du prolétariat et du triomphe des bolcheviks en Russie. Les dirigeants jusqu'alors les plus écoutés, Turati, Treves, Modigliani, Prampolini, Matteotti, qui tous ont à leur actif soit un effort d'élaboration doctrinale et d'éducation des élites ouvrières de plusieurs décades, soit un ensemble de réalisations économico-sociales admirable, demeurent dans le parti, dont ils forment désormais la droite, taxés dédaigneusement de « mencheviks », de « sociaux-démocrates » par les adorateurs du Kremlin. L'autorité suprême sera celle de Serrati, doctrinaire obtus, orateur médiocre, complètement hypnotisé par les succès soviétiques mais incapable de faire la différence entre l'état politique et social de la Russie d'alors et celui de l'Italie.

Reprise et accentuation des rivalités parlementaires.

Sur le plan parlementaire, les luttes entre leaders politiques, interrompues au moment de Caporetto pour faire place à « l'union sacrée », n'avaient pas tardé à réapparaître et retrouvent en 1919 toute leur âpreté.

Le ministère Orlando était tombé le 20 juin 1919, discrédité auprès des hommes sérieux autant par la maladresse de sa politique extérieure que par sa faiblesse à l'intérieur. Après Bissolati, Nitti l'avait abandonné et ce fut lui qui recueillit sa succession au bout de quelques mois. Il fit aux giolittiens une large place dans son cabinet, leur attribuant jusqu'à sept portefeuilles, cependant qu'il prenait ouvertement position contre leur chef en célébrant les avantages procurés par la guerre et en revendiquant pour lui-même la qualité d'interventionniste.

Giolitti releva le défi. Il n'eut pas de peine à illustrer en un discours retentissant, prononcé dans son fief électoral de Dronero le 12 octobre, la violation des privilèges parlementaires accomplie par Salandra et Sonnino pour amener le pays à la guerre, les erreurs de toutes sortes, diplomatiques et mili-

taires, commises dans sa conduite, notamment celle de n'avoir pas révélé au président Wilson les clauses du traité de Londres dès le début de l'intervention américaine, afin de pouvoir en discuter amicalement avec lui avant l'heure de la paix et y apporter les retouches éventuellement nécessaires pour assurer pacifiquement Fiume à l'Italie en cédant sur quelque autre point moins justifié. Il insistait ensuite sur les ruines matérielles que la guerre laissait derrière elle, et sur l'urgence de remèdes efficaces à une situation financière presque désespérée. Après une demande d'enquête solennelle pour établir toutes les responsabilités encourues, il passait enfin à l'exposé de son propre programme reconstructeur, apte à lui valoir une fois de plus la confiance des masses ouvrières les plus évoluées par son audacieux réformisme social. Rappelant qu'il avait proposé naguère l'impôt progressif sur les revenus et les successions, Giolitti estimait qu'il faudrait désormais le compléter en rendant obligatoire la nominativité des titres, afin d'empêcher l'évasion fiscale sur une masse flottante qu'il évaluait à plus de 70 milliards, concentrés en presque totalité dans l'Italie du Nord, et reviser les contrats stipulés par l'Etat, pendant ou après la guerre, afin de récupérer tout bénéfice excessif.

Malgré les menaces qu'il laissait peser sur les nouveaux riches et la bourgeoisie en général, ce discours fit tant d'impression que le retour du vieil homme d'Etat au pouvoir parut désormais plus qu'une probabilité. Mais il fallait auparavant procéder aux élections et voir ce qui en sortirait.

Les élections du 16 novembre 1919.

Nitti, cédant au désir des socialistes et des « populaires », avait fait voter une nouvelle loi électorale qui instituait la proportionnelle sur la base provinciale, avec votes de préférence facultatifs. Le succès des « partis de masses » dépassa toutes prévisions : il y eut 156 socialistes élus par 1 840 000 voix, dont 131 pour l'Italie du Nord et la Toscane (pas un seul dans les îles), et 99 populaires (1 100 000 voix) sur 508 députés. L'opposition de droite, nationaliste et

conservatrice, groupée autour de Salandra, revint aussi renforcée avec 60 représentants. Les démocrates libéraux, auxquels se rattachait le président du Conseil, étaient 75, et une cinquantaine les radicaux, toujours aussi divisés dans leurs préférences, depuis le nationaliste Colonna di Cesarò, neveu de Sonnino, jusqu'aux francs-maçons les plus notoires et à de fermes soutiens du giolittisme. Les républicains d'étiquette, qui allaient sans cesse s'amenuisant, étaient réduits à 10 et on comptait 20 socialistes indépendants.

Le succès numérique des populaires n'enchanta pas le fondateur du parti, car il le jugea excessif. Il faisait peser sur de nouveaux venus à la vie parlementaire des responsabilités trop lourdes. L'homogénéité du groupe ne pouvait pas non plus ne pas s'en ressentir. Aux vétérans, dont le chef demeurait Meda, il unissait désormais une majorité de militants de l'action syndicale ou coopérative, d'animateurs de cercles et d'associations de jeunesse catholique, d'élus municipaux, mêlés à des professeurs d'Université (pour la plupart juristes), avocats ou publicistes, à des propriétaires fonciers et à quelques arrivistes, qui, sans convictions religieuses très profondes, avaient cru bon de se tourner vers l'astre naissant. Ceux-ci demeuraient toutefois l'exception. L'aile bolchevisante, dont les adversaires du P.P.I. se plurent à gonfler l'importance, n'était représentée au Parlement que par le seul Guido Miglioli, député de Crémone, et au sein du parti par une petite minorité, qui, rapidement désavouée, en sera expulsée ou le quittera d'elle-même. Beaucoup plus nombreux étaient, par contre, les éléments franchement conservateurs ou même réactionnaires, qui se tourneront plus tard vers le fascisme, mais sans pouvoir y exercer, contrairement à leur espoir, une influence appréciable. Ils en obtinrent seulement quelques sièges de sénateurs ou la faveur d'être inscrits sur la liste officielle, dite abusivement « nationale », aux élections truquées de 1924.

La répartition régionale des sièges gagnés par les populaires était beaucoup moins bloquée au Nord que pour les socialistes. La masse venait aussi de Lombardie, de Vénétie et du Piémont, mais le parti comptait d'assez nombreux élus

en Toscane, dans les anciens Etats de l'Eglise, à Naples et en Sicile. Cette répartition demeurera, après la seconde guerre mondiale, celle du parti démocrate-chrétien, successeur du P.P.I. (avec adjonction du Trentin et du Haut-Adige) ; elle correspondait à l'extension des groupements professionnels fédérés par les catholiques militants. La Confédération italienne des travailleurs (blanche) comptera en effet, à la fin de 1920, 600 000 inscrits, répartis en 27 syndicats nationaux et 127 Unions du travail locales. A côté de la C.I.L., deux autres groupements économico-sociaux témoignaient d'une vitalité croissante : la Confédération coopérative italienne, qui rassemblait à la même date 3 200 coopératives de consommation, 2 116 de crédit (caisses rurales), 694 coopératives de production, 800 Unions agricoles, et la Fédération nationale des mutualités et assurances sociales. Aucune de ces organisations, on le remarquera, ne portait d'étiquette confessionnelle.

Du côté socialiste, l'aile droite, qui après l'expulsion des premiers réformistes en avait pris la place et la fonction et adoptera bientôt le nom barbare de « concentrationniste », comptait encore une soixantaine de membres, mais la majorité du groupe passait au maximalisme, en attendant la scission qui en séparera les éléments franchement communistes.

Il allait devenir très difficile de gouverner avec une Chambre dont le groupe le plus nombreux se renfermait dans une opposition de principe, et dont les éléments libéraux, qui tous réunis demeuraient minoritaires, étaient en outre divisés par d'insurmontables rancunes personnelles entre leurs deux chefs, Nitti et Giolitti.

La situation financière.

Giolitti n'avait pas eu tort, dans son discours de Dronero, de mettre l'accent sur la situation financière et, plus généralement, économique du pays. Les troubles sociaux, qui commencent à déferler sur l'Italie en 1919, en dérivaient plus encore que de causes purement politiques.

A l'armistice, la dette publique de l'Italie atteignait près de 63 milliards, dont 48 milliards et demi consacrés aux frais

de guerre en y comprenant la préparation de celle-ci pendant la neutralité. Le gouvernement les avait couverts jusqu'à 1917 par une série d'emprunts intérieurs à 4,50 et 5 %, qui avaient tous réussi, et par la création d'impôts nouveaux.

On avait fait un appel modéré au crédit extérieur (8 800 millions environ, demandés aux gouvernements anglais et américain) et recouru assez peu à l'inflation. Celle-ci subit une forte augmentation en 1917-1918, la circulation fiduciaire passant de 3 173 millions à 7 069, tandis que 3 235 nouveaux millions étaient empruntés aux Etats-Unis, qui se substituaient à l'Angleterre pour les prêts antérieurement consentis par elle. Mais le 31 juillet 1919, ces crédits de guerre tarissaient définitivement, le paiement en espèces des intérêts étant seulement ajourné *sine die*, et le pays n'eut plus à compter que sur lui-même pour faire face à ses besoins.

Si l'on se reporte au chiffre de 100 milliards, auquel était estimée, en 1914, la fortune italienne privée, estimation devenue évidemment trop faible en 1919, par suite de l'inflation, mais fournissant cependant une base encore comparable aux ressources des autres peuples belligérants aux mêmes dates, on voit quelle consommation de richesses représentaient des dépenses de guerre de 48 milliards et demi. Celles de la France, qui atteignaient 130 milliards, n'étaient pas, proportionnellement, plus lourdes pour une nation qui détenait environ 250 milliards de capital privé. Et la plus grande inégalité, tant sociale que territoriale, dans la distribution des ressources matérielles en Italie, avait amené en fait ses classes moyennes et ouvrières à un degré de misère bien supérieur à celui des Français ou des Anglais les plus déshérités.

Après d'assez longues hésitations le gouvernement Nitti, pour faire face à la situation, prit le 24 novembre 1919 un décret-loi (omnibus financier), qui remplaçait tous les anciens impôts directs par un impôt de 18 % sur les revenus du capital, de 15 % sur les revenus mixtes du capital et du travail et de 9 à 12 % sur les revenus du seul travail, avec dégrèvement à la base de 1 200 lires; un impôt complémentaire progressif s'ajoutait au premier quand l'ensemble des revenus dépassait

3 000 lires; on créait en même temps de nouvelles taxes à la consommation, sur les bénéfices de guerre et les droits de succession.

L'emprunt consolidé 5 %, qui sera émis en janvier 1920, produira de son côté 20 milliards, dont 7 d'argent frais.

Echec de M. Nitti.

Au lendemain d'une guerre où la reconstruction économique de l'Europe posait des problèmes plus vitaux que sa nouvelle organisation politique elle-même, et où les Anglo-Américains exerçaient une hégémonie de fait sur les deux tiers de la planète, l'Italie avait le premier président du Conseil depuis Cavour qui possédât une formation d'économiste et connût par expérience directe le monde anglo-saxon. Cela pouvait paraître une chance inespérée, d'autant que l'homme était des plus lucides. Mais il lui manquait la faculté d'émotion, qui dans un pays latin est très importante aussi. Logiquement, il eût dû gouverner avec une majorité socialiste, car il est pénétré de matérialisme historique. Pour lui, tout se ramène à des questions de chiffres, à des équilibres de forces. Ce réaliste méconnaît facilement la puissance de l'esprit, — réalité pourtant, elle aussi. Patriote certes, il y a une certaine exaltation du patriotisme dont il n'aperçoit pas la grandeur, et l'amnistie qu'il lui fallait bien concéder aux soldats débandés par dizaines de mille après Caporetto, sans être tous à proprement parler des déserteurs, revêtira sous son ministère l'aspect d'une réhabilitation du défaitisme dont le courage des combattants décorés et mutilés se trouvera, par opposition, déprécié d'autant. Au fond, ces questions l'ennuient; la guerre lui semble, en soi, une absurdité (alors même qu'elle comporte quelques résultats heureux), et dès lors en prolonger les effets, la paix revenue, par des précautions contre le désir de revanche des vaincus, des exigences trop rudes à leur égard, suscite son ironie à défaut de l'indignation, qui répugne à sa nature. Ayant souvent vu juste, par ailleurs, dans les problèmes de politique intérieure qui se posaient à lui, il demeurera impuissant à les résoudre parce

que son caractère n'est pas à la hauteur de son intelligence, et que l'Italie aurait eu besoin à ce moment d'un autre chef qu'un professeur d'économie politique, fût-il perspicace et dévoué au bien public. D'Annunzio et lui, pour des motifs opposés, l'entraînaient simultanément dans des voies sans issue.

M. Nitti avait rappelé aux Affaires étrangères M. Tittoni, que la guerre avait trouvé ambassadeur à Paris, mais qui durant celle-ci était demeuré éloigné du pouvoir. Tous deux cherchèrent vainement sur le problème adriatique un accord avec les Yougoslaves et avec le président Wilson. La Hongrie ayant, par le traité de Trianon, renoncé à Fiume, qui lui appartenait naguère, ces divers projets visaient à créer entre le territoire italien d'Istrie et le royaume serbo-croato-slovène un minuscule Etat-tampon, dont le centre eût été Fiume. Mais Wilson s'opposait à ce que celui-ci confinât à l'Italie, y voyant une annexion déguisée et proposait pour le partage de l'Istrie une ligne — que l'on appellera ligne Wilson —, qui divisait la presqu'île à peu près par le milieu, le long de la rivière Arsa, et attribuait 300 000 Yougoslaves à l'Italie, solution que Rome rejetait et que Belgrade prisait peu. Finalement, on décida de laisser les deux contestants s'entendre directement. Ce sera l'œuvre du cabinet Giolitti. Avec d'Annunzio les pourpalers engagés pour qu'il abandonnât spontanément la « Régence du Carnaro » n'aboutissaient pas davantage.

A l'intérieur, Nitti prit l'initiative utile — violemment combattue par les socialistes —, de créer une « garde royale », corps de police auxiliaire un peu analogue à nos C.R.S., qui permettait de ne pas engager l'armée régulière dans les conflits du travail et suppléait à l'insuffisance numérique des « carabiniers » (gendarmes). C'est que depuis l'armistice les grèves ne cessaient pour ainsi dire pas, provoquées en Italie comme ailleurs par le désordre économique né de la guerre, le renchérissement des prix, que ne parviennent pas à rejoindre les hausses de salaires, et aussi ces causes morales que sont « la difficulté de reprendre un travail régulier et ordonné après tant d'années passées dans les dangers et les peines, mais

aussi en partie dans l'oisiveté; la paresse produite par l'épuisement d'une volonté trop tendue et trop exploitée; la réaction contre une discipline rigide trop longtemps supportée; la révolte devant le gaspillage de richesses mal acquises ». (G. Mortara).

Au milieu de 1919, il y avait 200 000 métallurgistes en grève dans le Nord, 200 000 ouvriers agricoles dans les provinces de Novare et de Pavie, les typographes à Rome et à Parme, les ouvriers du textile à Côme, les marins à Trieste et même, un peu partout, les instituteurs, dont le traitement était, au reste, dérisoire. Bientôt les cheminots arrêteront les trains où voyagent les forces de l'ordre, que le gouvernement doit acheminer par camions (comme en juin 1920, lors de la mutinerie d'Ancône) vers les lieux où leur présence s'impose.

Des pillages de magasins d'alimentation ont lieu, en même temps que commencent les occupations de *latifundia* peu ou mal cultivés. Nitti lui-même les a jugées avec indulgence lorsqu'il a écrit : « Pendant la guerre on avait toujours parlé de *la terre aux paysans*. Il y a des promesses qu'on ne fait pas impunément. Quand les paysans envahirent quelques terres de l'*Agro romano*, on vit les soldats d'un régiment glorieux par son héroïsme applaudir les paysans envahisseurs qui portaient sur leur poitrine leurs décorations de guerre. » Partout, d'ailleurs, les forces de répression ne se heurtent qu'à des masses désarmées. « Lorsque des morts restent sur le pavé — et il y en a presque toujours —, les ouvriers réagissent en proclamant la grève générale. »

Mais ces occupations et ces désordres, pour sporadiques qu'ils soient encore, alarment vivement les conservateurs. Combattu à droite pour sa politique financière, sociale et internationale, Nitti l'est à l'extrême gauche par sectarisme doctrinal et parce qu'il défend, malgré tout, l'ordre public. Il ne peut se passer du concours des populaires; pourtant il n'y a entre lui et eux aucune affinité réelle, bien que l'un des premiers livres de M. Nitti ait été consacré au *Socialisme catholique* en Europe. Mais c'était là encore travail d'économiste, non indice de parenté spirituelle. Un grand parti à l'anglaise, défini par son programme, comme le voudrait Don

Sturzo, est positivement un corps étranger dans le Parlement italien et pas plus Nitti que Giolitti ne sauraient le voir d'un bon œil. Par ailleurs, Nitti, ou du moins ses collaborateurs, ne sont pas accoutumés à considérer qu'il puisse y avoir d'autres interprètes des vœux et des pensées de la classe ouvrière que les socialistes. Or, c'est là un vieux grief des démocrates-chrétiens contre tous les cabinets libéraux sans distinction. A l'époque où il favorisait à plein l'ascension réformiste, de 1903 à 1914, Giolitti, lui aussi, avait toujours ignoré les fédérations professionnelles « blanches », qui pourtant groupaient déjà d'importants effectifs, mais ne disposaient d'aucun moyen de pression sur le gouvernement. Avec la création du Parti Populaire, ce moyen désormais existe et les syndicats non marxistes entendront être traités sur un pied d'égalité avec les socialistes.

L'occasion de la chute de M. Nitti, dont le crédit s'avérait usé à l'intérieur sinon au dehors (les milieux officiels français, seuls, lui demeurèrent toujours hostiles en raison de ses ménagements pour les vaincus), fut un effort pour diminuer le déficit en atténuant ce qu'on appelait le « prix politique » du pain, payé, grâce à des subventions ruineuses pour l'Etat, bien au-dessous de sa valeur par les consommateurs. Une hausse de 0,50 par kilo fut rejetée par la Chambre presque unanime pour des motifs absolument étrangers à la réforme, dont tout le monde devait convenir qu'elle s'imposait.

Au 30 juin 1920 (Nitti tombe le 20 juin), le déficit pour l'exercice 1919-1920 dépassait 8 milliards. Le « prix politique » du pain coûtait à lui seul 6 milliards par an. Le premier soin de Giolitti en reprenant le pouvoir sera de renoncer à cet absurde expédient, — et cette fois sans résistance sérieuse, car tout le Parlement, sauf les maximalistes, attendait comme un sauveur l'ancien patron. Il réussira à réduire en 1920-1921 le déficit à 4,5 milliards.

Le dernier ministère Giolitti (1920-1921).

Giolitti n'avait pas besoin pour s'imposer de constituer un « grand ministère ». Celui qui terminera sa longue car-

rière réunissait cependant autour de lui quelques hommes de première valeur : à l'Instruction publique, le grand philosophe et historien Benedetto Croce; au Trésor, le leader catholique Meda, qui avait parfaitement réussi comme ministre des Finances des cabinets Boselli et Orlando; aux Affaires étrangères, le comte Sforza, déjà sous-secrétaire d'Etat au même département dans le cabinet Nitti; à la Guerre, le réformiste Bonomi, futur président du Conseil, dont Giolitti disait : « Il est le seul de nous tous qui peut être à sa place dans n'importe quel ministère »; au Travail, Arturo Labriola, esprit perpétuellement effervescent, à qui Giolitti ne gardait pas rancune d'avoir été en sa jeunesse le principal organisateur de la grève générale de 1904 et d'avoir voulu à ce moment le chasser du pouvoir.

Evacuation de l'Albanie.

Le vieil homme d'Etat s'employa d'abord à liquider les hypothèques extérieures et intérieures qui pesaient sur les destins du pays. L'occupation albanaise était un de ces guêpiers. La guérilla n'y cessait pas et cent soldats mouraient chaque jour de la malaria à Valona, où s'étaient rassemblées les troupes refluant en désordre de l'intérieur. L'état d'esprit des classes ouvrières ne permettait pas d'y envoyer des renforts et une mutinerie venait de se produire à Ancône dans un régiment destiné à l'Albanie. Au reste, avec la dissociation de l'Autriche-Hongrie, le risque de prépondérance dans ce pays d'une grande puissance rivale, contre quoi il avait naguère semblé utile de prendre des garanties, ce risque avait disparu. Une Albanie autonome, sans flotte et dotée d'une faible armée, ne pouvait d'aucune façon porter ombrage à l'Italie. L'évacuation du corps d'occupation italien fut donc décidée en ne conservant comme base que l'île de Saseno, en face de Valona.

Traité de paix avec la Yougoslavie.

Déjà préparées par des conversations entre le comte Sforza et le ministre yougoslave des Affaires étrangères, Ante Trumbitch, durant la conférence de Spa, les négociations de

paix avec la Yougoslavie s'ouvraient dans une atmosphère favorable. Du côté italien, Giolitti avait l'autorité nécessaire pour faire accepter au pays ses décisions et l'on savait que le président du Conseil comme le comte Sforza étaient partisans d'une entente solide et amicale avec le peuple voisin; que sans rien céder d'essentiel aux intérêts italiens, ils ne demanderaient pas l'impossible et ne chercheraient d'aucune manière à humilier leur partenaire. Du côté yougoslave, on se rendait compte que la fin prochaine du mandat présidentiel de Wilson et la probabilité d'un changement de politique aux Etats-Unis enlèveraient aux dirigeants de Belgrade leur plus solide appui. L'Angleterre, mais surtout la France poussaient énergiquement à un accord, qui sans l'agitation et les espoirs démesurés entretenus en Italie par le geste de Gabriel d'Annunzio aurait pu advenir déjà. Les conseils de Millerand et de Leygues, en particulier, qui de l'Elysée et du Quai d'Orsay dirigeaient alors la politique française, furent décisifs pour faire accepter au cabinet Vesnitch la frontière du Monte Nevoso.

Au demeurant, la limite territoriale entre l'Istrie et la Yougoslavie fut à peu de chose près celle qu'avait fixée le traité de Londres. Dans le golfe du Carnaro, les îles de Cherso et de Lussin, ainsi que les îlots avoisinants, furent reconnus à l'Italie, qui obtint aussi Zara avec un étroit *hinterland* autour de la ville, la seule de Dalmatie où la majorité italienne fût massive. Le reste de cette province côtière demeurait au royaume serbo-croato-slovène. Les petites îles de Cazza, Lagosta, Pelagosa et leurs entours, situées au sud des Curzolari, passaient seules à l'Italie. Enfin, Fiume était reconnue pleinement indépendante dans les limites de l'ancien *Corpus Separatum* confirmé sous le règne de Marie-Thérèse; le port limitrophe de Susak, peuplé de Slaves, constituait un débouché naturel et suffisant au commerce croate et restait en toute souveraineté à la Yougoslavie. Les droits des minorités italiennes devaient partout être protégés, et de même les droits des populations slaves en Italie. Mais pour le fascisme cette promesse demeurera lettre morte.

Le traité, signé à Rapallo le 12 novembre 1920, fut

accueilli à Belgrade, à Zagreb et à Ljubljana comme un pis-aller, à Rome avec satisfaction par toute l'opinion, à l'exception des cercles nationalistes. Mussolini, dont le rôle grandissait déjà, répondra quelques mois plus tard, à Trieste, aux critiques qui lui reprochaient de n'avoir pas protesté contre la solution intervenue, ainsi qu'il l'avait fait à la Scala, le 11 janvier 1919, contre les propos « renonciateurs » de Bissolati : « Si on a pu faire une révolution en Italie pour imposer l'intervention, en 1920, on ne pouvait pas penser à en susciter une pour annuler un traité de paix qui, bon ou mauvais, avait été accepté par 99 % des Italiens. » Au Parlement, la ratification fut moins spectaculaire. 253 voix contre 14 et de nombreuses abstentions (dont 50 socialistes) à Montecitorio, 262 voix contre 22 au Sénat sanctionnèrent l'accord de Rapallo. Tel quel, c'était le premier qui, dans l'après-guerre, eût été signé par consentement mutuel.

Libération de Fiume.

Il restait maintenant à consacrer l'autonomie de Fiume et par conséquent à en faire sortir d'Annunzio. Dans l'esprit du « Commandant » et de ses fidèles, leur occupation n'était qu'un prélude et eût dû s'étendre bien au-delà. On rêvait de croisades. Le poète croyait pouvoir compter sur la promesse de l'amiral Millo, gouverneur de Zara, qu'il n'abandonnerait jamais la Dalmatie. Pour se procurer des armes, les légionnaires « avaient commis une quantité d'actes illégaux, frisant la piraterie », a écrit avec indulgence Giolitti. En réalité, des complices génois, la Fédération anarcho-syndicaliste des travailleurs de la mer et leur chef Giulietti, avaient dirigé vers Fiume, théoriquement bloquée « par terre et par mer », sur ordre de Nitti, le *Persia*, un bateau chargé d'armes destinées aux Russes blancs en lutte contre les Soviets (un peu plus tard, d'Annunzio prendra même comme chef de cabinet le syndicaliste parmesan Alceste De Ambris à la place du nationaliste Giuriati) ; le *Taranto* lui avait livré deux millions de lires destinées à l'Albanie ; le *Cogne* une grosse cargaison de marchandises, qui, vendues aux enchères, entretinrent la

trésorerie de la « Régence », cependant qu'armes et munitions continuaient d'y affluer de toutes parts : une fois la ville occupée par les troupes régulières, on chargera *dix-huit navires* d'armes pendant la première semaine et longtemps après, on y trouvera encore des dépôts clandestins.

Les négociations entreprises avec d'Annunzio par plusieurs de ses amis, parlementaires ou officiers, et par l'amiral Millo lui-même, pour éviter d'avoir à employer la force, demeurèrent vaines. Seuls quelques légionnaires firent défection, considérant comme raisonnable le traité du 12 novembre. Il ne restait qu'à ramener au devoir de la discipline les égarés qui, oublieux du : « J'obéis » de Garibaldi, lorsqu'il reçut de son gouvernement en 1866 l'ordre d'évacuer le Trentin, avaient cru pouvoir faire triompher leurs vues personnelles sur l'ordre national et international. A Noël 1920, après quelques coups de canon symboliques tirés contre le palais du « Commandant », le drapeau blanc était hissé à Fiume et les troupes régulières du général Caviglia prenaient possession de la ville au nom du gouvernement italien.

Troubles sociaux et occupation des usines.

L'exemple d'indiscipline donné par les légionnaires de Fiume et accepté par une grande partie de l'opinion était d'autant plus grave que, parallèlement, une guerre civile larvée avait commencé dans les campagnes italiennes et menaçait de désorganiser la vie économique de la nation. Dans les usines, une nouvelle tactique essayait de substituer aux grèves si souvent inopérantes : l'occupation des lieux de travail.

Cela avait commencé en mars 1919, dans une petite ville de la province de Bergame, Dalmine, où des ouvriers appartenant à cette Union Italienne du Travail (anarcho-syndicaliste) qui s'était montrée favorable à l'intervention, et que pour ce motif la C.G.T. tenait pour hérétique, avaient occupé leur usine, hissé le drapeau tricolore et continué la production devant le refus de la direction d'accorder la semaine anglaise. Mussolini avait magnifié dans son journal le geste de ces travailleurs et était même venu après leur victoire leur

apporter ses félicitations (« Je vous dis que vous êtes sur le bon chemin »), accompagné de Michele Bianchi, futur secrétaire général du Parti Fasciste et « quadrumvir » de la marche sur Rome.

La leçon de Dalmine ne mûrit pas immédiatement toutefois, peut-être parce qu'elle émane de dissidents. Mais les grèves de type traditionnel, multipliées pour un résultat nul pendant un an et sans aucun lien entre elles — comme en 1903-1904 —, ni avec les occupations de terres qui se produisent dans le Midi, finissent par ramener les occupations d'usines. Entre février et juin 1920, il s'en produit dans la grande entreprise sidérurgique Ilva, à Naples et à Piombino, aux chantiers Ansaldo (Viareggio), dans la banlieue de Gênes et de Milan, aux usines textiles Mazzonis de Torre Pellice (Piémont), etc.

La direction du mouvement est maintenant passée à la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) et plus précisément à la Fédération des Ouvriers Métallurgistes (F.I.O.M.), de tendance réformiste. Celle-ci discute depuis mai un contrat de travail collectif avec les industriels et les trouve singulièrement raidis. Sentant les risques d'une nouvelle grève, à l'issue incertaine, tandis que s'accentuent les symptômes d'une crise industrielle de réadaptation aux conditions de l'après-guerre, les dirigeants décident simplement la « grève perlée », à quoi les employeurs se disposent néanmoins à répondre par le lock-out, préférant la lutte ouverte. Le 30 août, à Milan, la direction de la maison Alfa-Roméo ferme les portes de son usine, que la F.I.O.M. donne l'ordre aux ouvriers de réoccuper. Le lendemain, 280 établissements métallurgiques de Milan le sont à leur tour et, durant les deux jours suivants, le mouvement gagne toute l'Italie, mobilisant 600 000 ouvriers.

Giolitti, on le sait, n'avait jamais agi jusqu'alors en ennemi de la classe ouvrière. Il souhaitait sincèrement son insertion progressive dans l'Etat, et particulièrement au lendemain d'une guerre qui avait pesé d'un poids si lourd sur la masse des travailleurs. Le moyen normal d'y parvenir lui avait toujours semblé la participation au pouvoir des repré-

sentants socialistes, offerte vainement par lui en 1903, puis en 1911, lorsque Bissolati avait accepté sur sa demande de se rendre au Quirinal et d'être consulté par le roi sur la solution de la crise ministérielle provoquée par la chute du cabinet Luzzatti, sans aller au-delà. Après la guerre, et tandis que le groupe socialiste était devenu le plus nombreux du Parlement, Giolitti désirait plus que jamais cette collaboration, d'autant qu'il avait peu de sympathie pour le parti populaire, et surtout pour son chef. Mais elle était rendue encore plus malaisée par l'orientation bolchevisante de la direction du parti socialiste, sinon de la C.G.T.

D'autre part, il n'était pas fâché de donner une leçon à la fois aux industriels et aux ouvriers. Aux industriels, en les contraignant à accepter l'institution des conseils d'usines, qu'ils n'auraient pas agréés spontanément; aux ouvriers, en leur faisant toucher du doigt que, privés du concours de cadres techniques supérieurs, de ravitaillement en matières premières, de crédits bancaires, et quelle que fût la discipline maintenue à l'intérieur des établissements, leur occupation par la main-d'œuvre ne pouvait qu'aboutir à un échec.

La leçon porta des deux côtés, mais surtout du côté ouvrier. Du côté patronal, elle provoqua un raidissement d'orgueil humilié, avide de revanche, qui trouvera son exutoire dans le financement des « expéditions punitives » confiées aux *squadristi*, aux miliciens fascistes, dont les hauts faits vont devenir monnaie courante dans l'Italie septentrionale. Giolitti continuera de laisser faire et là est son impardonnable erreur de tactique. Par lui, l'Etat libéral, qu'il avait si utilement servi durant soixante ans, reçoit la première blessure qui, envenimée sans arrêt pendant deux années encore, amènera la mort du patient. Lorsqu'il s'apercevra de sa faute, il sera trop tard pour y remédier.

Le meilleur observateur de cette période cruciale, A. Rossi, a bien résumé la situation qui s'est créée en Italie après l'insuccès des occupations d'usines en écrivant :

« La classe ouvrière italienne... s'est crue au seuil du pouvoir, elle est sortie des chemins séculaires et elle voit maintenant le vieil horizon, un instant entrouvert, se refer-

mer à nouveau devant elle. Tous proclament qu'elle a vaincu... (Elle) se juge plutôt jouée et battue, et elle ne se trompe pas... Les adversaires ne sont pas désarmés, mais rendus plus agressifs, plus décidés aux représailles. Les Faisceaux, anémiés et à peu près inexistants avant septembre 1920, se multiplient dans les trois derniers mois de l'année. Ce n'est pas le fascisme qui a vaincu la révolution, c'est l'inconsistance de la révolution qui provoque l'essor du fascisme. » Mais c'est plus encore la démission de l'Etat.

Mussolini.

En se développant, le mouvement des Faisceaux va mettre désormais au premier plan la personne et l'action de Mussolini. Le moment est venu de chercher à nous faire de lui une idée juste.

Ce n'est pas chose facile, car les événements auxquels il a été mêlé sont trop proches de nous et ont soulevé trop de passions pour que le jugement de l'histoire se dégage aisément des préférences politiques de l'adversaire ou de l'ami du régime qu'il a incarné. Les uns l'ont exalté outre mesure, parlent couramment de son « génie », voient en lui le régénérateur d'une Italie veule et misérable, déjà toute livrée aux démons du bolchevisme; les autres en font un pantin sans consistance, un « César de carnaval », un ambitieux ignare et insatiable doublé d'un assassin honteux. Les deux portraits sont également faux, et l'échec final de la dictature mussolinienne donnant beau jeu à l'interprétation défavorable de son œuvre, il arrive de lire aujourd'hui sous les plumes de hauts personnages officiels des condamnations sans appel, qu'on ne rapproche pas sans mélancolie des éloges hyperboliques dont d'autres politiques ou diplomates occidentaux ont naguère entouré l'homme providentiel envoyé à l'Italie.

Avec toutes les différences de naissance, d'éducation, d'époque et finalement de destin que l'on apercevra d'emblée, nous discernons, quant à nous, une certaine similitude de rôle historique, dans leurs pays respectifs, entre le person-

nage de Napoléon III et celui de Mussolini. Tous deux, au lendemain d'une crise sociale qui a enflammé de façon outrancière et désordonnée les espoirs du prolétariat, effrayé la bourgeoisie et préparé les conditions du pouvoir personnel, profitent de l'incapacité des assemblées élues pour acquérir, avec un réseau de complicités étendues de l'armée à la finance et à certains milieux aristocratiques, l'acquiescement du plus grand nombre à un coup d'Etat ayant les apparences d'un « retour à l'ordre ». Tous deux, pour affermir une autorité usurpée, devront poursuivre une politique de prestige extérieur et connaîtront d'abord des succès militaires ou diplomatiques; favoriseront l'industrie et l'agriculture, développant ainsi la richesse privée; se montreront favorables à l'Eglise et en obtiendront l'appui; s'entoureront d'une camarilla de profiteurs du régime, dont beaucoup, d'ailleurs, se révéleront d'excellents ministres ou administrateurs; mais, conduits à trop présumer de leurs forces dans une guerre mal préparée et mal engagée, verront s'y effondrer toute leur gloire. La principale différence vient de ce que Napoléon III, exilé famélique et conspirateur impénitent, lui aussi, avant de devenir le prince-président, commencera par l'Empire autoritaire et les proscriptions pour finir par l'Empire libéral, tandis que le parvenu Mussolini fera d'abord bon visage aux partis constitutionnels et même aux socialistes de droite avant de s'abandonner au sectarisme croissant d'un régime aux abois. Mais quiconque voudrait juger le Second Empire d'après *Les Châtiments* serait aussi loin de la vérité historique que ceux qui s'appuieraient pour résumer la période fasciste sur certains pamphlets signés de noms illustres.

La jeunesse de Mussolini.

Un fait demeure hors de doute : c'est que Mussolini n'a jamais été l'adepte convaincu d'une doctrine et c'est en cela qu'il se différencie sans doute le plus, intellectuellement, de l'auteur des *Idées napoléoniennes* et de *L'Extinction du Paupérisme*. Il s'est servi du socialisme pour sa propre

ascension parce qu'il lui fallait un tremplin et que, dans sa condition de fils d'ouvrier devenu instituteur et très pauvre (il gagne alors 56 lires par mois), il n'en avait guère d'autre à sa disposition. Et dans le socialisme, par tempérament de révolté, il ira tout de suite aux extrêmes, mais à la suite des irréguliers de la tradition latine, un Babeuf, un Buonarroti, un Blanqui, plus tard un Georges Sorel, plutôt que de Karl Marx et des économistes du collectivisme scientifique allemand, encore que ceux-ci trouvent place, cela va de soi, dans ses lectures d'autodidacte.

Son milieu familial — bien que sa mère et sa grand-mère fussent croyantes et qu'on l'eût confié, enfant, aux Salésiens de Faenza —, était imprégné de républicanisme et d'irrespect à l'égard des autorités constituées. On l'avait prénommé Benito en souvenir de Juarez, son frère Arnaldo en mémoire d'Arnaud de Brescia. Il faut dire que la Romagne, où il est né, l'Emilie, où il enseignera tout juste une année en sortant de l'Ecole normale, mais où il reviendra à 27 ans, pour y faire du journalisme « subversif », sont depuis des générations le centre le plus « rouge » de l'Italie. Entre-temps, de 1902 à 1907, tandis qu'en Italie le nationalisme arrête ses formules et concrétise sa propagande, Mussolini mène en Suisse la vie de l'émigrant prolétarien, travaille comme manœuvre, porte-faix, aide-maçon, ouvrier qualifié finalement, à Lausanne surtout (où il fréquente Vilfredo Pareto). Il tâte de la prison. Jugé anarchiste dangereux, il est expulsé de canton en canton, se fixe un moment à Annemasse, où il dévore Machiavel, Nietzsche, Schopenhauer, Max Stirner. Rentré en Italie, il reprend pour un an la vie d'instituteur dans le Frioul en 1907-1908, puis va dans le Trentin comme secrétaire de la Bourse du Travail et collabore au journal socialiste national de Cesare Battisti, future victime de l'Autriche pour crime de haute trahison. En 1910, à Forli, il est chargé de la Fédération socialiste provinciale et lance un hebdomadaire, la *Lutte de Classe*. Il gagne alors 120 lires par mois, mais il est marié et père d'une fillette (qui deviendra la comtesse Ciano). Au total, sa situation n'est pas améliorée.

L'action socialiste de Mussolini.

C'est à Forli qu'il va devenir « l'antipape du socialisme officiel de Rome et de Milan ». (M. Sarfatti.) Au congrès de Milan (1910), il prononce un discours « tellement hérétique qu'il s'étonnait de n'avoir pas été lapidé ». En pleine lune de miel entre Giolitti et les socialistes réformistes, il attaque le Parlement et les parlementaires, s'oppose à la formation de *blocs* pour la conquête de nouveaux sièges, prêche l'intransigeance absolue, l'action directe, la révolution.

L'année suivante, c'est la guerre de Libye, où les dirigeants du parti socialiste hésitent d'abord sur la conduite à observer. Le subtil Treves préconise de soutenir l'entreprise afin de ne pas rompre les liens avec Giolitti, d'empêcher qu'il ne glisse à une politique colonialiste, réactionnaire. Turati incline aussi vers cette thèse, que Bissolati et Bonomi adopteront. Mais la nihiliste russe devenue depuis son union avec Turati l'Egérie du groupe milanais, Anna Koulischoff, est pour l'opposition à outrance et la fait triompher. Ce sera aussi l'attitude de Mussolini, qui, l'année suivante, obtiendra du congrès de Reggio Emilia l'expulsion du parti des quatre réformistes fauteurs de la guerre tripolitaine et qui succède à Bissolati comme directeur de l'*Avanti*. Alors même cependant qu'il épouse son point de vue, l'intuition féminine d'Anna Koulischoff sent à Reggio, devant l'éloquence nerveuse, saccadée, aux tours imprévisibles, du jeune militant, que celui-ci « n'est pas du tout un marxiste; ni même un socialiste ». Et c'est vrai : il n'a rien d'un doctrinaire.

C'est surtout un tempérament d'improvisateur de l'action et du geste capables de le porter où il veut aller : au premier rang, en utilisant tous les courants favorables, selon une ligne brisée mais conforme à une logique interne.

Nous avons vu quel fut son rôle pendant la « semaine rouge » de 1914 et qu'au début du conflit européen, la neutralité absolue était l'attitude prônée par le socialisme officiel. Mussolini, directeur de son quotidien, devait la défendre et il le fera avec sa dureté de ton coutumière; il appelle en juillet

le prolétariat à l'insurrection, si on voulait le forcer à prendre les armes pour épauler les Empires centraux. Mais il y a aussi l'autre terme du dilemme : la guerre *contre* les anciens alliés. Un soir de septembre, dans une réunion du parti à Milan où les deux thèses : neutralité absolue et neutralité relative devaient s'affronter, Mussolini, orateur désigné de la première, la soutient de telle sorte que son contradicteur réformiste se déclare d'accord avec lui. « Sans ambages, il prenait partout le critérium de l'intérêt national, de l'intérêt italien... » Il était allé jusqu'à dire : « Seuls les fous ne changent pas. Un événement nouveau peut vouloir une conduite nouvelle... Et comment ne pas incliner à l'action par les armes, s'il fallait empêcher l'anéantissement des nations d'Occident par les empires ? » (M. Sarfatti.) Ce qui était, au fond, la pensée secrète de Turati, ce qui déterminera l'action de combattant et, plus tard, de ministre de Bissolati.

Dans le privé, Mussolini ne se gêne pas pour tenir un autre langage que dans l'*Avanti*, car l'aventurier qui sommeille en lui perçoit aisément que prêcher la paix à tout prix, c'est fermer la porte à l'aventure. Et pourquoi exclure qu'il ait pu sincèrement éprouver plus de sympathie pour la cause de l'Entente que pour celle de cette autocratie d'Europe centrale qu'il avait toujours détestée, aussi bien sous sa forme allemande que sous sa forme austro-hongroise? Un journal de Bologne dénonce cette duplicité de ton. Mussolini se défend mal, sent qu'on peut lui demander des comptes. Au reste, la politique interventionniste gagne constamment du terrain. Il se décide enfin à suivre son penchant et donne sa démission de directeur du quotidien socialiste. Mais il ne peut se passer d'une tribune, surtout en un pareil moment, et il en fonde un autre, avec des avances publicitaires, disent ses amis, avec de l'argent français et celui d'un « grand patron » du journalisme émilien, Filippo Naldi, ont répété à l'envi ses adversaires, versions dont il nous suffira d'observer qu'elles ne s'excluent pas. Naldi lui assure en particulier un contrat avantageux avec la maison de publicité Haasenstein et Vogler, un autre avec les « Messageries Italiennes », qui diffusent les journaux quotidiens, et le service de ses

propres informations étrangères. C'est là ce qui constituera sa « trahison », sanctionnée bientôt par son expulsion bruyante du parti socialiste, scène douloureuse, maintes fois décrite, où l'amour se change en haine des deux parts.

Front intérieur et front de guerre.

Pendant l'hiver 1914-1915, le *Popolo d'Italia*, nous le savons, est au premier rang des organes qui poussent à l'intervention, avec fougue, avec talent et une rédaction peu nombreuse, où, à côté du nom de Mussolini, reviennent ceux des deux essayistes florentins Papini et Prezzolini, du sociologue Agostino Lanzillo et de... Pietro Nenni, alors militant du parti républicain (il ne passera au socialisme qu'en 1921). La note dominante est anticléricale, antigiolittienne, antimarxiste, discrètement antimonarchique, violemment antigermanique.

Peu après que la campagne interventionniste l'a emporté, Mussolini, alors âgé de 32 ans, répond à l'appel de sa classe et passe dans les tranchées du Haut-Isonzo, comme *bersagliere*, par — 20°, l'hiver 1915-1916. A l'automne de 1916, il est en Carnie, zone relativement tranquille, puis sur le Carso. C'est là qu'il sera très grièvement atteint, le 23 février 1917, par l'éclatement d'un canon lance-bombes, qui tue cinq de ses camarades. Lui-même a quarante blessures sur tout le corps, des éclats dans la chair, des déchirures larges comme le poing. Complications infectieuses, fièvre, délire, phlegmon. Le roi va le voir à l'hôpital de Monfalcone. On le sauve enfin et il rentre à Milan, libéré, reprendre par la plume et la parole le combat interrompu, que résument les deux maximes placées en exergue du *Popolo d'Italia* : « Qui a du fer a du pain » (Blanqui), « La révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes » (Napoléon) : double appel à la violence constructive d'un nouvel ordre social et politique.

Dès le début de 1915, deux mois après le lancement de son journal, les *Faisceaux d'Action révolutionnaire*, fondés

parallèlement en reprenant un nom consacré par la tradition insurrectionnelle italienne, celui des révoltés siciliens de 1892, comptaient environ 5 000 adhérents répartis à travers toute l'Italie. On avait entendu à leur première assemblée plénière, tenue à Milan le 25 janvier, le député syndicaliste Alceste De Ambris, Michele Bianchi, Cesare Rossi, etc., qui seront des éléments dirigeants du premier fascisme.

L'intervention obtenue, l'activité des Faisceaux entrera en sommeil sans disparaître tout à fait.

Fondation des Faisceaux.

Le 23 mars 1919, dans une salle de la place San Sepolcro prêtée par le Cercle des Intérêts Industriels et Commerciaux, une nouvelle organisation est constituée sous le nom modifié de *Faisceaux Italiens de Combat*. On y retrouve une majorité de survivants des « Faisceaux d'Action révolutionnaire », d'interventionnistes de gauche, associés à des anarcho-syndicalistes, des futuristes, des *arditi* — officiers et soldats démobilisés mais « bagarreurs » par vocation —, et à un certain nombre de conservateurs bon teint.

Le but de la réunion était d'élaborer un programme, qui ne pourra pas ne pas se ressentir du caractère hétéroclite de l'assemblée ainsi convoquée par Mussolini. Ce programme, beaucoup moins organique que celui des populaires, moins hardi que celui des socialistes, joindra à des revendications devenues banales — telles que la journée légale de huit heures, le salaire minimum, la retraite pour les vieux travailleurs, le suffrage universel avec R.P. et vote des femmes, la suppression du Sénat (« tarte à la crème » de tous les groupements d'extrême gauche à l'époque), la nationalisation des fabriques d'armes et de munitions, un impôt extraordinaire et progressif sur le capital avec revision de tous les marchés de guerre (à l'instar de Giolitti) —, des vœux de caractère franchement utopique dans l'atmosphère de l'immédiat après-guerre, comme la suppression de l'armée permanente et son remplacement par une milice nationale purement défensive, la confiscation de tous les biens des

congrégations religieuses et des menses épiscopales, la création de Conseils nationaux techniques inspirés des conceptions de Kurt Eisner, en Bavière.

Tout cela n'était qu'un trompe-l'œil. Mussolini n'a jamais été l'homme des programmes; ses troupes, encore moins. Au premier congrès des Faisceaux, qui se tient à Florence six mois après, certains pourront bien accentuer la note républicaine, d'autres appuyer la proposition du futuriste Marinetti pour l'expulsion de la Papauté et la « dévaticanisation » de l'Italie; Mussolini les renvoie tous dos à dos par cette seule formule : « Nous, les fascistes, nous n'avons pas de doctrine préconstituée : notre doctrine, *c'est le fait.* » Et encore : « Le fascisme est pragmatiste. Il n'a pas d'*a priori*, ni de buts lointains. »

Mussolini battu aux élections de 1919.

Mussolini entendait pourtant que les Faisceaux servissent à le pousser lui-même, au Parlement tout au moins. Après, on verrait. C'était là son instrument, comme l'armée ou l'argent pour d'autres candidats à la dictature.

Or, il enregistre en novembre 1919 une cuisante défaite. La R.P. exigeant, pour faire front à la poussée socialiste et populaire, l'union selon leurs affinités des partis moins importants, il préconise une « concentration des gauches » (républicains, socialistes indépendants, anciens combattants) alliés aux interventionnistes de droite (nationalistes, libéraux de la nuance Salandra, etc.). Mais le mouvement des Faisceaux, à quelques mois de sa fondation et dans l'état chaotique de sa doctrine, est incapable de fixer une ligne de conduite uniforme dans tout le pays.

A Milan, le bloc des partis et groupes de gauche aurait bien accepté d'établir une liste commune avec les fascistes, mais à condition que Mussolini ne les représentât pas. La rancune que lui gardent les travailleurs déborde largement les milieux socialistes officiels; les bruits qui courent sur l'origine des fonds nécessaires à son journal inquiètent aussi les anciens combattants. Sous un prétexte doctrinal — lui qui

se déclare indifférent à tous les programmes! — Mussolini rompt alors les pourparlers et forme une liste personnelle (où figurera Toscanini, plus tard son adversaire passionné). Malgré les prévisions pessimistes de ses amis, il escomptait 80 000 voix. Il en aura 4 000, sur quelque 270 000 votants. Le soir de l'élection, les socialistes vainqueurs passaient sous ses fenêtres en psalmodiant des chants funèbres. L'*Avanti* imprimait ironiquement qu'on avait repêché dans le Naviglio, le canal qui traverse Milan, son cadavre « en état de putréfaction avancée ». Au vrai, Mussolini était abattu, mais non désespéré. Il avait perdu une bataille, non la guerre, la guerre civile, qui désormais va embraser toute la vallée du Pô.

Excès révolutionnaires.

Pendant l'année 1920, qui suit le triomphe électoral des socialistes, complété par la conquête de très nombreuses municipalités (2 800 au total, dont plusieurs grandes villes), les actes de violence ou les insultes aux officiers de foules fanatisées par la poussée bolchevisante avaient été beaucoup moins nombreux qu'on ne l'a souvent imprimé à l'étranger. Les grèves étaient exaspérantes de fréquence et souvent de futilité, mais les épisodes sanglants demeuraient rares.

Quelques-uns cependant emplirent d'horreur l'opinion publique et les commentaires insensés qu'en donnèrent les feuilles maximalistes achevèrent de créer le climat favorable à la réaction bourgeoise. Tel fut l'assassinat par les ouvriers enfermés dans une usine de Turin de deux jeunes gens, l'étudiant Sonzini, dont on s'était saisi à la tombée du jour tandis qu'il traversait la rue, et le gardien de prison Scimula, père de plusieurs jeunes enfants. Sans autre grief que la qualité de fasciste de l'un et celle de représentant de l'ordre pour l'autre, ils furent tous deux condamnés par une parodie de tribunal révolutionnaire à être brûlés vifs dans un haut fourneau; puis, comme les feux étaient éteints, abattus à coups de revolver.

Bien que la manœuvre giolittienne de septembre 1920 se fût déroulée dans le monde industriel, les effets psycholo-

giques et bientôt politiques de la défaite ouvrière se manifestèrent d'abord dans le milieu rural de la basse plaine du Pô.

Pour les apprécier, il faut savoir que dans ces régions l'excès numérique des journaliers agricoles joint à la richesse des terres alluvionnaires ou « fabriquées », gagnées sur les eaux stagnantes, avait amené un régime de travail où, pour donner du pain à tous — surtout dans cet après-guerre où s'était fermé l'exutoire de l'émigration —, les ligues socialistes avaient réussi à imposer aux propriétaires comme aux fermiers des règles rigides pour l'emploi de la main-d'œuvre qui ne toléraient aucune fissure dans l'application. Les contrevenants étaient mis en quarantaine, jusqu'à ne plus pouvoir se faire servir chez le boulanger. A la lettre, la vie leur était rendue impossible. C'était là le fruit d'une lente élaboration où finalement la plupart trouvaient leur compte, mais qui empêchait les superprofits et limitait indubitablement la liberté individuelle de l'employeur comme du salarié. Chacun n'arrivant à s'embaucher sur place que 120 à 130 jours par an, il fallait que les salaires fussent assez élevés pour permettre de ne pas connaître la faim le reste de l'année. Des clauses sur le nombre d'ouvriers agricoles à employer par hectare, sur la gestion des batteuses, sur l'échange de services entre fermiers, jointes aux initiatives de l'Etat en matière de travaux publics dues à Giolitti, avaient fini par assurer à cette région une prospérité enviable mais fragile.

La chute des prix agricoles et la crise économique générale de l'après-guerre commencèrent à ébranler le « système ». En outre, l'indiscipline se mit dans les rangs des travailleurs. Dans ces zones d'agriculture industrialisée et de production intensive, la petite propriété était déjà mal vue des ligues paysannes, parce que le petit propriétaire ou le métayer et sa famille pouvaient se soustraire aux prescriptions légales et prolonger à leur gré la journée de travail. On parlait partout alors du « droit à la terre » et les fils de fermiers ou de propriétaires capables et désireux d'exploiter eux-mêmes — d'autant que certains étaient revenus du front officiers —, supportaient avec une impatience mal dissi-

mulée la tyrannie des règlements corporatifs. Les grèves engagées par la Fédération (socialiste) des Travailleurs de la Terre pour les maintenir, contraignant à y participer fermiers et métayers, firent une légion de mécontents.

L'action des fascistes en profita. Un projet d'expropriation des grands domaines, d'inspiration maximaliste, et visant à créer des sortes de kolkhoses, tout en admettant le principe d'une indemnité aux propriétaires, acheva d'ébranler le crédit de la Fédération. Le projet n'avait aucune chance d'être voté par le Parlement, surtout si le groupe socialiste, qui le présentait, continuait à ne pas vouloir participer au gouvernement. La fraction communiste du parti en critiquait même l'économie générale, jugée encore trop favorable aux possédants : d'où manœuvres obliques du rapporteur, qui ne pouvaient qu'inquiéter les propriétaires. Expropriés en même temps que ceux-ci, les fermiers et métayers n'avaient d'autre perspective que d'être prolétarisés en devenant membres d'une coopérative agricole dont d'autres qu'eux assureraient la gestion. Le projet, qui d'ailleurs ne prévoyait rien dans l'immédiat pour les travailleurs du Midi, dressait donc inévitablement contre lui des multitudes de familles paysannes.

Cependant, plutôt que contre des réformes théoriques que leur caractère inapplicable rend inoffensives, c'est contre le réseau serré des Maisons du peuple, des Bourses du Travail, des coopératives, édifié depuis vingt ans par les réformistes, que les grands propriétaires vont employer la violence fasciste et retrouver ainsi la liberté contractuelle dans l'emploi de la main-d'œuvre.

Les méthodes de la réaction national-fasciste.

Avec la collaboration d'officiers de l'armée active et la complicité habituelle des carabiniers, le processus des « expéditions punitives » est bientôt mis au point. Une colonne de camions se forme, souvent de nuit, dans un centre urbain relativement éloigné du lieu qu'il s'agit de frapper pour obtenir un plus grand effet de surprise. Les bâtiments et les personnes à atteindre sont soigneusement notés d'avance.

En arrivant à la ville, au bourg ou au village désigné, les sièges d'organisations socialistes sont pillés et incendiés, les dirigeants locaux abattus sur place devant leurs proches ou emmenés dans la campagne pour y être assassinés. Dans la plus douce hypothèse, quand l'opération a lieu de jour, on se borne à imposer leur démission aux municipalités marxistes, à bannir du pays les principaux responsables et à bâtonner vigoureusement, après l'avoir abreuvé d'huile de ricin, quiconque ne se découvre pas assez vite devant les fanions fascistes ou résiste de façon quelconque aux injonctions des *squadristi*.

L'offensive fasciste commence durant l'été de 1920 en Vénétie Julienne, avant même la signature du traité de Rapallo, car là il s'agit en outre, pour les nationalistes italiens, de s'imposer par la terreur aux populations slaves sous prétexte de lutter contre le « bolchevisme ». Le siège des organisations ouvrières est incendié à Trieste en juillet 1920; en octobre, c'est le tour du journal socialiste *Il Lavoratore*, dirigé par Ignazio Silone —, à qui l'exil permettra de révéler au monde ses dons émouvants de romancier —, puis la Bourse du Travail de Fiume est détruite, et en janvier 1921 celle de Dignano. Le 28 février, la Bourse du Travail de Trieste est attaquée pour la troisième fois et réduite en cendres, ce qui provoque en représailles l'incendie des chantiers navals de San Marco — détruits, eux aussi —, par les ouvriers de Muggia, près de Trieste.

Au cours des mois suivants, une véritable guérilla s'instaurera en Istrie avec barbelés et mitrailleuses, villages incendiés, populations dispersées. Des cent « Cercles de culture » (slovènes) des faubourgs et de la banlieue de Trieste, pas un ne sera sauvé. Ainsi étaient tenues les promesses de Rapallo, *même sous le gouvernement Giolitti*. On imagine ce qui adviendra quand le fascisme sera maître du pouvoir. Une circulaire du ministre de la Guerre, Bonomi, avait prescrit, d'ailleurs, d'envoyer les officiers en cours de démobilisation (environ 60 000) dans les centres importants pour qu'ils y dirigent et encadrent les « Faisceaux de combat », en conservant de la sorte les quatre cinquièmes de leur solde. La

chose était si énorme que l'ancien président du Conseil en a rejeté la responsablité sur le haut commandement de l'armée, accusé par lui de l'avoir « trahi »; et il y a tout lieu de le croire sincère. Mais le fait de la collusion ouverte entre l'armée et les fascistes, comme auparavant entre l'armée et d'Annunzio, n'en demeure pas moins.

Au début de 1921, la province de Ferrare, anciennement agitée par des grèves agricoles extrêmement violentes, mais sous la direction d'éléments syndicalistes antisocialistes qui plus tard passeront presque tous au fascisme, devient le siège d'une « expérience » intéressée. L'Association agrarienne consent à céder par bail direct quelques milliers d'hectares de qualité médiocre à des cultivateurs exploitants, qui peuvent ainsi se soustraire au travail contingenté. Les villages qui les accueillent sont donnés en exemple de la supériorité des méthodes fascistes sur l'ancienne tyrannie socialiste, ennemie de la propriété. Le caractère factice de l'entreprise échappe à la simplicité des ruraux et, la terreur aidant, le passage en bloc des inscrits aux ligues paysannes dans les syndicats fascistes s'opère en un tournemain.

En novembre 1920, les 21 communes de la province avaient élu des municipalités socialistes; à la fin d'avril 1921, 4 seulement « tenaient » encore et elles ne tarderont pas, elles aussi, à être dissoutes ou à se démettre. Toute l'action a été menée par Italo Balbo, l'un des plus actifs lieutenants de Mussolini, futur gouverneur de Libye.

Après la province de Ferrare, c'est le tour de Mantoue, où Bourses du Travail confédérale et syndicaliste, Université populaire, Cercle des cheminots et l'appartement d'un député socialiste de la ville sont dévastés. Dans une localité voisine, au cri de : *A bas le roi! Vive d'Annunzio!* la destruction de la coopérative locale à la nuit tombante fait trente-huit blessés à l'arme blanche, dont plusieurs vieillards, trois mutilés de guerre, un enfant de 14 ans, sans qu'il y ait eu ombre de résistance.

La province de Reggio d'Emilie est le fief du réformiste Prampolini, qui y a fait surgir un réseau unique d'œuvres sociales prospères. La municipalité socialiste du chef-lieu

gère ou contrôle des services pharmaceutiques, de nombreux magasins d'alimentation, des restaurants, une minoterie. Des coopératives agricoles cultivent 2 227 hectares de terre; 86 coopératives de consommation, dont le chiffre d'affaires dépasse 53 millions de lires, comptent, en 1920, 16 800 membres. De mars à mai 1921, toute l'organisation est anéantie. Seize municipalités socialistes, à commencer par celle de Reggio, ont dû démissionner, des dizaines de dirigeants bannis de la province par les Faisceaux, parmi des brimades sans nombre envers les simples travailleurs.

Dans la province de Rovigo, celle de Matteotti, celui-ci a prescrit aux paysans, ses électeurs, de ne pas répondre aux provocations, de se taire, fût-ce avec les apparences de la lâcheté. Cela ne sauvera rien. Le bilan des sauvageries accomplies sur cette terre fertile est d'une terrible éloquence : plus une seule organisation syndicale ou coopérative debout, des dizaines de morts, 4 à 5 000 blessés ou torturés, plus de 1 000 demeures privées envahies, plus de 300 saccagées et brûlées.

Au cours du premier semestre de 1921, presque toute l'Emilie, la Vénétie, la Lombardie seront passées sous contrôle fasciste, avec les provinces agricoles de Pavie, Novare, Bologne, Modène, Plaisance, Padoue, Vicence, Udine, Bellune, etc. Seuls le Trentin et le Tyrol résisteront jusqu'à la veille de la marche sur Rome.

La vague dévastatrice en s'étendant vers le Sud recouvrira toute la Toscane — centre aujourd'hui du communisme le plus tenace, malgré la richesse du pays —, et toute l'Ombrie, la majeure partie des Marches, enfin les Pouilles, où le prolétariat agricole est particulièrement nombreux. Par contre, les autres provinces du Midi et les îles seront à peu près épargnées. Là, la misère est si grande et le pays si arriéré qu'il n'y a pas grand-chose à détruire.

Développement foudroyant du fascisme.

Les subsides des industriels et des agrariens couvrent désormais si largement les frais des « expéditions punitives », les risques en sont si limités — bien qu'il y ait tout de même

quelques victimes du côté fasciste, quand les colonnes n'agissent pas à cent contre un —, que les inscriptions d'hommes de main affluent aux sièges des Faisceaux. En juillet 1920, on en comptait 108 « constitués ou en voie de constitution ». A la mi-octobre, au lendemain de l'occupation des usines, ils sont 190; *à la fin de l'année, plus de 800,* et désormais il s'en crée 200 à 250 par mois. En novembre, au congrès du parti, il en existe 2 300. Il est vrai qu'entre-temps le mouvement a reçu la consécration officielle de l'Etat libéral et a fait entrer ses chefs au Parlement avec la complicité de Giolitti, dont pour la première fois les calculs vont se révéler trompeurs.

Les élections de mai 1921.

L'habile manœuvrier était singulièrement mal à son aise avec la Chambre de 1919 et ces deux partis monolithiques, dont l'un lui refusait son concours — qu'il eût souhaité —, et dont l'autre le lui accordait avec réticences. Don Sturzo lui-même en a fait l'aveu lorsqu'il a écrit : « Il (Giolitti) ne pouvait compter sur les populaires. Il savait ceux-ci hostiles à ses méthodes de gouvernement et il connaissait bien la défiance professée à son égard par... le secrétaire politique du parti. »

Il espéra réduire les rebelles par de nouvelles élections où il réaliserait l'union des partis constitutionnels en y incluant les fascistes, que les alliances auxquelles il les contraignait assagiraient, pensait-il. De même, l'échec probable subi par les socialistes les inciterait à participer enfin au gouvernement.

Les prétextes à la dissolution de la Chambre furent trouvés dans la nécessité d'y admettre les représentants des nouvelles provinces rattachées à l'Italie par les traités de Saint-Germain et de Rapallo; dans le trouble que la situation extérieure et financière avait apporté aux esprits en 1919 (mais ce trouble était plus accru que diminué, quoiqu'il eût un peu changé de caractère); dans certaines divergences de vues au sein de la majorité touchant des problèmes de première importance, tels que celui de la liberté d'enseignement.

Aventurées du côté fasciste, en face d'alliés que les habitudes prises dans l'illégalité situaient aux antipodes du libéralisme parlementaire, les prévisions de Giolitti ne l'étaient pas moins du côté socialiste. Là, il tendait la main à des hommes qu'il savait depuis des mois dans la condition de « hors-la-loi ». Son garde des Sceaux, le franc-maçon Fera, à la veille des élections, « envoie une circulaire à la magistrature pour l'inciter à laisser dormir les dossiers sur les actes criminels des fascistes. Les municipalités socialistes attaquées par eux sont dissoutes par décret ministériel « pour des raisons d'ordre public » : celle de Bologne le 2 avril, celles de Modène, Ferrare, Pérouse et des centaines d'autres peu après. Les fascistes entrent dans le bloc national, figurent sur ses listes. Leur action terroriste est du même coup « légalisée » : l'Etat libéral accomplit ainsi son premier et irréparable geste de suicide. De ce point de vue, Giolitti a été, bien plus que Mussolini, le Jean-Baptiste du fascisme ». (A. Rossi.)

La grande opération tentée par lui échoue complètement. Les populaires reviennent 107 au lieu de 99, avec les sièges supplémentaires de deux provinces profondément catholiques. Les marxistes sont à peine entamés : 139 (123 socialistes, 16 communistes) au lieu de 156, mais le nombre de leurs voix a augmenté, car celui des votants s'est accru, passant de 52 à 56 % des inscrits. Leurs pertes se situent surtout à leur aile gauche et c'est sans doute pour ce motif que Giolitti a pu estimer qu'« on eut par ces élections une amélioration dans la qualité des élus (?) ». Malgré tout, les maximalistes restent prépondérants et la perspective d'une collaboration du groupe au pouvoir s'évanouit. Les fascistes sont les grands profiteurs du bloc national et de la formidable pression administrative exercée en sa faveur — accompagnée d'une atmosphère de terreur antisocialiste dans les régions « occupées » par les *squadristi*, et l'on a vu qu'elles étaient déjà nombreuses. Trente-cinq d'entre eux à la Chambre, Mussolini à leur tête. Cette fois, il est élu triomphalement à Milan avec 125 000 voix et en même temps à Bologne; mais pas par les voix ouvrières.

Chute définitive de Giolitti.

Giolitti avait toujours eu cette qualité : qu'il se solidarisait loyalement avec les collaborateurs qu'il s'était choisis. Dans son ministère, un homme était particulièrement en butte aux attaques furieuses des nationalistes, qui ne lui pardonnaient pas d'avoir, à Rapallo, abandonné la Dalmatie aux Yougoslaves et fait de Fiume un Etat libre : le comte Sforza. Le président du Conseil se refusa à le sacrifier, d'autant qu'il avait été constamment d'accord avec lui.

Au reste, sa majorité désormais était faible et à la merci d'une conjonction des droites et de l'extrême gauche. Il méditait une réforme administrative, comportant de nombreuses suppressions d'emplois superfétatoires, afin d'accentuer l'amélioration budgétaire, et pour ce faire il se disposait à demander les pleins pouvoirs, seule façon d'éviter que la démagogie parlementaire n'entravât le projet.

Mais le parti populaire — qui s'était taillé une part notable dans la bureaucratie d'Etat —, ne voulait pas les lui accorder. Certain d'être mis tôt ou tard en minorité, Giolitti préféra, selon sa coutume, prendre les devants et démissionna le 1er juillet 1921.

Bonomi, son ministre de la Guerre, l'un des socialistes exclus du parti en 1912, lui succéda comme président du Conseil.

Mussolini au Parlement.

Les débuts de Mussolini au Parlement étaient attendus avec une vive curiosité. Il siégeait à l'extrême droite et le choix de ce secteur était déjà tout un programme, qui permettait de mesurer le chemin parcouru depuis 1912.

Son premier discours, prononcé le 21 juin, fut extrêmement habile. Tout de suite, il se posa en adversaire du gouvernement qui l'avait fait élire et surtout du comte Sforza. Sur les problèmes extérieurs, auxquels il accordait une place prépondérante — propagande allemande dans le Haut-Adige, indépendance nécessaire du Monténégro, question de Pales-

tine, etc. —, son langage s'identifia à celui des nationalistes, devenus ses maîtres à penser en matière internationale. Les velléités d'indépendance qu'il avait montrées en 1919, quand l'abcès de Fiume n'était pas encore formé, ou même en 1920 lorsqu'il déclarait s'accommoder du traité de Rapallo, comme 99 % des Italiens, ont fait place à l'acceptation intégrale des thèses de l'*Idea Nazionale*. Ce petit groupe de doctrinaires à la mégalomanie acrimonieuse et méprisante, mais incapable d'agir directement sur les foules, a désormais trouvé l'interprète qui, beaucoup mieux encore que d'Annunzio, saura monnayer ses élucubrations.

Sur le plan intérieur, Mussolini s'applique à dissocier les parlementaires socialo-communistes de la Confédération Générale du Travail : implacable adversaire des premiers, qui ne s'aperçoivent même pas que la Russie évolue rapidement — soutient-il —, vers un retour au capitalisme, il fait des avances très nettes à la seconde, bien qu'elle ne représente qu'une minorité des travailleurs manuels d'Italie, dont la plupart n'adhèrent à aucun syndicat. Entre elle, qui est demeurée patriote, et le fascisme, il n'y a nul motif d'opposition tranchée.

Il va beaucoup plus loin à l'égard des catholiques. A eux, c'est une alliance formelle qu'il propose, en rendant hommage, d'un point de vue purement national, à la valeur suréminente de la civilisation chrétienne. Ici encore, on croirait entendre parler Charles Maurras. « La tradition latine et impériale de Rome est représentée aujourd'hui par le catholicisme... La seule idée d'universalité qui existe aujourd'hui à Rome est celle qui rayonne du Vatican... S'il renonce définitivement à ses rêves de pouvoir temporel — et je crois qu'il est déjà prêt à le faire —, l'Italie, profane ou laïque, devrait fournir au Vatican une aide matérielle, lui donner des facilités pour édifier des écoles, des églises, des hôpitaux... Car le développement du catholicisme dans le monde, l'augmentation des 400 millions d'hommes qui dans toutes les parties de la terre tournent leurs regards vers Rome, tout cela doit nous intéresser, nous rendre fiers, nous autres Italiens. »

La substance de la « conciliation » réalisée en 1929 était déjà contenue dans ce premier discours. D'emblée, s'il n'avait pas désarmé les méfiances du parti populaire, il avait rendu favorable à Mussolini une grande partie du monde ecclésiastique.

La tuerie de Sarzana.

Sans trop se soucier des manœuvres parlementaires de Mussolini, les équipes volantes de *squadristi* n'en continuaient pas moins leurs « expéditions punitives ». Le 21 juillet, l'une d'elles, forte de 500 hommes, que commandait Amerigo Dumini, futur assassin de Matteotti, se présentait au capitaine des carabiniers de Sarzana, Jurgens, pour obtenir l'élargissement d'une dizaine de fascistes de Carrare incarcérés dans la prison de la ville. Jurgens n'avait que onze soldats avec lui, mais c'était un homme de caractère qui n'entendait pas s'en laisser imposer. Pendant qu'il parlementait avec Dumini, les fascistes, suivant une tactique qui leur réussissait d'ordinaire, se mirent à tempêter et à entourer l'officier et sa petite troupe en criant : « Assez de bavardages », comme s'ils voulaient tout de suite passer aux actes. Les carabiniers se mirent alors sur la défensive, et, un coup de revolver étant parti des rangs fascistes, répondirent par une décharge qui tua et blessa quelques-uns des agresseurs. Les autres, pris de panique, s'éparpillèrent alors dans toutes les directions.

Mais le bruit de l'expédition s'était répandu en ville et dans la campagne environnante, propagé par des cheminots dont le train avait essuyé peu auparavant les coups de feu de ces enragés. Dès qu'on connut la résistance des carabiniers, des paysans s'armèrent de tout ce qui leur tombait sous la main et organisèrent une véritable chasse aux fascistes débandés, que la force armée dut alors protéger contre la fureur populaire. Néanmoins une quinzaine furent pendus aux arbres ou noyés dans les étangs avoisinants. L'opération se solda pour eux par 18 morts et 30 blessés, malgré leur écrasante supériorité numérique, parce qu'ils

avaient exceptionnellement rencontré des représentants de la loi décidés à la faire respecter.

L'épisode permettait de mesurer à quel point les procédés fascistes étaient détestés dans la nation, et combien il demeurait encore possible, avec une politique énergique, d'échapper à la menace qu'ils faisaient peser sur l'Etat libéral. La déroute de Sarzana ne s'explique pourtant pas seulement par la lâcheté. C'est parce qu'ils se trouvent pour une fois traités en rebelles que les miliciens fascistes perdent toute leur jactance. De même, l'écroulement des forces socialistes vient de la stupeur qu'éprouve un peuple naturellement pacifique à voir l'armée, les préfets, les magistrats, les forces de police soutenir ses agresseurs, en sorte qu'à employer à son tour la violence, il se sent en quelque sorte *hors la loi*. On a rappelé avec raison à ce propos la timidité soudaine dont au 9 Thermidor se trouvèrent frappés les canonniers d'Hanriot lorsque la Convention eut déclaré Robespierre et ses amis « hors la loi ». La violence des masses, pour échapper à l'anarchie des instincts et se faire constructive, a toujours besoin de se sentir appuyée du dehors, fût-ce simplement par des forces morales.

Le pacte de pacification.

Mussolini comprenait parfaitement les dangers de la situation. En lui, l'ambition et la capacité de se révéler homme de gouvernement l'emportaient de plus en plus sur les passions du partisan. Au conseil national des Faisceaux, dès le 12 juillet, il avait livré bataille à ses amis pour faire ratifier la distinction entre organisations politiques socialistes et syndicats professionnels, posant ainsi les bases du pacte de pacification qu'après l'affaire de Sarzana, il propose formellement aux réformistes et aux populaires. Le 23 juillet, il refuse sa confiance au ministère Bonomi, qui n'a donné, selon lui, que de piètres excuses des faits accomplis, et conclut que la formule de l'avenir est « une coalition des trois forces agissantes en ce moment dans la vie du pays ».

La pacification lui semble d'autant plus opportune que des milices rouges, les *Arditi del popolo*, commençaient à s'organiser pour contrebattre les violences fascistes et surtout que le cabinet Bonomi paraissait décidé à montrer un peu plus de fermeté dans la répression que n'en avait témoigné Giolitti. L'incident de Sarzana en fut la première manifestation.

Le 2 août, le pacte de pacification est signé à Rome sous l'égide de M. De Nicola, président de la Chambre, entre les représentants du conseil national des Faisceaux, du parti socialiste, de la C.G.T. et des groupes parlementaires fasciste et socialiste.

Dès lors, Mussolini soutient à fond dans son journal sa nouvelle tactique et déclare même à certains dirigeants libéraux, dont il escompte l'appui, qu'il n'hésiterait pas à tourner les mitrailleuses contre les Faisceaux si, détenteur lui-même du pouvoir, ses amis persistaient à troubler l'ordre public.

Ceux-ci ne l'entendent pas ainsi. Le pacte leur apparaît une faiblesse, une manœuvre politicienne propre à briser l'élan d'un mouvement désormais sûr de vaincre. Dans la pratique, ils ne le ratifient pas. Meurtres et dévastations continuent en Vénétie, en Toscane et ailleurs. Mussolini lui-même est violemment pris à partie dans l'*Assalto*, le journal de Dino Grandi, jeune avocat de Bologne, ancien combattant, ambitieux de jouer lui aussi un rôle de premier plan. Une opposition de dirigeants provinciaux se groupe autour de lui et tient le 17 août dans la capitale de l'Emilie un congrès où Mussolini est si maltraité qu'il est amené à donner le lendemain sa démission de la commission exécutive des Faisceaux.

L'opposition affirme sa victoire en organisant au mois de septembre à Ferrare, à Todi, enfin à Ravenne, d'autres réunions qui aboutissent à la dénonciation du pacte de pacification par diverses fédérations provinciales.

La « marche fasciste » sur Ravenne, à l'occasion du 600e anniversaire de la mort de Dante, auquel participent de nombreux érudits étrangers, est l'occasion de scènes scan-

daleuses. Quiconque ne se découvre pas immédiatement devant les fanions fascistes est molesté et frappé, parfois jusqu'au sang. Ainsi adviendra-t-il à plusieurs prêtres et au grand franciscanisant danois Joergensen. Entre-temps, des cercles socialistes de la ville et des environs ont été saccagés, ainsi que la Bourse du Travail.

Atonie générale devant la violence fasciste.

Dans les rangs socialistes continuait de sévir une crise intérieure, qui eût paralysé toute entente efficace avec le fascisme, si même Mussolini n'y était demeuré l'objet d'une rancune tenace, malgré la signature de l'accord du 2 août. Quelques mois plus tôt, en janvier, au congrès de Livourne, la fraction communiste a fait sécession, bien que le groupe Turati lui-même ait voté sans conviction, par simple opportunisme, l'adhésion à la III[e] Internationale, avec d'inopérantes réserves en faveur de l'autonomie des groupes nationaux. Les forces respectives des trois tendances exprimées dans les « mandats » des délégués étaient alors les suivantes (sur un peu plus de 216 000 adhérents) : maximalistes (centre), 98 000 voix; communistes, 58 000; réformistes (droite), 14 600.

Ces chiffres marquent un recul des communistes, qui détenaient la majorité en septembre 1920, lors de l'occupation des usines, mais ne permettent pas aux réformistes d'apporter un concours appréciable à un gouvernement de coalition, celui dont rêvait Giolitti, que souhaite la majeure partie des populaires, et qui seul pourrait donner un contenu positif au traité de pacification conclu entre forces par trop inégales si celles de l'Etat n'interviennent pas entre elles comme arbitre; car seules les milices fascistes comptent jusqu'à présent. Or, la direction du parti, qui approuve le 10 août la pacification, réaffirme le 12 son hostilité à toute collaboration ministérielle. On s'en remet pour défendre les positions socialistes à un pouvoir dont on récuse par principe l'autorité.

Quant au gouvernement lui-même, il temporise, sentant

surtout sa fragilité, le manque de contact avec la ferveur populaire comme avec les milieux socialement dirigeants de la nation : bourgeoisie d'affaires, haute administration civile et militaire. Il devait lutter avec ses fonctionnaires, qui réclamaient une augmentation de traitements; atténuer les effets du krach de la Banque Italienne d'Escompte, l'une des quatre principales du pays, qui détenait 4 milliards de dépôts, et remédier à la position embarrassée du Banco di Roma, presque aussi important (qui avait financé la pénétration italienne en Libye). Ces difficultés économiques l'absorbaient, tandis que la situation extérieure, moins trouble qu'au lendemain immédiat de la guerre, restait tendue par les désaccords entre alliés, que manifestèrent si évidemment les conférences de Cannes et de Gênes.

Résipiscence de Mussolini. Congrès de Rome.

Mussolini perçut qu'il compromettait sans profit son prestige auprès des siens et en vint assez vite à se demander si, après avoir perdu la bataille pour la pacification, la participation au pouvoir n'allait pas de même lui échapper (car il ne songe pas encore à le revendiquer pour lui seul, n'imaginant pas que l'Etat libéral le lui abandonnerait sans combat). Les feuilles nationalistes lui témoignent un dédain offensant. Il opère alors un rapide changement de front et se rapproche des rebelles, qu'il excommuniait quelques semaines plus tôt. Pour masquer cette palinodie, et en même temps contraindre à une certaine cohésion les initiatives des fédérations dont l'indiscipline continue de l'alarmer, il se décide à préconiser dans le *Popolo d'Italia* la transformation du mouvement en parti, la nécessité d'un programme et commence à l'élaborer en vue de le présenter au congrès qui doit se tenir à Rome au début de novembre 1921.

Il n'y demeure à peu près rien de celui de 1919 et se caractérise par une adhésion totale au nationalisme intégral en politique extérieure, au militarisme comme moyen d'expansion, au libéralisme économique, que veut la grande industrie, avec renonciation absolue « aux étatisations, aux

nationalisations, aux municipalisations » et abandon de toutes les mesures fiscales « démagogiques » (telles que la nominativité des titres proposée par Giolitti). « Pleine liberté à l'Eglise catholique dans l'exercice de son ministère spirituel. » Nécessité d'un Etat très fort, mais « réduit à ses fonctions primitives politico-morales », sans ingérence dans la vie économique; son rôle spécifique est « de consacrer la somme de ses activités au renforcement, au développement, à l'expansion de la Nation italienne, qui pourra atteindre ainsi ses grands buts historiques et sociaux ». Le statut des « escouades d'action », publié à la veille du congrès de Rome, soumet celles-ci aux organes politiques dirigeants, fixés à peu près selon les normes et avec la terminologie habituelles dans tous les partis.

Le scénario du congrès est réglé d'avance par un compromis entre Mussolini et les chefs de l'opposition, qui savent détenir la majorité. Ils renoncent à critiquer publiquement le futur Duce et le Comité central du parti, qui l'a soutenu, à condition que le pacte de pacification soit enterré sans gloire. Afin d'éviter à tout prix un vote, Mussolini accepte. Les deux leaders montent successivement à la tribune pour des déclarations analogues sur la question : « Le traité appartient au passé, ce n'est plus qu'un épisode rétrospectif. » Là-dessus embrassades, ovations, enthousiasme.

Au dernier jour du congrès, quand on élit la commission exécutive des Faisceaux, Mussolini arrive en tête — son succès oratoire avait largement dépassé celui de son rival —, Grandi le second. N'étant pas revenu officiellement sur sa démission du 18 août, Mussolini déclare qu'il n'accepte pas et veut demeurer simple militant. Bien entendu, les congressistes protestent à grands cris et il se laisse faire une douce violence.

Reprise des agressions fascistes.

Malgré les humiliations qu'il a dû endurer, la position de Mussolini sort renforcée de la crise intérieure de 1921 au sein du fascisme. Tout d'abord, la défense un peu moins

molle de l'ordre public par Bonomi (qui a prescrit des restrictions au port d'armes et à la circulation des camions) a quelque peu gêné l'illégalisme des fascistes et un ou deux épisodes analogues à celui de Sarzana, où ils ont laissé des morts sur le terrain, les ont confirmés dans l'évidence d'une hostilité quasi générale à leur égard, et par conséquent convaincus de l'utilité d'avoir au Parlement un défenseur plus écouté et plus expérimenté que les très jeunes gens qui constituent le gros des effectifs fascistes.

En outre, les désordres que les fascistes ont causés à Rome durant le congrès, au scandale des milieux religieux, diplomatiques, intellectuels, nationaux et étrangers, de la capitale ont fait sentir à Grandi lui-même qu'une réaction de l'opinion demeure possible si ses amis vont trop loin et il esquisse une prudente retraite, bien qu'en province continuent les expéditions punitives.

Le gouvernement envisage alors de dissoudre par décret les escouades de combat. Mais la direction du parti s'insurge et lance le 15 décembre à toutes les sections l'ordre de verser aux escouades tous les membres régulièrement inscrits, qui s'élèvent déjà à 320 000, dont un tiers environ de militants actifs. Le projet gouvernemental devient inexécutable, à moins d'engager à fond une lutte sur deux fronts pour laquelle manquent les soutiens essentiels. Et puis le président du Conseil n'a-t-il pas été lui-même élu à Mantoue comme candidat du bloc national avec des fascistes pour colistiers, alors qu'ils s'étaient déjà érigés partout contre la loi? D'où lui viendrait sa soudaine intransigeance? D'ailleurs son ministère est renversé à la Chambre le 16 février 1922 par une conjonction des socialistes, qui lui reprochent sa longanimité envers les provocations fascistes, des fascistes, qui l'accusent de les persécuter, et d'un certain nombre de giolittiens désireux de ramener leur chef au pouvoir.

L'interminable crise de février-mars 1922.

Il y avait à la crise de février 1922 deux solutions logiques. En premier lieu, un ultime retour au pouvoir de

Giolitti, qui aurait, suivant sa tactique habituelle, cherché à dissocier le fascisme, pris dans son ministère Mussolini et un ou deux amis personnels de celui-ci en faisant front contre la fraction Grandi et en essayant d'attirer aussi les socialistes de droite, appuyés sur la C.G.T. C'était la solution préconisée sous le manteau par le directeur du *Popolo d'Italia* en juillet, lorsqu'il offrait son concours aux chefs libéraux contre ses amis et concrétisait le pacte de pacification. La manœuvre était beaucoup plus difficile après le congrès fasciste de novembre et la réconciliation spectaculaire avec Grandi. Mais elle demeurait possible et Mussolini n'en était pas à une volte-face près.

Il faut lui rendre cette justice qu'à plusieurs reprises et de nouveau en 1923, lorsqu'il sera devenu maître du pouvoir, il cherchera à briser les cadres du « squadrisme » factieux, dangereux pour l'autorité de l'Etat. En 1922, après une lutte pénible pour son amour-propre, il le soumet à la discipline de parti, assez flottante malgré tout. En 1923, il voudra l'encadrer dans l'armée régulière en lui donnant pour chefs des officiers de carrière, et là il sera battu encore une fois par les extrémistes, demeurés majoritaires à la direction du P.N.F. Pour triompher, il lui aurait fallu l'appui d'un ou plusieurs grands partis constitutionnels, exempts de préjugés, mais leur collaboration, réticente, demeura inefficace. Giolitti seul pouvait réussir en 1922 l'opération, mais il trouva contre lui le barrage de Don Sturzo, ce que tous les historiens appellent son « veto ». C'est ce qu'à peu près seul dans le P.P.I. avait compris son meilleur spécialiste de politique étrangère — on pourrait presque dire l'unique —, à qui la destinée ne permit jamais de donner sa mesure, Domenico Russo, correspondant à Paris du « trust » des journaux italiens démocrates-chrétiens, qui estimait à l'époque que personne mieux que Mussolini ne pouvait liquider le fascisme (après quoi il eût été facile de le liquider lui-même s'il était apparu dangereux) et déplora plus que quiconque l'obstination de Don Sturzo, son ami de toujours cependant, à écarter par entêtement de doctrinaire et antipathie personnelle la combinaison Giolitti.

Le secrétaire politique du P.P.I. s'est défendu d'avoir jamais donné à ses troupes autre chose que des avis, « d'un caractère normatif, jamais impératif »; il en allègue pour preuves qu'en 1920 il avait déjà déconseillé la collaboration avec Giolitti, de même qu'en 1922 avec Facta, et que dans les deux cas le groupe parlementaire populaire agit différemment. C'est exact. Le leader du groupe parlementaire restait Meda et Meda avait une optique différente de celle de Sturzo. Mais les conseils de ce dernier, surtout formulés d'une certaine façon, n'en possédaient pas moins un poids énorme. En 1920, le retour de Giolitti au pouvoir était réclamé par tout le pays; les populaires avaient un an d'existence; il leur était moralement impossible de s'y opposer. En février 1922, la situation était tout de même plus confuse et l'autorité de Sturzo encore très forte ; aller contre son vœu était plus difficile à Meda, qui d'ailleurs rejetait la seconde solution, préconisée par les libéraux lorsque Giolitti fut décidément écarté : accepter lui-même la présidence du Conseil.

La base de son cabinet eût été fragile. Lui n'aurait certainement pas collaboré avec Mussolini et se serait donc aliéné toute la droite. Les socialistes restaient murés dans l'opposition et le détachement des 60 réformistes n'adviendra que quelques mois plus tard (toutes leurs décisions utiles viennent régulièrement trop tard). Les groupes libéraux, aussi bien celui de Nitti que celui de Giolitti ou les radicaux, supportaient les populaires comme des gêneurs, qui ne jouaient pas le jeu parlementaire, avec leur insolite prétention de défendre d'abord « un programme », et qui aux uns comme aux autres avaient enlevé de nombreux sièges : crime inexpiable. Enfin une prise de position énergique du P.P.I. contre le fascisme aurait peut-être été à l'époque désavouée par le Vatican, où Mussolini avait déjà de puissants appuis, qui joueront en sa faveur un peu plus tard. Meda, malgré d'éminentes qualités techniques et morales, était au reste assez timide devant la violence, beaucoup plus que ne le sera après la seconde guerre mondiale M. De Gasperi. Avec un autre tempérament, il se serait peut-être embar-

qué, malgré tout. Tel qu'il réagissait, il ne le pouvait pas.

On en vint alors à la pire de toutes les solutions : un cabinet Giolitti sans Giolitti, en confiant le pouvoir au plus médiocre de ses lieutenants, Facta, qui ne lui fut même pas fidèle, car il résulte des confidences faites par le vieil homme d'Etat piémontais au comte Sforza peu avant sa mort que, lorsqu'en octobre la situation du régime constitutionnel parut vraiment désespérée et qu'on reparla de recourir à Giolitti, Facta fit tout le possible pour l'empêcher de venir à Rome, allant jusqu'à lui télégraphier que des inondations avaient coupé la voie ferrée! Cet inconsistant politicien s'était laissé prendre à l'appât que lui tendaient les fascistes : « Rester président du Conseil avec Mussolini et sa bande. »

Sous son gouvernement, le processus de décomposition de l'Etat libéral s'accélère sans répit. La prépotence fasciste ne connaît plus aucune limite, tout l'appareil de répression civil et militaire restant en sa présence comme frappé de paralysie.

L'utilisation des chômeurs par le syndicalisme fasciste.

C'est à ce moment que les escouades de combat utilisent un nouveau procédé pour achever de désorganiser la résistance ouvrière et permettre aux agrariens de ne plus tenir compte des contrats collectifs ou des engagements pris en matière de salaires.

La crise économique a augmenté considérablement le nombre des chômeurs, à la ville comme à la campagne. De 102 000 à la fin de 1920, ils sont passés à 512 000 en décembre 1921, à 607 000 en janvier 1922, et le mouvement continue à s'accentuer. D'autre part, là où les organisations socialistes ont été détruites, les fascistes se présentent en successeurs, ainsi qu'on l'a vu à Ferrare pour commencer et, depuis, partout où ils se sont installés en force. Cela leur a mis sur les bras une foule de travailleurs et les a obligés à constituer une confédération générale des Syndicats nationaux, qui groupe, au début de juin 1922, 458 000 membres, dont 227 000 paysans, 72 000 ouvriers de l'industrie, le reste

se répartissant entre les services publics, les administrations locales et les techniciens. Ils utilisent ces troupes, et spécialement les chômeurs, comme « briseurs de grèves », permettant aux employeurs soit de traiter exclusivement avec les syndicats fascistes, qui maintiennent en général, sur le papier, les anciens salaires, mais en détruisant toutes les garanties d'application dont les socialistes les avaient entourés, parfois même, comme dans la province de Milan, en les déclarant revisables *tous les trois mois* au gré des patrons; soit de déchirer, comme à Brescia et à Pavie, les contrats que ceux-ci venaient de signer avec les organisations affiliées à la C.G.T. et de réduire les résistances en faisant venir d'autres zones des travailleurs étrangers au pays, non sans provoquer ainsi protestations et bagarres.

Partout où les autorités veulent s'opposer à leurs agissements — et le cas est très rare —, les fascistes traitent ces autorités en ennemies. A Bologne, le préfet a défendu la circulation en camions de travailleurs amenés du dehors dans un certain nombre de localités. Le directoire du fascisme bolonais mobilise ses forces (plusieurs dizaines de milliers d'hommes, accourus de toute la province), les fait manifester devant la préfecture, dévaster la grande centrale des magasins municipaux d'alimentation et refuse pendant cinq jours de donner l'ordre d'évacuer la ville si le préfet n'est pas révoqué. Le gouvernement ne cède pas immédiatement; Mussolini intervient et ordonne la démobilisation; mais peu après le préfet est nommé à Bari, où les fascistes du cru l'accueillent par des huées. A Prato, en Toscane, la force publique barre une rue où se préparait à passer un cortège fasciste. Le lendemain, le Faisceau ordonne la fermeture de toutes les usines, jusqu'à ce que le commissaire de police responsable soit éloigné. Une délégation se rend auprès du préfet, qui accorde tout ce qu'on lui demande : le déplacement du commissaire, *la punition des gardes royales, coupables d'avoir exécuté ses ordres* (!), l'autorisation d'organiser un grand meeting de réparation.

Des faits analogues, aggravés, se rééditent en juillet à Crémone et provoquent à la Chambre plus d'émotion, car la

préfecture a été envahie après pillage et incendie d'une imprimerie, d'un journal, et de l'appartement du député populaire Miglioli. Une nouvelle crise ministérielle éclate à la mi-juillet, qui aboutit, après deux semaines de tractations aussi vaines entre groupes toujours obstinés à fuir les responsabilités, à une réédition du pitoyable cabinet Facta, où quelques hommes de valeur, comme Amendola, se trouvent réduits à l'impuissance par la nullité du chef.

Grève générale du 31 juillet 1922.

Entre-temps, la merveilleuse aptitude des dirigeants maximalistes, poussés cette fois par les éléments anarchistes du Syndicat national des Cheminots, à accomplir toujours les gestes les plus nuisibles à la classe ouvrière va offrir aux fascistes l'occasion d'un facile triomphe sur des travailleurs désaxés, accablés de désillusions, en décrétant de nouveau une « grève générale nationale », qui doit éclater le 31 juillet à minuit, afin « de défendre les libertés politiques et syndicales menacées par les factions réactionnaires ».

Mais tout d'abord cette grève, qu'on voulait décisive, venait trop tard, car les grèves sévissaient à l'état endémique dans l'Italie de 1922, et justement, depuis la mi-juillet, après l'occupation fasciste de Novare, une grève générale avait éclaté dans tout le Piémont et en Lombardie, positions-clés du mouvement ouvrier. Un centre secondaire de grève « générale » existait dans les Marches, où des fascistes venus d'Ombrie avaient occupé Macerata et Ancône, la ville la plus remuante de la côte adriatique, qui avait été le centre de la « semaine rouge » en 1914. Les ouvriers de ces provinces étaient déjà à bout de souffle quand les chefs confédéraux décidèrent la grève nationale.

Par ailleurs, tandis que la grève des transports s'avérait beaucoup plus gênante pour les agents du pouvoir que pour les bandes fascistes, exercées depuis des mois aux rapides concentrations qui permettaient leurs coups de surprise, le mouvement se produisait précisément pendant qu'il n'existait pas, pratiquement, de gouvernement. L' « avertisse-

ment » qu'on voulait lui donner tombait dès lors dans le vide. Pour comble, les syndicats « blancs », dont le concours était indispensable, venaient de faire prévaloir dans le groupe parlementaire populaire le principe d'une collaboration avec les réformistes, à quoi ceux-ci paraissaient enfin décidés (une visite de Turati au roi semblait en apporter la preuve) et s'étaient refusés à participer à la grève générale.

Ce sont les fascistes qui, en mobilisant leurs forces, lanceront un ultimatum à la fois aux grévistes et à l'Etat, et apparaîtront plus que celui-ci les sauveurs de l'ordre. « Si dans les 48 heures après la proclamation de la grève — dit la circulaire réservée adressée à toutes les Fédérations —, le gouvernement n'a pas réussi à la faire cesser, les fascistes s'en chargeront eux-mêmes directement. »

Ainsi advient-il. Non pas en remplaçant les ouvriers défaillants — expédient indigne d'un mouvement aussi habitué à se faire craindre —, mais en contraignant par la force, sous la menace du revolver ou du gourdin, et parfois en brûlant leurs maisons par surcroît, les grévistes à regagner leurs chantiers, leurs ateliers ou leurs gares. Avec quelques heures de retard sur l'ultimatum fasciste, l'Alliance du Travail doit ordonner la fin de la grève pour le 3 août à midi. C'est bien l'aveu de la défaite ouvrière, une défaite dont le socialisme italien, quelle que soit sa tendance ou sa forme, ne se relèvera plus avant 1944.

Achèvement du réseau d'occupations fascistes.

Les randonnées des escouades fascistes à travers l'Italie pour sommer les grévistes de reprendre le travail avec matraquages à l'appui leur permettent d'atteindre deux objectifs complémentaires : étendre leur action à divers centres importants où elles n'avaient pas encore pénétré ou pu s'affirmer suffisamment; achever au passage la destruction des locaux où subsistait une organisation socialiste.

Ainsi tombent sous leur contrôle en quelques jours, d'une part Livourne, dernier bastion de la résistance ouvrière en Toscane, d'autre part et surtout Gênes, avec sa banlieue industrielle, puis Milan.

Le cas de Gênes était très particulier. Les ouvriers du port — débardeurs, calfats, charpentiers, etc. —, étaient groupés en coopératives aussi fermées que les anciennes corporations et dirigées par des syndicalistes de droite, autonomes à l'égard de la C.G.T., qui avaient été interventionnistes en 1915 et demeuraient en liaison étroite avec d'Annunzio. Quant à la gestion de toutes les activités économiques, elle était sous la dépendance d'un puissant organisme reconnu par l'Etat, le Consortium Autonome du Port, que présidait un personnage considérable du monde des affaires, le sénateur Ronco. De même qu'ils avaient anéanti la réglementation élaborée par les ligues agraires, les fascistes veulent ici briser les cadres corporatifs qui créent des catégories privilégiées de travailleurs et ils auront, naturellement, l'appui des chômeurs ou des ouvriers non qualifiés, simples instruments en l'occurrence d'une manœuvre démagogique destinée à faire place nette pour les syndicats fascistes.

Depuis assez longtemps déjà, les témoignages de déférence verbale donnés encore à d'Annunzio par Mussolini et ses fidèles recouvraient la plus réelle inimitié. La « Charte du Carnaro » et l'espèce de travaillisme nationaliste qu'elle devait généraliser n'étaient plus magnifiés que par une minorité de fascistes. Les autres s'en gaussaient comme d'une rêverie de poète. D'Annunzio s'est vu supplanté dans le rôle d'inspirateur du mouvement de renaissance nationale, qu'il espérait continuer; il en garde une amertume qui s'épanche en épigrammes acérées, mais, la vieillesse approchant pour lui, il acceptera bientôt le pacte tacite d'être largement pensionné par Mussolini dans la somptueuse villa du lac de Garde où, après Fiume, il a transporté ses pénates, pourvu qu'il s'y tienne tranquille et n'intervienne plus dans la politique active. Mettre ses amis ouvriers à la raison ne peut donc un seul instant retenir l'état-major fasciste qui dirige l'opération génoise et où figurent trois futurs ministres. On aura encore moins égard au sénateur Ronco. Après l'avoir traité en subalterne, invité à venir prendre les ordres des miliciens fascistes à l'hôtel où ils ont établi leur quartier général, et

devant son refus de les exécuter sans l'accord du roi, il voit, une demi-heure après, le siège du Consortium envahi et doit sous la menace du revolver ratifier la suppression des corporations existantes. En guise de remerciement, une affiche est apposée qui l'injurie copieusement.

A Milan, la municipalité est de très longue date aux mains des socialistes modérés; le magnifique palais Marino, où elle siège, est lui aussi occupé, l'*Avanti* saccagé (pour la troisième fois depuis 1919) après une véritable bataille rangée, qui fait deux morts et quelques blessés parmi les assaillants, mais détruit complètement par le feu l'édifice, le matériel et les réserves de papier.

Quant aux bourses du travail, mairies, cercles, coopératives, sociétés de secours mutuels, etc., occupés ou dévastés, aux municipalités socialistes contraintes de démissionner, du 1er au 4 août, dans les chefs-lieux de province, les grosses et moyennes agglomérations industrielles ou agricoles de l'Italie du Nord et du Centre, énumérés dans un bulletin triomphal par le *Popolo d'Italia*, leur nombre s'élevait à 150 environ.

Tractations secrètes de Mussolini.

Il semble incroyable que, dans ces conditions, Mussolini ait éprouvé le besoin de se prémunir contre tout risque d'échec de la marche sur Rome — dont à la fin de l'été chacun parle en Italie comme de la péripétie prochaine —, par une série de tractations plus ou moins secrètes avec tous les hommes et tous les pouvoirs susceptibles de former ou d'appuyer un nouveau gouvernement, dont il veut à tout prix faire partie et dans un poste de première importance.

Tour à tour Giolitti, Nitti, Salandra sont l'objet de sondages par des intermédiaires de marque — le préfet de Milan, un ambassadeur de carrière, d'autres encore —, sur la place qu'ils seraient disposés à accorder aux fascistes dans un ministère présidé par eux. Tous trois répondent favorablement, mais par des offres jugées insuffisantes, qui toutefois les engagent. Nitti prononce même dans une petite ville

du Midi un discours dont les idées maîtresses — armée forte, suppression des emplois inutiles, abandon des mesures vexatoires pour le capital —, ont été concertées d'avance avec l'envoyé de Mussolini. Celui-ci avait d'abord dû rencontrer personnellement l'ancien président du Conseil en même temps que d'Annunzio; mais un accident survenu au poète fit avorter le projet.

Du côté du P.P.I., un groupe de huit sénateurs populaires a déjà pris l'initiative, le 19 septembre, d'écrire à Don Sturzo une lettre soulignant l'impossibilité d'un accord avec les socialistes, auquel le secrétaire du parti, grand admirateur du Centre allemand — qui gouverne avec la social-démocratie —, n'aurait fait aucune objection de principe. Mais son autorité commence à être ébranlée au Vatican.

Des assurances de bon vouloir sont prodiguées aux deux observances maçonniques — en général favorables au fascisme —, que Mussolini pourfendait naguère. Entouré lui-même de nombreux francs-maçons, tant au groupe parlementaire fasciste qu'à la direction du parti, il n'a pas de peine à inspirer confiance aux dirigeants des loges.

Reste la plus haute autorité, celle du roi, qui n'a pas pour le fascisme les sympathies déclarées de sa mère, la reine Marguerite. Il escompte le prochain retour au pouvoir de Giolitti. Mais Mussolini a dans la famille royale un complice précieux, le duc d'Aoste, cousin du souverain, longtemps héritier présomptif jusqu'à la naissance en 1904 du jeune prince Humbert, commandant d'armée heureux pendant la guerre européenne, réactionnaire et ambitieux à froid, qui jouerait volontiers le rôle des Orléans en cas de difficultés pour la branche aînée. Mussolini le met dans son jeu et en fait parler, suffisamment pour inquiéter le roi, pas assez pour le cabrer. Ainsi tout est prêt pour la suprême partie.

Dispositif de la marche sur Rome.

Dans la seconde quinzaine d'octobre, le dispositif de la marche sur Rome est définitivement mis au point, à Bordi-

ghera, par trois des « quadrumvirs » qui doivent commander l'action, le général De Bono, Cesare De Vecchi et Italo Balbo. Le quatrième sera Michele Bianchi, secrétaire général du parti. Ce quadrumvirat synthétise les composantes du fascisme triomphant : l'armée, la grande propriété foncière, le « squadrisme », le syndicalisme antimarxiste, avec le nationalisme pour commun dénominateur. En fait, malgré le soin mis à arrêter le dispositif et le grand nombre d'officiers de réserve placés au commandement des colonnes, qui des douze « zones » entre lesquelles sera divisée l'Italie devront se concentrer au nord et à l'est de la capitale (Santa Marinella, Monte Rotondo et Tivoli), avec quartier général à Pérouse, pour effectuer la fameuse « marche », l'exécution révélera tant d'oublis — en particulier pour le ravitaillement —, de manque de liaisons et de fausses manœuvres qu'on serait tenté de donner raison à Badoglio — qui, lui, n'était pas un général de *pronunciamiento* pour rire —, s'il était vrai qu'examinant la situation à Rome au début d'octobre avec le généralissime Diaz et le ministre de la Guerre, il eût prononcé : « Après cinq minutes de feu, tout le fascisme s'écroulera. » Phrase démentie par lui, comme beaucoup de mots historiques.

Malgré les complaisances qui vidaient les magasins militaires dans les camions des *squadristi*, ceux-ci ne disposaient tout de même que d'armes légères et comptaient une majorité de miliciens sans aucune formation militaire. Devant des automitrailleuses, aux mains de vrais soldats, il est trop clair que, même à la dernière étape, après toutes leurs rodomontades, ils n'auraient pas tenu cinq minutes. Mais ces cinq minutes, il fallait les *vouloir*. Ou même, tout simplement : montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir.

Le Congrès de Naples.

Un congrès national fasciste devait s'ouvrir le 24 octobre à Naples et annoncer aux militants les ultimes résolutions.

Mussolini formula ses exigences : dissolution de la Chambre, réforme électorale, nouvelles élections, et dans le pro-

chain gouvernement *cinq* portefeuilles : Affaires étrangères, Guerre, Marine, Travail, Travaux publics, ainsi que le Commissariat général à l'Emigration. « Qu'a-t-on répondu? Rien. Pis encore, on nous a fait des propositions ridicules. On nous a parlé de ministres sans portefeuille, de sous-secrétariats d'Etat. Tout cela est dérisoire. Nous n'entendons pas entrer dans le gouvernement par la porte de service, nous n'entendons pas vendre notre admirable droit d'aînesse idéal pour un misérable plat de lentilles ministériel... Ainsi le problème qui n'a pas été compris dans ses termes historiques se présente et s'impose comme un problème de force... Nous voulons devenir l'Etat. »

Dans l'après-midi du 24, il assiste à un défilé de 40 000 fascistes, leur jette encore quelques mots enflammés, puis un dernier conciliabule entre dirigeants décide que tous les pouvoirs hiérarchiques du fascisme passeront au quadrumvirat le 26 à minuit. Les commandants d'escouades regagnent avec elles leurs provinces pour y assumer leur commandement. Mussolini repart le matin du 25 pour Milan, tandis que le congrès proprement dit se tient dans l'indifférence générale devant une salle à peu près vide.

Tout l'intérêt est désormais concentré à Rome, où les leaders parlementaires échafaudent leurs combinaisons.

Le roi fait appel à Mussolini (29 octobre 1922).

Le 27 octobre, on apprend que le cabinet Facta est démissionnaire et a transmis ses pouvoirs aux autorités militaires. Tous les journaux demandent un gouvernement fort dont feraient partie les fascistes. La droite constitutionnelle préconise un ministère Salandra. Facta envisagerait volontiers de garder la présidence du Conseil en remplaçant par trois ministres fascistes les trois démocrates de gauche de son équipe que Mussolini a dénoncés à Naples comme « les âmes damnées de la réaction antifasciste ». Mussolini, appelé à Rome par Facta, refuse de s'y rendre.

La matinée du 28 sera décisive. Le roi est très impressionné par la mobilisation fasciste et la menace de descente

sur la capitale. A 9 heures, Facta doit aller lui faire signer le décret instituant l'état de siège et le mettre au courant de la situation. Le souverain demande à réfléchir. Un nouveau Conseil des ministres charge Facta de retourner chez le roi et d'insister pour qu'il signe le décret. Il y revient à 11 h 30, mais se voit opposer un refus définitif. De sérieux indices peuvent faire supposer que Facta, au lieu de remplir la mission dont il était investi, avait au contraire déconseillé au souverain de signer le décret, sous prétexte qu'un ministère démissionnaire n'avait pas l'autorité voulue pour le prendre. Il est sûr aussi qu'entre 9 heures et 11 h 30 le roi reçut des personnalités monarchistes, notamment l'amiral Thaon de Revel (qui sera ministre de la Marine du premier cabinet Mussolini), venues lui demander de ne pas opposer les fascistes à l'armée. Quoi qu'il en soit, à la fin de la matinée, le décret était retiré et le ministère définitivement disqualifié.

L'après-midi, le roi consulte les principaux parlementaires présents à Rome (il y manque Giolitti) et l'on s'oriente vers un cabinet Salandra. Celui-ci offre aux fascistes quatre portefeuilles et le fait téléphoner à 1 heure du matin, le 29, à Mussolini, qui répond : « Ce n'était pas la peine de mobiliser l'armée fasciste, de faire une révolution, d'avoir des morts, pour une solution Salandra-Mussolini et pour quatre portefeuilles. Je n'accepte pas. » Et il raccroche le récepteur.

Le 29, à 10 heures du matin, Salandra se rend au Quirinal pour annoncer au roi qu'il renonce à former le cabinet et conseille d'en charger Mussolini. Victor-Emmanuel prie alors le « quadrumvir » De Vecchi, fidèle monarchiste, qu'on avait fait venir de Pérouse à Rome pour les négociations, d'appeler par téléphone Mussolini à Rome. Nouveau refus : il n'y viendra que s'il reçoit un télégramme du souverain le lui demandant explicitement. Un aide de camp du roi envoie alors le télégramme, dont on trouvera par la suite le fac-similé dans les manuels d'histoire édités pendant l'ère fasciste. Le soir, Mussolini quitte Milan, sa liste de ministres en poche, et reçoit de Victor-Emmanuel, le lendemain, mandat de constituer un nouveau ministère.

Et la « marche sur Rome » ? Elle n'avait plus de raison

d'être, et n'avait servi que comme moyen de pression plus énergique que les autres. Il fallait tout de même donner une satisfaction morale aux colonnes de *squadristi*, qui, depuis trois jours, se morfondaient sous la pluie et sans vivres, attendant le moment de se montrer dans la capitale. Mussolini, désormais chef du gouvernement, les y fera défiler le 31.

Ce sera la première des parades qui créeront peu à peu, pour l'usage interne et surtout externe, l'illusion d'un Etat fort.

Bilan des responsabilités.

Si l'on essaie d'établir impartialement le bilan des responsabilités dans l'avènement au pouvoir des fascistes, il faut placer au premier rang la carence totale d'autorité des chefs de gouvernement libéraux, qui sous-estimèrent constamment le péril représenté par l'illégalisme et la violence fascistes pour le régime même qu'ils avaient charge de défendre. En second lieu, l'effarante incompréhension des véritables intérêts de la classe ouvrière — lancée aveuglément dans des grèves incessantes, sans lien entre elles et souvent sans but discernable —, par les différentes fractions du socialisme italien, mais surtout par les maximalistes. Le P.P.I. ne fut pas non plus exempt d'erreurs par un excès de rigidité doctrinale à un moment historique où elle devait faire place à une certaine souplesse, et par des exclusives personnelles hors de saison. Les responsabilités du roi viennent assurément les dernières : quand il eut à intervenir, la situation était trop compromise pour pouvoir être redressée sinon sans guerre civile (celle-ci existait à l'état larvé depuis deux ans), du moins sans troubles intérieurs graves et prolongés.

CHAPITRE VI

MUSSOLINI ET LE RÉGIME FASCISTE (1922-1939)

En assumant le pouvoir, Mussolini s'appliqua d'abord à donner l'impression qu'il poursuivait une large concentration et fit appel à des hommes de tous les partis, à l'exclusion de l'extrême gauche. Sans doute, il prenait lui-même, avec la présidence du Conseil, les portefeuilles de l'Intérieur et des Affaires étrangères, cumul bien ambitieux mais qui n'était pas absolument sans précédent, puisque, comme on l'a vu, Crispi l'avait fait aussi dans son premier cabinet. Il aurait même voulu, parmi ses collaborateurs, un représentant de la C.G.T. Le député Baldesi, pressenti, avait donné son accord; mais la droite de Salandra, dont les socialistes avaient toujours combattu depuis 1919 le retour au pouvoir, en marqua un vif déplaisir et Mussolini s'inclina.

Le cabinet Mussolini.

Tel quel, le ministère, par sa composition, tendait à

l'apaisement. Sur treize ministres — sans le compter lui-même —, trois seulement étaient membres du parti et de ceux qui, par leur âge, leur éducation, leur passé, apparaissaient le plus susceptibles d'inspirer une confiance générale. A la Justice M. Oviglio, avocat franc-maçon, était membre de la minorité du Conseil municipal de Bologne lorsque son collègue Giordani, mutilé de guerre, y fut assassiné par la foule déchaînée avec la complicité de la majorité socialo-communiste. Visé à son tour et blessé, il posa calmement devant lui son revolver chargé en disant : « Tuez-moi, si vous voulez. Moi, je ne tire pas contre des Italiens. » M. Giuriati, descendant d'une vieille famille vénitienne, jurisconsulte, organisateur à cinquante ans d'un groupe de combattants volontaires originaires des provinces « irredente », mutilé et médaillé de guerre, lui aussi, avait été à Fiume le chef de cabinet de Gabriel d'Annunzio et représentait l'élément *arditi*. Enfin le ministre des Finances, Alberto De Stefani, professeur d'économie politique à Vicence, faisait plutôt figure de technicien que de *squadrista*, bien qu'il eût participé au coup de force accompli à Gênes rappelé au chapitre précédent. A côté d'eux se trouvaient le leader nationaliste Federzoni au département des Colonies; quatre libéraux de diverses nuances et deux « populaires », dont le ministre du Trésor, Tangorra, successeur à l'université de Pise du grand sociologue catholique Toniolo; enfin, personnalités sans parti, à la Guerre et à la Marine, les deux chefs militaires qui avaient conduit l'Italie à la victoire, le général Diaz et l'amiral Thaon de Revel, ainsi que le philosophe Giovanni Gentile à l'Instruction publique. La liste des sous-secrétaires d'Etat fortifiait, il est vrai, la représentation fasciste — et avec des noms de militants plus directement mêlés aux luttes civiles des dernières années, comme M. De Vecchi, Acerbo et le général De Bono —, sans augmenter sensiblement celle des autres partis, sauf pour les nationalistes et surtout les démocrates-chrétiens, qui au total comptaient six membres dans le premier ministère Mussolini, mais pas des plus marquants.

Néanmoins la volonté d'union de celui qu'on allait appeler le Duce apparaissait évidente. Tout en adressant de

très dures paroles aux députés lors de son premier contact avec eux comme chef du nouveau gouvernement, pour bien leur prouver qu'ils avaient désormais un maître, ce discours mémorable du 16 novembre 1922 ne fermait pas la porte à la collaboration parlementaire. Il la sollicitait même, mais dans la discipline, la renonciation aux querelles partisanes, la soumission aux intérêts supérieurs de la nation. On doit penser que Mussolini escomptait encore à ce moment une évolution de la situation intérieure différente de celle qui adviendra deux ans plus tard, lorsque peu à peu la majeure partie des « populaires », puis de nombreux libéraux et démocrates rejoindront les socialistes de toutes tendances dans une opposition formelle, irréductible, allant jusqu'à la retraite « sur l'Aventin », c'est-à-dire l'abandon du Parlement, avec l'espoir d'obliger le Duce à se démettre ou à revenir à la pratique constitutionnelle, d'ailleurs peu entamée avant 1924.

De novembre 1922 à janvier 1925 se joue la destinée du fascisme autant qu'avant la marche sur Rome, mais sous un autre aspect. Le pouvoir a changé de mains et la position des opposants est beaucoup plus faible. Les fautes des gouvernants peuvent toutefois la renforcer, car c'est contre eux désormais que s'exerce la critique. Ce sont pour le régime nouveau et pour son chef les années cruciales, qui décideront de toute l'orientation future du mouvement. Les partis, un moment désorientés par la brusque issue d'un état de tension intérieure devenu intolérable, n'ont désarmé qu'en apparence; au Parlement, les fascistes restent une faible minorité; l'existence des « escouades » militarisées crée un problème qu'il importe de régler au plus tôt sur des bases nationales; parce que le nom et la personne de Mussolini se trouvent liés à la réaction contre le défaitisme et la déliquescence parlementaire, c'est tout naturellement en lui que s'incarne l'espoir d'un grand nombre d'Italiens, mais il n'a pas triomphé tout seul ni si complètement qu'un retour de fortune ne demeure possible : on s'en apercevra lors de l'affaire Matteotti.

L'effort de Mussolini pendant un an, sur le plan intérieur, va donc tendre à se libérer de l'extrémisme fasciste pour « normaliser » le régime sans en ébranler les fonde-

ments, qui reposent avant tout sur sa personne. Pour cela, il lui faut trouver des alliés dans le fascisme même et au dehors, se faire plébisciter par le consentement populaire. Et sa politique extérieure, à son tour, se trouvera nécessairement influencée par sa réussite ou son échec.

Beaucoup d'antifascistes passionnés ont nié cette impression de délivrance que ressentit l'Italie au lendemain du 29 octobre 1922 et l'immense crédit qu'elle avait ouvert à Mussolini. Le parti pris en cela les aveugle. Même d'irréductibles adversaires, mais lucides, comme le comte Sforza, qui donna immédiatement sa démission d'ambassadeur à Paris et refusa de servir un jour de plus le nouveau régime, l'ont reconnu sans détours. Ce fut, a écrit le ministre des Affaires étrangères de Giolitti et de De Gasperi, une « lune de miel entre l'Italie et le fascisme... Peu d'hommes furent autant que Mussolini accompagnés d'aussi nombreux vœux de succès, même si ces vœux étaient seulement faits de résignation. » *(L'Italie telle que je l'ai vue.)*

Cette impression de détente doit être enregistrée par l'historien. Quand cessera-t-elle? Ici, les opinions peuvent diverger. Selon le comte Sforza, dès la fin de l'hiver 1922-1923, quand se réalise la fusion définitive entre le parti nationaliste et le parti fasciste sous le nom de national-fascisme. Evidemment, ce n'est pas un élément de concorde internationale, ni même nationale, que les doctrinaires du nationalisme infusent dans la masse mouvante et invertébrée du fascisme au pouvoir. Sur le plan international, ce n'est que trop certain, et nous l'avons déjà souligné; mais sur le plan intérieur lui-même, les nationalistes se feront constamment, dans la pratique, les tenants des formes les plus oppressives du grand capitalisme (malgré la solidarité d'intérêts officiellement proclamée entre tous les producteurs) aussi bien que les champions de l'autarcie économique la plus irrationnelle. Sur ces points ils seront les alliés permanents de l'extrémisme fasciste.

Malgré tout, nous croyons, quant à nous, qu'il faut placer beaucoup plus tard la fin des illusions du pays et de Mussolini lui-même : illusions d'une conciliation entre adversaires

d'hier qui sera encore poursuivie tout au long de l'année 1923 et dont les élections de 1924, avec leurs conséquences, marqueront brutalement l'échec.

L'appel aux masses muettes.

Hormis ses fidèles avoués mais souvent compromettants, Mussolini pouvait d'abord espérer gagner, en arrachant l'État à la compétition des partis, l'immense masse des citoyens demeurés passifs, éloignés volontairement ou non des affirmations électorales après qu'en 1913 Giolitti eut fait don à la nation du suffrage universel. Depuis lors, il est de règle que 40 % seulement en moyenne du corps électoral exprime une opinion politique; et comme le vote féminin n'existe pas, que l'écart entre majorité et minorité demeure minime, c'est dire que les hommes qui gouvernent le pays sont délégués au pouvoir par 1/10e de la population adulte.

Mussolini escomptait donc qu'il secouerait cette foule amorphe, soit indifférente aux vicissitudes politiques comme l'avait été la paysannerie des vieux Etats italiens pendant le Risorgimento, soit hostile aux surenchères démagogiques et impérialistes de gauche ou d'extrême droite, et trouverait en elle de larges appuis. Après ses velléités de cartel avec les deux grands « partis de masses », le socialiste et le populaire, sur un plan d'égalité, formulées en juillet 1921 et que nous avons indiquées, fin 1921 il ne parle déjà plus à l'égard des populaires que de se régler sur leur propre attitude. Il leur accorde néanmoins, on l'a vu, une large place dans son ministère, mais il est évident que les positions respectives ne sont plus du tout les mêmes, et cette place, d'ailleurs, ils ne la garderont pas longtemps. Dès avril 1923, à l'occasion du IVe congrès national du Parti populaire, tenu à Turin, la rupture est consommée.

Le Congrès populaire de Turin.

Ce congrès avait été voulu par Don Luigi Sturzo, malgré

l'opinion manifestée par M. Meda et d'autres parlementaires de premier plan, qui le jugeaient inopportun parce que prématuré et susceptible d'amener de fâcheux incidents. Il leur semblait préférable d'attendre que fût plus avancée l'œuvre de réorganisation entreprise par le gouvernement, afin de juger l'arbre à ses fruits. On n'ignorait pas qu'un fort courant existait dans les milieux catholiques « populaires » contre la participation au pouvoir avec les fascistes, en raison des divergences de doctrine et des attaques fréquentes de ceux-ci contre les éléments axés à gauche et qualifiés d'« antinationaux » qu'ils discernaient chez leurs partenaires du moment. Ils ne se faisaient pas faute non plus de les traiter en parents pauvres, dont le concours n'était nullement indispensable. En revanche, les plus conservateurs des populaires eussent voulu une collaboration plus fervente de leur groupe avec le gouvernement, moins de réserves mentales et la reconnaissance en Mussolini d'un « homme providentiel » pour l'Italie, selon le mot du député Pestalozza, qui devait déchaîner à Turin un tel tumulte qu'il lui fut impossible de terminer son discours.

Cet incident donnait le ton du congrès, où l'hostilité au fascisme de la majorité des participants, surtout des plus jeunes, parut en pleine lumière. En outre, malgré toute l'habileté de Don Sturzo pour éviter le heurt trop rude des tendances divergentes et concilier dans son propre rapport, très étudié, la thèse collaborationniste avec celle de l'autonomie nécessaire du P.P.I. — « on collabore debout, non à genoux », proclamait-il —, il n'en ressortait pas moins qu'à ses yeux et à ceux des principaux dirigeants du parti, l'accord des populaires et des fascistes restait une combinaison de stratégie parlementaire, analogue aux alliances précédemment conclues avec divers groupes libéraux ou à celle qui aurait pu se conclure avec les socialistes, comme elle l'avait été par le Centre allemand et le Parti catholique belge. Pareille alliance n'impliquait aucune adhésion intime aux raisons profondes de la révolution nationale et moins encore aux postulats idéologiques du fascisme.

Mussolini tira donc la conclusion que chacun attendait

de la tenue du congrès de Turin en imposant la démission des membres populaires de son ministère.

La nouvelle loi électorale.

En accédant au pouvoir, le Duce était décidé à renouveler la Chambre et à s'y assurer une majorité docile, en quoi il s'accordait avec de nombreux libéraux, surtout Giolitti, qui ne voulaient plus entendre parler de la proportionnelle.

Mais contrairement aux extrémistes de son bord qui eussent souhaité le retour au scrutin uninominal, propre à favoriser sur le plan local les pressions et brimades des éléments les plus violents, Mussolini imposa le maintien du scrutin de liste, de vastes circonscriptions provinciales et une assez large représentation des minorités. Son projet prévoyait l'établissement d'une liste nationale, qui était assurée des deux tiers des sièges si elle totalisait 25 % des voix exprimées; les listes d'opposition, de leur côté, pouvaient obtenir un quart au minimum des sièges à pourvoir avec application de la R.P. C'est sur le vote de ce projet, qui n'était assurément pas conforme à l'orthodoxie démocratique, mais qui s'inspirait de principes en faveur desquels MM. Giolitti, Orlando et Salandra eux-mêmes s'étaient ouvertement prononcés, que se produisit la première fissure grave dans la cohésion du parti populaire : une dizaine de ses membres l'abandonnèrent pour accepter le projet de loi gouvernemental. A ce moment Don Sturzo dut aussi quitter son poste de secrétaire général du P.P.I. devant d'obscures menaces de représailles envers l'Eglise si les prévisions électorales du gouvernement étaient déjouées.

En fait, lorsque la loi fut mise en application, le 6 avril 1924, la liste nationale, favorisée par tous les moyens de pression imaginables et les subsides tarifés de la Fédération des Sociétés par actions obtint quatre millions et demi de suffrages (plus de 60 %) et les listes minoritaires, nettement antifascistes, trois millions environ. Ce chiffre imposant soulignait combien le pays demeurait divisé dans ses sympathies. Si malgré cela l'opposition ne groupait que

133 mandats sur 535 — Giolitti avait fait bande à part en Piémont avec des amis sûrs et son groupe recueillait 27 sièges —, tous les partis antiministériels revenaient à la Chambre avec leurs représentants les plus en vue et les communistes gagnaient même 5 sièges, passant de 13 à 18 élus. En outre, la liste nationale ne comptait pas seulement des fascistes, loin de là. Conservateurs, nationalistes, syndicalistes, libéraux, républicains et anciens populaires ralliés au gouvernement y voisinaient avec les candidats du parti dominant. Tous ces hommes n'avaient en commun que la confiance accordée à son chef. Il s'en trouvait même quelques-uns dont naguère il avait combattu la politique, comme l'ancien ministre Scialoja et M. Andrea Torre, rédacteur au *Corriere della Sera*, qui restait le principal organe d'opposition au fascisme. Pour quiconque connaissait les dispositions personnelles de Mussolini, et le peu de cas qu'il faisait de la foule des comparses de son propre équipage qui avaient été désignés comme députés en quelque sorte « à l'essai », il ne paraît pas douteux qu'une Chambre, même ainsi composée, pouvait accomplir un sérieux travail constructif, si ses meilleurs éléments, libérés des servitudes de parti, avaient cherché le contact avec les plus sérieux et intelligents des fascistes — rares, il est vrai —, et s'étaient efforcés ensemble de travailler à une réconciliation nationale, sans trop faire appel aux « principes », que tous les groupes avaient tour à tour plus ou moins violés —, même le parti populaire, qui poursuivit une lutte véhémente dont on n'arrive pas à saisir la signification, afin d'obtenir que le pourcentage de 25 %, déterminant la prime à la majorité, fût élevé de quelques unités. Si l'inspiration de la loi paraissait inacceptable, elle le demeurait également, que la liste officielle obtînt 25, 28, 30 ou même 33 % des suffrages. Dès lors l'opposition absolue ou une abstention dédaigneuse eût été la seule attitude logique.

Le meurtre de Matteotti (10 juin 1924).

La rentrée du Parlement, le 24 mai 1924, anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, se fit dans une atmosphère

hypertendue par la présence d'une foule de jeunes fascistes enivrés de leur facile victoire. Dès le 30 mai, l'orage éclatait avec le courageux mais stérile discours de Matteotti, secrétaire du groupe parlementaire socialiste, qui sobrement, sur la base d'une documentation irréfutable, dénonçait quelques-unes des plus marquantes violations de la liberté de vote accomplies par les fascistes aux élections d'avril et demandait en bloc l'invalidation de la liste nationale. Hachée d'interruptions et de clameurs, sa brève intervention avait finalement duré une heure et demie. Quand il quitta la salle des séances, où déjà il avait été menacé de mort, il pressentait que sa protestation ne serait jamais pardonnée et la lecture des journaux fascistes le lendemain en apportait la preuve. De fait, quelques jours après, il était enlevé en automobile sur un quai du Tibre par cinq miliciens, assassiné et enterré à fleur de terre dans un endroit isolé de la campagne romaine, où on ne devait découvrir son cadavre que le 16 août.

On n'apprit aussi que plus tard les détails du meurtre, mais dès le soir du 10 juin, quand Matteotti disparut de son domicile, la conviction se manifesta immédiatement dans le pays qu'il avait été tué, suscitant une telle émotion que Mussolini dut en admettre l'hypothèse le surlendemain à la Chambre et flétrir avec vigueur le crime possible.

Le désarroi qui s'empara alors des fascistes, du chef du gouvernement au dernier des militants — « dans la salle des séances il n'y avait plus un seul fasciste » (S. Jacini) —, témoigna avec éclat combien leur mainmise sur le pays manquait de racines et combien eux-mêmes la sentaient artificielle. Sans doute la responsabilité personnelle de Mussolini paraissait ici plus directement engagée que dans la multitude d'assassinats analogues qui avaient précédé. Il n'est pas probable que soit venu d'en haut l'ordre positif de faire disparaître le député socialiste, mais seulement de le *faire taire*, ce qui ne pouvait s'obtenir autrement que par la mort. La préparation du coup dans l'entourage immédiat du Duce, par des hommes sûrs de l'impunité, ressortait toutefois des circonstances de façon si évidente à mesure que se suivaient arrestations et démissions que celles-ci équivalaient à un

aveu, qui d'ailleurs allait être enregistré un peu plus tard dans les fameux « mémoires » d'Aldo Finzi, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, et de Cesare Rossi, chef du bureau de presse du parti national-fasciste. Démissionnés d'office, mais non sans résistance de la part de Rossi, qui se prétendit toujours innocent et qui, de fait, avait constamment représenté un élément modérateur auprès du Duce, ces deux hommes, craignant de payer pour tous, révélèrent l'existence d'une véritable police secrète, destinée à exécuter les sanctions portées contre les opposants politiques (Balbo en était l'un des grands responsables) et découvrirent entièrement leur patron.

Quelques jours après, le général De Bono, directeur de la Sûreté générale et sénateur, devait démissionner à son tour et Mussolini lui-même abandonnait, le 16 juin, au nationaliste Federzoni, le ministère de l'Intérieur, cependant qu'on arrêtait comme auteurs ou complices du meurtre Amerigo Dumini, son principal exécutant; Marinelli, trésorier général du parti fasciste, et les directeurs d'importants journaux quotidiens, amis de Mussolini et de Rossi. Un peu plus tard, tous les sous-secrétaires d'Etat étaient changés pour donner l'impression d'un large renouvellement du personnel dirigeant.

La liberté de la presse demeurait encore complète à ce moment en Italie, et une vaste campagne d'opinion s'instituait alors contre le régime et son chef, au nom de la « moralité » politique, orchestrée par le *Corriere della Sera*, l'organe démocrate *Il Mondo*, que dirigeait l'ancien ministre Amendola, et le quotidien populaire romain *Popolo*, épaulés pratiquement par tous les autres, excepté les feuilles entièrement dévouées à l'ordre nouveau.

L'opposition à la Chambre et au Sénat.

A la Chambre, l'opposition se manifesta par la tactique dite de « l'Aventin ». Après avoir refusé de prendre part à la solennelle commémoration de Matteotti, décidée par la majorité, et l'avoir célébrée le même jour (27 juin), mais hors de la salle des séances, avec la participation du peuple,

socialistes, populaires et démocrates-sociaux s'abstinrent désormais de prendre part aux travaux parlementaires, d'ailleurs interrompus et renvoyés à novembre après une brève session d'été. Dans un appel à la nation — et indirectement au roi —, l'opposition demandait toute la lumière sur le crime commis, le retour aux normes constitutionnelles, l'abolition de la milice fasciste, la répression de toute illégalité dans la vie publique.

Au Sénat, Mussolini avait toujours témoigné beaucoup plus d'égards qu'à la Chambre (il n'était plus question depuis longtemps de le supprimer!). Il s'efforça le 24 juin de le convaincre qu'il détestait autant que quiconque l'assassinat de Matteotti — plus qu'un crime, c'était une faute —, et fit de rassurantes promesses, notamment quant à la milice, qui, dans la suite, sera simplement appelée à prêter serment au souverain. Malgré les cinglants et courageux discours des sénateurs Albertini, Abbiate et Sforza, la Haute Assemblée vota cette fois la confiance au gouvernement à une très forte majorité.

Mais de nouveaux documents venaient sans cesse alimenter la campagne de presse et l'émotion dans le pays grandissait au lieu de s'atténuer avec le temps. Sur dénonciation de Donati, directeur du *Popolo*, le Sénat, constitué en Haute Cour de Justice, allait mettre en jugement le général De Bono comme complice du meurtre de Matteotti et de beaucoup d'autres (l'agent de police chargé de veiller à la sûreté personnelle du leader socialiste avait abandonné son service deux jours avant l'assassinat). A l'automne, le parti libéral, réuni à Livourne, décidait de retirer son appui à Mussolini, et, à la rentrée de novembre, Giolitti et Orlando prenaient effectivement position contre lui avec une quarantaine de membres de la majorité. D'indécentes bagarres entre miliciens fascistes et mutilés de guerre, au jour anniversaire de l'armistice (4 novembre), provoquaient l'abandon du parti par plusieurs députés anciens combattants. Même au palais Madame, l'opposition grandissait et finira par grouper, le 5 décembre, 89 sénateurs (54 voix hostiles, 35 abstentions), soit un tiers environ de ceux-ci — où la qualité l'emporte encore sur la

quantité. Ce jour-là, Mussolini a, d'ailleurs, déclaré au Sénat : « Si Sa Majesté le roi m'appelait au terme de cette séance et me disait qu'il faut m'en aller, je me mettrais au port d'armes, saluerais et obéirais. »

Le roi, suprême arbitre.

Cette fois encore, c'est bien le souverain seul qui peut dénouer la situation. C'est sur lui surtout que compte l'opposition. Des personnalités monarchistes lui ont déjà communiqué l'accablant mémoire de Cesare Rossi — que le *Mondo* publiera le 28 décembre —, mais il a refusé dès les premières lignes d'en poursuivre la lecture, qui l'obligerait à prendre parti, ce qu'il ne veut pas. Il se retranche derrière la fiction constitutionnelle des décisions d'un Parlement dont il sait pertinemment qu'il ne représente plus la volonté de la nation — si tant est qu'il l'ait jamais incarnée —, et qui n'a aucun moyen légal de renverser une dictature appuyée sur une garde prétorienne de 300 000 hommes. Mais le roi, certain du loyalisme de l'armée, lui, le peut. Il n'a qu'un geste à faire, ce geste qu'il fera seulement le 25 juillet 1943, devant un pays ruiné et quand il sera trop tard pour sauver même la monarchie. En 1924, Victor-Emmanuel n'entend pas l'appel angoissé qui monte vers lui, bien qu'il n'ait aucune sympathie personnelle pour le régime. La crainte d'un retour offensif du « bolchevisme », sans doute encore des manœuvres hostiles du duc d'Aoste, en tout cas celle de nouveaux troubles, l'emportent sur le souci d'une justice, en laquelle, d'ailleurs, le sceptique qu'il est croit assez peu.

Cela, son peuple ne l'oubliera jamais.

Le tournant du 3 janvier 1925.

Le 17 décembre, Salandra à son tour rallie l'opposition et quitte en même temps ses fonctions de premier délégué italien à la S.D.N. Mussolini est maintenant complètement seul en face des siens. L'espoir d'une fusion des anciennes forces avec les nouvelles l'a définitivement abandonné. Qu'à

cela ne tienne : il revendiquera « tout le pouvoir pour tout le fascisme ». Dans son aventure personnelle et sans faire de rapprochement d'homme à homme, qui serait ici absurde, l'assassinat de Matteotti représente en quelque sorte ce que fut pour Napoléon l'exécution du duc d'Enghien : la rupture violente, au mépris des lois divines et humaines, avec les représentants d'un monde qui refusait de composer avec lui. Mais tandis que le Premier Consul triomphant affiche une rudesse presque sauvage dans ses représailles, Mussolini biaisera jusqu'au bout en face de l'opinion publique.

Le 3 janvier 1925, il prononce à la Chambre le discours qui annonce sa nouvelle politique : l'instauration d'un régime totalitaire. En continuant à soutenir qu'il n'a jamais voulu ni même souhaité infliger « le plus insignifiant, le plus minime affront à cet adversaire » estimé de lui pour sa crânerie et un courage semblable au sien, il revendique néanmoins, globalement, une entière solidarité avec le passé et le présent du mouvement fasciste. « Si le Fascisme a été une association de criminels, si toutes les violences ont été le résultat d'une certaine atmosphère historique, politique et morale, à moi la responsabilité de tout cela, parce que cette atmosphère historique, politique et morale, je l'ai créée par une propagande qui va de l'intervention dans la guerre jusqu'à aujourd'hui. »

Il faut en finir. Par sa « sédition », l'Aventin, lui, maintient le pays dans le trouble, désigne les fascistes à la vindicte publique et favorise un réveil du communisme. Le chef du gouvernement énumère, presque toujours à la charge de communistes, les meurtres commis depuis novembre et les blessures infligées à des fascistes, les incendies mystérieux, les conflits entre manifestants et carabiniers, sûr de raviver ainsi des inquiétudes toujours latentes. Il l'emporte d'autant plus aisément que l'opposition demeure absente. Dès le surlendemain, de nombreux journaux étaient suspendus, les réunions interdites, des perquisitions commençaient chez les principaux antifascistes, tout un arsenal de lois restrictives se préparait.

L'impasse de l'Aventin.

En se prolongeant, mais sans pouvoir aboutir à aucun résultat concret, la tactique absentéiste de l'Aventin s'avérait de plus en plus comme une impasse. Elle oppose à la violence des remparts de papier sous forme de manifestes dont la multiplicité atténue progressivement l'effet. Bientôt le groupe lui-même se dissocie, certains inclinant à revenir à la Chambre mais sans pouvoir encore faire prévaloir leur opinion auprès de leurs collègues. Socialistes et républicains reprirent les premiers leur liberté en novembre 1925, sous les risées des adversaires, qui empêcheront populaires et démocrates-sociaux, un peu plus tard, de rentrer à leur tour au Parlement. A la fin de 1926, divers attentats ayant eu lieu contre Mussolini, toute l'opposition de gauche (124 députés) sera déclarée démissionnaire.

Entre-temps, les antifascistes les plus marquants ou avaient dû s'exiler (Sturzo, Sforza, Nitti, Treves, Silone, Nenni, Donati), ou étaient emprisonnés (Turati, Gramsci, Vinciguerra, etc.), ou avaient été matraqués à mort (Amendola), quelques-uns enfin assassinés (l'abbé Minzoni, l'ancien député et mutilé de guerre Pilati, etc.).

Quant aux procès engagés contre les protagonistes du drame de juin 1924, une fois l'opposition décimée ou réduite au silence, ils n'aboutirent qu'à une parodie de justice. De Bono bénéficia d'un non-lieu faute de preuves; Marinelli et d'autres organisateurs du crime ou de la mise en scène qui l'avait suivi furent compris dans l'amnistie d'août 1925; les exécutants matériels jugés par la Cour d'assises d'une petite ville malaisément accessible, Chieti, sur le chef de meurtre *sans intention de donner la mort*, ce qui excluait par avance tout verdict sévère. La veuve de Matteotti, plutôt que de se prêter à cette tragi-comédie, refusa de se porter partie civile. Dumini fut finalement condamné, avec deux comparses, à deux mois de prison. On devait le retrouver en 1943 paisiblement installé comme colon en Tripolitaine.

Le personnel gouvernemental.

Pour édifier l'Etat fasciste, ce qui sera l'œuvre essentielle du régime à partir de 1926, Mussolini ne peut donc plus compter que sur ses fidèles de la première heure et sur quelques personnalités du dehors sincèrement ralliées au régime. Cela forme malgré tout un ensemble assez nombreux, sinon très homogène.

En dehors des simples utilités, incapables d'autre chose que de donner de la voix dans les assemblées et des coups de gourdin au dehors, il y a d'abord une équipe de ministres interchangeables, qui occuperont successivement, lors des fréquentes « relèves de la garde » voulues par le Duce, les plus hauts postes de l'Etat.

Parmi les représentants du nationalisme orthodoxe, Federzoni sera successivement ministre des Colonies, puis de l'Intérieur, à la mort de Tittoni président du Sénat, enfin président de l'Académie royale d'Italie, création du fascisme; Rocco, d'abord sous-secrétaire d'Etat au Trésor, sera ensuite ministre des Pensions, président de la Chambre et pendant dix ans, de 1925 à 1936, garde des Sceaux : il prendra une part capitale à l'élaboration des lois constitutionnelles de l'Etat et du nouveau Code pénal. Parmi les fascistes de premier plan, Grandi sera de 1925 à 1932 sous-secrétaire d'Etat au palais Chigi puis ministre des Affaires étrangères, ensuite ambassadeur à Londres, en 1939 garde des Sceaux, finalement président de la Chambre des Faisceaux et Corporations; Bottai, le plus intelligent et le plus droit de tous, ministre des Corporations, gouverneur de Rome pendant deux ans, ministre de l'Education nationale de novembre 1936 à la chute du régime; De Bono, en quittant la Sûreté générale, deviendra commandant en chef de la Milice, gouverneur de Libye, ministre des Colonies, enfin haut commissaire en Afrique orientale; De Vecchi, l'un des plus stupides, après avoir occupé divers sous-secrétariats, sera cinq ans gouverneur de Somalie, ministre de l'Education nationale — une vraie gageure! — enfin gouverneur de Rhodes et du Dodécanèse; Renato Ricci sera l'organisateur de la jeunesse fasciste,

le Baldur von Schirach de l'Italie, ensuite ministre des Corporations.

Un autre poste très important était celui de secrétaire général du Parti fasciste, le seul autorisé au terme de l'évolution italienne vers le totalitarisme. Ce personnage fait partie de droit du Grand Conseil du Fascisme, dont il assume le secrétariat, des Conseils supérieurs de l'Education nationale, des Corporations et de la Défense nationale. Il peut même être appelé à participer au Conseil des ministres. Sa qualité première devait être une fidélité aveugle à Mussolini et, de fait, les deux principaux, Farinacci et Starace, contribuèrent plus que quiconque à ériger en dogme son infaillibilité. A part cela, ils rivaliseront les uns et les autres de médiocrité intellectuelle. Farinacci était un braillard et concussionnaire émérite dont le sectarisme ne fut jamais dépassé; sur son successeur, Turati, Ciano a référé dans son *Journal* l'opinion, émise par un tiers : « C'est un épileptique qui se drogue », en la déclarant simplement « exagérée »; Starace était d'une ignorance telle que, lorsqu'il fut prié d'accompagner dans ses déplacements M. de Valera, en visite officielle à Rome, il ne put jamais comprendre pourquoi un homme qu'on lui disait l'adversaire de l'Angleterre parlait anglais. L'insignifiance des derniers ahurissait jusqu'aux fascistes de la vieille garde : Vidussoni, secrétaire de 1941 à 1943, choisi à 26 ans, alors qu'il terminait son droit, pour la bravoure qu'il avait montrée en Espagne, se révéla un parfait imbécile, violent et présomptueux; Scorza, meurtrier d'Amendola, longtemps disgracié, rentrera brusquement en faveur pour donner le spectacle d'un homme sans caractère, trahissant tour à tour ses amis et son chef aux jours décisifs de juillet 1943.

Parmi les flancs-gardes du fascisme, le plus considérable demeure sans doute Giovanni Gentile, son premier ministre de l'Education nationale, plus tard président de l'Institut fasciste de Culture, qui s'efforça, avec sa conception de « l'Etat éthique », de pourvoir le nouveau régime d'une philosophie liée à son propre système, l'actualisme. D'assez nombreuses personnalités de l'aristocratie et de la grande indus-

trie occuperont aussi dans l'Etat fasciste des postes en vue : ainsi le prince Fr. Boncompagni-Ludovisi, un transfuge du parti populaire, qui sera l'un des premiers gouverneurs de Rome; le comte Volpi di Misurata — puissant homme d'affaires anobli de fraîche date —, ministre d'Etat; le sénateur Cesare Ferrero di Cambiano, technicien financier, etc.

Sur le plan culturel, le fascisme chercha surtout à jeter de la poudre aux yeux, notamment par la fondation d'une Académie de 60 membres, divisée en quatre sections, qui devait réunir les noms les plus éminents en tous domaines. Certains méritaient incontestablement d'y figurer mais n'avaient pas besoin de pareille consécration, tels que Marconi qui en fut le président, le physicien Fermi, Pietro Mascagni, Luigi Pirandello, Alfredo Panzini, Giovanni Papini, les érudits Luzio, Romagnoli, Bertoni et quelques autres.

Un bon nombre, toutefois, ne devaient absolument leur nomination qu'à leur servilité envers le pouvoir. Certains se laisseront plus tard enrégimenter comme intellectuels communisants avec la même facilité qu'ils étaient passés du libéralisme au fascisme, mais se trouveront toujours là où il y a des honneurs et des profits à espérer. Le secrétaire général de l'Académie, Volpe, historien estimable, se muait en polémiste dès qu'il s'agissait de défendre les positions idéologiques ou politiques du régime. Il s'attela à servir les revendications du fascisme sur la Corse en fondant une revue spéciale à ce nouvel irrédentisme : *Archivio storico di Corsica.* En revanche, des gloires intellectuelles de renommée mondiale, comme Croce, des romanciers de talent incontesté, comme Moravia, de grands lettrés d'illustre lignée, comme le duc Tommaso Gallarati-Scotti (plus tard ambassadeur d'Italie à Londres) ou le comte Alessandro Casati, ne furent même pas pressentis pour prendre place dans cette Académie, car il était trop certain d'avance qu'ils s'y refuseraient.

Les réformes constitutionnelles.

Les réformes constitutionnelles commencèrent avec les lois du 24 décembre 1925, sur les attributions et préroga-

tives du chef du gouvernement, et du 31 janvier 1926, sur le droit de légiférer attribué sans restrictions ou pouvoir exécutif.

La première prétendait revenir à l'esprit du Statut, que naguère Sonnino déjà avait estimé violé par les empiétements de la Chambre élective, mais l'accentuait nettement dans un sens dictatorial, analogue à celui du Second Empire et, par certains côtés, du gouvernement impérial allemand. Le Premier ministre devenait une sorte de chancelier, responsable seulement devant le roi, et le Conseil des ministres un organisme consultatif où chaque titulaire d'un département ministériel avait pratiquement le rôle d'un directeur général. Au Parlement était réservée « une fonction secondaire de collaboration et de contrôle » (A. Rocco), qui ira toujours en s'atténuant.

La faculté reconnue au pouvoir exécutif d'émettre des ordonnances remédiait à un abus certain des régimes parlementaires en période de décadence — où le verbalisme et l'aigreur partisane entravent tout travail sérieux —, mais le remplaçait par un autre, celui des décrets-lois, contre quoi les plus grands hommes d'Etat avaient toujours protesté dans le passé (Cavour ne se sentait jamais aussi assuré dans son action que lorsque le Parlement était en session) et qui n'avait été employé qu'à titre exceptionnel, notamment pendant la guerre pour certaines mesures d'urgence. Le système n'avait pas eu de pire ennemi que le fascisme à ses débuts.

La loi sur la presse, du 31 décembre 1925, n'avait pas de portée constitutionnelle proprement dite, mais soumettait pratiquement toutes les publications périodiques — de même que le cinéma, la radio, etc. —, à un contrôle gouvernemental étroit, exercé soit par le ministère de la Culture populaire, soit directement par la police.

En laissant de côté les lois créant l'Etat corporatif et la Chambre des Faisceaux et Corporations, dont nous parlons un peu plus loin, la représentation nationale subit une transformation radicale par la loi du 2 septembre 1928, qui instituait, en réduisant le nombre des députés à 400, un seul

collège électoral pour tout le pays et faisait proposer au maximum 800 noms par les Confédérations nationales des Syndicats patronaux et ouvriers — déjà établies à l'époque —, ainsi que par quelques organismes officiels ayant des buts de culture, d'éducation et d'assistance. Dans cette liste le Grand Conseil fasciste choisissait les 400 candidats définitifs, parmi lesquels il restait libre de faire figurer certaines personnalités appréciées du monde des lettres, des sciences ou des arts. Un vote plébiscitaire par oui ou par non sanctionnait le choix, ainsi arrêté d'avance, des soi-disants représentants du peuple italien. On avait cru bon d'envisager un mécanisme compliqué pour le cas, plus qu'invraisemblable, où la liste eût été rejetée. En fait, le système fonctionna deux fois seulement, en 1929 et en 1933; en 1938 il était de nouveau modifié.

La dernière loi constitutionnelle de portée majeure fut celle du 9 décembre 1928, qui faisait du Grand Conseil fasciste le « suprême organe régulateur de toutes les activités du régime » (A. Rocco). Composé de représentants des principales organisations créées ou pénétrées par le fascisme, de certains ministres et de quelques membres de droit, choisis directement ou indirectement par le Duce, il avait une fonction éminemment politique, mais recelait tous les éléments d'un véritable Comité de Salut public, rôle qu'il assumera une seule fois, dans la soirée tragique du 24 juillet 1943, à la veille de l'écroulement du régime. D'ordinaire, il se bornait à entériner les volontés de Mussolini, qui d'ailleurs le réunit plus que rarement après la fondation de l'Empire et ne le convoqua jamais durant la guerre mondiale.

Sur le plan administratif, et pour éviter « des contradictions dans la vie nationale », les maires élus furent remplacés par des *podestats* nommés par le Premier ministre, de même que les présidents et les membres des conseils provinciaux, tandis que les pouvoirs des préfets étaient accrus en théorie, mais assujettis en réalité au caprice des secrétaires fédéraux du parti fasciste, demeurés extrêmement puissants.

La politique extérieure.

Devenir ministre des Affaires étrangères avait toujours été le rêve de Mussolini. C'est dans ce domaine qu'il croyait vraiment pouvoir innover de façon grandiose pour l'Italie et pour lui-même, s'ériger un piédestal qui transmettrait son nom à la plus lointaine postérité.

En fait, il se montra d'abord docile aux conseils des diplomates de carrière, notamment du secrétaire général de la Consulta, l'ambassadeur Contarini, qu'y avait appelé le comte Sforza. Il s'initia aux secrets du métier et surprit les chancelleries étrangères par sa modération. Au Quai d'Orsay, il eut tout de suite une cote favorable, car il appuya beaucoup plus nettement la politique française, surtout à l'égard de l'Allemagne, que ne l'avaient fait Scialoja avec Nitti ou Schanzer avec Facta. Il ne s'opposa pas à l'occupation de la Ruhr et y envoya une mission technique, composée d'ingénieurs, à défaut de troupes.

Le premier coup de boutoir fut donné en août 1923, à l'occasion du massacre en territoire grec de la mission italienne de délimitation des frontières de l'Albanie méridionale, que commandait le général Tellini. Le gouvernement d'Athènes fut rendu responsable de l'attentat, ce qui n'était pas absolument invraisemblable, et des réparations spectaculaires furent exigées de lui par Mussolini, qui en attendant envoyait une division navale occuper Corfou, et bombarder un vieux fort où ne se trouvaient que des réfugiés d'Asie Mineure. La presse fasciste en prit prétexte pour redoubler de sarcasmes et d'insultes à l'égard de la S.D.N., déclarée incapable d'exercer une action utile. L'Angleterre étant intervenue discrètement pour faire comprendre à Mussolini qu'elle ne tolérerait pas que les choses allassent plus loin. Ce fut néanmoins un organisme sociétaire, la Conférence des Ambassadeurs, siégeant à Paris, qui reçut mission de régler l'incident. L'Italie obtint l'indemnité de 50 millions de lires qu'elle réclamait (l'expédition en avait absorbé dix fois plus) ; quant aux coupables, ils ne furent jamais trouvés et ne purent donc être châtiés. Le 27 septembre, Corfou était évacué.

Pour les non-initiés, la rapidité de l'action italienne et la satisfaction partielle obtenue parurent constituer, malgré tout, un succès de prestige.

Quatre mois plus tard, un accord italo-yougoslave était signé à Rome, confirmant le traité de Rapallo, mais incorporant la ville de Fiume à l'Italie tandis que la campagne environnante était rattachée au royaume serbo-croato-slovène. On détruisait ainsi l'unité de l'ancien *Corpus separatum*, mais au prix d'une légère satisfaction d'amour-propre, l'Italie fasciste entérinait, en somme, parmi les louanges hyperboliques de sa presse inspirée, l'œuvre du comte Sforza et de Giolitti, contre quoi s'étaient élevées pendant plus de trois ans les imprécations des nationalistes. Un pacte d'amitié fut signé, mais non renouvelé à son échéance en 1928. Les relations italo-yougoslaves ne deviendront vraiment amicales qu'après la conquête de l'Ethiopie, quand un gouvernement d'inspiration fasciste, celui de Stojadinovitch, détiendra le pouvoir à Belgrade et surtout quand le chef des « oustachis », assassins du roi Alexandre, Ante Pavelitch, créature de Mussolini, sera le maître éphémère de la Croatie, où il fera régner pendant la seconde guerre mondiale une terreur comparable à celle de Bela Kun en Hongrie.

La fin de 1924 vit l'Angleterre inaugurer une ère d'amitié confiante, nuancée d'admiration, envers l'Italie fasciste, qui devait durer jusqu'à l'arrivée d'Anthony Eden au Foreign Office et qui demeure une des plus déconcertantes prouesses de l'imprévoyance britannique. Tout aurait dû écarter du parvenu Mussolini, jouisseur et grandiloquent, la haute société anglaise, avec sa réserve coutumière et ses traditions puritaines. Ouverte par la confirmation à l'Italie de la possession du Dodécanèse et la cession du Djubaland — celle-ci strictement équitable —, dues au gouvernement de M. Mac Donald, par la visite à Rome de Sir Austen Chamberlain et de Lady Chamberlain, elle semble avoir eu pour contrepartie l'alignement italien sur la politique anglaise dans le Moyen-Orient, jusqu'à ce que la révolte de l'opinion publique contre l'accord Laval-Hoare en faveur du Duce obligeât le cabinet de Londres à reviser apparemment ses

positions. Elles ne le seront définitivemeent que plus tard encore, au lendemain de Munich.

Cette complicité dans les vues expansionnistes n'empêchera d'ailleurs pas Mussolini et sa presse d'appliquer tour à tour l'ironie et l'injure à la Société des Nations comme instrument de paix entre les peuples et traduction d'un idéal démocratique, jugé par eux la suprême billevesée, bien que l'Angleterre en apparût le principal champion. Le protocole de Genève, proposé par Herriot, que l'Italie s'était vue « contrainte d'accepter... quitte à en paralyser l'application pratique » (Coppola), sera rejeté définitivement par Mussolini quand l'attitude hostile du cabinet Baldwin l'y aura encouragé. C'est la période que le théoricien de l'impérialisme, Francesco Coppola, appellera celle de « la paix forcée », car comment se résigner à la paix autrement que par la force ? La guerre n'est-elle pas la nécessaire hygiène du monde ?

On méconnaît habituellement l'extrême importance de l'idéologie nationaliste quand on attribue à Mussolini seul, et aux fascistes qui furent ses collaborateurs aux Affaires étrangères, les directives italiennes de l'entre-deux-guerres en matière internationale, reflétées par la presse, officieuse ou non. Elles lui furent bien antérieures et continuèrent après lui. De fait, le milieu diplomatique fut l'un de ceux qui offrirent à la pénétration fasciste le plus d'obstacles et avec le meilleur succès. Sans doute Grandi y bouleversa pas mal de choses, fit supprimer le secrétariat général du ministère pour se débarrasser de son titulaire, s'entoura d'hommes à lui, et lorsque le régime devint ouvertement dictatorial, une importante fournée de fascistes militants fut déversée, en 1928, dans les cadres de la diplomatie, où on les appellera, par dérision, les « vingthuitistes ».

Mais ils n'y accédèrent, en général, qu'à des emplois mineurs, furent relégués presque tous, par le personnel de carrière, dans le corps consulaire, et quand Grandi lui-même en 1932 quitta le ministère pour l'ambassade de Londres, Mussolini prit pour sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères un fasciste raisonnable, le Triestin Suvich, qui

s'efforça d'éviter les promotions arbitraires, les emplois et les dépenses inutiles, et limita les dégâts autant que faire se pouvait. Dans les grandes ambassades on ne verra, en dehors de Grandi, de « hiérarques » fascistes que pour d'assez brèves périodes, Bastianini à Londres d'octobre 1939 à juin 1940, et surtout Dino Alfieri à Berlin de mai 1940 à 1943. Anfuso, homme de confiance de Ciano, lui succéda de 1943 à 1944, quand le poste avait perdu beaucoup de son importance. Madrid eut toutefois la malchance d'être dévolu aux plus insignifiants « vingthuitistes » avant et pendant la guerre d'Espagne, ce qui ne fut pas sans conséquences.

Pas de confédération danubienne.

Parmi les idées fixes de l'opinion italienne d'après-guerre, que Mussolini trouvera bien établies au palais Chigi quand il prendra le pouvoir et dont le nationalisme de l'*Idea Nazionale* porte la responsabilité majeure, il faut mettre au premier rang l'opposition à toute confédération danubienne, à la fois par hostilité envers la France, qui la prônait, et envers les Habsbourg, dont on craignait la réapparition. Le mythe de la restauration des Habsbourg, aussi inconsistant que celui de la restauration du pouvoir temporel au début de l'unité — surtout après la mort du malheureux empereur Charles en 1922 —, bloquera à la fois toute reconstitution d'une unité économique de l'Europe centrale au seul avantage de l'Allemagne hitlérienne et tout développement naturel de l'influence italienne dans un vaste ensemble où elle pouvait avoir une place de choix, au lieu de diriger d'aberrantes ambitions vers la Géorgie, l'Arménie et autres mirages. « Une confédération danubienne pourrait être plus dangereuse que l'Autriche elle-même », écrivait dès le 15 décembre 1918, dans *Politica*, M. Coppola. Et le 24 avril 1919 : « L'Italie a intérêt à ce que demeurent divisés les fragments de l'ancien Empire austro-hongrois *et surtout à ce que l'Autriche allemande s'agrège à l'Allemagne*, le monde allemand et le monde slave restant nettement séparés et ennemis. » On

voit que la politique de l'Axe date de loin et possédait de sûrs garants.

Partager cette phobie d'une unité danubienne avec la Tchécoslovaquie de Bénès ne rapprochera pas, au reste, l'Italie de la Petite Entente lorsque celle-ci surgira, en 1933, comme un médiocre succédané de l'embryon d'Etats-Unis européens qui eût pu prendre naissance sur les ruines de la Double Monarchie. Le patronage de la France suffira à rendre immédiatement suspect le nouveau groupement territorial à une Italie officiellement protectrice de Vienne et de Budapest, mais déjà orientée vers l'idée de faire cause commune avec les rancunes de Berlin si un jour des circonstances favorables s'y prêtaient. Comme il n'est pas mauvais de jouer sur deux tableaux, et que la poussée du slavisme vers l'Adriatique devient de plus en plus inquiétante, une sourdine est mise par les nationalistes, reniant carrément leurs thèses de 1919, à leur hostilité aux Habsbourg (cf. *Politica* de 1930-1931) ; Mussolini toutefois ne les suivra pas jusque-là, car ce serait se brouiller avec Hitler.

Depuis quelque temps, le Duce était bien obligé de prêter attention à ce quidam auquel il avait dédaigneusement fait refuser sa photographie lorsque celui-ci, éperdu d'admiration, la lui avait demandée, vers 1927. Lors de leur première rencontre en Vénétie, il le traitera encore, ou peu s'en faut, en subalterne. Il lui tiendra tête — énergiquement, il faut le reconnaître —, en 1934, après l'assassinat de Dollfuss, lorsqu'il mobilisera sur le Brenner, retardant ainsi l'Anschluss de quatre années. Mais la logique des prémisses posées par la diplomatie italienne depuis la fin de la première guerre mondiale développait inexorablement ses conséquences : sans unité danubienne, les petits Etats d'Europe centrale devaient fatalement ou se laisser absorber par le Grand Reich ou être brisés par lui.

Mussolini et la France.

On peut ici se poser la question : quels furent les véritables sentiments de Mussolini envers la France, avant comme

après son accès au pouvoir, et quels mobiles influèrent sur leur évolution?

Le principe étant admis que Mussolini n'aimait vraiment que lui-même et, en second lieu, sa patrie — tandis que d'Annunzio, lui, aimait *aussi* la France, tout en l'accablant parfois de reproches amers — on doit soutenir que, parmi les pays étrangers, c'est vers la France qu'allaient les sympathies *spontanées* de Mussolini. Ses auteurs favoris, à l'exception de Nietzsche, étaient tous français; il parla le français dès sa jeunesse; la Révolution et l'exemple de Napoléon le Grand l'obsédaient, tandis qu'il modelait une grande part de sa législation sur celle de Napoléon le Petit; il eut enfin des heures de réelle admiration pour la France pendant la guerre de 1914-1918.

Mais justement parce qu'il avait, comme presque tous ses compatriotes, l'attention principalement tournée vers Paris dans les questions de politique étrangère, un mauvais procédé, un dédain venant de Paris lui étaient particulièrement sensibles. Il partagea de 1918 à 1922 les aigreurs nationalistes — dont nous connaissons les causes et la valeur —, envers le gouvernement et le peuple français. De 1922 à 1924, devenu maître du pouvoir, nous avons dit quelle fut son attitude de « brillant second ». Mais 1924 voit en France la victoire des gauches et 1925, après le développement de l'affaire Matteotti, les émigrés politiques se rassembler surtout à Paris. Des organes antifascistes s'y fondent, des propos injurieux y sont tenus sur lui, même dans les milieux officiels, et Mussolini en demeure profondément ulcéré. En même temps, l'amitié de l'Angleterre conservatrice lui permet de bouder la France sans risquer l'isolement. Néanmoins, il adhère avec empressement au pacte de Locarno, cependant conclu dans le cadre de cette S.D.N. tant méprisée, car il tient à garder la position de grande puissance participante à un accord qui consacre un certain rapprochement entre France et Allemagne. L'accueil qu'il reçoit dans la petite ville tessinoise, notamment de la part du ministre belge Vandervelde — qui refuse une conversation privée avec lui —, ne rappelle toutefois que de loin

sa rencontre avec Lord et Lady Curzon et avec le président Poincaré à Lausanne, en 1922. Par la suite, Mussolini ne franchira plus d'autre frontière que celle d'Allemagne.

Le retour de Poincaré au pouvoir en 1926 et le succès des modérés aux élections de 1928 auraient pu provoquer un certain apaisement, que notre ambassadeur à Rome, M. de Beaumarchais, attendit vainement pendant cinq années. Mais l'agitation antifasciste à l'étranger avait plus que jamais son centre à Paris. Au début de 1926, l'hebdomadaire *Corriere degli Italiani* y devenait quotidien et, en septembre, un dernier attentat contre Mussolini avait pour auteur un anarchiste venu de Paris. Le vœu que les activités des émigrés italiens en France fussent soumises à un contrôle policier analogue à celui qui régnait outre-monts fut alors exprimé sans réticences dans la presse italienne et, plus discrètement, de la bouche même du Duce. Il n'obtint, bien entendu, aucun effet, et le malaise entre les deux nations persista, coupé de brèves périodes d'apaisement verbal.

L'arrivée au pouvoir de Paul-Boncour en 1932, après un nouveau succès électoral de la gauche française, réalise ce paradoxe d'amener au Quai d'Orsay l'homme d'Etat qui s'est exprimé le plus durement sur le dictateur romain et au palais Farnèse l'ambassadeur le plus décidé à servir l'idée mussolinienne du « pacte à quatre », à en faire une réalité vivante. En 1935, Laval signe les fameux accords de Rome, qui concèdent à Mussolini de si maigres compensations territoriales pour prix de l'abandon des privilèges reconnus depuis 1896 aux Italiens de Tunisie qu'il a cette fois contre lui tous ses bureaux, tous ses amis. Les nationalistes se voilent la face. Mais un blanc-seing lui a été donné, au moins tacitement, pour l'entreprise d'Abyssinie et ceci compense cela.

Les syndicats fascistes.

Revenons à la politique intérieure avant d'aborder la guerre d'Ethiopie et la guerre d'Espagne, signes avant-

coureurs de l'écroulement du fascisme sous les dehors d'un triomphe sans précédent.

Le régime comptait parmi ses promoteurs de nombreux éléments syndicalistes, antimarxistes mais très préoccupés d'action ouvrière, dont son premier secrétaire général, mort prématurément, Michele Bianchi, était le prototype. En détruisant les organisations socialistes, ils avaient dû prendre en charge, spontanément ou non, ces masses de travailleurs arrachés à leurs anciens cadres et dont on dénombrait déjà près d'un million à la veille de la marche sur Rome. Un syndicalisme fasciste se reconstitua donc immédiatement, selon des directives de plus en plus nettement étatistes. Il forma la Confédération des Corporations syndicales fascistes, avec Edmondo Rossoni pour secrétaire général, et un journal corporatif, *Il Lavoro d'Italia*.

Du côté patronal, de puissantes confédérations avaient pris naissance en 1920, la Confédération Générale de l'Agriculture, qui réunissait 700 000 cultivateurs exploitants ou propriétaires, et la Confédération Générale de l'Industrie, groupant toutes les grosses firmes et les trois quarts des petites ou moyennes entreprises. Celles-ci n'avaient pas encore rompu complètement en 1923 avec la C.G.T. et les commissions intérieures d'usines, chargées de veiller à l'application des contrats collectifs de travail, fonctionnaient dans beaucoup d'entre elles avec leur accord. Bien des patrons n'étaient pas mécontents de cette situation et ne se montraient nullement pressés d'adhérer à un nouveau système. Mais les syndicalistes fascistes, devançant même parfois les initiatives de Mussolini, réussirent à s'imposer au patronat et, le 19 décembre 1923, une convention était signée au palais Chigi entre les Confédérations générales de l'Industrie et des Corporations fascistes en vue d'établir une collaboration mutuelle répudiant explicitement le principe de la lutte de classes pour accroître le bien-être général et la richesse de la nation.

Des grèves éclatent encore ici et là en 1924-1925, contraires à l'esprit du pacte, mais plutôt pour contraindre les employeurs à ne plus connaître que les syndicats fascistes

que pour obtenir aux ouvriers des augmentations de salaires ou de meilleures conditions de travail. En octobre 1925, un nouvel accord est signé entre les mêmes organisations, qui stipule que désormais la Confédération des Corporations fascistes représentera seule les travailleurs et seule la Confédération Générale de l'Industrie les industriels. *Les commissions intérieures d'usines étaient supprimées et transférées au syndicat fasciste local.*

Nous soulignons ce dernier point, dont l'importance n'échappera à personne. Dans la vie économique comme dans la vie politique, municipale, voire culturelle, le pouvoir de contrôle passait au parti unique, selon le processus de tous les régimes totalitaires contemporains, introduisant au cœur de l'organisme à peine créé le vice fondamental qui, très vite, le sclérosera. Une immense construction administrative va s'édifier à laquelle manquera toujours l'étincelle de vie qui aurait pu l'animer, chez un peuple trop évolué psychologiquement et socialement pour consentir sans révolte intime à perdre toute initiative dans la gestion de ses propres affaires.

Bottai et le corporatisme d'Etat.

Telle n'était pas cependant la conception de l'homme à qui Mussolini va confier bientôt, d'abord comme sous-secrétaire d'Etat, puis comme ministre des Corporations — ministère créé le 2 juillet 1926 —, la direction de l'expérience corporative italienne, celle des réalisations du fascisme qui, malgré les critiques diverses qu'on lui a adressées, reste sans doute la plus originale et a le plus intéressé les sociologues.

Giuseppe Bottai était, nous l'avons dit, un des jeunes bourgeois de valeur venus au fascisme par ferveur patriotique et conviction qu'il était l'instrument adapté d'une profonde rénovation nationale. Sincèrement attaché à Mussolini de cœur et de pensée, il fonde de bonne heure néanmoins une revue qui restera unique en son genre et dont

le titre est un programme : *Critica fascista*. De 1922 à 1943, celle-ci exercera chaque quinzaine une tâche d'autocritique variée, vivante, « dans la ligne », certes, à un point qui aujourd'hui peut paraître empreint de timidité, de parti pris ou même d'aveuglement, mais qui n'en fit pas moins preuve, presque toujours, de sagesse et de pénétration, discernant, surtout quand la foi dans le fascisme commence à décliner chez beaucoup, le pourquoi de cette désaffection et de l'échec qu'il présage.

Membre de la majorité du Grand Conseil qui vota l'ordre du jour Grandi le 24 juillet 1943, sans vouloir personnellement nuire au prestige d'un chef qu'il continuait d'aimer, mais seulement porter remède à une situation quasi désespérée déjà, il eut dans la débâcle générale, parmi tous ses collègues, l'attitude d'un vrai soldat. Tandis que certains cherchaient refuge à l'étranger ou dans des couvents ou se confiaient imprudemment, comme le malheureux Ciano, à leurs associés allemands, Bottai s'engageait dans la Légion étrangère, où le commandement français lui accordait une autre identité qui lui permettait de partager la dure vie de la Légion, des garnisons du Sud-Algérien aux combats de France et d'Allemagne pour la libération de l'Europe. Rentré en Italie, il y demeura un précieux témoin du lointain et du proche passé, parmi ceux qui ont porté les plus graves responsabilités tout au long de l'expérience fasciste.

Les travaux d'une commission de 18 membres, créée le 1er janvier 1926 sous la présidence du philosophe Gentile, devaient aboutir à la loi du 3 avril de la même année, dite loi Rocco — le juriste déjà plus d'une fois mentionné par nous —, qui établissait le corporatisme fasciste, en écartant les syndicats mixtes préconisés par Rossoni, sur le principe du groupement rigoureusement parallèle des « catégories » (associations professionnelles) ouvrières et patronales d'une même zone d'activité au sein de *Corporations*. N'avaient d'existence légale que les syndicats reconnus par l'Etat et ne pouvaient l'être que ceux :

1° Dont les dirigeants, tous Italiens, offraient des

garanties de capacité, de probité et d'une foi nationale éprouvée (donc fasciste) ;

2° Non affiliés à une association de caractère international;

3° Groupant séparément les catégories distinctes d'employeurs et d'employés (même les travailleurs manuels et intellectuels d'une même entreprise — ceux-ci susceptibles d'influer sur ceux-là —, ne pouvaient être réunis) ;

4° Aux effectifs assez nombreux pour représenter au moins le 1/10e des salariés de la profession dans la circonscription administrative (province généralement, équivalant à nos départements) ;

5° Aucun syndicat de fonctionnaires, à l'échelle nationale ou locale, n'était admis. (Ici le fascisme ne faisait que codifier plus strictement l'usage des gouvernements antérieurs, établi par Giolitti.)

Les syndicats reconnus avaient le droit d'imposer à tous les membres de la catégorie professionnelle, *même non inscrits* : pour les salariés, une cotisation égale au salaire d'une journée de travail; pour les employeurs, l'équivalent des salaires payés en 24 heures de travail. L'une et l'autre cotisation retenues directement par l'entreprise et sur lesquelles l'Etat prélevait 10 %. Le reste devait être obligatoirement affecté à des œuvres éducatives, de formation professionnelle, d'assistance économique, sociale, morale ou religieuse, qui développèrent dans l'Italie fasciste un réseau extraordinairement ample et diversifié d'initiatives de toute espèce en faveur du travail. Ce fut un « paternalisme d'Etat » aux proportions jamais atteintes jusqu'alors et auxquelles s'ajoutaient les créations proprement étatiques.

Le contrat collectif d'emploi devait être établi par les syndicats intéressés et revêtait un caractère d'obligation de droit public. En contrepartie, ni grève ni lock-out n'étaient plus admis, sous de très sévères sanctions, surtout pour la grève (les meneurs d'une grève « politique » risquaient un emprisonnement de 3 à 7 ans). Les patrons restaient libres, toutefois, d'éliminer les éléments indésirables. Dans les services publics, même la simple négligence était pénalisée.

Aussi grèves et lock-out disparurent-ils pratiquement en Italie après la mise en vigueur de la loi de 1926. En huit ans, 7 750 ouvriers seulement avaient participé à 153 grèves de très courte durée. Sur tout litige ou défaillance, individuel ou collectif, une magistrature du travail, formée de magistrats de carrière et d'experts analogues aux conseillers prud'hommes, prenait des décisions arbitrales sans appel (et applicables aux tiers non inscrits dans les associations).

Charte du Travail et Conseil des Corporations.

Telle était l'économie de la loi du 3 avril 1926. Elle sera complétée l'année suivante par la Charte du Travail, résumé des principes de « l'Etat corporatif », qui insiste fortement sur l'efficacité de la collaboration de classes, de la solidarité des divers facteurs de la production, aux fins de la prospérité et de la grandeur nationales.

Presque en même temps (2 juillet 1926), était créé un Conseil national des Corporations, analogue à nos Conseils supérieurs, mais présidé par Mussolini en personne ou par son délégué, le ministre des Corporations, ce qui indique suffisamment l'importance qu'il y attachait. Le Conseil comprenait les mêmes sections (6 + 1) qu'un peu plus tard les Confédérations nationales et ses membres étaient désignés pour cinq ans par les organisations syndicales. Il commença à fonctionner en 1930 et sa composition fut plusieurs fois modifiée par décret du Duce, qui ne cessa d'en accroître le rôle et d'en diversifier les fonctions.

Au début de 1927, après une dernière vague de dévastations et de dissolutions administratives, la C.G.T. italienne avait cessé d'exister et procédé elle-même à sa liquidation, des liaisons clandestines assez distendues subsistant seules. Les groupements professionnels catholiques avaient eux-mêmes disparu et un article du concordat, qui sera signé en 1929 entre le Saint-Siège et le gouvernement italien, interdira même tout travail d'ordre syndical aux associations dépendant de l'Action catholique. L'édifice corporatif

fasciste occupe donc tout le terrain de l'organisation professionnelle.

Les 13 Confédérations nationales et les 22 Corporations.

De 1926 à 1934, les syndicats fascistes seront simplement groupés en Confédérations nationales, selon une pyramide qui n'a rien de très original. A la base, associations syndicales — patronales et ouvrières —, limitées en général au cadre provincial; plusieurs d'entre elles se réunissaient en fédérations, puis en confédérations. A l'échelon national, on avait *treize Confédérations* nationales, six pour les employeurs et six pour les salariés, groupés dans les six grands secteurs de la production (agriculture, industrie, commerce, transports terrestres, transports maritimes et aériens, banques et assurances), plus une pour les artistes et les professions libérales. Le tout couronné sur le papier, car elles ne se constituèrent jamais en fait, par deux *Confédérations générales*, les professions libérales étant jointes ici aux travailleurs.

Dans la pratique, on eut quelque peine à décider les ouvriers à briser le cadre d'une Confédération unique, rappelant « l'ancien régime », pour la fragmenter en six Confédérations distinctes et autonomes, et la chose ne fut réalisée qu'à la fin de 1928.

Cependant, peu à peu, surtout dans l'industrie et le commerce, la majorité des employeurs et des salariés italiens se groupèrent dans les Confédérations instituées par le fascisme.

La loi Rocco ne représentait toutefois qu'une étape dans l'organisation corporative italienne, même selon la pensée de son principal inspirateur. Elle avait le grave inconvénient d'ériger des cloisons étanches entre employeurs et salariés, les uns comme les autres condamnés à rester murés dans leurs catégories avec une intercommunication uniquement verticale. Sans adopter les thèses personnelles de Rossoni, représentant habituel du syndicalisme fasciste aux réunions du B.I.T. à Genève, où ses collègues étran-

gers mettront longtemps à l'accepter, le gouvernement de Mussolini, en évoluant vers les Corporations proprement dites, instituées par la loi du 5 février 1934, rétablira un contact paritaire entre patrons et ouvriers jusque dans les activités le plus spécialisées. Au nombre de 22 — divisées en trois groupes, dont 7 corporations à cycle de production agricole, industriel et commercial [1]; 9 corporations à cycle industriel et commercial; 6 pour les activités productives de services —, elles rassemblaient un chiffre égal de délégués des employeurs et des travailleurs, atteignant de 30 à 50 membres, auxquels parfois s'adjoignaient les présidents d'institutions officielles ou de grands organismes ayant trait à l'objet de l'une ou l'autre Corporation.

Dans l'esprit du législateur fasciste, le rôle de la Corporation n'est pas de faire disparaître le syndicat. « La nouvelle loi se superpose à l'ancienne — comme pour la Bible. » (G. Bourgin.) Les syndicats y ont même une représentation stable, pourvue du droit d'initiative. Mais par le fait qu'un ministre ou un sous-secrétaire d'Etat les préside (ou encore le secrétaire du Parti); qu'elles ont un rayon d'action beaucoup plus large, allant jusqu'à englober dans une même branche de production les représentants d'industries aussi différentes que les industries mécaniques et les industries métallurgiques, voire d'intérêts fréquemment antagonistes, qu'elles possèdent la faculté d'appliquer des normes générales aux conditions du travail et même de concilier des différends au moyen de délégations choisies dans leur sein; qu'elles donnent des avis aux administrations publiques; enfin et surtout qu'une règle posée par l'une d'elles acquiert, *ipso facto*, le caractère d'une loi, il devient évident que la Corporation prend une importance politique autant qu'économique, qui devait amener logiquement à créer une Chambre des Corporations.

1. Exemple, la Corporation du Bois : exploitation des bois et forêts; première transformation du bois; industrie du meuble : portes et fenêtres; planchers et parquets; liège; commerce des produits industriels indiqués ci-dessus; techniciens; artistes; artisanat.

La Chambre des Faisceaux et des Corporations.

Dans un important discours du 14 novembre 1933 devant le Conseil national des Corporations, Mussolini semblait l'annoncer déjà lorsqu'il disait :

« Il est parfaitement concevable qu'un Conseil national des Corporations remplace, *in toto*, la Chambre des députés actuelle ; la Chambre des députés... est désormais un anachronisme aussi par son titre : c'est une institution que nous avons trouvée et qui est étrangère à notre mentalité et à notre passion de fascistes. La Chambre présuppose un monde que nous avons démoli; elle présuppose la pluralité des partis, et souvent et volontiers « l'assaut à la diligence ». Depuis le jour où nous avons annulé cette pluralité, la Chambre des députés a perdu la raison d'être essentielle pour laquelle elle fut créée. »

En conclusion de ces prémisses, le Grand Conseil du Fascisme instituait le 7 octobre 1938 la Chambre des Faisceaux et des Corporations, formée des membres du Conseil National du Parti national-fasciste et de ceux du Conseil National des Corporations : l'Etat corporatif achevait ainsi de se constituer.

Causes de la dégénérescence du corporatisme.

Pourquoi ce vaste effort demeura-t-il pratiquement inapte à remplir, en marge de sa fonction économico-sociale, le rôle formateur d'élites ouvrières et générateur d'attachement au régime qu'il avait poursuivi, dont rêvaient Bottai et même, semble-t-il, Mussolini (au moins en paroles) à l'origine du mouvement corporatif ? L'ancien ministre s'en est expliqué sans réticences dans les passionnants souvenirs qu'il a récemment publiés.

Parce que, si les lois de 1920-1922 posaient constamment à la base du syndicalisme fasciste « avec un soin méticuleux... la liberté et la spontanéité d'adhésion », le fait qu'il soumettait à ses règles et décisions aussi bien les non-associés que les associés recelait un péril de déviation auto-

ritaire, qui s'accordait trop bien avec les tendances générales du régime pour pouvoir aisément être évité.

La norme demeurait de désigner d'avance, par accord entre les meneurs du mouvement et les « hiérarques » du Parti fasciste, en dépit de tous les articles statutaires, les divers responsables syndicaux; élections et renouvellements avaient lieu sans secret de vote et par acclamations. Quel intérêt eussent pu prendre, d'ailleurs, les éléments de base à la vie de leurs associations lorsqu'on sait que les secrétaires de syndicats provinciaux ne se réunissaient, en principe, que tous les trois ans ?

Ces observations étaient faites en France dès 1934 par le plus attentif de nos historiens, le plus libre, même à l'égard du fascisme, de tout préjugé hostile, Georges Bourgin. Et la voix de Bottai semble l'écho de la sienne lorsqu'il écrit en 1949 : « L'illusion corporative fut lente à mourir. Dans le corporatisme et par le corporatisme bien des ferments d'opposition, déjà vivants à l'intérieur du fascisme, et bien des hostilités déclarées de l'extérieur s'étaient apaisés dans l'espoir de plus libres développements. Des représentants du socialisme italien et européen en saluèrent les débuts et en accompagnèrent l'évolution initiale par une critique positive et constructive... C'est à notre intention que l'on employa pour la première fois l'expression de « troisième force », aujourd'hui consacrée... Ephémère printemps. Car justement cette floraison de polémiques, d'études, de cercles universitaires, de recherches scientifiques, provoqua une incurable atmosphère de soupçon. Il y eut les « corporatistes » et les « fascistes »... Et au lieu du corporatisme avec son exigence d'organisation professionnelle souple et multiforme, nous eûmes le « totalitarisme », furieusement centralisateur, monopolisateur » (G. Bottai).

La politique religieuse et la Conciliation.

La politique religieuse de Mussolini fut l'une des réussites incontestables de son gouvernement.

Elle fut favorisée par l'élection au Souverain Pontificat, en 1922, du pape Pie XI, Milanais et homme de science,

qui sortait d'un milieu très conservateur et qui, comme nonce à Varsovie à l'époque de la guerre russo-polonaise, avait conçu une particulière horreur du bolchevisme et inclinait à la bienveillance envers quiconque le combattait. Désireux de mettre un terme au conflit bientôt séculaire entre l'Eglise et l'Etat en Italie, « il estimait que cette conciliation serait plus facile à réaliser par un gouvernement totalitaire, libéré des fluctuations de parti et du contrôle du Parlement, que par un ministère normal de couleur démocratique et de traditions libérales » (S. Jacini). En quoi il ne se trompait pas. Le fait même que Mussolini fût personnellement un incroyant, entouré, comme le Premier Consul, d'hommes qu'on ne pouvait suspecter de cléricalisme, rendait plus aisée la signature d'un concordat, qui importait davantage encore au Pontife que la reconnaissance de ses droits souverains sur une petite partie du territoire italien.

Sans doute des jalons avaient déjà été posés auparavant, notamment par des conversations entre le président du Conseil Orlando et le nonce à Paris, Cerretti, en 1919, durant la Conférence de la paix. Le principe de ce qui deviendra l'Etat de la Cité vaticane avait été posé. Mais, malgré l'apaisement survenu dans les esprits après la guerre en face des problèmes religieux, il n'est pas douteux qu'arriver à un accord complet et définitif eût été singulièrement malaisé en régime parlementaire et que la présence dans la majorité du parti populaire, tenu pour confessionnel malgré toutes assurances contraires, eût entravé plutôt que favorisé la réussite du projet.

Mussolini, imitant en cela les procédés de *L'Action française*, avait toujours fait une nette distinction entre les catholiques, généralement démocrates, présents dans les assemblées politiques, et la hiérarchie constituée. Ses rigueurs à l'égard des populaires ne parurent donc jamais dirigées contre la religion elle-même. Au contraire, certains de ses premiers actes, comme l'obligation de l'enseignement religieux dans les écoles primaires — où elle était admise en principe mais refusée en fait —, et du crucifix dans les

écoles ou bureaux officiels, lui valurent un crédit extraordinaire dans les milieux toujours éblouis par l'alliance du trône et de l'autel. (On peut affirmer sans risque d'erreur qu'en France, notamment, l'exactitude dans les horaires des trains italiens et le crucifix dans les écoles assurèrent au fascisme 90 % des sympathies qu'il acquit d'emblée au sein de la bourgeoisie et qui durèrent, contre vents et marées, jusqu'au « coup de poignard dans le dos » de 1940.)

D'autres égards et gestes de courtoisie se succédèrent pendant sept ans, cependant que les journaux catholiques étaient tenus en bride ou supprimés et le réseau des organisations économiques « blanches » systématiquement ruiné à l'égal des « rouges ». Don à la Bibliothèque Vaticane des archives anciennes du palais Chigi; rétrocession aux Franciscains du couvent d'Assise, dont l'Etat avait fait une école publique, et de divers autres biens ecclésiastiques à des congrégations missionnaires; reconnaissance officielle des décorations et titres pontificaux; institution d'aumôniers militaires et de l'assistance religieuse dans les formations de jeunesse du régime, masculines et féminines, jalonnèrent la préparation progressive d'une entente sur la question romaine et la place de la religion dans l'ordre nouveau. L'institution dans l'enseignement secondaire de « l'examen d'Etat » — analogue au baccalauréat —, réforme préparée par Giolitti et Benedetto Croce, mais réalisée seulement par le ministre Gentile après 1922, et qui établissait une parité effective de conditions entre les candidats sortant des écoles gouvernementales et ceux des écoles privées, parut aussi un titre incontestable à la reconnaissance des catholiques envers le régime. Le traité du Latran devait par la suite accorder à l'université catholique de Milan — l'université du Sacré-Cœur —, particulièrement chère au pape Pie XI et dirigée par un savant franciscain, le P. Gemelli (médecin converti), un statut analogue à celui de Louvain, en lui attribuant le droit de conférer des grades reconnus par l'Etat et d'avoir des professeurs nommés par les autorités du royaume, assimilés en tout à leurs collègues des autres universités, mais après entente sur les nominations avec le Saint-Siège.

Les accords du Latran, signés entre Mussolini et le cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, le 11 février 1929, comprenaient : un traité politique; une convention financière; un concordat.

Le traité comportait, de la part du Saint-Siège, la reconnaissance formelle du royaume d'Italie, avec Rome pour capitale, sous la souveraineté de la Maison de Savoie; du côté italien, l'érection dans des limites plus restreintes qu'on ne l'envisageait naguère, sans accès à la mer ni même adjonction de la Villa Doria-Pamphili, d'un Etat pleinement souverain, dit Cité du Vatican, l'abolition de la loi des Garanties (dont toutefois nombre de dispositions étaient conservées touchant le caractère inviolable et sacré de la personne du Souverain Pontife, etc.) et la reconnaissance, en matière d'introduction au traité, de la religion catholique, apostolique et romaine comme seule religion de l'Etat, les autres cultes étant seulement tolérés. Le privilège de l'extraterritorialité continuait, naturellement, d'être acquis à certains édifices relevant *directement* du Saint-Siège, comme le palais du Latran et la villa pontificale de Castelgandolfo; d'autres dépendances du Saint-Siège, nécessaires à son administration et disséminées dans la ville de Rome, ne jouissaient pas du même privilège, mais seulement de la garantie qu'elles ne seraient jamais soumises à des charges ou à des expropriations d'utilité publique sans entente préalable avec le Saint-Siège. Les deux Etats devaient nommer l'un auprès de l'autre un nonce et un ambassadeur, comme tous les autres Etats souverains.

La convention financière, tenant compte des graves dommages subis par le Saint-Siège en conséquence de la perte de son patrimoine, mais aussi de la situation particulière de l'Etat italien et des conditions économiques du pays après une guerre de quatre années, liquidait la dette de l'Italie envers le Saint-Siège par la remise d'une somme de 750 millions en espèces et d'un milliard en titres de rente italienne 5 %.

Le concordat proclame l'indépendance entière de l'Eglise et déclare que « l'Italie accorde aux ecclésiastiques,

pour les actes de leur ministère spirituel, la protection de ses autorités ». Il confirme l'exemption du service militaire des clercs ordonnés et des religieux ayant prononcé leurs vœux, avec passage dans l'aumônerie militaire, sous l'habit ecclésiastique, en cas de mobilisation générale, ou affectation aux services sanitaires; les prêtres ayant charge d'âmes (évêques, curés et vicaires) sont même dispensés de répondre à l'appel. Le choix des archevêques et évêques appartient exclusivement au Saint-Siège, qui toutefois prend en secret l'agrément préalable du gouvernement italien pour s'assurer qu'il n'a pas d'objections « de nature politique » contre la nomination projetée. Les sociétés religieuses sont juridiquement reconnues — sous la seule condition qu'elles soient approuvées par le Saint-Siège —, et aptes à acquérir des biens suivant les dispositions ordinaires du Code concernant les acquisitions des corps moraux; la personnalité civile est également accordée aux maisons généralices et aux procures des associations religieuses étrangères.

La plus importante disposition du concordat, à quoi tenait spécialement Pie XI, « reconnaît au sacrement du mariage réglé par le droit canonique les effets civils ». Après avoir agi comme célébrant de la cérémonie religieuse, le prêtre agit comme officier d'état civil et rédige l'acte de mariage, dont il adresse aux mairies copie intégrale dans les cinq jours pour qu'il soit transcrit sur les registres de l'état civil.

Il n'y a donc plus en Italie de mariage proprement civil que pour les ressortissants d'autres cultes que le culte catholique. L'irréligion n'a plus droit de cité. Cette disposition rétablissait un état de choses qui avait disparu depuis la Révolution française et qui demeure unique en Europe. Nous rappellerons que le parti communiste en a voté, avec les démocrates-chrétiens, le maintien lorsque les accords du Latran ont été soumis à la ratification du nouveau Parlement italien après la proclamation de la République, ces deux partis formant alors la majorité.

Les travaux publics.

L'ensemble des travaux publics réalisés en Italie sous le régime fasciste, particulièrement de 1925, lorsqu'il fut consolidé, à 1936, avant de s'engager dans les guerres étrangères, s'il pesa lourdement sur les finances nationales et peut paraître disproportionné aux ressources d'un Etat jusqu'alors renommé pour sa prudence et son économie sur le plan budgétaire, n'en constitue pas moins une réalisation grandiose, comportant un minimum d'erreurs, qu'il faut mettre nettement à l'actif de l'homme qui l'a inspirée. Il avait en même temps l'avantage d'employer sur place une main-d'œuvre abondante qui ne trouvait plus guère d'exutoire à l'étranger et que le régime, d'ailleurs, ne désirait pas voir s'éloigner.

Il est impossible de nous étendre ici sur le détail de ces réalisations — un chapitre entier du présent livre n'y suffirait pas —, ni même d'en prendre une vue cavalière. Des chiffres en série seraient, par ailleurs, fastidieux. Nous n'en retiendrons que quelques-uns, non sans avoir souligné que, pour évaluer correctement l'importance des dépenses publiques relativement à l'avant-guerre, il faut se souvenir que le taux officiel de la livre, fixé par le fascisme au cours surévalué de 90 lires, donnait à l'unité monétaire italienne, dans la pratique, une valeur comparable à celle du franc Poincaré.

Aqueducs, réservoirs artificiels, installations hydro-électriques, voies ferrées, travaux portuaires, routes et autostrades, habitations à bon marché, constructions scolaires, plans régulateurs et embellissements de villes, stades et piscines, aménagements de stations balnéaires ou de montagne, ont été parallèlement continués ou entrepris sur une large échelle.

Des aqueducs, particulièrement nécessaires dans les régions du Midi, comme nous l'avons déjà exposé, le plus important, l'aqueduc des Pouilles, aux nombreuses ramifications, commencé en 1906, avait coûté à l'Etat 240 millions jusqu'à l'instauration du régime fasciste; celui-ci y consacra 690 millions et en construisit une vingtaine d'autres, dont

quatre en Sicile, un en Istrie et plusieurs dans les nouvelles provinces de Trente et de Bolzano, totalisant 13 000 kilomètres de conduites d'adduction ou de distribution et alimentant en eau potable une population de 11,6 millions de personnes.

Les réservoirs artificiels étaient en 1937 au nombre de 168, avec une capacité totale de 1 300 millions de mètres cubes. Les principaux se trouvent en Sardaigne, où celui du Tirso, d'une hauteur de 63 mètres, a une capacité utile d'environ 400 millions de mètres cubes. Par ailleurs, de 1922 à 1937, 1 760 millions furent dépensés pour canaliser divers cours d'eau (Pô, Adige, Tibre, etc.), et 5 118 kilomètres de digues construits.

Dans le domaine hydro-électrique, l'Italie, déjà remarquablement outillée en 1921 avec une production annuelle d'environ 4 milliards de kWh (voir chapitre III), passera dès 1933 à 11 milliards de kWh et 1 212 centrales, se poussant au troisième rang de la production mondiale. L'ensemble de ces installations représentait à ce moment plus de 22 milliards de lires, en presque totalité fournis par l'industrie privée.

L'accroissement du réseau ferré, relativement peu important du point de vue kilométrique avec 720 kilomètres de voies nouvelles ouvertes au trafic à la fin de 1937 et 300 en construction, comprenait, en revanche, des lignes d'utilité primordiale, comme la « direttissima » Rome-Naples. Commencée en 1907, suspendue en 1917, lentement reprise après la guerre, elle fut activement poussée de 1923 à 1927 et mise en service à cette date avec double voie complètement électrifiée (216 km). Une autre ligne directe, fort attendue, la Bologne-Florence, comportant de très importants travaux d'art dont un tunnel de 18,5 km, le plus large d'Europe, avec gare médiane souterraine, commencée en 1913, n'allait guère plus vite. Reprise en 1923, elle a été inaugurée en avril 1934. Une dernière ligne ultra-directe électrifiée fonctionne sur le trajet Gênes-Milan, réalisant un gain d'une heure sur les trois de naguère. On va aussi maintenant en huit heures trente au lieu de douze de Milan à

Rome, en six heures trente au lieu de dix de Gênes à Rome, en trois heures au lieu de quatre heures trente de Milan à Venise, grâce surtout aux électrifications et au doublement des voies.

L'entretien et l'amplification du réseau routier avaient été confiés en 1928 à un organisme étatique spécial, l'*Office autonome de la Route*, qui effectua une réfection complète de plus de la moitié des 21 000 kilomètres de routes nationales existantes en Italie et y ajouta 700 kilomètres nouveaux, sans compter les routes secondaires, dont 6 000 kilomètres furent construits. A la veille de la guerre — il nous a été donné de le constater nous-même, dans les montagnes de Vénétie —, ces routes étaient réellement admirables et entretenues par une armée de cantonniers. Trois milliards et demi furent consacrés à ces réfections de 1922 à 1927, pour les deux tiers environ à la charge de l'Etat. Plus de 400 ponts en ont formé l'indispensable complément, notamment le pont, long de 4 kilomètres et large de 20 mètres, reliant Venise à la terre ferme (construit en moins de deux ans); le viaduc de Mestre (1 km); le pont en béton armé sur le Tagliamento (1 km), etc.

La construction d'autostrades, confiée à des concessionnaires simplement subventionnés par l'Etat, les routes étant destinées à lui revenir après un certain nombre d'années, a doté l'Italie de tronçons déjà importants dans les zones le plus fréquentées, dont le plus long, Turin-Milan-Bergame-Brescia, mesure 215 kilomètres et le plus remarquable, Gênes-Serravalle-Scrivia, comporte, sur 50 kilomètres seulement de tracé, 30 ponts ou viaducs et 11 tunnels, avec doubles chaussées latérales pour camions circulant en sens inverse et voie centrale pour les automobiles de tourisme; il répond à une conception personnelle de Mussolini.

Ce sont ses idées ou ses plans qui ont aussi donné naissance au Lido de Rome par l'autostrade de la voie d'Ostie; à la « montagne de Rome », le Terminillo, cime de 2 213 mètres voisine de Rieti, où l'on peut parvenir de la capitale en une heure d'auto; et surtout au plan régulateur de Rome, avec la voie de l'Empire partant du Palais de

Venise et atteignant le Colisée à travers l'alignement des forums impériaux; la Voie triomphale lui fait suite au-delà du Colisée et aboutit à l'ancienne Promenade archéologique, d'où se détache la voie du Cirque Maxime, longue de 800 mètres et dessinant une courbe entre le Palatin et l'Aventin. Le dégagement du théâtre de Marcellus, du mausolée d'Auguste et d'autres monuments de la Rome antique, déjà envisagé d'ailleurs sous les régimes précédents, a été aussi réalisé par le fascisme, ainsi que la création du « forum Mussolini » composé d'un stade et d'une Académie d'Education physique. Franchement regrettable a été, toutefois, l'idée de démolir les édifices qui séparaient du Tibre la place Saint-Pierre pour créer la voie de la Conciliation : l'impression de grandeur qu'on éprouvait en débouchant sur la vaste place par deux rues de largeur normale est ainsi complètement détruite.

En province, une foule de plans régulateurs ont été aussi appliqués depuis 1924, la plupart très heureux, à base de réfection de vieux quartiers malsains, de rectifications dans le tracé des rues, de dégagements d'œuvres d'art et d'embellissements de toute espèce. Du Nord au Midi, grandes, moyennes et petites villes ont été ainsi plus ou moins largement réédifiées ou agrandies. Tout le programme envisagé n'a pu être appliqué et surtout la guerre a ruiné beaucoup des réalisations déjà effectuées. Néanmoins, il en subsiste un grand nombre, telles que la place de la Victoire, à Brescia, la place Dante, à Bergame, le monument commémoratif de la victoire de 1918 en forme d'arc triomphal à Bolzano, les quartiers rénovés de Sienne entre le palais communal et la via San Martino, la via Roma de Turin et de Bologne, le Corso del Littorio, à Milan, l'ensemble des plans régulateurs de Gênes, Palerme, Tarente, Bari, etc.

La « bataille du blé » et la « bonification intégrale ».

L'idée-mère de la « bataille du blé », l'une des premières engagées par Mussolini après le 3 janvier 1925, puis-

qu'elle fut entreprise le 4 juillet de la même année, répondait à une conception juste et à un besoin certain de l'Italie : augmenter considérablement sa production en blé, base de l'alimentation de sa population rapidement croissante, par une amélioration des techniques agricoles, encore très arriérées dans nombre de provinces, sans modifier la répartition et l'équilibre traditionnel des cultures.

Avec une production moyenne de 50 millions de quintaux pendant la période quinquennale 1909-1913 et une chute de 4 à 5 millions encore durant l'immédiat après-guerre, par suite des désordres sociaux et des pertes en vies humaines qui avaient troublé son économie agricole, la péninsule était très loin de pouvoir suffire à ses besoins. Une convergence de primes à la production, de recours plus ample à la motoculture, aux engrais, aux semences sélectionnées, servie par une propagande intense, répondit rapidement aux objectifs du gouvernement. Durant les six premières années de la bataille du blé, la moyenne dépassait déjà 61 millions de quintaux; on touchait 71 millions en 1932 et 81 millions en 1933, avec un rendement moyen de 14 quintaux par hectare et un maximum de 64 quintaux dans le Nord, de 40 quintaux dans le Sud. L'importation de blé, qui pesait naguère sur la balance commerciale de l'Italie pour deux à trois milliards, était réduite à 30 millions en 1935.

Pris en soi, le résultat paraît magnifique (les céréales secondaires, elles, avaient peu ou même pas du tout progressé, sauf le maïs, succédané du blé en bien des régions pauvres, qui de 1913 à 1930 bondissait de 6 millions à 28,7 millions de quintaux). Mais les statistiques fascistes elles-mêmes recèlent des données inquiétantes lorsqu'on voit que, dans le même temps, le cheptel italien augmentait fort peu et que les besoins de la consommation intérieure ne permettaient plus l'exportation, très rémunératrice, des principaux produits d'élevage. En 1926, ceux-ci donnaient encore un excédent d'exportation annuel de 450 millions; diminué en 1927, cet excédent se transforme en un déficit d'environ 300 millions en 1928, de 500 millions en 1929, et qui continue

à grossir. Une très coûteuse importation de laines et de peaux brutes impose également à l'Etat, en 1929, une dépense d'un milliard et demi. Il paraît donc évident que, malgré les intentions proclamées au début de la bataille du blé, le gain réalisé en ce domaine ne l'a pas été seulement par des progrès techniques, mais en ensemençant de bien plus grandes surfaces aux dépens des pâturages.

Du point de vue économique, l'opération présentait donc des côtés désavantageux, puisque le blé étranger ne demeurait écarté du marché italien que par une protection douanière accentuée, profitable aux seuls agrariens, et que la balance commerciale devait enregistrer une lourde perte pour satisfaire à une politique autarcique. Celle-ci visait au fond et dès l'origine à libérer l'Italie *pour le cas de guerre* de la sujétion des transporteurs anglo-américains, si pesante pendant le conflit de 1914-1918. Mussolini ne livrait-il pas sa pensée profonde lorsqu'en novembre 1939, à la veille de se lancer dans la grande aventure, il proclamait : « Chacun... peut constater que la division entre économie de guerre et économie de paix est simplement absurde » ?

Les lois visant à l'assainissement et à l'équipement des campagnes, qui se succèdent depuis 1923, et surtout celle du 24 décembre 1928, dite loi Mussolini de « bonification intégrale », sont encore moins critiquables dans leur principe et dans la plupart de leurs applications. Pour la première fois, un plan d'ensemble était mis au point, visant non plus diverses améliorations particulières des conditions naturelles de telle ou telle zone du territoire italien, mais un aménagement *total* — quoique échelonné, bien entendu —, de *tous* les terrains impropres à une culture intensive et suffisamment groupés pour constituer des « cantons de bonification intégrale ». A la fin de 1930, 37 de ces cantons avaient été délimités, pour un ensemble d'environ 4 millions d'hectares — le territoire italien en compte au total 31 millions —, dont 1 840 000 dans le Midi et les îles et environ 1 300 000 dans les provinces du Centre. Le Nord, objet de sollicitudes beaucoup plus attentives dans le passé, n'était pas délaissé, mais venait seulement au quatrième rang. Une loi de décembre 1934 y ajoutera la

vaste zone des Marais Pontins du sud de Rome, celle où s'élevèrent en quelques années sur un espace naguère désertique et infesté de *malaria* les centres agrestes aux noms chantants de Littoria, Sabaudia, Pontinia, Aprilia, Pomezia, le dernier inauguré en 1938, zones que la guerre et le débarquement allié à Nettuno — tout proche d'Aprilia —, allaient, hélas! rendre en grande partie à leur ancienne misère.

S'il est vrai que de 1870 à 1922 l'Etat italien n'avait effectué de bonifications — très importantes en Emilie —, que sur près de 1 400 000 hectares, en revanche l'effort du régime fasciste a mis une hâte fiévreuse à regagner le temps perdu ou insuffisamment utilisé, mais là encore au prix de dépenses profuses — une douzaine de milliards —, qui rappellent les méthodes employées par les Juifs pour cultiver la pierreuse Palestine en y engloutissant des sommes qu'aucun Etat pourvu d'espace et de ressources normales ne pourrait songer à y consacrer.

Très judicieusement, la législation fasciste n'a pas séparé l'assainissement des zones littorales de la bonification des zones montagneuses, où le déboisement et le régime des eaux, comme nous l'avons exposé plus haut, étaient précisément à l'origine de l'insalubrité des plaines.

Pendant le demi-siècle précédent, on s'était préoccupé davantage de gagner à la culture les riches contrées arrosées par le Pô, mais souvent dévastées par ses crues et bordées de trop nombreux marécages. Le célèbre dessèchement du lac Fucin avait été, dans le Latium, la réalisation personnelle d'un grand propriétaire, le prince Torlonia.

Par la loi « de bonification intégrale » et celles qui la complètent, le régime fasciste posait le principe que la transformation agraire incombait à la fois aux particuliers et à l'Etat. Mais tandis qu'à l'aménagement hydraulique du terrain, celui-ci concourait, selon les cas, pour 75 à 90 % de la dépense totale, à la mise en valeur proprement dite des terres assainies (construction et réparation de routes intérieures, édification de bourgades rurales et de fermes isolées, etc.), il ne participait plus que pour 27 à 40 %. Accordée à la demande des intéressés groupés en consortiums, l'aide de

l'Etat n'exigeait comme condition que le vote favorable d'une partie des membres, pourvu que leurs propriétés représentassent le quart de la superficie de la zone à bonifier. Là encore, les minorités dynamiques pouvaient imposer leur volonté aux masses amorphes. Ces consortiums agissaient, tout en respectant les bases de la propriété privée, comme des organismes de droit public, auxquels l'Etat déléguait une partie de ses prérogatives et de ses fonctions à des fins d'intérêt général. L'exécution directe de travaux par l'Etat ira, d'ailleurs, en s'atténuant — sauf dans les Marais Pontins —, et durant les dernières années elle était devenue presque négligeable. Dans les 7 milliards de dépenses prévus par la première et plus importante loi de bonification intégrale, celle de 1928, la bonification hydraulique et les travaux complémentaires entraient pour 4,5 milliards, dont un peu plus de 3 à la charge de l'Etat; les irrigations indépendantes, la construction de routes et de bâtiments ruraux absorbaient le reste, mais en majeure partie aux frais des particuliers.

Le développement industriel.

L'industrie a tenu dans les préoccupations de l'Etat fasciste une moindre place que l'agriculture, tout d'abord parce que la population italienne est essentiellement agricole (55 % de la population active contre 40 % en France, 35 % en Allemagne et 12 % en Angleterre); ensuite parce que le programme d'autarcie économique du gouvernement rencontrait dans le manque de matières premières en Italie d'insurmontables obstacles, dont elle sentira durement le poids durant la guerre mondiale. Les effets de la crise de 1929 enfin s'y marqueront comme ailleurs. Son économie ayant été troublée pendant les années 30 par les suites de cette crise et les guerres continuelles, c'est surtout la première décade du régime qu'il importe de considérer.

Si l'on chiffre en dollars, pour une commodité et une rigueur plus grandes de comparaison, les exportations de produits industriels finis des quatre principales puissances occidentales et des Etats-Unis en 1922, on voit que celles de l'Italie, avec 148 634 000 dollars, étaient d'environ le 1/7e de

celles de la France, moins du 1/8e de celles de l'Allemagne, un peu plus du 1/9e de celles des Etats-Unis et le 1/17e exactement de celles de l'Angleterre. Cela situe son potentiel industriel assez faible et le cours artificiel fixé en 1927 pour la lire (voir plus loin) ne permettra pas de diminuer très sensiblement cet écart dans le commerce extérieur. Néanmoins, partant de ce bas niveau, nous constatons qu'en 1930, année où déjà la dépression générale est très marquée par rapport à 1929, les progrès *relatifs* de l'Italie ont dépassé de loin ceux de l'Angleterre et de la France, qui sont respectivement à l'indice 85 et à l'indice 105 par rapport à 1922, et légèrement ceux des Etats-Unis et de l'Allemagne, respectivement aux indices 154 et 165, puisqu'elle atteint, elle, avec 258 millions de dollars, l'indice 173, après avoir touché en 1929 l'indice 226.

Pour la production industrielle *générale* — utilisée à l'intérieur ou exportée —, l'écart des indices est moins sensible. Celui de l'Italie (114 par rapport à 1921) est sensiblement inférieur à celui des Etats-Unis (160) et même un peu à celui de l'Allemagne (117), mais supérieur à ceux de l'Angleterre et de la France (92 et 109).

Parmi les industries en progrès marqués pendant cette décade de l'époque fasciste, la sidérurgie, comme on pouvait s'y attendre, occupe le premier rang avec une production de fonte plus que triplée par rapport à 1922, et presque doublée pour l'acier. Production sextuplée pour le zinc et décuplée pour l'aluminium (8 000 tonnes). Continuation des progrès de l'industrie automobile, mais avec une exportation simplement du double de celle d'avant-guerre, donc encore assez restreinte. Dans le textile, malgré la crise traversée par l'industrie de la soie, l'Italie accroît sensiblement sa production et en huit ans monte en flèche au deuxième rang — après les seuls Etats-Unis —, pour la production de la soie artificielle, avec 30 000 000 de kilos.

Politique financière.

L'équilibre budgétaire était à peu près rétabli, surtout par l'action de Giolitti, quand Mussolini prit le pouvoir.

Pour l'assurer tout à fait, il annonça d'abord un programme d'économies rigoureuses en matière administrative, par la suppression des emplois inutiles, et des résultats appréciables furent en effet obtenus, notamment dans les chemins de fer gérés par l'Etat, où le nombre des agents fut abaissé de 241 000 — chiffre démesurément gonflé, correspondant à 15 salariés par kilomètre de voie —, à 135 000, total inférieur à celui de l'avant-guerre.

Mais la politique de prestige poursuivie par le fascisme sur tous les terrains, la création incessante d'organismes nouveaux, l'insertion de multitudes de « chemises noires » dans les diverses milices du régime (forestière, portuaire, douanière, ferroviaire, etc.), sans parler des fonctions rétribuées d'une foule de « responsables » d'un parti omniprésent dans la nation et des dilapidations imputables à beaucoup d'entre eux, devaient rapidement annuler les effets des premières mesures prises. L'inflation, un moment arrêtée avec une circulation fiduciaire descendue de 22 milliards en 1920 à 13 milliards, était déjà remontée à 20 avant l'expédition d'Ethiopie, puis à 30 à la veille du conflit mondial; elle atteignait 150 milliards lors de l'effondrement du régime, après les dépenses de trois années de guerre, selon l'évaluation du ministre des Finances du maréchal Badoglio.

Mussolini, un an après avoir engagé la « bataille du blé », avait déclenché la « bataille de la lire » et il crut l'avoir gagnée en stabilisant le cours officiel de la livre, le 31 décembre 1927, à 92,46 et celui du dollar à 19. La devise italienne faisait ainsi nettement prime sur le franc Poincaré, mais c'était un cours arbitraire et forcé, car l'équilibre des prix et des salaires s'était déjà établi sur la base, équivalente à la base française, de 120 à 130 lires pour une livre et les réserves d'or de la Banque d'Italie, qui atteignaient 7 milliards, durent s'employer dès lors à réduire le déficit de la balance des paiements, en raison des obstacles à l'exportation que détermina le cours trop élevé de la lire. Ces réserves avaient fondu des trois quarts en 1936 et le reste sera confisqué par les Allemands en 1943.

On doit observer que la politique monétaire mussoli-

nienne, si certains économistes libéraux, comme M. Einaudi, la jugèrent insensée, fut encouragée fortement par d'autres, tels que Luzzatti et Achille Loria, qui eussent souhaité la stabilisation à la parité de l'or : 25 lires pour une livre. Le dictateur fasciste prit ainsi figure de modéré même aux yeux de pontifes du libéralisme économique.

Les œuvres nationales d'assistance.

Dans la conception, désormais générale, des devoirs d'assistance et d'éducation d'un Etat civilisé envers les citoyens qui le composent, et surtout des plus humbles, le fascisme ne s'est différencié de l'étranger que par l'ampleur croissante de ses réalisations et par leur caractère étatique très prononcé. La plupart ressortissaient à l'Œuvre nationale des Loisirs ouvriers *(Dopolavoro)* et à ses multiples ramifications jusque dans les plus petites communes. Ce paternalisme d'Etat, appliqué à enserrer le travailleur dans un réseau d'initiatives culturelles, sportives, sanitaires ou spécifiquement professionnelles, où il rencontre toujours l'Etat sous les traits du parti ou du syndicat, s'apparente encore plus à la conception soviétique qu'à celle des grandes associations anglo-saxonnes auxquelles les dirigeants du *Dopolavoro* comparaient eux-mêmes leur entreprise, telles que la *Playground and Recreation Association of America* ou la *National Education Association* et le *Carnegie United Kingdom Trust* du Royaume-Uni.

Dans une première phase, la diversité des formes d'assistance ouvrière fut assumée seulement par la Confédération nationale des Syndicats fascistes, qui y employait la majeure partie des cotisations obligatoires, même pour les non-inscrits, dont nous avons parlé, et qui leur donna déjà un sérieux développement. L'œuvre prit un caractère officiel le 1er mai 1925, marqué notamment par la présidence statutaire du secrétaire général du parti fasciste, et en septembre 1929 l'œuvre était définitivement rangée au nombre des institutions typiques du régime, qui déploya en sa faveur un effort intense de propagande.

Divisé en quatre grandes sections : instruction; éducation artistique; éducation physique; assistance sociale, hygiénique et sanitaire, le *Dopolavoro* comptait à la veille de la guerre mondiale environ 2 millions et demi d'inscrits, quelque 10 000 groupes musicaux et chorales, presque autant d'associations culturelles ou folkloriques, 2 500 sociétés philodramatiques, environ 3 500 bibliothèques populaires dotées de plus d'un million de volumes, et 750 centres d'enseignement professionnel.

Les sociétés sportives, de leur côté, étaient une dizaine de milliers. Le *Dopolavoro* organisait en outre des voyages collectifs à travers le pays, des camps d'été, des croisières populaires, des courses cyclistes, etc.

Une autre œuvre nationale fut l'objet d'une sollicitude toute particulière et répondait à une pensée directrice du régime, désireux d'accroître au maximum la population italienne, l'Œuvre pour la Protection de la Maternité et de l'Enfance, créée le 15 avril 1926. Aux besoins financiers de cette œuvre, l'Etat eut l'idée originale d'affecter tout le produit d'un impôt spécial sur les célibataires. Elle fut encadrée dans des Fédérations provinciales, pourvues d'un conseil de 11 membres dont faisaient obligatoirement partie la présidente des Faisceaux féminins et le secrétaire pour la province du parti fasciste.

Bien entendu, ces préoccupations n'étaient pas nouvelles en Italie, où le souci d'une bonne ordonnance des services hygiéniques et sanitaires, notamment, avait toujours été présent à l'esprit du législateur. Les publications de propagande fasciste reconnaissent elles-mêmes que les dispositions de la loi de décembre 1888 sur la question « formaient un ensemble si précis et si organique que les réformes sanitaires qui ont été introduites plus tard... n'en ont en rien modifié les lignes fondamentales ». Il restait cependant beaucoup à faire pour combattre la mortalité infantile, développer les connaissances de puériculture, et aussi assurer une protection suffisante aux enfants naturels ou abandonnés.

De 193 pour mille en 1887, la mortalité infantile était déjà tombée à 130 en 1914 et à 126 en 1922. Elle s'abaissera

à 120 en 1927, à 106 en 1930, à 101 en 1935, en grande partie grâce aux consultations prénatales, crèches, maternités et autres institutions mises sur pied par l'Œuvre de la Maternité et de l'Enfance.

Parmi les lois intégrant son action, il faut mentionner celle qui assurait à la fille mère reconnaissant et allaitant son enfant une pension alimentaire appréciable pendant la première année d'allaitement, susceptible d'être prorogée, dans une mesure réduite, durant les deux années suivantes si la mère s'en montrait digne. Cette mesure fit diminuer considérablement les présentations d'enfants illégitimes aux hospices d'enfants trouvés en même temps que la mortalité infantile.

L'éducation de la jeunesse.

La tâche de former la jeunesse incomba dès 1926 à la troisième des grandes organisations portant l'empreinte officielle du fascisme, l'Œuvre Nationale Balilla (du nom d'un petit Génois qui donna le signal d'un soulèvement de la population contre les Autrichiens en 1746). Ce fut la plus souvent critiquée à l'étranger. Là encore, nous retrouvons des principes communs à tous les régimes totalitaires, quelle qu'en soit l'inspiration, en ce qu'ils tendent à une mainmise complète sur les jeunes générations dès l'âge le plus tendre et à orienter leurs esprits dans une direction unique. En 1928, des décrets-lois ordonnèrent, du reste, la dissolution et la fusion dans l'Œuvre Nationale Balilla de toutes les formations de jeunes gens ne faisant pas encore partie de l'Œuvre elle-même, et tandis qu'un autre décret, du mois d'août 1927, avait déjà délégué au président de l'Œuvre toutes les attributions du Conseil central institué pour l'administrer, un dernier décret royal, du 14 septembre 1929, la plaçait sous la haute surveillance du chef du gouvernement. Ici comme ailleurs se vérifiait la centralisation croissante de l'Etat fasciste, qui finira en droit et en fait, aux derniers temps du régime, par concentrer dans les mains de Mussolini la totalité du pouvoir.

Garçons et filles étaient répartis par l'Œuvre en *Balillas* et en *Petites Italiennes* de huit à quatorze ans, en *Avanguardisti* (Eclaireurs) et en *Jeunes Italiennes* de quatorze à dix-

huit ans. Les effectifs masculins furent toujours plus nombreux que les effectifs féminins et ceux de l'enfance plus que ceux de l'adolescence. L'ensemble groupait à la veille de la guerre mondiale plus de six millions d'inscrits et coûtait à l'Etat environ 1 700 millions par an.

Les chefs des Balillas étaient principalement des instituteurs primaires membres de la Milice fasciste. L'éducation physique tenant une grande place dans l'organisation, une Académie fasciste pour la préparation des professeurs d'Education physique, instituée au début de 1928, ayant son siège à Rome et ouverte aux jeunes gens sortant de l'enseignement moyen, visa à former des maîtres d'une catégorie supérieure, soit moniteurs, soit directeurs ou inspecteurs de centres.

Pour la formation des esprits, les commentateurs officiels des buts de l'Œuvre reconnaissent sans ambages que dans les cours « de culture intellectuelle », bien que le choix des arguments fût entièrement libre, ils roulaient principalement « sur l'histoire de la guerre et de la révolution fasciste. La lecture des discours du Duce, distribués par la présidence centrale à tous les comités provinciaux, y a occupé une place prépondérante ». Les conférences religieuses, confiées à des chapelains qui étaient environ 2 000 en 1938, jouaient aussi un rôle important. L'Œuvre disposait à la même date de quelque 5 000 bibliothèques, de plus de 1 000 salles de cinéma, de fermes agricoles et expérimentales (près de 4 000), de terrains de sport (environ 7 000) ; elle organisait des cours d'éducation pré-athlétique ou d'athlétisme léger, avec initiation aux différents sports, qui faisaient appel à 50 000 adultes.

Des sections de l'Œuvre Nationale Balilla existaient non seulement dans les colonies italiennes, mais à l'étranger, là où l'élément italien était assez nombreux et le loyalisme à l'égard du gouvernement fasciste assez sûr pour que les consuls pussent se charger de les organiser.

La guerre d'Abyssinie (1935-1936).

Une telle formation de la jeunesse — car il va de soi que les adolescents apprenaient aussi le maniement d'armes —.

préparait au Duce une génération prête à le suivre dans les entreprises qu'il tenterait au nom de l'intérêt italien pour affirmer sur les champs de bataille la grandeur de la patrie. Cette heure vint en 1935 avec l'expédition d'Abyssinie, qui ne rencontra d'hostilité, il faut le reconnaître, que parmi les émigrés antifascistes de l'étranger et réalisa même une unanimité nationale bien supérieure à ce qu'on avait vu en 1911, pour aller conquérir la Libye, ou en 1915. « Le peuple italien — a écrit l'un des plus sévères critiques de la politique fasciste —, invité à faire preuve d'énergie et d'esprit de sacrifice dans une affaire qui le concernait directement, répondit avec enthousiasme à l'appel. » (M. Donosti.) L'audace ayant réussi et le régime, à côté d'erreurs certaines, ayant acquis à l'intérieur de nombreux titres à la reconnaissance des Italiens, il est probable que Mussolini l'aurait consolidé pour longtemps en s'arrêtant après ce « triomphe inopiné », comme le joueur qui quitte la table de baccara sur un coup de chance inespéré qui a rempli ses poches. Mais on vit une fois de plus que « la raison est d'abord ôtée à ceux que la divinité veut perdre », selon l'adage du poète latin.

La position des Italiens, au début du règne du négus Haïlé Sélassié, cousin de Ménélik, apparaissait privilégiée. L'Italie avait patronné en 1923, avec la France, l'admission de l'Abyssinie à la Société des Nations, en jetant alors un voile pudique sur l'esclavage qui y persistait; en 1928, un pacte d'amitié avait été signé pour vingt ans entre les deux pays, et l'Italie avait obtenu le droit de construire une route à grand trafic entre l'importante ville éthiopienne de Dessié et le port d'Assab, où l'Ethiopie devait jouir d'un régime de faveur pour son commerce dans la mer Rouge. Peu à peu ces dispositions changèrent, sous l'influence peut-être de certains conseilleurs intéressés, mais surtout de la crainte qu'inspirait au négus comme à l'Angleterre le langage habituel de la presse fasciste et de son chef, dont les visées expansionnistes ne prirent jamais la peine de se dissimuler et ne s'arrêtaient pas à une prépondérance économique, que l'Italie aurait facilement obtenue avec quelque patience, mais laissaient nettement prévoir une agression militaire. La route Dessié-

Assab ne fut pas même entreprise, les frontières abyssines vers la Somalie tardaient à être délimitées et Sélassié se rapprochait de plus en plus ostensiblement de la Grande-Bretagne, dont il s'était d'abord défié.

Le 4 novembre 1934, le consulat italien de Gondar était attaqué nuitamment et quelques gardiens indigènes tués, avec la complicité, sembla-t-il, du chef et des agents de la police municipale de Gondar. Le 5 décembre, un incident plus grave eut lieu à Oual-Oual, dans la zone frontière de la Somalie orientale, où plusieurs centaines de soldats réguliers abyssins, soumis au vice-gouverneur de l'Ogaden, attaquèrent à l'improviste les positions italiennes, selon la version donnée par Rome; ils furent repoussés avec de lourdes pertes après deux jours de combat, tandis que les Italiens avouaient 80 auxiliaires indigènes tués ou blessés.

Le négus, qui se prétendait dans son droit, voulut porter l'incident devant la Société des Nations et répondit aux protestations italiennes par une mobilisation générale de ses forces dans les provinces orientales du Harrar et de l'Ogaden tandis que l'Italie rappelait sous les drapeaux la classe 1911 et que Mussolini envoyait en Erythrée, comme haut-commissaire, le général De Bono et en Somalie, comme commandant militaire, le général Graziani. C'est alors aussi, on s'en souvient, qu'il signa avec Pierre Laval (janvier 1935) l'accord qui lui parut signifier le désintéressement de la France à l'égard de l'Ethiopie, bien qu'il n'en eût pas été explicitement question, mais sans obtenir de l'Angleterre, à qui il n'avait rien à offrir, un blanc-seing analogue.

Le gouvernement britannique, toujours aux mains des conservateurs, cherchait surtout à éviter qu'une fois de plus l'autorité de la Société des Nations, déjà bafouée dans l'affaire de Mandchourie, le fût de nouveau en Abyssinie. Elle se souciait, au fond, assez peu de l'Ethiopie et une action diplomatique mieux conduite eût sans doute amené même un ministre comme Eden à favoriser une manière de protectorat italien sur le pays. Mais cette préparation diplomatique, si longue et si prudente dans le passé en ce qui concerne la Libye, avait été nulle de la part de Mussolini touchant

l'Ethiopie. Il apparaissait décidé à recourir aux armes de toutes manières; ses supporters et sa presse s'abandonnaient, comme en 1917, à l'impérialisme le plus délirant. Le mémorandum justificatif italien à la Société des Nations fut donc très mal accueilli. Trois nations seulement sur cinquante-cinq —, l'Autriche, la Hongrie et l'Albanie, satellites de l'Italie —, se refusèrent à déclarer que dans l'affaire abyssine, elle était l'*agresseur*, même si certains torts pouvaient être mis à la charge de contingents éthiopiens. Le mécanisme des *sanctions économiques* fut alors déclenché contre l'Italie, qui, entre-temps, le 3 octobre 1935, avait ouvert les hostilités.

Les opérations militaires.

Le corps expéditionnaire italien était fort de 400 000 hommes bien équipés et accompagné par plusieurs dizaines de milliers de terrassiers et autres ouvriers pour la construction de routes, qui manquaient presque totalement dans le pays. C'était là pour les Italiens la principale difficulté qu'ils auraient à surmonter; mais on pouvait être certain que l'endurance et la valeur professionnelle de leurs incomparables équipes spécialisées en viendraient à bout. Pour l'artillerie, l'aviation, les services sanitaires, leur supériorité était écrasante. Ils auraient pu se dispenser d'avoir recours aux bombardements à l'ypérite, expérimentés avec un si affreux succès pendant la première guerre européenne. En face d'eux, l'armée éthiopienne, instruite par des officiers belges ou suédois et commandée par de grands féodaux abyssins, était composée de valeureux soldats, mais très inférieurs en nombre et surtout en armement. Ils n'avaient que l'avantage de la connaissance d'un terrain singulièrement difficile.

La guerre se développa en deux phases. La première, à l'automne de 1935, mena facilement les envahisseurs jusqu'à Adoua et au fort de Makallé, par quoi fut vengée la défaite inoubliée de 1896; mais ils se trouvèrent arrêtés devant le massif montagneux de l'Amba Aradam, percé de cavernes naturelles, hérissé de mitrailleuses, qui barrait l'unique route

vers Dessié, seconde ville de l'Ethiopie, à travers la région de l'Endertà. Le gros des forces du négus, sous le commandement du ras Mulughetà, assisté des ras Kassa, Seyoum et Immiru, était concentré autour de ce massif et, dans le Tigré, sur les hauteurs rocheuses du Tembien et du Chiré, d'où elles surplombaient de partout les positions italiennes et pouvaient, en cas de fausses manœuvres de leur part, espérer les couper de leurs bases de ravitaillement. L'entreprise de forcer ces défilés dépassait les capacités d'un général politicien comme le vieux De Bono qui, rappelé en Italie, y reçut le titre de maréchal, cependant que les ouvriers et le corps du génie italiens organisaient le terrain déjà conquis, créaient des aérodromes et amorçaient les routes vers l'intérieur.

Avec l'arrivée en Afrique orientale du maréchal Badoglio, à la mi-novembre 1935, commence la seconde phase des opérations. L'Italie disposait en lui d'un chef de grande classe qui, avant les généraux du Führer et l'armée d'Eisenhower, utilisera les nouvelles tactiques de la guerre-éclair. Négligeant d'assurer ses ailes, il visa essentiellement à atteindre par des avances foudroyantes les centres vitaux de la défense éthiopienne, à la désorganiser, ajoutant l'effet moral à la victoire stratégique. La manœuvre en tenaille, la formation de « poches » où les forces ennemies, encerclées, sont détruites peu à peu sans ralentir l'avance des pointes avancées furent appliquées par lui avec un succès complet aux première et deuxième batailles du Tembien (20-24 janvier et 27 février-1er mars 1936), à la formidable mêlée de l'Endertà (10-15 février) — où le massif de l'Amba Aradam fut tourné et le ras Mulughetà écrasé —, ainsi que dans le Chiré, au début de mars. La route de Dessié était ainsi ouverte. Vers cette ville convergeait aussi une colonne partie d'Assab, qui occupait, après avoir traversé le désert torride des Danakil, la région de l'Aussa. Le 31 mars, auprès du lac Ascianghi, à mi-chemin entre Adoua et Dessié, le négus lui-même affrontait à son tour, avec 20 000 hommes, l'armée italienne et subissait une irrémédiable défaite.

Désormais, le sort de l'Ethiopie était fixé. Les opérations ultérieures auront une portée politique plutôt que militaire.

Ainsi l'occupation de Gondar, capitale de l'Amhara, et des rives du lac Tana, le 12 avril, par une colonne que commandait Starace, secrétaire général du parti fasciste, promu au grade de lieutenant-général. Le 15 avril, l'armée Badoglio entrait à Dessié. Le théâtre des hostilités en Somalie ne pouvait avoir qu'une importance secondaire. Le maréchal Graziani n'y avait, lui aussi, connu que des succès, depuis la prise de Neghelli le 20 janvier, après la dispersion des troupes du ras Desta, jusqu'à l'enlèvement en avril des camps retranchés de Sassabaneh et de Dagabur, sur la route de Harrar. Le 5 mai, après des semaines de marches harassantes, menées parfois à des altitudes de plus de 3 000 mètres, mais sans plus rencontrer d'ennemis, l'armée italienne entrait à Addis-Abeba, d'où le négus s'était retiré avec ses plus précieuses richesses peu de jours auparavant pour s'embarquer à Djibouti sur un croiseur anglais.

A la date même de l'entrée du maréchal Badoglio dans la capitale éthiopienne, le Duce annonçait « au peuple italien et au monde », du balcon du palais de Venise, avec son habituelle grandiloquence, que la guerre était terminée, l'Ethiopie « irrévocablement italienne ». Le 9 mai, il en proclamait l'annexion à l'Italie, qui avait désormais son Empire. Le roi d'Italie prendrait pour lui-même et pour ses descendants le titre d'empereur d'Ethiopie.

L'exploitation des sanctions.

Mussolini s'était félicité, dans son improvisation du 5 mai, que la conquête de l'Ethiopie n'eût pas déclenché de guerre générale. Il s'en attribuait le mérite et ajoutait que « troubler la paix de l'Europe signifiait faire crouler l'Europe ».

En réalité, il avait surtout bénéficié de la division des esprits dans les grandes puissances occidentales comme des divergences politiques entre ces puissances elles-mêmes et de l'extrême modération, disons plus : la feinte sévérité, avec laquelle les fameuses sanctions avaient été appliquées à l'Italie. Même l'entrée de la *Home Fleet* dans les eaux médi-

terranéennes pendant le conflit italo-éthiopien était demeurée un geste inopérant, puisqu'on savait bien que l'Angleterre ne tirerait pas la première un coup de canon. Il avait été décidé à Genève que des marchandises dont les 52 nations « sanctionnistes » s'interdisaient de faire commerce avec l'Italie seraient exclus le charbon, l'acier, le fer, le coton et le pétrole, c'est-à-dire précisément tout ce qui était indispensable à la guerre. La privation de pétrole en particulier y aurait mis fin immédiatement, à la confusion de l'Italie fasciste, pourvu que les Etats-Unis et la Russie, qui n'étaient pas membres de la S.D.N., s'y associassent. Sous la forme qu'elles revêtirent, « les sanctions devinrent un objet de risée... On voulut les appliquer à ce qui ne nuisait pas à la guerre, mais gênait la vie du peuple italien, ce qui permit à Mussolini de faire croire à beaucoup d'Italiens que la guerre d'Ethiopie avait été gagnée malgré la tenace hostilité de l'Europe entière. Jamais la S.D.N. ne fut plus bafouée et trahie qu'en cette occasion par les Puissances mêmes qui affirmaient à leurs peuples leur fidélité à l'idéal du Covenant ». (C. Sforza.)

Cette débâcle morale eut pour cause première — jamais reconnue explicitement par l'Italie fasciste —, l'opposititon à une politique plus énergique de Pierre Laval, lui-même épaulé par un fort courant de l'opinion conservatrice française, qui s'exprimait notamment dans le journal *L'Action française*, les hebdomadaires *Candide* et *Je suis partout*, moins ouvertement dans *Le Figaro*. Sans le concours des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. et même de l'Allemagne, il demeurait en outre difficile d'amener l'Italie à composition par les seules sanctions économiques. Mais, au fond, aucun Etat n'en avait réellement envie, et c'est, bien entendu, ce que Mussolini n'avoua jamais. Il prit prétexte de ce que l'Europe avait perdu la face devant lui pour intensifier une propagande à la fois impérialiste et auto-adulatrice, qui dès lors ne connut plus aucune borne. On voyait inscrites en gros caractères, sur les monuments publics italiens — mairies, écoles, coopératives, chambres de commerce, ponts, gares, etc. —, des sentences extraites des discours de Mussolini ou s'appliquant à lui, de préférence celles-ci : *Croire, obéir, combattre*, ou :

Mussolini a toujours raison. Son portrait au pochoir s'affichait jusqu'à l'obsession même sur d'admirables parties du patrimoine artistique de l'Italie, telles que les colonnes du palais des Doges; sa photographie ornait toutes les salles de classe et les innombrables sections du *Dopolavoro.* L'exaltation de son triomphe s'accompagnant en outre de diatribes incessantes, au diapason suraigu, contre les Etats démocratiques, l'atmosphère était ainsi préparée au mieux justement pour cette guerre générale que le Duce voulait soi-disant éviter.

Hitler fut le premier à en tirer les conclusions et se prépara plus ouvertement à annexer l'Autriche, certain que l'Italie, désormais, ne l'en empêcherait plus.

Galeazzo Ciano.

La guerre à peine terminée en Abyssinie, un nouveau personnage prend place parmi les grands responsables de la politique fasciste : Galeazzo Ciano, diplomate de carrière mais dont l'ascension vertigineuse, qui en faisait à trente-quatre ans un ministre des Affaires étrangères, était due, plutôt qu'à ses mérites propres, à ce qu'il était le gendre de Mussolini et le fils d'un de ses premiers compagnons, Costanzo Ciano, créé comte de Cortellazzo, lui-même haut dignitaire du régime, plusieurs fois ministre et, au moment de sa mort, survenue en juin 1939, président de la Chambre des Faisceaux et Corporations.

Ciano junior n'était pas cependant une non-valeur. Comme consul général à Shanghaï, puis ministre à Pékin, il avait acquis une certaine expérience des problèmes d'Extrême-Orient. Mussolini en avait fait ensuite un de ses collaborateurs directs, d'abord comme sous-secrétaire puis comme ministre de la Presse et de la Propagande, enfin en lui cédant les Affaires étrangères qu'en 1932 il avait reprises personnellement en main. On commença dès lors à considérer Ciano comme le successeur possible du Duce, ce qui, on le devine, ne lui concilia pas beaucoup de sympathies dans

l'entourage de celui-ci, parmi des rivaux éventuels dont la plupart affectaient de l'ignorer.

Ciano n'en fut pas autrement ému. Très fortuné, bien accueilli dans les salons, intelligent mais superficiel, peu travailleur et encore moins discret, il se contentait de ses succès mondains et de la confiance que lui accordait son beau-père. Au reste, non dépourvu de finesse et sachant composer un discours ou une note diplomatique. L'influence certaine qu'il exerça sur Mussolini en 1939 demeura toutefois épisodique. Avant, il ne s'éprouva même pas à contrecarrer le Duce, dont il servit, au contraire, aveuglément les vues les plus déraisonnables; après, il ne fut guère écouté. Son hostilité croissante envers l'Allemagne devant les preuves réitérées que pour le Führer l'Italie n'était qu'un pion dans le jeu des intérêts hitlériens ne pouvait plus, d'ailleurs, remonter un courant qu'il avait contribué lui-même à rendre irrésistible.

La guerre d'Espagne.

Avec la guerre d'Espagne, qui débuta en juillet 1936, un mois après l'installation de Ciano au palais Chigi, commence en effet le glissement du fascisme vers l'axe Berlin-Rome et l'assujettissement complet du partenaire italien au dément de Berchtesgaden. En s'éloignant toujours davantage des puissances occidentales, jugées irrémédiablement décadentes parce que démocratiques, Mussolini s'interdisait toute possibilité de manœuvre. Il renonçait à cette recherche d'équilibre qui avait permis au cours des siècles les agrandissements de la Maison de Savoie et au XX^e^ siècle encore les succès italiens dans le premier conflit mondial.

La guerre civile espagnole achève de fermer toutes les issues en brouillant par surcroît l'Italie fasciste avec la Russie soviétique, qu'elle se flattait d'avoir été la première à reconnaître, dont sa presse parlait avec sympathie et qui le lui rendait en s'abstenant de toute ingérence dans la politique intérieure italienne.

Inversement, depuis quelques années, à mesure que se multipliaient en Europe les gouvernements dictatoriaux, Mus-

solini, bien qu'il eût déclaré à l'origine que le fascisme n'était pas un article d'exportation, se faisait de moins en moins scrupule de soutenir à l'étranger les mouvements analogues au sien, notamment en leur procurant des armes. Déjà, au début de 1928, des mitrailleuses et des munitions, déclarées comme « machines », avaient été envoyées d'Italie en Hongrie et arrêtées par la douane autrichienne. L'enquête demandée par la Petite Entente au Conseil de la S.D.N. n'avait pas eu de suites, afin de ne pas contrarier Mussolini dont Sir Austen Chamberlain se faisait alors le paladin. Plus tard, on connaît les fournitures d'armes du Duce à la Cagoule, qui lui en témoigna sa reconnaissance en assassinant les frères Rosselli. En février 1934, des engagements avaient été pris au palais de Venise envers des personnalités espagnoles de droite pour leur livrer du matériel de guerre en vue d'un mouvement révolutionnaire, promesses qui restèrent sans effet par suite de l'expédition d'Ethiopie. Mais le soulèvement franquiste remit la question sur le tapis et la décision de Mussolini d'aider les nationalistes espagnols fut si rapide que quelques avions partirent, sans qu'on eût même pris la précaution de les camoufler, par un temps affreux qui obligea deux d'entre eux à atterrir au Maroc français. Ciano dut s'en expliquer avec l'ambassadeur de France à Rome et lui déclarait le 3 août, pendant que l'enquête des autorités françaises se poursuivait, qu'il était « en mesure d'exclure toute ingérence, même indirecte, de la part du gouvernement fasciste ».

Ainsi débutait par un mensonge flagrant la longue série des faux-fuyants, des manœuvres dilatoires et des contre-vérités caractérisées dont le Comité de non-intervention, constitué à Londres entre les représentants des grandes puissances, serait le lieu d'élection tant que durerait la guerre civile espagnole, cependant que chacune d'elles enverrait volontaires, armes et munitions au parti de son choix — franquistes pour l'Italie et l'Allemagne, républicains pour la France et la Russie soviétique.

Que représentait dans l'esprit de Mussolini son intervention en faveur du général Franco, qui fut de toutes la plus

importante en effectifs, bien que la qualité des premiers volontaires partis pour l'Espagne demeurât dans l'ensemble assez médiocre ? A la fois une affirmation idéologique, une opération antifrançaise — dans l'espoir de susciter à la France des difficultés sur sa frontière des Pyrénées en cas de guerre, tout en s'acquérant des titres à la gratitude du Caudillo —, et un prétexte à exaltation grandiloquente de la valeur des combattants italiens.

L'axe Berlin-Rome (1936).

Ainsi enferré dans la guerre d'Espagne et au plus mal avec les grandes puissances occidentales, Mussolini était à la merci de Hitler. L'offre d'une alliance précise vint donc de Berlin après que le fallacieux accord austro-allemand du 11 juillet 1936 — vrai miroir aux alouettes —, eut paru dissiper les aigreurs entre le Grand Reich et le gouvernement du chancelier Schuschnigg. Jusqu'à l'année précédente, les rapports entre Rome et Berlin avaient été simplement corrects, la versatilité de la politique mussolinienne rendant impossible de faire fond sur elle, aussi bien à l'Est ou au Nord qu'à l'Ouest. La valeur de l'armée fasciste était au demeurant tenue pour négligeable. Ce furent les succès de Badoglio en Abyssinie qui modifièrent l'opinion de l'Etat-Major allemand et, par contrecoup, du Führer sur le prix éventuel du concours militaire italien. L'admiration de Hitler pour la personne même de Mussolini et pour son œuvre à l'intérieur ayant toujours été très vive, il n'y avait plus qu'à essayer de s'attacher l'Italie, cette fois sans échappatoire possible. L'unité d'action italo-allemande en Espagne constituait un terrain d'entente préalable tout trouvé. Le Duce et son gendre mordirent à l'hameçon les yeux fermés.

Une visite à Rome du ministre Frank, envoyé spécial du Führer en septembre 1936, servit de prélude à l'entreprise et fut suivie d'un voyage officiel de Ciano à Berlin, le mois suivant. Le ministre y vit d'abord longuement son collègue von Neurath puis fut introduit, le 24 octobre, en présence du Führer dans sa résidence de Berchtesgaden et lui remit en

main propre un dossier de 32 documents secrets que Grandi s'était procurés à Londres et avait transmis à Mussolini. C'étaient pour la plupart des rapports de Sir Eric Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, qui dénonçaient les visées ambitieuses des dirigeants hitlériens, considérés comme une bande de dangereux aventuriers, et qu'Anthony Eden avait fait circuler parmi les membres du cabinet britannique, accompagnés d'un préambule personnel où il observait que seules la forme et la direction de l'expansion militaire allemande demeuraient encore douteuses, mais que la volonté en était certaine et imposait dès lors à l'Angleterre la nécessité de pourvoir à son réarmement. Quand on sait par les archives du comte Ciano (cf. lettre Grandi du 19 février 1938) que le Premier anglais lui-même entretenait des relations, à l'insu de son propre ministre des Affaires étrangères, avec l'ambassadeur de l'Italie fasciste par personne interposée, on se rend compte qu'il ne dut pas être très difficile à celui-ci de trouver des complicités dans le personnel gouvernemental britannique pour se faire communiquer les fameux documents et en prendre copie.

Ils produisirent beaucoup d'effet sur Hitler, qui gardait un vif désir d'associer l'Angleterre à ses desseins en la trompant sur leur portée, et ne se résignait pas facilement à avoir pour adversaire un pays qu'au fond, depuis l'époque où il écrivait *Mein Kampf*, il admirait profondément. Mais en l'irritant, ils ne changèrent ni ses plans ni sa tactique, qui étaient toujours d'attribuer à l'Angleterre elle-même des vues agressives pour souligner la convenance égale qu'avaient l'Allemagne et l'Italie de nouer une entente étroite afin d'y résister.

L'axe Berlin-Rome existait virtuellement quand Ciano reprit la route de son pays. Le terme lui-même d'*axe* fut lancé par Mussolini le 1er novembre, dans un discours tenu à Milan, où il annonça officiellement l'accord intervenu. Bien entendu, il s'efforçait d'en écarter toute intention hostile à quiconque. « C'est un axe autour duquel peuvent s'unir tous les Etats européens animés d'une volonté de collaboration et de paix », proclamait-il. Il tentait notamment d'écarter les

soupçons anglais en affirmant que dans la Méditerranée, où l'Italie s'immerge presque comme une île, elle n'exigeait que le respect de ses droits et de ses intérêts vitaux. Mais les actes et souvent même d'autres paroles démentaient ces assurances pacifiques.

De l'Anschluss à Munich.

Le premier résultat de l'« axe » escompté par l'Allemagne ne se fit pas attendre : ce fut, dix-huit mois plus tard, l'invasion de l'Autriche et son annexion au Grand Reich. Durant ce temps, la tension n'ayant pas diminué entre le gouvernement de Rome et les puissances démocratiques, Mussolini avait fini par se rendre compte qu'il ne pouvait plus rien pour ses anciens satellites et s'était résigné, tout en continuant à leur prodiguer les bonnes paroles, à les voir passer dans l'orbite de l'Allemagne. En février 1938, le principe avait été simplement fixé à Londres d'une reprise de conversations en vue d'aboutir à une entente anglo-italienne, notamment sur les problèmes méditerranéens, décision qui avait opposé de façon dramatique Neville Chamberlain et Eden et fait déjà présager la prochaine démission de ce dernier. De ces conversations, entamées à Rome le 8 mars, devaient sortir « les accords de Pâques », ainsi appelés par euphémisme, car en fait ils ne réglèrent rien ni en Afrique ni en Espagne, et ne contribuèrent pas davantage à une détente dans les relations italo-françaises, que l'Angleterre souhaitait vivement, mais que Ciano, stylé par son beau-père, écartait toujours de la discussion comme étrangère à son objet.

Après la mainmise sur l'Autriche, le plan allemand prévoyait l'absorption rapide de la Tchécoslovaquie, à la faveur de l'agitation des Sudètes. Ici le coup d'arrêt fut donné une dernière fois par Mussolini, non seulement parce qu'il se joignit à l'Angleterre et à la France pour proposer la conférence de Munich, mais parce qu'il y joua le rôle décisif en contraignant Hitler, par une manœuvre dont d'irréductibles adversaires du Duce reconnaissent l'habileté,

à abandonner lui-même le plan préparé par Ribbentrop pour rendre inévitable la guerre immédiate.

La Wilhelmstrasse avait fait connaître à Rome, le 28 septembre 1938, veille de la conférence de Munich, les conditions arrêtées par l'Allemagne pour démobiliser. Elles étaient très dures, puisque l'évacuation du territoire sudète et sa rétrocession au Reich devaient s'effectuer dans les dix jours, mais en somme acceptables dès lors que les puissances occidentales venaient à Munich bien décidées à entériner toutes les exigences de Hitler, pourvu qu'elles n'apparussent pas déshonorantes à l'opinion publique de leurs pays respectifs. La nomination d'une commission internationale de contrôle et l'organisation d'un plébiscite dans les zones contestées étaient admises.

En arrivant sur le territoire allemand le matin du 29 et en y rencontrant le Führer, venu à sa rencontre à Kufstein, Mussolini se rendit compte que l'atmosphère n'était nullement à la détente, mais à la guerre. Hitler déployait des cartes et expliquait quels allaient être les mouvements de ses armées, en énumérait les forces, exaltait les mérites de la ligne Siegfried, absolument comme si dans quelques heures n'allait pas se tenir une conférence *de paix*. Mussolini eut le sang-froid de ne rien objecter, d'approuver seulement de façon chaleureuse mais générale, et même de promettre l'appui italien, *si la conférence n'aboutissait pas à une issue favorable*. Dans cette réserve gisait tout le secret de sa stratégie, car il était bien décidé à faire en sorte que cette issue *fût favorable*. Sa résolution s'affermit davantage encore quand son excellent ambassadeur à Berlin, Attolico, qui l'attendait à Munich, l'eut averti de la manœuvre qui se préparait et qu'il était parvenu à connaître grâce aux intelligences qu'il avait, lui aussi, à la Wilhelmstrasse : déclarer dès le début de la conférence les circonstances aggravées et présenter *un nouveau projet*, celui-là totalement inacceptable par Chamberlain et Daladier. Ainsi les opérations militaires pourraient commencer le jour même contre la Tchécoslovaquie, ce à quoi se tenait prêt l'Etat-Major.

Mais à peine la conférence fut-elle ouverte et Hitler

eut-il prononcé quelques mots de bienvenue que Mussolini, prenant la parole et fort de la déférence que le Führer lui témoignait, tira de sa poche et lut comme un projet de compromis élaboré *personnellement par lui* le texte même des premières propositions que Berlin avait communiquées à Rome. Les rejeter, en présence d'un associé qu'ils tenaient encore à ménager, c'eût été, de la part de Hitler et de Ribbentrop, faire la preuve de leur mauvaise foi; les accepter comme base de discussion, c'était renoncer à la guerre immédiate. Après quelques instants d'hésitation, Hitler déclara qu'il les acceptait. Chamberlain et Daladier firent de même. On discuta pendant douze heures sur des détails, mais le résultat essentiel était acquis dès ces premières minutes. Mussolini avait gagné la partie, et sans doute est-ce là l'une des raisons pour quoi, en août 1939, puis constamment par la suite, les dirigeants allemands le mettront devant des décisions prises et des faits accomplis, au mépris des accords antérieurs et de l'esprit comme de la lettre de l'alliance germano-italienne.

Lendemains de Munich.

Munich avait paru ressusciter le pacte à quatre, sans faire place à la Russie ni à la Pologne, mais ce n'était qu'une apparence. Contre la France en particulier, Mussolini ne désarmait pas. Aussi le succès de son arbitrage dans l'affaire des Sudètes, qui marqua le zénith de son crédit moral à l'intérieur et au dehors, demeura-t-il sans lendemain. A la fin d'octobre, Ribbentrop venait à Rome proposer à Mussolini en grand secret un accord militaire entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Ce sera le « pacte d'acier », qui acheva de river les chaînes asservissant l'Italie à la politique du Reich. A cette date le Duce, qui sentait les résistances de l'opinion publique, surtout de la bourgeoisie et des milieux catholiques, à une entente plus étroite avec l'Allemagne nazie, sut toutefois montrer à son interlocuteur que ce nouveau lien serait prématuré. « Le peuple italien est arrivé à la phase Axe, pas

encore à celle de l'alliance militaire », dit-il à Ribbentrop parmi toutes sortes d'affirmations de solidarité.

Mais cette réserve ne pouvait profiter à l'Italie que si en même temps les rapports se détendaient entre elle et les puissances occidentales, lui rendant quelque liberté d'action. Ce fut le contraire qui advint.

Aux ouvertures du nouvel ambassadeur de France à Rome, François-Poncet, en faveur d'un rapprochement répondit en particulier l'indécente manifestation qui marqua la séance du 30 novembre à la Chambre, où des députés fascistes, dûment stylés, interrompirent un discours du ministre des Affaires étrangères, qui faisait allusion aux « intérêts et aspirations naturelles du peuple italien », par les cris de « Tunis! Corse! Djibouti! » à l'adresse de l'ambassadeur, présent dans la tribune diplomatique. Naturellement, les négociations, à peine ouvertes, en restèrent là. Le ressentiment profond du gouvernement et du peuple français, autant pour la goujaterie du procédé que pour la substance du programme, se manifesta par un voyage du président du Conseil en Corse et dans l'Afrique du Nord, qui donna lieu à de vibrantes affirmations de loyalisme et élargit le fossé entre Paris et Rome.

Sur pareil fond d'inconséquence et de vulgarité un succès diplomatique comme celui de Mussolini à Munich, une révolte du sentiment de l'honneur et de l'intérêt national, comme celle qu'éprouvera Ciano l'été suivant à Salzbourg, ne pouvaient être malheureusement que des sursauts passagers. Il n'est pas besoin d'être né Italien pour souffrir de l'incroyable abaissement que représente la conduite par de tels dirigeants d'un pays qui fut celui de Mazzini, de Cavour et de Ricasoli.

La politique raciale.

En aucun domaine n'apparut si palpable, aux derniers temps du fascisme, l'asservissement aux consignes allemandes et l'abandon de toute défense intelligente de la dignité natio-

nale que dans la politique raciale inaugurée en juillet 1938 quand l'axe Berlin-Rome fut devenu une réalité.

L'antisémitisme n'avait jamais eu droit de cité en Italie pour la double raison — jointe à celles de justice communes à tous les pays —, que les Juifs y étaient une minorité absolument négligeable (à peine 1 ‰ de la population, soit moins de 50 000, même avec les réfugiés étrangers, au lieu de 1 % environ en Allemagne et bien davantage en Pologne); et, d'autre part, qu'ils s'étaient toujours montrés excellents patriotes italiens, s'illustrant sur maints terrains, notamment ceux de l'érudition, de la médecine et de la politique, d'une façon qui avait profité à la nation entière. Les persécuter comme Juifs était donc particulièrement inique, fût-ce en invoquant la distinction à laquelle consentit à s'abaisser même un Bottai, alors ministre de l'Education nationale : que les lois raciales ne voulaient pas *humilier* les citoyens italiens de race juive, mais seulement les *séparer* du reste des Italiens.

En fait, ces lois infâmes ne pouvaient aboutir qu'à leur destruction physique si elles n'eussent été mitigées dans l'application et surtout si le bon sens et la charité innés du peuple italien ne s'étaient unis pour en soustraire les victimes aux plus déplorables conséquences de la persécution. Le Vatican et le clergé s'y employèrent aussi de tout leur pouvoir. Néanmoins, plusieurs Juifs, chassés de leur profession ou privés de leurs biens, se suicidèrent, d'autres, en plus grand nombre, quittèrent l'Italie, périrent de misère ou, déportés en Allemagne pendant la guerre, y subirent le sort commun à leurs congénères.

La législation de 1938 qui les excluait de toute fonction publique, annulait leur mariage avec les aryens et limitait leur droit à la propriété, s'aggrava encore de 1940 à 1942, en interdisant aux Juifs certaines professions libérales, notamment le journalisme, et en n'admettant leur activité comme ingénieurs, médecins, avocats, comptables, etc., qu'au profit de patrons ou clients juifs eux-mêmes. Défendues aussi les professions d'antiquaire, de fripier, celles d'éditeur, importateur, agent immobilier, artiste lyrique ou dramatique, musicien d'orchestre, etc., bref tous les métiers où l'on rencontrait

justement de temps immémorial le plus d'Israélites. Les œuvres de musiciens juifs, comme Mendelssohn, devaient être exclues des concerts publics; interdite la représentation de pièces de théâtre d'auteurs juifs, l'impression et l'usage dans les écoles de livres signés par eux, etc. Bref ces persécutions que la France dut subir aussi sous le joug allemand, mais que l'Italie fasciste imposa à ses citoyens juifs de son plein gré. De même que de son plein gré elle adoptait le pas de l'oie, baptisé « pas romain », pour les défilés de ses troupes ou de ses miliciens, par une autre platitude envers l'allié allemand.

Occupation de l'Albanie (avril 1939).

Lorsqu'en mars 1939 Hitler occupa Prague et ce qui demeurait de la Tchécoslovaquie, détruisant ainsi les résultats de Munich, bien entendu sans accord préalable avec l'Italie, Ciano, que ce sans-gêne commençait d'impressionner, voulut du moins en prendre occasion pour assurer à son pays un avantage concret dans les Balkans. Il s'inquiétait de ce qui pourrait se passer en Croatie, quoique le Führer et Ribbentrop lui eussent répété que tout ce qui touchait à l'Adriatique était considéré par eux comme zone exclusivement italienne. Par ailleurs, l'Italie était encore en bons termes avec Belgrade, bien que le chef du parti paysan croate, Matchek, y eût triomphé de Stojadinovitch quelques semaines plus tôt. Ciano jugea donc le moment favorable pour réaliser un de ses vieux projets : la prise de possession de l'Albanie, et y décida Mussolini.

L'opération lui était apparue facile l'année précédente, lorsqu'il avait représenté l'Italie au mariage du roi Ahmed Zogu, protégé de Rome, mais peu sûr et qui intriguait dans diverses chancelleries. Il constata sur place l'impopularité du souverain et surtout de son entourage, les ressources assez amples du pays et leur médiocre utilisation, même sous contrôle italien. Leur exploitation directe devrait être plus fructueuse. (Elle le fut en effet, moins pour l'Italie que pour les spéculateurs amis du régime fasciste qui, après la conquête,

y obtinrent des concessions et mirent ce malheureux pays en coupe réglée comme s'il se fût agi d'une lointaine colonie.)

Quant à l'occupation elle-même, elle advint, on s'en souvient, le Vendredi Saint de 1939, 7 avril, sans rencontrer de résistance sérieuse, mais avec un manque de coordination qui laissa un moment la capitale, Tirana, privée d'autorités responsables, après que le roi et sa femme — qui venait d'accoucher —, se furent enfuis, accompagnés de quelques partisans fidèles, et avant que les effectifs italiens débarqués à Durazzo y fussent arrivés. La ville demeura livrée au pillage; les prisonniers de droit commun, libérés, avaient formé des bandes armées prêtes à tous les crimes, en sorte que le ministre d'Italie et ses collaborateurs ou employés, presque dépourvus de moyens de défense, purent croire leur dernière heure venue, car le désordre était au comble autour de la Légation. Finalement, la rue fut dégagée par des équipes de citoyens courageux et, dans la matinée du 8, la première colonne italienne atteignait enfin Tirana.

Bientôt, la nouvelle Assemblée constituante albanaise se voyait contrainte d'offrir la couronne d'Albanie au roi d'Italie, alors que le gouvernement fasciste avait promis au peuple skipétar qu'il serait indépendant sous un prince de la Maison de Savoie. L'union éphémère des deux pays commençait donc par la violation d'un engagement solennel et le mécontentement des autochtones, mais à la satisfaction du vieux Victor-Emmanuel et du chef de son gouvernement.

Une fois de plus, l'Europe accepta le fait accompli.

Le « pacte d'acier ».

Peu après l'occupation de l'Albanie, Ciano et Ribbentrop devaient se rencontrer à Milan pour un des tours d'horizon habituels entre les deux ministres. Devant les menaces de guerre qui s'amoncelaient de toutes parts et la politique de garanties aux Etats d'Europe orientale (Pologne, Grèce, Roumanie) inaugurée depuis quelques semaines par l'Angleterre et la France, Ciano avait notamment mission de souligner à son collègue que l'Italie ne serait pas en mesure de prendre part à une guerre européenne avant 1943 au plus

tôt et Ribbentrop avait, lui aussi, reconnu pour l'Allemagne « la nécessité d'une période de paix qui ne devrait pas être inférieure à quatre ou cinq ans ». (*Archives secrètes* du comte Ciano.) Mais le Führer serait prêt à la guerre à tout moment, s'il y était forcé.

L'atmosphère de la rencontre (6-7 mai) avait été particulièrement cordiale et détendue; l'accueil populaire plus chaleureux aussi qu'à l'ordinaire. Les entretiens allaient se conclure lorsque le Duce, toujours inquiet d'un isolement diplomatique possible, téléphona soudainement à son gendre de demander à Ribbentrop la conclusion de l'alliance militaire italo-allemande, qu'il avait refusée en octobre, sans attendre l'issue des pourparlers engagés dans le même dessein avec le Japon. Selon certains, cette décision brusquée lui aurait été inspirée par la conclusion des accords anglo et franco-turcs, qui lui parurent achever d'encercler l'Italie dans la Méditerranée.

Ciano fut sincèrement surpris de l'initiative mussolinienne. Ribbentrop parut l'être aussi et regretta de ne pouvoir annoncer un accord tripartite germano-italo-japonais. En réalité, sans en avertir d'avance le soupçonneux et vigilant Attolico, il avait mis dans son portefeuille le texte du traité d'alliance et s'était fait accompagner d'un fonctionnaire de son ministère, spécialiste des questions de droit international. Rédigé en termes généraux et peu contraignants dans l'unique article qui concernait l'engagement de consultation réciproque devant un risque de conflit, le projet de traité s'avérait, au contraire, terriblement précis et explicite quant à l'obligation d'une assistance par les armes entre les deux signataires. C'est ce texte cependant, valable pour une première période de dix ans, qu'accepteront à la légère Mussolini et Ciano, avec la seule adjonction, suggérée par l'ambassadeur à Berlin, qu'il garantissait à l'Italie la frontière du Brenner.

Hitler, consulté lui aussi par téléphone, avait accédé au désir de Mussolini. Ainsi le communiqué officiel publié sur l'entrevue mentionna-t-il, *in fine*, sans grand relief, l'annonce de la prochaine signature du « pacte d'acier ». Elle eut lieu effectivement à Berlin le 22 mai suivant.

CHAPITRE VII

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'EFFONDREMENT DU FASCISME ET LA CHUTE DE LA MONARCHIE. (1939—1946)

QUAND éclate la seconde guerre mondiale, il n'existe plus en Italie, à côté de l'autorité de Mussolini, d'autre pouvoir que celui du roi, amoindri, subi parfois avec impatience, mais cependant réel, et, en substance, respecté. Le Grand Conseil du fascisme n'est même pas consulté — pas plus que le Parlement —, après avoir ratifié en 1939 la non-belligérance, pour décider de la guerre en 1940. Le Conseil des ministres se réduit à un vain simulacre. Après la chute de Bardia et les échecs subis en Grèce, Mussolini décide, le 17 janvier 1941, d'envoyer au front ministres et dignitaires fascistes mobilisables. Certains sont avertis dès l'aube, par téléphone, d'avoir à contremander sur l'heure tout autre engagement. « Je ferai voir au pays comment l'on gouverne avec les seuls directeurs généraux », dira Mussolini à cette occasion; mais de longue date déjà les

ministres n'étaient plus que des agents d'exécution, cantonnés dans un secteur administratif et sans influence, sauf Ciano, sur la politique générale. Le 5 février 1943, Mussolini ira encore plus loin dans la brutalité dictatoriale : il démissionne d'office tous ses ministres, y compris les compagnons de la première heure, Grandi, Bottai, Ricci, etc., y compris le marquis Thaon de Revel, ministre des Finances, d'une famille également dévouée à la Maison régnante et au Duce.

La plupart resteront sans emploi, mais de Ciano il fera un ambassadeur auprès du Saint-Siège, et de Pavolini, ministre de la Culture populaire — qui, en galante compagnie cette nuit-là, apprendra le lendemain par le journal qu'il a démissionné —, le dernier secrétaire général du parti et l'une des victimes de la fusillade de Dongo.

A plusieurs reprises, le Duce s'est chargé lui-même en titre de cinq ou six ministères, notamment depuis 1933 des trois départements de la Guerre, de la Marine et de l'Aviation, avec des techniciens pour sous-secrétaires d'Etat, et, après le renvoi de Ciano, des Affaires étrangères.

Mussolini en 1939.

Dans ses rapports humains avec ses collaborateurs, l'attitude de Mussolini s'est modifiée aussi, durcie, sclérosée. Plus rien des effusions de la jeunesse, fussent-elles calculées. Pas l'ombre d'une amitié. « Le Mussolini d'après la guerre d'Afrique est un Mussolini *ex cathedra*, sentencieux et didactique, dont les réponses ne sont plus les mesures d'une conversation suivie, mais des conclusions péremptoires... Il voulait obtenir, et il obtint, d'avoir autour de lui des équipes de gouvernement qui tinssent de lui seul leur autorité; non pas une classe dirigeante, solidaire et éprouvée, mais des fonctionnaires en série, interchangeables... Un seul homme, sous un ciel sans Dieu, sur une terre où ni l'amitié, ni la famille, ni la société ne circonscrivent et n'équilibrent sa volonté dans une solidarité d'habitudes et d'affections, représente, à lui seul, la mesure des choses et des événements... Il fait de sa vie le terme de toute vie, de son histoire l'Histoire. » (G. Bottai.)

L'état des forces militaires italiennes.

Cet autocrate, qui n'avait cessé, au nom des nécessités italiennes d'expansion, d'exalter l'idée impériale en invoquant les souvenirs de la Rome antique et d'affirmer que, s'il préférait la paix, il ne craignait pas la guerre, allait cependant négliger à un degré stupéfiant son instrument indispensable : l'armée. Parmi toutes les réalisations du régime fasciste, dont certaines, nous l'avons vu, méritent de vifs éloges, aucune, après l'épreuve brillante mais assez facile, du point de vue purement militaire, de l'expédition d'Ethiopie, n'était à un plus bas niveau, à la veille du conflit mondial, que les cadres, l'armement, l'équipement de l'armée de terre et de l'aviation. Seule, la marine, où avait beaucoup moins pénétré la politique et où les progrès techniques avaient été mis à profit dans la construction d'unités nouvelles, était à la hauteur de sa mission éventuelle, bien qu'il n'eût jamais été prévu qu'elle dût affronter la flotte anglaise et, *a fortiori*, celle de l'Amérique.

L'armée italienne fut d'abord désorganisée par les complaisances politiques, l'ambition de parvenir et la rivalité qui s'était établie entre les forces régulières et la M.V.S.N. (Milice volontaire de Sécurité nationale). Favorisée notamment en matière d'avancement, parce que considérée comme une sorte de garde prétorienne du régime, celle-ci constituait en fait le plus médiocre élément de l'armée nouvelle. Les officiers de carrière en éprouvaient un compréhensible écœurement. En outre, une réorganisation complète des effectifs avait été entreprise en 1939 pour abaisser la division du type classique (2 brigades de 2 régiments) à une grande unité de 3 régiments, dont un d'artillerie, ce qui eut pour effet le plus notable de multiplier le nombre des généraux et des officiers supérieurs. Seize divisions seulement sur 67 étaient transformées et dotées de tout leur matériel quand la guerre éclata. Sur ce total de 67 divisions, 3 étaient cuirassées et 2 motorisées. Les autres, destinées à combattre à pied, étaient très pauvrement pourvues de moyens de transport et

ne possédaient comme armement qu'un vieux fusil de 1891, avec peu de mitrailleuses, également de modèle ancien, et des canons de 75 ou de 100 mm utilisés durant la première guerre mondiale ou reçus de l'Autriche à l'armistice.

Compter sur des progrès rapides eût été illusoire, car, en 1939, l'industrie italienne ne produisait que 70 canons par mois de ces types désuets. Les nouveaux programmes d'armement, arrêtés en 1939, devaient avoir leur plein rendement en 1941, mais pour un total mensuel de 250 à 300 pièces seulement — niveau qui ne put même pas être obtenu, faute de matières premières —, alors qu'à la fin de 1917 la production italienne atteignait 600 pièces par mois.

La défense antiaérienne était encore plus mal en point et manquait de munitions, aussi bien dans la métropole qu'outre-mer.

En fait de chars de combat, l'armée en possédait 1 500, mais la plupart tellement légers (3 tonnes 1/2) qu'on les appelait par dérision « boîtes à sardines » ou « boîte à poudre » et qu'ils étaient plus dangereux pour leurs occupants que pour l'ennemi. Quant aux chars de poids moyen (11 à 15 tonnes), il en existait en tout et pour tout 70. Chars lourds en projet simplement. Le premier, analogue au type « Panthère », fut mis en service au printemps de 1943, quand déjà les chars « Tigre », beaucoup plus puissants que les « Panthère », étaient employés dans l'armée allemande et qu'au reste, la guerre était perdue.

L'Ethiopie et l'Espagne avaient vidé les magasins d'effets d'équipement. Dans ce domaine, les sanctions économiques privèrent l'Italie de certaines matières premières dont elle manquait — laine, cuirs, etc. —, et les réserves n'étaient pas encore reconstituées en 1939. On y avait pourvu par des succédanés de mauvaise qualité. Malgré cela, à l'automne, 15 divisions et toute la M.V.S.N. eussent manqué totalement d'uniformes et même de chemises.

En aviation, Italo Balbo, son grand chef, avait poursuivi beaucoup plus les prouesses spectaculaires — raids à grande distance, records de vitesse, etc. —, que les réalisations pratiques en vue d'un conflit possible. Quantité de prototypes

avaient été essayés, mais aucun construit en série. Dans cette masse hétérogène et déjà vieillie, voire franchement déficiente, d'appareils divers, moins de 1 200 pouvaient être considérés comme utilisables, dont environ 200 servaient aux écoles de pilotage. Les chasseurs atteignaient une vitesse de 500 km à l'heure, inférieure à celle des *Hurricane* ou des *Spitfire*. Les bombardiers, pour la rapidité, la puissance de feu, l'autonomie, les installations de bord étaient encore plus désavantagés par rapport aux types étrangers. Aucun avion de combat ne pouvait se comparer aux *Blenheim* ou aux *Messerschmidt 110*, aucun appareil de reconnaissance aux *Dornier 17*.

En carburant, il y avait à peine pour quatre mois de réserves. Les terrains d'aviation, tout juste suffisants pour le petit nombre d'appareils alors en service, devaient être adaptés aux besoins du temps de guerre.

Quant aux cadres, déficients en quantité pour les officiers d'active, ils l'étaient plus encore en qualité pour les officiers de complément, ceux-ci n'ayant reçu presque aucune instruction militaire. Tout possesseur d'un grade universitaire était bombardé *ipso facto* officier de réserve, même s'il n'avait nulle aptitude pour le métier des armes, et la formation prémilitaire médiocrement impartie aux nombreux effectifs de la G.I.L. (Jeunesse Italienne du Licteur) créait plutôt des illusions qu'une véritable préparation à la technique de la guerre moderne.

Au demeurant, même après les efforts de neuf mois de non-belligérance, l'Italie fasciste et « impériale » entrera dans la mêlée en juin 1940 avec des forces inférieures à celles de mai 1915. Et du fait que, par le jeu de ses alliances, les matières premières notamment charbon, métaux non ferreux et même la majeure partie du fer, ne pouvaient lui venir que d'Allemagne, l'écart entre ses besoins et ses disponibilités croîtra au lieu de diminuer en presque tous les domaines. Ajoutons-y que la concentration de ses industries de guerre sur des zones extrêmement étroites en faisait des objectifs singulièrement tentants pour l'aviation ennemie. La seule ville de Brescia et ses entours produisait 70 % des armes de

guerre (fusil modèle 1891), mitrailleuses, mortiers, artillerie légère, etc.). Le reste était distribué entre trois localités.

La non-belligérance.

Malgré cette situation catastrophique, Mussolini eut beaucoup de peine à prendre la décision de différer en septembre 1939 la participation de l'Italie au conflit qui s'ouvrait. Le « coup de Prague » avait indisposé Ciano plus que Mussolini contre un allié qui ne faisait jamais rien connaître par avance de ses intentions et ne travaillait que pour lui-même. Tandis qu'il ne réussit pas à ébranler le Duce, fût-ce devant l'hypothèse d'une absorption prochaine de la Hongrie par l'Allemagne, Ciano se convainc que Hitler est « déloyal et perfide »; il se promet, dès le 19 mars, d'inciter son chef à conclure également un accord avec les puissances occidentales si celles-ci se départent de leur attitude négative en face des ambitions italiennes.

Malgré tout, il est encore très loin de soupçonner jusqu'où iront la prépotence et la duplicité germaniques. Les télégrammes de plus en plus pessimistes d'Attolico en juillet sur la tension polono-allemande le laissent sceptique. Ses jugements dédaigneux sur le meilleur ambassadeur que possède l'Italie fasciste (il « a perdu la tête »; « s'est grossièrement trompé; a eu peur de sa propre ombre ») donnent la mesure de son effrayante légèreté. Il lui faudra se trouver face à face avec Ribbentrop à Salzbourg, le 11 août, puis avec Hitler à Berchtesgaden le lendemain, les voir demeurer insensibles à toutes les raisons qu'invoque l'Italie sur la convenance de retarder le conflit, entendre enfin le Führer lui déclarer froidement que « le dernier délai pour le début des opérations [sera] la fin d'août », pour ouvrir les yeux à l'évidence.

Dès lors, il ne cesse plus de combattre avec véhémence chez Mussolini le désir de faire immédiatement honneur au pacte d'acier et donne libre cours dans le privé à ses sentiments hostiles envers l'Allemagne. Les dirigeants de celle-ci n'en ignoreront rien et ne lui accorderont plus qu'une

confiance très mitigée. C'est aussi, doit-on penser, parce qu'ils le savaient plus incapable que n'importe quel Italien de garder un secret que le palais Chigi est toujours informé au dernier moment des intentions allemandes, sans négociations préalables, d'autant que les gens tarés, les espions virtuels ou patentés abondaient dans l'entourage le plus proche de Ciano.

Pour arriver à ses fins, d'accord avec les chefs de l'Etat-Major, le meilleur argument était l'impréparation militaire de l'Italie, prise au dépourvu par cette avance de plusieurs années sur les prévisions de l'alliance. Le Reich avait demandé de connaître ses besoins en armement et matières premières de tout genre. La liste fut établie le 26 août au palais de Venise. Elle était énorme — 17 millions de tonnes, nécessitant 17 000 trains —, et avait été plutôt grossie à dessein. Faute de ces livraisons, Mussolini s'avouait dans une lettre au Führer incapable d'entrer immédiatement en ligne. Hitler comprit qu'il ne lui restait qu'à faire bonne mine à mauvais jeu. Certain, déclarait-il dans sa réponse, de pouvoir vaincre à lui seul d'abord la Pologne, ensuite, éventuellement, la France et l'Angleterre, il demandait seulement que l'Italie continuât ses préparatifs de prémobilisation et ne révélât pas son intention de rester neutre.

Le Duce, entretenu dans l'illusion de l'efficience militaire de l'Italie (ne parlait-il pas complaisamment de ses « 8 millions de baïonnettes » ?) était « réellement bouleversé... Ce fut pour lui un déchirement de devoir se tenir à l'écart du conflit ». (*Journal politique* de Ciano.)

Dans cette crise décisive pour la nation, le ministre des Affaires étrangères avait été complètement abandonné par ses camarades du parti, uniquement soucieux de faire leur cour à Mussolini. Le secrétaire général Starace, selon sa coutume, s'était montré l'un des plus bas, bien qu'il eût prévu des manifestations antiallemandes quand le Reich attaquerait la Pologne et reconnu que « la neutralité serait très populaire », voire même, si cela devenait nécessaire, « une guerre contre l'Allemagne ». Bottai, qui dans le passé

avait très peu pratiqué Ciano, s'en rapprocha cependant durant ces jours d'épreuve. Il allait fréquemment le voir au palais Chigi et confirme qu'il l'y trouvait seul, toujours seul, épuisé de sa lutte pour le maintien de la paix parmi les fanfaronnades et les réticences du plus grand nombre.

Ribbentrop ne devait jamais pardonner à Ciano son action auprès du Duce aux heures cruciales de 1939.

L'intervention.

Les mois de non-belligérance virent Mussolini plus oscillant, plus nerveux que jamais. Son esprit battait la campagne à la recherche d'un rôle moins effacé. Le retard de la préparation militaire était tel, nous l'avons vu, qu'il eût fallu des années de travail intensif pour le combler; et certaines des fabrications italiennes utilisables pour la guerre prirent durant cette période la route de l'étranger, malgré les observations de l'Etat-Major, afin de faire rentrer des devises dans le pays; c'est ainsi que de nombreux camions automobiles, des usines Fiat notamment, furent livrés à la France.

Cependant, les réserves métalliques de la Banque d'Italie fondaient à vue d'œil pour les achats de matières premières, bien que le cuivre des casseroles, le fer des grilles de clôture eussent été tout de suite utilisés. Les arraisonnements de navires italiens par la flotte anglaise et la formalité exigée des *navicerts*, afin d'éviter la confiscation des cargaisons suspectes, causaient à Mussolini une irritation mal dissimulée. Néanmoins, quand Ribbentrop vient à Rome au mois de mars 1940 demander nettement l'intervention italienne, le Duce ne s'engage encore que par une promesse de principe, sans fixer de date. Il hésite entre la fin de l'été, après la moisson, ou le printemps de 1941. Le désir exprimé par les Allemands que la presse italienne se montre aimable pour les Soviets n'est pas accueilli non plus. « Tout ce que l'on peut faire en ce qui concerne la Russie, c'est de se taire; et c'est déjà beaucoup », observe Mussolini, pleinement d'accord cette fois avec Ciano.

Mais les succès du Reich en Norvège et au Danemark, la passivité des Alliés sur le front Ouest, l'attitude expectante de leur diplomatie, plus confiante dans l'avenir éloigné que dans le présent, réveillent les ardeurs belliqueuses du Duce. Il écrit ou téléphone fréquemment à Hitler, qui lui répond de la façon la plus propre à l'exalter. A quiconque le félicite d'agir pour la paix ou essaye de lui vanter la neutralité, il réplique par des coups de boutoir. Au début de mai sa décision est prise, malgré les avis pessimistes de ses généraux. Il l'annonce officiellement le 26 au maréchal Badoglio, chef de l'Etat-Major général, qui lui objecte en vain l'état encore lamentable de l'armée et de l'aviation et qui ose ajouter : « C'est un suicide. » D'après Badoglio, Mussolini lui aurait répondu : « Monsieur le maréchal, vous avez eu la notion juste de la situation en Ethiopie en 1935. Il est évident que le recul nous manque pour évaluer exactement la situation d'aujourd'hui, mais je vous affirme qu'en septembre tout sera terminé et que je n'ai besoin que de quelques milliers de morts pour m'asseoir, en tant que belligérant, à la table de la paix. »

Premières désillusions.

La guerre est à peine déclarée qu'elle apporte à Mussolini les premières désillusions.

D'abord, celle de n'avoir pu remporter sur le front français aucun avantage militaire, tout en y ayant subi des pertes relativement fortes (50 % des effectifs engagés sur quelques points; Badoglio lui-même parle de « pertes sensibles »). Il y avait eu au total six jours de combat seulement (18 au 24 juin) avant la signature de l'armistice. Ils avaient « fourni la preuve de l'impréparation de l'armée, du manque absolu de moyens offensifs et de l'insuffisance complète du commandement ». (Jugement de Starace référé par Ciano.)

La signature de l'armistice eut lieu très correctement le 23 juin à la Villa Incisa, aux portes de Rome. Les plénipotentiaires français étaient les mêmes qu'à Compiègne; du

côté italien, Ciano, Badoglio, général Roatta, sous-chef d'Etat-Major de l'armée, amiral Cavagnari, sous-secrétaire d'Etat et chef d'Etat-Major de la Marine, général Pricolo, sous-secrétaire d'Etat à l'Aviation et chef d'Etat-Major de l'Air. Badoglio prit sur lui de rayer des conditions d'armistice, au grand déplaisir du Duce, l'obligation « sordide » faite à la France de livrer les émigrés politiques italiens réfugiés sur son sol. Par la suite, dans le règlement des détails d'application de l'armistice, il montra sans réticences à ses interlocuteurs français qu'il ne les avait jamais considérés comme des ennemis. Mussolini eût souhaité envoyer un corps expéditionnaire italien à Hitler pour les opérations contre l'Angleterre. Il avait fait proposer par Ciano jusqu'à 10 divisions et 30 escadrilles. Hitler donna d'abord une réponse évasive sous prétexte que les plans de son Etat-Major n'étaient pas encore au point et finalement, le 15 juillet, déclina l'offre italienne « de façon aussi courtoise que définitive ».

La Somalie britannique, colonie orientale de très faible valeur formant enclave dans les possessions italiennes d'Afrique, avait été occupée par les forces stationnées en Abyssinie sans grande difficulté. Mais Berlin attendait une action énergique de l'Italie en Libye, où commandait le maréchal Graziani, et celui-ci invoquait toutes sortes de raisons pour ne rien entreprendre contre l'Egypte, alors peu défendue, en prétextant notamment la chaleur. Il parlait au début d'août de renvoyer l'opération au printemps, soit de huit mois. Or, on avait « vidé l'Italie pour ravitailler la Libye » et cette immobilité sera le deuxième grief principal de l'Etat-Major allemand contre l'allié du sud. Badoglio, qui d'ailleurs n'aimait pas Graziani, avait proposé pour ce théâtre d'opérations son ancien collaborateur dans la guerre d'Ethiopie, parce qu'il connaissait bien la Cyrénaïque, dont il avait été vice-gouverneur, mais il dut reconnaître qu'il avait commis là « une erreur totale ». La conduite de cet officier général fut alors et par la suite tellement lamentable qu'on n'y saurait trouver d'excuse que dans un affaiblissement de sa résistance nerveuse. Rentré en Italie, il

faillit passer en conseil de guerre pour abandon de poste. On se contenta d'une commission d'enquête qui, le 28 février 1942, remit un rapport accablant pour le maréchal. Ce qui n'empêcha pas Mussolini de lui confier le commandement des troupes de la république de Salò pendant les derniers mois où le fascisme se survécut à lui-même.

La campagne de Grèce.

C'est parmi cet ensemble de déconvenues que Mussolini décida d'attaquer la Grèce, avec laquelle il estimait avoir « un compte à régler depuis 1923 ». Il en parle à Ciano dès le 10 août.

Le maréchal Badoglio fait de Ciano l'inspirateur et « le mauvais génie » de la campagne de Grèce. Nous ne le pensons pas. Sans doute le ministre italien des Affaires étrangères avait placé en Albanie, comme « lieutenant général », une de ses créatures, l'ambassadeur Jacomoni, qui poussa vivement à l'opération et donna des renseignements complètement faux sur le concours à attendre des populations albanaises. Mais après l'intervention italienne dans la guerre mondiale, Ciano ne retrouva plus auprès de son beau-père l'influence capitale qu'il avait eue en août 1939. Il ne fut qu'un agent d'exécution, dont les avis étaient écoutés mais jamais décisifs. Au reste, on possède le procès-verbal du conseil secret tenu le 15 octobre 1940 au palais de Venise et auquel participèrent, aux côtés du Duce, de Ciano et de Jacomoni, le maréchal Badoglio, les généraux Roatta, Soddu, sous-secrétaire à la Guerre, et Visconti-Prasca, commandant en chef des troupes d'Albanie qui devaient attaquer la Grèce. Ce fut surtout ce dernier qui apporta, aussi bien sur l'efficience de ses troupes que sur le moral de la population et des soldats grecs, des informations de la plus haute fantaisie résumées dans ce jugement d'ensemble : « L'opération a été préparée de manière à donner l'impression d'un désastre complet en peu de jours. » Jacomoni, certes, se montra aussi très optimiste, mais il dut reconnaître que les Grecs, encore hésitants deux

mois plus tôt à opposer une résistance sérieuse, étaient maintenant résolus à contrecarrer l'action italienne et il admit l'hypothèse d'une aide à la Grèce de la part des Anglais, susceptible de devenir dangereuse pour l'Italie. Ce fut le Duce qui rejeta cette hypothèse comme impensable, parce qu'il tenait lui-même à l'expédition. (« J'ai réfléchi durant des mois et des mois sur cette action, déclara-t-il; avant même notre participation à la guerre, avant même le commencement du conflit. »)

Quant à Badoglio, très hostile à l'affaire — il lui suffisait pour cela de penser à l'état général d'impréparation de l'armée italienne, bien loin d'être corrigée en octobre 1940 —, il manqua de netteté dans ses avis à Mussolini et se borna à conditionner son approbation à une augmentation des effectifs engagés et au concours de l'armée bulgare, que le roi Boris refusa. Il songea alors à donner sa démission et l'annonça à son entourage, mais n'en fit rien, et partagea même la responsabilité de cacher à l'allié allemand, selon le vœu de Mussolini, une initiative qui pouvait avoir les plus désastreuses conséquences militaires. Aussi se vit-il refuser par le maréchal Keitel la part des tanks français que le Duce l'avait chargé de lui demander — les 70 que possédait l'Italie ayant tous été envoyés en Libye —, tandis qu'on lui offrait deux divisions blindées, qu'il avait ordre de ne pas accepter lui-même, de crainte qu'on ne pût s'en débarrasser!

Quand l'opération albano-grecque eut mal tourné, les rapports s'aigrirent tellement entre le maréchal et le Duce, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité d'avoir entériné le funeste plan Visconti-Prasca, qu'au début de décembre Badoglio abandonnait effectivement la charge de chef d'Etat-Major général et était remplacé par Cavallero, un officier politicien insincère et profiteur, optimiste par principe, mais bien incapable de redresser la situation. Détesté de ses pairs et apprécié des seuls généraux allemands à cause de sa platitude envers eux, il restera néanmoins en fonctions jusqu'au 30 janvier 1943, à la veille de l'effondrement.

Le premier déboire subi à la frontière grecque fut la

désertion des bandes albanaises ou même leur passage à l'ennemi — événement prévisible après les lourdes fautes politiques commises dans le pays. Ce fut ensuite l'élan combatif des Grecs, qui rapidement envahissent le territoire albanais et menacent même un moment Valona; le défaut d'artillerie de montagne et d'aviation de reconnaissance; le mauvais temps; enfin et peut-être surtout l'extrême médiocrité du commandement, qui perd littéralement la tête, et le manque d'enthousiasme des soldats.

Soddu, remplaçant Visconti-Prasca depuis le 6 novembre, estimait moins d'un mois plus tard qu'il fallait rechercher une solution politique du conflit, c'est-à-dire la médiation de Hitler. Ciano déclara qu'il aimerait mieux se tuer que de téléphoner en ce sens à Ribbentrop. Cette humiliation suprême n'était, d'ailleurs, point nécessaire, mais une autre se présentera, plus logique : l'intervention militaire des Allemands eux-mêmes en 1941 contre les Grecs, qu'assistaient désormais les Anglais.

Entre-temps, l'aviation britannique avait bombardé de nuit, le 12 novembre, la flotte italienne ancrée dans le port de Tarente, coulé un cuirassé et endommagé gravement deux autres grosses unités. Puis, le 10 décembre, c'est l'offensive anglaise foudroyante en Libye, cinq divisions hors de combat en deux jours, et la succession des télégrammes toujours plus alarmistes, plus empreints de panique, du maréchal Graziani (« combat de la puce contre l'éléphant », dira-t-il ridiculement dans l'un d'entre eux). Bientôt il demandera à rentrer en Italie, après qu'un autre grand dignitaire, l'incapable De Vecchi, comme lui anobli et comblé d'honneurs par le régime, aura donné sa démission de gouverneur des îles de l'Egée. « Les rats quittent le vaisseau, il veut être le premier à débarquer. » (Ciano.)

Allemagne et Italie dans les Balkans.

Ciano devait se rendre à Berlin à la mi-novembre pour y rencontrer le ministre espagnol Serrano Suñer et se concerter avec Ribbentrop en vue de la prochaine adhésion

au pacte tripartite Berlin-Rome-Tokio de trois Etats satellites d'Europe centrale (Hongrie, Roumanie, Slovaquie). Il vit Hitler, qui ne lui cacha pas son mécontentement de la tournure prise par les événements dans les Balkans mais que dérida soudain la perspective d'une entente avec la Yougoslavie contre la Grèce. Il croyait Rome au plus mal avec Belgrade depuis la chute du gouvernement Stojadinovitch et l'assurance qu'il n'en était rien lui fit entrevoir aussitôt tout un plan d'opérations dans la péninsule balkanique afin d'en chasser les Anglais — qui des aéroports grecs menaçaient la zone pétrolifère de Roumanie —, en s'appuyant sur la Yougoslavie. On lui céderait Salonique et l'Axe garantirait ses frontières en échange d'une démilitarisation de l'Adriatique propre à satisfaire l'Italie. On entraînerait aussi la Bulgarie en lui promettant l'accès à la mer.

Ce plan prit corps d'autant plus vite que l'on commençait, parmi les dirigeants du Reich, à se méfier grandement de la Russie; qu'en Libye et en Albanie l'Italie essuyait échec sur échec; et que ni l'amiral Canaris, envoyé de Hitler, en décembre 1940, ni Mussolini, en février 1941, au cours de l'entrevue de Bordighera avec Franco et Serrano Suñer, n'avaient pu obtenir l'intervention de l'Espagne, ni même l'autorisation de traverser son territoire.

Toutefois, à peine le ministre Zvetkovitch eut-il adhéré, lui aussi, au pacte tripartite qu'un coup d'Etat de l'entourage militaire du jeune roi Pierre de Yougoslavie, encouragé en sous-main par le Kremlin, retournait la situation et provoquait, le 6 avril 1941, l'invasion par l'Allemagne de toute la péninsule balkanique, d'où les Anglais devaient se rembarquer. L'aventure italo-grecque se résolvait ainsi par l'intervention victorieuse de la Wehrmacht. Elle se soldait pour l'Italie par 14 000 morts, davantage de blessés, 26 000 prisonniers et une barrière de haine entre deux nations que tout eût dû rapprocher : traditions historiques, état social, situation géographique.

Tandis que la guerre de partisans s'installait en Vieille-Serbie et en Bosnie-Herzégovine, la Slovénie était annexée partie à l'Italie et partie à l'Allemagne, qui seule en avait

tracé les frontières, de telle sorte qu'aux portes mêmes de la capitale, Lubiana, on se trouvait en territoire allemand où était incluse la centrale électrique! Aucune rectification ne fut admise par Berlin. Quant à la Croatie, elle était constituée en un nouvel Etat satellite, gravitant théoriquement dans l'orbite de l'Italie et de son stipendié le « poglavnik » Ante Pavelitch; mais un accord secret avec le commandement des forces militaires croates les plaçait pratiquement sous le contrôle de la Wehrmacht.

Les années 1941-1942.

Les deux années centrales de la guerre d'usure, en plein développement désormais, voient à l'intérieur de l'Italie le peuple se plier courageusement et sans trop murmurer à des restrictions croissantes, l'esprit critique et la crainte de l'échec final se diffuser parmi les dirigeants fascistes, surtout après l'extension du conflit à la Russie et à l'Amérique, le haut commandement des forces terrestres accentuer le pitoyable spectacle de ses rivalités et de son impuissance. Quand Rommel, une fois atteinte l'Egypte en juin 1942, sera nommé maréchal et qu'un autre maréchal allemand, Kesselring, aura aussi été envoyé sur le front du Sud, Cavallero sera également élevé au maréchalat mais avec les appréciations privées les plus outrageantes de Mussolini, qui cependant le maintient en charge, ayant perdu toute estime pour ses généraux indistinctement

Les conséquences de l'erreur initiale d'avoir voulu affronter la lutte sans moyens de la poursuivre avec succès se développaient toutefois inexorablement et eussent pesé même sur des chefs de valeur. L'infériorité navale de l'Italie en face de la flotte anglaise lui coûtera en particulier presque toute sa marine marchande et une grande partie de ses unités de guerre sans qu'elle réussisse à ravitailler valablement en carburant et en matériel les troupes italo-allemandes en Libye.

Durant l'été de 1941, les pertes avaient été telles qu'à la mi-septembre on avait suspendu les convois. Mais cette

carence ne pouvait durer, alors surtout que l'Allemagne envoyait des effectifs en Afrique et paraissait décidée à un gros effort contre le canal de Suez. Le 9 novembre, un convoi de sept cargos escorté de dix contre-torpilleurs et de deux croiseurs de 10 000 tonnes essaya de passer. Guidés par radar et sans être aperçus eux-mêmes, les Britanniques, sortis de Malte, coulèrent *tous* les navires marchands et deux ou trois contre-torpilleurs. Le 21 novembre, un autre convoi ne réussit pas davantage mais put se replier sur Tarente; deux croiseurs sont atteints par des torpilles aériennes. Le 1er décembre, convoi de cinq navires : deux sont perdus, un se réfugie en Crète, deux arrivent tout de même en Libye, mais le lendemain un pétrolier portant 7 000 tonnes de mazout est encore envoyé par le fond à l'entrée du port de Tripoli. Le 13 décembre, deux cargos chargés de tanks sont coulés et deux croiseurs de 5 000 tonnes. Le 18 enfin, un important convoi, très fortement protégé, réussit à franchir la Méditerranée. Mais, le plus souvent, les grosses unités ne pouvaient entrer en jeu faute de carburant.

C'est ce qui place en mai-juin 1942 le commandement italien devant un tragique dilemme. Les Allemands lui demandaient une opération aéro-navale contre Malte, appuyée de parachutistes, pour tenter d'éliminer la forteresse. Cavallero y avait consenti en principe, avec son habituelle courtisanerie, mais ses subordonnés les mieux renseignés jugeaient l'attaque vouée à un échec certain. Finalement, Mussolini écrivit à Hitler qu'à moins de disposer de 40 000 tonnes de carburant, il fallait l'ajourner *sine die*. Avoir reculé devant les risques et les périls de pareille entreprise, quasi indispensable pour le ravitaillement des troupes de Libye, constitua un nouveau grief du Reich contre son allié. Celui-ci continua à perdre régulièrement ses pétroliers mais conserva ses cuirassés. L'attaque de Malte lui aurait probablement coûté les uns sans sauver les autres.

Du côté italien, l'animadversion envers les Allemands était presque générale, depuis le roi et le Duce jusqu'au dernier des sous-lieutenants. Elle s'entretenait aussi bien des frictions entre troupes allemandes et italiennes sur les

divers fronts où elles opéraient ensemble qu'entre ouvriers italiens, dont plusieurs centaines de mille avaient été envoyés travailler dans le Reich, et autorités allemandes. Il fallut, sur la fin de 1942, renoncer à ces envois, qui ne seront repris après les événements de septembre 1943 que sous la contrainte. En Russie, Mussolini avait tenu à ce que des effectifs italiens fussent présents. Ebloui par les succès de la Wehrmacht au début de la campagne, il eût voulu que le contingent italien fût porté, au printemps de 1942, de trois à vingt divisions. La chose était impossible, toujours par manque d'armement, auquel Cavallero, occupé à ses intrigues, se souciait fort peu de remédier. Néanmoins, il finit par y avoir en Russie méridionale 240 000 hommes (dix divisions) comptant parmi les meilleures troupes — des régiments alpins, notamment, destinés aux opérations du Caucase —, 18 000 tanks et camions, 1 350 canons. Les hommes, sans vêtements chauds, eurent à supporter pendant le terrible hiver 1941-1942 des températures de — 30° à — 40°. Ils se battirent bravement dans les bassins du Don et du Donetz, sous un chef excellent, le général Messe, mais après Stalingrad ne purent résister à la contre-offensive des chars lourds soviétiques et furent entraînés dans la débâcle générale. De même qu'en Libye, après l'échec d'El-Alamein, les Allemands utilisèrent pour leur propre usage des camions italiens, abandonnant sans vivres et sans moyens de transport leurs camarades ici en plein désert et là dans la steppe glacée. Cent vingt mille hommes et tout le matériel furent perdus en Russie, après une retraite à pied de quarante jours vers la Roumanie, qui rappela les plus durs aspects de la campagne de 1812. Or, à ce moment, la production italienne d'armes ne représentait pas même 1 % de la production mondiale.

En Dalmatie et en Croatie, les contingents italiens avaient surtout à se défendre contre les partisans. Le gouverneur de Dalmatie, Bastianini, écrivait à Ciano en mars 1942 que les troupes n'y montraient aucune énergie, aucune flamme, mais seulement un antifascisme général et profond.

L'opposition intérieure.

Le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 en Algérie et au Maroc, accompagné de l'effondrement définitif du front libyen prévu depuis longtemps par Rommel, redoubla l'intensité d'une opposition intérieure qui désormais aura son centre le plus actif dans les hiérarchies fascistes elles-mêmes. Grandi, Bottai, Farinacci, Federzoni s'abandonnent à un antimussolinisme différent d'intonation, mais également radical.

Une autre forme d'opposition se manifestait dans la jeunesse fasciste, universitaire surtout, que le régime avait soumise à des consignes impératives, affublée d'insignes variés, nourrie de slogans inconsistants, sans développer chez elle ce qui permet à une personnalité de s'affirmer : c'étaient des critiques dirigées moins contre le Duce que contre la génération des aînés qui depuis vingt ans lui servaient d'escorte et d'écran, accaparaient profits et dignités, sans avoir édifié vraiment un ordre nouveau (mais cette édification était-elle possible sous un chef aussi personnel que Mussolini, principal responsable de la sclérose et des déviations de l'idéal du premier fascisme ?) Quelques-uns de ces jeunes gens seront les fanatiques, les enragés, qui, la mitraillette au poing, exigeront en 1944 du tribunal républicain de Vérone la condamnation à mort de Ciano et de ses amis, en menaçant d'exécuter eux-mêmes les prévenus et les juges, si ceux-ci ne rendent pas la sentence attendue. Beaucoup d'autres toutefois, inscrits d'office aux formations de la jeunesse fasciste, grossiront les rangs des partisans et deviendront, après la libération, des militants socialistes ou même communistes.

Avec les échecs militaires, la pénurie du ravitaillement en pain et en denrées essentielles, la fréquence croissante de bombardements terribles sur les principales cités italiennes, le dépit causé par la présence des Allemands et leurs procédés, une dernière cause entretenait l'opposition intérieure : ce qui transpirait sur la corruption des milieux officiels et sur la liaison du Duce lui-même, alors âgé de 60 ans,

avec une jeune femme de 25, Clara Petacci, menant une vie de luxe aux frais de l'Etat et affligée d'une famille aux agissements si scandaleux (dont le trafic d'or fut l'un des moindres) qu'un inspecteur de la police politique pouvait dire d'elle au ministre des Changes et Devises, Riccardi : « Le docteur Petacci nuit davantage au Duce que quinze batailles perdues. » (*Journal* de Ciano, II, 84.) Quant au degré de corruption atteint par le régime aux abois, on en trouve un exemple dans l'accusation portée publiquement par le maréchal Badoglio, dans son discours de fin septembre 1943 à Agro San Giorgo Ionico, contre le ministère de la Culture populaire, refuge d'une foule de ratés du régime de par l'indétermination même de son objet : d'être « une vraie maison de passe », dont le personnel féminin, payé pour des services d'un genre assez particulier, pouvait se dispenser même d'aller chercher ses appointements, « car il suffisait à ces dames d'envoyer leur servante à la caisse ».

Crise politique et militaire.

Au début de 1943, la plupart des esprits lucides s'attendaient à la défaite de l'Axe au cours de l'année, notamment le général Amè, chef du S. I. M. (Service des Renseignements).

Le 12 mars 1943, Bottai apprend de Ciano, alors ambassadeur auprès du Saint-Siège, que Mussolini songe aux moyens de rompre les liens avec l'Allemagne. Le roi, lui, y avait pensé beaucoup plus tôt, dès la retraite d'El-Alamein, et avait eu avec Ciano, en qui il avait confiance, le 19 novembre, une conversation d'une heure vingt dont un esprit moins léger n'aurait pas manqué de tirer des conclusions graves. Les mots de « paix séparée » étaient d'ailleurs sur toutes les lèvres, mais nul ne savait comment y arriver. En même temps, les bruits de crise intérieure parmi les dirigeants du parti commencent à prendre consistance. Un nouveau secrétaire général, Scorza, entre en fonctions le 17 avril et veut s'efforcer de galvaniser la résistance au défaitisme parmi les populations.

La chute de Pantelleria — réputée imprenable —, le 12 juin, un mois plus tard le débarquement en Sicile, qui avait suscité les pronostics macabres du Duce à l'égard des soldats assez fous pour le tenter, hâtèrent l'aboutissement de la crise. Scorza avait imaginé de faire appel aux plus connus des « hiérarques » fascistes pour une série de discours à prononcer simultanément dans les principales villes d'Italie, afin de commenter la situation de manière à maintenir la confiance des foules : tâche difficile, sinon impossible, alors qu'après la prise d'Augusta et celle de Syracuse, pratiquement sans résistance, les colonnes ennemies avançaient en bon ordre à travers la Sicile, dont toute la partie occidentale fut rapidement isolée et occupée. Il y eut des combats très durs autour de Catane — où Eisenhower rencontra des éléments de Panzer et de parachutistes parmi les meilleurs de la Wehrmacht —, puis vers Messine, quand il fallut protéger le rembarquement des troupes allemandes pour le continent. Les renforts ne pouvaient arriver d'Italie que lentement, car la ligne de chemin de fer de Salerne à Reggio de Calabre est toujours demeurée à voie unique et toutes les voies transversales avaient été coupées par les bombardements alliés. Le 17 août, tout était terminé et la grande île méditerranéenne entièrement aux mains des Anglo-Américains.

Le projet formé par Scorza le 13 juillet n'aboutit pas, mais il provoqua la réunion à Rome des hommes les plus représentatifs du régime, qui demandèrent audience à Mussolini pour le 16 juillet. Plusieurs des principaux étaient absents — Grandi, Federzoni, Ciano, malade. En revanche, il s'y trouvait des fidèles de la première heure, ayant occupé de très hautes charges, comme Giuriati et Teruzzi, qui ne faisaient pas partie du Grand Conseil. Le plan de réformes à présenter au Duce fut dressé par Bottai. Il s'agissait essentiellement de nommer des ministres militaires effectivement responsables aux départements de la Guerre, de la Marine et de l'Air (que Mussolini cumulait avec le titre de premier maréchal de l'Empire, en n'exerçant qu'un commandement nominal) ; de rendre pareillement un rôle au Conseil des

ministres; de donner à la propagande une intonation nationale et de ne plus parler de « guerre fasciste »; de réunir le Grand Conseil; de faire signer au roi une proclamation au pays et d'en signer une lui-même, devant la patrie en danger.

Certaines de ces suggestions avaient déjà été présentées au Duce en n'obtenant que des réponses évasives. Mais aux objurgations pressantes de ses lieutenants il ne peut plus se dérober et, sans se prononcer encore sur le fond, accepte de convoquer le Grand Conseil. La réunion est fixée au 24. Désormais Grandi va jouer le premier rôle. Mais d'abord le Duce doit se rendre à Feltre pour y rencontrer Hitler, le 19 juillet.

La rencontre de Feltre.

Dans la pensée du général Ambrosio, qui avait succédé le 30 janvier comme chef d'Etat-Major général au maréchal Cavallero et qui, lui, sans être un brillant stratège, avait du moins l'estime de ses pairs, cette rencontre entre les deux dictateurs devait revêtir une importance capitale, décider vraiment du sort de l'alliance. Il avait montré à Mussolini la situation militaire comme désespérée et conclu à une demande d'armistice, que le Duce avait paru approuver. Mais en présenter l'hypothèse à Hitler et la lui faire ratifier, fût-ce avec les réserves de Churchill en face de Paul Reynaud dans une situation analogue, était autrement difficile. Au lieu d'un gentleman, il fallait affronter un fou furieux enflé d'orgueil démesuré; c'est ce qu'oublient trop aisément tous ceux — et ils sont légion —, qui ont critiqué l'attitude du Duce en la circonstance, à commencer par Badoglio et Ambrosio lui-même.

Nous savons qu'arrivés au château du sénateur Gaggia, voisin de Feltre, une longue conférence eut lieu, qui ne fut guère qu'un de ces interminables monologues du Führer où il passait en revue tous les éléments d'une situation sans écouter aucune observation. Mussolini n'était plus en mesure, comme à Munich, de l'interrompre et de faire triompher

sa solution, puisqu'il n'avait plus aucune carte en main. Hitler parla durement aux Italiens qui accompagnaient le Duce — Ambrosio, Bastianini, Alfieri —, se plaignant que l'Italie ne parût pas résolue à vaincre, fît mauvais usage du matériel allemand mis à sa disposition, etc. Mussolini demeurait silencieux et sombre, et la nouvelle, arrivée au cours de la réunion, du grand bombardement de Rome — qui, visant sa gare de triage, détruisit aussi Saint-Laurent-hors-les-murs et dévasta le quartier du Campo Verano —, augmenta encore le malaise.

Après le déjeuner Mussolini et Hitler s'entretinrent encore sans interprète, et cela devait accroître la gêne du Duce, qui savait assez d'allemand pour comprendre son interlocuteur, mais n'eût pu lui répondre du tac au tac. On apprit bientôt que le Führer avancerait l'heure de son départ. Très inquiet, Ambrosio renouvela auprès de Mussolini ses instances avec fougue, au nom du salut national, appuyé par les deux autres. « J'y penserai », se borna à répondre le Duce, qui devait encore se trouver seul deux heures avec le Führer en auto et en chemin de fer jusqu'au champ d'aviation de Trévise. De vagues promesses de nouveaux concours militaires avaient été faites par Hitler, mais il est moralement certain que le mot d' « armistice » ne fut pas prononcé par Mussolini.

En revanche, le lendemain de son retour à Rome (21 juillet), il se rendit chez le roi, qui, très ému du raid sur la capitale, de la perte prochaine de la Sicile, du relâchement de discipline des troupes, lui demanda nettement de « poser le dilemme aux Allemands ». (Mussolini.) Le Duce répondit qu'il envisageait de se détacher de l'Allemagne le 15 septembre. A Ambrosio il dit même qu'il allait écrire à Hitler pour l'avertir franchement que l'Italie ne pouvait continuer la lutte. Le général s'emporta parce que la chose n'avait pas été éclaircie à Feltre, mais il est évident que certaines précautions étaient à prendre. Badoglio et Ambrosio le vérifieront à leurs dépens et à ceux de l'Italie : le « décrochage » était désormais extrêmement difficile et rien n'autorise à penser que Mussolini ne l'ait

pas effectivement envisagé. Il aurait même fait commencer les sondages auprès des Alliés par l'ambassadeur d'Italie à Madrid et une ou deux personnalités officieuses.

La séance du Grand Conseil (24 juillet 1943).

L'avant-veille de la séance du Grand Conseil, Grandi arriva à Rome et obtint de voir immédiatement le Duce. Il lui indiqua franchement, brutalement même, quelle solution il comptait préconiser : un gouvernement national et la restitution au roi du commandement des forces armées. Mussolini le laissa parler longtemps et discuta avec lui sur des à-côtés de la question du jour, mais ne livra rien lui-même de ses intentions. On sait seulement que, lorsque Grandi eut élaboré avec un petit nombre d'amis les grandes lignes de son ordre du jour et les eut communiquées à Scorza, qu'il croyait acquis à ses idées d'après son comportement antérieur, et que celui-ci en eut à son tour remis le texte au Duce, Mussolini le déclara « inadmissible et vil ». (C'est là, du moins, sa version propre.) Bottai y avait fait apporter une extension importante : celle de rendre au roi non seulement les pouvoirs militaires — « épée désormais sans pointe ni tranchant », dit-il —, mais aussi le commandement politique.

Avant d'aborder cette soirée, qui peut se comparer à certains des épisodes les plus dramatiques de la Révolution, il faut se demander quels pouvaient être les desseins des conjurés. Aucun d'eux ne prévoyait les suites immédiates de leur action, c'est-à-dire l'arrestation de Mussolini et l'élimination radicale du fascisme. Grandi et Federzoni, colliers de l'Annonciade, ayant occupé les plus hautes charges de l'Etat et en contact avec les milieux de Cour, nourrissaient sans doute certaines ambitions personnelles, peut-être même s'attendaient-ils à se voir confier le pouvoir; mais d'autres, comme Bottai et Bastianini, voulaient avant tout revivifier le fascisme et le soustraire à l'arbitraire de Mussolini, à qui eût été reconnu un rôle décoratif restant à définir; certains, pressentant la catastrophe prochaine du régime, se cherchaient un

alibi et ne demandaient qu'à quitter des postes trop voyants; d'autres enfin, tels que le comte Suardo, président du Sénat, arrivèrent à la séance sans rien savoir de ce qui se tramait et furent stupéfiés de ce qui s'y passa.

L'attitude de Mussolini lui-même a semblé à beaucoup inexplicable, au point qu'on s'est demandé s'il n'était pas secrètement consentant à son élimination, soit pour laisser à d'autres la tâche ingrate de conclure une paix séparée avec les Alliés, soit pour désarmer les critiques qu'il sentait grandir autour de lui.

Il est certain que ni pendant, ni après la séance du Grand Conseil il ne réagit en homme décidé à briser toute opposition. Plusieurs des membres y étaient venus armés, craignant pour leur vie. Grandi même se serait auparavant approché des sacrements et aurait fait son testament. Précautions bien inutiles. Le Duce n'avait même pas appelé au palais de Venise sa garde personnelle et le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Albini, l'un des conjurés, avait pu y placer des forces de police à sa dévotion.

La séance s'ouvrit à 5 heures par un long mais terne exposé de la situation militaire, où Mussolini — souffrant visiblement de son ulcère du duodénum, déprimé physiquement et moralement —, s'efforça de prouver que ses avis n'avaient jamais été suivis par les généraux exécutants et de rejeter sur eux la responsabilité des fautes commises. Il soutint que les guerres étaient toujours impopulaires, celles de 1915 et de 1935, qui se terminèrent par une victoire éclatante, aussi bien que l'actuelle où l'on avait d'abord dû enregistrer des échecs. L'armée était maintenant bien dotée de matériel. Il ne restait qu'à faire montre de force d'âme en face des épreuves du moment.

Ce plaidoyer, écouté en silence, ne convainquit personne. Il était bien certain que sur les opérations du front d'Afrique en particulier, Mussolini n'avait pu imposer à Rommel ses conceptions. C'était bien la preuve que son commandement suprême n'était qu'un leurre et qu'il fallait changer de système. (D'ailleurs, avant que la guerre ne fût définitivement perdue par les fautes et l'obstination de Hitler,

le cas Rommel avait justement illustré l'insanité d'ordres envoyés à un chef de valeur, pouvant juger sur place la situation, par des dictateurs incompétents résidant à des milliers de kilomètres du combat.) C'est ce que soulignera notamment Bottai. Il est faux, soutiendra aussi Federzoni, que toutes les guerres soient impopulaires; et il en donne pour exemples, avec celle de Libye, la ferveur que Mussolini lui-même avait éveillée en tant d'esprits pour la cause de l'intervention en 1915. Quant au matériel prétendument suffisant, c'était une contre-vérité évidente : il n'est pour s'en convaincre que de lire le témoignage du maréchal Messe, commandant des troupes italo-allemandes en Tunisie après le départ de Rommel.

Avec l'intervention de Grandi, le débat aborde le plan politique. Développant l'ordre du jour qu'il va tout à l'heure présenter, l'ancien ministre et ambassadeur fait avec passion le procès de la dictature déformatrice de l'idéal premier du fascisme, telle qu'a fini par l'incarner Mussolini pour aboutir à l'imbécile formule de « la guerre fasciste ». La déviation se situe à ses yeux entre 1932, date de son départ pour Londres, et 1939, date de son retour. Il n'a plus reconnu à ce moment ni son pays ni son chef. Le ton s'élève de plus en plus, tourne au réquisitoire, presque à l'invective. Mussolini ne bouge pas. Il est assis de biais sur son siège, abritant ses yeux de la lumière trop vive. Grandi termine en rappelant un mot prononcé par le Duce en 1924, sur le balcon du palais Chigi : « Périsse le parti pourvu que vive la nation. » Eh bien! l'heure est venue de faire périr le parti.

Le discours de Grandi est passé sur l'auditoire comme un vent de tempête. On entend après lui le comte Ciano, qui se borne à contrebattre l'affirmation du Duce que *pacta sunt servanda* en exposant, dans sa qualité d'ancien ministre des Affaires étrangères, toutes les astuces, les déloyautés, les usurpations de pouvoirs du gouvernement nazi.

Il est près de minuit. Mussolini exprime le désir qu'on renvoie la suite du débat au lendemain en raison de son état de fatigue. Grandi s'y oppose violemment et pendant une courte suspension de séance recueille les adhésions à son ordre du jour, qui préconise la restitution entre les mains du

roi de la plénitude des pouvoirs civils et militaires. Il obtient rapidement avec 21 signatures l'appui des deux tiers de la petite assemblée.

A la reprise, quelque soutien vient à Mussolini de la part de membres du Grand Conseil qui n'avaient pas encore donné leur avis : le président du Tribunal spécial pour la sûreté de l'Etat, Tringali Casanova, le général Galbiati, chef de la Milice, et un obscur flatteur du Duce. Les deux premiers expriment même des menaces à l'endroit des conjurés. Mussolini tente alors une offensive en montrant qu'il saisit toute la portée personnelle de l'action montée contre lui; que, s'il est impopulaire, les « hiérarques » scandaleusement enrichis à la faveur du régime le sont encore plus; et qu'au reste il croit pouvoir compter sur le soutien du roi.

Un peu d'hésitation est dans l'air. Tout à l'heure deux signatures seront retirées à l'ordre du jour Grandi, dont celle de Suardo, qui sanglote et déclarera s'abstenir. Mais les jeux sont faits. Une ultime manœuvre de Scorza qui, à la stupéfaction de ses amis, a rectifié sa position et essaie de faire prévaloir un ordre du jour grandiloquent, emberlificoté, qui confirme implicitement à Mussolini ses prérogatives, avorte complètement.

On passe au vote sur le texte de Grandi. A l'appel nominal, Scorza répond lui-même le premier par un « non » énergique, puis interroge De Bono. Le vieux maréchal répond « oui » et entraîne quelques hésitants. Le dépouillement donne 19 « oui » contre 7 « non ». Parmi ceux-ci aucune personnalité marquante.

Il est inutile d'aller plus loin. Mussolini demande : « Qui portera l'ordre du jour au roi ? — Toi-même », répond Grandi résolument.

La séance est levée à 2 h 30 du matin. Mussolini, très pâle, observe simplement : « Vous avez provoqué la crise du régime. Tant pis. » Il se lève pesamment, en appuyant les poings sur la table, et dispense d'un geste les assistants du salut rituel, le bras levé.

Dans un lourd silence, les hiérarques descendent le grand escalier d'honneur du palais de Venise et remontent

en voiture (mais la plupart ne rentrent pas chez eux). Alors que s'approchait celle du comte Ciano, Tringali Casanova lui aurait dit : « Jeune homme, tu payeras de ton sang ton acte de ce soir. » En tout cas, Ciano — il l'a avoué lui-même — s'attendait à être arrêté le lendemain, mais libéré ensuite par ordre du roi. Quant à Grandi, il va immédiatement retrouver chez un ami commun le duc Acquarone, ministre de la Maison royale, pour lui communiquer le résultat du vote, et à 5 heures du matin celui-ci se rend lui-même à la Villa Savoia, la résidence du souverain.

Le coup d'Etat royal (25 juillet 1943).

Victor-Emmanuel était en effet depuis assez longtemps décidé à éliminer Mussolini et à rompre l'alliance avec l'Allemagne. Les propos tenus à Ciano que nous avons référés plus haut témoignaient déjà de ses préoccupations, et dans une lettre écrite à un intime après les événements (cf. *Roma 1943*, 3e édition, p. 113), le roi fait dater cette résolution du mois de janvier. Mais il voulait procéder avec le maximum de prudence, craignant à bon droit les indiscrétions, au point d'avoir donné jusqu'au dernier moment aux hommes politiques antifascistes qui, directement ou indirectement, essayaient de le décider à agir au nom de l'intérêt national, l'impression qu'il ne sortirait pas de sa réserve. La plus notable de ces démarches infructueuses fut, le 2 juin, celle du président Bonomi, qui du fait que le roi n'eut pas une parole, pas un geste qui trahît sa pensée, « indifférent comme un marbre sous l'eau courante », conclut à tort qu'il n'avait aucun dessein prémédité. Le vieil homme d'Etat eut des entretiens beaucoup plus encourageants avec le prince héritier et la princesse Marie-José, qui toutefois ne lui laissèrent aucun espoir de pouvoir intervenir efficacement. C'était une tradition souvent éprouvée (notamment par Charles-Albert) que « dans la Maison de Savoie on règne un à la fois ».

Le roi avait, en fait, un seul agent et confident, l'administrateur des biens qu'il tenait de la nation, le « ministre de la Maison royale » comte (puis duc) Acquarone, un gentil-

homme génois habile homme d'affaires, très répandu dans le monde, et dont il n'avait à craindre aucune maladresse. Par lui, il eut, malgré les apparences, bien des contacts utiles et sut faire connaître ses intentions à qui et comme il voulait, tout d'abord au chef du gouvernement militaire destiné à remplacer Mussolini, le maréchal Badoglio, dont le nom était à la fois populaire dans l'armée, considéré à l'étranger, apprécié des principaux antifascistes et, naturellement, du roi lui-même.

Le 30 juin 1943, Bonomi voit de son côté Badoglio, déjà sous-chef d'Etat-Major quand lui-même était ministre de la Guerre en 1920-1921 et à qui le liaient des souvenirs d'un quart de siècle. En même temps Ambrosio, qui de par ses fonctions approchait régulièrement le roi, lui représentait la situation militaire sous le jour le plus sombre, appelant une décision immédiate. Le débarquement des Alliés en Sicile et surtout le bombardement de Rome achèveront de faire mûrir des plans qui s'échafaudent sans aucun lien direct avec ceux des hiérarques fascistes conjurés contre Mussolini. Le vote du Grand Conseil offrira au roi un prétexte, une entrée en matière pour imposer à Mussolini sa démission. Mais de toutes manières son élimination totale aurait eu lieu, simplement avec des variantes et probablement dès le lendemain, 26 juillet, après l'audience habituelle du lundi.

Cependant, sur la forme de gouvernement qui devait succéder au fascisme et la tactique à suivre à l'égard des Allemands, il y avait un désaccord fondamental entre le Quirinal et les principaux leaders de l'antifascisme. Ceux-ci acceptaient Badoglio comme président du Conseil, mais entouré de noms politiquement représentatifs de toutes les fractions démocratiques (Bonomi aurait assumé la vice-présidence), la dénonciation d'une alliance stipulée comme celle *de deux régimes et de deux révolutions* — ce qui offrait pour la rompre un terrain meilleur que tout autre —, devant suivre presque immédiatement le coup d'Etat. A cela, les antifascistes voyaient trois avantages : profiter des conjonctures qui retenaient les meilleures divisions allemandes en Sicile et ne laissaient dispersés en Italie que des effectifs relativement

peu nombreux; donner confiance au peuple et répondre à son désir intense de briser la solidarité avec le Reich hitlérien; se présenter aux Alliés comme des coopérateurs volontaires, dans une situation un peu analogue à celle des Forces Françaises libres en juin 1940, et reprendre ainsi position aux côtés des futurs vainqueurs.

Le roi et Acquarone, au contraire, voulaient procéder par étapes, constituer un gouvernement de fonctionnaires, sans couleur politique, feindre de rester d'accord avec Berlin et entamer des pourparlers avec les Alliés seulement après s'être débarrassés de Mussolini et du fascisme. C'était aussi l'avis de l'ancien président du Conseil, Orlando, redevenu depuis quelque temps conseiller secret de la Couronne.

Badoglio avait adhéré au plan Bonomi-Casati le 14 juillet, mais il lui fut impossible le lendemain de le faire accepter à Victor-Emmanuel. Avec des hommes aussi marqués — des « revenants », aurait dit le roi —, il ne pouvait être question de donner le change aux Allemands. Ceux-ci eussent immédiatement réagi de la façon la plus brutale. Fixer d'avance la date de l'arrestation du Duce n'était pas moins imprudent : en Italie, rien ne demeure longtemps caché; ce serait aller à un échec certain que de divulguer dans un cercle de quinze ou vingt futurs ministres des décisions d'une telle gravité. Le maréchal n'insista pas et se rallia le 20, après quelques hésitations, au projet royal.

Sur le papier, le plan Bonomi semble beaucoup plus satisfaisant, mais à l'application il eût probablement ménagé autant de surprises fâcheuses que celui qui prévalut. Les forces allemandes de la péninsule, indépendamment des divisions combattant en Sicile et d'une autre répartie entre la Sardaigne et la Corse, comprenaient tout de même deux divisions cuirassées dans l'Italie du Sud, une en Toscane, une 5e colonne de 5 à 6 000 « civils » bien armés à Rome même — supposait-on —, et surtout une puissante aviation, avec un important personnel à terre, surclassant de toutes manières les appareils italiens. En quelques jours, ces forces pouvaient être doublées à la seule annonce du coup d'Etat, obliger le gouvernement royal à la clandestinité ou même en déporter

les membres, s'ils se faisaient prendre — comme le régent Horthy en Hongrie —, et susciter immédiatement un pouvoir rival d'inspiration fasciste. Les Italiens avaient la valeur de 14 ou 15 divisions en tout sur leur sol, réparties des Alpes à l'extrême pointe de la Calabre et faiblement pourvues de moyens de transport; une seule d'entre elles cuirassée, avec du matériel et des instructeurs allemands, était précisément confiée à la Milice. 35 autres étaient en France et dans les Balkans, mais impossibles à déplacer sans l'accord des Allemands. A l'approche de la menace anglo-américaine, le généralissime Ambrosio avait obtenu en principe de rapatrier 6 divisions stationnées en Grèce. Mussolini s'y était opposé et avait demandé en échange 6 divisions allemandes.

Passer d'emblée « dans le camp des vainqueurs certains de demain » — selon l'expression de Bonomi —, représentait aussi une hypothèque sur l'avenir bien aventurée. De la même façon, si le complot militaire et antinazi du 20 juillet 1944 avait réussi, l'Allemagne eût pu prétendre échapper aux conséquences de son agression et de sa défaite. Il n'y aurait eu que des vainqueurs et point de vaincus.

L'argument le plus fort qu'invoquaient les libéraux antifascistes dans le mémoire remis par l'un d'eux le 21 juillet au ministre de la Maison royale était d'ordre constitutionnel. En appelant au pouvoir un cabinet de généraux et de fonctionnaires à une heure aussi grave pour l'Italie, le souverain prenait sur lui seul des risques qui, selon la tradition, eussent dû être assumés par un gouvernement responsable, sinon devant un Parlement à élire, du moins devant la nation par l'intermédiaire d'hommes qui pouvaient légitimement se prévaloir de sa confiance et représentaient toutes les nuances de l'opinion, de la droite aux communistes. Le roi, déjà très discuté pour son action antérieure — et qui présentement ne voulait pas entendre parler d'abdication, tout en ayant parfois manifesté dans le passé qu'il ne tenait pas à la couronne —, exposait donc en cas d'échec non seulement sa personne, mais sa dynastie, à être rejetée par le pays. C'est la raison pour quoi même de fervents monarchistes regrettaient un gouvernement militaire et eussent préféré l'effacement

immédiat de Victor-Emmanuel devant son fils ou mieux encore son petit-fils. Le roi resta sourd à tous ces arguments. Ainsi devait disparaître une des plus anciennes et estimables monarchies d'Europe.

Revenons aux premières heures de l'aube qui suit le vote du Grand Conseil. En arrivant à la Villa Savoia ce dimanche matin, Acquarone trouve le souverain déjà sur pied. Tous deux délibèrent quelque temps et fixent le scénario de la journée. A 7 heures, le ministre de la Maison royale est au bureau d'Ambrosio; il l'avertit que Mussolini doit être arrêté et que le nouveau président du Conseil sera nommé le jour même, non le lendemain, comme il était d'abord prévu. Le duc et le chef d'Etat-Major général se rendent ensemble chez Badoglio pour le prévenir et lui faire contresigner le décret le nommant président du Conseil, qui, préparé d'avance, a déjà été signé par le roi. L'audience demandée vers midi par le secrétaire du Duce a été fixée pour 5 heures. Avisé aussitôt, Ambrosio donne l'ordre au nouveau commandant des carabiniers, le général Cerica (dont le prédécesseur a été tué dans le bombardement du 19 juillet), de prendre ses dispositions pour arrêter Mussolini peu après 5 heures à la résidence du roi et le mettre en lieu sûr sous prétexte de le protéger contre les réactions populaires. Il est convenu qu'on le fera monter dans une ambulance automobile aux vitres dépolies.

A 5 heures précises l'auto du Duce pénètre dans la résidence royale par le grand portail ouvert sur la Via Salaria. La garde ordinaire, composée de 130 hommes armés et répartis dans des autocars, demeure à l'extérieur, tandis que derrière la villa, à l'intérieur du parc, le général Cerica a groupé un nombre insolite de carabiniers, aux ordres de trois officiers sûrs (deux d'entre eux seront ensuite fusillés par les Allemands). L'opération dont on l'a chargé lui a semblé toutefois tellement stupéfiante qu'en arrivant à la résidence royale, où se trouve aussi Acquarone, il prie celui-ci de se faire confirmer par le souverain l'ordre à exécuter. Victor-Emmanuel répond d'un signe de tête affirmatif.

Les versions données par Mussolini et par le roi (à tra-

vers Badoglio) sur leur dernier entretien ne concordent pas absolument et sans doute l'entière vérité ne sera-t-elle jamais connue. On sait seulement avec certitude que le colloque dura vingt minutes, que le roi souligna toute la gravité que présentait à son avis le vote du Grand Conseil, tant par le nombre que par la qualité de ceux qui avaient pris position contre Mussolini, et lui dit qu'il était résolu à appeler au pouvoir Badoglio, tout en assurant le Duce de sa bienveillance personnelle et du souci qu'il aurait en toute hypothèse de sa famille. On peut juger plus que vraisemblable un visible accablement du dictateur dépossédé, peut-être quelques propos sur les répercussions en Allemagne de la décision royale (il en parlera également avec ses geôliers), mais ici il n'y a pas convergence de témoignages.

Le roi accompagne le Duce jusqu'au seuil de la villa, et lui tend la main. La voiture qui l'a amené n'est pas devant le perron, comme à l'ordinaire (le chauffeur a déjà été arrêté). Il l'aperçoit un peu plus loin et va vers elle. Les officiers de carabiniers s'avancent alors et prient Mussolini, par mesure de sécurité, de monter dans une autre voiture. L'auto-ambulance approche. Il ne réagit pas, s'assied entre les deux capitaines. Par une porte de service l'auto sort du parc et à toute allure gagne la caserne de carabiniers du Transtévère, où l'on ne permet pas à Mussolini de téléphoner. Alors seulement il comprend qu'il est prisonnier.

Le gouvernement Badoglio.

Le même soir, à 22 h 45, la radio annonçait que le roi avait « accepté la démission du chef du gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, le chevalier Benito Mussolini » et, avec les mêmes titres, son remplacement par le maréchal Badoglio. Suivaient deux courtes proclamations aux Italiens — rédigées par l'ancien président Orlando —, dont l'une, signée du roi, annonçait qu'il assumait à dater du même jour le commandement de toutes les forces armées et avertissait que, devant la gravité de l'heure, « aucune récrimination ne pouvait être tolérée ». La phrase essentielle de la

seconde était celle-ci : « La guerre continue. L'Italie..., gardienne jalouse de ses traditions millénaires, demeure fidèle à la parole donnée. » C'était la précaution obligatoire contre les réactions allemandes. Le rappel des « traditions millénaires » parut toutefois au moins inutile à certains, tandis que le signataire de la proclamation se préparait à changer de camp.

Dans l'euphorie de la liberté reconquise, il était fatal que le peuple italien fût beaucoup plus sensible à la chute de la dictature mussolinienne qu'aux appels de Badoglio à la plus stricte discipline civique et à ses assurances de fidélité à l'allié du moment. Il y eut cependant peu de sérieux désordres immédiats, peu de violences graves envers les personnes. Les « hiérarques » du plus haut rang s'étaient, d'ailleurs, rendus introuvables.

Dans le nouveau gouvernement le maréchal avait tenu à ce que les Affaires étrangères fussent régies par M. Guariglia, alors ambassadeur à Ankara après l'avoir été à Paris. Il avait maintenu aux ministères de la Guerre et de l'Armement les généraux Sorice et Favagrossa, anciens collaborateurs, comme lui-même, du Duce. Les « dicastères » civils étaient occupés inévitablement par de hauts fonctionnaires du régime déchu — deux avaient même été chefs de cabinet de ministres fascistes —, mais plusieurs étaient connus comme hostiles à la dictature et estimés des leaders de l'antifascisme.

Ceux-ci, exclus du pouvoir, mais constitués en « Comité National des courants antifascistes », n'avaient d'autre ressource que de se réunir fréquemment entre eux, et de rédiger des ordres du jour par lesquels ils essayèrent au début d'influer sur la politique gouvernementale, puis qu'ils durent garder dans leurs archives, pour qu'ils témoignassent devant l'histoire de leurs sentiments, car l'impatience du maréchal Badoglio allait croissant en face de ces manifestations, jugées par lui intempestives, de la mentalité parlementaire, alors que la menace allemande se faisait chaque jour plus pesante.

L'Etat-Major de la Wehrmacht n'avait pas tardé, en effet, à voir dans les mesures prises par le nouveau gouvernement pour rénover la vie nationale la preuve que plus rien

du régime fasciste ne subsisterait sous peu en Italie et qu'il s'agissait bien d'une révolution intérieure aux conséquences certainement dangereuses pour l'Allemagne. En quelques jours avaient été décidées la dissolution du parti fasciste, de la Chambre des Faisceaux et Corporations, la suppression du Grand Conseil, du Tribunal spécial, de la Jeunesse italienne du Licteur, la libération des prisonniers politiques, la création d'un conseil de magistrats pour le retour à la nation des biens indûment acquis par les dignitaires fascistes, la mise en sommeil des lois raciales, etc. Keitel, qui à Feltre avait déclaré à Ambrosio impossible de lui accorder une seule division de renfort pour la Sicile, en faisait maintenant affluer de toutes parts. La division cuirassée de Toscane était descendue jusqu'aux portes de Rome, à Viterbe. Une autre, le 2 août, avait déjà franchi le Brenner et se trouvait à Bolzano. 150 000 Allemands étaient concentrés entre Innsbruck et le Brenner et d'autres allaient entrer par Vintimille, Modane, Tarvis, Toblach, etc. Badoglio a évalué ces forces à 8 divisions (plus les 7 qui s'y trouvaient déjà), et Eisenhower à 18 au total, lors du débarquement de Salerne.

Le maréchal ne comptait que sur l'arrivée des Alliés dans la péninsule pour opérer le « décrochage » et s'apprêtait donc à négocier avec eux. En attendant, il maintenait sur la presse la censure rigoureuse qui est de règle en temps de guerre et n'avait pas autorisé la réapparition des anciens journaux d'opposition au fascisme. De nouveaux rédacteurs en chef avaient été simplement choisis par les propriétaires pour les journaux existants. Quiconque les a suivis pendant cette période difficile ne saurait nier que le ton en était, quant à la politique intérieure, comparable à celui des années de régime démocratique, si les nouvelles de guerre se trouvaient, en revanche, titrées et commentées selon les nécessités de la solidarité maintenue officiellement avec l'allié allemand.

La simplicité des masses devait toutefois se trouver désorientée par cette contradiction apparente entre les informations militaires et les autres parties des journaux.

Les négociations avec les Alliés.

Il est impossible à l'heure actuelle de donner des événements qui se succèdent en Italie à partir de l'ouverture des négociations d'armistice un exposé et, moins encore, un commentaire qui prétende à une valeur définitive. Trop d'éléments entrent en jeu dont certains demeurent mal connus ou contestables, surtout trop de passion, parfois inconsciente, se mêle à l'interprétation des faits selon les tendances des narrateurs pour que des très nombreux documents et récits déjà publiés puisse résulter autre chose qu'une approximation de vérité. On doit se limiter à tracer quelques perspectives, à faire quelques constatations partielles qui permettront aux historiens de l'avenir de dégager des conclusions.

Les directives premières de Badoglio, nous l'avons dit, étaient très défendables. Les fautes accumulées dans leur application, conjuguées avec celles des Alliés, les tournèrent finalement en désastre, car tel est bien le mot qui convient pour caractériser les pertes en vies humaines et surtout en richesses artistiques irremplaçables qui soldèrent la libération de l'Italie entre le 25 juillet 1943, date du coup d'Etat, et le 2 mai 1945, date de la capitulation des dernières troupes allemandes. Vingt et un mois de durs combats là où on pouvait espérer en quelques semaines un retournement total de la situation militaire dans la péninsule ne sauraient apparaître comme un succès, surtout si on les compare à la rapidité des opérations qui, en 1944, délivrèrent la France d'une occupation ennemie bien plus dense et encore plus redoutable.

On doit considérer, entre autres, comme des fautes italiennes la lenteur incroyable des contacts établis avec les Alliés par le gouvernement Badoglio, préoccupé avant tout de maintenir un secret dont les modalités seules échappèrent aux espions allemands, mais dont la réalité ne pouvait guère faire de doute pour Berlin, dès le premier moment; le choix comme négociateur d'un collaborateur d'Ambrosio sans prestige extérieur ni professionnel — déjà mêlé de près à la préparation du coup d'Etat —, et qui ne parlait pas anglais, le général Castellano; le fait que ni à Lisbonne, où il ren-

contra d'abord, le 19 août, à l'ambassade britannique, les mandataires du G.Q.G. allié, ni surtout en Sicile, à Cassibile, où il signa l'armistice, le 3 septembre, avec le général Smith, en présence des généraux Eisenhower et Alexander, il n'était muni de pouvoirs dûment authentifiés, ce qui mit tout de suite en défiance ses interlocuteurs (en Sicile, il demeura plus de vingt-quatre heures sous une tente, dans la pénible condition d'un prisonnier à qui nul n'adressait la parole, en attendant de Rome confirmation que les pouvoirs avaient été déposés par Badoglio à l'ambassade anglaise auprès du Saint-Siège); la légèreté de Castellano dans les indications transmises par lui à son gouvernement sur la date probable du débarquement des Anglo-Américains, que ceux-ci s'étaient refusés à lui indiquer et qu'il avait déduite de conjectures toutes personnelles; la négligence des services officiels qui eussent dû prendre l'écoute de la radio d'Alger, dont les émissions conventionnelles, annonçant l'imminence du débarquement, passèrent totalement inaperçues à Rome; etc.

Du côté allié, on ne saurait comprendre l'intensification de bombardements sur le centre de villes remplies des plus précieux trésors d'art et sur des faubourgs dont la population ouvrière était tout entière acquise à la cause alliée, durant ces mêmes semaines d'août 1943 où l'on savait imminente la conclusion d'un armistice avec un gouvernement qui n'aspirait qu'à la paix; la défiance excessive envers les intentions de ce gouvernement, dont les maladresses n'eussent point paru suspectes de machiavélisme si l'Intelligence Service avait eu en Italie quelques-uns de ces informateurs si souvent présentés comme des modèles de pénétration; le tort que l'on causait par là même à l'autorité d'hommes avec lesquels on allait avoir à collaborer une fois advenu le débarquement. Eisenhower a indiqué que Londres avait vivement tancé le haut commandement parce qu'un arrêt de quelques jours dans les bombardements s'était produit après l'ouverture des négociations proprement dites entre Rome et Tunis, arrêt coïncidant, d'ailleurs, avec l'évacuation de la Sicile par les Allemands et l'obligation de regrouper les unités alliées, en sorte que « nous essayâmes ainsi de parer du titre

de vertu ce qui n'était qu'une pure nécessité ». Il est douteux que pareil aveu ajoute quelque chose à la gloire d'Eisenhower ni à l'estime du monde civilisé envers Churchill. La légitimation par des exigences militaires de ces raids terroristes serait sans valeur, puisqu'ils diminuèrent notablement une fois l'armistice signé et quand s'intensifièrent, au contraire, de dures opérations contre un ennemi renforcé en nombre et en moyens de résistance. Après le second bombardement de Rome, le 13 août, le gouvernement Badoglio put toutefois obtenir que la capitale fût considérée comme ville ouverte. Le maréchal von Kesselring y consentit sans trop de peine. Les troupes et les P.C. militaires allemands ou italiens furent retirés à quelque 20 kilomètres, sous le contrôle du ministre de Suisse. De leur côté, les Anglo-Américains ne reconnurent pas officiellement la convention, mais en fait ne renouvelèrent pas les bombardements sur Rome.

En revanche, la grande indignation que devait témoigner Badoglio devant l'exigence répétée d'une « reddition sans conditions », dont l'énoncé ne se trouvait pas en toutes lettres en tête des articles du « court armistice » remis à Lisbonne aux mains de Castellano mais figurait cependant dans le texte complet — conditions militaires, politiques et économiques —, du « long armistice » porté à sa propre connaissance à Brindisi le 20 septembre, cette indignation ne recouvre qu'une querelle de mots et il fut évident pour chacun, dès le premier instant, que la cessation du combat de l'Italie contre les Alliés était bien une « capitulation sans conditions ». Seulement cette reddition n'avait rien de déshonorant et n'était point conçue en termes inhabituels. Roosevelt en avait précisé, dès le 2 août, à Washington, les points principaux, qui s'avérèrent, d'ailleurs, inexécutables, parce que l'Italie antifasciste ne demeura pas maîtresse chez elle et ne put exercer presque aucune action militaire autre que clandestine sur les deux tiers de son propre sol.

Cette impuissance à se libérer de la pression allemande légitimait pareillement, même dans l'hypothèse d'une future collaboration avec les Alliés, les conditions qui s'ajoutèrent le 3 septembre aux indications générales données par Roose-

velt, notamment le transfert immédiat de la flotte (mais sans amener le pavillon italien) et de l'aviation dans les ports anglais de Méditerranée; la restitution de la Corse; le libre usage des ports, aérodromes et du territoire italien en général pour les opérations ultérieures d'une guerre qui changeait d'aspect mais n'était nullement terminée. Toute la douleur et l'humiliation qui allaient en résulter venaient de ce que Mussolini avait installé la Wehrmacht en Italie, dispersé ses propres forces, et mis l'armée nationale hors d'état de l'en déloger.

L'armistice du 8 septembre 1943.

Par suite des illusions qu'entretenaient Badoglio et Ambrosio sur la date approximative du débarquement, rien n'était prêt pour coordonner les opérations anglo-américaines et italiennes quand fut annoncée à la radio, le 8 septembre à 18 h 30, par Eisenhower la signature de l'armistice, dont Badoglio devait donner confirmation aussitôt après, selon les accords préalablement conclus. On n'avait même pas songé à faire enregistrer sur disque le message du maréchal, en sorte que celui-ci dut aller le lire lui-même au siège de l'E.I.A.R. alors que ses instants étaient précieux. Ce message se terminait par l'ordre donné aux troupes italiennes de cesser tout acte d'hostilité envers les forces anglo-américaines et de « réagir contre les attaques éventuelles de toute autre origine ». La plupart des contingents dispersés dans l'Italie septentrionale, en France et dans les Balkans ne recevront pas d'instructions plus précises sur le comportement à adopter envers les alliés de la veille, qui tournent partout leurs armes contre eux avec exaspération. Selon l'inspiration et les sentiments intimes des chefs de corps, selon aussi les faibles possibilités laissées aux unités les plus éloignées pour gagner la péninsule, les divisions italiennes se laisseront désarmer sans résistance par les troupes allemandes; essaieront sans succès de les dominer, comme à Trieste, Trévise, Savone, La Spezia — où elles purent tout au moins protéger le départ de la flotte —, à Corfou, à

Léros, en Thessalie, en Epire; ou enfin, mais très rarement, parviendront à se dégager de l'étreinte allemande. Ce fut le cas pour la division Emilia, qui des Bouches de Cattaro réussit, après avoir subi de nombreux bombardements aériens, à rejoindre l'Italie, sur un vapeur et de nombreuses petites embarcations. Des débris de plusieurs divisions s'uniront aux partisans albanais, grecs ou yougoslaves mais n'en seront d'ordinaire bien accueillis que s'ils se proclament communistes. Beaucoup d'autres soldats prendront le maquis en Italie même.

La démarche faite *in extremis* pour obtenir un renvoi des opérations de Salerne par l'entremise du général Taylor, commandant en second des forces américaines de parachutistes, arrivé à Rome en avion le 7 au soir et reparti immédiatement le lendemain pour le Quartier général allié de Tunis avec le général italien Rossi, sous-chef d'Etat-Major, chargé d'expliquer à Eisenhower la situation, cette démarche, beaucoup trop tardive, ne pouvait plus aboutir. Elle eut pour seul résultat de faire renoncer à l'envoi d'une division américaine aéroportée, qui devait le 9 à l'aube être lancée sur les aérodromes de la campagne romaine et inaugurer ainsi la collaboration militaire italo-alliée. C'était là l'unique avantage positif obtenu par Castellano dans ses pourparlers relatifs à l'armistice, alors qu'il s'efforçait de démontrer aux Anglo-Américains la convenance qu'il y aurait pour eux et pour l'Italie à débarquer en un point aussi septentrional que possible — par exemple dans la Maremme toscane —, ou en tout cas d'apporter un concours armé à la défense de la capitale.

Les Alliés se montraient fort choqués de ces suggestions militaires et des demandes de précisions sur le lieu du débarquement, qu'ils ne voulurent jamais révéler aux Italiens — toujours à cause de leur défiance envers eux —, mais que les Allemands n'ignoraient pas, car Eisenhower a déclaré lui-même que, vu le rayon d'action de leurs avions de chasse stationnés en Sicile ou en Calabre, Salerne était l'unique plage utilisable pour un grand débarquement et que la Wehrmacht n'en éprouva aucune surprise. Sans l'appui de la flotte

et l'énorme supériorité de leur aviation, les Anglo-Américains avec leurs 6 divisions (tout ce dont ils disposaient) eussent été promptement rejetés à la mer.

Le manque absolu de soutien, même aérien, dans les opérations de débarquement à Salerne de la part de l'armée italienne acheva de la déconsidérer aux yeux du commandement allié. Il ne faut pas chercher d'autre explication au refus constamment opposé par celui-ci à l'emploi d'unités italiennes dans les actions offensives ultérieures, malgré les offres répétées de Badoglio. Le matériel moderne qu'on lui avait promis ne fut jamais livré. On l'autorisa simplement à former par ses propres moyens un groupe motorisé de 5 200 hommes, qui à partir de décembre prit part aux opérations de la V^e^ armée américaine et s'éleva peu à peu jusqu'à 21 000 hommes. Mais le gros des forces italiennes reconstituées n'eut d'emploi que dans les services d'arrière. Seule l'action de la marine et des partisans releva aux yeux des Alliés l'estime due au courage malheureux.

Dès que la menace anglo-américaine se précisa et que l'armistice fut annoncé, les détachements côtiers de Salerne à Anzio avaient été désarmés de gré ou de force par les Allemands. Là où quelques chefs tentèrent de résister, comme le général Gonzaga, commandant une division du 19^e^ corps, qui occupait la Campanie, ils furent immédiatement abattus. A Nola, deux colonels et huit autres officiers italiens seront fusillés pour venger le meurtre de quelques soldats de la Wehrmacht. Les régiments alors se débandèrent. C'est ainsi qu'aux premières heures du débarquement, tout au long des rivages campaniens « les troupes italiennes étaient remplacées par les meilleures des troupes allemandes » (Eisenhower *dixit*), en nombre au moins double des effectifs de l'assaillant. Plus tard, le général Carboni, chargé de la défense de Rome, devait s'attribuer le mérite de la réussite du débarquement anglo-américain parce qu'il avait immobilisé quelques jours autour de la capitale deux divisions de renfort envoyées par Kesselring vers Salerne. Le procédé est connu et avait déjà servi en 1914-1918 à de précieuses exégèses des victoires remportées ailleurs qu'en Italie.

La fuite du roi et du gouvernement.

De même qu'en 1939 la guerre avait éclaté alors que l'armée italienne était en pleine refonte, de même, sur un plan plus restreint, le débarquement survenait-il alors que les forces importantes — six divisions — affectées à la défense de Rome étaient en mouvement pour gagner de nouvelles positions et qu'aucun plan d'ensemble n'avait encore été concerté. Il y avait, d'ailleurs, contradiction dans les termes à parler de « défense de Rome », puisque la capitale était réputée « ville ouverte ». Au vrai, dans l'atmosphère de mensonge et de double jeu où vécut l'Italie durant « les 45 jours » — 25 juillet-8 septembre 1943 —, le statut de Rome fut lui-même constamment équivoque. Les ministères militaires y étaient demeurés; l'Etat-Major italien s'était bien transféré à Monte-Rotondo (Kesselring, lui, était à Frascati), mais le 8 septembre il réintégrait la capitale.

Mesure pour rien, d'ailleurs. En concentrant six divisions bien dotées d'artillerie autour de Rome, auxquelles les Allemands n'en opposaient que deux à peine, Badoglio et Ambrosio avaient paru songer surtout à sauvegarder la liberté d'action du gouvernement — dont les ministres civils, sauf Guariglia, étaient d'ailleurs tenus dans l'ignorance de toutes les décisions de quelque gravité. Mais dans la nuit même du 8 au 9 septembre, dès qu'il parut que les mouvements des troupes allemandes visaient à encercler la capitale, un affolement complet s'empara des plus hautes autorités. Badoglio et la famille royale s'étaient enfermés au ministère de la Guerre, parce que le mieux défendu et relié par téléphone et radio avec toute l'Italie. Roatta vint y réveiller le maréchal à 4 heures du matin et, après une courte délibération entre chefs militaires, le départ immédiat des souverains et du gouvernement vers l'extrême-sud fut décidé afin d'essayer d'y rejoindre les Alliés. Le voyage devait s'effectuer par la route jusqu'à Pescara, à travers les Abruzzes (car la reine, souffrant du cœur, n'eût pu supporter l'avion), et continuer ensuite par mer. Deux corvettes et un croiseur

d'escorte furent demandés en hâte aux ports de Pola et de Tarente. Peu après 5 heures, un cortège de cinq voitures se mettait en chemin par la voie Tiburtine, la seule qui ne fût pas déjà aux mains des Allemands. Ambrosio, son état-major et les ministres civils devaient rejoindre dans la journée Pescara par avions.

Là encore, une décision parfaitement justifiée en soi et comparable à celle qui s'imposa au roi de Norvège, à la reine de Hollande et à d'autres gouvernements décidés à rester libres tourna à la confusion des responsables et au dam de l'Italie par la façon dont elle s'accomplit. Badoglio en a revendiqué pour lui seul toute la responsabilité; mais il appert que le roi refusa à son fils la permission de se séparer de lui pour demeurer parmi les combattants — ce qui sera plus tard vivement reproché à l'héritier du trône —, et voulut être suivi de tout l'Etat-Major. Ce fut une énorme faute. Ambrosio, Roatta et leurs adjoints n'étaient, certes, par des foudres de guerre, mais on peut supposer que leur présence plus prolongée à Rome eût au moins coordonné la défense, permis de répondre aux coups de téléphone angoissés des unités qui, des Balkans, d'Italie septentrionale et centrale demandaient au Q.G. des directives et n'en pouvaient recevoir aucune.

A Rome même, le commandement était demeuré confié au général Carboni, et Roatta, avant de partir pour Pescara, désespérant que les troupes fussent en mesure de tenir aux abords mêmes de la capitale, avait laissé l'ordre de les replier au nord de Tivoli, où la nature du terrain déjà montagneux pouvait permettre une défense plus efficace et peut-être une jonction ultérieure avec les Alliés, dont on prévoyait une avance beaucoup plus rapide. Mais l'ordre n'avait pas été expliqué; un simple *colonel* demeurait chargé de l'interpréter au siège de l'Etat-Major, d'où Carboni s'était également éclipsé en civil pour gagner Tivoli et se trouvait en fait à Arsoli, avec une compagnie de cinéastes, ayant remonté la vallée de l'Aniene à la recherche soi-disant de Roatta.

Le 11 septembre, le vieux maréchal Caviglia, le vainqueur de Vittorio Veneto, venu spontanément à Rome où il

pensait que sa présence pourrait être utile, mettait fin à cette « pagaïe » en ordonnant d'accepter une trêve, proposée par les Allemands. Elle fut signée avec le représentant de Kesselring par le général comte Calvi de Bergolo, gendre du roi et commandant de la division « Centauro », qui avait dû se substituer au plus fort du combat à Carboni absent. Les troupes, là où désordre et fausses manœuvres ne mirent pas parmi elles la débandade, s'étaient bien battues, auprès du lac de Bracciano, au pont de la Magliana et surtout à la porte Saint-Paul, où de nombreux partisans, principalement communistes, les avaient renforcées. Seuls, quelques éléments fascistes firent défection.

Dans la journée du 9, la famille royale et les chefs militaires avaient réussi, de leur côté, à gagner la côte adriatique (mais aucun ministre civil). On y attendit longuement les navires demandés de Rome. A minuit finalement, une des corvettes apparut et, avec ses importants passagers, put gagner sans encombre Brindisi, où se trouvaient des éléments italiens de défense côtière et où il n'y avait pas de troupes ennemies pour le moment. L'avance rapide des Anglo-Américains dans cet extrême-sud vint bientôt assurer à l'embryon de gouvernement resté groupé autour du maréchal Badoglio la sécurité et une reprise de contact avec les Alliés.

Reddition de la flotte.

La reddition de la flotte devait être l'épisode le plus douloureux de ces jours tragiques, car elle était encore très efficiente, l'honneur et la discipline y demeuraient intacts. Son chef, l'amiral Bergamini, eut un rude effort à accomplir sur lui-même pour promettre obéissance à l'amiral de Courten, ministre de la Marine, qui lui donnait le 8 à 20 heures, au nom du roi, l'ordre de rallier Malte. Au milieu de la nuit, 3 cuirassés de 35 000 tonnes, 6 croiseurs, une vingtaine de contre-torpilleurs et de submersibles quittaient les ports de La Spezia et de Gênes pour gagner d'abord la Maddalena, au nord de la Sardaigne. Le matin du 9, de puis-

santes formations de bombardiers allemands venaient attaquer l'escadre, qui n'avait pour se défendre que sa propre artillerie antiaérienne et aucune protection de chasseurs italiens ou alliés. Atteint dans ses œuvres vives par une torpille, le navire amiral, le cuirassé *Roma*, explosait et sombrait avec son commandant et ses 1 800 marins, dont 300 seulement purent être sauvés. Un autre cuirassé fut touché aussi, mais réussit à continuer sa route.

De Tarente, les cuirassés *Doria* et *Duilio*, 3 croiseurs et quelques bâtiments d'escorte effectuaient à moindres risques la même manœuvre et croisaient en cours de route les transports anglais amenant vers les Pouilles les troupes de débarquement. Diverses petites unités en provenance des ports de l'Adriatique et de la Méditerranée essayèrent de suivre le mouvement, mais non sans lourdes pertes. Cinquante-deux d'entre elles — torpilleurs, corvettes, canonnières, submersibles, etc. —, furent coulées ou se sabordèrent, ainsi que de nombreux navires marchands.

Mussolini en liberté.

La coupure de l'Italie en deux tronçons, l'un occupé par les Anglo-Américains, l'autre par les Allemands, avec ses terribles conséquences, fut singulièrement aggravée par le fait que, dans l'impossibilité jusqu'à l'armistice d'exercer des rigueurs particulières contre Mussolini ou de le livrer aux Anglo-Américains — ce qui eût détruit tout le fruit de sa politique attentiste —, Badoglio, pris de court ensuite, négligea de donner en temps utile l'ordre de l'exécuter, ce qui paraît avoir été dans ses intentions, puisqu'il affirmait le 2 août à Bonomi que l'ex-dictateur « ne sortirait pas vivant du lieu où il était gardé ».

Celui-ci, après avoir été interné douze jours à Ponza, petite île au large du golfe de Gaète, puis à la Maddalena, avait été transféré le 27 août dans un hôtel de haute montagne des Abruzzes, au Campo Imperatore, que l'on jugeait plus à l'abri d'un coup de main allemand. Mais une fois l'alliance dénoncée, il était sûr que l'une des premières

pensées de Hitler serait de faire délivrer Mussolini pour qu'il redevînt un instrument de sa politique. On sait comment s'effectua cette libération dès le 12 septembre 1943, le lendemain de la reprise de Rome, par le groupe d'aviateurs allemands que commandait le major Skorzeny. Des milliers d'Italiens seront les victimes de l'imprévoyance de Badoglio à l'égard de son prisonnier.

Badoglio à Brindisi.

A Brindisi, le maréchal avait pu reconstituer les services essentiels d'un gouvernement, non sans difficultés. De leur côté, les Alliés avaient délégué auprès du gouvernement replié une commission militaire présidée par un général anglais, Sir Mason Mac Farlane, et une délégation politique de quatre membres, auxquels se joignirent bientôt des experts financiers. Le 11 septembre, Badoglio recevait un message signé de Churchill et de Roosevelt, rédigé dans les termes les plus cordiaux. Ils l'y félicitaient pour son action libératrice, annonçaient la fin prochaine de la terreur allemande en Italie grâce aux efforts conjoints de celle-ci et de « ses amis américains et anglais ». « Vous vous placerez ainsi une fois de plus au rang des bienfaiteurs éprouvés de votre pays, du nombre desquels vous aviez été si injustement exclu », concluait le message.

Le maréchal dut toutefois se convaincre — comme s'en convainquirent plus tard ses successeurs parlementaires, en face du traité de paix — que les bonnes dispositions des Anglo-Américains à son égard n'excluaient pas des exigences très dures dans l'application de l'armistice, notamment la fixation d'un taux de change de 400 lires pour la livre et 100 lires pour le dollar, qui représentait une chute profonde eu égard aux équivalences artificielles du passé et détermina une rapide inflation, par suite de la présence en Italie de nombreuses troupes alliées payées en monnaies fortes. Certains aménagements furent consentis pour leurs achats, mais les taux de change demeurèrent invariables, malgré les protestations du gouvernement et du roi.

Badoglio fut aussi très mortifié d'entendre Churchill répondre à ses ouvertures en vue d'une alliance qu'il ne saurait en être question. Toutefois, il fut admis qu'après avoir déclaré elle-même la guerre à l'Allemagne — ce qui advint le 13 octobre —, l'Italie serait considérée comme nation « co-belligérante » avec les avantages surtout moraux que cette situation comportait. Les unités navales italiennes rassemblées à Malte purent, par exemple, reprendre la mer sous pavillon italien pour escorter les convois alliés ou accomplir diverses missions. Les quelque 350 avions de divers types qui restaient en service, augmentés en mai 1944 d'appareils modernes pour 5 escadrilles donnés par les Anglais, eurent aussi une activité notable sur le front balkanique. Nous avons déjà parlé de la contribution des troupes de terre et reviendrons sur le rôle joué au Nord par les partisans.

Les Allemands à Rome.

Du 11 au 23 septembre, durant la suspension d'armes, Rome vécut sous un régime hybride, où le général Calvi di Bergolo, installé au ministère de la Guerre auprès de son titulaire, le général Sorice, faisait fonction de chef du gouvernement avec des commissaires à la tête des ministères civils. Il avait gardé la disposition de l'excellente division « Piave », en sus des forces de police, pour le maintien de l'ordre dans la ville ouverte, mais un commandant militaire allemand, le général Stahel, était le maître véritable de celle-ci.

Lorsqu'il parut certain que les Anglo-Américains ne pourraient rapidement remonter de Salerne vers la capitale et que Mussolini eut constitué dans le Nord son gouvernement fantoche — la république de Salò —, Stahel vint un matin avec deux compagnies au ministère de la Guerre demander au comte Calvi et au général commandant la division Piave s'ils voulaient se rallier au nouveau gouvernement et reprendre les armes aux côtés de la Wehrmacht. Tous deux s'y étant refusés, Stahel se déclara contraint de les arrêter, puis fit entourer de chars et de canons la caserne de la divi-

sion Piave, où toute résistance devenait inutile. Le même jour, l'ancien ministre de la Culture populaire, Pavolini, nommé secrétaire du parti fasciste reconstitué, annonçait à la radio, au nom de Mussolini, la formation du nouveau gouvernement républicain et l'on voyait réapparaître les chefs fascistes incarcérés tandis que les leaders de l'antifascisme devaient à leur tour entrer dans la clandestinité. La plupart trouvèrent refuge dans les couvents et les édifices religieux soumis plus ou moins directement à la juridiction vaticane, au palais du Latran, à Saint-Paul-hors-les-murs et ailleurs. Ces asiles furent en général — pas toujours — respectés.

Badoglio appuyé par les Russes.

Au cours des deux derniers mois, le fossé n'avait cessé de s'élargir entre Badoglio et ses amis libéraux ou démocrates, qui s'étaient maintenant constitués en Comité de Libération Nationale. Aucun d'eux ne voulait plus entendre parler de participer à son gouvernement, dont on prévoyait une prochaine reconstitution dans l'Italie du Midi. Des six partis de la coalition antifasciste, le plus hostile au maréchal et à la monarchie était le parti néo-républicain qui avait repris le nom de « parti d'action » et qui groupait quelques personnalités marquantes — intellectuels pour la plupart (De Ruggero, Salvatorelli, Omodeo, Parri) —, mais trouvait peu de résonance dans le peuple. Les socialistes, avec Pietro Nenni, adoptaient des positions très voisines. Démocrates-chrétiens, représentés par MM. De Gasperi, Gronchi, Grandi, et libéraux proprement dits, comme l'ancien ministre piémontais Marcello Soleri, le comte Casati, M. Carandini, etc., étaient en général beaucoup moins catégoriques pour repousser la monarchie, mais jugeaient indispensable l'abdication de Victor-Emmanuel. Les communistes avec Giorgio Amendola, fils de l'homme d'Etat assassiné, et Scoccimarro constituaient aussi pour l'immédiat un élément modérateur.

En décembre, le gouvernement Badoglio s'était transféré à Salerne et l'administration directe des provinces méridionales situées au sud de Naples et de Foggia lui avait été

reconnue par les Alliés, sous quelques réserves fixées par l'autorité militaire. En février 1944, il avait remanié son gouvernement, mais en lui laissant toujours le caractère d'un ministère d'affaires.

Une transformation de bien autre portée ne devait pas tarder cependant à prendre origine d'où on l'attendait le moins : de Russie soviétique. Une commission consultative pour les affaires italiennes avait été constituée auprès du Haut Commandement allié et comprenait, à côté des représentants anglais et américain, un délégué russe (M. Vychinski), un français (M. Massigli), un grec et un yougoslave. Déjà, lors d'une réunion à laquelle avait été convié le maréchal Badoglio, on avait pu noter l'amabilité à son égard de M. Vychinski, que devait remplacer bientôt M. Bogomolov. Peu après, un diplomate soviétique, M. Kostilev, était agréé comme ministre plénipotentiaire par le gouvernement italien, qui en informait aussitôt le général Mac Farlane.

L'événement suscita un vif mécontentement à Washington et à Londres. La position du maréchal Badoglio était toutefois très forte, puisqu'il avait tenu son mentor informé de ses conversations avec les délégués russes et qu'au reste, ayant signé un armistice avec les trois puissances alliées, il ne voyait pas pourquoi il n'aurait de rapports qu'avec deux d'entre elles, d'autant qu'il y avait en Russie 70 000 prisonniers italiens, dont le sort ne pouvait lui être indifférent. Les gouvernements anglo-saxons durent s'incliner et nommer à leur tour, pour ne pas demeurer en reste, des ministres auprès du gouvernement Badoglio.

Les réserves très nettes et fort désobligeantes formulées à son égard et à l'égard du maintien de Victor-Emmanuel sur le trône dans un congrès restreint des partis antifascistes tenu fin janvier à Bari, allaient être elles-mêmes levées, sur le plan intérieur, par l'arrivée à Naples, venant de Moscou, du leader communiste Togliatti (qui portait alors le nom d'Ercoli). Nanti des instructions du Kremlin, Togliatti déclarait qu'une seule chose importait présentement : gagner la guerre, et que les discussions sur les mérites ou démérites du souverain régnant se situaient pour l'heure hors de toute

réalité. Après la paix, le peuple déciderait librement du régime de son choix. En attendant, lui-même, Togliatti, s'offrait au maréchal Badoglio comme collaborateur d'un cabinet de guerre. Ainsi le parti le plus antimonarchiste par essence de la coalition appliquait en Italie la même politique qu'en Roumanie auprès du roi Michel et de Jules Maniu. Il donnait des leçons de réalisme aux vieux libéraux. On était loin des exclusives et du trotskysme larvé qui avaient désarticulé le socialisme italien en 1920-1921, provoquant ainsi l'essor du fascisme. Si la leçon n'était pas encore pleinement comprise à Rome et à Milan, elle l'avait été à Moscou.

Il ne restait aux autres partis qu'à imiter les communistes s'ils ne voulaient pas faire figure d'idéologues prisonniers des formules. Le 22 avril, Badoglio reconstituait son ministère avec cinq représentants éminents des grands partis qui avaient rang de ministres sans portefeuille : Benedetto Croce pour les libéraux, le comte Sforza, indépendant, dont les sympathies allaient au parti d'action et qui fut placé à la tête d'une commission d'épuration, l'ancien garde des Sceaux Rodinò, démocrate-chrétien, Palmiro Togliatti pour les communistes, et le socialiste Mancini. Parmi les titulaires de départements ministériels figuraient deux « actionnistes » en vue, le professeur Omodeo à l'Education nationale et Alberto Tarchiani, plus tard ambassadeur à Washington, aux Travaux publics. Les autres étaient aussi des hommes politiques de diverses nuances, sauf aux trois ministères militaires. Le maréchal Badoglio conservait lui-même le portefeuille des Affaires étrangères.

Le compromis constitutionnel.

Un compromis constitutionnel avait, d'autre part, été trouvé, que l'ancien président de la Chambre élective, De Nicola, juriste réputé, s'était chargé de faire agréer au roi : nommer le prince héritier Humbert lieutenant général du royaume et lui céder l'intégralité des pouvoirs de la Couronne, lui-même restant souverain en titre.

D'abord hostile au compromis, Victor-Emmanuel finit

par l'accepter, à condition que le transfert des pouvoirs n'eût lieu qu'après l'entrée des Alliés à Rome. Il voulait revenir comme roi dans la capitale qu'il avait quittée roi, mais de la triste façon que l'on sait. Badoglio, qui, avec tous les monarchistes réfléchis, eût préféré l'abdication immédiate dans l'intérêt même de la dynastie, se plia à ce point d'honneur mal placé, à cet entêtement de vieillard, et y fit consentir les commissaires anglo-américains. La décision royale fut immédiatement annoncée, mais les choses se passèrent en fait, quelques semaines plus tard, autrement qu'il n'était prévu, le commandement allié s'étant opposé par mesure de sécurité au retour du roi à Rome et ne voulant pas différer d'un seul jour l'exécution attendue par l'opinion anglo-américaine des engagements pris par lui. Il signa donc à Ravello, près de Naples, le décret par lequel il abandonnait le trône après un règne de quarante-quatre ans.

Libération de Rome (4 juin 1944).

La libération de Rome s'effectua le 4 juin. Après les durs combats de Cassino, où s'illustrèrent la division marocaine de la I^re^ armée française et le corps des volontaires polonais, les positions allemandes fortifiées au nord du Garigliano s'étaient rapidement effondrées et la V^e^ armée américaine rejoignait la tête de pont d'Anzio, établie à la fin de janvier, à 55 kilomètres de Rome.

En se retirant vers le nord, les Allemands emmenaient les prisonniers politiques et l'on apprenait qu'ils avaient fusillé parmi eux Bruno Buozzi, un des meilleurs dirigeants du socialisme italien, qui avait occupé pendant « les 45 jours » la charge de commissaire du gouvernement Badoglio à la Confédération des travailleurs de l'Industrie. Quelques semaines plus tôt, à la suite d'un de ces attentats individuels qui servaient à alimenter la lutte clandestine et provoquaient immanquablement les pires représailles, les Allemands, pour venger la mort de 32 soldats tués par l'explosion d'une bombe en plein centre de Rome, avaient extrait des prisons 320 détenus politiques — 10 par soldat tué — et les

avaient massacrés aux portes de la ville, sur la voie Ardéatine. Parmi les victimes figurait le colonel de Montezemolo, un brillant officier qui, adjoint au général Calvi di Bergolo, en septembre 1943, était ensuite devenu le chef de l'armée secrète dans la région de Rome et gardait le contact avec le gouvernement de Brindisi.

L'exarchie antifasciste au pouvoir.

Rome une fois délivrée, le prince Humbert installé au Quirinal, le ministère Badoglio devait se retirer et laisser agir le Comité de Libération Nationale, dont le président était toujours M. Bonomi. Badoglio le désigna lui-même au lieutenant général du royaume comme son successeur tout indiqué et le général Mac Farlane l'agréa en lui exprimant même le désir — qui avait la valeur d'un ordre — qu'il concentrât entre ses mains les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères. L'Italie étant toujours en régime d'armistice et sous contrôle des Alliés, tous les membres du cabinet devaient obtenir le *placet* de leur délégué. Ce ne fut qu'une simple formalité puisque les ministres sans portefeuille demeurèrent les chefs des partis qui avaient déjà collaboré avec Badoglio, représentés soit par les mêmes hommes (Croce, Sforza, Togliatti), soit par d'autres leaders de même nuance que ceux qu'ils remplaçaient : De Gasperi, Saragat, Alberto Cianca (gendre du président Nitti, pour le parti d'action), Ruini (pour les « démocrates du travail »). Les titulaires de ministères — Soleri, Casati, Gronchi, De Ruggero, De Courten, etc. — avaient presque tous appartenu aussi soit au ministère précédent, soit au C.L.N. C'étaient des patriotes éprouvés, par qui se renouaient les traditions d'un grand passé, non exempt de fautes, mais que n'avaient entaché, du moins, ni l'orgueil démesuré, ni la frénésie du pouvoir personnel, ni la corruption morale. Si dure que fût la pente à remonter pour sortir leur pays du gouffre où il s'était abîmé, on pouvait être sûr de la loyauté et de la persévérance de leur effort.

La république de Mussolini.

En même temps se constituait dans l'Italie du Nord, autour de Mussolini, un pouvoir rival qui prenait le nom d'Etat fasciste républicain. Avec lui la guerre civile s'installe ouvertement, légalement, en Italie, sous la protection de l'armée allemande à laquelle le premier souci du Duce sera d'apporter le concours de quelques forces militaires reconstituées pour effacer « la honte de la capitulation ». Le 18 septembre, il a repris la parole en italien à la radio de Munich, raconté son arrestation et comment elle fut préparée, son extraordinaire libération par les hommes du major Skorzeny — et à cette occasion exalté, avec l'amitié de Hitler, « la fidélité éternelle (qui) résume le monde spirituel germanique » —, détaillé les désastreuses conséquences de l'armistice et le devoir de les réparer. La dynastie s'étant à jamais disqualifiée par sa double trahison, envers l'allié qu'elle a essayé de tromper jusqu'au dernier instant et envers l'homme qui l'avait loyalement servie pendant vingt ans, après l'avoir « sauvée » en 1922, il n'est que de revenir au régime républicain selon l'idéal et l'exemple de Mazzini. (A ce discours Badoglio répondra quelques jours plus tard, à Agro San Giorgio Ionico, en présentant les mêmes faits sous un tout autre éclairage.)

Mussolini s'entoure comme ministres de quelques-uns des hommes qui ont voté le 24 juillet au Grand Conseil pour le maintenir au pouvoir et d'autres dirigeants fascistes. Le maréchal Graziani est chargé de la Défense nationale et de l'Economie de guerre et adresse de son côté un vibrant appel aux jeunes recrues éventuelles. Il aura pour chef d'Etat-Major le général Gambara, ancien commandant des troupes d'Espagne et de Russie, qui avait pourtant fait étalage l'année précédente de ses sentiments antiallemands. On crée des « Chemises noires d'assaut », une « Garde Nationale républicaine », une « Police républicaine », des S.S. italiens formés en Allemagne, dont le rôle sera surtout de traquer les partisans, d'assurer les arrières des troupes de la Wehrmacht et de faire la chasse aux jeunes suscep-

tibles d'être envoyés dans le S.T.O., qui fonctionnait en Italie comme en France.

Cependant, alors qu'il croit encore à la victoire possible de l'armée allemande, Mussolini va essayer une ultime métamorphose du fascisme. Les critiques qu'il a entendues à Rome, avant l'écroulement, de la bouche même de ses anciens fidèles, les nécessités aussi d'une réconciliation nationale si jamais il redevient maître d'un pouvoir moins précaire, sa rancune enfin contre la haute bourgeoisie qui, dans son ensemble, l'a abandonné, l'incitent à faire en même temps des concessions à l'électoralisme, à la liberté d'opinion et à un réformisme social très proche de celui qu'il avait jadis encouragé chez les syndicalistes de Dalmine et dans le programme de 1919 des Faisceaux italiens de combat.

Cette évolution de dernière heure reste toutefois sans résultats appréciables. Des attentats contre commissaires fédéraux, hauts fonctionnaires, journalistes et officiers néo-fascistes, ont même lieu vers la fin de 1943 à Ferrare, Florence, Turin, Milan, Gênes. La réaction des miliciens est brutale. Au début de 1944 tout espoir de conciliation est à abandonner.

Le procès de Vérone.

Le procès ouvert à Vérone le 8 janvier contre les 19 signataires de l'ordre du jour Grandi sera la première et l'une des plus tragiques manifestations de ce durcissement.

Après le coup d'Etat, au lieu de gagner l'étranger ou même de conserver provisoirement sa charge d'ambassadeur auprès du Saint-Siège, où Badoglio lui avait fait dire que le roi souhaitait le voir demeurer, Ciano, par un dernier trait de son incurable légèreté, avait pris l'avion pour l'Allemagne avec sa famille, comptant de là passer en Espagne. Il ne pouvait être question de l'y autoriser. On avait dans l'entourage de Hitler trop de griefs contre lui. Après quelques mois de résidence surveillée en Bavière, il

était livré au gouvernement républicain de Mussolini, qui avait décidé d'instruire le procès des « traîtres » du 24 juillet. Enfermé au cloître des Scalzi à Vérone — devenu prison d'Etat —, avec les cinq autres membres de la majorité du Grand Conseil sur qui on avait pu mettre la main, son sort était désormais fixé. Il s'agissait de faire un exemple également profitable aux deux chefs de l'axe : pour Hitler, avertissement aux dirigeants des pays satellites d'avoir à se bien tenir; pour Mussolini, service à rendre au Führer et en même temps justification des rigueurs à venir envers quiconque serait tenté d'imiter les rebelles à la discipline du parti. En sacrifiant son gendre, il se donnait le droit de rester sourd à toute pitié.

Le procès, qui se déroula au vieux château des Scaliger, constitua l'une de ces parodies de justice coutumières aux pays totalitaires. Nous avons déjà dit qu'aucun des membres du Grand Conseil, en votant l'ordre du jour Grandi pour essayer de parer aux vices de fonctionnement évidents de l'appareil gouvernemental à l'heure la plus critique de la guerre, n'avait eu la moindre intention de trahir son pays, ni même, sauf peut-être Grandi en personne, de se substituer à Mussolini. Ce fut la thèse de la défense, facile à illustrer mais qui ne pouvait convaincre un tel tribunal. Pour lui, la haute trahison était patente, parce que telle était la sentence attendue à Berlin. Les juges prononcèrent cinq condamnations à mort, et une à trente ans de travaux forcés contre l'ancien ministre Cianetti, qui avait retiré, dès le 25 juillet, sa signature à l'ordre du jour Grandi dans une lettre personnelle à Mussolini.

Au petit jour, le 11 janvier, la sentence était exécutée. L'aumônier de la prison avait obtenu de la Kommandantur de Vérone l'autorisation de réunir les condamnés dans une même cellule pour leur dernière nuit. Ils la passèrent à écouter les paroles de réconfort du vieux prêtre, à parler de Dieu et de la vie future — car ces hommes, coupables de bien des fautes, étaient restés des croyants—, à écrire à leur femme et à leurs enfants. Le plus âgé, De Bono, avait 78 ans; Ciano, le plus jeune, 40. Sauf Marinelli, qui

souffrait du cœur et pendant le procès s'était montré le plus déprimé, ils n'eurent pas un instant de faiblesse devant la mort. Un capitaine allemand vint les prévenir que le moment était arrivé et assistera au coup de grâce qui leur sera donné après la décharge, reçue dans le dos, liés à une chaise, selon le rite réservé en Italie aux traîtres ou prétendus tels. Ciano était aussi élégant et soigné que de coutume, le maréchal De Bono portait ses innombrables décorations : « Il me semble assister à une farce », dit-il plaisamment à l'ancien ministre des Affaires étrangères en arrivant sur le terrain de l'exécution. C'en était une en effet, sinistre comme toutes les mises en scène par quoi l'homme se confère le droit d'agir au nom d'une vérité absolue.

La lutte des partisans.

Une armée homogène ne pouvait se reconstituer en Italie que sous une forme analogue à celle des brigades internationales de l'armée républicaine espagnole, qui avaient été le banc d'essai de toutes les formations partisanes engagées dans les nouvelles guerres de religion que tendent à devenir les conflits modernes.

Même concertée de plus longue date avec les Alliés, la coopération d'une armée de conscription dans un pays soumis pendant plus de vingt ans à la dictature mussolinienne ne leur aurait jamais inspiré une entière confiance, car il était absurde de supposer que, du jour au lendemain, chaque combattant se tournerait avec élan contre l'allié de la veille en union avec l'ennemi d'hier devenu le partenaire d'aujourd'hui. Pareillement, les Allemands ne pouvaient continuer à traiter en compagnons d'armes les unités italiennes ex-fascistes avant d'en avoir reçu des preuves non équivoques de fidélité. L'intense désir de paix du simple soldat se rencontrera avec l'embarras ou les scrupules des chefs, même peu favorables à l'hitlérisme, pour déterminer dans toute l'Italie centrale et septentrionale la volatilisation — c'est souvent le mot juste — des effectifs ou leur inter-

nement en Allemagne après qu'ils auront été désarmés. Des accords de ce genre adviennent sans coup férir entre commandants italiens et allemands à Turin, Milan, Venise, Florence, Ravenne, Novare, en Sardaigne et en maints autres lieux.

Là où se manifeste une résistance vigoureuse, la réaction s'accuse avec brutalité. Si les cas en demeurèrent exceptionnels en Italie, ils furent nombreux dans les Balkans. Tel celui de la division « Perugia », qui occupait Santi Quaranta et dont *tous les officiers* furent massacrés par les troupes de la Wehrmacht ; de Céphalonie, où la division « Acqui », attaquée par terre, par mer et par air, finit par succomber sous le nombre et dont, après les lourdes pertes déjà subies, environ 4 500 officiers et soldats furent fusillés isolément ou par petits groupes, même les officiers soignés à l'hôpital et qui n'avaient pu donc prendre aucune part personnelle à la résistance. Des derniers survivants — environ 6 000 — entassés sur des navires employés au transfert des prisonniers vers les camps de concentration germaniques, beaucoup encore périrent noyés, car deux de ces navires heurtèrent des mines et on ne tenta rien pour sauver les naufragés. A Rhodes, malgré une grande supériorité numérique italienne, la lutte ne dura que trois jours, les Allemands bénéficiant de positions avantageuses au centre de l'île et surtout d'un puissant soutien aérien. Pour avoir commandé cette défense, l'amiral Campioni sera plus tard fusillé par le gouvernement fasciste de Salò, de même que l'amiral Mascherpa, qui put, lui, prolonger la résistance de Léros pendant plus d'un mois et demi, jusqu'au 16 novembre. A Cos, tombée en octobre, malgré quelques renforts britanniques, plus de cent officiers italiens furent aussi passés par les armes comme coupables de trahison pour avoir obéi à Badoglio.

Ces exemples d'héroïsme forment les premières pages glorieuses d'une guérilla qui, à la fin de 1943, s'organise dans la péninsule, le plus souvent sur l'impulsion et avec des effectifs à prédominance communiste, mais en liaison avec des patriotes d'autres appartenances et, chaque fois

qu'il se pouvait, subordination à des officiers de carrière. Les armes que les chefs militaires avaient habituellement refusées aux militants communistes qui étaient venus leur en demander les 9 et 10 septembre seront dans la suite, comme en France, parachutées par les Anglo-Américains, mais en plus grand nombre encore raflées aux Allemands et aux groupes fascistes eux-mêmes. Le relief montagneux d'une grande partie du territoire italien favorisait la constitution de maquis dans de nombreuses provinces, mais ils s'étendirent rapidement à la plaine et eurent pour complice, on peut l'affirmer, l'immense majorité du peuple des villes et des campagnes.

L'armée des partisans portait le nom générique de Corps des Volontaires de la Liberté. Elle se fractionnait en unités régionales formées de divisions et de brigades Garibaldi (ou Matteotti), qui rassemblaient à l'origine des communistes seulement, mais s'ouvrirent à des combattants de toutes opinions et croyances après la constitution du gouvernement d'union nationale; divisions et brigades G.L. (Justice et Liberté) où dominaient les membres du parti d'action dont l'organe principal — publié à Paris — avait porté pour titre *Giustizia e Libertà ;* enfin en brigades « autonomes » ou « apolitiques ». La plupart des brigades, fortes de 100 à 300 hommes en moyenne, se réclamaient en outre soit d'une victime historique des luttes pour l'indépendance, soit d'un chef vivant, soit d'une délimitation géographique. Beaucoup avaient des aumôniers. Les petits groupes urbains ou de banlieues, opérant des coups de main sur place, étaient les G. A. P. (Groupes d'Action Patriotique) et les S. A. P. (Escouades d'Action Patriotique) — qui donneront naissance aux appellations familières de « gapistes » et de « sapistes ». Ainsi les partisans italiens reprennent les traditions d'audace et d'initiative des volontaires garibaldiens du Risorgimento. Seulement, désormais, ils ne se heurtent plus à l'indifférence des masses, voire à l'hostilité de la paysannerie. En un siècle, les choses et les esprits ont singulièrement évolué.

Si l'aide apportée aux partisans est beaucoup plus

ample qu'en 1848-1849 ou en 1866-1867, les représailles d'un ennemi qui, étranger ou compatriote, connaît moins que jamais la pitié sont aussi terriblement plus sanglantes. C'est un drame aux proportions nationales, aux victimes innombrables, aux trouvailles monstrueuses dans la cruauté et le sadisme, qui se joue pendant vingt mois sur les deux tiers du territoire italien, dont il est impossible de détailler les péripéties, illustrées, d'ailleurs, en documents inoubliables, par la littérature et le cinéma, mais dont on peut affirmer qu'il a revêtu au sud des Alpes une efficacité demeurée probablement sans égale ailleurs et que matérialisent ces deux faits : la répétition des grèves générales dans la production de guerre, amorcées déjà, malgré la législation fasciste, au printemps de 1943, où à Turin seulement elles atteignent 100 000 ouvriers, mais qui, en mars 1944, sous la botte allemande, immobiliseront pendant huit jours les usines d'armement dans toute la haute Italie grâce à la solidarité de plus d'un million de travailleurs; et la préservation contre les destructions préméditées par la Wehrmacht, grâce à la collaboration de ces travailleurs et des formations partisanes, de tout l'outillage industriel que n'avaient pas atteint les bombardements; en sorte que l'Italie, où cet outillage est concentré dans les régions que l'Allemand a quittées le plus vite, devait retrouver très rapidement, au lendemain de la libération, son potentiel d'avant-guerre.

Le commandant en chef de cette résistance fut le général comte Raffaele Cadorna — fils du généralissime de la première guerre mondiale —, qui après la dissolution de sa division, l' « Ariete », avait commencé d'organiser des formations clandestines à l'arrière du front de Cassino et fut ensuite sollicité par le Comité milanais de Libération nationale de devenir le conseiller militaire des partisans de l'Italie du Nord. Par suite des rivalités politiques entre formations de résistance, il eut toutefois bien de la peine à établir son autorité et ne l'exerça de façon incontestée que durant les premiers mois de 1945.

L'action des partisans fut extrêmement efficace dès le début de 1944, où le général Alexander les avait conviés

directement à coopérer dans leurs zones respectives aux opérations qui aboutirent à la libération de Rome. Le chef de la Garde Nationale républicaine, Renato Ricci, avouait qu'elle avait perdu 334 morts et 339 blessés pour les seuls mois de février et mars, et dans les rapports des commandants de zone allemands on trouve constamment des observations comme celles-ci : « La province est pratiquement dans la main des patriotes » ; « Pour la victoire sur les bandes, les forces actuellement disponibles sont trop faibles », etc. Des itinéraires sont indiqués comme impraticables à cause de la présence des rebelles, qui peuvent se permettre des représailles même sur des prisonniers allemands, dont parfois ils avaient beaucoup entre les mains.

Mais c'est surtout pendant les dernières semaines d'occupation, après le dur hiver 1944-1945, où, moins protégés par la nature, ils auront subi eux-mêmes des pertes terribles, que leur action s'avérera décisive. Leur cohésion s'est encore renforcée et leur liaison avec les résistants des villes provoque de nombreuses défections parmi les corps auxiliaires du néo-fascisme, et c'est finalement entre leurs mains que de fiers généraux de la Wehrmacht signeront la reddition de Gênes, où 15 000 Allemands furent faits prisonniers, de Padoue et de plusieurs autres villes de Vénétie; par eux qu'à Bologne, Ravenne, Modène, Ferrare, Bergame, finalement Milan, Turin et dans les vallées piémontaises, l'ennemi est traqué de telle sorte qu'il n'attend même pas l'arrivée des troupes alliées pour faire retraite vers le nord.

A ce moment, le nombre des Volontaires de la Liberté s'élevait à environ 130 000 hommes (dont 32 000 pour la ville et la province de Milan), plus 10 000 « gapistes ». Le bilan établi par leur Quartier général leur attribue plus de 6 000 actions de guérilla et la mort de 16 000 nazis. L'Etat fasciste républicain était très loin d'avoir rassemblé semblables effectifs et n'avait pu mener au feu aucune division de troupes régulières.

Une répartition par nuances politiques des brigades qui concoururent à la libération de Gênes (3 106 hommes) est

intéressante en ce qu'elle donne un aperçu de la participation respective des principaux partis politiques à l'action des partisans. On y trouve 2 029 marxistes, 460 « actionnistes », 435 adhérents au vieux parti républicain mazzinien, 126 démocrates-chrétiens, 56 libéraux.

Exécution de Mussolini (27-28 avril 1945).

Le 26 avril, l'armistice entre les forces allemandes d'Italie — en pleine débandade — et les Alliés était à la veille d'être signé (il le sera le 2 mai). Afin d'épargner à Milan une lutte inutile, un industriel, M. Cella, membre du Comité de Libération Nationale, avait proposé le matin aux Allemands et au gouvernement républicain de se rencontrer à l'archevêché, auprès du cardinal Schuster, avec le général Cadorna pour signer la reddition de la ville. Les Allemands et Mussolini acceptèrent, celui-ci malgré la pression de ses amis, qui espéraient encore on ne sait quoi. Le maréchal Graziani et d'autres personnalités fascistes étaient avec lui. Ils attendirent une heure chez le cardinal, mais finalement les Allemands ne se présentèrent pas. Mussolini partit en déclarant qu'il reviendrait avant 8 heures du soir donner sa réponse définitive. Entre-temps il apprit que le général Vietinghoff-Schell, commandant en chef de la Wehrmacht en Italie, prenait sur lui d'arrêter les hostilités.

Dans l'après-midi, l'insurrection générale avait commencé (avec beaucoup de concours de la dernière heure, qui doublèrent les effectifs des partisans quand les risques à courir n'existaient plus). Au siège du gouvernement, les avis étaient partagés. Graziani penchait visiblement pour retourner à l'archevêché donner la signature attendue. Mais Mussolini se jugeait trahi par ses alliés, il craignait un piège, et, afin de l'éviter, donna dans un autre. D'ailleurs, il ne restait plus d'issue favorable à la situation. Il se joignit avec la plupart de ses ministres à une colonne allemande qui devait remonter vers la Valteline et qui acceptait de les prendre en charge. Il y avait une auto blindée, des camions militaires et trente-quatre automobiles de marque.

Mussolini était dissimulé dans un camion sous l'uniforme allemand, avec un casque et de grosses lunettes fumées, qui ne permettaient pas de le reconnaître. Par une petite route longeant le bras gauche du lac de Côme, la colonne avait déjà dépassé Menaggio et atteint le village de Dongo, à quelque 10 kilomètres de l'extrémité du lac. Un petit poste de partisans s'y trouvait, alerté par une vigie qui du haut du clocher avait vu venir de loin ce rassemblement insolite d'automobiles de luxe. Les Allemands étaient très supérieurs en nombre aux partisans, qui n'échelonnaient qu'une centaine d'hommes entre Dongo et le pont del Passo, où la route de la Valteline se sépare de celle qui monte vers Chiavenna. En acceptant le combat, ils l'eussent emporté facilement. L'habileté des « garibaldiens » fut de faire croire au commandant allemand qu'il y avait des forces considérables sur son chemin. Au reste, les accords préparés la veille à Milan prévoyaient la liberté pour les Allemands de rentrer chez eux après avoir été désarmés. L'ordre est confirmé par téléphone du P. C. de la division, établi à Morbegno, au jeune partisan qui a décidé d'arrêter la colonne, « Pedro » (Pietro Luigi Bellini delle Stelle, 25 ans, appartenait à la noblesse florentine) : laisser les Allemands s'engager dans la route de la Valteline, seule autorisée ; retenir les Italiens.

Une fouille minutieuse des voitures commence; les armes sont mises en tas; dans le camion où Mussolini se dissimule sous des couvertures, des soldats du Reich essaient de le faire passer pour un des leurs, ivre; mais ses grosses lunettes, ses bottes d'officier éveillent un doute. On le secoue, on lui ôte son casque, il est rapidement reconnu et désarmé sans résistance. Un des ministres fascistes insulte le major allemand, qui avait promis de combattre et qui maintenant n'a plus qu'un désir : continuer son chemin, abandonner à leur sort les complices d'une sinistre aventure vouée de toutes manières à l'échec. Une dernière trahison clôt la série des feintes diplomatiques, des coups de Jarnac alternés, des mensonges caractérisés qui ont marqué depuis 1939 les rapports italo-allemands.

La suite est bien connue. Rassemblés à la mairie de Dongo, après que quelques-uns eurent tenté de fuir, les prisonniers n'attendront pas bien longtemps. Le commandement partisan de la place de Turin avait diffusé quelques jours avant le soulèvement général des instructions portant que : les ministres, sous-secrétaires d'Etat, préfets, secrétaires fédéraux du gouvernement néo-fasciste, ainsi que les membres de toutes les milices du parti « ayant porté les armes après le 8 septembre 1943 en faveur de l'étranger contre les forces armées légitimes » devraient être exécutés sur la simple vérification de leur identité, sans qu'il y eût lieu d'accueillir un recours en grâce. Le Quartier général des Volontaires de la Liberté, en transmettant ces instructions à toutes les sections, faisait ces seules réserves que « doit avoir la vie sauve quiconque n'a pas à répondre de crimes particuliers », mais être fusillé « tout fasciste capturé armé ». Dignitaires chargés de responsabilités accablantes et tous en possession d'armes, voire d'une auto blindée, les prisonniers de Dongo entraient donc doublement dans la catégorie des justiciables indignes de pardon. En arrivant à 5 heures de Milan, porteur d'ordres supérieurs, le colonel Valerio — un communiste — et les hommes qui l'accompagnent ne feront qu'appliquer les instructions générales du code militaire des partisans.

Au crépuscule, les hiérarques sont alignés le long du parapet, les yeux tournés une dernière fois vers le lac, vers un des plus beaux lieux du monde, créé, semble-t-il, uniquement pour servir de cadre à l'amour, inspirer les romanciers et les poètes. Barracu, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, porteur de la médaille d'or à la valeur militaire, a vainement demandé d'être fusillé de face. Il y a là avec lui quatre ministres, dont celui de l'Intérieur, le secrétaire général du parti, Pavolini, le président de l'Institut de Culture fasciste, G. Coppola, l'ancien leader communiste de 1920, passé depuis au fascisme, Nicola Bombacci, des officiers de la Garde Nationale et aussi Marcel Petacci, le frère de la maîtresse du Duce, qui, muni de passeports espagnols avec toute sa famille, a essayé de se

faire prendre pour l'ambassadeur d'Espagne et de suivre la colonne allemande mais sans y réussir : 17 hommes en tout. Le maréchal Graziani a été, lui, arrêté à Milan et, plus heureux que De Bono, il échappera au massacre.

Mussolini est resté enfermé pendant l'exécution à la mairie de Dongo, où Clara Petacci l'a rejoint. On les fait monter tous deux dans une voiture, qui revient vers Côme et s'arrête pour la nuit à flanc de montagne, au hameau de Mezzegra, en face de Bellagio, chez des paysans patriotes qui ont souvent hébergé des partisans. C'est là que le lendemain matin le couple misérable sera abattu.

On sait que les corps de tous les fusillés furent transportés à Milan et exposés un jour entier, pendus par les pieds à des crochets, sur la place Loreto où avait eu lieu, quelques semaines plus tôt, l'exécution d'un groupe de partisans. Cette initiative affreuse d'êtres assoiffés de vengeance jusqu'à en perdre le sentiment de la dignité de la mort jette sur toute l'histoire de l'armée secrète italienne une tache que rien ne saurait effacer, puisqu'elle s'est abaissée par là aux procédés de ceux qu'elle avait si courageusement combattus.

L'épuration spontanée et l'épuration officielle.

Les semaines qui suivirent, alors qu'il n'existait guère en Italie septentrionale d'autorité civile ou militaire capable de s'imposer au respect de tous, virent une profusion d'assassinats, de « règlements de comptes », dépassant de loin les crimes de même nature accomplis en France après la libération. Un mois après l'exécution de Mussolini, on trouvait encore tous les jours à l'aube dans les rues de Milan de vingt à trente cadavres souvent très difficiles à identifier, car documents personnels et même marques commerciales cousues sur les vêtements en étaient soigneusement retirés et les victimes n'appartenaient pas toutes à la ville. Leur nombre est impossible à chiffrer pour l'Italie entière et cet aspect de son histoire récente demeurera longtemps l'un des plus obscurs.

Cette « épuration spontanée » poussée très loin explique peut-être pour une part que l'épuration officielle ait été, elle, assez timide. Le comte Sforza, qui en fut chargé d'abord, s'inspira du double principe que les plus hauts placés étaient les plus coupables et qu'un régime qui avait duré vingt-deux ans devait forcément compter de très nombreux serviteurs auxquels ne fut laissée aucune possibilité de choix. Il retrancha du Sénat les trois quarts de ses membres (le statut de celui-ci a, d'ailleurs, été profondément remanié par la nouvelle Constitution) et proposa un décret-loi, adopté le 11 octobre 1944, qui permettait au président du Conseil de mettre à la retraite d'office les fonctionnaires civils ou militaires appartenant aux quatre premiers degrés de la hiérarchie.

Dans le Nord, récemment libéré, ce décret fut à peu près appliqué et aurait atteint près du tiers des hauts fonctionnaires, selon une déclaration du président Bonomi lui-même. Mais dans le Centre et le Midi, il n'y eut pratiquement pas d'épuration, ni administrative ni pénale. Dans le ministère suivant (Parri), le nouveau « Haut Commissaire au châtiment des crimes fascistes », en même temps que vice-président du Conseil, M. Nenni, essaya de faire adopter des mesures plus sévères, « en raison de cas absolument scandaleux, qui ont profondément troublé la conscience du pays ». Il n'y réussit pas et dut abandonner ses projets devant l'opposition des libéraux.

Les crises gouvernementales.

Bien qu'une certaine autonomie ait été laissée par les commissions de contrôle anglo-américaines au ministère Bonomi comme au gouvernement Badoglio, la sphère d'indépendance des dirigeants italiens, surtout en matière économique, demeurait en fait très limitée tant que durait l'état de guerre. A Londres, on se montrait aussi préoccupé des sentiments antimonarchistes que des attitudes critiques manifestées par quelques-uns des groupes de l'exarchie, qui avaient bien accepté d'y mettre une sourdine mais à contre-

cœur. Un mois après le congrès de Bari, Churchill, parlant aux Communes de la situation en Italie, avait déjà cherché à contester l'autorité de ces interprètes sans mandat du peuple italien et marqué nettement qu'il « verrait avec regret un changement (de directives gouvernementales) alors que la bataille est au paroxysme ».

Les milieux conservateurs ou même secrètement favorables au fascisme profitèrent de ces dispositions britanniques, avant comme après la libération de Rome et la constitution du cabinet Bonomi, pour essayer de regagner devant l'opinion une partie de l'influence qu'ils avaient perdue. Par contrecoup, les éléments de gauche du ministère réagirent très vivement : en décembre 1944, le parti d'action et les socialistes décidaient de l'abandonner après avoir vainement tenté de constituer un cabinet Sforza, qui se heurta au veto de l'Angleterre. Ce fut la première crise de l'après-guerre, et elle s'avéra déjà malaisée à résoudre. M. Bonomi parvint cependant au début de janvier 1945 à reconstituer son équipe avec les quatre autres partis, y compris les communistes; mais après la fin des hostilités et la reprise de contact entre les chefs de la résistance du Nord et les milieux plus modérés de la capitale et du Midi, les divergences de vues s'accusèrent si fort qu'une nouvelle crise éclata, qui, elle, dura près de deux mois : le record de février 1922 était battu.

On peut s'étonner que les leaders de l'antifascisme d'après-guerre, oublieux des leçons de l'histoire, aient si constamment cherché à Londres leur principal soutien, comme si pour s'être gravement et longtemps leurrés sur les visées réelles de Mussolini les gouvernants anglais eussent dû oublier le danger que la politique d'expansion italienne avait fait courir aux intérêts britanniques et comme si le dessein d'empêcher le retour éventuel de ce danger eût pu disparaître de leur esprit.

Dissipée l'illusion d'un accord étendu avec l'U.R.S.S., qui ne dura même pas autant que la présence communiste au pouvoir et qui se changea en une opposition irréductible des Soviets à la rentrée de l'Italie dans ses frontières orien-

tales ou même à Trieste; mal amorcée diplomatiquement et politiquement une tentative prématurée de rapprochement étroit avec la France; éclipsée à Downing Street par le dépit de son républicanisme la faveur qu'eût méritée au comte Sforza la constante anglophilie manifestée durant des années dans ses livres et ses discours, il ne restait au gouvernement italien qu'à se tourner résolument vers les Etats-Unis. C'est ce qu'il fera à partir de 1946 avec M. De Gasperi et de plus en plus par la suite. La République étoilée, avec ses trois millions d'électeurs d'origine italienne, son influence prépondérante au Vatican, l'idéalisme sincère de ses meilleurs hommes d'Etat, pouvait seule relever rapidement l'Italie de l'humiliation de la défaite en même temps que des embarras multiformes de sa réadaptation à l'économie d'après-guerre.

A la mi-juin 1945, un ancien combattant de 1915-1918 et résistant de toujours au fascisme, universellement estimé comme homme et comme publiciste, mais nouveau venu à la politique, le chef du parti d'action dans l'Italie du Nord, Ferruccio Parri, constituait enfin un ministère où rentraient les six groupes de l'exarchie. En l'absence d'assemblées élues, il était épaulé par une assemblée consultative provisoire, qui commença à se réunir le 19 septembre 1945 et qui comprit 358 membres, en proportion à peu près égale pour les grands partis. MM. De Gasperi, Togliatti, Scoccimarro, Ruini occupaient les ministères-clés des Affaires étrangères, de la Justice, des Finances et de la Reconstruction. Il y avait au total 20 ministres et 26 sous-secrétaires d'Etat : un autre record; mais on n'avait encore jamais eu six partis à contenter en même temps.

Au lendemain de son accession au pouvoir, le président Parri jetait un véritable S.O.S. au pays pour en exiger une discipline rigoureuse et aux Alliés pour solliciter leur compréhension et leur aide substantielle. Le charbon manquait tragiquement et toutes les industries étaient menacées de chômage, le pain aussi faisait défaut, de même que le fourrage et la viande par suite de la sécheresse.

Cet appel fut entendu et l'Amérique ne négligea aucun

effort pour nourrir et assister l'Italie. Sans doute le marché noir continuera-t-il longtemps encore les ravages démoralisateurs qu'ont connus plus ou moins tous les pays éprouvés par la guerre, aggravés en Italie par la présence de nombreuses troupes alliées; la misère générale favorisera-t-elle toutes les formes d'avilissement; les liaisons sûres et rapides par route ou voie ferrée feront-elles défaut entre les diverses parties d'un pays entièrement ravagé. Néanmoins les indices de relèvement, surtout dans le domaine de la reconstruction, y apparaissent dès la fin de 1945 et ne cesseront de progresser.

Les mouvements autonomistes.

L'année 1945 voit aussi se développer des mouvements autonomistes, voire séparatistes, dans certaines régions périphériques, qui parurent un moment dangereux, mais que la nouvelle Constitution, largement décentralisatrice, canalisera finalement en des formes compatibles avec l'unité nationale.

Le plus accentué se développa en Sicile sous l'action de causes variées. D'une part, la Sicile avait de très anciennes traditions d'indépendance à l'égard du continent. D'autre part, elle avait peu souffert du fascisme, et presque pas de l'occupation allemande. La guerre l'éprouva sous la forme des bombardements et des opérations déclenchées par les Alliés. L'autonomisme y prit donc un caractère essentiellement antiromain et, dans certaines zones, philofasciste, en tout cas nullement antimonarchiste. L'idée d'un rattachement aux Etats-Unis sera la fugitive extravagance de quelques isolés.

A l'autre extrémité de la péninsule, l'irrédentisme valdotain orienté vers la France n'aurait eu d'avenir que si notre pays l'avait encouragé, au risque de se brouiller avec l'Italie. Fort sagement, notre diplomatie comme notre opinion publique s'en gardèrent et le mouvement se replia sur les positions d'un autonomisme assez accentué, très favorable au maintien de la langue française que le fascisme avait combattue de toutes manières.

Le même statut administratif est accordé par l'actuelle Constitution au Tyrol du Sud (Haut-Adige), à la Sardaigne et à la Vénétie Julienne italo-slave.

Le premier cabinet De Gasperi.

A la fin de 1945, la politique italienne connut une nouvelle crise. Les modérés se lassaient de l'influence, jugée par eux excessive, des Comités de Libération, qui, à défaut d'élections régulières, se considéraient volontiers comme les mandataires du sentiment général. Le succès éphémère d'un mouvement plus critique que constructif, « l'Homme quelconque », où affluaient les mécontents, dont bon nombre d'anciens fascistes, permit aussi de se méprendre sur l'importance réelle d'une fronde qui dérivait essentiellement des conditions difficiles de la reconstruction.

En novembre, les libéraux décidèrent de se retirer du ministère. M. Parri sembla d'abord disposé à se passer d'eux, comme Bonomi s'était passé quelque temps des socialistes et du parti d'action ; mais les démocrates-chrétiens, sans se solidariser ouvertement avec les libéraux, firent comprendre qu'ils ne jugeaient pas mal fondées certaines de leurs critiques. M. Parri donna alors sa démission et, après un essai vite abandonné de retour au vieux personnel d'avant le fascisme en faisant appel au trinôme Orlando-Nitti-Bonomi, M. De Gasperi fut chargé de former le ministère, le premier de la longue série qui dure encore et qui inaugurait la direction de la politique italienne par les démocrates-chrétiens, dont on prévoyait déjà — ce que confirmèrent les élections municipales de mars 1946 — qu'ils seraient le parti le plus fort de l'exarchie.

Avec la préparation des élections et du référendum constitutionnel, que le gouvernement fixa simultanément au 2 juin, la vie politique italienne durant ce premier semestre de 1946 fut dominée par la préoccupation de ce que serait le traité de paix, qui s'élaborait fort lentement. Les décisions de la conférence de Moscou, puis des ministres des

Affaires étrangères réunis à Paris en avril 1946, excluant l'Italie des négociations relatives au traité, les demandes de réparations, l'expulsion de Tunisie d'un millier de ressortissants italiens avec leurs familles, les rectifications de frontières en faveur de la France dans la région de Tende et celle du Mont-Cenis — moins justifiable —, surtout les agissements du gouvernement yougoslave dans les zones contestées de Vénétie Julienne et la crainte d'avoir à livrer aux alliés une grande partie de la flotte de guerre, soulevèrent de très vifs ressentiments et polémiques, cependant que des conventions financières avec l'Angleterre et les Etats-Unis tâchaient à rétablir en Italie une monnaie saine et mettaient fin notamment (le 15 mars) à l'émission des am-lires, cette monnaie destinée à couvrir les besoins des forces militaires alliées, qui représenta environ 100 milliards et dont une importante fraction resta à l'Italie en contrepartie d'importation de marchandises.

Abdication de Victor-Emmanuel III.

Au début de mai 1946, le vieux roi Victor-Emmanuel III se décida à abdiquer formellement en faveur de son fils. Les milieux monarchistes se rendaient compte que le référendum aurait peu de chances d'être favorable à la monarchie si celle-ci était représentée par un souverain dont les derniers actes, en particulier, avaient eu de si fâcheuses conséquences. Le lieutenant général, très combattu, lui aussi, dans les milieux de gauche, s'était tout de même beaucoup moins compromis avec le fascisme, avait rempli correctement depuis deux ans son rôle constitutionnel, possédait un grand charme personnel — auquel les femmes surtout n'étaient pas insensibles —, une épouse intelligente sortie d'une des maisons régnantes les plus respectées en Europe, une descendance déjà assurée. Mais le geste de Victor-Emmanuel était décidément trop tardif. Durant le mois où il porta le titre de roi, Humbert II se fit voir de ses sujets, gagna les sympathies de beaucoup, ne commit aucune faute de tact. S'il avait régné trois ans plus tôt, ou pris une part active à l'effort de libération, il aurait

sans doute pu remonter le courant et l'emporter au moins de justesse. Ce fut, au contraire, un vote de justesse qui fit triompher la république le 2 juin.

Chute de la monarchie (2 juin 1946).

Le double vote pour le référendum constitutionnel et pour les élections à l'Assemblée constituante se déroula dans un ordre parfait. Il accorda 10 709 423 voix à la monarchie et 12 718 029 à la république. Celle-ci obtenait les trois quarts des suffrages en Emilie, plus de la moitié en Piémont — berceau de la dynastie —, plus des deux tiers en Toscane, mais restait minoritaire dans le Sud. Même si l'écart relativement faible séparant les deux régimes avait joué en faveur d'Humbert II, il faut reconnaître qu'une préférence aussi nette pour la république dans les provinces les plus évoluées, les plus riches et industrieuses du pays, lui eût fait une situation moralement si diminuée qu'elle fût vite apparue intenable.

Le roi accueillit ce résultat prévu avec une grande dignité. Ses parents s'étaient déjà, peu auparavant, retirés en Egypte, où le roi Farouk leur avait offert l'hospitalité. Lui-même et la reine Marie-José s'embarquèrent pour l'exil le 7 juin. Ainsi prenait fin la plus ancienne dynastie d'Europe, bien antérieure aux Bourbons, aux Romanoff, aussi vieille que les Habsbourg. Après tant de sang versé, d'amertumes intimes au cœur de tant d'Italiens pour les malheurs des dernières décades, une aube de paix entourait du moins la naissance de la jeune république, qui allait maintenant à son tour avoir à faire ses preuves.

CHAPITRE VIII

LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE ITALIENNE

La personnalité de M. Alcide De Gasperi, qui avait formé son premier ministère à la veille du referendum constitutionnel, mérite d'être mise en relief au début des voies nouvelles où allait s'engager l'Italie, non seulement par rapport à la parenthèse fasciste, mais aussi à l'ancien régime libéral et même à certaines des positions assumées par le P.P.I. durant sa brève carrière après la première guerre mondiale.

M. De Gasperi avait acquis au Parlement autrichien, dès 1911, à l'âge de trente ans, l'habitude de la parole publique et de la représentation des intérêts populaires. Président du premier congrès tenu par le P.P. à Bologne en 1919, puis en 1921 du groupe parlementaire populaire à la Chambre comme député de Trente et enfin secrétaire général après le départ pour l'exil de Don Sturzo, il devait payer de quatre ans de prison sa fidélité au fondateur d'un parti que Mussolini avait considéré comme un ennemi personnel, mais en dépasser les conceptions les plus hardies durant qu'il méditait dans un

modeste emploi au Vatican les réformes qui s'imposeraient aux gouvernements successeurs du fascisme. C'est ainsi que, dès 1944, il soutenait dans le *Popolo* clandestin, sous le pseudonyme de Démophile, que le souci de procurer à tous du travail devrait être « le nouveau mot d'ordre et le but de l'Etat ». Il jugeait l'actionnariat ouvrier et la participation des travailleurs à l'entreprise « dignes des efforts les plus constants ». De même que du contrôle de tous les monopoles, il préconisait la socialisation de l'industrie électrique, sidérurgique, minière, de la grande industrie chimique et de quelques secteurs des industries mécaniques ou des constructions navales. Le rachat de la terre par les paysans devrait amener la disparition du prolétariat rural et, sur le plan constitutionnel, la réforme du Sénat substituer à une Chambre haute de nomination royale un Conseil des professions au moyen d'élections régionales et proportionnalistes. A cette conception corporative, il devait toutefois renoncer plus tard, de même que l'abandonnera Sturzo à son retour des Etats-Unis, gagné aux méthodes plus éprouvées du parlementarisme anglo-saxon.

Les ministères tripartites.

Appelé à former en 1945 son premier ministère, M. De Gasperi jugera tout naturel d'y faire collaborer les deux partis de gauche, communistes et socialistes, vainqueurs avec le sien des élections du 2 juin à l'Assemblée Constituante. Il leur abandonnera des ministères clefs : la Justice, attribuée à Togliatti, les Finances, l'Agriculture, avec des sous-secrétariats à la présidence du Conseil, aux Affaires étrangères — portefeuille qu'il détient lui-même — et à la Guerre. De la résistance à la fois aux Allemands et à la République « sociale » de Salò, communistes et socialistes ont été les éléments moteurs, mais les démocrates chrétiens y ont participé assez largement pour que ne leur soit pas disputé le droit à figurer parmi les reconstructeurs du nouvel Etat.

Les électeurs du 2 juin leur ont même accordé la première place : un peu plus de 8 100 000 suffrages (35,2 p. 100)

contre 4 356 686 (18,9 p. 100) aux communistes et 4 758 129 (20,7 p. 100) aux socialistes d'unité prolétarienne. Associés, les deux partis d'extrême gauche acquièrent donc une faible majorité, mais très vite le parti socialiste se scinda comme on le verra plus loin et le groupe social-démocrate, sous la présidence de M. Saragat, deviendra par la suite l'allié presque toujours fidèle des démochrétiens. A la Constituante, dont M. De Gasperi, appuyé par le Département d'Etat américain, avait obtenu un avis favorable à la limitation de ses pouvoirs au vote de la nouvelle Constitution, à l'approbation des traités de paix et aux lois électorales, ce sera à l'inverse le parti communiste qui, avec les démochrétiens, votera l'article 7 de la Constitution relatif aux accords du Latran, d'une si grande portée religieuse, signés en 1929 avec le Vatican et passera outre aux réserves des libéraux et des plus hautes autorités morales du pays quant à la dureté excessive du traité de paix, surtout en matière navale où le concours de la flotte italienne, encore efficiente malgré les lourdes pertes subies, avait apporté aux Alliés dans la dernière phase de la guerre un concours non négligeable.

La discussion du traité de paix.

Elle devait être partagée entièrement entre les vainqueurs. Américains et Anglais firent remise de leur part à l'Italie, la France en reçut une minime, mais la Russie soviétique exigea jusqu'au dernier contre-torpilleur le lot très important qui lui avait été dévolu. A Paris, où il était venu plaider la cause de son pays, non seulement vaincu mais ruiné, M. De Gasperi obtint un accueil cordial envers sa personne mais rigide dans l'application de toutes les clauses du traité de paix, qui laissait à l'Italie la possession du Trentin et du Haut-Adige, mais lui enlevait la plupart des avantages obtenus à Rapallo par le comte Sforza et conditionnait même la conservation de Trieste à un accord alors improbable avec la Yougoslavie du maréchal Tito. L'Italie perdait en outre toutes ses colonies, devait céder à la France une rectification de frontière, admissible à l'ouest du col de Tende, mais aussi une autre sur le Mont-Cenis de

portée uniquement stratégique, qui fut durement ressentie comme une offense gratuite envers un pays ami. Car telle avait été l'argumentation de M. De Gasperi : la nation italienne était la première victime de ce régime fasciste que la faveur persistante des hommes d'Etat anglais et américains avait consolidé comme pionnier de l'opposition au communisme. Aujourd'hui, revenue à ses amitiés anciennes, il lui fallait donc continuer d'être traitée en ennemie ? Inécouté à Paris, ce langage devait être compris à Washington, où le président du Conseil se rendra dès le mois de janvier 1947.

Les conséquences économiques de la guerre.

Quelques chiffres permettent de mesurer l'effondrement économique résultant de la guerre soutenue et perdue par l'Italie fasciste. Le revenu national qui était de 138 milliards de lires en 1938 était tombé en 1945 à 71,5 milliards sur la même base monétaire. Les pertes d'ordre industriel se montaient à 450 milliards de lires, soit à 20 p. 100 des implantations existantes en 1939 — et par suite de l'usure du matériel encore disponible soumis durant la guerre à une cadence démesurée, des conflits violents entre patrons et ouvriers survenus dès le lendemain de la Libération, de la difficulté des approvisionnements en matières premières et de la répartition des produits fabriqués, la moyenne de production réalisée était encore beaucoup plus basse. Celle de l'énergie électrique avait diminué de 35 pour 100, des industries mécaniques, textiles et des chantiers navals de 50 pour 100, de la sidérurgie en pièces d'acier d'environ 70 pour 100. L'aide de l'étranger était devenue une nécessité absolue et seuls les Etats-Unis se trouvaient en mesure de l'accorder. Le 28 novembre 1945, le ministre du Trésor avait chiffré le montant de la dette publique à 905 milliards (au lieu de 145 en 1939) et le déficit du budget de l'année 1946 à 230 milliards. Après une première série de secours d'extrême urgence concédés par le gouvernement militaire interallié dès l'été de 1945, un second programme de financement avait été établi par

l'U.N.R.R.A. (United Nation Relief and Rehabilitation Administration) en vertu duquel l'Italie se trouva recevoir, de janvier 1946 à juin 1947, 435 millions de dollars, où la part des Etats-Unis représentait 73 pour 100 de toutes les dépenses assumées.

Malgré l'importance de cette assistance extérieure, le relèvement du niveau de vie de la nation ne pouvait venir que de son propre effort de production et d'épargne. Deux projets avaient été envisagés pour réduire l'inflation déjà très prononcée dès 1945 : un changement des signes monétaires et un impôt extraordinaire sur le capital, tous deux favorisés par les partis d'extrême gauche et une part importante des démocrates chrétiens, tandis que les éléments conservateurs souhaitaient seulement le recours à l'emprunt. Ceux-ci finirent par avoir gain de cause grâce à la connivence du ministre des Finances, le libéral Corbino, et aux longs délais intervenus pour procéder à l'émission d'une nouvelle monnaie. Un « emprunt de la reconstruction », ouvert à l'automne de 1946 et clos en janvier 1947, produisit 231 milliards de lires, dont 112 en argent liquide et le reste en bons du Trésor. La reprise rapide des exportations et des valeurs de Bourse rétablit en même temps la confiance et fit reculer l'inflation, mais trop lentement pour éviter la multiplication des grèves dans les villes industrielles où subsistait un important chômage. Par ailleurs, la découverte dans les milieux extrémistes, notamment en Emilie, de réserves considérables d'armes de guerre, opération analogue à celle qu'avait réalisée le gouvernement Giolitti après la première guerre mondiale, maintenait dans la bourgeoisie un sentiment d'inquiétude qui favorisait le progrès du mouvement dit de « l'Homme quelconque », qui avait obtenu le 2 juin 1946 plus de 5 pour 100 des suffrages et 30 députés, le double de ce qui était allé aux libéraux, à la surprise générale. Car ce mouvement sans avenir, et qui à la vérité durera peu — en 1948 il est déjà éclipsé —, n'était formé que de mécontents de la prétendue immobilité de la démocratie chrétienne et de sa condescendance envers l'extrême gauche ; il représentait surtout les classes moyennes d'artisans et de

petits bourgeois, inquiets de l'inévitable diminution de leur pouvoir d'achat en période de refonte des institutions après une catastrophe qui les avait ébranlées. Leur « grogne » préoccupait d'autant plus la démocratie chrétienne qu'à un an de distance, en juin 1947, les élections municipales (dites en Italie administratives) devaient la montrer perdante de 100 000 voix à Rome et de 40 000 à Naples, tandis que dans les plus grandes villes du Nord l'administration municipale passait ou demeurait aux socialistes et à leurs alliés communistes, ligués en un bloc unique sur le terrain de la lutte de classes.

Scission du parti socialiste.

Durant le séjour du président De Gasperi aux Etats-Unis, la situation allait toutefois se détendre par l'effet d'événements imprévus : une scission profonde se produisait dans le parti socialiste que désertaient MM. Saragat, président de l'Assemblée Constituante, et Matteotti, fils de la courageuse victime des tueurs fascistes, qui entraînaient avec eux, pour former le parti social-démocrate, 50 députés socialistes. Désavoué par une partie des siens, M. Nenni ne pouvait moins faire que d'abandonner pour sa part le poste de ministre des Affaires étrangères. A son retour de Washington, où il avait été vivement sollicité de renoncer à gouverner avec les partis révolutionnaires (« Je me le suis entendu dire partout », devait-il déclarer), M. De Gasperi constituerait un troisième ministère, toujours selon la formule tripartite, qu'il ne lui semblait pas encore possible de remplacer tant que le traité de paix n'était pas accepté et la Constitution votée avec son redoutable article 7, qui semblera associer l'accord de deux « cléricalismes » contraires, puisque le catholicisme y est déclaré religion d'Etat et que le mariage religieux y obtient, grâce au Concordat, valeur civile suffisante. Les ministères clés concédés à l'extrême gauche n'y sont toutefois plus que deux : la Justice et le Travail. Les Affaires étrangères passent au comte Sforza, les Finances du communiste Scoccimarro au démochrétien

Campilli, l'Agriculture du communiste Gullo au démochrétien Segni.

Ce ministère, formé le 2 février 1947, ne demeurera d'ailleurs au pouvoir que trois mois et demi. Entre-temps, les Etats-Unis auront concédé au gouvernement de Rome un prêt de 100 millions de dollars, débloqué les biens italiens dans la République étoilée, ouvert des possibilités de financement aux industries italiennes. L'opinion, malgré les manœuvres antinationales de la spéculation boursière et les conditions précaires du travail salarié, commençait à se sentir rassurée sur l'avenir. Mais de sanglants incidents en Sicile, où un mouvement séparatiste associa la Mafia aux milieux les plus réactionnaires, obligent le gouvernement à une répression policière dont s'emparent les communistes pour le critiquer avec une violence inusitée.

Dans un discours à la nation, prononcé à la radio le 27 avril, M. De Gasperi adresse à l'extrême gauche le reproche de déloyauté et à tous les éléments d'ordre une invitation à s'unir à lui pour « une collaboration concrète », discours suivi le 12 mai par la démission du gouvernement entre les mains du président de la République, M. De Nicola, un juriste libéral élu président provisoire le 26 juin 1946, qui avait déjà joué un rôle important pour rapprocher les partis avant la conclusion de la paix et l'élimination de la monarchie.

Le quatrième cabinet De Gasperi.

La formation d'un cabinet de « concentration démocratique » entre les mains d'hommes du passé comme MM. Nitti ou Orlando s'étant révélée impossible, force est au président De Nicola de recourir de nouveau à M. De Gasperi. Celui-ci espérait rallier à lui les sociaux-démocrates et les autres groupes de centre gauche disposant encore d'une certaine influence dans le pays, mais l'heure n'en était pas encore venue. La crainte d'être entraînés à droite les paralysait. Pour la première fois M. De Gasperi se résout alors à constituer avec son seul parti un gouvernement de minorité « monoco

lore », mais il réussit à s'adjoindre comme vice-président du Conseil avec la charge du ministère du Budget un économiste libéral de réputation internationale, Luigi Einaudi, un technicien en matière financière, Cesare Merzagora, comme ministre du Commerce extérieur, et le comte Sforza aux Affaires étrangères, associés aux hommes les plus marquants de la démocratie chrétienne. Ainsi prenait fin à l'égard de ce dernier l'ostracisme de Winston Churchill, qui le tenait pour un intrigant antimonarchiste malgré les preuves éclatantes de sa sympathie pour les Alliés. Des mesures anti-inflationnistes proposées par M. Einaudi et acceptées d'emblée par la majorité de l'opinion achèvent de rassurer les esprits, à l'intérieur et à l'extérieur, sur la capacité de l'Italie de progresser vers le retour d'un équilibre stable, politique et économique. La confiance de la Chambre est votée au quatrième cabinet De Gasperi le 21 juin par 274 voix contre 231.

C'est alors une majorité de centre droit, à laquelle participent libéraux, monarchistes et membres de « l'Homme quelconque», en voie de dissolution, qui ne peut mettre à son programme aucune des réformes de structure que M. De Gasperi envisageait dans ses méditations solitaires de hardi démocrate sous le voile obligé d'un pseudonyme, mais qui demeuraient à l'arrière-plan de ses préoccupations les plus sincères.

Le 8 septembre, quand les partis de gauche déposeront à la Chambre une motion de défiance contre le gouvernement, dans l'espoir de provoquer sa chute, c'est une majorité encore accrue — 271 voix contre 178 — qui lui maintiendra sa confiance, mais avec le correctif de nombreuses abstentions. Celle-ci se manifeste de nouveau le 12 octobre, aux élections municipales de Rome, où la démocratie chrétienne voit presque doubler ses suffrages du 10 novembre 1946 tandis que le pourcentage de ceux qu'obtient la liste unique des communistes alliés aux socialistes de stricte observance tombe de 37 à 33 pour 100.

Toujours dans la crainte d'une collusion de la démocratie chrétienne soit avec la droite, soit avec les communistes, sans oser l'attaquer en face, les extrémistes des deux bords se

livrèrent alors à une série d'agressions contre les sièges de leurs organisations respectives qui provoquèrent une suite de rencontres brutales avec la police et portèrent au maximum l'exaspération contre les fauteurs de désordre des hommes soucieux avant tout du relèvement de la patrie. En deux semaines du mois de novembre 1946, on compta 37 agressions contre « l'Homme quelconque », 35 contre diverses sections monarchistes ou fascistes, 15 contre des permanences de gauche. Sociaux-démocrates et républicains (mazziniens), qui s'étaient réfugiés dans la neutralité entre les deux blocs, se décidèrent alors à s'allier à la démocratie chrétienne, où M. De Gasperi leur concéda immédiatement dans son cabinet une place très en vue. MM. Saragat et Pacciardi sont nommés vice-présidents du Conseil, et des portefeuilles importants confiés à des membres du groupe social-démocrate, l'Industrie et le Commerce à M. Tremelloni, les Postes et Télécommunications à M. d'Aragona, l'ancien secrétaire général de la C.G.I.L. à l'heure des désaccords ruineux entre socialistes qui facilitèrent aux fascistes l'accès au pouvoir. 1947 se clôt ainsi sur une situation politique et économique profondément changée par rapport à l'année précédente. La production d'énergie électrique de 1947 avait déjà dépassé avec 20 334 milliards de kw/h celle de 1941, soit le maximum atteint durant la période antérieure à la guerre sous le régime fasciste ; la reconstruction de la flotte marchande, presque entièrement sacrifiée en Méditerranée pour transporter des troupes vers la Libye jusqu'à 1941, atteignait déjà deux millions de tonnes, et pour la production de produits essentiels on entrevoyait la possibilité de supprimer prochainement les contingentements et restrictions du temps de guerre ; mais l'inflation et le chômage restaient encore des sources d'inquiétude que l'avenir seul permettait d'éliminer.

Les élections de 1948. Majorité absolue de la démocratie chrétienne.

La campagne en vue des élections législatives d'avril

1948 avait commencé dès la conclusion de l'accord intervenu entre la démocratie chrétienne, les sociaux-démocrates et la petite phalange des républicains historiques. De leur côté, communistes et socialistes avaient décidé de former une liste unique de front populaire, ce qui provoqua certains nouveaux passages d'élus socialistes notoires au groupe social-démocrate de M. Saragat, tels que le juriste Piero Calamandrei, recteur de l'Université de Florence, qui avait pris une part importante à l'élaboration de la nouvelle Constitution républicaine et fondé en 1944 une revue politique de grand rayonnement, toujours existante, *Il Ponte*, ou Franco Venturi, fils du grand historien d'art Adolfo Venturi et lui-même spécialiste insigne à l'Université de Turin de l'histoire des idées du XVIII[e] siècle.

Du côté de la démocratie chrétienne, aucun effort de propagande ne fut épargné pour donner confiance aux électeurs dans sa volonté de rénovation nationale sur le plan politique, économique et social. En étaient garants des hommes qui, trente ans plus tôt, avaient déjà secondé efficacement l'effort de Don Sturzo au P.P.I. et une pléiade de jeunes universitaires ou militants d'Action catholique, qui avaient pu échapper à l'enrégimentement dans les formations fascistes. De puissants industriels appuyaient financièrement cette campagne. Mais l'appui le plus effectif était certainement, surtout auprès des populations rurales, l'influence des curés et dans les villes celle des « comités civiques » dirigés par M. Gedda en liaison étroite avec le Saint-Siège.

Ces élections du 18 avril 1948 confirmèrent et même dépassèrent les espoirs de M. De Gasperi et de ses amis puisque les électeurs accordèrent à l'emblème électoral qui les désignait — l'écu à la croix — 12 741 299 suffrages, soit 48,5 pour 100, et 305 députés; les deux partis de front populaire n'en récoltaient que 9 563 227 (31 pour 100) avec 183 élus. La droite et le centre droit, monarchistes et libéraux, obtenaient environ 1 800 000 voix (6,6 pour 100) et avaient 33 élus, les néo-fascistes du Mouvement social italien 526 670 voix (2 pour 100) et 6 élus.

Début du quadripartisme.

La démocratie chrétienne dépassait donc si largement ses concurrents qu'elle aurait pu gouverner seule avec une majorité pléthorique, mais M. De Gasperi tint à y associer ses alliés du centre gauche, sociaux démocrates et républicains, qui avaient obtenu respectivement près de 1 900 000 voix (33 élus) et 653 000 (9 élus) ; il y ajouta aussi le groupe libéral auquel son million de suffrages valait 19 élus. A tous, le président De Gasperi offrit, dans son ministère, des postes fort honorables. M. Saragat partagea la vice-présidence du Conseil avec le démochrétien Piccioni et y adjoignit la Marine marchande, les sociaux-démocrates Tremelloni et Ivan-Matteo Lombardo furent l'un ministre sans portefeuille, l'autre ministre de l'Industrie et du Commerce; le républicain Pacciardi assuma la Défense nationale.

Les plus hauts postes de l'Etat furent pourvus le mois suivant en conformité avec le résultat des élections. La présidence de la République échut très logiquement à M. Einaudi; à la présidence de la Chambre fut élu un vétéran du Parti Populaire, le Toscan Giovanni Gronchi, et à celle du Sénat l'ancien président du Conseil Ivanhoe Bonomi.

La nouvelle Constitution avait fait du Sénat une assemblée elle aussi élective, mais pour être électeur il fallait avoir atteint vingt-cinq ans. En outre, l'unité de circonscription électorale n'était pas la commune, ni même la province (94), mais la région (21), ce qui ne permettait pas une utilisation multipliée des restes sur le plan national, comme la loi l'établit pour les élections à la Chambre. En 1948, la démocratie chrétienne n'atteignait pas à elle seule au Sénat la majorité absolue, mais ses 131 élus joints aux 12 sociaux-démocrates et aux 7 libéraux, distançaient considérablement les 72 sénateurs du front populaire. Le pourcentage des voix atteint par elle : 48,1 pour 100 était très peu inférieur à celui de la Chambre : 48,5 pour 100.

Du point de vue social et professionnel, la démocratie chrétienne rassemblait, surtout à la Chambre, des avocats et

des professeurs ou diplômés de l'enseignement supérieur (213), relativement peu de membres des professions libérales, d'industriels ou de commerçants, et seulement 18 ouvriers ou employés de rang inférieur. Elle se recrutait essentiellement dans les classes moyennes. Au Sénat, on comptait plus de représentants de la haute bourgeoisie, mais très peu de l'ancienne noblesse.

Fin de l'unité syndicale.

Peu après les élections de 1948, la séparation survenue entre les trois éléments des cabinets tripartites se vérifia aussi dans le monde du travail. Jusqu'alors, depuis la Libération, tous les salariés de l'industrie s'étaient trouvés rassemblés dans une seule Confédération syndicale (C.G.I.). Parmi les démochrétiens, le président Gronchi était très favorable à cette unification des syndicats ouvriers et l'extrême gauche lui en prouva sa gratitude en votant massivement pour lui lors de sa candidature à la présidence de la République comme successeur de Luigi Einaudi. Mais l'attentat dirigé contre Togliatti le 14 juillet 1948 par un déséquilibré d'extrême droite, et qui faillit causer sa mort, accentua un processus de désunion que la rupture entre la démocratie chrétienne et les social-communistes avait amorcée (d'autant qu'un article du directeur de l'*Umanità*, le quotidien social-démocrate, publié la veille, put paraître avoir armé la main de l'assassin). Au Vatican une pression était exercée d'assez longue date déjà auprès des syndicats ouvriers groupant des chrétiens pour qu'ils se constituent en Association Catholique de Travailleurs (A.C.L.I.). Officiellement, ces associations ne faisaient pas partie de l'Action catholique, comme en France la C.F.T.C., mais leurs chefs étaient fidèles aux directives de l'Eglise en matière sociale. Après 1948, le fossé s'élargit entre eux et la C.G.I.L.

Diversité de tendances au sein de la démocratie chrétienne.

Un parti devenu aussi prépondérant que la démocratie

chrétienne en Italie ne pouvait pas éviter de se diversifier intérieurement en différentes tendances. Trois surtout se distinguèrent dès l'origine. La plus nombreuse modelait son attitude sur celle du président De Gasperi, qui dès son succès affirmé en 1948 avait mis au premier plan de ses projets une réforme agraire de grande envergure, surtout dans les provinces méridionales où elle se révélait impérieusement nécessaire depuis plusieurs générations. Une seconde tendance rassemblait une soixantaine de députés et de sénateurs des classes supérieures, constituait la droite et tendait à retarder les réformes les plus audacieuses sur le plan économique, que souhaitaient au contraire pousser à toutes leurs conséquences de jeunes intellectuels groupés autour de trois professeurs à l'université catholique de Milan, MM. Dossetti, La Pira et Amilcare Fanfani, surnommés familièrement les « dossetiens ». Dans leur organe, *Cronache sociali*, ils insistaient sur la nécessité de ne pas se laisser influencer par les alliances conclues avec des partis plus ou moins assujettis au marxisme et sans convictions religieuses, d'accord en cela avec la campagne virulente que menait, dans la presse libérale de préférence, après son retour des Etats-Unis, le fondateur respecté du P.P.I., Don Sturzo, contre M. Nenni et ses acolytes, suspectés d'être aussi dangereux comme alliés éventuels que les communistes, sinon davantage. Car dès cette époque Nenni n'apparaissait plus à bien des jeunes un adversaire irréductible, mais plutôt un contrepoids précieux au glissement vers un retour au conservatisme social que déjà le parti populaire, en 1919-1921, avait voulu éliminer.

Les initiatives économico-sociales de M. Fanfani.

Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale dans le quatrième cabinet De Gasperi, M. Fanfani s'était imposé à l'estime de ses collègues et de larges fractions de l'opinion populaire par un plan pour la construction d'habitations à loyer très modéré associant l'Etat, les patrons et les ouvriers, et occupant à sa réalisation 150 000 travailleurs du bâtiment et des professions annexes pour livrer en moyenne par an

60 000 logements de deux ou trois pièces. La dépense prévue annuellement était de 50 milliards. Mais tandis que les contributions de l'Etat et du patronat étaient à fonds perdus, celles des travailleurs devaient leur être remboursées en 1954, date d'expiration du plan, soit en argent, soit par l'attribution d'un de ces logements. La participation des salariés au plan avait été établie de telle sorte qu'elle n'entamait pas sérieusement le niveau de leurs ressources. Elle consistait, d'une part, en retenue de 30 à 50 pour 100 sur le « treizième mois » selon les catégories d'emploi plus ou moins élevé dans les administrations étatiques ou privées, d'autre part en abandon d'une valeur de deux cents heures de travail pour le personnel de l'industrie, du commerce, des banques, etc., sur leurs gratifications de Noël ou analogues. Etaient dispensés de la retenue les travailleurs de plus de cinquante ans, les membres des coopératives de construction déjà assurés d'un logement futur; les chefs de famille ayant plus de quatre enfants à charge voyaient la retenue réduite de 90 pour 100. Les « bons-maisons » remis aux travailleurs en échange des sommes versées étaient négociables et produisaient un intérêt de 5 pour 100, mais ces intérêts demeuraient bloqués pour la construction des maisons et représentaient la part de l'Etat dans l'opération.

Une autre initiative également heureuse devait marquer le passage de M. Fanfani au ministère du Travail : celle qui visait à la création de chantiers de reboisement et de bonification dans les zones déshéritées du Midi où l'abattage incontrôlé des forêts sur les pentes de l'Apennin méridional a donné aux cours d'eau un régime torrentueux, plus dévastateur qu'utile, et où l'agriculture n'a presque pas profité des progrès techniques réalisés en d'autres pays européens ou même en d'autres régions italiennes telles que la basse vallée du Pô. La création de ces chantiers se doublait de « cours de requalification » dotés pour attirer les chômeurs involontaires secourus par l'Etat d'une allocation supplémentaire de deux cents lires par jour et d'une prime de trois mille lires à la fin du cours.

Il fallut néanmoins assez longtemps pour que le courant

représenté au sein de la démocratie chrétienne par cette fraction jeune et dynamique obtînt dans le parti la considération qu'elle eût été en droit d'attendre, surtout après le III[e] Congrès national tenu à Venise en juin 1949, où elle eut 11 élus sur les 21 conseillers non parlementaires appartenant au Conseil national du parti et un tiers des conseillers membres du Parlement soit 7 sur 21 également. (Aujourd'hui ces deux catégories de conseillers nationaux, véritable oligarchie dirigeante au sein de ce « vaisseau de haut bord » qu'est le parti majoritaire italien, sont au nombre de 45 chacune.)

En dépit de ce succès d'ordre intérieur, les dossettiens inquiétaient les éléments conservateurs du parti, et le président De Gasperi, malgré la profondeur de ses sentiments chrétiens, hésitait à s'appuyer franchement sur eux. Il refusa la démission que lui avaient présentée par deux fois MM. Fanfani et La Pira, son sous-secrétaire d'Etat, mais il fallut attendre le septième et avant-dernier ministère De Gasperi pour que M. Fanfani retrouvât un portefeuille, celui de l'Agriculture et des Forêts, alors que la réforme agraire était solidement engagée et qu'il y apportait toute sa flamme. Dès lors il franchit rapidement tous les échelons de la hiérarchie ministérielle. Il succédait en janvier 1954, il est vrai pour un mois seulement, à M. De Gasperi comme chef de gouvernement. Il le redevenait au cours de la III[e] législature, en 1958-1959, et de nouveau en 1960-1963 avant d'être élu à la présidence du Sénat et de viser ouvertement à la présidence de la République. Il nous faudra donc revenir sur sa forte personnalité.

La réforme agraire.

La réforme agraire, ébauchée par certaines mesures du ministre communiste Gullo au temps du tripartisme, puis poursuivies par le démochrétien Segni après le changement de majorité advenu en 1947, répondait cette fois à un plan très étudié par l'étendue et par les méthodes mises en pratique.

Evidemment elle ne rappelait en rien les vastes expro-

priations sans indemnité pratiquées dans l'Europe de l'Est, elle visait surtout à fixer des directives qui pourraient être appliquées par la suite sur de plus grandes étendues et à vaincre la routine pour améliorer la production. Le lotissement de sept cent mille hectares de terres labourables était prévu, après quoi la propriété paysanne ne serait encore passée en Italie que de six à sept millions d'hectares ; il en resterait neuf millions aux mains de détenteurs bourgeois aidés d'une main-d'œuvre salariée. Mais la création de centres de gestion et de coopératives modèles dans les zones prises en charge pourrait aider toutes les catégories d'agriculteurs à rendre leur effort plus productif.

Les terres expropriées se répartissaient entre sept régions, dont cinq dans l'Italie méridonale, une — la plus importante : deux cent cinquante mille hectares — au nord de Rome, et une dans le delta du Pô. Les dépenses à engager au Midi devaient être financées par une caisse spéciale couramment désignée Caisse pour le Midi, qui reçut pour douze ans une dotation de 1 280 milliards de lires fournie en grande partie par les fonds de l'E.R.P. (Aide Marshall), le reste par des affectations prévues aux budgets des douze années à courir depuis 1950-1951. De ces 1 280 milliards, 70 pour 100 environ devaient intéresser les progrès de l'agriculture, le reboisement et le régime des eaux fluviales, 19 pour 100 le développement routier, ferroviaire ou touristique, 11 pour 100 la construction d'aqueducs et d'égouts. Il était prévu que ces entreprises occuperaient trois cent soixante mille ouvriers et commenceraient d'implanter dans le Midi une industrie régionale qui atténuerait sa dépendance envers le Nord et l'étranger. Afin que la Caisse pour le Midi ne déviât pas de son but, trois instituts spéciaux de crédit industriel ne tarderaient pas à s'ouvrir pour contrôler l'emploi des attributions fixées par elle.

Le processus de répartition des terres expropriées prévoyait un organisme autonome *(Ente)* pour chacune des quatre zones intéressées et, après la publication des plans d'expropriation, la remise aux chefs de familles paysannes bénéficiaires de l'opération d'un certificat leur assignant la

possession d'un lot d'environ six hectares par famille. Groupés en *aziende* de colonisation, contrôlant de deux mille à huit mille hectares, chacun de ces centres possédait un personnel technique et un matériel d'exploitation en tracteurs, bulldozers, machines agricoles modernes, semences sélectionnées, engrais capables d'aider les cultivateurs inexpérimentés à mettre leur terre en valeur, sans leur imposer un choix qui ne correspondrait pas à leur goût ou à leurs attributions. On les aidait seulement sur le plan choisi par eux. D'ordinaire les bâtiments de ferme n'existaient pas, car dans les *latifundia* méridionaux les petits cultivateurs habitent de gros bourgs étagés sur des collines et font de 20 à 30 kilomètres par jour — parfois davantage — pour atteindre leur lieu de travail et en revenir. Les habitations voisines de ceux-ci étaient donc à construire. Trois mille environ étaient terminées à la fin de 1953. Mais l'implantation de véritables villages nouveaux devenait indispensable dans les terres bonifiées. Le plan en prévoyait cent cinquante huit, les uns comprenant tous les éléments nécessaires à une communauté rurale, les seconds limités à un rôle administratif ne posséderaient que les principaux services publics.

Il fallait toutefois s'attendre à des échecs, lorsque les nouveaux attributaires de fermes, par manque de courage ou d'intelligence, n'arriveraient pas aux résultats escomptés. En ce cas, ils devaient céder leur exploitation à un autre travailleur après une période d'essai de trois ans et ils bénéficiaient alors de secours d'urgence, en particulier de la jouissance gratuite d'une maison pendant un an. Ces échecs n'atteignirent pas l'assez haut pourcentage prévu. Dans les Pouilles et en Basilicate ils ne dépassèrent pas 8 pour 100.

Dans le *Comprensorio* (zone d'application) de l'Italie centrale, la réforme agraire se heurtait aux grands domaines des princes romains héritiers de familles papales, mieux exploités en général que les latifundia siciliens, où l'absentéisme habituel des propriétaires ne permettait guère que la culture extensive, d'un faible rapport. Chaque domaine se voyait amputé de 3 000 à 5 000 hectares. L'indemnisation avait lieu en titres d'Etat non négociables, remboursables par

tirages au sort en vingt-cinq ans et portant intérêt à 5 pour 100 sur la base de la déclaration de valeur effectuée par les propriétaires eux-mêmes en 1947.

Au contraire, la zone du delta du Pô, traditionnellement fertile selon des méthodes éprouvées, avait surtout pour objet le dessèchement de terres marécageuses au prix de travaux trop onéreux pour les communes, mais d'un rendement assuré, même divisées en petites parcelles.

Les réactions électorales au triomphe de la D.C.

Si soucieuse de justice distributive qu'eût été la réforme agraire, elle avait fait beaucoup de mécontents parmi les possédants expropriés, et même, ce qu'on n'eût point attendu, parmi les bénéficiaires des mesures prises en leur faveur. La propagande socialo-communiste, qui avait jusqu'alors consacré peu d'attention à la misère de la paysannerie méridionale, avait enfin compris les leçons tirées par Antonio Gramsci du modèle léniniste, à savoir que l'union des masses rurales aux masses ouvrières des villes était une condition primordiale de succès du communisme, bien plus efficace que des grèves incessantes, à objectifs limités. La gratitude attendue par les démochrétiens des travailleurs agricoles sans terres de Sicile ou des Pouilles ne se produisit donc pas. La plupart votèrent aux élections municipales et provinciales de 1951-1952 pour les candidats du front populaire, qui les avaient persuadés sans trop de peine du peu d'avantages qu'ils retireraient de leur accession sélectionnée à la propriété paysanne, ce malgré l'échec complet des tentatives de spoliation brutale de terres en friche ou mal cultivées qui était résulté des occupations désordonnées postérieures aux deux guerres mondiales dans l'Italie du Midi.

Par ces élections administratives, la D.C. se trouvait ramenée aux huit millions de voix (36,3 pour 100) qu'elle avait obtenues en 1946, mais les deux partis de droite redoublaient presque en passant à 10 pour 100 et les socio-communistes conservant, eux aussi, quelque huit millions de suffrages (33,4 pour 100), l'appoint des voix social-démocrates,

républicaines et libérales, qui totalisaient 21,8 pour 100, devenait indispensable aux démochrétiens pour garder une marge de majorité suffisante à la persévérance dans la même politique.

L'« opération Sturzo ».

Cependant une certaine inquiétude était dans les esprits des catholiques et elle avait inspiré dès 1950 à Don Sturzo, alors que se préparaient les élections municipales, une proposition inspirée des impressions qu'il avait retenues de son séjour en Amérique et que ses adversaires appelèrent « l'opération Sturzo ». A l'imitation des Etats-Unis où il n'y a pas d'élections municipales dans le district fédéral qui entoure Washington, afin de manifester l'unité de la nation autour de son gouvernement légal, le fondateur du P.P.I. proposait qu'il n'y en eût pas davantage dans la ville de Rome, où, traditionnellement mouvementées, elles donnaient une piètre idée du sens civique des Italiens. Siège de deux pouvoirs désormais réconciliés, cette absence de querelles de partis les aurait au contraire assimilés désormais à la grande République devenue l'Etat le plus puissant et souvent le plus sage du monde. En cas de refus de cette solution, il envisageait même la possibilité d'une liste unique où tous les partis seraient représentés proportionnellement à leurs effectifs dans le pays.

Cette suggestion éminemment raisonnable fut accueillie par les clameurs d'indignation des socio-communistes, même de ceux qui avaient jusqu'alors témoigné de leur respect pour Don Sturzo. Ils feignirent de croire qu'elle lui avait été inspirée par le Vatican, ce qui était bien mal connaître la souveraine indépendance de pensée d'un homme qui par toute sa vie n'avait cessé d'en témoigner, rejetant même ce qu'il avait longtemps considéré comme excellent en politique lorsqu'il en percevait les défauts. C'était alors le cas pour la représentation proportionnelle intégrale qu'il avait obtenue en 1919 de M. Nitti et qu'il jugeait désormais incapable de produire un gouvernement fort. Toute sa faveur allait mainte-

nant au suffrage majoritaire à un tour selon le modèle anglais et américain, parce que seul capable de supprimer les luttes stériles de partis.

La « loi-escroquerie ».

En revanche, Don Sturzo n'était pas favorable au projet de loi électorale que le président De Gasperi, non sans hésitation, s'était résolu à présenter au Parlement pour les élections législatives de 1953 et qui aurait comporté une prime à la majorité obtenue par l'alliance des partis ayant totalisé plus de 50 pour 100 des voix. Il était trop facile d'évoquer à ce propos le précédent de la loi Acerbo, celle qui sous le fascisme, en 1924, avait fait attribuer les deux tiers des sièges de la Chambre élective à la liste qui aurait obtenu 25 pour 100 des suffrages. C'était alors une violation flagrante de la plus élémentaire équité, le méprisable subterfuge d'un dictateur qui feignait d'avoir souci d'abriter ses entreprises sous une justification légale. La prime à la majorité relative sollicitée par la D.C. en 1953 n'eût été que de 15 sièges supplémentaires à Montecitorio et ne leur eût pas permis d'instaurer une politique totalitaire ; elle eût simplement remédié aux pertes de temps que certaines obstructions partisanes infligeaient à la représentation nationale dans l'espoir de dissocier la solidarité gouvernementale. Fidèle à sa conception d'une honnêteté rigoureuse en politique comme sur le plan économique, Don Sturzo, qui allait devenir bientôt sénateur à vie, objectait que ces députés supplémentaires, non élus par la nation, ne représenteraient qu'eux-mêmes, n'auraient pas de mandants qui pussent critiquer leurs actes et qu'ainsi le régime serait faussé dans ses rouages essentiels. Sept députés sociaux-démocrates et l'ancien chef du gouvernement Parri chez les républicains partagèrent cette conviction et quittèrent même leur parti par désapprobation du projet de loi combattu avec la dernière violence à la Chambre et surtout au Sénat. Par d'interminables discours et une multitude d'amendements l'opposition nourrissait l'espoir que la discussion ne pourrait être terminée en temps utile. Cependant la conviction était

répandue, même chez ses adversaires, que le cabinet atteindrait le résultat cherché.

A la surprise générale il ne l'obtint pas. La coalition gouvernementale ne rassembla que 49,85 pour 100 des suffrages. Il en manquait 57 000 et les fraudes au jour des élections ayant été extrêmement nombreuses, le contrôle des opérations électorales par une commission spéciale aurait très probablement déplacé la majorité. Mais ce contrôle eût demandé du temps et M. De Gasperi voulut se montrer beau joueur en acceptant sa défaite. Il espérait qu'un nouveau ministère monocolore réussirait encore une fois à obtenir le concours de groupes sympathisants non représentés au gouvernement. Il se trompait. Ayant perdu 1 800 000 voix depuis 1948, les sociaux-démocrates en particulier voulaient faire retraite pour un temps. Les libéraux eux-mêmes étaient sensibles à la désapprobation des milieux de possédants. En revanche, impressionnés par le progrès des courants gauchistes au sein de la D.C., les socialistes se montraient disposés à des concessions qui ne les couperaient pas complètement des communistes. Mais l'heure de « l'ouverture à gauche » n'était pas encore venue.

Chute de M. De Gasperi.

La chute, le 15 juillet 1953, du septième et dernier cabinet De Gasperi devant le vote hostile du front populaire et de la droite — monarchistes et néo-fascistes — tandis que les sociaux-démocrates et les libéraux se réfugiaient dans l'abstention fut durement ressentie par le chef du gouvernement, qui devait s'éteindre un an plus tard.

Son éloge funèbre fut prononcé devant le peuple romain par M. Fanfani, qui lui succédait comme secrétaire général d'un parti où ils s'étaient amicalement affrontés d'abord et où le plus jeune des deux finira par réaliser pour une grande part le programme que le premier préconisait quand il n'était pas encore investi du pouvoir. Au congrès de Naples, en 1954, Fanfani se montra décidé non seulement à la poursuite énergique de la réforme agraire, mais aux nationalisa-

tions industrielles envisagées naguère par De Gasperi. Par l'intermédiaire de l'I.R.I. (*Istituto per la ricostruzione industriale)*, qui gère les grosses entreprises contrôlées par l'Etat — banques, marine marchande, transports, métallurgie — et surtout par la Confédération des cultivateurs directs, qui avait constitué déjà la force principale du Parti Populaire dans les années 20 et dont il obtient pour son parti des subventions très importantes en échange d'une politique protectionniste — le marché européen des Six n'est encore qu'un projet — Fanfani vise à ce que la D.C. devienne une puissance financière autonome. De M. Enrico Mattei, créateur de l'E.N.I., qui tend à monopoliser en Italie la production et le stockage des hydrocarbures, il obtiendra d'autant plus aisément le même appui que des convictions chrétiennes agissantes donnent un fondement analogue à leur action politique ou économique.

Mais comme chef de gouvernement il ne réussira pas plus en 1954 que M. De Gasperi l'année précédente à ressaisir l'appui de la Chambre, malgré les sympathies dont il est entouré à l'intérieur et au-dehors de son parti. Même l'intermède plus long de l'industriel piémontais Giuseppe Pella, au dernier tiers de l'année 1953, qui avait donné une plus grande influence aux éléments conservateurs de la D.C., postulait une revision des buts à assigner à la seconde législature. Le retour à l'Italie de la ville presque entière de Trieste (zone A), amorcée par la déclaration interalliée du 8 octobre 1954 en réponse à la propositon de plébiscite lancée par M. Pella un mois plus tôt, rapidement contrée par Tito et finalement victorieuse aux derniers jours du cabinet Pella, représentait une ultime satisfaction pour les milieux nationalistes italiens, mais ne pouvait donner une orientation d'ensemble à une politique rénovée.

Cette orientation d'ensemble lui viendra au cours des années 1954-1958 à travers les trois ministères Scelba, Segni et Zoli, sur le plan intérieur de la persévérance à poursuivre sur des bases toujours plus fermes le relèvement économique du pays et la promotion progressive de la condition ouvrière, qui finissent par mériter à la D.C. le désir de la majorité des

socialistes de conclure une entente avec elle, en accord avec le mouvement d'*Iniziativa democratica*, le nouveau nom des « dossettiens » ; sur le plan international par le retentissement de l'action des Soviets en Europe centrale, qui induira M. Nenni à restituer le prix Staline que Moscou lui avait décerné quelques années auparavant et à desserrer les liens unissant les deux partis d'extrême gauche. Le rejet du stalinisme au XX[e] congrès du parti communiste d'U.R.S.S. sous l'influence de Khrouchtchev permettait, d'ailleurs, au communisme italien lui-même de prendre cette coloration propre qui le caractérise désormais, coloration unique en Europe, d'absence de sectarisme, spécialement en face des croyances religieuses qui demeurent celles de nombreux communistes italiens malgré la condamnation de principe prononcée par l'Eglise catholique contre le communisme doctrinal.

L'élection de G. Gronchi à la présidence de la République.

Au printemps de 1955 devait avoir lieu l'élection à la présidence de la République, car Luigi Einaudi ne désirait pas voir renouveler son mandat. Le choix du candidat gouvernemental se porta sur le président du Sénat, un autre libéral attaché par De Gasperi à son dernier ministère, comme on l'a vu. Ce choix était une erreur. Après le triomphe électoral obtenu par la D.C. en 1948, il était normal que le nouveau président sortît de ses rangs et en ce cas Gronchi, militant de la première heure en Toscane dès 1919, s'imposait par sa largeur de vues. Mais il était orienté tout à fait à la gauche de son parti et le Vatican faisait énergiquement pression auprès du gouvernement pour qu'il fût écarté. Homme de droite, Sicilien de Caltagirone comme Sturzo, le président Scelba ne demandait qu'à se laisser convaincre. Il était sûr cependant que, sans être candidat, Gronchi obtiendrait des voix dès le premier tour. D'abord celles de démochrétiens indisciplinés, puis celles de députés des groupes de gauche.

Les partis de gauche avaient décidé, de leur côté, de présenter comme candidat M. Parri, un des chefs de la Résistance les plus intègres et les plus courageux, dont on

sait qu'il avait occupé la présidence du Conseil durant le second semestre de 1945, mais qui ne pouvait prétendre qu'à une manifestation d'estime pour sa personne en attendant une manifestation précise de la volonté du Parlement. Au premier tour de scrutin, il obtint 308 voix sur 815 votants, M. Merzagora 228, M. Einaudi 120, à titre de reconnaissance pour son action passée, et 30 à M. Gronchi, qui n'était pas candidat. M. Parri s'étant désisté immédiatement, le second tour n'augmenta pas les voix du président du Sénat, mais M. Gronchi passa à 127 et il y avait 332 bulletins blancs. C'était l'indication nette que la gauche attendait la candidature officielle du président de la Chambre. Mais la pression des adversaires de celui-ci était si forte qu'il fallut encore l'épreuve d'un troisième tour de scrutin, où M. Gronchi arrivait en tête avec 281 suffrages tandis que M. Merzagora n'en gagnait que 20, que M. Einaudi tombait à 61 et qu'il y avait encore 195 bulletins blancs. Une dernière manœuvre de retardement devait consister à faire demander par le président du Conseil national de la D.C. à M. Gronchi de se désister en faveur de M. Einaudi, comme le faisait M. Merzagora. Naturellement, M. Gronchi refusa pour des raisons évidentes de dignité personnelle et il fut enfin investi au quatrième tour par 658 voix sur 833 votants : une élection plébiscitaire. Les opposants ne groupaient que l'extrême droite, quelques libéraux ou conservateurs catholiques irréductibles et la majorité des sociaux-démocrates par opposition à Nenni, qui avait constamment favorisé Gronchi.

Celui-ci accueillit cette victoire sans orgueil ni rancune, mais prit l'initiative, le 11 mai 1955, d'un message au Parlement et, à travers lui, à la nation, précisant les directives qu'il entendait donner à son action, sans sortir cependant de son rôle constitutionnel. Après un hommage rendu à ses deux prédécesseurs, il réaffirmait tout de suite une des idées qui lui étaient le plus chères : « Je pense — expliquait-il — à ces masses laborieuses et à ces classes moyennes que le suffrage universel a conduites jusqu'au seuil de l'édifice de l'Etat sans les introduire effectivement là où s'exerce la direction politique de celui-ci. Je crois fermement qu'un inté-

rêt fondamental de la démocratie est de réaliser pacifiquement cette insertion, pour renforcer à la base la stabilité des institutions grâce à un consentement plus large. »

Le septennat du président Gronchi.

Le septennat du président Gronchi devait être marqué par de nombreuses prises de contact du chef de la nouvelle République italienne avec des gouvernements étrangers et par des crises intérieures singulièrement malaisées à résoudre tandis que s'amorçait néanmoins une ère de prospérité économique qui permettrait de parler du « miracle italien ».

Sa première visite officielle eut lieu aux Etats-Unis et au Canada, au début de mars 1956. Il importait de montrer à la grande nation alliée d'outre-Atlantique que l'Italie avait encore besoin de son assistance économique afin de poursuivre le relèvement de ses provinces méridionales et en même temps de lui prouver sa loyauté parfaite dans la poursuite de la politique étrangère inaugurée par le président De Gasperi, notamment par une adhésion effective à l'idée d'unification européenne, en commençant par l'Euratom.

Sa seconde visite à Paris, le mois suivant, eut moins de portée. La renaissance d'un tripartisme de centre avait ramené les libéraux au pouvoir en Italie. L'un d'eux, M. Martino, occupait le ministère des Affaires étrangères et la politique de M. Pineau dans le cabinet Guy Mollet tendait à libérer la France d'une hypothèque américaine trop exclusive en accordant à l'O.N.U. un crédit moral plus grand. Les vues des deux gouvernements ne coïncidaient pas rigoureusement.

Au printemps de 1957, le ministère Segni tombait par suite du retrait des sociaux-démocrates et l'on en revenait aux cabinets démochrétiens minoritaires soutenus sans participation tantôt par le centre, tantôt même par la droite, dont cependant on repoussait la collaboration. C'était condamner les gouvernements à l'immobilisme, et au renvoi à une date indéterminée des projets les plus largement désirés, tels que la régionalisation, appliquée seulement à quatre pro-

vinces périphériques (Sicile, Sardaigne, Val d'Aoste, Haut-Adige) et dont l'extension au pays entier était désirée à la fois par les démochrétiens fidèles à l'une des thèses essentielles du programme de Don Sturzo et par l'extrême gauche, qui espérait dans trois régions au moins de l'intérieur trouver un champ d'expérimentation pour des initiatives de gestion administrative qui lui tenaient au cœur et pourraient faire école.

La formation du cabinet Zoli, où apparaît pour la première fois le nom de M. Aldo Moro, s'était, elle aussi, révélée extraordinairement malaisée, car son chef avait déclaré qu'il ne tiendrait pas compte des voix néo-fascistes qui pourraient l'appuyer. Or, sans elles, sa majorité se serait limitée à une voix. Il avait donc donné sa démission au lendemain même de la constitution de son ministère, mais le président Gronchi la refusa après avoir constaté l'impossibilité de lui trouver un successeur. La même situation paradoxale devait se renouveler en 1960 avec le ministère Tambroni, maintenu au pouvoir par le vote d'adversaires déclarés de la démocratie chrétienne. Rien ne pouvait hâter plus certainement l'ouverture franchement à gauche par l'alliance enfin durable des chrétiens et des socialistes ayant pris leurs distances à l'égard des communistes.

Cependant, même les communistes témoignaient leur estime au président Gronchi. Quelque temps après son élection, il dut se rendre à Bologne, place forte du front populaire. Les affiches apposées dans la ville par décision de la municipalité étaient empreintes envers lui du plus affectueux respect. On n'imagine pas pareil phénomène en France.

Vers la fin de son mandat devait se situer un voyage à Moscou pour des raisons, certes, uniquement politiques. C'était le premier homme d'Etat italien en U.R.S.S. depuis la fin de la guerre. Il provoqua à son égard, sans pourtant que son nom fût prononcé, d'acerbes critiques de la part du cardinal Ottaviani, tandis que *L'Osservatore Romano* s'élevait contre toute collaboration politique avec le socialisme, « même dans ses formes les plus modérées, car personne ne peut être à la fois bon catholique et socialiste

sincère ». Une nouvelle preuve était ainsi fournie de l'ingérence du monde ecclésiastique dans la sphère des intérêts temporels de la nation, ce qui n'était pas sans conséquence pour l'avenir.

Le 27 juillet 1960, à la chute du cabinet Tambroni, que ses alliances de pure arithmétique parlementaire avaient rendu particulièrement impopulaire à la Chambre comme au Sénat, le président Gronchi rappelait une seconde fois au pouvoir M. Fanfani qui y avait déjà fait une réapparition de quelques mois en 1958-1959 avec le portefeuille des Affaires étrangères et cette fois allait y demeurer trois ans pour appliquer un programme très net de politique intérieure et extérieure débouchant sur l'ouverture à gauche. Il avait déjà nommé ministre sans portefeuille M. Pastore, principal dirigeant du syndicalisme chrétien, à la gestion de la Caisse pour le Midi qui mettait en œuvre le plan Vanoni d'exploitation intensive des ressources méridionales (2 000 milliards) et appelé son ami Mariano Rumor à le seconder au secrétariat général de leur parti en même temps qu'il lui confiait le ministère de l'Agriculture et des Forêts. Il maintenait à l'industrie M. Colombo, dont le crédit ne cesserait de s'affirmer par la suite, et entouré des anciens présidents du Conseil Pella, Segni et Scelba, prouvait qu'il entendait maintenir dans son parti une union infrangible, bien qu'y incarnant une note distinctive très précise.

Bilan des années difficiles.

En mars 1958, alors que se préparaient les élections qui allaient dissiper la fâcheuse impression de la « loi-escroquerie » et redonner à la D.C. toutes ses chances, il a voulu publier un petit livre, *Années difficiles mais non stériles*, qui a toutes les allures d'un aide-mémoire, une sorte de bilan justificatif de ce que son parti avait effectué alors qu'il n'était pas lui-même au gouvernement — sauf la courte période dont nous avons parlé —, mais au contraire que le pouvoir paraissait dirigé par des hommes de tendances différentes et

moins sensibles aux souffrances des masses. M. Nenni devait écrire — un peu hâtivement en 1954 — un autre livre intitulé *La Faillite d'une Législature, 1953-1958.* M. Fanfani lui a répondu avant que Nenni assume la vice-présidence du Conseil de son grand rival, Aldo Moro, et s'y installe à la faveur de l'ouverture à gauche, que bien loin d'avoir « clérícalisé » l'école publique, comme des polémistes mal informés le reprochaient aux gouvernements de la période 1946-1956, les écoles publiques avaient augmenté de 25 pour 100, passant de 3 367 à 4 231 et de 863 000 élèves à 1 200 000 tandis que les écoles libres n'avaient augmenté que de 13 pour 100 quant au nombre des établissements (de 2 697 à 3 076) et de 20 pour 100 quant au nombre des élèves (passant de 237 000 à 285 000).

Afin de diminuer l'analphabétisme des régions méridionales, la Caisse du Midi avait affecté depuis 1954 quinze milliards à la construction de 50 000 nouvelles salles de classes et employé cent mille maîtres à instruire des millions d'adultes.

De 1953 à 1957, la production industrielle avait augmenté de 38 pour 100, c'est-à-dire doublé celle de la dernière année de prospérité du régime fasciste (1938) et dépassé de 55 pour 100 la moyenne de 1948-1952, période de quadripartisme euphorique. L'extraction de combustibles liquides dans la vallée du Pô sous la direction de l'E.N.I. était passée de l'indice 128 à 271, l'industrie métallurgique de l'indice 119 à 182, celle de la construction des moyens de transport de 105 à 157 et celle de l'industrie chimique de 122 à 154.

La marine marchande reconstituée avait atteint 5 millions de tonnes, dont 40 pour 100 durant la seule année 1953, celle de la fâcheuse « loi-escroquerie ».

Le nombre des touristes étrangers qui était en 1948 de 1 800 000 était passé à 7 700 000 en 1953, mais à plus de 14 000 000 en 1957.

L'usage du téléphone en Italie, de 1939 à 1957, s'était intensifié sept fois et le cabinet Zoli en avait nationalisé partiellement l'exploitation en même temps que par une

nouvelle dotation il prolongeait de dix ans le privilège de la Caisse pour le Midi.

Quant à l'application au Midi de la réforme agraire, elle avait atteint tous les résultats escomptés.

Ainsi la légende d'une récession pendant une période où la D.C. avait gouverné seule se trouvait démentie par les chiffres contre les commentaires malveillants. Et par la signature à Rome, le 25 mars 1957, des traités instituant l'Euratom et le Marché Commun dont la vice-présidence était confiée à l'Italie, celle-ci ne retrouvait-elle pas la place que le fascisme lui avait fait perdre ?

Les élections de 1958.

Les élections législatives du 25 mai 1958 avaient confirmé les résultats de 1953, mais les progrès enregistrés ne reflétaient guère que l'augmentation de la population pendant ces cinq années. Tel était le cas des 1 700 000 voix conquises par la D.C., dont le pourcentage passait de 40,1 à 42,4 pour 100. Le parti socialiste gagnait environ 800 000 voix (14,2 p. 100 au lieu de 12,7 p. 100). Les communistes, malgré les événements de Hongrie, maintenaient exactement leurs positions (22,7 p. 100). De même, les sociaux-démocrates (4,5 p. 100). A droite, les libéraux progressaient assez sensiblement, mais les monarchistes et les néo-fascistes perdaient 1 pour 100 de leurs fidèles et n'atteignaient plus 5 pour 100.

Influence du nouveau pontificat.

Au lendemain de ces remous politiques, un événement religieux allait singulièrement faciliter l'ouverture à gauche, l'alliance des démochrétiens et des socialistes, si aisément réalisée en Europe centrale à diverses époques, mais qui en Italie sous Pie XII comme sous Pie XI prenait figure d'épouvantail : l'élection de Jean XXIII comme Souverain Pontife. Dès ses premiers actes publics, notamment par son encyclique *Pacem in terris*, celui-ci se manifestait extrêmement différent de ses prédécesseurs, ouvert aux aspirations les plus profon-

des du monde moderne dans un esprit de compréhension envers toutes les familles d'esprit et y gagnait, même dans les couches très humbles du peuple italien et au dehors du monde catholique, un immense crédit, qui ne pourra que favoriser l'entente scellée pratiquement au lendemain des élections provinciales de 1960 entre socialistes et démochrétiens pour que, comme mesure d'attente à un gouvernement de centre gauche, des ententes municipales se nouent entre les deux partis. En janvier 1961, à Milan, était constituée la première qui réunissait démochrétiens, socialistes des deux appartenances (Nenni et Saragat), républicains et radicaux. En février et en mars, Gênes et Florence suivaient l'exemple de Milan. Au printemps, une quarantaine de communes du centre et du nord de l'Italie possédaient des municipalités du même type.

Le congrès démochrétien de Naples.

Au congrès national de Naples, tenu le 27 janvier 1962, une entente complète s'était réalisée entre les deux représentants majeurs de l'ouverture à gauche, Fanfani et Aldo Moro, et le programme de leurs futurs cabinets se trouvait déjà tracé en accord avec les socialistes. Il tendait à ôter au gouvernement tout caractère de classe et à lui donner une teinte uniquement nationale, traduite en premier lieu par les réformes suivantes : nationalisation des entreprises d'énergie électrique (contre indemnisation des sociétés productrices) ; régionalisation, en commençant par un statut spécial pour la Vénétie Julienne ; exécution du « plan vert » pour le développement de l'agriculture, établi en 1959 et approuvé en juin 1961, qui prévoyait en cinq ans une dépense de 550 milliards à distribuer entre initiatives gouvernementales et initiatives privées, moyennant des prêts à faible intérêt (de 1 à 3 %) et mesures appropriées contre la tentation, pour les paysans, de fuir la campagne au profit des grands centres industriels.

En politique étrangère, le gouvernement se proposait de

confirmer la participation active de l'Italie à la politique de solidarité occidentale et atlantique, aux fins de consolider la paix mondiale. Ce programme obtenait le 10 mars la confiance de la Chambre par 295 voix contre 195 opposées et 83 abstentions, au Sénat par 122 voix contre 58 opposées. Les votes contraires étaient ceux des communistes, des libéraux qui se voyaient désormais exclus des alliances quadripartites, des monarchistes et des néo-fascistes. Les abstentions groupaient surtout l'aile gauche des socialistes non ralliée encore à la volonté de collaboration de M. Nenni. Cette aile gauche, qui se détachera du parti deux ans plus tard, attendait de voir mis en œuvre le programme gouvernemental.

Premières applications du programme d'ouverture à gauche.

La première confirmation en fut donnée dès le mois de décembre 1962 par l'approbation de la loi nationalisant l'industrie électrique malgré une violente opposition des partis de droite. Deux autres lois de même inspiration — un impôt sur les dividendes des sociétés par actions et sur les bénéfices des opérations immobilières — furent également approuvées au cours du même mois. En janvier 1963, une loi scolaire prévoyant l'unification de l'enseignement secondaire et limitant l'étude du latin, tandis que la scolarité dans le primaire était prolongée jusqu'à quatorze ans, fut également votée.

En revanche, la régionalisation ne put obtenir la majorité. Beaucoup de démochrétiens y demeuraient opposés dans la crainte de voir les communistes prédominer sans contrepartie dans les provinces d'Emilie, de Toscane et d'Ombrie et la refonte des structures administratives apparaîtra finalement trop onéreuse. L'inconvénient qui suscitait le plus d'opposition était toutefois que cette mesure se révélât funeste à l'unité nationale, réalisée de trop fraîche date, et à cet égard, aujourd'hui encore où elle est enfin appliquée, on ne peut aucunement présumer de ses résultats. L'exemple sicilien, le plus périphérique il est vrai, n'est pas fort rassurant.

Au total, l'ouverture à gauche restait encore au début de 1963 un espoir plutôt qu'une réalité. Les problèmes centraux de réorganisation de l'Etat et de l'économie n'avaient pu être affrontés pendant la seconde année du quatrième ministère Fanfani. Le parti communiste reprochait véhémentement aux fractions collaborationnistes du parti socialiste de rompre l'unité de la classe ouvrière et trouvait une clientèle nouvelle, toute prête à lui faire confiance, dans la plèbe encore inorganisée des provinces méridionales, où échouaient les mesures prises en sa faveur pour la retenir à la terre devant l'attraction des hauts salaires de la zone industrielle du Nord, alors en plein développement. Les paysans du Midi, ancestralement accoutumés à l'émigration transocéanique, hésitaient encore moins à gagner les provinces septentrionales en revendant leurs lopins de terres et de nouveaux *latifundia* se reconstituaient ainsi aux mains d'habiles spéculateurs, à qui ces acquisitions n'étaient point disputées faute d'enchérisseurs.

Le miracle économique et sa contrepartie.

Les partis de gouvernement où figuraient avec un rôle évidemment modeste un ou deux sociaux-démocrates et républicains, en étaient réduits à la défensive, mais ne pouvaient tout de même pas prendre ombrage de l'expansion économique spectaculaire que la politique des années précédentes avait favorisée.

Elle était surtout impressionnante sur le plan industriel, mais se révélait encore notable même pour la production agricole malgré la désertion relative des campagnes. Alors que le revenu par tête d'habitant durant le demi-siècle écoulé de 1901 à 1950 n'avait augmenté que de 62 pour 100, il s'était accru de 47 pour 100 dans la seule décennie 1952-1962 et le revenu global avait doublé, passant de 10 000 milliards à plus de 20 000. Les plus fortes cotes avaient été atteintes en 1959 (6,37) et en 1961 (6,81).

Dans les dix dernières années, l'augmentation annuelle

de la production agricole avait été de 3 pour 100 contre 9 pour 100 pour la production industrielle et il en était résulté un fort renchérissement des denrées alimentaires qui contribuait au mécontentement de la classe ouvrière. Au total, la population vouée à l'agriculture était tombée pendant les dix années envisagées de 39,6 pour 100 à 27 pour 100 environ, tandis que les travailleurs industriels passaient de 29,6 à 38,6 pour 100 et le secteur tertiaire de 24,2 à 30,8 pour 100. L'afflux de main-d'œuvre agricole dans les usines du Nord amena une forte diminution des ouvriers saisonniers dans les terres du Midi et un certain abandon du métayage dans l'Italie centrale. L'effort de bonification, les infrastructures créées au Midi à l'usage des populations se trouvèrent souvent rendues inutiles, et démontrèrent la difficulté de venir efficacement en aide à des populations demeurées trop longtemps arriérées pour même comprendre où se situait leur véritable intérêt. Car la récession qui a très vite stoppé le boom industriel italien multiplie le chômage aujourd'hui dans la zone industrielle et les grèves incessantes rappellent les désordres d'où sortit en 1920-1922 la réaction fasciste.

Tandis que la désertion massive des zones méridionales par les travailleurs agricoles — évaluée à un million et demi d'individus en dix ans — obligeait à reconsidérer tout le problème du développement équilibré de ces mêmes zones, l'arrivée improvisée de cette émigration intérieure dans les villes du Nord y créait non seulement des difficultés d'assimilation à un milieu et à des emplois inhabituels pour eux, mais suscitait la spéculation sur les locaux d'habitation, la surcharge des services publics et un état de tension entre ces nouveaux venus et les autochtones développant même la criminalité.

La participation socialiste au gouvernement.

Après les élections de mai 1961, qui n'avaient pas amené de modifications très importantes dans les positions respectives des partis, la participation socialiste au nouveau gou-

vernement, que le président Segni avait appelé M. Aldo Moro à présider, paraissait devoir se réaliser sans difficultés. Les pourparlers de collaboration, un moment interrompus par la mort du pape Jean XXIII et la nomination de son successeur, allaient pourtant se heurter en juin à des obstacles imprévus devant l'hostilité de onze députés socialistes groupés autour de M. Lombardi, bien qu'ils eussent participé aux négociations préalables entre D.C. et P.S.I. d'où était sorti le programme présenté par M. Moro, sous le prétexte qu'il manquait de hardiesse dans l'expression d'une nouvelle formule politique. Sans doute, à part l'engagement de réaliser la régionalisation et la fixation des lignes générales d'un programme économique, restaient à définir et à compléter, lors de la présentation des projets de loi, ce qui concernait l'agriculture et l'urbanisme, mais le manque de confiance dans le partenaire induisait M. Moro à renoncer à son mandat. On en revint alors à une combinaison monocolore provisoire, limitée à quatre mois et demi, confiée au président du groupe parlementaire démochrétien, M. Leone, qui ne pouvait innover en rien.

La scission socialiste.

L'effort de persuasion poursuivi par MM. Nenni et De Martino au cours de l'été pour amener l'acceptation quasi générale de leurs amis à la collaboration avec la D.C. devait cependant se heurter au XXXV[e] congrès national du parti socialiste à une scission. La motion présentée par Nenni n'obtenait que 59 % des voix, appuyée par 20 % à un texte de même inspiration quoique de formulation différente dû à M. Pertini, président de la Chambre, mais la fraction de gauche rassemblait encore 39 % d'adhésions et formait le parti socialiste d'unité prolétarienne (P.S.I.U.P.), ressuscitant ainsi la dénomination du parti socialiste italien au lendemain immédiat de la guerre. 25 députés (sur 87), 12 sénateurs (sur 36) et 35 membres du Comité central adhéraient à cette nouvelle formation.

Durant les premiers mois de 1964, une sorte d'examen de conscience des partis de gouvernement avait eu lieu, qui les avait amenés à réviser certaines de leurs positions antérieures en fonction des attaques dont ils étaient l'objet de la part des conservateurs comme des communistes. La nationalisation de l'industrie électrique restait un grief toujours présent aux yeux des premiers comme cause principale de l'inflation qui avait suivi, tandis que l'extrême gauche en faisait porter la responsabilité sur la vague de spéculation qu'avaient déterminée la hausse des valeurs de Bourse et les progrès de l'exportation concomitante de la période des hauts salaires. Les démochrétiens se montraient décidés à suspendre de nouvelles réformes qui auraient pour effet de s'aliéner plus encore les milieux patronaux, et le gouverneur de la Banque d'Italie semblait abonder dans leur sens en suggérant, le 30 mai, d'arrêter l'inflation par le blocage des conventions salariales et la suspension de l'échelle mobile. Malgré les protestations des syndicats, le ministre socialiste du Budget avait réagi à la nouvelle situation dans un sens réaliste qui concordait avec les vues du groupe démochrétien, mais s'écartait encore plus des espoirs de la fraction gauchiste du P.S.I. qui venait de faire sécession et qui réunissait, en imposant à l'ensemble du groupe l'abstention dans un scrutin litigieux sur une question scolaire de portée réduite, à mettre en minorité de quelques voix le premier cabinet d'ouverture à gauche.

Il fallut en revenir cependant à un second cabinet Moro devant l'impossibilité de mettre sur pied une nouvelle formule. M. Nenni en demeurait vice-président et M. Saragat y gardait le portefeuille des Affaires étrangères, qu'il cédera à M. Fanfani quand il sera élu cinquième président de la République, les ministères du Budget et des Finances restaient confiés à des socialistes et celui du Trésor à M. Colombo, qui s'était déjà révélé un économiste de grande classe. La solidarité des deux partis principaux de la coalition demeurait donc ferme et loyale et la mort, survenue à ce moment en Russie, de M. Togliatti, suivie de la publication de son *Testament de Yalta*, où ne manquaient pas les critiques à

la politique soviétique et la revendication d'une plus large mesure d'indépendance pour tous les partis communistes, contribuait à rapprocher les divers éléments susceptibles de former ou au moins de ne pas combattre un gouvernement de gauche poursuivant un programme vraiment démocratique.

L'élection Saragat à la présidence de la République.

L'élection du leader des sociaux-démocrates à la succession de M. Segni, rendue nécessaire par un état de santé qui lui avait imposé de démissionner, offrit des aspects analogues à celle du président Gronchi en ce sens qu'elle exigea trois tours de scrutin et vingt-et-un votes pour arriver à atteindre la majorité absolue nécessaire. Chaque parti avait voulu qu'un de ses membres défendît ses couleurs et même les démochrétiens deux des siens, MM. Leone et Fanfani. Le retrait du second, conseillé par le Vatican mais mal agréé par l'intéressé, impliqua celui du premier et le ralliement de la D.C. à la candidature Saragat lorsqu'il apparut que M. Fanfani n'obtiendrait pas la totalité des voix communistes, que conseillait M. Ingrao, l'un des leaders marxistes les plus écoutés, très confiant dans les possibilités d'une entente féconde avec la jeune gauche démochrétienne, à l'encontre des partisans de M. Saragat.

Ce second cabinet Moro eut à faire face à un progrès impressionnant du chômage, qui atteignait près d'un million de travailleurs à la fin de 1964, mais que réduisit l'attribution de 170 milliards à un plan de développement économique de cinq ans (1965-1970) destiné à quelques secteurs de base, tels que la construction — surtout de logis populaires —, les voies de communication routières, l'industrie mécanique et toujours l'agriculture, dont l'abandon partiel, en multipliant l'introduction de produits alimentaires de l'étranger, avait été un des principaux facteurs de l'inflation. Néanmoins, en 1966 seulement, la récession pourra se dire vaincue et l'augmentation des prix ramenée à des limites normales.

La reprise des projets à plus longue échéance n'interviendra qu'avec le troisième cabinet Moro (1966-1968), à peu près semblable au second et qui voulait étendre la régionalisation à l'ensemble du territoire.

Les élections de 1968.

Le second avait vu se produire un essai de redistribution des responsabilités au sein du monde socialiste, par un retour à l'unité d'action des deux familles d'esprits qui l'avaient divisé, sanctionné par l'abandon des deux anciens vocables : P.S.I. et P.S.D.I. au bénéfice du P.S.U. (Parti Socialiste Unifié). Catholiques et communistes s'étaient un moment émus de cette unification plus formelle que redoutable. Ils devaient en trouver la preuve dans les élections législatives de 1968, qui avaient amené au droit de vote pour la première fois près de 3 800 000 jeunes. Ceux-ci se répartirent à peu près également entre catholiques et communistes, les premiers passant de 38,3 % du total des voix à 39,1 % et gagnant six sièges, les seconds de 25,3 à 26,9 % et atteignant 177 élus avec un gain de 11 sièges. Le P.S.U. perdait au contraire presque un quart de ce que P.S.I. et P.S.D.I. avaient obtenu séparément en 1963 et l'espoir de progrès qu'avait inspiré à ses membres le processus d'unification s'avérait complètement illusoire.

Les nouvelles attitudes de la jeunesse.

La jeunesse italienne de l'après-guerre s'est trouvée confrontée à des problèmes que les générations précédentes avaient ignorés ou à peine soupçonnés. Bourgeoise, elle n'avait eu qu'une faible part au Risorgimento. Ouvrière ou paysanne, elle en avait ignoré dans son ensemble les buts et les entreprises. La guerre de 1915-1918 devait éveiller sa conscience nationale, le fascisme surexciter ses passions de classe et ses appétits de violence. Désormais, elle a sa personnalité propre et l'Eglise, comme le gouvernement, devra compter avec elle.

L'Eglise, d'abord, dont le rôle en Italie reste énorme. On l'a bien vu au moment des élections. L'Action Catholique a formé la plupart des chefs de la démocratie chrétienne comme en France ceux du M.R.P., mais elle les trouve beaucoup moins déférents à ses consignes. Ils regardent plus volontiers au-delà des frontières. Les milieux étudiants ont des cercles Maritain, *Esprit*, Bernanos. Leurs revues sont volontiers frondeuses et soumettent les actes des aînés à une critique serrée, qui deviendra parfois corrosive autour de 1968. La sourde opposition qu'a pu rencontrer à l'Institut catholique de Paris Mgr Hauptmann dans quelques-unes de ses innovations n'est rien auprès de la campagne déclenchée contre le recteur de l'Université catholique de Milan pour en exiger le départ ou la résipiscence lorsqu'il voulut augmenter les tarifs d'examens et qu'il sembla en mesurer l'accès aux enfants des pauvres. La D.C. manquant de grands journaux dévoués à ses objectifs, c'est en des revues parfois confidentielles, mais souvent fort bien rédigées et avidement lues, telles *Questitalia*, publiée à Venise, récemment disparue, *Il Mulino* de Bologne — qui deviendra maison d'édition importante —, *Il Gallo*, *Note di Cultura*, etc., que l'on trouve les analyses les plus pertinentes de la situation politique ou des grands problèmes qui divisent l'opinion.

En politique, il est indéniable que la pression des jeunes a nettement favorisé l'ouverture à gauche. Certains auraient souhaité revenir jusqu'à la collaboration avec les communistes, au moins sur le plan social, mais il ne semble pas qu'une correspondance équivalente ait été trouvée chez les marxistes de crainte d'une opposition plus ou moins virulente de la part des autorités religieuses.

Déclin de l'anticléricalisme vulgaire.

Cependant, l'anticléricalisme vulgaire du XIX^e^ siècle, à grand renfort d'hommages publics à Giordano Bruno ou à d'autres victimes de l'intolérance romaine et de défilés brutaux comme celui que provoqua le transfert des restes mortels de Pie IX, a complètement disparu en Italie, et ne sem-

ble pas devoir renaître. Des cérémonies déférentes envers des dévotions populaires telles que les processions de la Fête-Dieu ou l'éclatement du « carro » tiré par des bœufs devant la cathédrale le jour de Pâques avaient encore lieu en de grandes cités comme Florence, sous une administration d'extrême gauche, à une date récente, avec le concours d'employés de la municipalité en uniforme.

Mais les réactions restent violentes dans la presse et l'opinion, même catholique ou libérale, devant des manifestations du vieil esprit autoritaire de membres de l'Eglise telles que celle de l'évêque de Prato, Mgr Fiordelli, qui, en 1957, avait défini publiquement un jeune ménage de son diocèse comme en état de concubinage parce que non marié devant le curé, selon les termes du Concordat de 1929, et condamné pour cela en première instance à une amende par le tribunal devant qui il avait été porté plainte. Cette condamnation donna lieu de la part du clergé, en de nombreuses localités, à un déferlement de « réparations » ridicules, par exemple des églises tendues de noir, même à Bologne sous le cardinal Lercaro.

De même, l'incident qui intervint à Florence entre l'archevêque et le desservant de la nouvelle paroisse de l'Isolotto, privé de sa fonction malgré la solidarité amicale de tous les paroissiens, membres de groupes de gauche en majorité, parce que ce prêtre demeurait insoumis à des injonctions de la Curie florentine, qu'il jugeait imméritées, incident qui provoqua des meetings de protestation jusque sur les marches de la cathédrale.

Des exemples analogues d'intolérance dogmatique ou disciplinaire avaient été trop fréquents dans le passé pour n'avoir pas laissé en beaucoup d'esprits une défiance envers les autorités romaines, que le Concile Vatican II tend aujourd'hui à faire disparaître devant des marques réitérées d'un changement de méthode dans les rapports entre les prêtres et leurs supérieurs. Tel le cas du savant exégète franciscain Salvatore Minocchi, suspendu *a divinis* par la Curie de Florence le lendemain même d'une conférence qu'il avait tenue sur les origines de l'humanité d'après les travaux du

P. Lagrange et qui ne put jamais rentrer en grâce devant les autorités romaines, bien qu'aujourd'hui la thèse qu'il soutenait, en termes très discrets, soit admise par tous les exégètes, pratiquement sans exception. Ecrite par un auteur catholique, la biographie de Minocchi a été en 1964 publiée à Brescia dans une maison d'édition catholique.

CHAPITRE IX

LE MOUVEMENT DES IDÉES DE 1870 A NOS JOURS

Du mouvement des idées dans la III[e] Italie nous ne pouvons donner ici qu'une vue très sommaire. A dessein nous négligerons beaucoup de noms et d'œuvres de second plan ou nous bornerons à les mentionner, mais avant d'aborder même les plus marquants, il nous paraît utile de dégager quelques traits généraux de la vie intellectuelle du dernier siècle.

Caractères généraux de la littérature contemporaine.

Et tout d'abord le caractère régionaliste qu'elle conservera longtemps après 1870. De même que l'unité politique et administrative ne fut d'abord qu'un cadre laissant subsister une grande diversité de mœurs, de même la littérature reflétera bien souvent, jusqu'à la première guerre mondiale, des modes de pensée et d'expression propres à l'un ou à l'autre

des anciens Etats fondus dans le royaume d'Italie plutôt qu'un esprit vraiment national. Et nous ne parlons pas même ici de la littérature dialectale, qui avait donné au XVIII[e] siècle déjà de petites merveilles de goût, telles que les comédies vénitiennes de Goldoni, et en a donné de nos jours avec les sonnets de Pascarella et les poésies de Trilussa, en dialecte *romanesco*, ou les chansons napolitaines de Salvatore di Giacomo, mais d'œuvres italiennes qui sentent si fort leur terroir que dès les premières lignes elles révèlent leur appartenance. On le verra plus loin dans ce que nous disons des véristes siciliens ou des conteurs toscans, par exemple.

Un autre curieux caractère de la littérature récente est celui-ci. Tandis qu'à l'époque du despotisme éclairé, puis du libéralisme, aussi nombreux avaient été en Italie qu'en France ou en Angleterre les écrivains de premier mérite sortis des hautes classes de la société — qu'il suffise de rappeler Alfieri, Verri, Beccaria, Manzoni, Leopardi, Gino Capponi, Balbo et bien d'autres —, la race en semble éteinte avec la réalisation de l'unité. On les retrouve dans la politique, dans la diplomatie, dans l'Eglise; dans le monde de la pensée, ils sont absents ou si rares que l'exception confirme la règle. Et comme il manquait en Italie une bourgeoisie d'affaires susceptible de créer de la richesse et d'assurer l'indépendance à ses enfants, il en résulte que la littérature, même d'imagination, après 1870, sera l'apanage de *professeurs*, menant ici ou là l'existence modeste du fonctionnaire mal rétribué. Leur observation s'appliquera donc essentiellement aux milieux qui les entourent ou dont ils font partie : le peuple, la petite bourgeoisie. Cela d'autant plus spontanément que, vers le même temps, la prédominance du positivisme en philosophie, du socialisme en politique, du naturalisme en art, exorcisait les idées générales, mettait à la mode les « tranches de vie », observées surtout, comme le faisait Zola — très lu et imité en Italie —, parmi les travailleurs de l'usine ou des champs; et c'est là, d'ailleurs, que se manifestera l'excellence de certains écrivains, fades et conventionnels dans leurs représentations du « grand monde », mais directs et vrais en évoquant la vie des humbles.

C'est aussi ce qui explique en partie la disproportion évidente entre la nouvelle ou l'essai et le développement des autres genres littéraires. Il n'est presque pas d'écrivain italien contemporain qui n'ait à son actif plusieurs volumes de nouvelles, souvent de sa meilleure veine. On peut même préférer les nouvelles de romanciers illustres, comme Verga ou Panzini, à leurs œuvres les plus connues, les nouvelles de Pirandello à ses drames. A cette surproduction il n'y a pourtant, bien souvent, qu'une raison utilitaire. L'Italie n'a pas de grandes revues de diffusion mondiale, comme la *Revue des Deux Mondes* et la *Revue de Paris*, où publier un roman valait à son auteur jusqu'à 1914 et même 1939 de quoi vivre un an ou deux, à la fois grâce aux honoraires perçus et au tirage assuré de la sorte à l'œuvre ainsi distinguée, avant que la même fonction fût remplie par les grands prix littéraires. Ses revues de premier rang, la *Nuova Antologia*, la *Rassegna Nazionale*, la *Rivista d'Italia*, ne sortaient guère d'Italie, traitaient surtout de politique et d'histoire et n'avaient qu'une faible expansion. Au contraire, la troisième page des plus importants quotidiens, en premier lieu du *Corriere della Sera* — dont la qualité avant le fascisme s'apparentait à celle du *Times*, du *Temps* ou du *Berliner Tageblatt* —, s'honorait d'être toujours ouverte aux meilleurs écrivains italiens. Mais ils n'y pouvaient évidemment publier que des essais ou des nouvelles. De là le fait que quelques-uns — un Ugo Ojetti, un Emilio Cecchi, un G. A. Borgese, par exemple —, ont dû presque tout leur succès à leurs chroniques du grand quotidien milanais.

Giosuè Carducci (1835-1907).

Professeur de littérature italienne à l'université de Bologne après l'avoir été dans de petits collèges toscans, Carducci est aussi poète, philologue, essayiste. Il domine la seconde moitié du XIX^e^ siècle comme Benedetto Croce dominera la première moitié du XX^e^. Seul Victor Hugo a connu chez nous, à la même époque, une gloire analogue; et, comme Victor Hugo, Carducci disparu a été passé au crible de la critique

mesquine qu'offusque toute grandeur reconnue. Il a résisté victorieusement à l'épreuve et le meilleur de son œuvre est aujourd'hui classique, bien que s'en soient détournés quelques professionnels du snobisme littéraire pour lui préférer d'obscurs confrères en qui ils vénèrent leur propre impuissance créatrice.

Par son inspiration comme par sa vie, Carducci est encore un homme du Risorgimento. Il a vibré de toutes les passions qui devaient réaliser les destinées nationales et il les situait très haut, dans la filiation directe de l'ancienne Rome, dont il admirait les vertus républicaines autant que la langue d'une concision si forte et la savante prosodie. L'unité italienne accomplie, du moins pour l'essentiel, il fut, comme beaucoup, déçu par ses lendemains immédiats. Il ressentit douloureusement le prosaïsme et les prudences des années 80, dont la nécessité ne lui apparaissait pas, car il n'avait rien d'un politique, encore que sénateur (mais on sait qu'en Italie, avant 1946, le Sénat, de nomination royale, n'était pas électif). Cela lui inspira des critiques acerbes et souvent injustes, en même temps qu'une amitié immuable pour Crispi, qui lui semblait nourrir les mêmes aspirations que lui-même à la dignité et à la grandeur.

Homme du Risorgimento, il le fut aussi par son désintéressement, son idéalisme, sa conscience du devoir d'Etat. Ce fut un maître incomparable, dont la parole forma une pléiade de continuateurs et dont les éditions critiques des grands classiques italiens font encore autorité aujourd'hui.

Mais c'est avant tout par son œuvre poétique qu'il demeure immortel. De l'exaltation un peu artificielle de ses premiers recueils — *Juvenilia*, *Levia gravia*, *Iambes et Epodes* —, il s'élève dans les *Poésies nouvelles* et les *Odes barbares* à des sommets qui ne seront jamais dépassés, car ils atteignent l'absolue perfection de la forme, appliquée à ces grandes sources d'inspiration que sont l'amour, les joies de la famille, les beautés d'une nature agreste ou grandiose — où revivent les plus émouvants souvenirs d'enfance —, le mystère de la mort, et aussi divers épisodes du passé national, le tragique de certaines destinées historiques, la succession

des âges, enfin et surtout la majesté de Rome, la sublimité de sa mission civilisatrice. Voilà ce qu'expriment ces pièces admirables qui s'intitulent *En traversant la Maremme toscane*, *A une Enfant*, *Devant San Guido*, *Idylle maremmane*, *Songe d'été*, *Ruit hora*, *Mors*, *Le Bœuf*, *Piémont*, *Cadore*, *De Desenzano*, *Devant le Vieux Château de Vérone*, *Pour la mort d'Eugène Napoléon*, *Aux sources du Clitumne*, *Rome*, *Pour l'anniversaire de la fondation de Rome*, etc.

Dans les *Odes barbares*, Carducci réussit l'audacieuse entreprise de substituer à l'hendécasyllabe italien, le vers traditionnel de la grande poésie lyrique, analogue à notre alexandrin, un rythme imité de la métrique latine, c'est-à-dire mesuré par l'accent tonique et sans rime. L'italien se prêtait à cette expérience, que certains humanistes avaient toutefois tentée sans succès au XVI^e^ siècle. Carducci en tira de prestigieux effets.

Il reçut le prix Nobel de littérature en 1906.

Giovanni Pascoli (1855-1912).

Successeur de Carducci dans sa chaire de l'université de Bologne, Pascoli peut lui être comparé par l'ampleur de la culture classique, mais en diffère profondément par le tempérament. Sous la rudesse de ses colères et sa vigueur paysanne, Carducci cachait un grand fonds d'optimisme. Pascoli, au contraire, a été marqué dès l'enfance par une double tragédie familiale : l'assassinat de son père, régisseur en Romagne des propriétés du prince Torlonia, et la mort un an après de sa mère, terrassée par le chagrin. Ils laissaient dix orphelins, très pauvres. Tout le monde dans le pays connaissait l'assassin ; la justice seule persista jusqu'au bout à l'ignorer.

Les souffrances morales et matérielles font d'abord de Pascoli un révolté : il s'inscrit au parti socialiste; mais il est de caractère trop doux pour que sa révolte aille bien loin. Il n'en gardera qu'une incurable tristesse associée au plus tendre, au plus pénétrant amour de tous les êtres. En lui,

le poète lyrique et le lettré ne parviendront jamais à la fusion intime qu'ils réalisent sans effort chez Carducci, son aîné et son maître affectueux. Aussi sera-t-il un professeur médiocre. Médiocres aussi la plupart de ses poèmes érudits, inspirés par l'Antiquité *(Poèmes conviviaux)* ou par des commémorations patriotiques *(Poèmes italiques, Poèmes du Risorgimento)*. Mais lorsqu'il peut s'abandonner en toute spontanéité soit à ses souvenirs, soit à son sentiment de la nature — cette nature qu'il recherchera de plus en plus en s'évadant des villes pour se fixer définitivement dans le pays lucquois, à Castelvecchio di Barga —, il lui arrive d'être exquis, de nous toucher par une grâce qui n'est qu'à lui. Ainsi dans un de ses *Poemetti* où il décrit les phases successives d'une idylle paysanne parmi les travaux des champs et les soins du ménage, l'assistance au vieux père et à la petite sœur, avec le mélodieux accompagnement d'un chant d'oiseau propre à chaque heure et à chaque saison : l'hirondelle, la mésange, le coucou, l'alouette, le rossignol. Ou dans le poème *La Jument pie (Chants de Castelvecchio)*, où il évoque sa mère auprès de la bête familière qui lui ramena son mari assassiné, le caressant, lui parlant comme à un confident du disparu — si bon pour tous les animaux —, des dernières plaintes que la jument a dû entendre de sa bouche, et lui demandant un signe d'assentiment quand elle lui murmurera le nom du criminel.

La langue poétique de Pascoli est particulièrement riche. Il l'étoffe d'expressions du parler des montagnards de la Garfagnana (Apennin toscan), d'une saveur et d'une propriété ravissantes, qui, sans détonner jamais, ajoutent une noblesse de plus à une inspiration qui a la fraîcheur d'une source.

Pascoli garde en Italie des fidèles qui le mettent au tout premier rang des poètes du siècle presque écoulé depuis 1870. C'est, croyons-nous, aller trop loin. Carducci a plus de souffle, une gamme de sentiments plus variée, des résonances plus profondes. Mais Pascoli est peut-être plus purement et uniquement poète.

Giovanni Verga (1840-1922) et les véristes méridionaux.

Ce qu'on a nommé le « vérisme », et en France le naturalisme, eut en Italie son centre principal en Sicile, avec d'intéressantes dérivations à Naples, dans les Abruzzes, en Sardaigne. Au Nord, il n'a produit rien de notable. C'est l'un des exemples de cette localisation provinciale des courants littéraires ou philosophiques dont nous parlions tout à l'heure. On peut y voir une conséquence des mœurs primitives mieux conservées dans certaines régions méridionales. Ainsi Mérimée, vériste avant la lettre, situa-t-il à dessein ses récits en Corse ou en Espagne. Quoi qu'il en soit, le phénomène est patent. Si Verga a été le principal représentant du vérisme, il n'en fut pas cependant l'initiateur. Le mérite en appartient à son compatriote Luigi Capuana (1839-1918), professeur à l'université de Catane, lui aussi nouvelliste et romancier.

Verga apparaît en la matière un converti. Il avait débuté à Milan, vers 1860, par des romans aujourd'hui illisibles, où tout le conventionnel d'un romantisme décadent, appliqué aux milieux chers à Octave Feuillet et à Jules Sandeau, s'exprimait dans un style bien inférieur au leur. La doctrine vériste lui fut une illumination. Il rentra en Sicile en 1874 et ne la quitta plus jusqu'à sa mort. Là, il produisit d'authentiques chefs-d'œuvre et d'abord les *Nouvelles paysannes*, dont la célèbre *Cavalleria rusticana*, un peu sèche sous sa forme primitive, meilleure dans le drame en un acte qu'il en tira. *Jeli le berger*, nouvelle plus longue, plus nuancée, comparable à *Carmen*, nous semble la perle du recueil. Les deux récits se terminent par le meurtre rapide et brutal, jugé tout naturel, du séducteur d'une épouse. L'atmosphère est celle de villages étroitement centrés sur leur église; mais la foi est une chose et l'honneur une autre : ni religion ni intérêt ne peuvent entrer en balance avec l'honneur; toute une vie en cellule ne paie pas trop cher sa vengeance.

Les romans du Verga deuxième manière forment le cycle des *Vaincus* : *Les Malavoglia*, *Maître Don Gesualdo*, *La Duchesse de Leyra* (resté inachevé). On y voit croquées

sur le vif toutes les classes de la société sicilienne, des plus humbles aux plus élevées, avec une insurpassable vérité et une puissance d'émotion d'autant plus communicative qu'elle est plus discrète.

Il faut en rapprocher le roman-fleuve de Federico De Roberto, *Les Vice-Rois*, qui évoque trois générations d'une famille princière, les Uzeda, descendants des féodaux aragonais. L'action se situe à l'époque du passage de la Sicile de l'ancien régime au nouveau, autour de 1860, et tend à prouver que les maîtres d'un pays, entourés d'une population servile, se plient sans effort aux conditions nouvelles d'existence et demeurent toujours les maîtres. Il y a là une galerie de portraits excellents, une peinture cruelle de l'avarice, de la dureté d'âme, de la légèreté, des extravagances, pathologiques parfois, d'un grand nombre de ces familles qui règnent sur un peuple de serviteurs et de clients dévotieux, comme les patriciens romains. Nulle intention subversive cependant ni arrière-pensée politique; la simple observation du réel.

On doit rattacher au vérisme deux romancières qui eurent leur heure de célébrité, Matilde Serao, Napolitaine à l'écriture facile dont les romans « mondains » sont aujourd'hui oubliés, mais qui dans quelques autres, notamment *Le Pays de Cocagne*, a donné de sa ville natale une peinture grouillante de vie, et Grazia Deledda (prix Nobel 1926), qui évoque avec une grande sobriété et vérité d'accent la vie des populations sardes.

Nous parlons un peu plus loin des nouvelles et drames abruzzais de Gabriel d'Annunzio dans le paragraphe qui le concerne, et des écrivains calabrais parvenus à la notoriété durant l'entre-deux-guerres.

Aspects du positivisme.

Le positivisme triomphant à la fin du XIX^e^ siècle n'eut pas seulement des répercussions littéraires. En philosophie, son adepte le plus notoire, Roberto Ardigò, prêtre sorti de l'Eglise, n'ajouta rien d'original aux théories spenceriennes,

associationnistes, etc. Mais l'école criminaliste, représentée surtout par Cesare Lombroso (1836-1909), Enrico Ferri, le tribun socialiste, Garofalo, Scipio Sighele, lui donna en Italie, dans le domaine sociologique, de très intéressants développements qui, sous un aspect renouvelé et d'apparence plus scientifique, venaient renforcer à un siècle de distance l'œuvre juridique de Cesare Beccaria.

L'effort des criminalistes italiens tendit à substituer le concept de responsabilité sociale à celui de responsabilité morale. On connaît la célèbre définition de Taine : « Le vice et la vertu sont des produits comme le vitriol ou le sucre. » De même le crime est-il la résultante de facteurs anthropologiques (somatiques, psychiques ou biologiques), physiques — le climat, la nourriture, etc. — et sociaux — les mœurs, l'opinion, l'éducation, la densité de la population, les lois civiles et pénales. Une saine sociologie doit donc tendre à prévenir le crime par la modification du milieu ou du sujet plutôt qu'à le réprimer.

Déjà, en Italie, la peine de mort était abolie quand l'influence de ses criminalistes, qui devait s'étendre à tout le monde civilisé, intensifia le mouvement de rééducation des prédélinquants. Le droit pénal tendit ainsi à devenir un simple chapitre de la sociologie, sans toutefois réussir à abolir complètement les anciennes notions de responsabilité personnelle, défendues tant par les catholiques que par les tenants de l'idéalisme philosophique, qui n'allaient pas tarder à déclencher une violente offensive contre le positivisme. Lombroso, dont l'œuvre écrite est considérable, ébranla toutefois le sérieux de ses thèses en assimilant le génie à une névrose ou même à un genre de folie.

On peut voir une autre dérivation du positivisme dans le discrédit alors jeté sur les grandes fresques historiques de l'âge romantique, de même que sur tout subjectivisme dans la critique. On ne s'attache plus qu'au détail, au document, on s'interdit les vues d'ensemble sur une époque ou un personnage, à l'imitation de certaine école allemande de chercheurs. Dante fut la principale victime de ces nouvelles tendances. Son texte fut disséqué, chant par chant, vers par

vers, avec une précision anatomique, par des légions de jeunes ou vieux érudits. Il en résulta des tonnes d'imprimé, des milliers de « contributions » à l'étude du poète altissime, mais au total un bien faible apport à une meilleure perception des valeurs profondes de sa poésie. La fondation à Turin en 1883 du *Giornale storico della Letteratura italiana*, dirigé par MM. Novati et Renier — maîtres à la méthode sûre et au renom mérité, d'ailleurs —, vint concrétiser l'adhésion quasi générale des Universités italiennes à la nouvelle critique historique.

Antonio Fogazzaro et le mouvement moderniste.

L'attrait de l'évolutionnisme et d'une sociologie qui apparut un moment comme le dernier mot de la science devait aussi s'exercer sur un romancier de grand talent, dont la renommée s'étendit bien au-delà de la péninsule, Antonio Fogazzaro (1842-1911). Toutes ses œuvres ont été traduites en français et se lisent encore agréablement. Une constante noblesse d'inspiration, une très fine sensibilité, un vif sentiment de la nature, la connaissance exacte du cœur humain donnent à ses récits un charme pénétrant, rehaussé par le pittoresque de conversations en dialecte vénitien ou milanais — dont parfois il abuse un peu. *Un petit monde d'autrefois*, où se dessine un conflit d'âmes au seuil de la révolution de 1848, est tenu en général pour son chef-d'œuvre, auquel font suite *Un petit monde d'aujourd'hui*, *Le Saint* (1905) et *Leila*. Le cadre de ses romans est habituellement la Valsolda et les rives du lac de Lugano ou Vicence, sa ville natale. *Le Saint* fait exception, qui se situe à Subiaco et à Rome. C'est de toutes ses œuvres celle qui a causé le plus de bruit parce qu'elle manifestait l'adhésion de Fogazzaro au modernisme, ce qui lui valut sa mise à l'Index.

Dans un pays de tradition catholique aussi exclusive que l'Italie, où l'intérêt est si faible pour les controverses religieuses, le modernisme ne pouvait pénétrer profondément. Il demeura limité à quelques milieux d'aristocratie intellectuelle et sociale, comme celui auquel appartenait

Fogazzaro, ainsi que son meilleur disciple, qui deviendra son biographe, le duc Gallarati-Scotti. Tous deux essayèrent de publier une revue d'études religieuses, le *Rinnovamento*, rapidement condamnée, elle aussi, et qui ne tarda pas à disparaître. Le clergé italien ne compta guère de modernistes assez marquants qu'un ex-franciscain, Salvatore Minocchi, et l'abbé Ernesto Buonaiuti, professeur d'histoire des religions à l'université de Rome.

Gabriel d'Annunzio (1863-1938).

Plus encore que Fogazzaro, d'Annunzio atteignit une gloire européenne et fut même plus apprécié jusqu'en 1915, grâce aux traductions parfaites de Georges Hérelle, des lecteurs français que de ses compatriotes. Il est un des rares exemples d'écrivain italien contemporain complètement libéré des étroitesses provinciales, riche, prodigue, répandu dans les salons, à l'aise à l'étranger, et pour tous ces motifs objet de critique plutôt que d'envie.

On peut distinguer dans sa vie quatre périodes, à quoi correspondent quatre groupes d'œuvres : la période romaine, ou l'essor; la période florentine — la maturité du poète, mais déjà le déclin du dramaturge et du romancier; le séjour en France (1910-1915), qui accentue la chute; la guerre et l'après-guerre, avec son action politico-militaire et la retraite de l'écrivain au Vittoriale, sur le lac de Garde.

D'Annunzio est surtout un prodigieux ciseleur de mots. Son égocentrisme est le ciment de sa personnalité, ouverte par ailleurs à toutes les influences, à tous les modes de pensée. Benjamin Crémieux a écrit justement de lui que « sa formation se résume en une série de rencontres littéraires, attestées par ce qu'on a appelé ses plagiats » : Carducci, Hugo, Baudelaire, les Parnassiens, Walt Whitman, Verga, Capuana, Bourget, Huysmans, Barrès, Dostoïevski, Nietzsche, Tolstoï, Henry Bataille, etc. Comme il est étonnamment doué, il assimile tout cela à merveille, transpose, adapte. Mais il est bien vrai qu'il n'a pas le don essentiel du créateur : la spontanéité. Mis en branle par d'autres, il drape alors sur

le sujet choisi un somptueux manteau verbal, fait étinceler les pierreries, sans toujours éviter le mauvais goût, qui dès 1908-1910 s'accentue dans *La Nef* et dans *Forse che si, forse che no*, rendant ses dernières œuvres insupportables, à l'exception de *Contemplation de la Mort* et de *Nocturne*.

Le meilleur de Gabriel d'Annunzio est ce que lui a inspiré sa province d'origine, ses âpres Abruzzes : les *Nouvelles de la Pescara*, moins directes que celles de Verga ou de Pirandello, mais encore de haute qualité; ses tragédies paysannes, *La Fille de Jorio*, *La Torche sous le Boisseau;* la dernière partie du *Triomphe de la Mort*. C'est aussi et surtout son vaste poème en quatre livres, *Louanges du Ciel, de la Terre et de la Mer*, publié de 1903 à 1913 et dont la troisième partie notamment, *Alcione*, est d'une mesure, d'une grâce exceptionnelles. On peut, depuis 1947, admirer la première, *Maia*, dans la version longtemps inédite de Georges Hérelle que nous devons à la diligence de M. Guy Tosi.

Benedetto Croce et « La Critica ».

Avec Benedetto Croce, né dans la même province et presque à la même date que d'Annunzio (1866), nous rencontrons un autre grand lettré indépendant des contraintes matérielles, libre d'orienter sa vie à sa guise et à l'esprit largement ouvert sur le monde, mais dont les inclinations seront exactement inverses. Tout ce que d'Annunzio accorde à la sensualité et au culte du moi, Croce le donnera à la raison et à la recherche impersonnelle du vrai. Même en politique, les deux hommes ne seront jamais d'accord. Un moment, au début du siècle, leur influence en Italie parut de poids égal; plus tard, Croce surclassa de cent coudées son brillant compatriote.

Pour en trouver l'équivalent en France, il faut remonter jusqu'à Taine ou Renan, et si Croce avait abordé le théâtre ou l'épopée, si surtout sa pensée avait eu le rayonnement européen des philosophes du XVIII[e] siècle auquel les cloisonnements nationalistes font aujourd'hui obstacle, on pour-

en vérité, la poésie de Voltaire et ne serait-il pas aussi grand sans elle, plus grand même s'il n'avait pas commis *La Henriade?*). On doit se souvenir qu'en 1950, Croce, octogénaire, a derrière lui dix-sept gros volumes de doctrine ou d'essais philosophiques, trente-huit d'histoire politique ou littéraire; qu'il a fondé, dirigé et rédigé à peu près seul depuis 1902 une revue mensuelle, *La Critica*, rénovatrice de la vie intellectuelle italienne; suscité et soutenu à Bari une des trois ou quatre maisons d'édition de renommée mondiale que compte la péninsule, la première sans conteste dans le domaine philosophique; qu'il a collaboré (occasionnellement) durant un demi-siècle aux plus importants journaux de son pays ; joué enfin, comme sénateur, comme ministre et comme inspirateur du parti libéral, un rôle toujours notable et par instants — en 1920-1921, en 1943-1944 —, capital.

Polémiste redoutable, maniant tour à tour l'ironie dédaigneuse et le raisonnement serré, Croce, lorsqu'il lança *La Critica*, était parti en guerre, ainsi qu'il l'a écrit lui-même, dans deux directions : « d'un côté, [contre] les positivistes, les empiristes et les philologues; les génies au petit pied, les mystiques et les dilettantes, de l'autre ». Vingt-cinq ans plus tard, il avait cause entièrement gagnée à l'égard des premiers : personne ne tenait plus pour démontrés les axiomes du scientisme et ses multiples dérivations sociologiques ou littéraires; les excès de la critique philologique allemande étaient pareillement déconsidérés. « Toute la jeunesse est crocienne — pouvait-on écrire en 1927 —, ou, si elle ne l'est pas, combat Croce sur le terrain choisi par lui. L'énoncé crocien des problèmes, sinon les solutions qu'en propose Croce, est admis par tous. » Quant aux « mystiques » — Croce entendait notamment par là les franciscanisants émotifs, les tolstoïens, les théosophes, les modernistes à la Fogazzaro —, et aux « dilettantes » — il pensait surtout à d'Annunzio —, leur heure est passée aussi, plus peut-être en raison des circonstances historiques que des arguments développés par le philosophe napolitain; et il n'est pas certain qu'elle ne reviendra pas sous une forme différente.

Le succès du fascisme allait susciter à Croce un autre

adversaire, dont il n'eut qu'à rester logique avec lui-même pour attendre l'effondrement. Un esprit comme le sien, fidèle à tout ce qui est demeuré vivant de la philosophie de Kant et de Hegel, ne pouvait adhérer au pragmatisme invertébré des improvisations fascistes, pas plus qu'à la politique antilibérale de Mussolini. Croce eut cependant la « stupeur », selon son expression, de voir son plus proche collaborateur de *La Critica*, Gentile, se détourner des principes qu'il avait défendus à ses côtés et infléchir sa doctrine dans le sens d'un « nouvel irrationalisme, mélange hybride d'antique spéculation théologique et de décadentisme », qui devait en faire l'un des maîtres à penser du nouveau régime.

Dans l'œuvre immense de Croce, il y a deux sommets : *L'Esthétique comme science de l'expression et linguistique générale* (1902), et la *Théorie et histoire de l'historiographie* (1927).

Son esthétique, développant les bases qu'en posèrent Vico et De Sanctis, proclame que « contenu et forme doivent être distingués dans l'art, mais ne peuvent être qualifiés séparément d'artistiques, précisément parce que leur relation seule est artistique, c'est-à-dire leur unité, comprise... comme l'unité concrète et vivante qui appartient à la synthèse *a priori*. L'art est une véritable *synthèse esthétique a priori*, celle du sentiment et de l'image dans l'intuition, dont on peut dire que le sentiment sans l'image est aveugle, l'image sans le sentiment vide ». Dès lors, la critique d'art, celle qu'appliquera lui-même Croce dans les six volumes où il a étudié la littérature de son temps et ceux qu'il a consacrés à de nombreux écrivains italiens ou étrangers des époques antérieures, est « une critique fondée sur l'idée de l'art comme pure fantaisie ou pure expression et qui par suite n'exclut du domaine de l'art aucun contenu ou état d'âme, pourvu qu'il soit concrétisé dans une expression parfaite... Pour juger de l'art, elle ne connaît d'autre procédé que celui d'interroger directement l'œuvre elle-même et d'en ressentir la vive impression ». Croce rejette donc toute classification des genres littéraires à la Brunetière et n'accorde aux recherches historico-philologiques qu'une valeur d'information acces-

soire, aidant à se mettre dans l'état d'esprit de l'auteur au moment de sa création artistique. Mais il n'accepte pas pour autant la critique « impressionniste » d'un Jules Lemaitre (qui, s'il fallait choisir, lui déplairait moins cependant), parce qu'elle manque de base philosophique et demeure exclusivement subjective.

Dans l'application, Croce s'est montré souvent fort pénétrant, mais n'échappe pas toujours, quoi qu'il en ait, à l'esprit de système, et beaucoup de ses jugements, notamment sur Dante, parmi les anciens, et Pascoli, parmi les modernes, n'ont pas été ratifiés par les meilleurs esprits. Dans la littérature française du dernier siècle, il place très haut Flaubert, Baudelaire et Maupassant et souscrit pleinement, en particulier, à la critique que Baudelaire a faite du romantisme à propos de Musset. En revanche, Barrès — qu'il juge « sadique » (!) comme d'Annunzio —, Rimbaud, Claudel ne lui inspirent qu'aversion.

Le couronnement de l'œuvre philosophique de Croce dans la grande quadrilogie qu'il a intitulée *Philosophie de l'Esprit* — la *Logique comme science du pur concept*, *Economique et Ethique* s'ajoutant à l'*Esthétique* —, est son identification de la philosophie avec l'histoire. Il lui semble absurde de soutenir que « le propre de l'histoire est de savoir, le propre de la philosophie de comprendre », comme s'il pouvait exister un savoir sans compréhension et une compréhension séparée du savoir. Aussi oppose-t-il au mot de Fustel de Coulanges qu'il y a bien « l'histoire et la philosophie, mais non la philosophie de l'histoire », cette autre affirmation : « Il n'y a ni la philosophie, ni l'histoire, ni la philosophie de l'histoire, mais l'histoire qui est philosophie et la philosophie qui est histoire, immanente à l'histoire. » Dans les controverses relatives au progrès, à l'action de l'homme, à la fin de l'histoire, à la prédominance du bien ou du mal sont inclus les concepts de *développement*, de *fin*, de *valeur*, qui englobent toute la réalité et « l'histoire n'existe qu'en tant qu'elle est, précisément, toute la réalité ». Mais pour cela il ne faut pas faire de l'histoire la simple *chronique* du passé, il faut la hausser « à la connaissance

de l'éternel présent, identifié à la philosophie, qui, de son côté, n'est jamais autre que la pensée de l'éternel présent ». La conception dialectique du progrès — passage non du mal au bien, mais du bien à un mieux où le mal est le bien lui-même vu à la lumière du mieux —, élimine le dualisme (lutte de la vérité et de l'erreur), qui vicie non seulement l'idée chrétienne du monde, mais celle même de l'humanisme et de l'illuminisme. C'est parce que le XIX^e^ siècle a surmonté ce problème du dualisme des valeurs et l'a résolu dans l'unité de l'idée de développement, et non pas pour ses découvertes archéologiques ou philologiques, relativement communes aux quatre siècles précédents, qu'il a été à juste titre dénommé « le siècle de l'histoire ».

Un dernier mot pour expliquer comment Croce — et Gentile, qui en cela est resté fidèle à ses principes —, ont pu, dans leur incroyance absolue à tout surnaturel, favoriser constamment le maintien ou l'introduction de l'enseignement religieux dans les écoles primaires ou secondaires de leur pays et répudier tout anticléricalisme pratique. C'est que la religion leur apparaît comme un premier stade de l'aspiration humaine à la vérité, un « effort imparfait vers la philosophie » (Croce), qui correspond précisément au développement de l'esprit avant l'âge adulte et que rien ne peut remplacer. Le jeune homme substituera la philosophie à la religion quand il sera en condition de le faire. On comprend dès lors leur opposition au modernisme, qui aurait voulu rationaliser la religion, c'est-à-dire la défigurer, sans pour cela s'identifier à la philosophie; comme à l'illuminisme et à la franc-maçonnerie, qui combattent la religion au nom de principes abstraits, également professés par le christianisme, notamment celui d'un droit naturel immuable.

Essayistes et nouvellistes toscans.

L'influence de Croce s'est d'abord fait sentir sur le groupe très vivant de *La Voce*, dont nous avons déjà parlé à propos du mouvement nationaliste, groupe essentiellement toscan mais se ramifiant à travers toute l'Italie et qui ras-

sembla dans une commune ferveur toute l'élite de la jeunesse pensante un peu avant 1910. Ce n'est pas que tous ses membres fussent crociens, loin de là. Seuls Prezzolini, G.A. Borgese et un ou deux autres peuvent être qualifiés de néo-hégéliens ou acceptèrent les méthodes critiques de Croce. Papini, même avant sa conversion au catholicisme, l'a toujours combattu, de plus en plus âprement. Des critiques de talent, tombés pendant la première guerre mondiale, Renato Serra, Giovanni Boine, séduits par la forte personnalité de Croce, ont pourtant résisté à certaines de ses idées. Mais dans leur combat pour un élargissement de la culture, leur universelle curiosité, leur réaction contre le goût italien de la rhétorique et le clinquant d'un romantisme dégénéré, les « Vociens » ont eu d'ordinaire les mêmes ennemis que Croce : les Trissotins et les Vadius de notre époque, les philologues racornis, les dilettantes de pacotille. C'est ce qui autorise à parler de leur commune victoire.

Prezzolini et Papini sont essentiellement des essayistes. Ils ont abordé maints sujets, le second surtout, mais toujours par touches brèves. En se faisant biographe de *Saint Augustin*, de *Carducci*, Papini a dû se plier à la discipline du genre, sans doute avec effort. Pareillement le récit de son évolution intérieure, *Un Homme fini* (1912), qui demeure son meilleur livre, requérait l'unité de composition. Mais même son ouvrage le plus connu, *Histoire du Christ* (1918), est plutôt une suite de morceaux très personnels, parfois très émouvants, sur les moments essentiels de la vie de Jésus qu'une synthèse de son action et de son enseignement. En dehors de ces quelques titres et de deux volumes de poèmes, le reste de son œuvre multiple et passionnée, échelonnée de 1906 à nos jours, est formé d'essais critiques ou philosophiques sur les hommes et les idées les plus divers.

La jeunesse s'est aujourd'hui écartée de Papini qui, au soir d'une vie longue s'est répété nécessairement quelque peu. Mais il a été un infatigable remueur d'idées, un efficace renverseur d'idoles, un éveilleur de vocations à la culture européenne.

Moins tumultueux, Prezzolini a rempli un rôle analogue

tant au journal et aux éditions de *La Voce* que dans ses excellentes synthèses *La Culture italienne* (contemporaine) et *Le Legs de l'Italie*. Après avoir longtemps dirigé l'Institut italien de New York, et avoir professé à Columbia University, il est revenu en Italie, puis s'est installé en Suisse où, octogénaire, il a publié de nouveaux volumes d'essais extrêmement vivants tels que *l'Italia finisce, ecco quel che resta*, écrit d'abord en anglais, *Dio è un rischio* (1969), *Cristo e/o Machiavelli* (1971).

D'autres purs Toscans comme Papini, ses amis pour la plupart, ont enrichi la littérature d'imagination d'œuvres savoureuses surtout par le style, par cette langue merveilleusement colorée et vivante que parle le peuple des villes et des campagnes toscanes, affinée mais non affadie par le tempérament artistique de ces excellents conteurs que furent Paolieri, Tozzi, que sont encore Cicognani, Aldo Palazzeschi, prince d'un humour de la plus fine qualité, et plusieurs autres. Ils avaient eu, dans la génération précédente, un modèle en Renato Fucini, dont les volumes de nouvelles, *Veillées de Néri*, *A l'air libre*, *Le Baudet de Melesecche*, sont devenus classiques à l'égal des *Lettres de mon moulin* et des *Contes du lundi* d'Alphonse Daudet.

Le fantaisiste Palazzeschi, dont nous avouons n'apprécier guère les poésies futuristes, a montré dans *Le Code de Perelà* et surtout dans *Les Sœurs Materassi* qu'il avait même l'étoffe d'un romancier pleinement original. Dans *La Velia*, *Villa Béatrice*, Cicognani a débordé aussi avec succès le cadre un peu étroit de la nouvelle pour s'adapter à celui du roman.

Poètes et romanciers septentrionaux.

En poésie, les « carducciens », presque tous professeurs d'université, n'ont donné qu'un écho très affaibli du maître, qui ne sauvera pas leur nom de l'oubli. Le meilleur, Francesco Pastonchi, après quelques volumes harmonieux de forme traditionnelle (*Bellefontaine*, *Aux limites de l'ombre*, *Italiques*), a cherché toutefois une note de modernité, un renouvellement souvent heureux dans ses *Versetti*.

A l'heure de l'essor du socialisme transalpin, l'Italie crut avoir acquis une poétesse d'exceptionnelle valeur avec Ada Negri, une jeune institutrice lombarde qui, en effet, dans ses deux premiers recueils, *Fatalité* (1892) et *Tempêtes* (1895), donnait à la plainte des travailleurs, à la misère d'un prolétariat douloureux, une voix émouvante. Mais Ada Negri épousa un riche industriel, eut un enfant, reprit sa liberté et en usa. Malgré de méritoires efforts, sa muse n'y gagna pas en originalité.

La meilleure réussite poétique des débuts de ce siècle fut celle des « crépusculaires » et surtout du Piémontais Guido Gozzano (1883-1916), que Croce a loué presque sans réserves et qui, se sachant condamné à mourir jeune, n'a pas versé pour autant dans le ton élégiaque et conventionnel des poètes poitrinaires. Les deux minces recueils de vers publiés de son vivant, *Le Chemin du refuge* et *Colloques*, auxquels ont fait suite quelques inédits posthumes et le récit d'un voyage aux Indes, se distinguent par une note d'archaïsme élégant, une subtilité d'analyse qui rappellent parfois Francis Jammes, ignoré pourtant par Gozzano. L'artiste en lui était d'une rare qualité.

Son émule, Sergio Corazzini, mort encore plus jeune, en 1907, à vingt ans, avait cependant déjà publié trois plaquettes de vers très influencés par Jules Laforgue, et qui, malgré d'évidentes gaucheries, laissaient apercevoir mieux que des espérances.

Certains poètes crépusculaires ont assez rapidement bifurqué vers le roman et y ont obtenu leurs meilleurs succès. Tel est le cas de Marino Moretti (né en 1885), Romagnol de Cesenatico, qui a peint les milieux modestes de sa petite ville et de ses entours avec une pénétration pleine d'amour, un sens apitoyé mais toujours discret du tragique quotidien de la destinée humaine. Beaucoup de ses romans ont été traduits en français. Son chef-d'œuvre est *La Voix de Dieu* (1920), où paraît un personnage de servante qui semble la sœur de la Félicité d'*Un cœur simple*. Pleinement réussis et prenants sont aussi *Le Soleil du samedi*, *Guenda*, *Les deux Enfants*, *Les Cœurs purs*, *Le Signe de la Croix*, *La*

Veuve Fioravanti, etc. Moretti a consacré également plusieurs volumes à ses souvenirs d'enfance et à sa mère.

La Romagne, presque autant que la Sicile, la Toscane ou la Lombardie, pourrait former une province littéraire de l'Italie contemporaine. Elle abrita d'autres romanciers que Moretti et d'abord Alfredo Panzini (1863-1939), élève de Carducci et professeur du secondaire. Panzini a été pendant quarante ans en Italie un spécialiste de l'humour, un humour moins âpre que celui de Shaw, dépourvu de la lumière intérieure qui éclaire celui de Chesterton, mais au demeurant fort agréable dans des livres comme *La Lanterne de Diogène* ou *Je cherche femme*. Malgré tout, demeurer le prisonnier d'un genre et d'une réputation est toujours gênant. Le maniérisme se mêle inévitablement à ce qui put être d'abord authentique et spontané.

A la base du pessimisme de Panzini il semble bien y avoir, avec une certaine misogynie, le complexe d'une infériorité sociale, celui de l'homme cultivé qui n'a pas dans la société moderne, où prime seul l'argent, la place à laquelle il estime avoir droit. Ce sentiment est illustré avec force mais quelque gaucherie dans une des premières nouvelles de Panzini, *La Chienne noire*. (On y voit qu'à l'époque — 1898 — un professeur de collège touchait 120 lires de traitement mensuel et trouvait à louer dans une petite ville une « chambre très décente », au dire de son principal, pour 15 lires par mois.) Ainsi brimé à l'origine par les soucis alimentaires, Panzini s'en est évadé, le succès venu, par un conformisme aux exigences du « grand public » et aux idées reçues qui diminue forcément, avec sa sincérité, sa valeur d'artiste. Là gît ce qu'on peut appeler « le drame spirituel de Panzini ».

Le théâtre.

Plus encore peut-être que le roman et la poésie, le théâtre italien contemporain a été constamment influencé par les modèles français. Dumas fils, Henry Becque, Paul Her-

vieu, etc., ont été inlassablement étudiés et copiés. Il en résulte que les productions vraiment originales sont rares.

En outre, dans la mesure où le théâtre met en scène les milieux bourgeois, il devait nécessairement vieillir avec une extrême rapidité en un temps où les bouleversements sociaux ont été si profonds et si soudains que l'époque 1900 nous paraît plus proche des mœurs du XVII[e] siècle que des nôtres. Si l'on représentait aujourd'hui, par exemple, une des pièces à succès de Giuseppe Giacosa (1847-1906), *Comme les feuilles*, qui date précisément de 1900, et où l'un des personnages, un jeune homme de 25 ans, Tommy, soi-disant sportif, attend que son valet de chambre vienne *l'habiller* et, ruiné, se refuse à tout travail salarié parce que les gens comme lui — le sel de la terre, la fine fleur d'une civilisation —, ne peuvent garder leur valeur que dans l'oisiveté, susciterait-il les sifflets ou les haussements d'épaules ? En tout cas, il ne ferait pas recette. Mais en 1900, une dame de la haute bourgeoisie sonnait couramment une domestique pour qu'elle lui ramassât son mouchoir, tombé par mégarde. N'est-on pas là plus près de la cour de Versailles que de la France du président Pompidou ou de l'Italie de Giovanni Leone. Pour faire tolérer ces anachronismes, il faudrait les compenser par la profondeur humaine de l'observation, rare en tous pays.

On peut donc se borner à nommer, outre Giacosa, un Girolamo Rovetta, un Giannino Antona-Traversi, un Marco Praga, un Dario Niccodemi, très habiles dramaturges, experts en toutes les ficelles du métier, et parfois aussi amusants — ou terribles — que les pourvoyeurs habituels des théâtres parisiens du boulevard à la même époque. Alfred Capus aurait pu signer, par exemple, l'étincelante *Epouse idéale* de Praga.

Chez le Napolitain Roberto Bracco nous avons une double inspiration : la mondaine, où il égale mais ne dépasse pas ses confrères du Nord, et la vériste, pathétiquement locale, où il a produit quelques œuvres inoubliables, comme *Don Pietro Caruso* et deux des trois actes de *Perdus dans les ténèbres*. *La Petite Source* — drame très émouvant, lui

aussi —, a pu fournir à Henry Bataille l'argument identique de *La Femme nue*, jouée trois ans plus tard. Beaucoup voient le chef-d'œuvre de Bracco dans *Le Petit Saint* (1912), qui veut introduire le subconscient dans le réel (et pourrait être qualifié de pièce existentialiste avant la lettre), mais le fait par des moyens gauches et artificiels qui, à notre avis, manquent complètement leur effet.

Parmi les dramaturges qui ont cherché à renouveler les thèmes traditionnels, la première place appartient incontestablement à Pirandello (prix Nobel 1934), encore un Sicilien, un professeur — après des revers de fortune —, et un nouvelliste, venu au théâtre assez tard. Beaucoup de ses nouvelles — il en a écrit plus de trois cents — sont intensément dramatiques et lui ont offert l'idée initiale de ses pièces. C'est le cas notamment pour *Six personnages en quête d'auteur* (1921).

La représentation de l'œuvre à Paris, à la Comédie des Champs-Elysées, par l'excellente Compagnie des Pitoëff, fut un véritable événement. On eut l'impression d'un monde neuf, plein de mystérieux dessous. Mais quand, les années suivantes, on vit se multiplier les traductions de Pirandello par son habile « manager », Benjamin Crémieux, et bon nombre de ses pièces remplir les affiches théâtrales, on se rendit compte qu'à côté de brillantes qualités, elles avaient aussi leurs parties faibles, notamment leur monotonie. Crémieux lui-même est obligé d'en convenir dans le chapitre qu'il a consacré à Pirandello (le meilleur de son *Panorama de la Littérature italienne contemporaine*).

« L'isolement de l'individu, la non-permanence, la non-identité et la discontinuité de la personne humaine, la vie de l'âme considérée comme une succession de sensations, la vie morale considérée comme une succession d'impulsions et de velléités éphémères qui, du point de vue philosophique, expriment un relativisme et un empirisme assez banals, ont été vécus et soufferts par Pirandello jusqu'au désespoir. C'est un cri d'angoisse spontanée qui retentit dans les meilleurs de ses récits, dans tout son théâtre...

« Prendre conscience de la vie, penser sa vie, c'est lui

donner une forme... en dessiner une image réelle ou illusoire, peu importe. Mais la vie coule, coule sans arrêt; aucune forme ne peut l'emprisonner. Tout le mal vient de là : l'homme se fixe dans une forme, la vie ne se fixe jamais... Cette dualité de la forme et de la vie, saisie de préférence au moment où l'homme est contraint à en prendre conscience, fournit sa matière à la plupart des récits et à tout le théâtre de Pirandello, elle aboutit à la théorie pirandellienne de l'humour, à la fois si personnelle et si proche des principaux courants de la pensée contemporaine. » (Bergson, Freud, Einstein, Proust.)

« Ni le problème de la personnalité en soi ni celui de la vérité en soi n'intéressent Pirandello; il se place hors du domaine des faits, il n'envisage que la vie morale », note encore Benjamin Crémieux. Et il le montre à propos de *Tout pour le mieux*, *Chacun sa vérité*, *Henri IV*, *Vêtir ceux qui sont nus*, toutes pièces représentées à Paris comme les *Six personnages*. Mais le tragique recherché par Pirandello, il ne l'atteint pas toujours. « Il lui arrive souvent de ne pas s'élever au-dessus du drame, ou même de s'entraver dans le mélodrame. Il lui arrive de choisir des sujets si compliqués que la vraisemblance en souffre et que la portée humaine en diminue d'autant. Il lui arrive aussi parfois de glisser dans un didactisme pesant. Enfin il faut bien reconnaître que ses thèmes ne sont pas exempts de quelque monotonie, non plus que ses procédés expressifs. L'artiste n'est pas chez lui tout à fait de même classe que l'animateur. »

Ce sont là de sérieuses réserves et nous préférons les emprunter à l'introducteur même du répertoire pirandellien en France.

Parmi les nombreux auteurs qui, avec Pirandello ou à sa suite, ont illustré ce que l'on nomme en Italie les « grotesques » ou encore le « théâtre des fantoches », Rosso di San Secondo a donné une œuvre très curieuse avec *Passion de Fantoches* (traduction d'Alfred Mortier), où ne paraissent que des ombres sans nom — la Dame-au-renard-bleu, le Monsieur-en-gris, etc. —, et dont l'action déconcertante de

bout en bout, flottant entre l'imaginaire et le réel, ne cesse pas un instant cependant de captiver le spectateur.

L'érudition et l'histoire.

Le reproche adressé par Croce aux universitaires de son temps de se fourvoyer dans une philologie desséchante ne doit pas empêcher de reconnaître la grande valeur de nombreux travaux publiés à la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^ tant dans le domaine de l'histoire littéraire que de l'histoire politique ou de l'histoire de l'art.

De remarquables érudits ont occupé à cette époque les principales chaires de la péninsule. Ainsi Adolfo Bartoli et Pio Rajna, à Florence, qui étudièrent l'un les premiers siècles de la littérature italienne, le second les poèmes chevaleresques, notamment le *Roland furieux;* Alessandro d'Ancona, à Pise, dont les publications furent innombrables et se tournèrent en particulier vers la poésie populaire italienne et les origines du théâtre; à Florence encore, les médiévistes Isidoro del Lungo, Francesco d'Ovidio, E.G. Parodi; à Turin, Vittorio Cian, historien du XVI^e^ siècle — qui fut dans l'Université l'un des plus fermes soutiens du mouvement nationaliste italien —; à Naples, Nicola Zingarelli, etc.

Tous les aspects de l'histoire de Venise ont été admirablement fouillés par le sénateur Pompeo Molmenti, dont les travaux n'ont pas vieilli. Jusqu'au récent ouvrage de Jean Alazard, rien n'avait paru, même à l'étranger, qui renouvelât la monumentale *Histoire de l'Art italien* d'Adolfo Venturi. Corrado Ricci a donné de vivantes monographies tant d'ordre artistique que d'ordre anecdotique, comme sa *Béatrice Cenci*, bien connue des lecteurs français.

Dans le domaine politique, à défaut d'une école historique comparable à celle des Albert Sorel, des Thureau-Dangin, des Lavisse ou des brillantes synthèses de Jacques Bainville et de ses émules, l'Italie a eu un historien de premier ordre avec Pasquale Villari (1827-1917). Ses puissants ouvrages, *Jérôme Savonarole et son temps* (1859), *Machiavel et son temps* (1877-1882), *Les Invasions barbares en Italie*

(1901), ont fait époque. *Grandeur et Décadence de Rome*, le vaste ensemble (six volumes) où Guglielmo Ferrero, gendre de Lombroso et socialiste à ses débuts, a essayé d'expliquer par les vicissitudes de son économie l'histoire de la Rome antique, n'a pas eu en Italie autant de succès qu'à l'étranger et surtout en France. L'auteur vivait en marge des milieux universitaires et paraissait écrire surtout pour le grand public : c'était là, aux yeux de certains, une tare indélébile. Des ouvrages plus récents de Ferrero, le dernier, paru peu avant sa mort, où il soutient que le mérite des victoires de la campagne d'Italie revient au Directoire plutôt qu'à Bonaparte, ne peut assurément être pris au sérieux, malgré ses apparences critiques. Il reste néanmoins que, dans ses essais de politique contemporaine, Ferrero a fait preuve d'un jugement étonnamment sûr, à la fois indépendant et presque divinatoire. Cela doit entretenir une présomption en sa faveur.

Parmi les contemporains, personne comme historien ne peut rivaliser avec Croce, pour la profondeur des vues et la force du style. Ses œuvres maîtresses concernent surtout le royaume de Naples : *La Révolution napolitaine de 1799*, *Les Théâtres de Naples de la Renaissance à la fin du dix-huitième siècle*, *Histoire du Royaume de Naples*, etc. Son *Histoire de l'Europe au dix-neuvième siècle* néglige les faits pour suivre seulement les courants d'idées, toujours primordiaux à ses yeux. A un degré moindre, c'est aussi le caractère dominant de son *Histoire de l'Italie contemporaine*.

Dans les milieux d'universitaires et d'archivistes une pléiade d'érudits s'est distinguée au XX^e^ siècle, dont nous citerons seulement Alessandro Luzio, directeur des Archives de Mantoue puis de Turin, qui a renouvelé l'histoire d'Isabelle d'Este et de la cour des Gonzague comme aussi, sur bien des points, celle du Risorgimento, notamment par *La Maçonnerie et le Risorgimento italien* (1925) et par ses études sur les procès politiques de Mantoue en 1852; Gaetano Salvemini, tempérament batailleur qui mena d'abord dans l'hebdomadaire fondé par lui, l'*Unità*, de 1913 à 1921 — en liaison fréquente de desseins politiques avec Prezzolini —,

une lutte acharnée contre Giolitti, le protectionnisme agraire et industriel, l'indifférence gouvernementale aux conditions misérables du Midi, puis, après 1922, contre le fascisme, d'abord en Italie, ensuite en Angleterre et aux Etats-Unis, où il émigra bientôt; mais parmi ces polémiques il ne cessait pas de faire œuvre d'historien lucide et informé sur Mazzini, le passé et surtout le présent de la vie politique italienne dans son ensemble. M. Pietro Silva, collaborateur de *La Voce* lui aussi, s'est également distingué par des ouvrages à arrière-plans politiques comme *La Méditerranée, de l'unité romaine à l'unité italienne*, tandis que M. Bertoni, qui dirigea plus de trente ans depuis 1920 le toujours apprécié *Giornale storico della Letteratura italiana*, a consacré de nombreux travaux à la littérature de la Renaissance, et que MM. De Sanctis, Romagnoli, etc., étudiaient l'Antiquité grecque ou romaine avec grande ferveur.

Dans les universités, une nouvelle génération en pleine maturité maintient solidement les traditions de ses devanciers et semble n'avoir subi aucune déformation professionnelle par le fait du fascisme. C'est là une observation tout à l'honneur de la science historique italienne.

Celle-ci s'est tournée particulièrement vers une étude plus poussée de la période du Risorgimento, grâce sans doute à l'impulsion de la *Rassegna storica del Risorgimento*, que dirige avec flamme le professeur Ghisalberti, et au congrès d'historiens italiens et étrangers que sur ce thème central il organise chaque année; grâce aussi à ce que l'unité italienne peut maintenant être envisagée dans son intégralité avec un certain recul, depuis l'achèvement que la guerre de 1915-1918 en a donné, entamée seulement de façon marginale par l'issue malheureuse de celle de 1940-1945. En dehors des fresques d'ensemble illustrant ce grand sujet (énumérées p. 441), certains de ces aspects particuliers, notamment d'ordre économique, ont été élucidés par MM. Dal Pane, Marino Berengo, Bulferetti, etc.

Depuis la première décennie du XX^e^ siècle, l'attention d'un groupe important d'historiens des idées politico-religieuses s'est portée vers les répercussions en Italie du mou-

vement janséniste près d'un siècle après son efflorescence en France. Cette idéologie a influé de façon évidente sur une partie du haut clergé et du personnel enseignant des universités, souvent associée durant le dernier tiers du XVIII[e] siècle jusqu'au milieu du XIX[e] aux tendances régaliennes et à l'illuminisme, ainsi que sur quelques écrivains ou hommes politiques tels que Manzoni et Ricasoli. Elle a été étudiée par Ettore Rota à Pavie, par A.C. Jemolo à Rome *(Il Giansenismo in Italia prima della Rivoluzione)*, par Niccolò Rodolico et surtout Ernesto Codignola à Florence *(Carteggi di Giansenisti liguri, Illuministi, giansenisti e giacobini nell'Italia del Settecento)*, Ettore Passerin d'Entrèves et le salésien Pietro Stella *(Il Giansenismo in Italia)* à Turin. L'excellent journaliste Giovanni Spadolini, directeur du *Corriere della Sera*, en même temps que professeur à l'université de Florence, a étudié avec une pénétration singulière le monde clérical de la III[e] Italie et ses rapports avec le pouvoir royal dans une série de brillants ouvrages *(L'Opposizione cattolica, Giolitti e i cattolici, Il Tevere più largo)*.

Une mort prématurée a malheureusement privé l'Italie d'un historien d'origine valdotaine, qui s'annonçait de première grandeur, Federico Chabod. Croce l'avait pressenti en lui confiant la direction de l'Institut Italien d'Etudes Historiques qu'il avait lui-même fondé à Naples. De la monumentale histoire politique de l'Italie contemporaine qu'il préparait, il n'a été livré à l'impression en 1961 qu'un volume de conférences, relatif à la période 1918-1948.

Les courants littéraires et philosophiques de l'entre-deux-guerres.

L'immédiat avant-guerre (1910-1915) avait vu se déployer les « paroles en liberté » et autres extravagances du futurisme. Dès la paix retrouvée, une réaction littéraire se produisit, sous forme d'un retour au classicisme, dont le centre fut, à Rome, le groupe de *La Ronda*. Son fondateur, Vincenzo Cardarelli, avait alors 32 ans, et s'était entouré d'une demi-douzaine d'écrivains de son âge, dont la plupart

sont parvenus depuis à la notoriété. Comme il arrive souvent en pareil cas, la réaction dépassa le but raisonnable de rejeter les erreurs des aînés; on en contesta aussi les plus authentiques mérites. C'était faire preuve d'un goût sévère que de choisir pour maître Leopardi, mais les « Rondisti », pour le rejoindre, méconnurent tout ce qui les en séparait, l'œuvre de Carducci et celle de Pascoli aussi bien que l'esthétique de Croce, englobées dans la réprobation générale d'un romantisme étendu à toute la seconde moitié du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^. Ces réprouvés avaient du moins œuvré avec vigueur et mêlé l'excellent au médiocre ou au discutable. La petite flûte de M. Cardarelli fit entendre un son distingué mais grêle, dont témoignent les minces extraits de ses œuvres que la collection « Feux croisés » a publiés en 1928, sous le titre de l'une d'entre elles : *Voyages dans le temps*, souvenirs d'enfance ou poétiques commentaires aux récits de la Genèse. Il a peu produit depuis lors (mais dirigea longtemps l'hebdomadaire *La Fiera Letteraria*). En 1922, *La Ronda* avait, d'ailleurs, cessé de paraître. La trace laissée par elle ne saurait se comparer à celle de *La Voce*. Elle a révélé cependant d'authentiques talents.

L'un des plus vigoureux et, à coup sûr, le plus varié est celui de M. Riccardo Bacchelli (né en 1891), qui a maintenant abordé, dans une langue riche et savoureuse, toutes les formes littéraires, mais a excellé surtout dans le roman historique avec *Le Diable à Pontelungo*, deux volumes inspirés par la vie de Bakounine, et *Moulins du Pô*, dont l'ensemble forme près de deux mille pages et ressuscite de 1812 à 1918, à travers une multitude de personnages et de péripéties, la vie du pays ferrarais d'où Bacchelli est originaire. Une excellente traduction française du premier tome — le meilleur —, a paru en 1949.

Au groupe de *La Ronda* appartint aussi M. Antonio Baldini, rédacteur en chef de la *Nuova Antologia*, qui dissimule sous une aimable fantaisie une très réelle culture.

L'Etat politico-social de l'Italie avant et pendant la parenthèse fasciste a suscité des livres de deux sortes. D'une part, des récits impliquant une condamnation plus ou moins

brutale du régime, tels que *Les Conquérants*, de Francesco Perri, et les œuvres d'Ignazio Silone, publiées pendant son exil à l'étranger : *Fontamara*, à l'humour si amer, *Le Pain et le Vin*, plus tragique encore, puis, en 1945, l'ouvrage de Carlo Levi, *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, que l'on peut rattacher à l'entre-deux-guerres, car les conditions d'existence des populations méridionales qu'il analyse si pertinemment ne datent pas d'hier. Le même Perri les avait mises en un relief douloureux et coloré dans un roman trop peu connu, *Emigrants* — qui obtint en 1928 le prix Mondadori, analogue à notre Goncourt, mais sur lequel la presse fasciste fit le silence —, et le Calabrais Corrado Alvaro dans *Gens de l'Aspromonte*.

D'autre part, il s'est développé en Italie une littérature politique digne d'attention, diversement orientée. Parmi les écrivains non conformistes ou tout au moins assez libres, se détachent Piero Gobetti, qui poursuivait un rajeunissement du libéralisme par une plus grande ouverture sur les problèmes sociaux et qui promettait beaucoup, mais dont Mussolini ne put supporter l'indépendance, Curzio Suckert-Malaparte *(L'Italie contre l'Europe)*, Mario Missiroli, essayiste très original, disciple d'Oriani et préoccupé comme lui de donner un sens spirituel à la vie politique de l'Italie, Antonio Gramsci *(Lettres de la Prison)*, jeune intellectuel sarde qui, s'il avait vécu, aurait apporté au communisme italien, dont il ne représenta qu'une des tendances, peu écoutée, la vigueur d'un esprit exceptionnellement pénétrant. Ses articles du journal *Ordine Nuovo* ont été réimprimés après sa mort prématurée et les multiples cahiers où il a consigné ses observations critiques sur les thèmes les plus divers, avec la plus grande largeur de vues, en font aujourd'hui un classique de la littérature politique italienne.

Bien que ses œuvres aient été publiées à l'étranger — en France, en Angleterre et aux Etats-Unis —, il faut mentionner ici de nouveau Luigi Sturzo, qui pendant son long exil n'avait jamais cessé de consacrer aux plus importants problèmes politiques du temps présent des livres solidement construits *(La Communauté internationale et le Droit de*

Guerre, l'Eglise et l'Etat, Politique et Morale, L'Italie et l'Ordre international) en sus d'une collaboration incessante à une foule de journaux ou revues, qui s'amplifia après son retour d'Amérique. Une conception moderne de politique chrétienne, mais non cléricale, n'a été nulle part plus vigoureusement formulée en notre temps.

A côté de ces tirailleurs, un bloc compact d'apologistes se voua, soit à étayer le régime sur des bases doctrinales qui lui manquaient et à lui prêter une philosophie, soit à en illustrer la politique intérieure ou étrangère. Beaucoup de ces ouvrages de parti sont négligeables. Il faut cependant reconnaître une certaine parenté avec la logique obstinée de Maurras dans ceux de Francesco Coppola, une présentation tendancieuse mais bien documentée de l'histoire contemporaine chez Gioacchino Volpe, une grande vigueur de pensée à Giovanni Gentile, qui devait être assassiné à Florence par des partisans à la veille de la Libération. Réputé surtout par sa philosophie « actualiste » (*L'Esprit, Acte pur*, trad. française, 1925), qui accentue l'idéalisme kantien en cherchant à démontrer l'impossibilité pour la pensée de dépasser l'acte et de sortir de la subjectivité par une objectivation quelconque, niant ainsi toute métaphysique et identifiant la philosophie à la vie *(l'acte en acte)*, il ne faut pas oublier que Gentile avait auparavant apporté une contribution très précieuse à l'histoire des idées par de nombreux ouvrages pédagogiques, par ses études sur la philosophie de Campanella, de Giordano Bruno, de Bernardino Telesio, et sur les précurseurs ou « prophètes » du Risorgimento que furent Manzoni, Gino Capponi, Mazzini, Gioberti, etc. Peu d'hommes de pensée ont eu ainsi en Italie, en dehors de Croce, une influence comparable à la sienne.

Les courants actuels.

L'écroulement du fascisme devait susciter en Italie, dans l'ordre intellectuel comme en politique, une impression de délivrance, un pullulement d'initiatives dont plusieurs eurent brève carrière. Tel fut le cas de certains hebdomadaires très

vivants, comme *La Nuova Europa*, que dirigeait à Rome le probe historien Luigi Salvatorelli, *La Città libera*, publiée aussi à Rome, *Domenica*, plus littéraire, le bi-mensuel *Mondo*, à Florence, etc. On y retrouvait les signatures des critiques, des essayistes, des *studiosi* que le fascisme avait tenus en suspicion, mêlées à d'autres noms demeurés à l'écart des luttes politiques : Adolfo Omodeo, Guido De Ruggiero, Mario Vinciguerra, Luigi Russo, Pietro Pancrazi, etc.

De cet essor intellectuel renaissant il subsiste surtout aujourd'hui l'excellente revue florentine *Il Ponte*, dirigée d'abord par Piero Calamandrei, puis par Enzo Agnoletti.

Dans la littérature d'imagination continue de briller au premier rang pour la vérité et souvent la profondeur de l'observation, l'art de la composition, l'agrément du style, Alberto Moravia, qui s'était déjà imposé à l'attention peu avant la guerre avec *Les Indifférents* et *Les Ambitions déçues*. Il a donné depuis *Agostino*, *La Belle Romaine* et des ouvrages à prétentions philosophiques qui ont été plus discutés que ses récits purement romanesques. Un romancier un peu plus jeune, Guido Piovene, est, lui, une révélation de l'après-guerre, car la publication de son premier et meilleur livre (jusqu'ici du moins), les *Lettres d'une novice*, en 1939, ne lui avait pas permis d'atteindre d'emblée la « classe internationale » qui est aujourd'hui la sienne. La dissection psychologique presque morbide, l'impuissance de ses héros à s'évader d'eux-mêmes, qui caractérisent notamment *Pitié contre pitié* (trad. française, 1947), nous semblent cependant l'entraîner dans une voie décevante, où il rencontrera plutôt le succès des snobs que celui des gens de goût.

Les milieux littéraires ont mené grand bruit autour d'un romancier sicilien communiste et autodidacte, Elio Vittorini (1908-1966), qui, dans *Les Hommes et les Autres* (1945), a écrit parmi des dialogues extraordinairement directs et dépouillés, avec un minimum de liaisons logiques, ce qu'on pourrait appeler le roman de la résistance milanaise sous l'occupation, où les scènes tragiques de conspiration et de sang sont constamment coupées de retours en arrière, soit souvenirs d'un passé paisible, soit simple introspection sur

la sensation immédiate. L'impression qu'on en ressent est certainement puissante. *Conversations en Sicile*, antérieur de quelques années, est de la même veine, plus brutale, mais ne permettait pas encore d'augurer si cet écrivain, influencé par les Américains, avait vraiment l'étoffe d'un grand artiste ou seulement d'un technicien habile de la matière romanesque. Entre 1950 et sa mort en 1966, il n'a publié que deux autres romans, un recueil de souvenirs et critiques, et un essai.

Un autre romancier s'est imposé à partir de 1950, Italo Calvino, avec des récits d'une irréalité provocante dans l'affabulation — *Le Baron perché*, *Le Chevalier inexistant* (dont le héros est une armure vide), *Le Vicomte pourfendu* — à la faveur desquels, comme dans certains contes de Voltaire, une satire tantôt amusante et tantôt cruelle de la société se fait jour. Observateur attentif, secrètement ému de la réalité des vies les plus banales de la paysannerie toscane, Carlo Cassola s'est révélé dans les années 60, avec *Fausto et Anna*, *La Ragazza*, qui obtint en Italie le prix Strega, *Un Cœur aride*, *Paura e tristezza*, coupés de récits presque purement descriptifs, (*La Coupe de bois*), d'un charme plus sévère et peut-être plus discutable. Il faut mentionner aussi dans la nouvelle génération l'écrivain israélite ferrarais Giorgio Bassani, dont *Le Jardin des Finzi Contini* a été salué comme un chef-d'œuvre, et un Florentin d'origine populaire, Vasco Pratolini, qui dans *Les Filles de San Frediano*, *Le Quartier*, *La Chronique familiale*, *Metello*, *Un Héros de notre temps*, a évoqué le quartier pauvre où il a passé sa jeunesse et la vie sans autre joie que celle de la passion sensuelle menée par les déshérités de la vie. A l'opposé, l'aristocratique italo-argentine Alba de Cespédès a fait admirer la pénétrante psychologie féminine de son *Cahier interdit* et de ses *Remords*. Enfin, Mario Soldati, plus connu peut-être comme cinéaste, avec ses *Lettres de Capri* est parvenu aussi, comme romancier, à la classe internationale.

Mais toute cette production s'est trouvée éclipsée en ces dernières années, dans l'ordre romanesque, avec la prestigieuse évocation par le prince de Lampedusa (*Le Guépard*,

Milan, 1958) du drame social et politique qu'a vécu la noblesse sicilienne lors de la crise de 1860, où elle se survit à elle-même dans la réalisation de l'unité nationale, et dans l'ordre de l'introspection philosophique par l'œuvre d'une sensibilité suraiguë d'un Piémontais obscur, employé chez un grand éditeur, Cesare Pavese, qui se tua encore jeune en laissant trois maîtres livres, *Avant que le coq chante*, *Le Bel Eté* et surtout *Le Métier de vivre*, traduits tous trois en français par Michel Arnaud, et dont n'ont pas fini de s'inspirer une élite d'esprits tourmentés par le problème de la destinée humaine.

Tel n'est pas apparemment le cas des derniers venus à la chose littéraire, désireux seulement, comme les auteurs français du « nouveau roman », de sortir à tout prix du déjà dit, déjà entendu, par des innovations cocasses, dont l'absence de ponctuation entre les paragraphes est l'une des plus vénielles.

Dans ces extravagances se sont illustrés notamment Carlo Emilio Gadda avec *L'Affreux Pastis de la rue des Merles*, qu'on a comparé à du Rabelais, du Céline, du Joyce et qui a trouvé en tout cas en Louis Bonalumi un traducteur de génie pour faire passer dans notre langue les truculentes novations de l'auteur, et Edoardo Sanguineti, l'un des chefs de file des « Novissimi », comme critique et comme professeur de littérature italienne à l'université de Turin modèle de sagesse classique et, comme romancier, avec *Capriccio italiano* (1963), contempteur déchaîné de toute élégance et de toute tradition.

OUVRAGES GENERAUX

Benedetto Croce, *Histoire de l'Italie contemporaine (1871-1915)*. Trad. fr. de H. Bedarida, Paris, 1929. De premier ordre, surtout pour le mouvement des idées. Malheureusement interrompu au début de la première guerre européenne. — A. Monti, *Storia politica d'Italia*, 3e éd., t. III : *Il Risorgimento (1861-1914)*, Milan, 1920. — G. Volpe, *L'Italia in Cammino : L'ultimo Cinquantennio*, Milan, 1931. Très bien construit, mais inspiré de l'idéologie fasciste. Veut être une réponse à l'ouvrage de Croce en s'appuyant sur ce qu'il aurait volontairement minimisé ou passé sous silence.

Plus sommaire, mais solide, et comprenant une période beaucoup plus étendue : Pietro Orsi, *Histoire de l'Italie moderne (1750-1910)*. Trad. fr. de H. Bergmann, Paris, 1911. — G. Bourgin, *La Formation de l'Unité italienne*, Paris, 1929. Excellent petit manuel, allant de la fin du xviiie siècle à 1919. — Albert Pingaud, *L'Italie depuis 1870*, Paris, 1915. S'attache presque exclusivement à la politique extérieure.

Sur certains aspects particuliers de l'histoire de l'Italie contemporaine, mais embrassant toute la période étudiée : G. Perticone, *Gruppi e Partiti politici nella vita pubblica italiana*, nouv. éd., Rome, 1946, 3 vol. — G. André-Fribourg, *L'Italie et Nous*, Paris, 1947. Examine les rapports franco-italiens de 1789 à 1946 ; des documents intéressants, mais très tendancieux. — Ugo Pellegrini, *Il Risorgimento economico dell'Italia dalla Costituzione del Regno al 1921*, Milan, 1922. — P.-M. Arcari, *Le Elaborazioni della Dottrina politica nazionalista fra l'Unità e l'Intervento (1870-1914)*, Florence, 1934-39, 3 vol. Capital pour l'histoire du mouvement nationaliste italien, surtout à partir de 1900 ; influencé par l'idéologie fasciste. — E. Vercesi, *Il Movimento cattolico in Italia (1870-1922)*, Florence, 1923. — Gabriele de Rosa, *Storia del movimento cattolico in Italia*, Bari, 1966, 2 vol. Ouvrage de premier ordre, qui s'étend de la fin du xviiie siècle (« la Restauration ») à celle du Parti Populaire.

Sur la question méridionale : Gino Arias, *La Questione meridionale*, Rome-Turin, 1921. — Guido Dorso, *La Rivoluzione meridionale*, Rome, 1945. — C. Barbagallo, *La Questione meridionale*, Milan, 1948.

CHAPITRES I et II

M. Minghetti, *Miei Ricordi*, Turin, 1888-1890, 3 vol. — R. Bonghi, *Come cadde la Destra*, Milan, 1929. — Bettino Ricasoli, *Lettere e Documenti* pubblicati per cura di M. Tabarrini, t. X, Florence, 1889. — Giovanni Spadolini, *Firenze capitale*, Florence, 1967. *La Papauté socialiste*, Paris, 1965. — E. Tavallini, *La Vita e i Tempi di Giovanni Lanza*, Turin, 1887, 2 vol.

A. Billot, *La France et l'Italie. Histoire des Années troubles (1881-1899)*, Paris, 1905. — G. Caprin, *I Trattati segreti della Triplice Alleanza*, Bologne, 1922. — G. Castellini, *Crispi*, Florence, 1924. — E. Chiala, *Pagine di Storia contemporanea*, Turin, 1895, 2 vol. — R. Ciasca, *Storia coloniale dell' Italia contemporanea*, Milan, 1938. — Fr. Crispi, *Politica interna. Diario e Documenti*, a cura di T. Palamenghi-Crispi, Milan, 1924. — Fr. Crispi, *Politica estera*, idem, Milan, nouv. éd., 1929. — *La Prima Guerra d'Africa*, idem, Milan, 2e éd., 1939. — G. Fortunato, *Il Mezzogiorno e lo Stato italiano*, Bari, 1911. — St. Jacini, *Un po' di commenti al Trattato di Berlino*, Rome, 1878. — E. de Laveleye, *Lettres d'Italie*, Bruxelles,

1880. — *Nouvelles Lettres d'Italie*, Paris, 1884. — E. Lémonon, *L'Italie économique et sociale (1861-1912)*, Paris, 1913. — L. Lodi, *25 Anni di Vita parlamentare*, Florence, 1923. — Michels, *Le Prolétariat et la Bourgeoisie en Italie*. Trad. fr. de G. Bourgin, Paris, 1921. — Palamenghi-Crispi, *L'Italia coloniale e Francesco Crispi*, Milan, 1928. — Pribram, *Les Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, Paris, 1923. — L. Salvatorelli, *La Triplice Alleanza (1877-1912)*, Rome, 1939. — G. Salvemini, *La Politica estera di Fr. Crispi*, Rome, 1914. — Aug. Sandona, *L'Irredentismo nelle Lotte politiche e nelle Contese politiche italo-austriache (1866-1894)*, Bologne, 1932-38, 3 vol. — A. Singer, *Histoire de la Triple Alliance*, Paris, 1915.

CHAPITRE III

Luigi Albertini, *Le Origini della Guerra del 1914*, Rome-Turin, 1942-1943, 3 vol. — L. Bissolati, *La Politica estera dell' Italia dal 1897 al 1920*, Milan, 1923. — Coletti, *L'Emigrazione italiana*, Rome, 1911. — E. Corradini, *Il Nazionalismo, italiano*, Milan, 1914. — G. Giolitti, *Mémoires de ma Vie*. Trad. par Mme Jean Carrère, Paris, 1923. — J. Laroche, *Quinze Ans à Rome avec Camille Barrère (1898-1913)*, Paris, 1948. — Arturo Labriola, *Storia di Dieci Anni, 1899-1909*, Milan, 1910. — Vico Mantegazza, *Il Mediterraneo e il suo Equilibrio*, Milan, 1914. — Muriel Currey, *The Italian Foreign policy*, Londres, 1932. — G. Salvemini et Divers, *Come siamo andati in Libia*, Florence, 1914. — Fr. Tommasini, *La Politica estera di Tommaso Tittoni*, Bologne, 1934-1937, 3 vol. — *L'Italia alla Vigilia della Guerra*, Bologne, 1935.

Die Grosse Politik der europäischen Kabinette, Berlin, *passim*.

CHAPITRE IV

Aldrovandi - Marescotti, *Guerre diplomatique 1914-1919*, Paris, 1939. Très important pour apprécier la politique de Sonnino, dont l'auteur fut chef de cabinet. — G. d'Annunzio, *Per la più grande Italia*, Milan, 1915. — *La Riscossa*, Milan, 1918. — J. Bainville, *La Guerre et l'Italie*, Paris, 1916. — Bevione, *L'Asia Minore e l'Italia*, Turin, 1914. — *Mémoires du Chancelier Prince de Bülow*, t. III (1909-1919), Paris, 1931. Traduction de Henri Bloch et Paul Roques. — Gen. L. Cadorna, *La Guerra alla Fronte italiana fino all'arresto sulla linea della Piave e del Grappa*, nouv. éd., Milan, 1924. — Général Luigi Capello, *Note di Guerra*, Milan, 1920, 2 vol. — Maréchal E. Caviglia, *Les Trois Batailles de la Piave*, Paris, s. d. [1935]. — Colonel Conquet, *La Bataille de Caporetto*, Paris, 1936. — L. Hautecœur, *L'Italie sous le Ministère Orlando (1917-1919)*, Paris, 1919. — Maxwell H. H. Macartney et P. Cremona, *Italy's Foreign and Colonial Policy, 1914-1937*, Londres, 1938. — Cam. Manfroni, *Storia della Marina italiana durante la Guerra mondiale*, Bologne, 1923. — Général F. Marazzi, *Splendori ed Ombre della nostra Guerra*, Milan, 1920. — G. Prezzolini, *Caporetto*, Rome, 1919. — *Vittorio Veneto*, Rome, 1920. — Ribot, *Journal et Correspondances inédites, 1914-1922*, Paris, 1936. — Ant. Salandra, *Souvenirs de 1914-1915. La Neutralité italienne et l'Intervention*, Paris, 1932. — Comte Sforza, *Pachitch et l'Union des Yougoslaves*, Paris, 1938. — A. Soffici, *La Ritirata del Friuli*, Florence, 1919. — Sidney Sonnino, *Discorsi parlamentari*, Rome, 1925 3 vol. — A. Tamaro, *Italiani e Slavi nell'Adriatico*, Rome, 1915. Exposé le plus complet des thèses nationa-

listes sur les revendications italiennes dans l'Adriatique. — Mario Toscano, *Il Patto di Londra*, Bologne, 1934. — *Gli Accordi di S. Giovanni di Moriana*, Milan, 1936. Deux ouvrages exhaustifs du point de vue italien (nationaliste) sur les accords signés pendant la guerre avec les Alliés. — Commandant A. Tosti, *L'Italie dans la Guerre mondiale (1915-1918)*. Traduit par F. Hayward, Paris, 1933. — A. Valori, *La Guerra italo-austriaca, 1915-1918*, 2e éd., Bologne, 1936. Ouvrage le plus complet et très impartial sur l'ensemble des opérations du front italien. — E. Vercesi, *Il Vaticano, l'Italia e la Guerra*, Milan, 1925. — Comte L. de Voïnovitch, *La Dalmatie, l'Italie et l'Unité yougoslave (1797-1917)*, Genève-Bâle, 1917. — H. Wickham Steed, *Mes souvenirs, 1892-1922*, Paris, 1926-1927. D'intérêt primordial en ce qui touche la politique italienne pendant la dernière partie de la guerre.

CHAPITRE V

G. Amendola, *Una Battaglia liberale. Discorsi politici 1919-1923*, Turin, 1924. — Ivanoe Bonomi, *Du socialisme au fascisme*, Paris, s. d. (1924). — Maréchal Caviglia, *Il conflitto di Fiume*, Milan, 1948. — Chiurco, *Storia della Rivoluzione fascista*, Florence, 1929. — Fr. Coppola, *La Fine dell' Intesa*, Bologne, 1920. — *La Pace democratica*, Bologne, 1921. — *La Pace Coatta*, Milan, 1929. — Enrico Corradini, *Discorsi politici, 1902-1924*, Florence, 1925. — G. Ferrero, *Da Fiume a Roma*, Milan, 1923. — I. Giordani, *La Politica estera del P. P. I.*, Rome, 1924. — A. Labriola, *Le Due Politiche : Fascismo e Riformismo*, Naples, 1924. — *La Dittatura della Borghesia e la Decadenza della Società capitalistica*, Naples, 1924. — A. Lanzillo, *Le Rivoluzioni del Dopo-Guerra*, Città di Castello, 1922. — Ernest Lémonon, *L'Italie d'Après-Guerre, 1914-1921*, Paris, 1922. — M. Missiroli, *La Monarchia socialista*, Bologne, 1922. — F. Nitti, *La Paix*, Paris, 1925. — O. Pedrazzi, *Il Levante mediterraneo e l'Italia*, Milan, 1925. — G. Prezzolini, *Le Fascisme*. Traduit par G. Bourgin, Paris, 1925. — Dom. Russo, *Mussolini et le Fascisme*, Paris, 1923. — A. Rossi, *La Naissance du Fascisme. L'Italie de 1918 à 1922*, Paris, 1938. Livre capital, que sa très ample documentation, puisée aussi bien aux sources socialistes qu'aux documents fascistes officiels, place absolument hors de pair. — Marc. G. Sarfatti, *Mussolini, L'Homme et le Chef*. Traduit par Maria Croci et Eugène Marsan, Paris, s. d. [1927]. Célèbre biographie de Mussolini, par une collaboratrice immédiate intelligemment laudative. — Comte Sforza, *Pensiero e Azione di una Politica estera italiana*, Bari, 1924. — *L'Italie telle que je l'ai vue. 1914-1944*, Paris, 1946. Important surtout pour la période de 1919 à 1925. — Don Luigi Sturzo, *L'Italie et le Fascisme*. Traduit par Marcel Prélot, Paris, 1927. — Ed. Susmel, *La Città di Passione : Fiume negli anni 1914-1920*, Milan, 1921. — G. Volpe, *Guerra, Dopoguerra, Fascismo*, Venise, 1928.

CHAPITRE VI

L'ouvrage fondamental pour l'étude du fascisme au pouvoir est d'abord l'édition définitive en onze volumes des *Scritti e Discorsi* de Mussolini (Milan, 1934-1939), dont les plus importants ont été traduits en français par Maria Croci, sous le même titre (Flammarion). On doit y ajouter pour la période 1922-1930 : *L'Etat mussolinien et les Réalisations du Fascisme en Italie*. Études et documents présentés par Tommaso Sillani. Préface de Charles Benoist,

Paris, 1931. En outre, ERCOLE, *La Rivoluzione fascista*, Palerme, 1936. Plus modeste, et marqué toujours d'un caractère officiel : M. MISSIROLI, *Ce que l'Italie doit à Mussolini*, Rome, 1937.

Comme ouvrages d'inspiration variée, nous citerons : G. BOURGIN, *L'Etat corporatif en Italie*, Paris, 1935. — BUOZZI et NITTI, *Fascisme et Syndicalisme*, Paris, 1930. — FR. COPPOLA, *La Vittoria bifronte*, Milan, 1936. — Mario DONOSTI, *Mussolini e l'Europa. La Politica estera fascista*, Rome, 1945. Œuvre extrêmement intelligente et documentée d'un diplomate en activité, capitale surtout pour la période de Munich et la seconde guerre mondiale. — MAX GALLO, *L'Italie de Mussolini*, Paris, 1964. — Comte STEFANO JACINI, *Il Regime fascista*, Milan, 1947. — E. LUDWIG, *Entretiens avec Mussolini*. Traduit de l'allemand par R. HENRY, Paris, 1932. — G. MAGGIORE, *Razza e fascismo*, Palerme, 1939. — PIERO MISCIATELLI, *Fascisti e Cattolici*, Milan, 1924. — LUIGI SALVATORELLI, GIOVANNI MIRA, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Turin, 1964. — — G. SALVEMINI, *Mussolini diplomate*, Paris, 1932. Amusant pamphlet, mais signé d'un véritable historien. — MAURICE VAUSSARD, *La Conjuration du Grand Conseil fasciste contre Mussolini*, Paris, 1968. — *Avènement d'une dictature*, Paris, 1971.

Parmi les plus notables ministres de Mussolini, quelques-uns ont commenté leur action propre dans des volumes utiles à consulter. Ainsi G. BOTTAI, *L'Economia fascista*, Rome,1930. — *Esperienza corporativa*, Rome, 1933. — A. DE STEFANI, *La Restaurazione finanziaria (1922-1925)*, Bologne, 1926. — *Il Paese e lo Stato*, Milan, 1930. — L. FEDERZONI, *La Politica coloniale del Fascismo*, Rome, 1929. — ALFREDO ROCCO, *Scritti e Discorsi politici*, Milan, 1938, 3 vol.

Sur la guerre d'Abyssinie : *Il Conflitto italo-etiopico, Documenti*, Milan, 1936. Réunit toute la documentation de source italienne depuis les plus lointaines origines du conflit (1885). — Maréchal BADOGLIO, *Commentaires sur la Campagne d'Ethiopie*. Trad. fr. de J. BERTRAND, Paris, 1937.

CHAPITRE VII

Le document essentiel sur les prodromes et la conduite diplomatique de la seconde guerre mondiale, vus de Rome, est le *Journal politique, 1939-1943*, du comte GALEAZZO CIANO dans l'excellente traduction de S. STELLING-MICHAUD, Neuchâtel et Paris, s. d. [1946], complété par les *Archives secrètes* du même, trad. de MAURICE VAUSSARD, Paris, 1948, pour la période 1936-1942. L'œuvre d'un diplomate en fonction à Berlin, à la même époque, en confirme les données essentielles : L. SIMONI, *Berlin. Ambassade d'Italie, 1939-1943*, Paris, 1947.

Dans la multitude d'écrits traitant de la chute du régime fasciste, de la libération et des nouvelles perspectives nationales, on retiendra comme importants à divers titres : Maréchal P. BADOGLIO, *L'Italia nella seconda guerra mondiale*, Milan, 1946. — DOMENICO BARTOLI, *Victor-Emmanuel*, Paris, 1946. — I. BONOMI, *Diario di un Anno* (2. VI. 1943 — 10. VI. 1944), Milan, 1946. — G. BOTTAI, *Vent'anni e un Giorno* Milan, 1949. Contient le récit le plus fidèle, selon toute vraisemblance, de la fameuse séance du Grand Conseil fasciste du 24 juillet 1943. — RAFAELE CADORNA, *La Riscossa, 1943-1945*, Milan, 1949. Les opérations de la guérilla des partisans dans l'Italie du Nord par celui qui en fut le chef militaire, fils du généralissime de l'armée italienne pendant la première guerre mondiale et petit-

fils du général R. Cadorna. — F. W. Deakin, *L'Axe brisé*, Paris, 1964. — Luigi Longo, *Un Popolo alla Macchia*, Milan, 1946. Les mêmes faits racontés par le représentant du parti communiste italien. — Paolo Monelli, *Roma 1943*, Rome, 1945. — B. Mussolini, *Storia di un Anno*, Milan, 1944. Plaidoyer *pro domo* du dictateur dépossédé, sur ses derniers mois d'exercice du pouvoir. — G. Perticone, *La Repubblica di Salò*, Rome, 1947. — P. Silva, *Io difendo la Monarchia*, Rome, 1945. Ultime défense de la monarchie par un historien réputé, ancien précepteur du prince héritier mais non issu de milieux monarchistes. — Willy Sperco, *L'Ecroulement d'une Dictature*, Paris, 1946. — A. Tamaro, *Due Anni di Storia, 1943-1945*, Rome, 1949. Illustré. Œuvre bien documentée mais fort tendancieuse d'un nationaliste de la première heure, qui cherche à innocenter Mussolini des plus lourdes responsabilités dans la défaite et à défendre l'œuvre du fascisme non sans habileté.

Sur les opérations militaires en Afrique et dans les Balkans ou les causes de la défaite : Général C. Favagrossa, *Perchè perdemmo la Guerra*, Milan, 1946. — Maréchal Messe, *Come fini la Guerra in Africa*, Milan, 1946. — Général Fr. Rossi, *Come arrivammo all' Armistizio*, Milan, 1946. — Général Visconti-Prasca, *Io ho aggredito la Grecia*, Milan, 1946. — Pour l'action anglo-américaine en Italie, il faut, naturellement, reconnaître le plus d'autorité à Dwihgt D. Eisenhower, *Croisade en Europe*, Paris, 1949, et aux *Mémoires* de Winston Churchill, Paris, 1948-1953.

CHAPITRE VIII

G. Andreotti, *De Gasperi e il suo tempo*, Milan, 1956. — Dino Del Bo, *La Crisi dei Dirigenti*, Florence, 1964. — A. De Gasperi, *Discorsi politici*, Rome, 1956, 2 vol. — A. Fanfani, *Anni difficili ma non sterili*, Bologne, 1958. — *Dopo Firenze*, Milan, 1961. — *Centro sinistra, 1962*, Milan, 1963. — Marcella et Maurizio Ferrara, *Palmiro Togliatti*, trad. de Jean Noaro, Paris, 1954. — Thierry Godechot, *Le Parti démocrate chrétien italien*, Paris, 1964. — U. La Malfa, *La Politica economica in Italia, 1946-1962*, Milan, 1963. — Giuseppe Mammarella, *L'Italia dopo il Fascismo, 1943-1968* Bologne, 1970. — P. Nenni, *Una Legislatura fallita, 1953-1958*, Milan Rome, 1954. *La Battaglia socialista per la svolta a sinistra nella terza legislatura 1958-1963*, Milan, 1963. — Jacques Nobécourt, *L'Italie à vif* Paris, 1970. — C. Pillon, *I comunisti nella Repubblica*, Pise, 1959 — A. Prandi, *Chiesa e politica. La Gerarchia e l'impegno politico dei cattolici italiani*, Bologne, 1968. — G. Romita, *Dalla Monarchia alla Repubblica*, Pise, 1959. — M. Rossi Doria, *Dieci anni di politica agraria nel Mezzogiorno*, Bari, 1958. — M. Scoccimarro, *Il Secondo Dopoguerra*, Rome, 1956. — Carlo Sforza, *Cinque anni a Palazzo Chigi. La Politica estera italiana dal 1947 al 1951*, Rome, 1952. — A Tarchiani, *Dieci anni tra Roma e Washington*, Milan, 1955. — L. Valiani, *L'avvento di De Gasperi. Tre anni di politica italiana*, Turin, 1949.

CHAPITRE IX

Ouvrages d'ensemble sur le mouvement des idées après 1870 : Silvio d'Amico, *Il Teatro italiano*, Milan-Rome, 1932. — Benjamin Crémieux, *Panorama de la Littérature italienne contemporaine*, Paris, 1928. — Benedetto Croce, *La letteratura della nuova Italia*, Bari, 1915-1919 et 1939-1940. Six volumes, constamment réimprimés. — F. Flora, *Scrittori italiani contemporanei*,

Pise, 1952. — Alfredo Galletti, *Il Novecento*, Milan, 1935. — G. Mazzoni, *L'Ottocento*, t. II, Milan, 1934. — P. Pancrazi, *Scrittori italiani del Novecento*, Bari, 1934. — *Scrittori d'Oggi*, 4 séries, Bari, 1946. — G. Papini, *Ritratti italiani*, Florence, 1944. — Camillo Pellizzi, *Le Lettere italiane del nostro secolo*, Milan, 1929. — G. Prezzolini, *La Cultura italiana*, 2e éd., Milan, 1930. (Une édition abrégée, d'après la 1re éd. italienne, en a été donnée en français par Georges Bourgin en 1925.) — G. Pullini, *Il romanzo italiano del depo guerra (1940-1960)*, Milan, 1961. — L. Russo, *La Critica letteraria contemporanea*, Bari, 1942, 3 vol. — C. Salinari, *La questione del realismo*, Florence, 1960. — Guy Tosi, *D'Annunzio en France 1914-1915*, Paris, 1961. — C. Varese, *Cultura italiana contemporanea*, Pise, 1951.

Monographies de grands écrivains contemporains : P. Bargellini, *Giosuè Carducci*, Brescia, 1934. — G. Chiarini, *Vita di G. Carducci (1835-1907)*, Florence, 1907. — T. Gallarati-Scotti, *La Vita di Antonio Fogazzaro*, Milan, 1920. — A. Jeanroy, *Giosuè Carducci. L'Homme et le Poète*, Paris, 1911. — J. Th. Paolantonacci, *G. d'Annunzio et l'Humanisme méditerranéen*, Marseille, 1948. — Lucienne Portier, *Antonio Fogazzaro*, Paris, 1937. — L. Russo, *Giovanni Verga*, 3e édit., Bari, 1941. — M. Saponaro, *Carducci*, Milan, 1945. — Albert Valentin, *Giovanni Pascoli, Poète lyrique (1855-1912)*, Paris, 1925.

INDEX

Abbiate, 235.
Acerbo, 226.
Acquarone (duc), 323, 325, 327.
Aehrenthal (comte d'), 89, 99, 100.
Albertario (don), 53.
Albertini, 235.
Albini, 320.
Alexander (général), 332, 354.
Alfieri (Dino), 247, 318.
Alvaro (Corrado), 435.
Ambrosio, 317-318, 324-325, 327, 330, 334, 337-338.
Amé (général), 315.
Amendola (Giorgio), 343.
Amendola (Giovanni), 154, 234, 238, 240.
Andrassy, 30.
Anfuso, 247.
Annunzio (Gabriel d'), 86, 117, 121, 163, 165, 167, 178, 182-184, 199, 218, 220, 226, 249, 414, 417-419.
Antonelli, 42-45.
Aoste (duc d'), 142, 220, 236.
Aragona (d'), 375.
Ardigò (Roberto), 414.
Arimondi, 46.
Attolico, 290, 296, 302.
Azeglio, 62.
Bacchelli (Riccardo), 434.
Badoglio (maréchal), 221, 305-308, 315-318, 324-352, 360.
Balbo (Cesare), 162.
Balbo (Italo), 199, 221, 234, 300.
Baldesi, 225.
Baldissera, 44-47.
Baldwin, 246.
Baratieri, 45-47.
Barbato, 51.
Barracu, 358.
Barrère, 59-61, 72, 166.
Barthélemy-Saint-Hilaire, 32.
Bartoli (Adolfo), 430.

Bassani (Giorgio), 438.
Bassi (Ugo), 95.
Bastianini, 247, 313, 318-319.
Battisti (Cesare), 189.
Bava-Beccaris, 52, 531.
Beaumarchais (de), 250.
Bellini delle Stelle (Pietro-Luigi), 357.
Benès, 157, 248.
Benoît XV, 107, 158, 167, 170.
Berchtold (comte), 113.
Bergamini (amiral), 339.
Bethmann - Hollweg (chancelier), 158.
Bertolini, 152.
Bertone, 169.
Bertoni, 241.
Beust (comte de), 6.
Bevione, 97.
Bianchi (Michele), 21, 185, 193, 221, 251.
Billot, 40.
Bismarck, 23, 27, 29, 30, 33, 37.
Bissolati (Leonida), 50, 67, 88, 120, 147, 154, 165, 172, 183, 186, 190-191.
Bogomolov, 344.
Boine (Giovanni), 423.
Bombacci, 358.
Boncompagni-Ludovisi (prince Fr.), 241.
Bonomi, 67, 154, 181, 190, 203, 206-207, 211, 324-325, 340, 347, 360-361, 364, 377.
Borghese (Scipion), 97.
Boris (roi de Bulgarie), 308.
Boselli, 121, 147, 148, 154, 181.
Bottai (Giuseppe), 239, 252-253, 259, 293, 298, 303, 314-315, 319, 321.
Bracco (Roberto), 427.
Brachet (Auguste), 9.
Bresci, 55.
Brin, 22.
Broglie (duc de), 33.
Broussilov, 134.
Brusati (général), 133, 137.
Bülov (prince de), 61, 71, 114-115.
Buonaiutti (abbé Ernesto), 417.
Burlan (baron), 114.
Buozzi (Bruno), 346.
Cabrini, 67.
Cadorna (comte), 10, 126, 127, 129, 132, 134, 139, 140.
Caetani (Léon), 97.
Caggia, 317.
Cairoli (Benedetto), 26, 27, 31, 38.
Calvi di Bergolo (général, comte), 339, 342, 347.
Calvino (Italo), 438.
Campilli, 373.
Campioni (amiral), 352.
Canaris (amiral), 310.
Capello (général), 139, 142.
Capponi (Gino), 162.
Carandini, 343.
Carboni (général), 336, 338, 339.
Cardarelli (Vincenzo), 433.
Cardona (comte Raffaele), 354.
Cardona (général), 356.
Carducci, 85, 409, 411, 412.
Casati (comte Alessandro), 241, 325, 343, 347.
Cassola (Carlo), 438.
Castellano, 331-335.
Cavaciocchi (général), 135.
Cavagnari (amiral), 306.

Cavallero (maréchal), 308, 311-313, 317.
Cavallotti, 48.
Cavan (Lord), 145.
Caviglia (général), 145, 184, 338.
Cavour, 10-12, 14, 16, 24, 26, 39, 72, 95, 177, 242, 292.
Cella, 356.
Cerica (général), 327.
Cernuschi, 48.
Cerretti, 260.
Cespédès (Alba de), 438.
Chabob (Federico), 433.
Challemel-Lacour, 32.
Chamberlin (Austen), 152, 245, 286.
Chamberlain (Neville), 289, 290, 291.
Charles (empereur d'Autriche), 140, 150-152, 247.
Charles-Albert, 162.
Churchill (Winston), 317, 333, 341, 342, 361, 374.
Cialdini, 6, 17, 32.
Cianca (Alberto), 347.
Cianetti 350.
Ciano (comte Galeazzo), 240, 247, 253, 284, 285, 287-289, 292-298, 302-309, 313-316, 321, 323, 349, 350, 351.
Ciano (comtesse), 189.
Ciano (Costanzo), 284.
Clemenceau, 165.
Colombo, 393, 401.
Colonna (Prospero), maire de Rome, 104.
Comandini, 154.
Constantin (roi de Grèce), 154.
Contarini, 244.
Coppola (Fr.), 87, 246, 436.
Coppola (G.), 358.
Corbino, 371.
Corradini (Enrico), 85, 86, 88.
Corti (comte), 26.
Costa (Andrea), 49.
Courten (amiral de), 339, 347.
Crispi, 8, 9, 23, 26, 27, 29, 30, 32, 37-48, 51, 52, 58, 59, 66, 70, 91.
Croce (Benedetto), 49, 110, 181, 261, 345, 347, 409, 418-422, 423, 425, 430, 431, 433, 436.
Curci (père), 38.
Curzon (Lord), 250.
Dabormida, 46.
Daladier, 290, 291.
Dalla Torre (comte), 170.
De Ambris (Alceste), 183, 193.
De Amicis (Edmondo), 85.
De Bono (général), 221, 226, 234, 238, 239, 279, 281, 322, 350, 351, 359.
Decazes (duc), 32.
De Felice, 50.
De Gasperi, 213, 343, 347, 362, 364, 367-379, 381, 386-391.
Delcassé (Théophile), 71, 72.
Deledda (Grazia), 414.
De Martino, 400.
De Nicola, 207, 345, 373.
Depretis, 22, 23, 26, 31, 34, 36, 44, 55, 62.
De Ruggerio, 343, 347.
De Sanctis (Francesco), 16, 26.
De Stefani (Alberto), 226.
De Vecchi (Cesare), 221, 223, 226, 239, 309.
Diaz (général), 133, 221, 226.
Dollfuss, 248.

Donati, 235, 238.
Dossetti, 379.
Dumini (Amerigo), 205, 234, 238.
Eden (Anthony), 245, 279, 288, 289.
Einaudi, 274, 374, 377, 378, 389, 390.
Eisenhower (général), 281, 316, 330-336.
Enver (bey), 92.
Erzberger, 115.
Facta, 154, 214, 222, 223, 244.
Fanfani (Amilcare), 379, 380, 381, 387, 388, 393, 394, 398, 401, 402.
Farinacci, 240, 314.
Favagrossa (général), 329.
Federzoni (Luigi), 226, 234, 239, 314, 316, 319, 321.
Fermi, 241.
Ferrero (Guglielmo), 431.
Ferri (Enrico), 68, 415.
Finzi (Aldo), 234.
Fiordelli (Mgr), 405.
Flotow (von), 115.
Foch (maréchal), 143.
Fogazzaro (Antonio), 416-417.
Foscari, 97.
Franco (général), 286, 287, 310,
François-Ferdinand (archiduc), 99, 102.
François-Joseph (empereur d'Autriche), 33, 150.
François-Poncet, 292.
Frank, 287.
Freycinet, 32, 33, 40.
Fortis, 70-72.
Gadda (Carlo-Emilio), 439.
Galbiati (général), 322.
Gandolfi, 45.
Garibaldi, 22, 24, 36, 62, 88, 95, 167, 184.
Garibaldi (Peppino), 109.
Garofalo, 415.
Gasparotto, 131.
Gasparri (cardinal), 170, 262.
Gedda, 376.
Gentile (Giovanni), 226, 240, 253, 261, 422, 436.
Gentiloni (comte), 94, 95.
Ghisalberti (professeur), 432.
Giacosa (Giuseppe), 427.
Giolitti (Giuseppe), 16, 36, 48, 49, 54, 57-74, 77, 78, 80, 89, 90, 93, 94, 97, 98, 100-102, 106, 110, 111, 115, 116, 118, 121, 147, 163, 170-175, 178, 180-183, 185, 186, 190, 193, 201-203, 207, 208, 210, 212-214, 219, 231, 232, 245, 254, 261, 272.
Giordani, 226.
Giulietti, 183.
Giuriati, 183, 226.
Goluchowski (comte), 73.
Gonzaga (général), 336.
Govone, 17.
Gozzano (Guido), 425.
Gramsci, 238, 384, 435.
Grandi (Dino), 207, 211, 212, 239, 246, 247, 253, 288, 298, 314, 316, 317, 319, 320-323, 350.
Grandi (général), 126, 343.
Graziani (général), 279, 282, 306, 309, 348, 356, 359.
Gronchi, 343, 347, 377, 378, 389-393, 402.
Grosoli (comte), 169.
Gualterio, 95.

Guariglia, 329, 337.
Guillaume II, 33, 73, 158.
Gullo, 373, 381.
Haïlé Sélassiê, 278-279.
Hélène de Monténégro (épouse de Victor-Emmanuel III), 52.
Hérelle (Georges), 417, 418.
Herriot, 246.
Hindenburg (maréchal), 143.
Hitler, 248, 284, 287-291, 296, 302-306, 309, 310, 312, 317, 318, 320, 341, 348-350.
Hoare, 245.
Hötzendorf (Conrad de), 99, 100, 134.
Humbert I", 25, 26, 29, 31, 33, 37, 45, 53, 55.
Humbert II, 345, 347, 365, 366.
Ignatiev, 30.
Ingrao, 402.
Isvolsky, 100.
Jacini, 27, 95, 260.
Jacomini, 307.
Jean XXIII, 396, 400.
Jérôme Napoléon, 11.
Joergensen, 208.
Johannès (empereur d'Abyssinie), 42, 44.
Jurgens, 205.
Kalnoky, 33.
Kanzler, 10.
Keitel (maréchal), 308, 330.
Kesselring (von), 311, 333, 336, 337, 339.
Keudell (von), 33.
Koulischoff (Anna), 50, 190.
Labriola (Antonio), 50, 88.
Labriola (Arturo), 22, 27, 37, 88, 181.
La Marmora, 6, 15, 39, 62, 151.
Lambruschini, 162.
Lampedusa (prince de), 438.
Lanza (comte), 9, 10, 14, 15, 20, 71.
Lanzillo (Agostino), 192.
La Pira, 379, 381.
Laval (Pierre), 245, 279, 283.
Laveleye (Emile de), 28.
Lazzari (Costantino), 147.
Léon XIII, 33, 37, 38, 95.
Leone, 400, 402, 427.
Léopold II, 43.
Lercaro (cardinal), 405.
Levi (Carlo), 435.
Leygues (de), 182.
Lloyd (George), 149, 152, 165.
Lombroso (Cesare), 415.
Longinotti, 169.
Loria (Achille), 274.
Loubet (Emile), 61, 71, 72.
Luzio, 241, 431.
Luzzatti, 52, 60, 66, 71, 77, 83, 93, 147, 186, 274.
Macchio (baron), 115.
Macciò, 31.
Mac Donald, 245.
Mac Farlane (général), 344, 347.
Magliani, 36.
Malaguzzi-Valeri, 15.
Mancini, 22, 31, 42, 345.
Maniu (Jules), 345.
Marazzi (général), 127, 132.
Marconi, 241.
Marcora, 55, 121.
Marguerite (épouse de Humbert I"), 25, 33, 220.
Marie-José (reine d'Italie), 323, 366.

Marinelli, 234, 238, 350.
Marinetti, 194.
Mascherpa (amiral), 352.
Massigli, 344.
Matchek, 294.
Mattei (Enrico), 388.
Matteotti, 172, 200, 205, 232-238, 249.
Mauri, 158, 169.
Mazzini, 22, 72, 88, 95, 292, 348.
Meda (Filippo), 96, 147, 159, 174, 181, 213, 230.
Menabrea, 6, 62.
Ménélik, 42, 44-47, 278.
Merzagora, 374, 390.
Messe (général), 313, 321.
Mestrovitch, 157.
Miglioli (Guido), 174, 216.
Millerand, 182.
Millo (amiral), 160, 183, 184.
Minghetti, 14, 20, 62, 83.
Minocchi (Salvatore), 406, 417.
Minzoni (abbé), 238.
Missiroli (Mario), 435.
Modigliani, 172.
Molmenti (Adolfo), 430.
Montezemolo (colonel de), 347.
Monti, 26, 119.
Moravia, 241, 437.
Moro (Aldo), 392, 394, 400-403.
Morretti (Mariano), 425, 426.
Murri (Romolo), 169.
Mussolini (Benito), 38, 103, 109, 149, 183, 184, 187, 189-195, 199, 202, 203-215, 218, 220-240, 243-262, 266-298, 302-328, 334, 340-343, 348-350, 356-361, 367, 420.
Naldi, 191.
Napoléon III, 5-7, 151, 188.
Nathan (Ernest, maire de Rome), 100, 104.
Nava (Cesare), 159.
Negri (Ada), 425.
Nenni (Pietro), 192, 238, 343, 360, 372, 379, 389, 390, 394, 400, 401.
Neurath (von), 287.
Nicolas II (tsar), 89, 100.
Nicotera, 22, 23.
Nitti, 17, 133, 147, 148, 172, 175-183, 213, 219, 238, 244, 364, 373, 385.
Novati, 416.
Omodeo, 343, 345.
Orero, 45.
Oriani (Alfredo), 85, 87.
Orlando, 119, 148, 159, 165, 166, 172, 181, 231, 260, 325, 328, 364, 373.
Orsini, 26.
Ottaviani (cardinal), 393.
Oviglio, 226.
Pacciardi, 375.
Pacelli (cardinal), voir Pie XII.
Pallavicini, 6.
Panzini, 409, 241, 426.
Papini, 85, 192, 241, 423, 424.
Pareto (Vilfredo), 189.
Parri, 343, 362-364, 386, 390.
Pascoli, 85, 411, 412, 421.
Passanante, 26.
Pastore, 393.
Paul-Boncour, 250.
Pavelitch (Ante), 245, 311.
Pavese (Cesare), 439.
Pavolini, 298, 343, 358.
Peano, 116.

Pella (Giuseppe), 388, 393.
Pelloux, 54, 55, 58, 59.
Perri (Francesco), 435.
Petacci (Clara), 315, 359.
Petacci (Clara), 315, 359.
Phipps (Sir Eric), 288.
Piacentini (Marcello), 267.
Piccioni, 377.
Pie IX, 10, 12, 24, 42.
Pie X, 95, 107.
Pie XI, 259, 261, 263, 396.
Pie XII, 158, 396.
Pierre de Yougoslavie, 310.
Pifati, 238.
Piovene (Guido), 437.
Pirandello (Luigi), 409, 418, 428, 429.
Pistoja (général), 125.
Pittié (général), 33.
Poincaré (Raymond), 92, 93, 250.
Pollio (général), 90, 126.
Porro (général), 128.
Prampolini, 172, 199.
Pratolini (Vasco), 438.
Prezzolini, 85, 127, 146, 192, 423.
Pricolo (général), 306.
Prinetti, 58, 60, 61.
Rajna (Pio), 430.
Rattazzi, 24.
Renier, 416.
Reynaud (Paul), 317.
Ribbentrop, 290-296, 302, 304, 309.
Ribot, 149, 152.
Ricasoli, 11, 14, 21, 26, 70, 95, 151, 162, 292.
Riccardi, 315.
Ricci (Corrado), 430.
Ricci (Renato), 239, 298, 355.
Roatta (général), 306, 307, 337, 338.
Robilant (comte de), 37, 40, 44.
Rocco, 239, 242, 253, 256.
Rodinò, 169, 345.
Romagnoli, 241.
Rommel, 311, 314, 320, 321.
Ronco (sénateur), 218.
Roosevelt (président des Etats-Unis), 333, 341.
Rosano, 49.
Rosselli, 286.
Rossi (Cesare), 186, 193, 234, 335.
Rossoni (Edmondo), 251, 253, 256.
Rudini (di), 25, 47, 52, 54, 58-60.
Rouvier, 40.
Ruini, 347, 362.
Rumor (Mariano), 393.
Russo (Domenico), 212.
Salandra (Antonio), 103, 105, 107, 109, 113, 114, 118-121, 125, 134, 146, 153, 165, 172, 174, 219, 223, 231.
Salisbury (Lord), 27.
Salvatorelli, 110, 343.
Salvemini (Gaetano), 431.
San Giuliano (marquis de), 72, 89, 101, 105, 112.
Sanguinetti (Edoardo), 439.
Santucci (comte), 169.
Saracco, 44, 55, 57-59.
Saragat, 347, 367, 369, 372, 375-377, 401.
Savini, 31.
Sazonov, 101.

Scelba, 389, 393.
Schanzer, 244.
Schuschnigg (chancelier), 287.
Schuster (cardinal), 356.
Scialoja, 14, 232, 244.
Scimula, 195.
Scoccimarro, 343, 372.
Scorza, 240, 315, 316, 319, 322.
Segni, 373, 389, 391, 393, 400, 402.
Sella (Quintino), 7, 14, 19, 21, 31, 36, 47, 62.
Serao (Matilde), 414.
Serra (Renato), 423.
Serrano Suñer (Ramòn), 309, 310.
Serrati, 147, 172.
Sforza (comte), 72, 166, 181, 182, 203, 228, 235, 238, 244, 245, 345, 347, 360-362, 372, 374.
Sighele (Scipio), 415.
Silone, 238, 435.
Silva (Pietro), 432.
Silvestrelli, 72.
Skirmunt, 157.
Skorzeny (major), 341, 348.
Soddu (général), 307, 309.
Soleri (Marcello), 343, 347.
Sonnino (Sydney), 33, 58, 70, 107, 112-115, 121-124, 147, 149, 150-154, 157, 165, 166, 174, 242.
Sonzini, 195.
Sorice (général), 329, 342.
Spaventa, 14, 16.
Stahel (général), 342.
Starace, 240, 282.
Stefanik, 157.
Stojadinovitch, 245, 294, 310.
Sturzo (don Luigi), 167, 169, 170, 201, 212, 213, 220, 229-231, 238, 367, 376, 379, 385, 386, 392, 435.
Suardo (comte), 320, 322.
Suckert-Malaparte (Curzio), 435.
Suvich, 246.
Tambroni, 392, 393.
Tangorra, 226.
Tanlongo, 48, 49.
Tarchiani (Alberto), 345.
Tardieu (André), 166.
Taylor (général), 335.
Thaon de Revel (amiral), 223, 226, 298.
Thiers, 22.
Tilgher (Adriano), 110.
Tisza (Etienne, président du Conseil de Hongrie), 114.
Tito (maréchal), 72, 369, 388.
Tittoni, 71, 72, 100, 178, 239.
Togliatti (Palmiro), 344, 345, 347, 362, 378, 402.
Tognetti, 26.
Torlonia (prince), 270, 371, 411.
Torre (Andrea), 232.
Toscanini, 195.
Tremelloni, 375, 377.
Treves, 148, 172, 190, 238
Tringali (Casanova), 322, 323.
Trumbitch (Ante), 156, 157, 181.
Turati (Filippo), 50, 66, 147, 165, 172, 190, 191, 208, 217, 238, 240.
Vaccari (général), 142.
Valera (de), 240.
Valerio, 358.
Vandervelde, 249.

Venizelos, 153, 154.
Venturi (Adolfo), 430.
Venturi (Alfredo), 376.
Venturi (Franco), 376.
Verga, 409, 413, 414, 418.
Vesnitch, 182.
Victor-Emmanuel II, 6, 11, 14, 23, 24, 39.
Victor-Emmanuel III, 52, 57, 100, 120, 223, 236, 295, 323, 325, 327, 343-345, 365.
Vidussoni, 240.
Vietinghoff-Schell, 356.
Villari (Pasquale), 430.
Vinciguerra, 238.
Visconti-Prasca (général), 307-309.
Visconti-Venosta (marquis), 6, 8, 14, 27, 59, 60, 72, 73.
Vittorini (Elio), 437.
Volpe, 241, 436.
Volpi, 152.
Volpi di Misurata (comte), 241.
Vychinsky, 344.
Wilson (président), 160, 165, 166, 173, 178, 182.
Zanardelli, 22, 52, 54, 58, 64, 66.
Zogu (Ahmed, roi d'Albanie), 294.
Zoli, 389, 392, 395.
Zvetkovitch, 310.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — LES DÉBUTS DE L'UNITE : LA DROITE HISTORIQUE AU POUVOIR (1870-1876) 5

CHAPITRE II. — LES MINISTÈRES DE GAUCHE : LA TRIPLE ALLIANCE (1876-1900) 21

CHAPITRE III. — LA DICTATURE PARLEMENTAIRE DE GIOLITTI (1900-1914) 57

CHAPITRE IV. — LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (1914-1918) 105

CHAPITRE V. — LA CRISE DE L'APRÈS-GUERRE (1919-1922) 161

CHAPITRE VI. — MUSSOLINI ET LE RÉGIME FASCISTE (1922-1939) 225

CHAPITRE VII. — LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1939-1946) 297

CHAPITRE VIII. — LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE ITALIENNE .....

CHAPITRE IX. — LE MOUVEMENT DES IDÉES DE 1870 A NOS JOURS 407

BIBLIOGRAPHIE 441

INDEX 447

Achevé d'imprimer le 10 février 1972,
Sur les presses de l'Union Parisienne d'Imprimeries,
13, rue Yves-Toudic, Paris (X^e^).

Dépôt légal n° 4668 - 1^er^ trimestre 1972.
23-46-2041-01.

23-2041-4.